



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-10

Nouvelles lois p. 11-12

Séances publiques
n^{os} 43 et 44 p. 12-71

Questions au
Gouvernement p. 72-99

2023-2028

n°19



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-10

Nouvelles lois p. 11-12

Séances publiques p. 12-71

43^e séance du mercredi 13 novembre 2024 p. 12-39

44^e séance du jeudi 14 novembre 2024 p. 39-71

Questions au Gouvernement p. 72-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

10/12/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



« Défendre la démocratie au quotidien »



Une soixantaine de députés internationaux membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe réunis à Luxembourg

Une soixantaine de députés internationaux des 46 États membres du Conseil de l'Europe s'étaient réunis à l'Abbaye de Neumünster à Luxembourg le 29 novembre 2024 pour marquer le début de la présidence luxembourgeoise de cette institution, garante de l'État de droit sur le continent européen. Les discussions ont principalement porté sur les droits humains menacés en Azerbaïdjan ainsi que sur l'ingérence étrangère, notamment dans les processus électoraux. Les parlementaires ont encore exprimé leurs préoccupations face à la situation en Géorgie, où le Gouvernement a annoncé la suspension des négociations d'adhésion avec l'Union européenne.

La journée a été également marquée par un déjeuner de travail en présence de S.A.R. la Grande-Duchesse, portant sur la situation des femmes en Afghanistan et le viol en tant qu'arme de guerre, ainsi que par une table ronde dédiée aux « itinéraires culturels ».

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a exprimé son inquiétude face à un monde aujourd'hui ébranlé, soulignant que « plus que jamais, la démocratie est attaquée de toutes parts et doit être défendue quotidiennement par des actions politiques ». Il a également déploré que, selon les dernières statistiques, les jeunes générations sembleraient moins attachées à la démocratie, ce qui pourrait menacer l'équilibre fragile de cette structure construite au fil des décennies. Dans ce contexte, il s'est réjoui que la présidence luxembourgeoise ait placé la lutte contre l'érosion démocratique au cœur de ses priorités durant sa présidence du Comité des ministres du Conseil de l'Europe.

Au cours de son allocution, M. Wiseler a également insisté sur la nécessité, face aux tensions actuelles sur le continent européen et dans ses environs, de promouvoir le vivre-ensemble et de combattre toutes les formes d'intolérance et de discrimination. Dans la même veine, il a souligné le rôle capital de la Cour européenne des droits de l'homme. Il a appelé à mener des réflexions sur l'amélioration de son fonctionnement, afin « qu'aucun État membre ne puisse ignorer les décisions contraignantes et finales de la Cour, tout en continuant à bénéficier des privilèges de son appartenance au Conseil de l'Europe ».

Droits humains en péril : l'Azerbaïdjan au cœur d'un débat d'actualité

À la demande de la délégation luxembourgeoise, les parlementaires ont mené un débat d'actualité concer-

nant l'intensification des répressions en Azerbaïdjan, en particulier la situation des prisonniers politiques, les menaces pesant sur les libertés démocratiques et les droits parlementaires. Dans ce contexte, le Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, M. Gusty Graas, a exprimé sa profonde inquiétude face à la situation des droits humains en Azerbaïdjan, qu'il a qualifiée de précaire. Il a dénoncé la répression systématique exercée contre des droits fondamentaux tels que la liberté d'expression et de réunion. M. Graas a appelé ses collègues de l'APCE à réagir avec fermeté face à ces dérives, relevant que « nous devons rappeler à l'Azerbaïdjan les engagements fondamentaux qui lient chaque État membre du Conseil de l'Europe : le respect inconditionnel des droits humains et des libertés fondamentales ». Selon lui, rester inactif face à une telle situation constituerait non seulement un échec moral, mais également une trahison des valeurs et des principes fondateurs de l'organisation.

Préoccupations de l'APCE concernant la suspension des négociations d'adhésion de la Géorgie avec l'Union européenne

Les parlementaires ont également adopté une déclaration exprimant leurs préoccupations face à la situation en Géorgie, où le Gouvernement a annoncé la suspension des négociations d'adhésion avec l'Union européenne, contrairement aux promesses électo-

rales. Les députés ont souligné que cette décision pourrait avoir un impact significatif sur la mise en œuvre de réformes essentielles pour le renforcement de l'État de droit et le fonctionnement des institutions démocratiques en Géorgie. Finalement, ils ont appelé la Géorgie à rester fidèle aux valeurs européennes et à respecter pleinement ses obligations et engagements en tant qu'État membre du Conseil de l'Europe.

Les femmes parlementaires unies contre les violences de guerre

Dans le cadre de la présidence tournante de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le pays hôte a pour tradition d'organiser un événement dédié aux « Femmes @ APCE ». Cette plateforme, non politique, multipartite et informelle, est accessible à toutes les femmes membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, représentant environ 250 femmes sur un total de 612 membres.

Lors de cet événement, une vingtaine de femmes parlementaires ont échangé avec S.A.R. la Grande-Duchesse Maria Teresa, Présidente de l'association « Stand Speak Rise Up! », sur des sujets cruciaux tels que la situation des femmes en Afghanistan et l'utilisation du viol comme arme de guerre. L'association « Stand Speak Rise Up! » a pour mission de dénoncer et de combattre cette pratique et d'accompagner les victimes dans leur processus de reconstruction tout en soutenant leur quête de justice. Au cours des discussions, S.A.R. la Grande-Duchesse a également entendu des témoignages émouvants transmis par la délégation ukrainienne, mettant en lumière l'urgence de ces enjeux.

Les « itinéraires culturels » au cœur du dialogue

L'année 2024 marque le 70^e anniversaire de la Convention culturelle européenne. Dans ce cadre, la Chambre des Députés a organisé une table ronde intitulée « Les itinéraires culturels du Conseil de l'Europe : une plateforme pour le dialogue interculturel » en présence du Ministre de la Culture, M. Eric Thill.

Les itinéraires culturels du Conseil de l'Europe, initiés en 1987, promeuvent le patrimoine européen à travers 47 itinéraires thématiques, favorisant le dialogue interculturel et l'unité entre les nations. Ce programme sert de plateforme pour la paix, la réconciliation et le développement durable, comme souligné dans la Résolution 2488 (2023) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.



En tant que Présidente de l'association « Stand Speak Rise Up! », S.A.R. la Grande-Duchesse a eu un échange de vues avec des parlementaires sur les violences de guerre perpétrées contre les femmes.

Comment protéger les parlementaires dont les droits humains sont menacés ?



Mme Laurence Fehlmann Rielle (6^e à gauche), membre du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'Union interparlementaire (UIP), entourée de députés luxembourgeois

La protection des droits humains des parlementaires était au centre d'un échange de vues, le 25 novembre 2024, entre les députés luxembourgeois et Mme Laurence Fehlmann Rielle, députée suisse et membre du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'Union interparlementaire (UIP).

En 2024, le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'Union interparlementaire (UIP) a été saisi par 956 parlementaires originaires de 55 pays pour des violations de leurs droits fondamentaux. La majorité des cas concerne des membres de l'opposition. Parmi les violations signalées figurent la suspension ou la perte abusive du mandat parlementaire, les atteintes à la liberté d'expression, les menaces et intimidations, y compris à l'encontre des membres de la famille, les restrictions à la liberté de réunion, voire des cas extrêmes tels que les disparitions forcées ou les assassinats déguisés en suicides.

Les cas sont répartis de la manière suivante : Asie : 331 cas, Moyen-Orient et Afrique du Nord : 228, Amériques : 195, Afrique : 127 et Europe : 75.

Une augmentation de signalements

Mme Fehlmann Rielle a constaté une augmentation des cas soumis au Comité. Selon elle, cette tendance

s'explique notamment par une meilleure visibilité des actions de l'UIP et des avancées dans les moyens de communication. Elle a également souligné que le travail du Comité a permis la libération de plusieurs parlementaires en 2023, citant des exemples au Bangladesh, au Gabon, au Myanmar et aux Philippines.

Un représentant de l'UIP est encore revenu sur une étude lancée par le Comité intitulée « La solidarité parlementaire en action ». Cette étude a relevé plusieurs « best practices » au sein des parlements membres de l'UIP, dont l'exemple du Parlement danois qui a envoyé des députés en Turquie pour observer des procès contre des parlementaires turques. Un autre exemple mentionné était celui du Parlement de l'Uruguay, qui a organisé plusieurs événements et publié des déclarations en soutien aux parlementaires en danger au Venezuela.

En 2023, la cellule scientifique de la Chambre des Députés a été chargée d'examiner de près les moyens dont disposent les membres de la Chambre pour soutenir leurs collègues exposés à des violations des droits de l'homme. Un exemple mentionné est le programme de parrainage politique mis en place par le Bundestag allemand.

Lors des échanges, le Président de la Chambre des Députés a réitéré l'engagement du Luxembourg en faveur des droits humains, soulignant l'importance du multilatéralisme pour un pays de petite taille.

M. Wiseler s'est encore renseigné sur les moyens de pression ou de sanction disponibles contre les pays ou parlementaires auteurs de violations. La représentante de l'UIP a expliqué que les décisions de l'UIP ne sont pas contraignantes, qu'elles ne sont pas basées sur des sanctions et que l'essentiel repose sur le travail de « diplomatie parlementaire en coulisses ». Cependant, elle a noté que l'impact négatif sur l'image internationale d'un pays, lorsqu'il est mentionné dans les rapports de l'UIP, peut constituer un moyen de pression efficace.

Un député membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a évoqué une initiative visant à soutenir les prisonniers politiques au Bélarus, en précisant qu'un certain nombre de parlementaires ont rejoint cette initiative.

Par ailleurs, certains parlementaires luxembourgeois ont recommandé que l'UIP intensifie sa coopération avec d'autres assemblées parlementaires telles que l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF). Dans ce cadre, il a été souligné que l'APF a mis en place un système de sanctions et de veille pour certains pays. Mme Fehlmann Rielle a reconnu la nécessité d'une collaboration renforcée et systémique entre les assemblées parlementaires afin « d'unir des forces et d'éviter de travailler en silo ».

Retrouvez l'interview avec Mme Laurence Fehlmann Rielle, représentante de l'UIP, et M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, en scannant le code QR suivant :



Symposium de l'EJA pour commémorer la libération d'Auschwitz

Dans le cadre des commémorations du 80^e anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz, M. Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre des Députés, a pris part au symposium organisé par le « European Jewish Association (EJA) » les 18 et 19 novembre 2024 à Cracovie en Pologne. Cet événement, qui s'est déroulé sur deux jours, a abordé des sujets majeurs tels que le lien entre antisémitisme et antisémitisme, le rôle des universités comme lieux de libre expression ou, au contraire, de propagation de la haine, ainsi que l'importance cruciale de l'éducation sur la Shoah. Le symposium s'est achevé par une visite solennelle du site d'Auschwitz-Birkenau, ponctuée d'une cérémonie commémorative en hommage aux victimes de la Shoah.



M. Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre des Députés, lors de la visite solennelle du site d'Auschwitz-Birkenau

L'origine ethnique reste source de discriminations



De gauche à droite : M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint de la Chambre, M. Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre, Mmes Sylvie Kerger et Catia Fernandes Neves, membres du collège du CET, M. Gilles Boulting, coordinateur exécutif du CET, Mme Susanna van Tonder, Présidente du CET, et M. Jean-Marc Scheer, membre du collège du CET

Dans les dossiers traités par le Centre pour l'égalité de traitement (CET), la discrimination en raison de l'origine ethnique est souvent invoquée. Les représentants du CET ont remis le rapport 2023 à M. Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre des Députés, le 27 novembre 2024.

Le CET a vu le jour en 2006. Il s'agit d'un organe rattaché à la Chambre des Députés et qui exerce ses missions en toute indépendance. Il vise à informer les victimes sur leurs droits individuels, la législation,

la jurisprudence et les moyens de faire valoir leurs droits. Les missions du CET consistent également à publier des rapports, émettre des avis ainsi que des recommandations et conduire des études sur toutes les questions liées aux discriminations.

« Les discriminations sont souvent multiples », tel était le constat de la Présidente du CET, Mme Susanna van Tonder. Les cas de discrimination traités par le CET augmentent d'année en année et les discrimi-

nations qui sont le plus souvent invoquées sont celles fondées sur l'origine ethnique.

Pour mieux avancer, sensibiliser et atteindre un public plus large, le CET a cependant besoin de plus de moyens : c'est ce qu'ont affirmé ses représentants lors de la remise du rapport.

Un élargissement du champ d'action

Les représentants du CET ont regretté ne pas pouvoir agir lors de discriminations en raison de la nationalité, le champ d'action de l'institution étant limité à des discriminations fondées sur la race ou l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge.

« La discrimination en raison de la santé, au sens plus large, devrait elle aussi être incluse dans ce catalogue », a encore expliqué la Présidente du CET. Des personnes atteintes d'un cancer ou du sida par exemple pourraient se voir discriminées à cause de leur maladie.

Un « congé CET »

Une autre doléance du CET était l'instauration d'un « congé CET » comparable par exemple au congé politique. Le travail du collège, et surtout de la Présidente, étant très chronophage, il serait souvent difficile de le concilier avec la vie professionnelle et la vie privée. Le CET a été invité à formuler et préciser ses besoins en la matière.

Le cadre légal

Deux directives européennes de 2024 prévoient entre autres un renforcement des compétences pour les organismes d'égalité de traitement et une obligation légale de les doter de ressources humaines, techniques et financières suffisantes. Pour le CET, ses doléances devraient être reprises dans les nouveaux textes transposant ces directives européennes.

Présentation du rapport 2024 de l'OKaju

Le médiateur pour les enfants et les adolescents – « Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju) » –, M. Charel Schmit, a présenté son rapport à l'ensemble des députés réunis en salle plénière le 20 novembre 2024.

C'est à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant que M. Charel Schmit s'est rendu au Parlement pour présenter le rapport annuel 2024 aux députés. Il a été accompagné entre autres par deux « OKaju Young Advisors » qui ont témoigné de leurs expériences.

L'OKaju a pour mission de promouvoir, de sauvegarder et de protéger les droits de l'enfant au Luxembourg. Dans son rapport 2024, il met un accent sur les quatre défis suivants :

- la santé mentale des enfants et adolescents,
- le système intégré de protection de l'enfance,
- les violences et autres préjudices liés au numérique,
- la pauvreté des enfants et l'exclusion sociale.

Regardez le replay de l'échange en scannant le code QR suivant :



M. Charel Schmit, Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (3^e à gauche), lors de la présentation de son rapport

La Convention des Jeunes à la Chambre



Dans quatre ateliers différents, les jeunes ont eu l'occasion d'échanger avec les membres de la Chambre des Députés.

À l'occasion du « Jugendkonvent », des jeunes entre 13 et 30 ans se sont rendus au Parlement le 15 novembre 2024 pour échanger avec les députés sur des

sujets d'actualité. L'échange a été diffusé en direct sur Chamber TV et peut être visionné en replay sous le lien suivant : www.chd.lu/fr/jugendkonvent2024

Dans le cadre de quatre ateliers, les participants au « Jugendkonvent » se sont penchés sur les sujets suivants :

- Mäin Europa vu muer – Mon Europe de demain
- Rentereform: Wat geet et mech un? – Réforme des pensions : en quoi cela me concerne-t-il ?
- Kënschtlech Intelligenz: Revolutioun am Klassenall? – L'intelligence artificielle : une révolution dans les salles de classe ?
- Social Media an Influencer: Liewen an enger (Filter)-Bubble? – Médias sociaux et influenceurs : est-ce que je vis dans une bulle (de filtrage) ?

De cette façon, les ateliers ont touché des thèmes qui peuvent particulièrement concerner et intéresser les jeunes. À l'issue de ces ateliers, les jeunes ont rencontré les représentants politiques en plénière afin de discuter de leurs conclusions et propositions.

Le « Jugendkonvent » s'inscrit dans une série d'événements à la Chambre des Députés qui visent à promouvoir la participation citoyenne auprès des jeunes.

Le « Zuch vun der Demokratie » a fait halte à la Chambre

Le 22 novembre 2024, le Parlement a ouvert à nouveau ses portes aux jeunes citoyens. Des élèves des cycles 3 et 4 venant de diverses régions du pays se sont réunis à la Chambre des Députés pour discuter des droits de l'enfant.

Comme les enfants se rendent en train et en tramway à la Chambre, cet événement est symboliquement nommé « Zuch vun der Demokratie – Train de la démocratie ». Organisé chaque année, il s'inscrit dans le cadre de la Journée internationale des droits de l'enfant, célébrée chaque année le 20 novembre.

Pour la 7^e édition de l'événement, quelque 123 élèves ont été conviés à la Chambre pour y faire entendre leur voix au sujet des droits de l'enfant et des droits de l'homme.

À cette fin, les jeunes se sont préparés en amont dans leurs classes scolaires. Ils ont approfondi différentes thématiques liées aux droits de l'enfant pour prendre connaissance de l'importance de ces droits, se former une opinion et pouvoir en discuter avec les députés. En outre, ils ont réalisé des figurines en carton pour illustrer leurs idées de manière créative.

Tout au long de la matinée du « Zuch vun der Demokratie », les discussions ont été menées au sein de groupes mixtes avec les députés. Par la suite, les élèves se sont réunis en salle plénière pour présenter les idées développées au cours des échanges.

L'événement est organisé en collaboration avec le Zentrum fir politesch Bildung (ZpB), le « Kanner-musée Plomm », la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) et Luxtram.



Visite auprès de la « Wanteraktioun »



Les députés membres de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité ont visité les lieux de la « Wanteraktioun ».

L'Action Hiver – « Wanteraktioun » – accueille des personnes sans abri pendant les mois d'hiver afin de leur permettre de dormir à l'abri du froid et de leur offrir un repas chaud. À l'occasion de la visite récurrente de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des

genres et de la Diversité auprès de l'initiative, des députés membres de la commission se sont rendus sur place le 11 novembre 2024.

Durant l'hiver 2023-2024, une hausse des bénéficiaires de la « Wanteraktioun » a rendu nécessaire

une augmentation de la capacité d'accueil de l'initiative, passant désormais à plus de 300 lits. En outre, des mesures de précaution seront implémentées cette année. Conformément au principe sous-tendant la « Wanteraktioun », toute personne sans abri est accueillie de manière inconditionnée. Toutefois certains bénéficiaires sont, dans un second temps, réorientés vers d'autres structures plus adaptées à leur situation ; il s'agit notamment de mineurs. C'est ce qui est ressorti des explications du Ministre de la Famille, M. Max Hahn, qui a accompagné les députés membres de la commission pendant leur visite.

Plusieurs parlementaires se sont renseignés auprès du ministre quant aux profils des nouveaux bénéficiaires du foyer et les solutions qui peuvent leur être proposées sur place. M. Hahn a expliqué que la « Wanteraktioun » a compté 2.250 inscriptions pendant l'hiver 2023-2024, dont 1.640 provenaient de nouveaux bénéficiaires. En total, quelque 1.300 personnes venaient de pays tiers, 800 de l'UE et 150 du Luxembourg. Pour répondre à la hausse des nouvelles inscriptions, des tentes chauffées fournies par l'Armée luxembourgeoise ont été installées à côté des locaux de la « Wanteraktioun ». Le pourcentage des femmes et des mineurs profitant de l'initiative reste faible étant donné que ceux-ci peuvent également profiter d'autres infrastructures comme le Foyer de la femme.

Visite à l'Abrigado

L'Abrigado, également connu sous le nom de « Fixerstuff », est une infrastructure offrant une assistance aux personnes souffrant de toxicomanie. Le 19 novembre 2024, les députés membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et ceux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité ont visité cet établissement à Bonnevoie pour se familiariser davantage avec sa mission.

D'après sa chargée de direction, l'Abrigado est l'institution la plus holistique au monde. L'encadrement multilingue, multiculturel et multidisciplinaire offre un nombre unique de services à destination de personnes toxicomanes. La toxicomanie, qui est une maladie, affecte et rend difficile la vie quotidienne des personnes qui en souffrent et il leur faut un encadrement tant médical que social.

L'Abrigado dispose de chambres d'acupuncture, d'un espace d'hygiène avec des douches et des toilettes, d'un service médical, d'un abri de nuit ainsi que de salles de consommation et de loisir. Ainsi, l'institution couvre les besoins d'hygiène et offre un environnement sécurisant.

Le service médical effectue 1.200 consultations par mois ; 0,3 % des consultations nécessitent un renvoi du patient à l'hôpital, donc 99 % sont prises en charge entièrement au site même d'Abrigado. Ici, les personnes peuvent, entre autres, faire traiter leurs blessures.

La salle de consommation permet aux toxicomanes de prendre des drogues en étant surveillés. Ceci a comme but de garantir la consommation de drogues la plus sécurisée possible. Les personnes ont la possibilité de consommer par inhalation, de façon intraveineuse et par voie nasale. Cependant, il y a de nombreuses règles en place pour minimiser les risques et éviter des accidents.

À cause du manque de place dans la salle de consommation, on envisage de construire un bâtiment supplémentaire.

Un autre aspect important abordé lors de la visite est la collaboration entre l'Abrigado et d'autres services comme la « Wanteraktioun », la police ou l'association « Pipapo ». Afin d'échanger les bonnes pratiques, le personnel suit et assure régulièrement des formations à l'étranger. Ainsi, l'Abrigado est bien interconnecté à l'échelle internationale. En Suisse, il y a des maisons de retraite réservées aux personnes âgées souffrant de toxicomanie. La création d'une telle infrastructure au Luxembourg est devenue un des objectifs de l'Abrigado.

Projet « Femmes Entr'elles »

Les femmes toxicomanes souffrent souvent d'une double dépendance : non seulement par rapport à la

drogue, mais aussi par rapport à des personnes encourageant leur dépendance des stupéfiants ; le proxénétisme constitue un phénomène connexe. C'est pourquoi il est important d'avoir un espace protégé pour les femmes concernées pour que celles-ci puissent se distancier de ce milieu et des personnes qui souhaitent les maintenir dans la dépendance.

Ici, elles peuvent s'échanger avec des membres féminins du personnel et profiter de l'offre d'acupuncture, de maquillage ou de relaxation. L'atelier de maquillage vise à promouvoir le rétablissement du respect de soi-même et offre aux femmes une activité qui peut les aider à prendre leur distance à l'égard de leur vie quotidienne, marquée par la prostitution par exemple. Cet espace est réservé aux femmes les lundis, de 10.30 heures à 17.30 heures, afin de permettre à celles qui travaillent la nuit d'avoir un lieu de repli.



Les députés des commissions en charge de la famille et de la santé ont visité les locaux de l'Abrigado.

70^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

L'AP-OTAN exhorte les Alliés à intensifier leur appui en faveur de l'Ukraine

281 parlementaires des 32 pays membres ainsi que les représentants de 25 pays partenaires ont été invités à participer à la 70^e session annuelle de l'AP-OTAN (Assemblée parlementaire de l'OTAN) qui s'est tenue du 22 au 25 novembre 2024 à Montréal. Cet événement a permis de débattre des enjeux majeurs en matière de défense et de sécurité euro-atlantiques, avec un accent particulier sur la guerre en Ukraine, en présence notamment du Président du Parlement ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Nancy Arendt, Présidente de la délégation, M. Gusty Graas, Vice-Président de la délégation, MM. Georges Engel, Félix Eischen et Sven Clement.

La transformation stratégique de l'OTAN après les décisions prises lors du sommet de Washington, les défis climatiques et technologiques et la sécurité internationale se trouvaient également à l'ordre du jour.

Soutien à l'Ukraine et condamnation de l'agression russe

L'Assemblée a réitéré son engagement envers la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'intégration euro-atlantique de l'Ukraine. Elle a appelé les Alliés à intensifier l'assistance militaire, financière et humanitaire, notamment en fournissant des armes avancées telles que des systèmes de défense aérienne et des avions de combat. Une résolution souligne également le droit de l'Ukraine à cibler des objectifs militaires légitimes sur le territoire russe, conformément au droit international.

Intervenant devant les députés, le Premier ministre canadien, M. Justin Trudeau, a souligné que l'Alliance devait parer aux manœuvres des régimes autoritaires visant à affaiblir la démocratie et l'ordre international fondé sur des règles.

Il a insisté sur l'urgence, pour les Alliés, de doubler d'efforts afin de soutenir la lutte engagée par Kyiv. Il a soutenu que la continuation de la guerre par M. Vladimir Poutine ne faisait que renforcer le courage et la détermination des Ukrainiens ainsi qu'amplifier la mobilisation de solidarité des alliés de l'Ukraine.

« La mission de l'UNHCR est plus que jamais urgente »

Sauver des vies, protéger les droits des réfugiés et construire un avenir meilleur pour les réfugiés, les communautés déplacées et les apatrides, ce sont les principales missions du Haut-Commissariat pour les réfugiés, une agence des Nations Unies (UNHCR). Alors que le monde compte actuellement 122 millions de personnes déplacées, un chiffre jamais atteint auparavant, l'UNHCR peine à trouver des financements pour les aider.

Sa Haute-Commissaire adjointe, Mme Kelly Tallman Clements, a été reçue le 14 novembre 2024 pour un échange de vues avec le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et des membres des deux commissions parlementaires concernées, la Commission des Affaires intérieures et la Commission



De gauche à droite : MM. Georges Engel et Gusty Graas, Mme Nancy Arendt, MM. Sven Clement et Félix Eischen

Préparation stratégique et transformation de l'OTAN

Les parlementaires ont discuté de la mise en œuvre des décisions prises lors du sommet de Washington, notamment les nouveaux plans de défense, la résilience démocratique et le renforcement de la défense collective. Ils ont également insisté sur une approche stratégique coordonnée pour contrer les menaces russes et hybrides, et renforcer la posture défensive sur le flanc oriental de l'OTAN.

Défense antimissile et innovations technologiques

La modernisation des défenses antimissiles face aux menaces croissantes de missiles et drones a été fortement prônée.

Par ailleurs, l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle (IA) dans le domaine militaire a fait l'objet de discussions, mettant en lumière les défis éthiques et stratégiques, sur base notamment d'un rapport présenté par M. Sven Clement. Ce rapport porte sur l'intégration stratégique de l'IA dans les forces armées, qui

exige une adaptation des processus d'acquisition, une harmonisation des systèmes entre armées et une prise en compte des implications éthiques et juridiques des nouvelles technologies militaires.

L'AP-OTAN a également mis en avant la nécessité de lutter contre les violences sexuelles en contexte de conflit et l'importance de renforcer les partenariats, avec une attention particulière sur les Balkans occidentaux, la mer Noire, l'Arctique et le Sud global, afin de contrer les influences croissantes de la Russie et de la Chine.

Résolutions adoptées

Cinq résolutions majeures ont été adoptées, portant sur le soutien à l'Ukraine, la modernisation des défenses antimissiles, la lutte contre les violences sexuelles, les avancées technologiques et l'utilisation responsable de l'IA.

En somme, cette réunion a réaffirmé la solidarité transatlantique face aux défis sécuritaires globaux et mis en lumière les priorités stratégiques pour une OTAN plus forte et mieux préparée.

des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

Elle a été officiellement accueillie à la Chambre par M. Claude Wiseler et le Président de la Commission des Affaires intérieures, compétente pour l'immigration, M. Marc Lies.

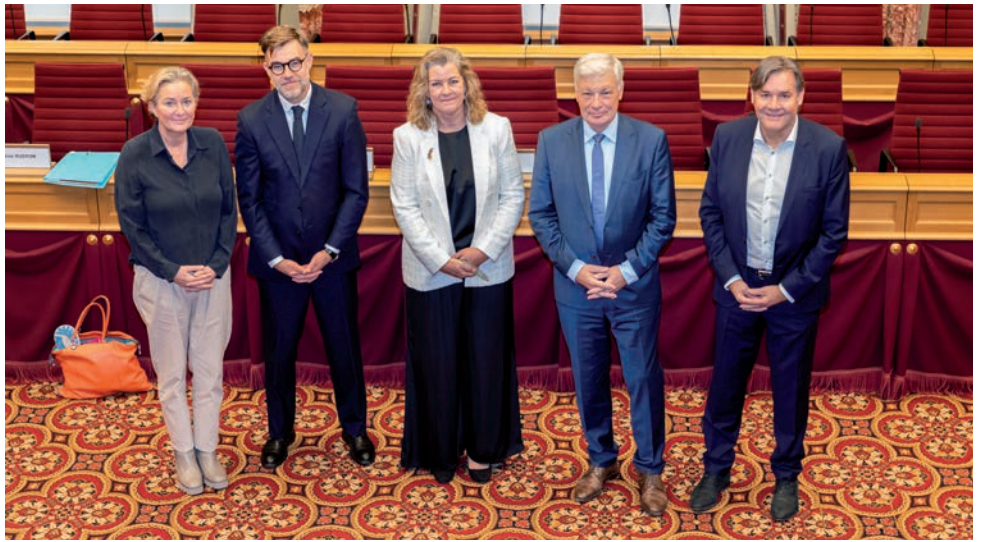
« Notre mission est plus que jamais urgente », a lancé d'emblée Mme Tallman Clements lors de sa visite. À part la guerre en Ukraine, une série d'autres crises sont à l'origine de cette urgence, que ce soit au Soudan, en Afghanistan, en République démocratique du Congo, en Syrie, au Venezuela, à la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Kenya et Somalie) ou encore au Myanmar que fuient les Rohingyas.

Une agence souffrant de « sous-financement chronique »

Mme Kelly Tallman Clements a témoigné devant les députés du défi que constitue le financement de l'aide organisée par l'UNHCR, une agence souffrant d'un « sous-financement chronique », d'où l'importance des pays partenaires, dont le Luxembourg. Leurs contributions volontaires représentent près de 90 % du revenu annuel de cette agence des Nations Unies. Les financements flexibles constituent la pierre angulaire des activités du HCR, a encore expliqué la Haute-Commissaire adjointe. Ces financements permettent à l'UNHCR de répondre aux urgences dans la mesure où ils rendent possibles une présence prolongée et des interventions sur le terrain, bien après que

la situation a cessé de faire la une de l'actualité. Alors que le Grand-Duché doit renouveler son partenariat d'ici la fin de l'année, Mme Kelly Tallman Clements a lancé un appel aux députés afin qu'ils veillent à ce que le Luxembourg maintienne, voire augmente ses contributions. « Le Luxembourg sera là pour aider », a assuré M. Claude Wiseler.

Les députés ont saisi l'occasion de l'échange de vues pour s'informer sur l'impact potentiel du futur Gouvernement des États-Unis sous M. Donald Trump sur les activités de l'UNHCR, sur le nombre grandissant de réfugiés venant d'Amérique du Sud, sur le rôle de l'éducation, sur les possibilités de protéger les droits des minorités parmi les réfugiés ou encore sur les effets d'un discours politique « antimigrants » qui se répand dans bon nombre de pays. « La désinformation et l'incitation à la haine ont des effets dévastateurs », a estimé Mme Tallman Clements en réponse. Selon la Haute-Commissaire adjointe, « le seul remède possible, ce sont les données qui démontrent de manière factuelle la contribution des communautés d'immigrés et de réfugiés à une société ».



Les députés ont reçu Mme Kelly Tallman Clements, Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), pour un échange de vues en salle plénière.

« Les enjeux de cette COP étaient cruciaux »



MM. Paul Galles et Franz Fayot ont participé à la conférence des Nations Unies sur le climat, la COP29, à Bakou.

Les 16 et 17 novembre 2024, MM. Franz Fayot et Paul Galles ont participé au forum parlementaire de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. La COP29 s'est tenue à Bakou, capitale d'Azerbaïdjan, dans un contexte politique et climatique tendu.

L'enjeu principal de la COP29 a été le financement de la lutte contre le dérèglement climatique, car des milliers de milliards de dollars sont nécessaires pour que les pays réduisent considérablement leurs émissions de gaz à effet de serre.

Le contexte est tendu : alors que les températures atteignent des niveaux records et que des phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient, de plus en plus de gouvernements se montrent réticents à assumer des responsabilités en matière de climat.

Quelle a été la mission des parlementaires à la COP29 ?

M. Paul Galles : *Premièrement, nous avons suivi les négociations au niveau gouvernemental. Notre mission a été celle de tout député : contrôler notre Gouvernement. Nous avons déjà interrogé le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, M. Serge Wilmes, en amont de la COP sur la position du Luxembourg en commission parlementaire et nous y reviendrons lors d'un débat en séance publique à la Chambre en décembre.*

Deuxièmement, lors du forum interparlementaire, nous avons lancé des initiatives ; les législateurs d'innombrables pays y ont été réunis et ramèneront ces initiatives dans leurs parlements nationaux. Cela donne de l'espoir.

Troisièmement, nous avons rencontré des représentants de la société civile. Chaque COP représente une opportunité unique pour un député de connaître des projets menés un peu partout dans le monde.

M. Franz Fayot : *En tant que député de l'opposition, il est primordial de suivre les négociations pour contrôler le travail du Gouvernement. Au-delà, les enjeux de cette COP ont été cruciaux, également dans le travail parlementaire. Quand il s'agit de financement, le Luxembourg peut jouer un rôle par l'intermédiaire de la place financière qui se positionne sur la finance verte. Comment notre société peut-elle gérer la transition pour devenir plus durable ? C'est une autre question politique primordiale qui doit être débattue alors que nous constatons une tendance à la régression des ambitions climatiques qui se généralise.*

Une certaine lassitude, voire un climato-scepticisme, prennent de l'ampleur. Le futur Gouvernement des États-Unis pourrait se retirer à nouveau de l'Accord de Paris. À quoi sert une énième COP dans ce contexte ?

M. Franz Fayot : *D'aucuns ridiculisent la COP, alors que les premiers États insulaires disparaissent, engloutis par les eaux. Nous n'avons rien que ce forum mondial pour avancer au niveau international sur ces questions fondamentales. Contre tout scepticisme climatique, optimisme technologique. En faire une priorité politique, c'est la responsabilité de l'électeur.*

M. Paul Galles : *Il y a des avancées, mais nous n'avancions pas assez vite. C'est dramatique, car nous perdons*

du temps précieux. Nous constatons que la politique a du mal à suivre. Les enjeux sont très importants quand on parle du financement. Nous devons tous nous engager à collecter des fonds pour avancer.

La COP29 se tient à Bakou en Azerbaïdjan à un moment où le Luxembourg – comme d'autres pays européens – se trouve en désaccord avec le Gouvernement azéri dans le conflit territorial qui l'oppose à l'Arménie. Est-ce une raison suffisante pour ne pas y aller ?

M. Franz Fayot : *Le lieu de la COP pose problème. Malheureusement, cela avait déjà été le cas ces dernières années pour les pays organisateurs de la COP. Ne devrait-on s'abstenir de participer ? Je m'étais posé cette question. Nous devons faire la part des choses si nous voulons nous engager dans la lutte contre le changement climatique. Le Luxembourg avait fait le choix de participer et a été représenté par une large délégation à la COP.*

M. Paul Galles : *Le but de notre déplacement n'a pas été de visiter Bakou, mais bien de lutter contre le changement climatique. Nous avons évidemment cette problématique en tête, mais pour avancer dans la lutte contre le changement climatique, nous avons dû être présents à la COP à Bakou.*

Des parlementaires du monde entier réunis à Bakou

MM. Fayot et Galles ont participé également à la réunion de l'Union interparlementaire (UIP) qui s'est tenue sur le site de la COP. Le message clé qui a découlé des discussions a été l'encouragement des parlementaires à inciter leur Gouvernement respectif à être plus ambitieux dans ses engagements climatiques nationaux – les Contributions déterminées au niveau national (CDN) –, afin d'assurer que les pays respectent leurs obligations contractées au titre de l'Accord de Paris.

L'UIP plaide depuis longtemps en faveur d'une intégration des parlements dans les processus climatiques de l'ONU, en arguant du rôle essentiel qu'ils peuvent jouer dans la lutte contre les changements climatiques par le biais d'une législation efficace, d'une budgétisation verte et du contrôle de la suite donnée aux promesses faites par les gouvernements.

15^e réunion du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol

Comment renforcer la lutte contre le crime transfrontalier ?

Le 12 novembre 2024, les membres du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) se sont réunis au Parlement européen à Bruxelles. Cette rencontre a permis aux membres du GCPC, aux représentants d'Europol, au Contrôleur européen de la protection des données, M. Wojciech Wiewiórowski, au Responsable des droits fondamentaux d'Europol, M. Dirk Allaerts, ainsi qu'à d'autres experts de débattre des tendances actuelles en matière de lutte contre la criminalité. Les députés nationaux et européens ont analysé divers documents stratégiques pour appuyer la réflexion collective sur les menaces croissantes pour la sécurité en Europe.

Mme Catherine De Bolle, Directrice exécutive d'Europol, M. Peter De Buyscher, Président du Conseil de gestion d'Europol, et M. Wojciech Wiewiórowski ont ouvert les discussions par des interventions mettant en lumière les enjeux sécuritaires actuels. La Commissaire européenne aux Affaires intérieures, Mme Ylva Johansson, ainsi que Mme De Bolle, ont souligné les dangers émanant des réseaux criminels. Elles ont rappelé que les mesures pour lutter contre ces réseaux ont été considérablement renforcées ces dernières années. Mme De Bolle a particulièrement insisté sur l'importance de confisquer les produits du crime dans le cadre de la lutte contre la criminalité, une approche cruciale pour affaiblir les organisations criminelles.

Un autre sujet discuté concernait la collaboration entre les différents acteurs européens dans la lutte contre la criminalité, notamment le Parquet européen (EPPO), Eurojust et Europol. La Directrice d'Europol a saisi l'occasion pour souligner que la coopération entre les acteurs européens devrait être intensifiée à l'avenir. En matière de coopération, M. De Buyscher a salué le traité de collaboration policière au sein du Benelux, qualifiant cette région de « laboratoire de la coopération européenne ». Il a également mis en avant le besoin d'élargir la portée de la législation européenne en matière de coopération policière afin de dépasser le cadre des accords bilatéraux.

Un dialogue approfondi avec le Délégué à la protection des données et le Responsable des droits fondamentaux d'Europol a eu lieu sur le respect de la protection des données et des droits fondamentaux dans la lutte contre la criminalité.

Les membres ont abordé d'autres thématiques cruciales, telles que la prévention des menaces sécuritaires liées à la migration illégale en se basant sur l'exemple de l'attaque de Solingen, la lutte contre la cybercriminalité en se focalisant sur les crimes impliquant l'intelligence artificielle (IA) et les opportunités de partage des connaissances avec le Collège européen de police (CEPOL).



M. Guy Arendt (à droite), Président de la délégation luxembourgeoise du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol, M. Dan Biancalana (à gauche), membre effectif, et M. Ben Polidori (au milieu), membre suppléant

Entrevue avec Mme Joëlle Elvinger, membre luxembourgeoise de la Cour des comptes européenne



Des députés et eurodéputés ont reçu Mme Joëlle Elvinger (7^e à gauche), membre luxembourgeoise de la Cour des comptes européenne, à la Chambre pour la présentation du rapport relatif à l'exercice 2023.

La Cour des comptes européenne a émis des opinions favorables quant à la fiabilité des comptes de l'Union européenne de l'exercice 2023 ainsi que quant à la légalité et la régularité des opérations concernant les recettes de l'exercice 2023, mais elle a émis en revanche une opinion défavorable concernant la légalité et la régularité des dépenses budgétaires de l'UE et une opinion avec réserve sur la légalité et la régularité des dépenses au titre de la facilité pour la reprise et la résilience. Voilà ce qu'a expliqué Mme Joëlle Elvinger, membre luxembourgeoise de la Cour, dans sa présentation du rapport annuel relatif à l'exercice 2023 de la Cour des comptes européenne devant les députés et eurodéputés réunis en commission jointe, le 8 novembre 2024.

La Cour des comptes européenne endosse le rôle d'auditeur externe indépendant de l'Union européenne. Elle est également sollicitée par des cours des comptes nationales de pays qui ne sont pas encore des États membres, mais aussi par des cours des comptes de pays tiers qui s'intéressent par exemple aux pratiques de gestion de la Cour des comptes européenne.

La présentation du rapport a été suivie par une session questions-réponses.

L'Administration parlementaire recrute :

- un gestionnaire d'équipe Service Desk (m/f/d) pour les besoins du service technologies de l'information poste à pourvoir par la voie du fonctionnaire stagiaire (lauréats de l'examen concours de l'État – EAG : épreuve d'aptitude générale) appartenant au groupe de traitement B1 ou A2

Des compétences avérées en informatique étant indispensables, la détention d'un BTS (Bac+2) en informatique constitue un réel atout.

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : chd.lu/fr/offres_emploi



Navigation aérienne

8242 – Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Le régime des redevances aéroportuaires au Luxembourg est actuellement régi par deux cadres législatifs distincts. D'une part, la directive 2009/12/CE, transposée par la loi du 23 mai 2012 portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires, régit les redevances aéroportuaires imposées aux exploitants d'aéronefs pour l'utilisation des infrastructures aéroportuaires fournies par lux-Airport SA. D'autre part, l'article 7 de la loi modifiée du 31 janvier 1948 prévoit que les redevances tant pour les services aéroportuaires que pour les services de navigation aérienne, assurés par l'Administration de la navigation aérienne (ANA), sont fixées par règlement grand-ducal.

Cette dualité résulte de l'évolution historique de l'exploitation aéroportuaire, à savoir l'institution de la société lux-Airport SA en tant que gestionnaire de l'aéroport et des infrastructures dédiées et de l'Administration de la navigation aérienne (ANA) en tant que prestataire de services de navigation aérienne. En conséquence, lux-Airport applique des principes du secteur privé pour financer ses missions, tandis que l'ANA doit suivre un cadre réglementaire spécifique pour encaisser les redevances.

La directive 2009/12/CE vise à instaurer un cadre harmonisé dans l'Union européenne pour éviter les abus de monopole et garantir la transparence et la non-discrimination dans la fixation des redevances aéroportuaires. Elle introduit ainsi les principes de non-discrimination et de transparence des redevances avec une procédure obligatoire de consultation régulière des usagers d'aéroport par l'entité gestionnaire de l'aéroport. Avec l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), une autorité de supervision indépendante a été désignée pour assurer l'impartialité des décisions ainsi que l'application correcte et effective des procédures.

Toutefois, en pratique, la superposition des deux régimes législatifs rend difficilement applicable la procédure de fixation des redevances aéroportuaires. La loi de 2012 impose à lux-Airport de publier les redevances après consultation des usagers, tandis que la loi de 1948 exige qu'un règlement grand-ducal vienne ensuite fixer ces redevances, créant un décalage temporel. Il apparaît donc que la fixation des redevances par règlement grand-ducal est une obligation superfétatoire, qui n'apporte pas de valeur ajoutée, étant donné que la directive de 2009 garantit déjà la transparence et la non-discrimination.

En conséquence, le projet de loi propose de supprimer l'obligation de fixation des redevances de lux-Airport par règlement grand-ducal, tout en maintenant cette obligation pour l'ANA en raison de son statut d'administration publique. Cette simplification vise à améliorer l'efficacité du processus sans compromettre les principes de transparence et d'équité définis par les législations européenne et nationale.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 12/06/2023

Rapporteuse : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

12/09/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

24/10/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/11/2024

Efficacité énergétique

8250 – Projet de loi concernant le comptage divisionnaire et la répartition des coûts de chaleur, de froid et d'eau chaude sanitaire

L'objectif du projet de loi est de transposer en droit national la directive 2018/2002/UE portant sur l'efficacité énergétique et concernant le comptage divisionnaire et la répartition des coûts de chaleur, de froid et d'eau chaude sanitaire dans le cadre des unités individuelles d'un immeuble collectif.

Le projet de loi s'articule autour de deux obligations.

Tout d'abord, il oblige à la mise en place de compteurs (individuels) au sein des immeubles collectifs qui évaluent la consommation de chaleur ou de froid de chaque

client final (comptage divisionnaire), ainsi que de répartiteurs de frais de chauffage qui évaluent la consommation de chaleur de chaque radiateur.

Cette obligation ne s'applique cependant qu'à condition que l'installation de tels dispositifs soit techniquement possible et économiquement rentable. Si, le cas échéant, une telle installation s'avère techniquement et financièrement non réalisable, les pays sont, selon la directive, libres de fixer une autre méthode de répartition des frais.

Ensuite, la loi en projet établit que les clients finals et les occupants de chaque unité privative d'un immeuble collectif reçoivent au moins annuellement une facture indiquant, entre autres, une part variable en fonction de la consommation réelle, ainsi qu'une note d'évaluation mensuelle regroupant les informations de la facturation et de la consommation, basées sur la consommation réelle.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 14/06/2023

Rapporteur : M. Patrick Goldschmidt

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

23/05/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

12/09/2024 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

17/10/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/11/2024

Loi du 28 novembre 2024

Mémorial A : 2024, n° 487, page 1

Bataillon de reconnaissance binational avec la Belgique

8389 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition et le soutien logistique du matériel roulant pour les besoins de l'Armée luxembourgeoise

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à financer l'acquisition et le support logistique du matériel roulant pour les besoins de la « Lëtzebuurger Arméi » dans le cadre du bataillon belgo-luxembourgeois de reconnaissance de combat de type médian, un objectif capacitaire proposé par l'OTAN en 2021 aux deux pays et formellement accepté par eux la même année. L'accord de coalition 2023-2028 confirme la création du bataillon binational qui représente une priorité politique et militaire dans le contexte plus large de l'effort de défense luxembourgeois.

Le matériel, dont la durée de vie est estimée à 30 ans, pourra être utilisé aussi pour les besoins nationaux de l'Armée.

Les dépenses prévues s'élèvent à 2.616.180.000 d'euros (TVA non comprise), dont 1.300.910.000 d'euros pour l'acquisition du matériel roulant, y compris ses sous-systèmes d'armes, de protection, de communication et fonctionnels, et 1.315.270.000 d'euros pour le soutien logistique du matériel roulant, y compris ses sous-systèmes d'armes, de protection, de communication et fonctionnels. Le montant global des dépenses inclut les mises à niveau des sous-systèmes et la maintenance contractuelle du matériel.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense, le 31/05/2024

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Défense

(Président : M. Guy Arendt) :

16/10/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

04/11/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/11/2024

Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme

8407 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, en vue de l'institution d'un Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme

Le Comité de prévention avait été initialement mis en place par le règlement ministériel du 9 juillet 2009 portant création du comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme (ci-après « Comité de prévention »). Toutefois, il apparaît que ce règlement ministériel manquait de base légale et le Comité de prévention aurait dû être créé par voie législative. Il est donc proposé de rapidement résoudre cet obstacle juridique en introduisant une modification de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Il est à rappeler que l'existence même de ce Comité de prévention permet au Luxembourg de se conformer à la fois à la législation européenne ainsi qu'aux normes du GAFI.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 03/07/2024
Rapporteur : M. Charles Weiler

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

07/11/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/11/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/11/2024

lucratif (« ASBL ») créées après l'entrée en vigueur de la Loi et a rendu applicable aux ASBL et aux fondations la dissolution administrative sans liquidation.

Les ASBL constituées avant l'entrée en vigueur de la Loi, bénéficient, en vertu de l'article 77, paragraphe 1^{er}, d'une période transitoire de 24 mois pour adapter leurs statuts conformément à la nouvelle législation. Jusqu'à cette adaptation, ces associations restent régies par les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928.

Dans une perspective d'alléger la charge administrative, de décharger les tribunaux et d'établir une uniformité dans la procédure applicable à toutes les ASBL et les fondations, ce projet de loi vise à supprimer dès à présent la procédure d'homologation pour toutes les ASBL, mêmes celles qui restent couvertes par la loi de 1928 pendant la période transitoire, et de rendre immédiatement applicable aux ASBL et aux fondations défaillantes la procédure de dissolution administrative sans liquidation.

Ce projet de loi a également pour objet de rectifier une erreur matérielle dans la disposition relative à la délégation de la gestion journalière inscrite dans la Loi.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 23/07/2024
Rapporteuse : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

17/10/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

07/11/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/11/2024

Uniformité dans la procédure applicable à toutes ASBL et fondations

8420 – Projet de loi modifiant l'article 7 et l'article 77 de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations

La loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations (la « Loi ») a abrogé la procédure d'homologation pour les associations sans but

43^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

p. 13

2. Ordre du jour

M. Claude Wiseler, Président

p. 13

3. Communications

M. Claude Wiseler, Président

p. 13

4. Changement de composition du Bureau

M. Claude Wiseler, Président

p. 15

5. Changements de composition de délégations auprès des assemblées parlementaires internationales

M. Claude Wiseler, Président

p. 15

6. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 134 du 13 novembre 2024 de Mme Françoise Kemp relative à la situation financière du service de transfusion sanguine de la Croix-Rouge, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

p. 15

Question écrite n° 1507 du 13 novembre 2024 de Mme Djuna Bernard relative au service des dons de sang de la Croix-Rouge luxembourgeoise

p. 15

Mme Françoise Kemp | Mme Djuna Bernard | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Question n° 135 du 13 novembre 2024 de M. Dan Biancalana relative au fonctionnement et à la composition du Conseil d'État, adressée à M. le Premier ministre

p. 16

M. Claude Wiseler, Président

Question n° 136 du 13 novembre 2024 de Mme Barbara Agostino relative aux incidents violents dans le football luxembourgeois, adressée à M. le Ministre des Sports

p. 16

Mme Barbara Agostino | M. Georges Mischo, Ministre des Sports

Question n° 135 du 13 novembre 2024 de M. Dan Biancalana relative au fonctionnement et à la composition du Conseil d'État, adressée à M. le Premier ministre (suite)

p. 16

M. Dan Biancalana | M. Luc Frieden, Premier ministre

Question n° 137 du 13 novembre 2024 de M. Fred Keup relative à l'article concernant les exigences linguistiques dans la Fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Culture

M. Fred Keup | M. Eric Thill, Ministre de la Culture

p. 17

Question n° 138 du 13 novembre 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la sécurité de la population juive au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Mme Nathalie Morgenthaler | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

p. 18

Question n° 139 du 12 novembre 2024 de Mme Djuna Bernard relative à la nouvelle phase du programme d'accès au cannabis médicinal, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Djuna Bernard | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

p. 18

Question n° 140 du 13 novembre 2024 de M. André Bauler relative au soutien à l'épargne des ménages, adressée à M. le Ministre des Finances

M. André Bauler | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

p. 18

Question n° 141 du 13 novembre 2024 de M. Sven Clement relative aux négociations entre la FFLAM et la CNS, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Sven Clement | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

p. 19

Question n° 142 du 13 novembre 2024 de M. Jeff Boonen relative aux conclusions du « Energiedësch », adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. Jeff Boonen | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

p. 19

Question n° 143 du 13 novembre 2024 de M. Marc Baum relative à la commission de suivi chargée d'assister le ministre dans l'accompagnement et l'évaluation de l'accomplissement des missions et des attributions de l'ADEM, adressée à M. le Ministre du Travail

M. Marc Baum | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

p. 20

Question n° 144 du 12 novembre 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'amélioration de la prise en charge des aides visuelles par la CNS, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Mars Di Bartolomeo | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

p. 21

7. Question élargie n° 24 de Mme Djuna Bernard relative à la ménopause

Mme Djuna Bernard | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

p. 21

8. Question élargie n° 21 de M. André Bauler relative à l'impact des nouvelles technologies digitales sur l'évolution de l'emploi dans le secteur financier

M. André Bauler | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. André Bauler | M. le Ministre Georges Mischo

p. 22

9. Question élargie n° 26 de Mme Taina Bofferding relative au respect des valeurs dans le sport

Mme Taina Bofferding | M. Georges Mischo, Ministre des Sports (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

p. 24

10. 8420 – Projet de loi modifiant l'article 7 et l'article 77 de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations

Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Weydert

p. 25

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8420 et dispense du second vote constitutionnel

11. 8407 – Projet de loi portant modification de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et instituant un Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme

p. 26

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Weiler

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8407 et dispense du second vote constitutionnel

12. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'impôt minimal mondial sur la fortune des milliardaires

p. 26

Exposé : Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1)

Débat : Mme Diane Adehm (intervention de M. Franz Fayot) | M. Patrick Goldschmidt (intervention de Mme Sam Tanson) | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | M. Sven Clement (intervention de M. Marc Baum) | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth (intervention de M. Marc Baum) | Mme Sam Tanson (parole après ministre) (interventions de M. Patrick Goldschmidt et M. le Ministre Gilles Roth) | M. le Ministre Gilles Roth (interventions de M. David Wagner et Mme Sam Tanson) | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth (intervention et Mme Sam Tanson) | M. Franz Fayot (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Gilles Roth) | M. le Ministre Gilles Roth (intervention de M. Franz Fayot) | M. David Wagner (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth

Motion 1 : Mme Diane Adehm | M. Franz Fayot | M. David Wagner | M. Sven Clement | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson

Vote sur la motion 1 (rejetée)

13. Motion de M. Dan Hardy relative à la prise de mesures supplémentaires contre la lenteur judiciaire

p. 36

Exposé : M. Dan Hardy

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert (interventions de M. Dan Hardy et M. Sven Clement) | Mme Paulette Lenert

14. Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert

p. 37

Exposé : Mme Paulette Lenert

15. Motion de M. Dan Hardy relative à la prise de mesures supplémentaires contre la lenteur judiciaire (suite)

p. 37

Discussion générale (suite) : Mme Paulette Lenert | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Carole Hartmann

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

16. Ordre du jour (suite)

p. 39

M. Claude Wiseler, Président | Mme Paulette Lenert

17. Motion de M. Dan Hardy relative à la prise de mesures supplémentaires contre la lenteur judiciaire (suite)

p. 39

Vote sur la motion (rejetée)

18. Motion de Mme Paulette Lenert relative à la création de chambres spécialisées au Tribunal administratif

p. 39

Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Lex Delles, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz et virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 13 novembre 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8453 – Projet de loi portant modification à l'article 439 du Code pénal

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 23/10/2024

8454 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/997 du Conseil du 18 juin 2019 établissant un titre de voyage provisoire de l'Union européenne et abrogeant la décision 96/409/PESC, telle que modifiée par la directive déléguée (UE) 2024/1986 de la Commission du 6 mai 2024 modifiant la directive (UE) 2019/997 du Conseil en ce qui concerne la zone lisible par machine du titre de voyage provisoire de l'Union européenne et portant abrogation du règlement grand-ducal du 27 mai 1997 portant application de la décision des représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 25 juin 1996 concernant l'établissement d'un titre de voyage provisoire

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 23/10/2024

8455 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil Fédéral Suisse relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 13 mai 2024

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 25/10/2024

8456 – Projet de loi portant modification de l'article L. 231-4 du Code du travail

Dépôt : M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 12/11/2024

8457 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 12/11/2024

3) Les projets suivants ont été retirés du rôle des affaires :
8280 – Proposition de loi du 19 juillet 2023 portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, le 19/07/2023

Retrait du rôle des affaires : 22/10/2024

8274 – Projet de loi portant modification du mécanisme temporaire de changement de groupe de traitement de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 13/07/2023

Retrait du rôle des affaires : 12/11/2024

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3414 – Demande de pétition publique : Kee Vollzouggrëff vun LU-Alert op de Leit hir Smartphonen

Dépôt : M. Sven Wolff, le 22/10/2024

3415 – Demande de pétition publique : Verhinderung der Abschaffung des Tokens

Dépôt : M. Sam Louis, le 22/10/2024

3416 – Demande de pétition publique : LU: Nee zu Open-Space-Büroen: fir Aarbechtsberäicher, déi eis Gesondheet an eis Produktivitéit schützen / FR : Non aux open spaces : pour des espaces de travail qui protègent notre santé et notre productivité / AN: No to Open Spaces: for workspaces that protect our health and productivity

Dépôt : M. Kevin de Oliveira, le 22/10/2024

3417 – Demande de pétition ordinaire : Urlaub für pflegebedürftige Angehörige

Dépôt : Mme Stephanie Geyer, le 23/10/2024

3418 – Demande de pétition publique : Demande de candidature pour devenir un État-membre du BRICS

Dépôt : M. Roman Kurilow, le 23/10/2024

3419 – Demande de pétition publique : Uniformiser les taux de l'impôt commercial communal

Dépôt : M. Jacobus Christoffel Van Tonder, le 24/10/2024

3420 – Demande de pétition ordinaire : Passerelle Cents-Weimershof

Dépôt : Mme Kimberly Chinfatt, le 24/10/2024

3421 – Demande de pétition publique : Augmentation du Chèque-Service

Dépôt : Mme Melina Trindade, le 24/10/2024

3422 – Demande de pétition ordinaire : 1 CLRV vun der Lëtzebuerger Arméi fir d'Ukrain

Dépôt : M. Romain Reiter, le 24/10/2024

3423 – Demande de pétition ordinaire : Opbau vun enger Droneproduktioun zu Lëtzebuerg fir d'Ënnerstëtzung vun der Ukrain

Dépôt : M. Romain Reiter, le 24/10/2024

3424 – Demande de pétition publique : Fir e méi schnelle Remboursement vun de Mémoires d'honoraires säitens der CNS

Dépôt : Mme Corinne Battista, le 26/10/2024

3425 – Demande de pétition publique : Justificatifs aux droits à l'allaitement

Dépôt : Mme Estelle Pereira, le 27/10/2024

3426 – Demande de pétition publique : Salaire pour les aidants familiaux de personnes gravement handicapées

Dépôt : M. Jean-François Covi, le 27/10/2024

3427 – Demande de pétition publique : Einführung des „Housing First“-Programms zur Unterstützung obdachloser Menschen

Dépôt : Mme Céline Miltgen, le 27/10/2024

3428 – Demande de pétition publique : Autorisation des employés à se rendre aux rendez-vous médicaux sans prise de congé

Dépôt : Mme Susana Bernardo, le 28/10/2024

3429 – Demande de pétition ordinaire : Pétition visant à attirer l'attention sur les stéréotypes préjudiciables concernant les femmes d'Europe de l'Est et la nécessité d'actions éducatives

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 26/10/2024

3430 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'établissement de procédures légales de délivrance des décisions médicales et le contrôle de leur délivrance

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 27/10/2024

3431 – Demande de pétition publique : Fir e bessert Versteesdemech am Verkéier: En zousätzleche Volet fir den theoretischen a praktesche Permis (Füersschäin), wat den Émgang mat Cyclisten am Verkéier ueget

Dépôt : M. Camille Muller, le 29/10/2024

3432 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'amélioration de l'accès aux soins médicaux dans le Nord

Dépôt : Mme Tiffany Schul, le 30/10/2024

3433 – Demande de pétition publique : Annulation de la nouvelle structure tarifaire pour le transport de l'électricité

Dépôt : M. Bastien Schils, le 02/11/2024

3434 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'introduction d'une loi sur la légalisation de l'accès aux informations administratives et des réponses adéquates aux demandes des citoyens sans aide juridique nécessaire

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 31/10/2024

3435 – Demande de pétition publique : Reconnaissance de la narcolepsie type 2 dans les politiques de la santé publique en tant que maladie invalidante

Dépôt : M. Telmo José Letra Da Silva, le 04/11/2024

3436 – Demande de pétition publique : Automatische Anpassung der Steuertabelle bei jeder anfallenden Indexerhöhung

Dépôt : M. Giuseppe Gambuto, le 05/11/2024

3437 – Demande de pétition publique : Introduction d'un Nightbus pendant les weekends qui va jusqu'à Septfontaines

Dépôt : Mme Muusol Tane Ta Mufi Dem, le 07/11/2024

3438 – Demande de pétition publique : Demande de mise en place d'une loi sur le logement public pour les travailleurs transfrontaliers basée sur le modèle singapourien

Dépôt : M. Diogo Vasconcelos, le 10/11/2024

3439 – Demande de pétition publique : Schließung des Cafés um 22:00 Uhr/ totale Isolierung des Cafés

Dépôt : Mme Sandra Domingues Pires, le 11/11/2024

3440 – Demande de pétition ordinaire : Article 18 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

Dépôt : M. Laurent Limpach, le 12/11/2024

3441 – Demande de pétition publique : Pour la semaine de 4 jours au Luxembourg : 40 heures en 4 jours pour plus de flexibilité et de bien-être

Dépôt : Mme Sonia Nejjour, le 12/11/2024

3442 – Demande de pétition publique : Grenzkontrolle fir a Lëtzebuerg eran

Dépôt : M. Johnny Vael, le 12/11/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Changement de composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, vu datt den Här Tom Weidig Member vun der Kontekommissioun ass an opgrond vun der Incompatibilitéit tëscht Member vum Bureau a Member vun der Kontekommissioun e Poste als Membre suppléant permanent am Bureau fréi ginn ass, gëtt proposéiert, datt den Här Jeff Engelen Membre suppléant permanent gëtt.

Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum Membre suppléant permanent vum Bureau ugeet?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall. Et gëtt also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber domat averstan, den Artikel 7 (5) vum Chamberreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert. Den Här Jeff Engelen ass also zum permanente Suppléant vum Bureau proklaméiert. Domat wär deen éischte Punkt ofgeschloss.

5. Changements de composition de délégations auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Zusammensetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der European Interparliamentary Space Conference – EISC – ersetzt den Här Tom Weidig den Här Sven Clement als effektive Member. Den Här Sven Clement ersetzt den Här Tom Weidig als Membre suppléant.

An an der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt den Här Gérard Schockmel den Här Gilles Baum als Membre suppléant.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvorschläg?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn vun d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 134 vun der Madamm Françoise Kemp an d'schrëftlech Fro Nummer 1507 vun der Madamm Djuna Bernard un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Blutspendenservicer vun der Croix-Rouge. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 134 du 13 novembre 2024 de Mme Françoise Kemp relative à la situation financière du service de transfusion sanguine de la Croix-Rouge, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

– **Question écrite n° 1507 du 13 novembre 2024 de Mme Djuna Bernard relative au service des dons de sang de la Croix-Rouge luxembourgeoise**

Mme Françoise Kemp (CSV) | Léiwe President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Bluttspenden ass immens wichteg, well et rett Liewen. An der Lëtzebuurger Gesondheetsversuergung spillen d'Bluttkonserven eng zentral Roll, well d'Bluttkonserven zum Beispill bei Operatiounen, Kriibstherapien oder bei schwéieren Accidenter gebraucht ginn.

Déi lëtzebuergesch Croix-Rouge steet momentan virun engem grouse finanziellen Defizit am Beräich vun de Bluttspenden. Fir d'Joer 2024 gëtt d'Lach op ronn 2 Milliounen geschat, nodeems am Joer 2023 schonn e Minus vun 1,2 Milliounen Euro verzechent gouf. Den Déngscht vun der Croix-Rouge am Domän vum Bluttspende beschränkt sech net nëmme op d'Ofhuele vu Blut, mee och d'Analys am Labo, de Stockage an d'Verdeelung. Dës Missioun ass weesentlech a beschäftegt bal 70 Leit.

Déi aktuell Finanzéierung gesäit wéi follegt aus: De Staat stellt eng finanziell Ënnerstützung zur Verfügung, ënner anerem fir Bluttspendecampagnen, awer de gréissten Deel vun de Käschte gëtt vun de Spideeler bezuelt. D'CNS setzt d'Tariffer fest, déi d'Spideeler fir d'Bluttkonserven bezuelen. Mee dës goufe säit Joren net ugepasst. Dëst féiert dozou, datt d'Croix-Rouge de Service aus anere Mëttele finanzéiere muss, déi eigentlech fir aner Ziler virgese waren.

An deem Kontext wëll ech der Gesondheitsministesch follgend Fro stellen: War der Regierung dës Situatioun bewosst? Wéi schléit d'Regierung vir, fir mat dëser Situatioun ëmzegoen? Wat fir e Finanzéierungsmodell gesäit d'Madamm Gesondheitsministesch vir?

E grouse Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Dann huet d'Madamm Bernard d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, d'Lëtzebuurger Croix-Rouge iwwerhëlt eng wichteg Missioun als Service public, fir hei d'Santé publique ze assuréieren. Säit 2023 héiere mer awer, dass de Service vum Bluttspenden defizitär ass, soudass d'Croix-Rouge mëttlerweil muss op Spendegeelder zrëckgräifen. An déi Spendegeelder, dat wësst Der, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ginn och an anere Beräicher ganz dréngend benéidegt.

D'CNS huet d'Tariffer vun de Bluttkonserven säit Joren net méi ugepasst. An do ass et fir eis elo wichteg ze wëssen, wéi elo mat dëser urgenter Situatioun ëmgaange gëtt, wou d'Croix-Rouge net méi spéit wéi virun e puer Deeg Alarm geschloen huet.

No wéi enge Krittären, Madamm Ministesch, gëtt d'Enveloppe annuelle zesummegehalt, fir hei dëse Service ze finanzéieren? Missten d'Tariffer net de reelle Käschten ugepasst ginn an entspriechen? An envisagéiert Der, falls Der dat net wëllt maachen, der Croix-Rouge alternativ Finanzéierungshëlfelefen zoukommen ze loossen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Dann huet elo d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Schéine gudder Mëtten a merci deenen zwou Deputéierte fir dës zwou Froen.

De 24. November 2023 sinn ech Bluttspende gaang. Dat war siwen Deeg, nodeems d'Mandat vun der

neier Regierung ugefaangen huet. A wéi si woussen, datt ech géif kommen, war mäin éischte Kontakt direkt e längere ginn. Mir haten direkt eng Entrevue iwwert de Centre de transfusion sanguine a si hu mer hir Suerge matgedeelt. Hir Suerge matgedeelt, dat heescht, datt se zënter 2018 eigentlech scho froen, datt hir Situatioun gereegelt gëtt. A mir hunn eis direkt dem Dossier ugeholl an den Dossier analyséiere gelooss.

Si hunn eng enorm wichteg national Aufgab. Mir sinn an där glécklecher Positioun, datt mer self-sufficient si bei de Bluttkonserven. An duerfir nach eng kéier e grouse Merci, datt dee Sujet och haut hei direkt an zwou Froen zur Sprooch kënnt.

Fir dann op déi eenzel Froen anzegoen: Jo, mir sinn eis bewosst, datt hei e Problem ass an datt mer dee Problem musse léisen. Wéi wëlle mer dee Problem ugoen? Ma, à terme wëllt mer déi national Aufgab och eng national Aufgab si loossen. Dat heescht, de Centre de transfusion sanguine soll an en Établissement public iwwerféiert ginn.

D'Finanzéierung bis dohinner musse mer op de Leescht huelen. De Moment ass se amgang, am Detail analyséiert ze ginn am Kader vun den Aarbechte vun der Finanzinspektioun. A fir 2024 hate mer scho Budgetsartikelen, déi gehollef hunn, den Defizit ze decken. Fir 2025 sinn déi och erëm virgese. An deen een Artikel 17.00.33.001 ass souguer non-limitatif ginn. Dat heescht, wa mer der Meenung sinn, datt deen Defizit do muss vum Staat gedeckt ginn, dann hu mer eng Méiglechkeet, deen ze decken. Mee do waarde mer op d'Analys vun der Finanzinspektioun.

Firwat ass déi Situatioun esou, wéi se elo ass? Firwat hu mer do en Defizit?

Ma de Centre de transfusion sanguine erkläert deen Defizit doduerjer, datt et eng Baisse bei der Demande vu Produits sanguins gëtt, net beim Blut, bei der Bluttkonserv, mee bei Produiten, déi op Basis vu Blut produzéiert ginn. Dat heescht, do si manner Venten do, also kréie si manner Recetten. Dat heescht, do runner ännert sech dann och näischt, wa mer den Tarif an d'Luucht setzen, well wa manner verkaf gëtt, dann deckt den Tarif dat egal wéi net.

D'Tariffer sinn och zënter 2018 net adaptéiert ginn, well déi ënnerleien net der Indexéierung laut Code de la sécurité sociale. A well se net der Indexéierung ënnerleien, ënnerleie se och net der Evaluatioun vun de Léin. Déi gëtt et net mat a Betruecht geholl.

D'Negociatiounen mat der CNS sinn amgaangen. Déi sinn nach net op en Enn komm. Déi wäerten an den nächste Wochen ofgeschloss ginn. Do decke mer da warscheinlech schonn en Deel vum Defizit, awer net alles. A fir de Rescht waarde mer dann op d'Analys vun der Finanzinspektioun.

Déi Elementer, déi ëmmer geholl ginn, fir déi Enveloppe ze fixéieren, hat ech gesot, datt sinn d'Evolution vun de Léin, d'Evolution vum Index, mee et gëtt net automatesch indexéiert. Dat wäeren dann d'Froen vun der Madamm Bernard, déi ech elo amgaange sinn ze beäntweren. D'Negociatiounen sinn, wéi gesot, um Punkt, ofgeschloss ze ginn. Et ass awer nach net gewosst, wat dobäi erauskënnt, well soss wiere se jo schonn ofgeschloss. Duerfir kann ech Iech dozou elo net méi soen.

An d'Alternativen, ech weisen nach eng kéier drop hin: Mir wäerten e Projet de loi ausschaffen, fir de CTS an en Établissement public ze iwwerféieren, well mer der Meenung sinn, datt dat eng enorm wichteg national Aufgab ass, déi mer och national musse begleeden.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 135 vum Här Dan Biancalana un den Här Premierminister iwwert de Fonctionnement an d'Compositioun vum Staatsrot.

– **Question n° 135 du 13 novembre 2024 de M. Dan Biancalana relative au fonctionnement et à la composition du Conseil d'État, adressée à M. le Premier ministre**

Den Här Premierminister ass momentan net disponibel.

Da géif ech proposéieren, datt mer Är Fro hannendrun huelen, soubal den Här Premierminister disponibel ass, an datt mer zur Fro Nummer 136 vum der Madamm Barbara Agostino un den Här Sportsminister iwwer Gewaltverfall am Lëtzebuurger Fussball kommen. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 136 du 13 novembre 2024 de Mme Barbara Agostino relative aux incidents violents dans le football luxembourgeois, adressée à M. le Ministre des Sports**

Mme Barbara Agostino (DP) | Här Minister, den 21. September koom et zu Wolz während engem Championnatsmatch tëschent dem FC Wolz 71 an dem Progrès Nidderkuer zu Ausernanerzungen tëschent de Spiller, woubäi e Wëlzer Spiller d'Nues gebrach kritt huet an d'Konfrontatiounen nëmmen duerch en Asaz vun der Police op en Enn komm sinn. Schonns während dem Match soll et zu permanente Provokatiounen tëschent Supporteren an awer och tëschent de Spiller komm sinn.

Weider geet et: Den 3. November gouf et eng weider Kéier e Gewaltverwurf am Lëtzebuurger Fussball. Am Kader vum Match vu Käerch doheem géint Gilsdref huet d'Police nom Match misse geruff ginn, fir eng Ausernanerzung tëschent Fans vu béide Veräiner, déi uneneegerode waren, ze beendegen. Laut verschidde Meedieberichte solle bei dësen Ausernanerzungen och d'Arbitrere verbal staark beleidegt gi sinn. E Sécherheetsbeoptraagte vum FC Käerch wier dobäi och liicht verletzt ginn. Dëst ass e weidere Gewaltverfall am Lëtzebuurger Fussball, wou et zu engem Policeasaz komm ass.

An deem Kontext wollt ech dem Här Sportsminister folgend Froe stellen:

Wat ass Är Appreciatioun vun der Situatioun am Kontext vu Gewalt an Ausernanerzung tëschent Supporter an awer och Spiller am Fussball zu Lëtzebuerg? Wéi eng Tendenz sinn hei ze erkennen?

Wat mécht de Ministère aktuell schonns, fir d'Gewalt an d'Ausernanerzungen am Fussball an am Sport generell anzedämmen? Plangt d'Regierung, eppes zu dësem Sujet ze maachen? Falls jo, wat genau hutt Dir wëlles ze maachen, fir dës Phenomeen anzedämmen?

De leschte Weekend ass zu Käerch en Arbitrere ugegraff ginn. Hutt Dir wëlles, hei eppes ze maachen, fir d'Arbitreren an awer och d'fräiwëlleg Helfer, déi essenziell fir de Fonctionnement vum kompetitive Fussball an anere Sportarte sinn, besser ze schützen?

An eng Fro, déi ech einfach am Raum stoe loossen: Am lëtzebuergesche Fraefussball hu bis dato keng physesche Ausernanerzungen stattfont – ...

(Hilarité)

... géif dat heeschen, datt d'Fraen einfach méi e propere Fussball spillen?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. Dann ass d'Wuert fir den Här Sportsminister.

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Merci, Madamm Agostino, fir dës Froen.

An déi lescht Fro direkt beäntwert: Jo, se spille méi propper Fussball.

(Hilarité)

Gutt. Nee, de Geck an den Eck! Merci fir dës wichteg awer och dréngend Fro betreffend gewalttätig Verfall am Lëtzebuurger Fussball. Dir hutt der e puer opgezitt. Dat ass lo leider och näischt Neies. Et ass och elo net, dass et der d'lescht Joer méi ginn ass, mee et ass awer leider bedauerlech, dass et nach ëmmer sou Verfall gëtt, dass mer sou e Verhalen nach mussen observéieren, mussen matmaachen.

Ech mengen, Fussballspiller, och Fussballspillerinnen, si Virbillen och fir eis Kanner, fir eis Jugendlech. An ech mengen, et soll – de Fussball, wéi och all Sport – e Mëttel sinn, fir Wäerter wéi Respekt, Fairplay an Zesammenhalt ze vermëttelen. An dat doten ass sécher net e Virbild fir eis Kanner an eis Jugendlech.

De Sport ass eng Plaz, wou mer eis um Terrain oder an der Hal am géigesäitige Respekt an am Respekt vun de Spillreegele moossen, mee wann de Match riwwer ass, muss ee sech och duerno kënne d'Hand ginn an dem Géigner kënne gratuléieren, ouni dass et duerno zu Situatiounen kënnt, wéi Der se lo beschriwwen hutt. Et dierf een och emol traureg oder onzufriede sinn, wéi de Match gelaf ass, mee ënner kengen Ëmstänn dierf sou eng Onzufriedenheet an Eskalatioun ausarten, weeder ënnert de Spiller nach ënner administrative Leit vun de Veräiner nach mat den Arbitreren.

Als Sportminister verurteilen ech dat aggressivt Verhalen, wéi mer et an der Lescht dacks gesinn hunn, wierklech op dat Schäerfst. Gewalt huet weeder um Terrain, nach nieft dem Terrain, nach nom Match iergendeng Plaz, weeder tëschent de Spiller an de Spectateuren, nach vis-à-vis vun den Arbitrere. Et kann an et dierf net sinn, dass d'Leit sech net méi wëllen als Arbitrere oder Benevoller engagéieren, well se Angscht oder och eventuell d'Flemm hunn.

Ech hunn dofir och lo e Gespréich mam President vun der FLF, mam Paul Philipp, dee schonn op déi dote Situatioun reagéiert huet, andeem en e Bréif un d'Veräiner geschéckt huet, wat ech och um FLF-Kongress begréisst hunn. Eis Sportlandschaft leeft vun hiren engagéierten Acteuren an Athleeten. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, intolerant Verhale vu Rassismus bis hin zu kierperlecher Gewalt ze ënnerbannen, awer och ze bestrofen.

D'Oplklärung an de Veräiner an an de Federatiounen spillt eng immens wichteg Roll. An dofir: Och an der Trainerausbildung, déi den INAPS ubitt, sinn d'Virbildfunktioneen an d'sozial Kompetenzen elo scho Schlësselelementer. Trotzdeem muss een iwwerleeën, ob hei nach méi ka sensibiliséiert ginn, ob een déi Formatiounen nach kann ausbauen. „Train the Trainer“ ass eng vun deene Formatiounen, déi den INAPS ubitt.

„Deseskalatioun“ ass hei och, mengen ech, e wichteg Stéckhuert. Et muss kloer sinn, dass et weeder fir d'Trainer nach fir d'Spiller iergendeng Toleranz fir esou ee Verhale gëtt an dass all Form vu physescher a psychescher Gewalt ganz seriö Konsequenze mat sech bréngt.

Et ass eis Pflicht, mengen ech, och als Sportministère, derfir ze suergen, datt de Sport eng sécher Plaz ass, souwuel fir d'Spiller an d'Spillerinne wéi awer och fir d'Zuschauer an och fir d'Arbitreren. De Conseil supérieur des sports hunn ech elo och beoptraagt, d'Formatioun vun den Arbitreren awer och d'Rekrutiere vun den Arbitreren nach eng Kéier op de Leescht ze

huelen, fir ze kucken, dass mer nach besser ausgebildeten Arbitreren an Arbitreschen an deene verschidene Sportarten hunn.

Et soll an et muss fräi vu kierperlecher, psychologescher a sexueller Gewalt op an nieft dem Terrain hei zu Lëtzebuerg sinn. Dofir betounen ech nach eng Kéier d'Wichtigkeet vun enger onofhängeger Ulafstell, déi d'Integritéit vum Sport soll garantéieren, sou wéi se och am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

Gewalt an Eskalatioun, egal ënner wéi enger Form, hu weeder um Fussballterrain nach iergendwou anescht an der Sportlandschaft an am Allgemengen an eiser Gesellschaft iergendeng Plaz. An do wäerte mer sécher drubleiwen. An ech freeë mech op dat Gespréich mam FLF-President, fir ze kucken, wéi mer och am Fussball virun allem kënne reagéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer lo zur Fro Nummer 135 vum Här Dan Biancalana un den Här Premierminister iwwert de Fonctionnement an d'Kompositioun vum Staatsrot. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 135 du 13 novembre 2024 de M. Dan Biancalana relative au fonctionnement et à la composition du Conseil d'État, adressée à M. le Premier ministre (suite)**

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Den 31. Mee 2017 gouf hei an der Chamber d'Gesetz gestëmmt, mat deem verschidden Dispositiounen iwwert de Fonctionnement an d'Kompositioun vum Staatsrot reforméiert goufen. D'Rapportrice deemools, d'Madamm Simone Beissel, huet wou neien Artikel 7 erkläert, datt am Staatsrot d'Representativitéit vun deenen an der Chamber vertruedene Parteeie widdergespigel sollt ginn. An domat, sou d'Madamm Beissel, koom den Gentlemen's Agreement, deen et do virunner och scho gouf, elo eeben och kloer an d'Gesetz stoen. Dat war de kloer Wille vum Gesetzgeber, vum Legislatuer, wéi et och an de Chambersaarbechte vum Gesetzesprojet nozeliesen ass.

De Léon Gloden – den Här Gloden ass haut hei – vun der CSV huet an der Debatte zu dësem Artikel vum Gesetz drop higewisen, datt sech fir d'CSV nach ëmmer d'Fro stellt, wien dat kontrolléiert a wat geschitt, wa sech net dru gehale gëtt. Hie sot, den Text géif soss riskéieren, Lettre morte ze bleiwen. De Staatsrot setzt sech also hei iwwert de Wille vum Gesetzgeber ewech, wou et dach dem Staatsrot seng Aufgab ass, d'Verfassungskonformitéit vu Gesetzesprojeten ze iwwerpräiwen.

Heiansdo – dat muss een och unerkennen, an d'CSV war deemools an der Oppositioun – huet d'CSV Recht, Här Gloden. Är Remark huet sech gëschter als wouer erausgestallt. Mir hu gesinn, dass dat, wat mir als Gesetzgeber mat deem Artikel erreche wollten, net erreecht gouf. D'Realitéit ass nom Vott gëschter déi, dass souwuel d'DP wéi och d'LSAP am Staatsrot ënnerrepresentéiert sinn à la lumière vum Artikel 7. An dat ass net gutt. Et schuet der Legitimitéit vum Staatsrot.

Mee haut ass d'CSV jo an der Regierung, an dofir kéint se och lo agéieren. Dofir wéilt ech dem Premierminister folgend Froe stellen:

Deelt de Premier eis Aschätzung, datt d'Praxis der gesetzlecher Virgab net entsprécht?

Zweetens, sidd Dir och der Meenung, datt doduerch d'politesch Representativitéit am Staatsrot net méi besteet?

Drëtt Fro: Sidd Der der Meenung, datt d'Gesetz op dësem Punkt nogebessert respektiv prezisiéiert muss ginn?

A véiert a lescht Fro: Mengt de Premier net, dass dës Situatioun dem Staatsrot als Instruktioun schuet?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann ass d'Wuert fir den Här Premierminister. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Merci, Här President. Et ass eigentlech erstaunlech, datt den Här Deputéierte Biancalana mir déi Fro do stellt, well ech si Chef vun der Regierung an net Chef vum Staatsrot. An et ass jo esou, datt d'Membere vum Staatsrot à tour de rôle genannt ginn: eng Kéier vun der Regierung, eng Kéier vun der Chamber an eng Kéier vum Staatsrot. An an deem Vott, deen den Här Biancalana elo grad ugeschwat huet, do war et den Tour vum Staatsrot. An de Staatsrot decidéiert a senger Souveränitéit, fir wien e wielt. An dat mécht en an engem geheime Vott. An duerfir ass et jo och net bekannt, wie gëschter fir wie gestëmmt huet. Just d'Resultat ass do: Ee Leit hu gestëmmt fir deen ee Kandidat, den Här Kohn, a sechs Leit fir deen anere Kandidat, den Här Leners. Dat kréie mir matgedeelt vum Conseil d'État. Deem ass der Nominatiounsprozedur no esou Rechnung ze droen.

Ech hunn dozou awer e puer Remarken, och fir déi Froen ze beäntweren:

Dat Éischt ass: Et gëtt eng Wal. An déi ass am Gesetz virgesinn. An duerfir gëtt och de Posten ausgeschriwwen. A wann ee seet: „Et muss automatesch dee ginn, dee gären ee gewëssene Grupp hätt, egal wien dee Grupp ass“, da brauch ee jo keng Walen ze maachen, da brauch een et och net méi auszeschreiwene, well da si jo all déi hallef Dosen aner ... well ech mengen, et war eng hallef Dose Kandidaten – firwat hunn déi sech gemellt? De Staatsrot souwéi och déi aner Organer, déi en Nominatiounsrecht hunn, déi kucke sech déi Kandidaturen un, an dann nenne se een a Fonctioun vun deem Profill, deen ausgeschriwwen ass, an deen hinnen am beschten op dee Profill passt. Also muss ee sech, wann een dat eent kritizéiert, dann och froen, firwat dat iwwerhaapt ausgeschriwwen gëtt.

Déi zweet Remark, déi ech wollt maachen, dat ass: Den honorabelen Här Biancalana zitéiert d'Gesetz vum Conseil d'État, wat vum 2017 ass. Interessanterweis ass 2018 och esou e Vott anescht ausgegangen, zu enger Zäit, wou eng aner Majoritéit bestanen huet. Wéi e Posten do fräi war – et war de Poste vun der deemoleger Staatsréitin, der Madamm Tanson –, dunn ass e grénge Kandidat vun der gréngeger Partei proposéiert ginn an de Staatsrot – an där selwechter Souveränitéit, wéi dat elo gëschter geschitt ass – huet en anere Kandidat genannt wéi deen, deen déi grénge Partei deemools proposéiert hat, nämlech d'Madamm Lamesch gouf du Member vum Conseil d'État.

An dann eng lescht Remark, dat ass déi vun der Ënnerrepresentatioun, vun där hei geschwat gëtt. Wann déi Chifferen, déi ech hei hunn, richtig sinn – an ech ginn dervun aus, datt déi richtig sinn –, da si souwuel d'CSV, d'DP wéi d'LSAP an där aktueller Kompositioun vum Staatsrot no deem Modell, dee beschriwwen ginn ass, wann dat soll proportionell zu de Wale sinn, ënnerrepresentéiert. Also ze behaapten, datt hei just eng Partei ënnerrepresentéiert war, dann entsprécht dat net ...

(Interruptions)

Ech wëll just soen: Et sinn also dräi Parteien. D'CSV misst ee Staatsrot méi hunn no deem Modell, wann een dovunner ausgeet. D'DP ...

(Interruption)

Den Här Kohn ass net Member vun der CSV. Ass dat ...?

M. Claude Wiseler, Président | Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert ganz eleng.

M. Luc Frieden, Premier ministre | D'DP misst ee Member méi hunn am Staatsrot an d'LSAP och, mee dat ass awer och keng prezis Wëssenschaft. Dat ass einfach a Fonctioun vun de Walresultater, wou dat esou ausgerechent gëtt.

Ech soen nach eng Kéier: Den Designatiounsmodus läit an den Hänn vun deenen dräi Instruktiounen. A jiddwereng vun deenen dräi Instruktiounen, Chamber, Staatsrot a Regierung, ass souverän an hirer Decisioun, an et ass och net esou, wéi wann dat vun deenen dräi Instruktiounen gewënscht gi wär, datt dat géing geännert ginn. Op jidde Fall ass et net d'Intention vun der Regierung, deen Nominatiounsmodus do ze änneren, mee wann d'Chamber enger anerer Meenung do wär, da wärem mer selbstverständlech bereet, dat ze diskutéieren. Mee dat ass 2017 net geännert ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 137 vum Här Fred Keup un den Här Kulturminister iwwer en Artikel iwwer d'Sproochkenntnisser am öffentlechen Déngscht. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 137 du 13 novembre 2024 de M. Fred Keup relative à l'article concernant les exigences linguistiques dans la Fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Culture

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, Här Minister, jo, et geet hei em d'Wäertschätzung vum Lëtzebuergeschen an och vun der traditioneller Dräisproochegkeet – an, wéi et haut genannt gëtt, d'Méisproochegkeet – beim Staat, a méi genee bei de Leit, déi beim Staat schaffen.

Do ass et esou: Op der Säit vum Staat govjobs.lu konnt ee virun e puer Wochen en Artikel liesen, ech zitieren dat elo hei: „Sie beherrschen nicht alle drei Amtssprachen? Der Staat stellt sie trotzdem ein.“ Och op Franséisch konnt een dat liesen. Wann een dat liest, dass een déi dräi Amtssproochen also deemno net méi esou muss beherrschen, da stellt ee fest, dass d'Roll engersäits vum Lëtzebuergeschen an anerersäits och vun eiser traditioneller Dräisproochegkeet hei däitlech erogaangen ass.

Fir e bëssen an d'Geschicht ze goen: Mir haten nach virun net allze laanger Zäit hei zu Lëtzebuerg d'Reegel, dass een huet misse Lëtzebuerg si vun der Nationalitéit hier, fir bei de Staat schaffen ze goen. Wéi dat ofgeschafft ginn ass, ass gesot ginn: „Ok, mir schafen dat of, mee et bleift jo awer derbäi, dass déi Leit, déi bei de Staat schaffe ginn, Lëtzebuergesche mussen kënnen, an déi dräi administrativ Sproochen natierlech och.“ Dunn ass dat awer op emol zersat gi mat Ausnamen, wou gesot ginn ass: „Wann awer Leit do sinn, déi speziell qualifizéiert sinn ...“ An dat ass ëmmer méi opgemaach ginn an haut hu mer Honnerten an Honnerten, wéi mer an enger Question parlementaire festgestallt hunn, ëmmer méi Leit, déi beim Staat schaffen an déi Dräisproochegkeet net méi hunn an och dann natierlech d'Lëtzebuergesche net méi beherrschen. An do schwätzen ech emol guer net vun der Situatioun bei engem Post oder bei der Spuerkeess.

Elo stellt sech d'Fro: Op där enger Säit gesäit een da beim Staat, wou Reklamm gemaach gëtt, dass ee kee Lëtzebuergesche méi muss kënnen an dass déi dräi Sproochen net méi wichtig sinn, an op där anerer Säit e bëssen Ären Discours als Minister vun der Kultur – an deemno och zoustänneg fir d'Sprooch, fir d'Förderung vun der Sprooch –, wou gesot gëtt: „Lëtzebuergesche ass awer ganz wichtig. Mir mussen et fördern an d'Méisproochegkeet och.“ Do gesinn ech also, dass do e Widersproch ass. An ech géif gären vun Iech wëssen, wat Der wëllt maachen, fir och beim Staat d'Lëtzebuergesche an och d'Méisproochegkeet ze fördern, fir dass mer dat kënnen erhalen, wat eis als Land awer och ëmmer ausgemaach huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An d'Wuert huet elo den Här Kulturminister. Här Kulturminister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Här President, merci dem Här Keup fir d'Fro. Ech soen et ganz gären nach eng Kéier: D'Méisproochegkeet ass a bleift eng grouss Stärkt vun eisem Land, gradesou wéi eis Lëtzebuerg Sprooch. Mir wëllen dat eent net géint dat anert ausspülen. Grad au contraire, mir sinn houfreg op eis Lëtzebuerg Sprooch, mee och op eis Méisproochegkeet. Béides gehéiert – jo! – zu eiser kultureller Identitéit a soll och weiderhi complémentaire sou bleiwen.

Mir hunn an deem Kader – an dat wësst Der – e konkreten Aktionsplang ausgeschafft, fir eeben – an dat hutt Der richtig gesot – d'Lëtzebuerg Sprooch ze stärken. An deem Sënn wäert ech och de 15. Januar an d'Kulturkommissioun kommen, fir konkret doriwwer ze diskutéieren an Iech ze erklären, wou mer mat dësem Aktionsplang dru sinn, wat fir eng 50 Mesüre mer do scho konnten ëmsetzen a wou mer bei deenen anere Mesüeren do dru sinn.

Wéi den honorabelen Deputéierte mat Sécherheet och weess, dréit d'Mesür – an dat ass d'Nummer 20 aus dësem Mesürepak – den Titel „Am Secteur public variéiert a flexibel Coursen ubidden“. Do hu mer eng Mesür, wou et ganz genau dorëms geet. An dës Mesür bezitt sech op d'Reglement iwwer d'Sproochkenntnisser aus dem Joer 2010.

An deem Sënn – an dat ass och wichtig, op dëser Plaz ze soen – gouf dës Joer am Mee eng Reunion ofgehale, en Austausch mat der Direktioun vum INAP, dem zoustännegen Institut fir déi berufflech Aus- a Weiterbildung eebe bei deene verschiddene staatleche Verwaltungen an och de Servicer op de Gemengen.

Hei goufe mam INAP véier Zorte vun Ausbildungen am Beräich vun der Lëtzebuerg Sprooch festgehale.

Éischtens: Coursé vun der Lëtzebuerg Orthografie, fir korrekt Lëtzebuergesche kënnen ze schreiwen, dat a Verbindung mam ZLO, dem Zertifikat fir d'Lëtzebuerg Orthografie, deen ech och elo rezent dës Woch mam Bildungsminister Claude Meisch presentéiert hunn.

Zweetens: Coursé fir administratiivt Schreiwen. Den Zenter fir d'Lëtzebuerg Sprooch, den ZLS, zesumme mam SIP, ass an deem Beräich och amgaangen, e Guide de rédaction op Lëtzebuergesche auszeschaffen. Zousätzlech dozou këmmert den ZLS sech zesumme mat de Professionellen an och de Betroffenen aus dem Secteur fir Leit mat Besoins spécifiques ëm d'Ausschaffe vu konkrete Recommandatiounen fir eng einfach Sprooch op Lëtzebuergesche.

Drëttens: Et gëtt och spezifesche Coursé fir déi Leit, déi an de Verwaltungen fir d'Kommunikatioun zoustänneg sinn.

An dann, véiertens, gëtt sech fir déi Leit, déi an enger Verwaltung schaffen an déi d'Lëtzebuergesch nach net oder vläicht nach net sou gutt kënnen schwätzen, eng spezifesch Demarche iwwerluecht. Hei schaffen den INAP an den Institut national des langues Luxembourg zesummen. An deem Kontext wäert hei an Zukunft vun hinnen eng Formation des formateurs ugebuede ginn, wou d'Verwaltungen dann d'Leit aus deenen eegene Reie kënnen hischécken. Do léiert een, wéi een engem Erwuessenen d'Lëtzebuurger Sprooch op eng modern, lieweg an aktiv Aart a Weis ka bäibréngen. Dës Leit, déi kennen eiser Meenung no den Terrain vun hirer Verwaltung mat am beschten, wou eeben déi betraffe Kolleeginnen a Kolleegen dann och kënnen agesat ginn. An duerno ass et dann un jiddwer Verwaltung, d'Leiere vun Lëtzebuergesch dann eeben och hausintern ze organiséieren.

Voilà, Dir gesitt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer als Regierung weider ganz konkret um Mesürepak schaffen, fir déi 50 Mesüeren ëmzesetzen. An do sinn ech da ganz frou, de 15. Januar do den Detail dann och an d'Chamberskommissioun presentéieren ze kommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 138 vun der Madamm Nathalie Morgenthaler un den Här Inneminister iwwert d'Sécherheet vun der jiddescher Populatioun zu Lëtzebuerg. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 138 du 13 novembre 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la sécurité de la population juive au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Här President, léif alleguer, säit dem 7. Oktober 2023 liest an héiert een ëmmer méi dacks vun Ugrëffer op Membere vun der jiddescher Communautéit an eisen Nopeschlänner. Sou sinn am leschte Joer beispillsweis antisemitesch Akten a Frankräich ëm 192 % geklommen. Sou ass et zum Beispill och no engem Fussballmatch tëschent Ajax Amsterdam a Maccabi Tel Aviv vum 7. November dëst Joer zu Ausschreidunge komm, bei deene Jugendlecher Hetz géint israeelesch Supporter duerch Amsterdam gemaach hunn.

Déi rezent antisemitesch Ugrëffer geheien en däischtert Liicht op d'reliéis Toleranz an eiser Gesellschaft. Sou Gewalt däerf net an eiser oppener Gesellschaft akzeptéiert ginn an och hei zu Lëtzebuerg muss mer sécherstellen, dass mer a Sécherheet an am Respekt een zu deem anere kënnen liewen.

An dësem Kontext wëilt ech ech follgend Froen un den Här Inneminister stellen: Wéi gesäit d'Regierung d'Risiko vu Gewalt mat reliéis Hannergrënn hei am Land? Wat fir Moosname ginn ënnerholl, fir esou Situatiounen ze verhënneren? A wéi wëllen a kënnen mer d'Sécherheet an d'Harmonie fir all eis Biergerinnen a Bierger garantéieren?

Merci am Virus fir d'Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Dann ass d'Wuert fir den Här Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Fro. Fir d'éischt wëll ech och nach eng Kéier hei kloer soen, dass esou Attacken ze condamnéieren sinn. Am 21. Joerhonnert muss et méiglech sinn, an Europa kënnen op e Fussballmatch oder soss iergendwou hinzegoen, net attackéiert ze ginn a seng Relioun kënnen ze liewen.

Fir déi konkret Froen, déi Der mer gestallt hutt: Et gëtt eng Direction des opérations bei eiser Police, déi

reegelméisseg Evaluatiounen mécht, Risikoevaluatiounen. Dir verstitt, dass ech elo hei net kann en séance publique do méi Detailler dozou ginn. Den Innenministère ass vertraued an Comité interministériel pour le suivi du plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme, an do war och eng éischt Reunion de 7. Oktober 2024 an do ass och eng Evaluatioun gemaach gi vun de Sitten, notamment och vun den zwou Synagoge vun der jiddescher Communautéit, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt.

Ech kann hei soen, wann zum Beispill eng Zeremonie an der Synagog ass, da sinn ëmmer fix Posten do. Doniewent gëtt, wéi gesot, d'Situatioun ëmmer evaluéiert. D'Police schwätzt och vu „rhythmierte“ Patrullen. Dat heescht, a Fonctioun vun der Risikoevaluatioun ginn d'Patrullen erop- oder erfogesat. An ech wëll och ganz kloer soen, dass – well dat elo virun der Dier ass – beim Bazar international och eng verstärkter Presenz vun der Police wäert sinn. Voilà, weider Detailler kann ech Iech hei net soen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Innenminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 139 vun der Madamm Djuna Bernard un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert déi nei Phas vum Zougangsprogramm zum medezinnesche Cannabis. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 139 du 12 novembre 2024 de Mme Djuna Bernard relative à la nouvelle phase du programme d'accès au cannabis médical, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Zanter Februar 2019 dierf hei am Land zu ganz spezifesch medezinneschen Zwecker Cannabis verschriwwen ginn. De Cannabisprogramm gouf 2022 evaluéiert. Hei steet zum Beispill dran, dass d'Ausgab vum medezinnesche Cannabis och ausserhalb vun de Spidolsapdikten erméiglecht soll ginn, dass méi Formatiounen fir d'Dokteren ugebuede solle ginn, dass d'Akaflogistik nei ausgeriicht soll ginn oder dass ee kann en Expert beoptragen, fir d'Verschreibungspraxis ze iwwerwaachen, well de Verschreibungskader net ëmmer respektéiert gëtt.

Eng rezent Circulaire vum Gesondheitsministère kënnegt awer elo de kategoreschen Aus bei der Verschreibung vun THC-dominante Bléien un, an dat schonn ab dem 1. Januar 2025. À terme sollen iwwerhaupt keng Bléie méi verschriwwen ginn, och net déi CBD-dominant. Hei si mer mat engem frappante Réckschrëtt vun der aktueller Cannabispolitik konfrontéiert.

Dofir meng Froen un Iech, Madamm Ministesch: Gëtt et entre-temps en neie Rapport d'évaluation vum medezinnesche Cannabis? Ab wéini plangt de Ministère, dass guer keng Bléie méi dierfe verschriwwen ginn, mee just nach Extrakter? Op wat fir Donnéeë baséiert de Gesondheitsministère sech, fir d'Verschreibung vun den THC-dominante Bléien esou kuerzfristeg ofzeschaffen? Goufen déi verschriwend Doktere consultéiert? Wa jo, wat waren hir Temoignagen? A wann nee, wisou gouf dës Decisioun geholl, ouni d'Doktere matanzebezéien? Wéi ginn d'Patienten elo en charge geholl, déi bis elo THC-dominant Bléie verschriwwen kruten a fir déi den THC-Ueleg keng Alternativ duerstellt? A schlussendlech, a bal am wichtigstem, huet den Aus vun den THC-dominante Bléien domadder ze dinn, dass eenzel Doktere sech net un d'Verschreibungskritären halen, sou wéi dat am Evaluatiounsrapport vun 2022 ugedeit ginn ass? Wann dat de Fall ass, wisou gëtt net op

dësem Niveau nogebessert? Mir stelle jo och net de Prinzip vum Krankeschäin a Fro, nëmme well et do punktuell Abuse gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Dann ass d'Wuert fir d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, an och merci fir dës Fro. Zum Programm vum medezinnesche Cannabis hu mer effektiv eng Circulaire erausginn, déi ab dem 1. Januar 2025 eng Ännerung vun deem Programm virgesäit. Firwat dës Ännerung? Mir hunn eis baséiert op dee Rapport, deen 2022 doloung. Mir hunn an de Spideeler Enquêt gemaach, wéi de Programm ofleef. Déi Problemer, déi do schonn am Rapport 2022 mentionéiert gi sinn, an d'Temoignagen aus de Spideeler hunn eis dozou gefouert, dee Programm elo esou ze agencéieren, wéi e virgesinn ass.

A Frankräich wäerte se d'Bléie ganz ophalen. Dat war och déi éischt Propos, déi mer vun der Divisioun vun der Pharmacie aus der Direktioun vun der Santé kruten. Do hu mer awer nach eng Kéier d'Käpp zesummegestreckt an och nach eng Kéier mat all den implizéierte Partner geschwat a mir sinn zur Conclusioun komm, dass mer eng Iwwergangsléisung wäerten en place setzen. An déi Iwwergangsléisung, déi fänkt dann den 1. Januar 2025 un, mat deene Parametere, déi Der gesot hutt. Mir halen op mat de Cannabisbléien, déi „riche en THC“ sinn, a mir setzen d'maximal Quantitéit erof, déi ee während 28 Deeg zur Verfügung ka kriien.

Déi Circulaire gouf diffuséiert de 16. Oktober, soudatt jiddweree mëttlerweil misst informéiert sinn. D'Motivatiounen waren, dass, wann een THC vill zou sech hëlt, d'Gefore méi grouss sinn. Et gëtt keng medezinnesch Konklusioen, dass d'Effikassitéit bewisen ass. Et gëtt Schwierigkeete bei der Doséierung, et gëtt Schwierigkeete bei der Administratioun an et gëtt potenziell Abusen, déi schonn am Rapport 2022 mentionéiert gi sinn.

Mir wäerten dat Joer och benotzen, fir parallel eng Evaluatioun ze maache vun de Besoinen a wäerte ganz enk monitoren, wéi deen Dossier weidergeet. Mir hunn de Moment guer kee Produit, deen en rupture de stock ass, a mir wäerten déi nei Marché bis de 25. November publizéieren.

Ech hoffen, domat op all Är Froen geäntwert ze hunn, a soe Merci nach eng Kéier fir d'Fro, well et ass e ganz wichtige Dossier. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 140 vun der Här André Bauler un den Här Finanzminister iwwert d'Spuerferderung vun de Stéit. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 140 du 13 novembre 2024 de M. André Bauler relative au soutien à l'épargne des ménages, adressée à M. le Ministre des Finances

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Virun e puer Joer, wéi et nach kaum oder guer keng Zësen um Spuerbuch gouf, ass de Besteuerungstax vum der Retenue d'impôt à la source libérateur, kuerz RELIBI genannt, vun 10 % op 20 % eropgesat ginn. Fir all Euro, deen een also als Zënse krit, kommen dann netto nëmme 80 Cent um Spuerkont un. Soulaang d'Zësen historesch déif waren, huet dat kengem weider weigedoen. Zanter zwee Joer sinn d'Zësen

awer nees op engem méi héijen Niveau, an dat be-
deit, datt d'Spuerer, an absoluten Zuelen, méi staark
zur Oder gelooss ginn. Vergiesse mer net, datt déi
dräi lescht Joren d'Inflatioun d'Kafkraaft vun de Stéit
an domadder och déi vun de Spuerer reduzéiert huet,
soudatt sech d'Fro stellt, ob een de RELIBI net no
ëne revidéiere soll.

Ech wëll nach eemol drun erënneren, datt de Beste-
erungstaux op den Dividende bei 15 % läit. Leit, déi
sech et kënnen leeschten ze investéieren, bezuelen
also manner wéi dee kleng Spuerer. An aus deem
Grond wollt ech den Här Finanzminister froen, ob
en net gewëllt ass oder wier, d'Besteuerung op den
Zënserträg am Interêt vun den einfache Spuerer, déi
also net an Aktien, zum Beispill, investéieren, erof-
zesetzen. Dëst ëmsou méi, wou gewosst ass, datt
d'Leit mat grousssem Kapital iwwer ganz aner Méig-
lechkeete verfügen, hiert Geld anescht unzeleeën,
an dobäi ënnert dem Stréch respektiv duerch d'Bank
besser ewechkommen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. An
dann huet elo den Här Finanzminister d'Wuert. Här
Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här
President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem
Här Bauler Merci fir seng Fro. Déi sougenannte
Quellesteier, wéi mir dat op Lëtzebuergesch soen,
oder RELIBI, Retenue à la source libératoire sur
certains intérêts produits par l'épargne mobilière, gëtt
et schon zanter 2006. Si gouf deemools duech e Gesetz
vum 23. Dezember 2005, also kuerz viru Chrëscht-
dag, agefouert. Iwwregens: Mat deem selwechte Gesetz
ass d'Vermögenssteier ofgeschaaft ginn. Wichteg ass
ze wëssen, dass deemools e Fräibetrag pro Bank –
„Agent payeur“ ass de richtegen Term – a pro Per-
son vum 250 Euro derbäi war.

Déi Steier spillt effektiv zanterhier op verschiddenen
Zënserträg. Si ass, wéi dat am Gesetz steet, „libé-
ratoire“. Wat heescht dat? Majo, wa se ofgefouert ass,
dann ass et fäerdeg. An deemools war et – et ass jo
vill diskutéiert ginn – fir vill Leit en Avantage, well
déi Leit, déi dat éierlech deklaréiert hunn, déi kruten
nämlech d'Zënzen net mat 10 % versteiert, mee mat
hirem marginale Steiersaz, deen deemools bei 38 %
louch – wéi gesot, déi Leit, déi dat éierlech dekla-
réiert hunn. Si ass och duerfir net iwwert d'Steier-
erklärung nach opzeféieren.

An Dir hutt mat Recht gesot: „2005 war deen Taux
ënnert der deemoleger CSV-LSAP-Koalitioun bei
10 %.“ Dat ass also am Kader vun der Steierreform
2017 ... Dir hutt elo kee bestëmmten Datum gesot.
Dir hutt, Här Bauler, gesot: „virun e puer Joer“, mee
ech wëll dat awer prezisieren: 2017 ass se dunn op
20 % an d'Luucht gesat ginn.

Do, wou ech Iech net richteg kann novollzéien, dat ass,
wann Dir sot: „Deemools waren d'Zënzen niddreg.“
Ben, wësst Der, wann een net vill huet an Dir huelt
engem 20 % ewech, da fannen ech dat eigentlech
gradesou schlëmm, wéi wann ee vill huet an dovunner
ginn 20 % ewech, well dann huet ee vun deenen 80 %,
déi een huet, nach méi e grouse Montant. Do ginn
ech Iech also eigentlech net richteg Recht.

Dat, wat ursprüngelech ugeduecht war, dat war den
Ertrag, deen iwwert déi Retenue à la source sollt
kommen; dee war deemools, haalt Iech un, 20 Mil-
liounen Euro. An haut – ech hunn dat lo just nach
nougrot –, op deenen éischten zéng Méint vun
dësem Joer, also bis op den 31.10.2024, si genau
148 Milliounen Euro u Steieren iwwert dee Wee
erakomm. Dat ass natierlech eng Evaluéierung, déi
ee muss maachen, an et ass e Balanceakt zwëschen

engersäits der Besteuerung vu Kapitalerträg – an
dat ass dat heiten –, an anerersäits dem Akommes
vun enger Aarbecht – Leit, déi géint Loun a Gehalt
schaffen. An ech mengen, déi viregt Regierung huet
deem och Rechnung gedroen, firwat se deemools
vun 10 % op 20 % an d'Luucht gaangen ass. Ech ge-
sinn eigentlech net – an et steet och näischt Deem-
entspriedendes an dem Regierungsprogramm –,
dass een dat sollt oder kéint änneren.

Ech wëll awer kloer soen: Et ass eng méiglech Pist, ouni
dass ech mech haut doriwwer ausschwätzen, mee dat
muss ee spéider eng Kéier kucken. Ech hu virdrun net
fir näischt dee Fräibetrag vun 250 Euro pro Person a
pro Bank oder pro Agent payeur genannt. Deen ass
zënter 2005, also iwwer 20 Joer, net méi ugepasst ginn.
Also en dréit och net der Inflatioun an deem Sënn
Rechnung. Deem sinn ech à ce stade net verschloss,
mee dat muss een an engem Gesamtkontext kucken,
wou een – an domadder schlëssen ech of – ëmmer de
Balanceakt zwëschen engersäits Kapitalbesteuerung
an andersäits Besteuerung vu Loun a Gehalt muss ku-
cken. Mee haut ginn ech Iech op Är Fro do keng Satis-
faktioun. Den Taux bleift och fir 2025 op 20 %.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 141 vum Här Sven
Clement un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a
sozial Sécherheet iwwert d'Verhandlungen tëschent
der Fédération luxembourgeoise des laboratoires
d'analyses médicales an der CNS. Här Clement, Dir
hutt d'Wuert.

– **Question n° 141 du 13 novembre 2024 de M. Sven Clement relative aux négociations entre la FFLAM et la CNS, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President.
Leif Kolleginnen a Kollegen, et ass am Kader vun
engem rezenten Avis, deen der Chamber e Freiden
zoukomm ass, wou d'Fédération luxembourgeoise
des laboratoires d'analyses médicales – u sech ass
et e Verband vun am Ganzen dräi Operateuren, well
vill méi gëtt et der zu Lëtzebuerg net – eng Rëtsch
Punkten opgeworf huet iwwert d'Verhandlungen
zwëschen hir an der CNS. Ënner anerem werft se
nämlech och op, datt déi Verhandlungen zum Echech
komm sinn duerch legislativ Proposen.

Et ass awer virun allem esou, datt ech dofir, well dat
am Raum steet, datt déi Verhandlungen zum Echech
solle komm sinn – oder zumindest unilateral deen
Echech deklaréiert gouf –, wollt wëssen: Wou si mer
drun? Ass d'CNS nach de bonne foi mat hinnen am-
gaang ze verhandelen? Gëtt et konkret Proposen,
déi um Dësch leien? Well, kommt, mir vergiesse et
net: D'Laboratoires d'analyses médicales, dat ass do,
wou mer alleguerten higinn, wann den Dokter eis
verschreift, datt mer eng Blutanalyse brauchen, fir
datt mer gekuckt kréien, wat vläicht net stëmmt, an
deementspriedend ass et e wichtege Operateur an
eisem Gesondheetssecteur.

An da méi konkret: Wat ass dann d'konkret Ver-
handlungspositioun respektiv wat sinn d'Virgabe vun
der CNS an dese Verhandlungen? Déi lescht Verhand-
lung leie schon eng Zäitchen zréck an zwëschen-
zäitlech sinn e puer Indextranché gefall, wat eleng
schon 13,14 % no verschiddene Calcule géif aus-
maachen. Mir ass zu Ouere komm, datt awer d'CNS
mat der Verhandlungspositioun 0 % erageet, wat also
schon enger Regressioun u sech vun 13,14 % géif
entsprieden.

An dorobber – well den Här Roth jo lo grad nach vun
der Indexatioun geschwat huet, fir déi vläicht bei der

RELIBI eng Kéier unzepassen – ass dann hei d'Fro:
Sidd Der dann net der Meenung, Madamm Minis-
tesch, datt ee bei der Lettre-clé, déi d'Laboratoires
extrahospitaliers betreffen, net och misst iwwert zu-
mindest Upassungen un den Index vun hirer Lettre-
clé nodenke respektiv datt déi sollen do falen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.
Dann huet elo d'Madamm Ministesch fir Gesondheet
a sozial Sécherheet d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Här President, merci och dem
Deputéierte fir dës Fro. Dat war och ee Sujet op der
Quadripartitt d'lescht Woch. Jo, d'Verhandlung sinn
de Moment ënnerbrach. D'Mandat vun der CNS war,
0 % ze verhandelen, an ech hunn d'Representanté
vun der Federatioun gesinn, nodeems d'Verhandlung
ugefaangen hate mat der CNS, an dunn hunn
ech hinne gesot, datt op Regierungsniveau decidéiert
gi wär, datt am Kader vum Projet de budget d'Lettre-
clé ëm 10 % géif erofgesat ginn, sou wéi dat schon
dräi-, véiermol an der Vergaangenheet de Fall war.

Firwat dat erofsetzen? Ma d'CNS ka keen negati-
ven Taux verhandelen. Déi ka just an eng Nullronn
goen. Firwat déi Nullronn? Ma well d'CNS kuckt, wat
d'Consumatioun war vu Labosanalysen, an dat ass
ee vun de Posten, déi de Moment am Kader vun der
CNS net am Grëff ze hale sinn. Et gëtt u Mesüre ge-
schafft, fir dee Posten an de Grëff ze kréien, mee déi
sinn de Moment nach net do. Déi Verhandlung ginn
da warscheinlech elo net direkt weidergefouert.

Déi Fro: „Wat waren déi konkret Verhandlungsvir-
gaben?“, déi hunn ech beäntwert.

Dann déi lescht Fro: Sinn ech der Meenung, datt do
misst indexéiert ginn? Do ass meng Meenung net
gefrot. De Moment steet am Code de la sécurité
sociale dranner, datt eebe just d'Doktesch-, d'Zänn-
doktesch- an d'Profession-de-Santés-Tariffer auto-
matesch indexéiert gi souwéi d'Soins palliatifs an
d'Psychotherapie. Dat ass dat, wat de Moment am
Code de la sécurité sociale steet.

All déi aner Prestatairen, ënner anerem d'Laboen,
mee och de Centre de transfusion sanguine, hu mer
virdrunner héieren, ënnerleien net enger automa-
tescher Indexéierung. Dat huet de Legislatuer dee
Moment esou festgehal gehat, well eeben do aner
Elementer gekuckt ginn.

Mir wäerten dat do am An halen an och kucken, wéi
dann d'Verhandlung weiderginn, gegebenefalls
eeben am Kader vun der Trajectoire vun der Kran-
kekeess respektiv eiser Gesondheetskeess, déi mer
egal wéi op de Leescht mussen huelen, well no der
leschter Quadripartitt, hutt Der jo héieren, ass eraus-
komm, datt mer fir déi nächst Joren do wäerte
mussen aner Weeër aschloen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm
Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 142 vum Här Jeff
Boonen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME,
Energie an Tourismus, iwwert d'Konklusioun vum
Energiedësch. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 142 du 13 novembre 2024 de M. Jeff Boonen relative aux conclusions du « Energiedësch », adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme**

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. An
Zäiten, wou mir op enger Klimakonferenz grouss
Accorde probéieren ze verhandelen a Versprieche fir

d’Klima maachen, ass et och wichteg, dass mir heeëm eis Hausaufgabe maachen. D’erneierbar Energie müssen an Zukunft weider ausgebaut ginn. Do si mer eis eens. An dat muss geschéie mat der Akzeptanz vun eiser Bevëlkerung an och am Respekt vun eisen natierleche Ressourcen.

Fir virunzekommen, huet d’Regierung de Moien d’Vertrieder aus dem Secteur vun den erneierbaren Energien, virun allem aus de Beräicher Fotovoltaik a Wandmillen, op Senneng agelueden.

An deem Kader, elo, wou de Plat nach e bësse wotlech ass, wollt ech de Minister fir d’Energie froen, wat d’Haaptkonklusioun sinn, déi de Moie festgehale goufen.

Wéi kréie mir d’Potenzial vu versigelte Flächen an alle besteeënden Daachflächen, wou nach keng Fotovoltaik drop läit, besser mobiliséiert?

Wéi erreeche mir dat Zil aus dem PNEC, fir 2030 méi wéi 1.000 Gigawattstonne mat Wand ze produzéieren?

A wëssend, dass d’erneierbar Energien op Basis vu Wand a Solar an hirer onreegelméissegger Produktioun eng grouss Erausforderung fir eist Stroumnetz sinn, wollt ech froen, ob de Moien och iwwert den Ausbau vun der Netzinfrastruktur an awer och de Speicherinfrastrukture geschwat ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Dann huet den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus d’Wuert. Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l’Économie, des PME, de l’Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Här Boonen, merci villmools fir déi Fro, well et ass e ganz wichtegt Theema. Wa mer wëllen eis PNEC-Ziler erreechen, souwuel an der Wandenergie wéi an der Solarenergie, da muss mer méi séier virukommen. Dat ass och eent vun deenen Ziler, déi mer haut de Moie beschwat hunn.

Firwat war déi Kompositioun esou, wéi se war? Ech rappeléiere se just nach eng Kéier: OAI, Vertrieder vun der Chambre des Métiers, vun der FEDIL, awer och vun de Gemengen, e ganz wichtegen Acteur hei an den Diskussiounen. Ma well et hei ëm d’Simplification administrative geet! Wéi komme mer méi séier virun? Wéi komme mer op deenen Terrainen, wou mer haut nach blockéiert sinn, weider, fir dass mer kënnen eis Ziler, wéi mer eis se virgeholl hunn, fir méi onofhängeg ze gi vun de fossillen Energien, och reellement erreechen?

Haut ass et esou, dass mer bei enger Durée vu siwen, aacht, jo souguer néng Joer sinn, fir eng Wandanlag kënnen opzeiichten. Dat sinn d’Delaien, déi mer hunn an dësen Zäiten – an Dir hutt et selwer an Ärer Introduktioun gesot – vun enger energieetescher Kris! Op der COP gétt dervu geschwat, dass mer wëllen eis erneierbar Energien ausbauen. Ma da muss mer och kucken, dass mer dat kënnen maachen, mat Delaien, déi och realistesch sinn!

Onofhängeg dovunner, dass mer souwisou Direktiven hunn, sief et d’RED-Direktiv oder anerer, déi eis Delaien nach eng Kéier verkierzen, muss mer et fäerdegbréngen, dass mer Anlagen dohinner baue kënnen. An ee Beispill dovunner, wat mer schonn direkt am Januar 2024 ugaange sinn, ass de Volet vun der A3 vun der Stad Richtung Frankräich, fir do ze kucken: Mee wat ass iwwerhaupt d’Potenzial vun der Fotovoltaikanlag – also Solarenergie –, déi mer kënnen installéiere laanscht d’Autobunn?

Am Ausland gesäit een, dass et méiglech ass. Hei am Land ass dat net méiglech. Firwat ass dat esou? Do

hu mer schonn den Aarbechtsgrupp zesumme mam Transportministère, fir ze kucken, fir méi séier op Flächen, déi dem Staat souwisou gehéieren, déi deelweis versigelt sinn op anere Plazen, awer net fir aner Saache blockéiert sinn, och kënnen weiderzekommen. A bis Dezember wäerte mer déi Etüd fir dee ganze Reseau vun den Autobunnen zu Lëtzebuerg och hunn. Ganz villversprechend ass se, well se nämlech e Potenzial vu ronn 150 Megawatt vu Solarpannoen erausgëtt, wann alles esou géif realiséiert ginn. 150 Megawatt, dat entsprécht ronn 35.000 bis 40.000 Haushalter, déi just op deem Stéck realiséierbar sinn.

E weidere Projet, eng weider Diskussioun ass déi ronderëm d’Wandenergie. Mir müssen d’Wandenergie och kënnen laanscht d’Autobunne maachen. Wa mer vun hei op Bréssel fueren, da gesi mer, dass op Raststätte Wandanlage stinn. Hei muss mer ganz wäit ewechbleiwe vun den Autobunnen, mir muss wäit ewechbleiwe vun de Bëscher, mir muss wäit ewechbleiwe vun den Haiser, wat ganz normal ass. Mee wa mer awer all déi Contraintë kucken, déi mer hunn, jo dann hu mer nëmmen nach ganz kleng Flecken, wou zu Lëtzebuerg iwwerhaupt d’Méiglechkeet besteet, fir een oder zwee Wandrieder kënnen hinzesetzen.

Bei enger Autobunn muss ee sech awer d’Fro stellen: Stéiert et laanscht eng Autobunn, eng Wandanlag opzeiichten? Jo oder Nee? Holland, Belsch, Däitschland, Frankräich, do geet et. Stéiert et zu Lëtzebuerg méi wéi an deene Länner? Dat si Froen, déi ee sech awer reellement muss kënnen stellen.

Zu där konkreter Fro fir den Netzausbau. Natierlech, dat ass e ganz wichtegt Theema, an dat ass och haut de Moien nach eng Kéier vun der Encevo gesot ginn a vun der Creos: Wa mer en Ausbau vun den erneierbaren Energieën maachen, mee da muss am Fong parallel dozou och en Ausbau vun de Reseauen gemaach ginn, well mer et soss net fäerdegbréngen, déi Energie, déi produzéiert gëtt, och kënnen anstänneg ze verdeelen.

Froen, déi sech gestallt gi ronderëm Batterien: Et ass elo net, dass haut de Moien um Energiedësch d’Diskussioun war, wou mer kënnen Batterien op de Reseau stellen, fir och déi Energie kënnen duerno ze benotzen. Et ass éischter: Wéi fuere mer weider mam Ausbau vun Reseau, fir kënnen weiderzekommen?

D’Konklusiounen sinn: en Aarbechtsgrupp, fir mat all deenen Acteuren déi Punkten, déi ganz konkret ugeschwat gi sinn, déi opgezielt gi sinn, vun de Prozeduren, vun de Reseauen, alleguer déi Saachen, auszeschaffen a bis Abrëll 2025 mat de Konklusiounen do ze sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 143 vum Här Marc Baum un den Här Aarbechtsminister iwwert d’Iwwerwachungskommissioun, déi de Minister soll souwuel bei der Begleedung wéi och bei der Bewäertung vun de Missiounen an den Attributiounen vun der ADEM assistéieren. Här Baum, Dir hutt d’Wuert.

– Question n° 143 du 13 novembre 2024 de M. Marc Baum relative à la commission de suivi chargée d’assister le ministre dans l’accompagnement et l’évaluation de l’accomplissement des missions et des attributions de l’ADEM, adressée à M. le Ministre du Travail

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir gesinn, dass d’Chômagezuele lues awer konsequent an d’Luucht ginn. A mir gesinn och, dass dat an de Previsiounen an deenen nächste Méint nach soll weidergoen.

Wie Chômagezuele seet, seet ADEM. A wéi d’ADEM 2012 geschaf ginn ass, war am deemolege Gesetz och d’Kreatioun vun enger Commission de suivi virgesinn, déi den Aarbechtsminister beroden an assistéiere soll am Kader vun de Missiounen an Attributiounen vun der ADEM. Dat steet am Code du travail am Artikel 621.

D’Kommissioun soll op Demande vum Minister Avisen ofginn iwwert d’Ëmsetzung vun de Missiounen vun der ADEM, déi jo an éischter Linn doranner bestinn, de Chômage ze bekämpfen an den Emploi ze stäerken.

D’Zesummesetzung vun där Kommissioun ass eng Tripartitt mat Vertrieder vu Gewerkschaften a Patronat op där enger Säit an och mat Regierungsvertrieder, déi duerch hir Kompetenzen der Tatsach Rechnung droen, dass d’ADEM iwwer hir direkt Missiounen eraus och e wichtegen Acteur ass bei sozioekonomesche Froen, sief et an der Formation professionnelle oder och am Kampf géint d’Aarmut.

Dës Kommissioun, esou steet et am Gesetz, soll wéinstens zweemol d’Joer zesummekommen a soll och e Rapport annuel maachen. Elo ass et awer esou, dass ech an deene leschte Jore keng Trace méi vun dëser Kommissioun fonnt hunn an dës Kommissioun eisen Informatiounen no säit enger gudder Zäit guer net méi zesummekomm ass, wouduerch se hir Roll, déi gesetzlech festgeluecht ass, och net erfëlle kann.

Dozou follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

Ass dës Kommissioun an deene leschten zwoelf Méint, also zënter Dir am Amt sidd, zesummekomm? Wann dat net de Fall ass, firwat ass dat esou?

An och, wann dat net de Fall ass, wéi léisst sech de Minister beroden am Beräich vun der Aarbechtsmaartpolitick an, méi spezifesch, de Missiounen vun der ADEM, wann dës Kommissioun net zesummekënn?

Drëtens: Wéi kann den Avis vun den Acteuren um Terrain, also vun den Employeuren an de Salariéen, erafléissen an d’politesch Decisioun, wa si aus der Berodung ausgeschloss sinn?

A véiertens: Wéi gi richtungsweisend Decisiounen am Ministère geholl – Stéchwuert: „Asaz vu kënschtlicher Intelligenz bei der ADEM“ – ouni Avis vun dëser Kommissioun?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här Aarbechtsminister d’Wuert.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci dem honorabelen Deputéierte Marc Baum fir dës Fro. Ech hunn effektiv och mussen feststellen, dass an dësem Dossier méi wéi sechs Joer Stéllstand geherrscht huet.

D’Commission de suivi, déi, wéi Der et scho gesot hutt, am Artikel 621 (4) vum Code du Travail virgesinn ass, ass déi leschte Kéier am Joer 2017 zesummekomm.

Am Juli 2018 ass d’Madamm Christianne Wickler vum Regierungrot en remplacement vun Här Thierry Schuman Presidentin vun där Kommissioun genannt ginn, dëst fir eng Durée vu fënnf Joer. Am Januar 2019 sinn d’Nominatiounen vun de Membere frëschgemaach ginn, an och dat fir eng Durée vu fënnf Joer. Duerno ass d’Commission de suivi awer leider net méi zesummegeruff ginn, weeder op Convocatioun vun der Presidentin nach op Demande vun de Membere. Deemno kann een och feststellen, dass déi vireg Ministeren d’Kommissioun ni fir en Avis iwwert d’Aarbechtsmaartpolitick oder d’Aktivitéite vun der ADEM gefrot hunn. Zanterhier ass dann och

ni méi dee vum Code du travail virgeschriwwene Joresbericht verfaasst ginn, deen Der och erwäänt hutt, an et sinn och keng Propositionen oder Recommendationen formuléiert ginn.

Net méi spéit wéi am Oktober dëst Joer souz ech mat der Directrice vun der ADEM zesummen, fir ze kucken, dass mer dëst Organ esou séier wéi méiglech erëm reaktivéiert kréien. Ech sinn och dofir mam Här Schuman a Kontakt getrueden, dee jo schonn Erfahrung huet an dee sech och bereet erkläert huet, dës Tâche vum President nees ze iwwerhuelen. À court terme wäerten d'Sozialpartner an déi be-
traffe Ministèren ugeschriwwen ginn, fir jeeweileg Vertrieederinnen oder Vertrieeder ze nennen, fir dass am Ufank vum nächste Joer déi éischt Reunion vum dësem a mengen Ae ganz wichtege Gremium ka stattfannen, an ech wäert mech och natierlech erëm vun där Kommissioun als Aarbechtsminister berode loos-
sen.

Villmoos merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 144 vum Här Mars Di Bartolomeo un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwer d'Verbesserung vum Remboursement vum de visuellen Hëllefsmëttel vum der CNS. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 144 du 12 novembre 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'amélioration de la prise en charge des aides visuelles par la CNS, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Nom Debat iwwert d'Petitioun 2967 betreffend den integrale Remboursement vu Brëller a Connexes huet eis Chamber unanime eng Motioun hei ofgestëmmt, fir der Madamm Minister den Optrag ze ginn, de Verwaltungsrot vum der CNS opzefuerderen, déi noutwendeg Schrëtt an déi dote Richtung ze präwee respektiv ze maachen, wat sollt zu enger Verbesserung vum der Prise en charge vum der Brëllekäschte féieren.

Dofir meng Froen un d'Madamm Minister: Huet si an deem Sënn scho mat der Gesondheetskeess Kontakt opgeholl? Huet si dem Staatsvertrieeder am Verwaltungsrot vum der CNS, dem President, de kloren Optrag ginn, an deem Sënn Positioun ze bezéien? Jo, ech ginn dat zou, dat wäert méi kaschten, mee ass gradesou berechtigt wéi eng besser Prise en charge vun den Zänn. Dofir meng Fro: Ass d'Regierung sech eens, fir d'Frais de maternité ganz ze iwwerhuele respektiv d'Investitiounskäschte vun de Spideeler eebenfalls ganz? A wa mer schonn dobäi sinn, och, wéi zumindest ugedeit, d'administrativ Käschte vun der Sécurité sociale? An do ass net nëmmen d'CNS betreff, mee do ass och d'CNAP betreff et j'en passe et des meilleures. Sinn alleguer dës Froen an der Drénglechkeetssëtzung vun haut de Moien tëschent der Madamm Minister an dem Verwaltungsrot vum der CNS zur Sprooch komm? A wat war d'Resultat dovun?

Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet elo d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Här President, déi Motioun, déi ugeschwat ginn ass, déi ass direkt no der Adoptioun virugaang an d'CNS. De President vum der CNS, dee mäi Vertrieeder am Verwaltungsrot vum der CNS ass, krut gesot, déi Motioun wier ugeholl ginn a mir sollte kucken, déi sou séier wéi méiglech ze respektéieren.

Net méi spéit wéi de Moien an der Sitzung vum der CNS ass en éischte Schrëtt an déi Richtung gemaach ginn.

Den éischte Volet dovunner ass deen, datt bis elo nëmme Brëller vu Leit, déi ënner 14 Joer sinn, konnten ouni Delai renouveléiert ginn. Dat heescht, wann ee bis iwwer 14 Joer hat, huet en Delai mussen agehale gi fir de Renouveau, sou wéi bei den erwuessene Leit. Dat ass de Moien ofgeschafft ginn. Dat heescht, bis 18 Joer ass de Renouveau vu Brëller elo delaifrai.

Deen nächsten Deal – dat heescht, dee ganze Katalog op de Leescht ze huelen, fir ze kucken, ob déi eng oder aner Prestatioun méi oder manner misst dra sinn, an all déi Saachen, déi elo just ugeschwat gi sinn – ass amgaangen, opgestallt ze ginn, an d'CNS wäert zäitno de Verwaltungsrot domadder befaassen.

Déi Fro, déi ech haut matgedeelt krut, war: „invitant le Gouvernement à œuvrer pour une amélioration de la prise en charge des aides visuelles par la CNS“. Dat heescht, et ass net ugeschwat ginn, datt mir haut hei sollen de Bilan maache vun enger Sitzung vum engem Verwaltungsrot, deen de Moie war. Wann dat gewünscht ass, da verweisen ech do entweder op eng nächst Question parlementaire oder op e Communiqué, dee warscheinlech den Owend wäert vun der CNS publizéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

(Interruptions)

An domat wäere mer um Schluss vum eiser Heure d'actualité ukomm a mir géngen zum nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour kommen.

7. Question élargie n° 24 de Mme Djuna Bernard relative à la ménopause

An dat wär eng erweidert Fro, d'Fro Nummer 24 vun der Madamm Djuna Bernard iwwert d'Menopause. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousatzfro virzedroen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. D'Madamm Bernard huet d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Fir d'Fra sinn d'Wiesseljoren e bedeutsamen Ofschnëtt an hirem Liewen, mat deem kierperlech, mental a sozial Verännerungen ustinn. D'gesondheetlech Auswierkung vum der Menopause kënnen ganz ënnerschiddlech ausfalen, wéi Blutdrucksstéierungen, Stëmmungsschwankungen, Va-peuren a Schweessausbréch, Péng an de Gelenker, Häerzklappen a Schlofstéierungen, mee och laangfristeg Suite wéi Osteoporos a kardiovaskulär Risiken.

A contrairement zu deem, wat dobaussen oft gemengt gëtt, betreffen d'Wiesseljoren net just Dammen ab 50 Joer, mee et ass e Prozess, dee scho Mëtt 30 lues a lues ufänkt. Vill Frae wëssen awer net, dass hir gesondheetlech Problemer, mat deene se op eemol konfrontéiert sinn, scho mat de Wiesseljoren zesummenhängen. Deemo schwätze se net mat hirem Gyneko driwwer a beim Generalist gëtt de Lien dacks net erkannt, well de Sujet kaum eng Roll an der Medezinnerausbildung spillt. Leider ass d'Menopause nach ëmmer op ville Plazen en Tabuthema a gëtt net eescht geholl oder de Lien mat de Wiesseljoren gëtt einfach iwwersinn. Vill Frae gi falsch behandelt, et gëtt mat Burnout verwiesselt oder Symptomer ginn erfrogespillt. Et gëtt net ee Modell, wéi d'Wiesseljoren verlafen, weeder wat den Alter nach wat d'Symptomatik ueget.

Dat ass e Problem, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Natierlech an éischer Linn aus medezinnescher Siicht, doriwwer eraus awer och fir eisen Aarbechtsmarché. An Däitschland soen 20 % vun de Fraen iwwer 55 Joer, dass d'Menopause e Grond ass, fir fréizäitig mat der Aarbecht opzehalen. Werft een de Bléck op d'G7-Staaten, da maache Fraen an de Wiesseljoren ronn 11 % vun der schaffender Bevëlkerung aus, also duerch Zuelen, déi eescht ze huele sinn, well hei potenziell ganz vill Aarbechtserfahrung riskéiert, fréizäitig aus de Betriber ze verschwannen, wann déi betrafte Fraen net ënnerstëtzt ginn.

Zougäng zu Roueraim, flexibel Aarbechtszäiten oder Upassung vun den Aarbechtsbedingunge si méiglech Elementer, déi de Patron kéint en place setzen, fir Verbesserungen erbäzeféieren. D'Vereenegt Kinnekräich huet an dësem Kontext de Menopause Workplace Pledge agefouert, bei deem d'Patronen an Entreprises op dese Sujet sensibiliséiert ginn an ugereegt ginn, e Plan d'action an hirem Betrib ëmzesetzen.

Madamm Ministesch, Dir hutt an engem Video virun engem Mount d'Wiesseljoren thematiséiert. Nieft der Clinique de la ménopause am CHL an dem Centre de la ménopause et de l'andropause an den HRSen, dem Dag vun der Menopause, wou iwwerengs eng Konferenz war an e ganz flott Theaterstéck opgefouert gouf, gouf et punktuell Initiativen zum Thema. Et bleift awer weiderhin en dréngende Besoin fir Opklärung.

Madamm Ministesch, virun dräi Wochen hu mer heibannen decidéiert, datt et eng national Strategie ronderëm d'Fraegesondheet soll ginn. Wéi steet d'Ministesch dozou, de Volet Wiesseljore vun deser Strategie mat folgenden Elementer auszesetzen?

Hutt Der wëllen, mat der Medezinner- an Infirmièresausbildung den Echange ze sichen, fir datt dëst Thema an de Curriculum opgeholl gëtt? Deelt Der eise Constat, dass d'Wiesseljoren nach net genuch erfuerscht sinn, a mengt Der, Lëtzebuerg kéint hei an der medezinnescher Fuerschung Akzenter setzen oder vläicht souguer eng Virreideroll anhuelen? Kënnst Der eis soen, ob den Zougang zu Medikamenter an Traitement fir all Fraen accessibel ass an och rembourséiert gëtt? Sidd Der bereet, d'Organisatioun vu Weiterbildungungen zum Thema Wiesseljoren net just fir Gynekologen unzereegen? Wäert Der de Sujet vun der Menopause mat Ärem Regierungskolleeg Mischo – an ech si ganz frou, dass en hei ass – uschwätzen, fir dass dese wichtege Sujet fir d'Aarbechtswelt hei op héchster Stell Gehéier féint an hoffentlech och an d'Reflexioun vum Aarbechtsminister ronderëm d'Aarbechtszäitorganisatioun erafléisst? Wéi gedenkt Der, doriwwer eraus zu enger Enttabuiséierung bäizedroen an derfir ze suergen, dass dese Sujet, deen Zéngtausende Fraen iwwer vill Jore vun hirem Liewe begleet, eescht geholl gëtt an dass se net eleng gelooss ginn?

Ech soen Iech elo schonn e grouse Merci fir d'Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Dann huet d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet elo d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Här President, vill-, villmoos merci fir déi Question élargie. Déi passt, wéi gesot, wéi schonn ugedeit, an eis Strategie, déi mer an deenen nächste Jore wäerten en place setzen.

Éier ech awer am Detail wäert op déi eenzel Froen agoen, loosst mech eng Kéier kuerz ëmraissen, wat eigentlech alles zur Menopause gehéiert.

Wéi schonn ugedeit, gëtt et en internationalen Dag vun der Menopause, wat weist, wéi wichteg de Sujet op där ganzer Welt ass. Laut OMS sinn d'Fraen tëschent 45 a 55 haaptsächlech betraff, an dat wärend an der Moyenne véier bis fënnef Joer.

D'Menopause ass eigentlech dee Moment, wou et eriwwer ass. Dat heescht, alles wat dohinner féiert, datt et eriwwer ass mat der Activité ovarienne, gëtt Perimenopause genannt, dat heescht, um Wee dohinner.

Um Wee dohinner, wat ass dann do lass? Jo, Bouffées de chaleur – Dir mierkt et, ech souz dohannen, ech hunn de Paltong ausgedoen. Ech hunn en elo erëm mussen undoen, well hei steet ee jo normalerweis net ouni Paltong. De Cycle menstruel hält op an et gëtt aner Problemer: Et kann een net méi duerchschoffen, et ass ee launesch, et kritt een Depressiounen, et huet een Angschtzoustänn, et huet een Onwuelsi bei sexuellen Aktivitéiten, Inkontinenz an esou weider.

Awer den Haaptrisiko sinn d'Risques cardiovasculaires: De Bluttdrock kann an d'Luucht goen, et kritt een eventuell Diabetes, et hält een éischer zou an d'Densité osseuse geet erof. Duerfir ass et esou wichteg, datt mer en zweeten Osteodensitomeeter kréien, dee geschwënn zu Wolz wäert a Betrib geholl ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Manner effikass Traitementer sinn: gesond Iessen, sech méi beweegen, keen Alkohol, keen Tubak. Bei mir selwer hëlleft et heiands, net ze vill schaarf ze Iessen, net ze vill séier waarme Kaffi ze drénken. Mee do huet jiddweree seng perséinlech Rezepten, déi medezinnesch effektiv nach net genuch erfuerscht sinn.

Déi eenzeg wierklech Behandlung hei am Land, déi en place ass, ass d'Hormonbehandlung, an déi muss ee bei engem Expert maachen, wa méiglech bei sengem Gynekolog.

Zum Detail vun de Froen, déi gestallt gi sinn: „Hutt Der wëllen, mat der Medezinner- an Infirmiersausbildung en Echange ze sichen, fir datt den Theema an de Curriculum opgeholl gëtt?“ Jo, dat kann een Element vun eiser Strategie sinn. Mee ech sinn net zoustänneg fir déi Curriculumen. Dat ass den Educatiousministère an den Héichschoulministère. Mee dat kënne mer an d'Strategie ophuelen.

„Deelt Der eise Constat, datt d'Wiesseljoren nach net genuch erfuerscht sinn?“ „Jo, dat hunn ech scho gesot. Also effektiv, wann ee sech driwwer informéiert, Iiese geet, siche geet, wat scho gefuerscht ginn ass, gëtt et nach net ganz vill.“

„Kënn Dir eis soen, ob den Zougang zu Medikamenter an Traitementer fir all d'Fraen accessibel ass a rembourséiert gëtt?“ Do ass et esou wéi fir all déi aner Traitementer och: Leit, déi eng Assurance hunn, kréien Accès zu allen Traitementer. Mee déi, déi keng Assurance hunn, kréien dat natierlech net. An do probéiere mer och iwwert d'CUSS, spezifesch d'Fraen unzeschwätzen, fir datt och si Accès zu all de Behandlungen hunn.

„Sidd Der bereet, d'Organisatioun vu Weiderbildungen zum Theema Wiesseljoren net just fir Gynekologen unzereegen?“ Dat kënne mer och an d'Strategie ophuelen, mee de Moment hu mer nach kee legale Kader fir d'Organisatioun vun der Formation continue.

„Wäert Der de Sujet Menopause mat Ärem Regierungskolleeg Mischo uschwätzen“ – jo, elo grad! –, „fir datt dese Sujet och an der Aarbechtswelt op der héchster Stell Gehéier fënnt?“ Mir hu schonn Ufroe kritt, och am Kader vun der Endometriose oder vu

Schwierigkeete bei den Deeg, wou ee seng Reegel huet. Och do verweisen ech op d'Statutte vun der Krankekeess. Allkéier, wann ee wierklech der Meenung ass: „Haut geet et mir esou schlecht, datt ech net ka schaffe goen!“, Rendez-vous mat sengem Dokter huelen, fir den Zoustand evaluéieren ze loosse, a wann et wéinst der Menopause ass, dann och mat sengem Gynekolog Récksprooch huelen, fir ze kucken, wéi een dat am beschte kann encadréieren, fir esou mann wéi méiglech Symptomer ze hunn. A wann et eng Kéier net geet, dann huet een natierlech d'Recht, sech krankzemellen.

„Wat denkt Dir doriwwer eraus ze maachen, fir zu enger Enttabuiséierung bäizedroen?“ Ma Dir hutt de Video ugeschwat, dee mer gedréint hunn. Dat war eng éischt Iddi, déi ganz spontan komm ass déi Woch virdrun. Dee Video ass mëttwochs opgeholl ginn a freides online gaang zum 18. Oktober, dem Internationalen Dag vun der Menopause. A wéi mer am Video gesot hunn: driwwer schwätzen, sech net verstoppen, sech austausche mat anere Betraffenen! Mir sinn net eleng an där Situatioun. Dir sidd net eleng an där Situatioun, all déi Fraen, déi betraff sinn! Kommt, mir schwätzen driwwer! A villmools merci, Madamm Backes, datt Der dat mat mir zesumme gedréint hutt.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. D'Madamm Bernard huet nach d'Méiglechkeet, eng Zousazfro ze stellen. Dat ass net gewünscht.

8. Question élargie n° 21 de M. André Bauler relative à l'impact des nouvelles technologies digitales sur l'évolution de l'emploi dans le secteur financier

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 21 vum Här André Bauler iwwert den Impakt vun den neien Digitaltechnologien op d'Evolutioun vun den Aarbechtspulzen am Finanzsecteur. Wéi gesot, den Auteur huet 5 Minuten Zäit fir d'Haaptfro an d'Zousazfro, an d'Regierung 10 Minutte fir d'Äntwert. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, während de leschten 200 Joer huet d'Mënscheet eng Rei industriell an technologesch Revolutiounen duerchgemaach, ugefaange mat den éischte Maschinnen, déi mat Waasser- an Dampkraaft ugedriwwen goufen, iwwert déi standardiséiert Produktioun bis hin zur Automatiséierung duerch Elektronik- an Informatiksystemer.

Haut si mer matzen an enger sougenannter véierter industrieller Revolutioun, der kënschtlecher Intelligenz. D'KI bitt a ville Beräicher Opportunitéiten, also Chancen, mee awer och Risiken. Dat gëllt zum Beispill fir d'Industrie, mee awer och fir de Finanzsecteur.

D'KI kéint et am Finanzsecteur erlaben, méi wierksam a käschtegëschteg ze schaffen, dëst duerch eng Automatiséierung vun de Prozesser oder eng méi séier Analys vun Date respektiv eng besser Bewäertung vu Risiken. Och Fraudë si warscheinlech dank der KI méi liicht ze detektéieren.

Trotz all dese Virdeeler maache sech natierlech och vill Leit Gedanken, wéi si am beschte mat KI-Instrumenter ëmgoe sollen a wéi en Impakt d'KI op hir Aarbecht kéint hunn. Net wéineg Leit maache sech Suergen, ob hir Aarbechtspulz duerch den Asaz vu KI net souguer iwwerflësseg kéint ginn.

Dës Ängschte muss een also eescht huelen, well verschidde Projektiounen dervunner ausginn, datt am Bankesector bis zu 54 % vun den Aarbechtspulzen zu kënschtlecher Intelligenz impaktéiert kéinte ginn; ech schwätzen hei am Konjunktiv. Dat geet zum Beispill aus engem Rapport vun der Investmentfirma Citigroup ervir. De Bankesector wier hirer Aschätzung no am meeschte vun der Entwécklung vu KI betraff.

A well de Finanzsecteur een Haaptpillar vun eiser Economie ass, wollt ech dem Här Aarbechtsminister, awer och dem Här Finanzminister folgend Froen zum Impakt vun den digitalen Technologien op dese Sectors stellen:

Wéi schätzt Dir perséinlech mat Äre Servicer den Impakt vun der KI op d'Entwécklung an den zukünftege Profil vun den Aarbechtspulzen am Sectors financier an?

Sinn Initiative virgesinn, fir d'Formation continue an den Upskilling respektiv de Reskilling vun de Salaréien ze ënnerstëtzen?

Sinn d'Ministernen och der Meenung, datt de Finanzsecteur, eeben als ee vun den Haaptacteurs vun der Lëtzebuerger Economie, bei der Implementatioun vun der KI verstärkt vu Regierungssait muss begleet ginn?

Wéi een Impakt wäert den AI Act op d'Finanzinstituter hunn? Gëtt et do schonn eng Aschätzung Ärersaits?

Ginn duerch d'KI Ärer Estimatioun no och aner Beruffer méi valoriséiert, wéi zum Beispill déi, wou de mënschleche Kontakt mam Client nach ëmmer am Vierdergrond steet?

Wäerten Ärer Aschätzung no d'Banke méi profitabel ginn a kann dat och zu enger Hausse vun de Salaréien féieren?

Wäerten duerch d'KI och Beruffer am Finanzsecteur entstoen, déi et eebe bis dato nach net gouf?

A sinn d'Ministere scho mat de Sozialpartner, virun allem also de Gewerkschaften aus dem Sectors, zu deem äusserst wichtege aktuellen Theema am Austausch gewiescht? Do gëtt et bei de Gewerkschaften berechtigt, jo, souguer grouss Suergen.

Wa jo, wat sinn déi graff Konklusiounen, déi een aus desen Echangungen, aus deem Austausch zéie kann? A gëtt et eventuell eng speziell Taskforce, déi een op deem Plang, zu deem Theema, deem spezifesche Sujet misst asetzen?

Dat gesot, soen ech Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeit a freeë mech op eng Rei Äntwerten. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann ass d'Wuert fir d'Regierung. Den Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President, och dem Här Bauler. Ech hu lo just gesinn, mir hunn nach zéng Minutte fir d'Äntwert op eng Question élargie a mir mussen eis déi deelen. Duerfir erlaabt mer, dass ech mich wierklech strikt u meng Notten halen. Dat gesäit elo e bëssen holpereg aus, mee soss komme mer mat der Zäit net an d'Rei.

Dem Här Bauler fir seng Fro villmools merci. An déi beschäftegt och ganz vill Leit. Dat bedeit och eng ganz Rei vun Ännerungen op der Finanzplaz. Richteg ass, dass nei Technologien an enger éischer Phase zu enger gewëssener Onsécherheet bei de Leit féieren. Mee et bidde sech awer, wéi den Här Bauler dat och virdru gesot huet, eng ganz Rei vun neien Opportunitéiten. Dat zielt virun allem fir eis Finanzplaz, déi eng Finanzplaz ass vu Weltrang. An duerfir däerf ee sech neien Technologien och net verschléissen.

De Finanzsektor spillt nämlech bei eis eng ganz wichteg Roll. Eise Finanzsektor dréit zu 30 % vun eisem ganze PIB bäi. An et hunn och nach ni esou vill Leit am Finanzsektor geschafft wéi haut: 60.000 Leit! Den Här Mischo wäert herno eng aner Zuel nennen. Den Ennerscheid zwëschent dem Här Mischo senger Zuel vun der IGSS, also vun der Sozialversicherung, an där, déi ech hei gesot hunn, déi 60.000, dat ass den Ennerscheid, wann auslännesch Succursalle vu Lëtzebuurger Banken – zum Beispill d'BIL, déi huet eng Succursalle zu Zürich – net an eiser IGSS dra sinn. Mee déi sinn awer an der Zuel vun deene Leit, déi fir d'Lëtzebuurger Finanzplaz direkt oder indirekt schaffen, derbäi.

Haut gëtt et scho kënschtlech Intelligenz, zum Beispill, fir Frauden ze detektéieren. Et gëtt kënschtlech Intelligenz, fir Gesichtsrekennung ze maachen, wann ee Geschäftsbeziungen op Distanz huet, dat heescht, virtuell Geschäftsbeziungen. Et gëtt kënschtlech Intelligenz am Asaz vun Algorithmen an et gëtt och kënschtlech Intelligenz iwwert dee sougenannten AI Act, fir verschidde Risikoen ze evaluéieren beim Benotze vun Technologien.

Eis Finanzplaz huet och iwwert déi lescht 20, 30 Joer eng ganz Rei vun neien Aktivitéite kritt. Déi si meeschtens de sougenannte PSFen, dat sinn d'Professionnels du secteur financier, ënnergeuerdent. Do sinn zum Beispill eng ganz Rei vun anere Berufsbiller, déi kommen – den Här Bauler huet déi Fro gestallt. Wat ass dat? Zum Beispill am Risk Management, zum Beispill an der Contrôle, an der Compliance, zum Beispill an der Finanzanalys. An doduerch kënn natierlech e breede Spektrum bäi: Leit, déi an der Informatik schaffen, Leit, déi an der Cybersécherheet schaffen, Leit, déi Datenanalyse maachen. A mir schaffen do zesumme mat der Uni Lëtzebuerg. De Staat grad wéi och Privatbanke finanzéieren eng Rei vu Co-Chairen op der Uni Lëtzebuerg, déi spezifesch op déi modern Technologien do awierken. Dat leeft iwwert dee sougenannten SnT, dat ass den Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust, deen et bei eis op der Uni gëtt.

Da kucke mer natierlech dofir och déi Steierpolitik vun der CSV-DP-Regierung, fir Talenter op Lëtzebuerg ze huelen, fir grad an dësen héichspezialisierten Domäne kënnen ze schaffen. Dat selwecht zielt och fir Expat-Leit, well et huet ee besonnesch op der südlecher Hemisphère – an Indien an anere Länner – där, déi héichspezialiséiert an dem Domän vun der KI sinn.

Mir zielen haut zu Lëtzebuerg iwwer 250 Entrepreneuren, déi an der FinTech aktiv sinn. Dat sinn der alleguer, déi an dem sougenannte LHoFT, dat heescht, am Luxembourg House of FinTech schaffen.

Mee mir schlofen och net um Niveau vun der Regierung, och net déi fréier Regierung, ech wëll dat ganz ausdrécklech soen, se huet deen Zuch vun den neien Technologien net verpasst. Den Här Fayot setzt do, et war virduen och den Här Gramegna, och d'Madamm Backes, déizäit, wou se an dem Finanzministère war, wou mer nämlech um Niveau vun der Blockchain geschafft hunn. An Dir wësst, dass ech am Juli nach eng weider Moderniséierung vun deem Blockchain-Gesetz eraginn hunn, och fir deenen digitalen neie Wäerter wéi Bitcoin Rechnung ze droen, fir fit ze sinn, wann den Digital Euro kënn.

An ech war elo an Asien. Also, en neie Sektor, deen extreem Porteur ass, dat heescht, dee vill bréngt fir Lëtzebuerg – wat ass dat? Mee dat sinn déi digital Bezuelssystemer. Mir hunn Ebay hei. Mir hunn Amazon hei. Alipay hu mer hei. Mir hunn der am Moment 35, an do kommen nach ganz, ganz grousser no, déi

iwwer 1,3 Milliarde Clienten desservéieren. An duerfir ass dat, wat den Här Bauler ugeschwat huet, den Asaz vun der Kënschtlecher Intelligenz, vun deem Digitalen an deem Punkt, en extreem wichtige Punkt.

Firwat? Mee wann déi Betriber hei zu Lëtzebuerg hir Base opsetzen, da kréie se e sougenannten „europäesche Pass“. A mat deem europäesche Pass kënnen se hir Produkter duerch ganz Europa verdreiwen. Dat ass wichtig, déi Fro, déi den Här Bauler gestallt huet: D'Kënschtlech Intelligenz, dat Digitalt um Niveau vun der Finanzplaz, ass niewent de Banken, den Assuranceuren, de Reassureuren, niewent den Investmentfongen, déi mer hunn, deen drëtten Piliere. Dat ass de Piliere vun der Zukunft. Mir mussen fit sinn um Niveau vun der Gesetzgebung. Mir mussen fit sinn um Niveau vun de Leit, déi dodra schaffen, déi, déi zu Lëtzebuerg sinn, an der Groussregioun a virun allem och doruwwer eraus. An duerfir och déi ausgeweite Steierinitiativen a Steierincitativen, déi mer hunn.

Ofschléissend géif ech soen, an do bréngen ech genau a menger Zäit en Zitat vun der Madamm Kristalina Georgieva, der Generalmanagerin vun der Internationale Währungsfong, déi sot: „Déi kënschtlech Intelligenz, déi gëtt et. A mir sinn haut nach an der Capacitéit, déi ze notzen, zum Wuel vun eis an zum Wuel vun eiser globaler Wirtschaft.“

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Här Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Här Präsident, Här Bauler, Dir Dammen, Dir Hären, ech schléisse mech de Wiederer vun Finanzminister un. Genee wéi hie sinn ech der Meinung, dass d'Digitaliséierung net nëmme eng technologesch Entwécklung ass, mee eng fundamental Transformatioun, déi an alle Beräicher vun eiser Gesellschaft Verännerungen mat sech bréngt. Déi nei digital Technologie veränneren d'Aarbechtsplazen, schafen nei Beruffer a verlaangen nei Kompetenzen.

Virun allem repetitiv an administrativ Tâche ginn automatiséiert. Technologie wéi Robotic Process Automation, RPA, erlaben et, de Salaréi vu sougenannten „time consuming“ Routinaufgaben ze befreien a sech op méi komplex Aufgaben mat engem méi héije Méiwäert ze konzentréieren. Et ass richtig, dass duerch dës Automatiséierung d'Nofro fir gewëssen Aarbechten ofhëlt.

Op där anerer Säit entstinn duerch déi nei Technologien awer nei Beruffer am Finanzsektor, wéi beispillsweis Data Scientists, Blockchain-Entwéckler, Cloud-Spezialisten an Experten an der Cybersécherheet. Dës Beruffer sti fir eng zukunftsorientéiert Finanzindustrie a sinn dowéinst vu grousser Wichtigkeet. Mir müssen derfir suergen, dass allegueren eis Salaréien am Finanzsektor, wéi selbsterständlech och a villen anere Secteuren, déi néideg Ennerstëtzung a Formatioun kréien, fir dës Wandel erfollegräich ze meeschten. Reskilling an Upskilling spillen hei eng zentral Roll. De Projet Skillsplang soll an dësem Kontext e weidert wichtige Instrument ginn an e gesetzleche Kader soll geschafe ginn. Hautdesdaags erwaarden d'Employeuren an deem Sektor, dass hir Mataarbechterinnen a Mataarbechter d'Grondlage vun den neien Technologie verstinn a se an hir Prozesser integréieren. D'digital Kompetenz mussen also geféiert ginn.

Parallell zur technologesch Entwécklung gesi mer och eng Weiderentwécklung am Beräich vun de Reglementatiounen. Nei Technologie bréngen nei Reglementatiounen mat sech, sief et am Beräich vun den nohaltege Finanzen, de Kryptoassets oder der digitaler operationeller Resilienz. De Finanzsektor brauch hautdesdaags Experten, déi net nëmme déi

nei Reglementatiounen verstinn, mee och fäeg sinn, de finanziellen a prakteschen Impakt dovun ze analyséieren an awer och ëmzesetzen. Déi digital Transformatioun fuerdert och den Asaz vun automatisierter Reguléierung, RegTech, wat d'Roll an dem Beräich vun der Compliance verännert.

Eng Weiderentwécklung, déi duerch d'Digitaliséierung gefuerdert ginn ass, ass déi flexibel Aart a Weis, wéi mer haut schaffen. Während an no der Pandemie hunn digital Plattformen a Kollaborationstechnologien et de Leit erméiglecht, flexibel vun ënnerschiddleche Standuerter aus ze schaffen. Vill Betriber am Finanzsektor hu massiv a Satellitbüroen investéiert, fir de Frontalieren d'Méiglechkeet ze ginn, méi no bei hirem Wunnuert ze schaffen an hir Zäit besser ze notzen. Dës Flexibilitéit stäerkt net nëmme produktiv Aarbechtsprozesser, mee weist och, dass de Finanzsektor sech un déi modern Aarbechtswelt upasst.

Derbäi kënn, dass dese Sektor zu Lëtzebuerg weider um Wuessen ass. Laut de rezenten Zuele vun der IGSS zielt de Sektor am Mäerz 2024 insgesamt ronn 54.000 Salaréien am Verglach zu 53.600 am Joer virduen an 51.900 am Joer 2022. Och d'Zuel vun den ofgeschlossenen Aarbechtsverhältnissen ass mat 11.900 am Joer 2023 änlech wéi an de Joren 2019 bis 2022. Et weist sech also nach kee wierklechen Ofbau vu Plazen duerch déi nei Technologien.

Op Basis vun der Unzuel vu Posten, déi vun Employeuren aus dem Finanzsektor bei der ADEM deklaréiert gi sinn, ass ze beobachten, dass besonnesch d'Nofro un Analyste fir Kreditt- a Risikoberäicher an de leschte Jore geklommen ass. An de leschte fënnf Joer ass hei eng Croissance vun 91 %, spréich 287 Posten, ze constatéieren. D'Nofro fir Data-Analysten huet sech verdräifacht, während Beruffer am Accueil, am Front Office an an der administrativer Gestiou tendenziell erofgaange sinn.

D'Tendenz am Beräich vun de Kompetenzen, déi gefrot ginn, confirméiert sech och bei den Donnéeën vun den Offres d'emploi, déi bei der ADEM deklaréiert ginn. Bei 25 % vun dësen Offeren am Joer 2023 am Finanzsektor gi Kompetenze fir d'Gestioun an d'Analys vun Donnéeën gefrot. 2021 an 2022 louch dësen Taux nach bei 20 %.

D'Bedeitung vun de Kompetenzen am Beräich vun der Cybersécherheet hëlt och weider zou. 2023 ass bei 1,1 % vun den Offeren eng Expertise an der Cybersécherheet gefrot ginn. Nëmme bei 0,5 % war dat de Fall an de Joren 2021 an 2022. Eis Aufgab ass et also, dës Verännerungen aktiv ze begleeten, déi néideg Kompetenzen ze féieren an déi richtig Kaderbedéngunge fir d'Aarbechtswelt vun haut a vu muer ze schaffen.

Selbsterständlech gëllt et och, mat de Sozialpartner aus dem Sektor, hir Suergen zu dësem Thema ze berécksichtegen a mat hinnen an den Dialog ze kommen. Esou sécher mer net nëmme d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg, mee schafe gläichzäiteg eng nohalteg an zukunftsfaeg Aarbechtswelt fir eis Salaréien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Den Här Bauler hätt nach Zäit, fir eng Zousazfro ze stellen, wann e wëllt. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President, a merci den Häre Ministere fir all déi Erklärungen. Ech denken, Är Reaktioun huet gewisen, dass et e Sujet ass, deen derwäert ass, an den nächste Méint a Joren nach elucidéiert ze ginn, verdéift ze ginn, well mer effektiv do an en Zenario kommen, wou mer wierklech virun enger grousser Revolutioun stinn.



Dir hutt elo just gesot, Här Aarbechtsminister, datt och de Kontakt mat de Sozialpartner gesicht gëtt. Da wollt ech wëssen, dat ass meng Fro: Ass do nach eng Reunion elo an den nächste Wochen a Méint virgesinn? A wa jo, mat wem echangéiert Der Iech do genee?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo, merci fir dës Fro nach. Et ass eng Reunion virgesinn, mee si ass nach net terminéiert. Dat misst Ufank nächst Joer ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Aarbechtsminister.

9. Question élargie n° 26 de Mme Taina Bofferding relative au respect des valeurs dans le sport

An da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 26 vun der Madamm Taina Bofferding iwwert de Respekt vun de Valeuren am Sport. Wéi gesot, den Auteur huet 5 Minutten Zäit fir d'Hauptfro an d'Zousazfro, an d'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir d'Äntwert. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. An der vieregter Froestonn hat ech dem Sportsminister e puer Froe gestallt, wou ech d'Misogynie am Sport thematiséiert hat. Ënner anerem hat ech d'Fro gestallt, ob niewent de gesetzliche Bestrofunggen bei, jo, stroffällege Sportler net och misste sportlech Konsequenze kommen. A bei de Stroffällegkeete virun allem déi haislech Gewalt, well d'haislech Gewalt ass jo eppes, wou mer ëmmer erëm gäre soen, dass et keng Privatsach ass, dass et eis alleguerten eppes ugeet, dass et e gesellschaftleche Problem ass, deem mer eis mussen unhuelen.

Ech krut op déi Interventioun ganz vill Reaktiounen. Vill Leit hu sech bei mir gemellt, fir mir hir Iddien an hir Iwwerleeunge matzedeelen. Et gesäit een, dass et en Thema ass, wat ganz vill Leit interesséiert. An dofir ass déi heite Question élargie als Suite dovunner ze gesinn.

Kierzlech kouw och d'Noriicht, dass de fréiere franséische Fussballnationalpiller Ben Yedder an enger vu senger ganz villen Affäre vu Gewalt an och sexueller Belästegung dann elo verurteelt gouf. Mee och virun der Verurteilung gouf säi Kontrakt net méi verlängert an en huet eeben och kee Club fonnt, deen en nach eng Kéier ënnerdaach bruecht huet.

Hei zu Lëtzebuerg ass dës Deeg den Appellprozess vum Gerson Rodrigues, deen an éischter Instanz wéinst haislecher Gewalt condemnéiert gouf. An et ass dee selwechte Gerson Rodrigues, deen also elo als Nationalspiller vum Trainer vun der Nationalekip an de Kader vun der Nationalekip geruff ginn ass, fir elo e Freiden, muer, géint Bulgarien ze spillen.

Wat seet dat iwwer eng Federatioun aus? Eng Federatioun, déi sech jo gäre mat der Jugendarbecht brett, déi gären no bausse vermëttelt, dass et wichteg ass, de Kanner eeben d'Wärter vum Sport nozebréngen, d'Wärter vu Fairness, vun der Frëndschaft a vum Respekt.

De Minister huet mer deemools an der Froestonn net wierklech eng Äntwert dorop ginn. De Minister huet sech awer fir eng sougenannten onofhängeg Ulafstell ausgeschwat, wou Leit sech kënnen hiwenden, déi Gewalt am Sport erliewen.

Ech begrëssen dat ausdrécklech, well déi Iddi ass net ganz nei. Déi ass schon an der vieregter Regierung ugeduecht ginn, deemools ënner dem Lead vum Georges Engel, fir eeben esou eng Ulafstell ze schaffen, wou Leit sech kënnen mellen, déi Gewalt ausgesat sinn, wou se eeben esou dee Safeguarding garantéiert kréien.

Ech géif an dësem Sënn esouguer nach e Schrëtt méi wäit goen, dass ee soll eng Ulafstell schaffen, wou och Leit, déi Diskriminatiounen, Rassismus erliewen, sech un esou eng Stell kënnen wenden. Mir wëssen – an d'Madamm Agostino huet virunner an hirer Fro op verschidden Tëschefällen am Fussball higewisen –, dass et net nëmme e Problem vun der Gewalt ass, mee dass et och ëmmer reegelméisseg zu rassisteschen Äusserunge kënn, déi dann nach ganz vill Konsequenze mat sech bréngen.

Ech verweisen hei op eng Fro vum Deputéierte Charel Weiler, deen déi Virfäll och schon an anere Questions parlementaires thematiséiert huet, dee ganz pertinent Froen dozou gestallt huet, wou allerdéngs d'Äntwerten derzou zimmlech mince waren.

Virrunner sot de Sportsminister, ënner anerem, et wär wichteg, ze sensibiliséieren an ze informéieren. Jo, dat ass wichteg! Et ass wichteg, dass een hei usetzt. Mee dat eleng geet net duer. Ech sinn der fester Iwwerzeugung, dass et och Richtlinne brauch a virun allem eng ganz kloer Haltung, wou mer alleguerten zesummestinn, dass mer eebe keng Toleranz zouloossen, dass mer esou ze soen null Toleranz vis-à-vis vun Diskriminéierungen a vu Rassismus weisen.

Et ass wichteg, dass een dat net nëmme seet, mee dass een och deementspreechend handelt, fir eeben déi null Toleranz an d'Realitéit ëmzesetzen. Dat bedeit och ganz kloer, wann et zu rassisteschem Verhale kënn, zu diskriminatoirechem Verhalen, ob dat elo vun de Spiller ausget, vun den Arbitreren, souguer vun de Fans oder vun den Traineren, datt et wichteg ass, dass mer hei eng consequent Haltung hunn an dass et eeben och zu Konsequenze kënn, dass am schlëmmste Fall eeben emol e Match ofgepaff gëtt oder dass eng Kompetitioun muss ënnerbrach ginn, fir ganz kloer en Zeechen ze setzen, dass dat doten absolut net geet.

Respekt, Fairness a Frëndschaft prägen eise Sport. Dat si Wärter, déi och eisen Alldag prägen. An dofir ass et wichteg, dass eeben dës eethesch Grondsätz nach méi staark am Sport, am sportleche Milieu gelieft ginn.

Duerfir ass et wichteg, an dat ass och mäi Plädoyer, dass mer hei missten eng Aart Eethikkodex aféieren, verbindlech Reegelen, déi fir se alleguerte gëllen, Reegelen, déi och am beschte mam Secteur zesammen ausgeschafft ginn, wou een och eng Kéier hei ganz kloer Haltung weist.

An domadder kommen ech dann also zu menge Froen un de Minister: Gesitt Der net an, dass et wichteg ass, endlech esou Richtlinnen, esou en Eethikkodex auszeschaffen, dat fir sämtlech Acteuren am Sport, an dat, wéi ech gesot hunn, am beschten och mam Sportsmilieu zesammen?

Dann, sidd Dir als Minister och bereet, derfir ze suergen, dat, wat Dir ëmmer sot – null Toleranz an eebe géint Gewalt virgoen –, dann och an d'Realitéit ëmzesetzen? Net nëmme iwwert d'Informéieren, iwwert d'Sensibiliséieren. Wichteg wär et och, hei Formatiounen anzeféieren, obligatoresch Formatioune fir alleguerten déi Concernéiert.

A sidd Dir als Minister och bereet, de Message no bausse ze droen, dass Diskriminatioun am Sport net nëmme net toleréiert gëtt, mee eeben och aktiv

bekämpft gëtt – ech huelen hei Är Wierder vu virrunner – an dass dat ganz seriö Konsequenze muss mat sech bréngen?

Dofir meng Fro: Sidd Dir bereet, iwwert d'Lippenbekenntnisse, iwwert déi doten Iwwerleeungen erauszegoen an eeben hei Neel mat Käpp ze maachen?

An dann eng lescht Fro: Här Sportsminister, mengt Der net och, dass et wichteg ass, fir d'Zukunft Jalonen ze setzen, déi dann hoffentlech och beim Choix vun de Sportler wärten zielen, wann eeben de Choix getraff gëtt, wa Sportler, Spëtzesportler, sollen eist Land dobausse vertrieeden? Well, an och hei zitieren ech Iech dann ofschléissend: „Si si Virbillen fir eis Kanner.“ An dofir, mengen ech, ass et wichteg, dass een hei consequent virgeet.

An da soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. An dann ass d'Wuert fir de Sportsminister. Här Minister.

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci der honorabler Deputéierter Bofferding fir dës Fro iwwer eng Thematik, déi am internationale wéi awer och am nationale Sport omnipresent ass – mir hunn et virdu scho mat der Fro vun der Madamm Agostino ugeschwat – an déi mech als Sportminister natierlech och beschäftegt.

De Sport ass d'Spiegelbild vun eiser Gesellschaft. Déi Valeuren, déi mer am Sport héichhalen, praktizéieren a liewen, wéi zum Beispill Respekt, Toleranz, spigele sech och an eise Alldag an am alldeeglechen Émgang mat eise Matmënschen erëm.

Keng Form – keng Form! – vu Gewalt, Intoleranz an aner Ausdréck vu Feindlechkeet hunn am Spiegelbild Sport eppes verluer! Dat wëll ech op dës Plaz nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen. Virun allem Gewalt ass inakzeptabel. Ob et am Sport ass oder am Privatliwen, dat hunn ech als Sportproff och menge Schüler ëmmer bäibruucht: Deen, dee schléit, ass direkt och am Feeler.

Dofir si Wärter vu géigesäitegem Respekt, Fairplay, Integritéit an Zesammenhalt d'Fundament, op deem eise Lëtzebuurger Sport och opgebaut ass. Et si Wärter, mat deenen eis Athleetinnen an Athleten all Dag an hirem respektive Sport konfrontéiert ginn an déi se doropshin och no bausse droen a weiderginn. Eis Sportlerinnen a Sportler, Ekippen, Veräiner a Federatioune sinn d'Ambassadeure vun dësen Wärter a setzen e Beispill souwuel um Terrain wéi och ausserhalb vum Sport.

De Kär vu menger Sportpolitik ass d'Ënnerstëtze vum Mouvement sportif a sengen organisationelle Capacitéiten. Hei ass awer ze soen, wéi am Koalitiounsaccord och virgesinn, dass zu all Ament d'Autonomie vum Mouvement sportif a sengem Fonctionnement respektéiert muss ginn.

De Ministère ënnerstëtzt d'Veräiner an d'Federatiounen op hirem Wee zu engem méi professionelle Fonctionnement, gräift awer zu kengem Ament an hir Autonomie an. Dat steet och ganz kloer esou am Artikel 3 vum Sportgesetz vum 2005. D'Zesammesetzung vun de Verwaltungsréit vun de Federatiounen a Veräiner entsteet, wéi Der wësst, aus engem demokratesche Prozess eraus, an deen de Ministère, wéi ech elo betount hunn, net wäert agräifen. Als Minister kann a wëll ech och net an dësem Entscheedungsprozess intervenéieren. An och, wat d'Selektionsvirgäing, wéi zum Beispill vun de COSL-Elittekader, an d'Zesammesetzung vun eisen Nationalekippe betrëfft, läit d'Entscheidung net bei mir.

Als Sportminister gesinn ech et awer selbstverständlech als mäi Rôle, ze sensibiliséieren, ze informéieren an opzeklären iwwert d'Wärter an d'eethesch Prinzippien, fir déi eise Mouvement sportif steet an déi dëse soll verrieden. Ob dat op engem FLF-Kongress ass oder wéi virun enger Woch, wou ech zesumme mat der Ministesch fir Egalitéit an Diversitéit zu dësem Sujet op eng Konferenz an d'Coque invitéiert hat. Hei ass et genee drëms gaangen, wéi mer an Zukunft nach méi geziilt kënnen virgoen, fir de Sport méi inklusiv ze maachen, d'Egalitéit op allen Niveauen, vum Sportler iwwer Trainer bis zum Verwaltungsrot an de Féierungspositiounen, ze fërderen an esou eng Sportlandschaft ze schafen, an där jidderee sech sécher a wuel fillt. Dat ouni Intoleranz, Gewalt – psychesch oder physesch –, Homophobie, Antisemitismus an esou weider.

Ech hunn et op dëser Plaz schonn eng Kéier betount, mee ech denken, dass et wichteg ass, et nach eng Kéier ervirzehiewen, dass mir, wéi am Koalitiounsaccord virgesinn, och dru schaffen, d'Antidoping-agence ALAD ze reforméieren an eng national Strategie vu Safeguarding am Sport opzestellen, fir esou d'Integritéit am Sport ze garantéieren. D'ALAD soll deemno zousätzlech Missiounen beim Thema Safeguarding iwwerhuelen, an eng national Strategie am Safeguarding wäert ausgeschafft ginn. Dat wäert eng Ulafstell si fir Affer vu Gewalt – psychesch oder physesch –, vun Harcèlement – verbal oder sexuell –, an aneren inakzeptabelen Handlungen am Sportberäich.

D'ALAD stellt dofir am Januar en Head of Safeguarding an, an 2025 wäert derzou déngen, éischstens, en nationale Code fir Safeguarding auszeschaffen; jiddereen, de Comité olympique plus d'Fédérationen, dozou ze kréien, dësen ze ënnerschreien an och a seng Statuten ze iwwerhuelen; eng Charte de bonne conduite, des bonnes pratiques, spezifesch fir all Sport, zesumme mat deene jeeweilege Fédérationen, hire Veräiner an hire Sportler, auszeschaffen; d'Statute vun der ALAD zäitno unzepassen; een Outil de signalement en ligne anonyme ze entwéckelen; d'Etüd iwwert d'Prevalenz vum Sport fäerdeg ze maachen an d'Resultater ze analyséieren; zesumme mam INAPS ze iwwerleeën, op wéi engem Niveau de Safeguarding an d'Ausbildung vun den Traineren agebaut ka ginn, an e spezifesche Contenu dofir ze entwéckelen; eng offiziell Kommunikatiounscampagne ze maachen, fir d'Leit och iwwert déi nei Missiounen vun der ALAD ze informéieren. Mee dat geet nëmme ab deem Moment, wou d'ALAD eng legal Basis huet, de Schema de signalement et de traitement des plaintes finaliséiert ass, de Réseau vun den agebennene Leit ganz kloer gebriecht gouf, wéi eng Roll ee muss anhuelen a wéi zesumme kollaboréiert gëtt: de COSL, Fédérationen, ONGen, OKaJu, de Réseau Psy, de Sportministère, d'Dokteren, d'C.L.A.S. (ndlr: Commission luxembourgeoise d'arbitrage pour le sport), d'Police, de Parquet an esou weider. Déi meescht hu schonn eng Iddi a Virstellungen, wou si agräife kënnen, mee déi Rôle muss een nach eng Kéier ganz kloer definéieren, fir um éischten Dag prett ze sinn, wann déi éischt Meldungen och erakommen.

De géigesäitege Respekt, d'Toleranz an d'Akzeptanz sinn essenziell Elementer fir eng staark a resilient Sportlandschaft a géint jeeglech Form vun Diskriminierung, Gewalt an Ongläichheet an eiser Gesellschaft. De Sport ass fir jiddereen, an dofir wäerte mer dës Wärter och an Zukunft an enker, ganz enker Zesummenaarbecht mam Mouvement sportif verdeeden a fërderen, fir dass jidderee sech am Sport sécher a wuel fillt.

Fir dann op Är Froen eng Kéier kuerz zrëckzekommen: Zu de gesetzleche Strofen, déi de Fussballspiller Gerson Rodrigues kritt huet, mengen ech, dass an enger éischer Instanz d'Gerichter hir Aarbecht gemaach hunn. Den Appellprozess, dat hutt Der elo erwänt, wäert zäitno och elo kommen. A wéi ech elo gesot hunn: Am Kapitel 1, Artikel 3: „Les pouvoirs publics respectent l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif. Ils contribuent de manière essentiellement subsidiaire et complémentaire au développement du sport et à la réalisation des objectifs du mouvement sportif.“

Also nach eng Kéier: Ech wäert mech do net an Auswalkrittären amësche vun engem Nationaltrainer. Ech mengen, do sinn d'Fussballfédération an den Nationaltrainer gefuerdert, fir déi entsprechend Decisiounen och ze huelen.

De Safeguarding ass natierlech och gefuerdert, wann et ëm Rassismus geet – ganz kloer! An ech wäert och elo, wéi ech virdrun och schonn an der Fro vun der Madamm Agostino beäntwert hunn, Kontakt mam Paul Philipp ophuelen. Dësen Donneschde wäert ech am Kader vum Safeguarding och de Comité olympique gesinn.

An ech mengen, dass de Problem net nëmme am Fussball besteet. Dat ass e bëssen ... De Fussball gëtt am Moment elo esou richteg an d'Fenster gestallt. Mee de Problem vu Gewalt an och Harcèlement an aneren inakzeptabelen Handlungen ass net nëmme am Fussball. Ech mengen, do muss mer eis direkt ganz kloer sinn.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Net just am Sport!

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Den Eethikkodex, mengen ech, ass een Deel vun der Aarbecht vun der ALAD am Beräich vum Safeguarding. A Formation gëtt et der schonn, déi dës Thematik do uschwätzen an och – jo! – den Traineren, awer och Offizielle méi no bréngen. An do wäert den INAPS sécherlech nach weider Efforte maachen, fir déi Formationen nach méi zäitgerecht ze maachen an op déi Situatiounen ze reagéieren, déi am Moment dobausse geschéien, ob dat op oder niewent dem Terrain de Fall ass.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Et ass am Fong keng Zäit fir eng Zousazfro méi do.

10. 8420 – Projet de loi modifiant l'article 7 et l'article 77 de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations

Da géife mer zum nächste Punkt vun dem Ordre du jour kommen. Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8325, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'ASBLen.

Ech erënnere Iech drun, datt dëst e Riedemodell avec rapport et sans débat ass an deemno folgendermoossen opgedeelt ass: De Rapporteur huet 5 Minuten. Dat ass einfach ze verhalen. An d'Wuert huet also elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, also ech hat de Gesetzesprojet 8420 hei stoen. Dir hutt elo eng aner Zuel gesot.

M. Claude Wiseler, Président | 8420, jo, Dir hutt Recht. Et steet op menger Fiche hei e Feeler.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Ok, kee Problem! Mee, voilà!

M. Claude Wiseler, Président | En ass awer sans débat.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | En ass awer sans débat. Voilà! Jo, et ass de Gesetzesprojet 8420, mat deem mir déi éischt Ännerungen um neien ASBL- a Stéftungsgesetz vum 7. August 2023 virhuelen. Dëse Projet gouf den 23. Juli 2024 vun der Madamm Stéphanie Weydert Elisabeth Margue deposéiert a war begleet vun engem detailléierte Rapport a gouf den 12. September 2024 un d'Justizkommissioun verwisen.

D'Cour supérieure de justice an d'Chambre de Commerce hunn de Gesetzesprojet an hiren Avis vum 18. respektiv 30. September positiv bewäert. De Staatsrot huet säin Avis de 24. September emittéiert an hat eng klenge Ännerung zum Artikel 2 vum Gesetzesprojet an e puer legistesche Kommentarer.

Dëse Projet gouf de 17. Oktober 2024 an der Justizkommissioun virgestallt, déi mech dunn och als Rapportrice vum Projet ernannt huet. D'Justizkommissioun huet de 7. November 2024 de Projet de rapport unanime ugeholl.

D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, d'Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'ASBLen an d'Stéftungen ze ergänzen, fir d'Prozeduren ze vereinfachen an esou och d'Gerichter ze entlaaschten. D'Gesetz hat schonn d'Homologatiounsprozedur ofgeschafft fir nei ASBLen, déi no der Entrée en vigueur vum Gesetz vum 2023 gegrennt goufen. Eng vun den Ännerungen, déi dëse Gesetzesprojet virgesäit, ass, d'Homologatiounsprozedur och fir déi ASBLen ofzeschaffen, déi nach ënnert de Regimm vum ale Gesetz vun 1928 falen.

Eng Homologatioun wier notamant néideg am Kader vun enger Statutenännerung respektiv der Opléisung vun der ASBL, am Fall wou op enger éischer ausseruerdentlecher Generalversammlung de Quorum vun zwee Drëttel vun de Membere vun der ASBL net erreecht gi wier an eng zweet ausseruerdentlecher Generalversammlung déi Statutenännerung respektiv d'Dissolutioun approvüert hätt. An deene Fäll wär ënnert deem ale Regimm vum Gesetz vun 1928 d'Homologatioun vun der Decisioun vun der Generalversammlung duerch e Gericht néideg. Doduerch, datt mer d'Homologatioun elo ofschafen, ginn d'Gerichter entlaascht an dëst bréngt eng administrativ Vereinfachung fir d'ASBLen mat sech.

Des Weidere soll déi vereinfacht Dissolutiounsprozedur, déi sougenannte Procédure de dissolution administrative sans liquidation, sech och fir all ASBL a Stéftung applizéieren. Dës Méiglechkeet besteet scho fir d'ASBLen a Fondatiounen, déi ënnert dem neie Gesetz gegrennt goufe respektiv déi hir Statute schonn un dat neit Gesetz an der Période transitoire ugepasst hunn. Elo soll dës Opléisungsprozedur dann och fir déi ASBLen a Stéftungen applikabel sinn, déi nach ënnert de fréiere Regimm falen. Dat ass esoumat eng weider Vereinfachung, fir inaktiv ASBLen a Stéftunge séier an effikass opzeléien.

E weidere Punkt vum Gesetzesprojet rektifizéiert eng kleng Erreur matérielle, déi sech an d'Gesetz vum leschte Joer ageschlag hat. Den Artikel 7 reegelt d'Delegatioun vum Dagesgeschäft, an am Paragraf 4 gëtt just preziséiert: „à un administrateur“, soudatt et elo kloer ass, dass d'Delegatioun vun der Gestion journalière un en Administrateur am Virfeld muss vun enger Generalversammlung approvüert ginn.

Fir weider Detailler verweisen ech Iech op mäi schrëftleche Rapport, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Rapportrice villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

Wann d'Regierung wéilt eppes soen, da kéint se dat maachen. Dat ass net de Fall, gesinn ech.

Da kënnen mer direkt zum Vott iwwergoen. Ech wollt Iech och drun erënneren, datt Der alleguer muss agelogg sinn, fir kënnen matzestëmmen. Wann dat de Fall ass, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8420. Den Text steet am Document parlementaire 8420⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8420 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuracion. De Vott ass bal ofgeschloss. Checkt nach eng Kéier no! Voilà. De Vott ass domat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen bei deemno kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Dan Hardy) et M. Tom Weidig (par M. Jeff Engelen) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8407 – Projet de loi portant modification de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et instituant un Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8407 iwwert d'Schafe vun engem Comité de prévention am Kader vun der Geldwäscherei a vun der Terrorfinanzéierung. Och hei ass de Riedemodell „avec rapport et sans

débat“. Dat heescht, de Rapporteur huet 5 Minuten. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Charel Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, ech freeë mech, Iech haut de Projet de loi 8407 iwwert de Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme virzestellen.

De Projet gouf den 3. Juli 2024 vun der Justizministeresch deposéiert a gouf den 12. September un d'Justizkommissioun verwisen. Ech gouf als Rapporteur genannt an de Rapport gouf den 8. November unanime vun der Kommissioun ugeholl.

Mir hunn zwee Avisen am Dossier. D'Chambre de Commerce hat an hirem Avis vum 30. September keng weider Remarken zum Projet. An de Staatsrot huet a sengem Avis vum 8. Oktober de Gesetzesprojet begréisst, an dat och unni weider Bemierkungen.

Dëse Gesetzesprojet huet als Zil d'Verankerung vum Comité de prévention an déi national Gesetzgebung. Dëse Kommittee gouf u sech schon am Joer 2009 duerch e ministeriell Reglement agefouert. Well awer dëst Reglement keng gesetzlech Basis hat, ass et elo wichteg, dëst ze regulariséieren an dem Kommittee och déi néideg Base légale ze ginn.

De Kommittee spillt eng zentral Roll an der Lutte géint de Blanchiment a géint d'Finanzéierung vum Terrorismus. D'Missioun vum Kommittee baséiere gréisstendeels op deem ministerielle Reglement, dee bis elo en place war. A si ginn awer och weider spezifizéiert, fir souwuel den europäesche wéi och den internationalen Ufuerderunge Rechnung ze droen.

Ech gi just kuerz op e puer vum de Missioun vum Kommittee an.

En ass zoustänneg fir d'Koordinatioun vun der Ausschaffung an der Aktualiséierung vun nationale wéi och sektorielle Risikobewäertungen, fir déi Risiken ze identifizéieren an ze bewäerten, deene Lëtzebuerg ausgesat ass. Dës Missioun entsprécht och de Recommandatioun vum Groupe d'action financière, dem GAFI, iwwert d'Risikobewäertungen an d'national Koordinatioun.

De Kommittee kann och Upassunge vum gesetzlechen a reglementaire Kader virschloen, fir d'Risiko besser kënnen ze bekämpfen a fir op verschidden nei Tendenzen an Entwécklungen, déi an deem Domän kënnen optauchen, kënnen ze reagéieren.

De Kommittee kann och Richtlinie festleeën, fir eng eenheetlech Interpretatioun an och Ëmsetzung vun deene verschiddene Reegele sécherzestellen.

D'Zesummesetzung wéi och de Mode de fonctionnement vum Kommittee kënnen duerch e Règlement grand-ducal festgeluecht ginn.

Mat dësem Projet schafe mer u sech de gesetzleche Kader fir de Comité de prévention, deen eng, wéi scho gesot, ganz wichteg Roll am Kampf géint de Blanchiment an de Finanzement vum Terrorismus spillt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen och dem Rapporteur Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert, wa se wéilt eppes soen. Dat, gesinn ech, ass net de Fall.

Da géife mer hei d'Diskussioun ofschléissen an och direkt zum Vott kommen. D'Ofstëmmung also iwwert

de Projet de loi 8407. Den Text steet am Document parlementaire 8407³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8407 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuracion. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Domat ass also dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Stéphanie Weydert), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nathalie Morgenthaler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Dan Hardy) et M. Tom Weidig (par M. Jeff Engelen) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

12. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'impôt minimal mondial sur la fortune des milliardaires

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert d'Weltverméigenssteier vun de Milliardären, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement virgesinn. Den Auteur – oder d'Auteure – huet 10 Minuten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéité 5, d'Regierung 15 Minuten. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Sam Tanson als Verriederin vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Fannt Dir et normal, dass e Milliardär manner Steiere bezilt wéi säi Chauffeur? Ech muss Iech soen: Ech net. An ech ka mer och net virstellen, datt ee vun Iech heibannen dat wierklech richteg fénnt. Wisou loosse mer da kollektiv – an domat

mengen ech wierklech net just mir hei zu Lëtzebuerg, mee weltwäit – zou, datt déi Ultraräich – a fir eng Kéier d'Definitioung ze setze fir deen Terme, deen ech elo déi ganzen Zäit wäert benotzen, dat si Milliarden an och all déi, déi iwwer 100 Milliounen Euro Besëtz hunn – sech net bedeelegen oder nëmmen do bedeelegen, wou se Loscht hunn, un der Kollektivitéit.

Et gëtt een heiansdo d'Gefill net lass, Steiere bezuele wier eppes Negatives, eppes, wou een nëmmen eppes ewechgeholl kréich, ouni eppes amplat ze kréien. Mee eigentlech wësse mir jo alleguerten, datt dat Blödsinn ass. Ouni Steiere keng Schoulen, keen Tram, keng Spideeler, kee Kannergeld, kee Klimaschutz, keng Kultur, kee Sport.

An dat wëlle mer jo awer alleguerten net, oder? Mir wëlle jo net an enger Welt liewen, an där just do Stroosse gebaut ginn, wou dann och e private Sponsor fir déi Strooss existéiert, oder an där nëmmen Elit-futtbolclub existéieren, well en Ultraräich sech dee finanzéiert. Dat ass d'ailleurs e gutt Beispill, well et gëtt keng Elit-futtbolclub, ouni datt och kleng Veräiner ëffentlech finanzéiert ginn, fir dass dann herno Staren do sinn, déi fir e Milliounebetrag an engem Ultraräich sengem Club spille kënnen.

Mee Dir, mir, ons Wieler bezuele Steieren. Hei am Land, jee méi ee verdéngt, bis e gewëssene Grad, desto méi Steiere bezilt een. A sou ass et och an de meeschte Länner op der Welt. Dat, wat awer och an de meeschte Länner op der Welt de Fall ass, dat ass, datt Ultraräicher dacks bedeitend manner besteeiert ginn. Dee Constat huet de G20, also net e lénsradikale Revoluzzerclub, mee den Zesummeschluss vun deene wichtegste Länner op der Welt, derzou gefouert, sech fir eng Taxatioun vun den Ultraräichen auszeschwätzen. A si hunn och beim renomméierte franséischen Ekonomist Gabriel Zucman e Rapport an Opdrag ginn, fir iwwer déi Taxatioun vun den Ultraräiche Proposen ze maachen.

De Zucman mécht e puer Constaten. Éischtens emol: Et feelt definitiv u konkreten Zuelen. Et gëtt der wuel a verschiddene Länner. A bekannt ass Iech bestëmmt och alleguerten dee berühmte Forbes-Klassement, deem no et eng 3.000 Milliarden gëtt. Mee mir wësse jo och alleguerten, wat dee Klassement wäert ass. Dir hutt bestëmmt och déi Aktualitéit gelies, dass den Donald Trump sech deemools verstillt hat, fir sech selwer eranzetelefonéieren an de Klassement an am Fong dorobber en Deel vu senger Reputatioun opgebaut huet.

Stand haut bezilt de schaffende Mënsch, dee seng Suen aus engem Salaire oder engem Revenu kritt, méi Steiere wéi den Ultraräichen – dat ass den zweete Constat –, well ons Steiersystemer esou opgebaut sinn, datt Aarbecht méi staark besteeiert gëtt wéi Kapital, a well den Ultraräichen och ganz vill Méiglechkeeten huet, fir laansch eng Taxatioun ze kommen.

Drëttens: Esou eng Taxatioun vun den Ultraräiche kann och nëmme fonctionéieren, wa se global gemaach gëtt, fir esou wäit wéi méiglech d'Steierflucht ze verhënneren.

Véiertens: Et ass absolutt realistesch, esou eng Taxatioun anzeféieren, wa se dann och global gemaach gëtt. Et gëtt hei Prezedenzfäll, déi och vum G20 oder der OECD ausgaange sinn: den automateschen Informatiounsaustausch 2017 – en ass haut schonn ugeschwat ginn – oder och nach d'Minimalbesteuerung fir Betriber, déi mer zejoert gestëmmt hunn.

Et kann een de Länner et iwwerloossen, wéi se déi Besteuerung ëmsetzen – dat ass de fënnefte Constat –, zum Beispill iwwer eng Besteuerung vum

Räichtum, vun deem Ultraräichtum, oder iwwer eng presuméiert Akommessteuer, wéi se genannt gëtt am Rapport, eng Steuer, déi eng ganz breet Definitioung vum Akommes virgesäit.

Sechstens, an dat ass e wichtege Punkt: Et kéinte weltwäit bis zu 400 Milliarden pro Joer esou agedriwwen ginn, wann ee sech op esou eng Tax kéint eenegen. A stellt Iech emol nëmme vir, wat ee mat esou engem Betrag alles maache kéint, fir d'Aarmut ze reduzéieren, d'Energiewend ze finanzéieren, d'Ernährungssécherheet ze garantéieren, ons Gesundheitssystemer resilient ze maachen an ons Infrastrukturen ze stäerken.

Siwentes a leschte Constat: Andeems eng global Besteuerung agefouert gëtt, kann och eng Course no ënnen, wou alles gemaach gëtt, fir Ultraräicher unzezéien, soudatt se duerno guer keng Steiere méi mussen bezuelen, ënnerbonne ginn.

Virun allem awer géing esou eng Besteuerung och deem Ongerechtegkeetsgefill, wat weltwäit ëmmer méi grouss gëtt, entgéintwierken. Zënter Covid geet et ville Mënsche méi schlecht, net awer esou den Ultraräichen; déi ginn ëmmer méi räich. An dat ass gewosst. Dat gesäit een, dat spiert een. An de Fait, datt d'Mënschen den Androck kréien oder den Androck hunn, do géing och näischt dergéint gemaach ginn, ass Géift fir ons Demokratien. Et erkläert och sécherlech zum Deel Walresultater, wéi nach déi lescht Woch an den USA, wou e Kandidat et trotz alle Kasserollen oder abstrusen Opdrëtter fäerdegbréngt, Milliounen Wieler ze mobiliséieren, well en hinne ganz einfach Léisunge fir Problemer versprécht, och wann dat net wierklech Léisunge sinn. Andeems et kloer ass, datt och Ultraräicher hire faire Bäitrag leeschten, kann een de sozialen Zesummenhalt an onser Gesellschaft stäerken an domat och d'Vertrauen an ons Demokratie.

Wat ass dann elo genau d'Propos vum Zucman? Et soll eng Minimalbesteuerung vun 2 % op de Besëtz vun Ultraräichen agefouert ginn. An dobäi geet et emol net drëm, datt se sollen extra Efforte maachen, méi wéi all déi aner. Et geet einfach nëmmen drëm, datt si par rapport zu hirem massive Räichtum e faire Bäitrag bezuelen, genau esou wéi déi grouss Majoritéit vun de Leit, déi all Dag fir e Loun schaffen geet. Déi Besteuerung vun 2 % géing den Ultraräichen et nach ëmmer erlaben, alljoers iwwer 5 % méi räich ze ginn, amplat dann iwwer 7 %, wéi et haut de Fall ass.

Et geet hei ëm déi Superräich, ëm d'Jeff-Bezosen, d'Elon-Musken, d'Bernard-Arnaulte vun dëser Welt, déi esou vill Suen ugesammelt hunn, datt se net méi wëssen, wat se sollen domat maachen. Als Verglach: Mat enger Millioun Euro kann ee sech zu Lëtzebuerg deemno wou en Haus oder en Appartement kafen. Fir vill Leit aus der Mëttelschicht ass dëst scho ganz schwéier ze finanzéieren. Den Elon Musk, Forbes no de räichste Mann vun der Welt, kéint mat sengen 225 Milliarden 225.000 där Wunnenge kafen. E kéint also ganz Lëtzebuerg opkafen. Eng Persoun awer, déi e Joresrevenu huet vun 120.000 Euro, wat jo scho confortabel ass, misst 1,8 Milliounen Joer schaffen goen, fir op déi 225 Milliarden vum Elon Musk ze kommen, an dann hätt se nach keen Cent fir ze liewen ausginn.

Den Ament gëtt op der COP driwwer diskutéiert, wéi déi noutwendeg Klimatransitioun ka finanzéiert ginn. Wisou net déi sech bedeelege loosene, déi iwwerduerchschnëttlech vill CO₂ emetteiere mat Privatyachten, Superyachten an anerem? Laut Oxfam verursaachen Ultraräicher méi CO₂-Emissiounen an 90 Minutte wéi Dir an ech an onsem ganze Liewen.

Wat erwaarde mer ons elo konkret vun der Regierung? D'Regierung betount ëmmer nees, wéi wichteg

hir de Kampf géint d'Aarmut ass. Dat eent ass dat, wat een hei am Land ka maachen – an do erhoffe mer eis natierlech vill vun deem ugekënnegte Plang fir d'Aarmutsbekämpfung –, mee och Initiative wéi déi hei kënnen méi global géint Aarmut an Ongerechtegkeet virgoen. A mir hoffen dowéinst, datt Dir dëst op internationalem Plang proaktiv ënnerstëtz.

Zur konkreeter Iddi vun der globaler Mindeststeuer fir Ultraräicher hutt Dir, Här Finanzminister, an der Äntwert, ech denken, op eng parlamentaresch Fro vun der LSAP geschriwwen, Dir géint Iech der Diskussioun net verschléissen, wiert awer géint eng Aféierung vun enger Verméigenssteuer zu Lëtzebuerg. D'Fro stellt sech natierlech dann, op wéi engem Wee Dir da bereet wiert, esou eng Mesür zu Lëtzebuerg ëmzesetzen.

Weider schreift Dir, datt de Lëtzebuenger Steiersystem jo progressiv wier an dowéinst géife Leit mat méi Revenu jo och méi Steiere bezuelen. Dës Ausso ass allerdéngs, wann Der mer erlaabt, e liichten Hors-sujet, well et geet jo hei eebe grad net just ëm de Revenu, mee ëm d'Verméigen. Ausserdem ginn d'Revenuen aus Kapital daitlech manner besteeiert wéi déi aus der Aarbecht. A grad dës Revenuen aus Kapital sinn an héchstem Mooss konzentréiert op déi Räichsten an eiser Gesellschaft. A grad bei de Kapitalrevenue sinn déi Ultraräich och nach extrem gutt organiséiert, fir enger Besteuerung aus dem Wee ze goen, ënner anerem, wéi een am Rapport liese kann, iwwer Holdinggesellschaften.

Ech hätt dowéinst dann nach e puer Froen un Iech, Här Finanzminister. Sidd Dir averstane mam Constat, datt et problematesch ass, datt déi Ultraräich weltwäit gesinn net hire fairen Undeel u Steiere bezuelen? A sidd Der d'accord, dass déi klammend sozial Ongläichheet weltwäit e Problem sinn? Hutt Der och Zuelen doriwwer, wéi vill Leit zu Lëtzebuerg vun enger weltwäiter Mindeststeuer op Ultraräicher, also Mënsche mat engem Besëtz vun iwwer 100 Milliounen, betraff wieren? Forbes ernimmt a senger Milliardärslescht eng Persoun mat Lëtzebuenger Nationalitéit. Weltwäit gëtt d'Zuel vu Mënsche mat engem Besëtz vun iwwer 100 Milliounen op 65.000 geschat. Dat sinn 0,001 % vun der Populatioun. An dann natierlech virun allem: Wäert d'Regierung sech op internationalem Plang fir eng Mindeststeuer fir Ultraräicher asetzen? Falls jo, wéi? Falls nee, firwat net?

An ech wëll och an deem Sënn eng Motioun deposéieren, fir Iech opzefuerderen, proaktiv esou Initiativen ze ënnerstëtzten.

Merci.

Motion 1

« *Impôt minimal mondial sur la fortune des milliardaires* »

La Chambre des Députés,

considérant

– *le niveau de taxation effective réduit des fortunes et revenus des personnes très fortunées au niveau global ;*

– *l'importance d'assurer une imposition équitable entre tous les contribuables notamment en garantissant la progressivité de l'impôt ;*

– *l'énorme besoin en financement public afin de financer des dépenses importantes p. ex. dans les domaines du développement du logement abordable, de la lutte contre la précarité et la pauvreté ou encore la transition vers une économie zéro carbone ;*

– *les avantages qu'apporterait un « level-playing field » en termes d'imposition des milliardaires vu que*

l'importante mobilité des capitaux au niveau global et la compétition fiscale actuelle entre pays rendent difficile une imposition effective des grandes fortunes au niveau national ;

– la proposition d'introduire un impôt minimal mondial annuel sur la fortune des milliardaires, voire des millionnaires détenant une fortune supérieure à 100 millions de dollars, avancée sur demande de la présidence brésilienne du G20 ;

– que les recettes potentielles d'une telle imposition minimale au niveau global pourraient, selon des estimations, rapporter jusqu'à 400 milliards de dollars par an, invite le Gouvernement

– à s'engager de manière proactive au niveau international, notamment au niveau de l'OCDE ou de l'UE, en faveur de l'introduction d'un impôt minimal mondial sur la fortune des milliardaires, voire des millionnaires détenant une fortune supérieure à 100 millions de dollars.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Madamm Tanson.

An dann ass d'Wuert fir déi éischt ageschriwwen Riednerin, dat ass d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Débat

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci der Madamm Tanson fir d'Ufro vun deser Aktualitéitsstonn iwwer eng international Verméigenssteuer fir Milliardären. Wéi d'Madamm Tanson selwer elo grad erkläert huet, berout dës Ufro op engem Rapport vum Här Zucman. An hien huet dëse Rapport am Optrag vun der brasilianescher G20-Présidentschaft gemaach.

D'Resultat geet also a Richtung vun enger weltwäiter Steuer fir Milliardären. Eng Propos, wou u sech souwuel den Auteur vum Rapport wéi och den Optraggeber eigentlech vun Ufank u wossten, dass se awer géingen op staarke Widderstand stoussen. A ganz vill Reaktiounen hunn dat jo och gewisen.

Wat ech awer och spannend fannen, dat ass: Wat verstoppt sech eigentlech hannert der grénger Debatt hei an der Chamber? Ass et d'Fuerderung vun enger Neesaféierung vun enger nationaler Verméigenssteuer? Ass et dat, wat Der am Sënn hutt? Well ech muss éierlech soen, ech sinn hei zu Lëtzebuerg bewusst nach ni engem Milliardär begéint. An ech mengen, déi meescht vun Iech, déi heibanne setzen, sinn och nach kengem Milliardär iwwert de Wee gelaf.

(*Interruption*)

Här President, mat der CSV an och mat der schwaarzblouer Regierung gëtt et keng Neesaféierung vun der Verméigenssteuer an et gëtt och keng Ierfschaftssteuer.

(*M. Fernand Etgen prend la présidence.*)

Esou eppes war weeder am Walprogramm vun der CSV nach steet et am Regierungsaccord. A mir stinn zu eiser Positioun. déi gréng ...

(*Interruption par M. Franz Fayot*)

Här Fayot, wannechgelift, Dir kënnt duerno schwätzen, wann Der eppes ze soen hutt!

déi gréng hunn an hirem Programm eng Verméigenssteuer ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Et gëtt eng Ierfschaftssteuer, Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | ... zu Lëtzebuerg gefuerdert. An d'LSAP wëll laut hirem Walprogramm dat

Ganz mol analyséieren. Dat ass scho manner kloer. Mee vläicht ass jo den LSAP-Sprieche haut e bësse méi kloer.

Mir als CSV wëllen net méi, mee manner Steieren. Dat ass wichteg fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land, well grad als klengt Land muss eis Wirtschaft kompetitiv bleiwen. Dozou gehéiert och déi scho vill zitéiert Talentattraction. Mat enger Verméigenssteuer si mir vill manner attraktiv, fir héich qualifizéiert Talenter bei eis am Land unzezéien.

Mir brauchen och Pragmatismus. Eng Verméigenssteuer ass net esou einfach ze berechnen. Virun allem geet eng Verméigenssteuer Hand an Hand mat enger Ofschaffung vum Bankheimnis fir Residenten. Dëst bréngt also de gliesene Bierger mat sech. D'CSV wëll kee gliesene Bierger an och kee gliesene Steuerzueler. Dat passt net zu eiser Kultur als klengt Land, wou jidderee jidderee kennt.

Här President, am Joer 2005 gouf ënner enger CSV/LSAP-Regierung zesumme mat der DP d'Verméigenssteuer fir Privatleit ofgeschafft an duerch eng Quellesteuer op de Kapitalertrag ersat. Ech wéilt nach eng Kéier op déi Debatt, déi deemools an dësem Haus stattfonnt huet, zréckkommen, well si war nämlech äusserst interessant. Wat deemools gesot gouf, ass och haut gréisstendeels nach ëmmer richtig, virun allem déi nuancéiert a richtig Approche vum deemolegen LSAP-Deputéierte Ben Fayot. Hie verweist fir d'éischt op de Rapport Krecké a seet, dass d'Basis vun der Verméigenssteuer vun de physische Persounen zu Lëtzebuerg extreem enk ass. „Enk“ heescht hei eng enk Assiette an deemno och kleng Resultater. Den Här Krecké hat deemools iwwregens geziilt op d'Steierflucht verweisen: „une quantité importante de capitaux échappent“.

Mee och den Här Ben Fayot beméit d'Argument vum gliesene Bierger: „Elo gëtt et och hei net de Wëllen an d'Akzeptanz, fir an der Privatsphär vun de Steuerzueler ze sichen, wat dann elo déi eigentlech Fortune ass“, seet hien. Des Weidere seet hien: „Ech mengen, déi Akzeptanz vum gliesene Steuerzueler gëtt et zu Lëtzebuerg net.“ An dat, wat viru bal 20 Joer hei um Pult vum Ben Fayot gesot ginn ass, huet net weesentlech geännert.

Fir beim Zitérieure vum Här Krecké ze bleiwen, wier esou eng Verméigenssteuer „contraire au principe de l'équité fiscale“. Hie schreift selwer, datt just „déi Brav an Éierlech getraff ginn, an déi aner net“. Deem ass näischt bäizefügen. Wat deemools richtig war, ass haut och nach ëmmer richtig.

An nach en Zousaz: Als Ekonomist si mer en enge vu mengen éischten Ekonomiescoursen, déi ech op der Uni hat, geléiert ginn: „Trop d'impôt tue l'impôt.“ An och dee Saz ass haut nach ëmmer richtig.

Ofschléissend wéilt ech just nach soen, dass d'Iddi vum Här Zucman zwar a priori sympathesch kléngt, mee dass se ganz schwéier ëmzesetzen ass, ausser déi allgemeng international Lag géing sech drastesch änneren. Duerfir vun eiser Säit aus e kloren Neen zur Verméigenssteuer.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Diane Adehm. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu ganz interesséiert der Madamm Tanson nogelauschert, well ech effektiv beim Sujet vun dem Impôt fortune milliardaires elo effektiv net genee wusst, ob et nëmme den Impôt fortune fir Milliardären ass, an hunn

awer schnell misse feststellen, dass et einfach emol ëm en Impôt fortune soll goen, eng Verméigenssteuer, well de Betrag vun iwwer 100 Milliounen ass schonn direkt op 100 Milliounen erofgaangen.

(*Hilarité*)

An do weess ee jo dann, a wéi eng Richtung et geet, wann een esou eng Pandora-Box wëll opmaachen. Spaass beisäit, ech fannen awer, et ass e wichtege Sujet. An dofir soen ech och der Madamm Tanson Merci dofir, dee Punkt hei op den Ordre du jour bruecht ze hunn, well fir eis alleguerte sollt scho Steiergerechtheet e wichtege Thema sinn, well Steiergerechtheet ass och sozial Gerechtheet. Mee d'Fro ass: Wéi wäit geet een, wann ee Steiergerechtheet wëll errechen?

Ech soen ëmmer: Steiere ginn opgehuewen, fir dass eeben e Land, eng Regierung ka steieren. A wéi meng Virriednerin gesot huet: Ze vill Steieren, dat ass och net gutt. Dir hutt awer ee gudden Punkt gesot, Madamm Tanson. E Sujet, wou ee kann driwwer diskutéieren, dat ass: Mir bezuelen haut – an ech mengen, et ass och schonn oft gesot ginn – vill Steieren op eis Aarbecht. Dofir hätt ech kee Problem a meng Fraktioun bestëmmt och net, fir de Steiersaz do ze reduzéieren, manner Steieren ze bezuelen, fir eebe méi no erunzekommen un dat, wat um Kapital bezuelt gëtt, an net den ëmgedréite Wee, dass mer um Kapital sollte méi bezuelen.

Wou ech och net averstane si mat Iech, ass, wann Der sot: „Déi Räich bezuelen näischt.“ Jo, si bezuelen a Prozenter manner, mee nominal, mengen ech, bezuele se schonn en héije Saz. An et ass effektiv un deene verschiddenen Acteuren, déi Steierpolitick maachen, déi Outilen ze notzen, déi se eeben en place setzen, fir dass jiddweree vun eis, ob en elo Milliardär ass oder net, ka bei Beroder goen an dann eeben do kucken, wéi e ka seng Steuerlaascht reduzéieren. A wann e säin Aktiepak eeben en enger Gesellschaft huet, da kritt déi Gesellschaft déi Revenuen a bezilt dann deemno wéi Steieren. An dofir mengen ech schonn, dass et doduerch an d'Richtung geet vu méi Steiergerechtheet, dass déi quasi weltwäit Mindestbesteuerung vu 15 % op Betriber kënnt, wat jo och déi Leit, déi Ultraräich, wäert impaktéieren. An ech mengen elo net, dass se dann esou vill wäerte kräischen.

Wou ech net mat Iech averstane sinn, ass och, wann Der d'Beispill aus Amerika huet mat der Steiergerechtheet, well genee do huet eng Majoritéit vu Leit net nëmme ... Loosst Der mech ...?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Här Goldschmidt, Dir hutt net meng Ried gelauschert. Dir zitéiert mech hei dauernd falsch. Also wann, dann zitéiert mech wannechgelift richtig!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Ech lauschtere se nach eng Kéier, mee ech hunn Iech ... Wannechgelift, lauschtert mer fäerdeg no. Ech hunn Iech och nogelauschert, ouni Iech ze ënnerbriechen!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Madamm Tanson, den Här Goldschmidt huet d'Wuert.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci.

An Amerika ass elo grad e Milliardär gewielt ginn, ech mengen net vun iwwer 50 % Milliardären. Et ass kee richtigen, mee en huet awer ee Milliardär, deen dozou bäigedroen huet. A wat meng Virriednerin gesot huet, wat extreem wichteg ass: Wann ee wëll an déi Richtung goe vun nei Steieren aféieren a wann ee sech selwer net wëll e Bee stellen hei am Land, da muss dat weltwäit sinn. Ech weess schonn, dass Amerika zumindest scho virunner net gewéilt war, op deen do Wee ze goen, och wann de G20 ënnert

dem Lula, ënner Brasilien – wat och scho gesot ginn ass –, eeben den Här Zucman, Schüler vum Här Piketty, mandatéiert huet, fir dat doten eeben ze presentéieren. Eng ganz banal Analys, wann ech eierlech sinn. Zwar e ganz gudden Ekonomist, mee et ass awer och ganz kloer, dass, wann een de Räichtum vun deene Räichen einfach zesammenzielt – an deen ass effektiv an d'Luucht gaang – an een dann alljoers einfach mol 2 % hält op eppes Virtuelles, wann ee weess, wéi héich verschidde Bewäertunge sinn, dann ass dat vläicht an der Theorie richtig, wat e seet, mee praktesch net ëmsetzbar.

Ech wëll net Lëtzebuerg en péril setzen, andeems mer hei vu Verméigenssteuer schwätzen. Mir fänken zwar bei Milliardären un an domadder deenen een oder zwee, vun deene mer eventuell schwätzen – ech kenne se net hei am Land, et ass mer an deem Sënn och egal –, fir hei e Bild erauszezinn, wéi wann een hei zu Lëtzebuerg net wëllkomm wär. Ech sinn awer bereet, dass een iwwert d'Besteuerung als Gesamt kann diskutéieren a kucken: Wat ass haut vläicht net méi gutt, wat virun 30 Joer gutt war? A mir musse kucken, wat een do kéint verbesseren, fir eebe méi Gerechtegkeet ze kréien. Ech fir mäin Deel – an ech ginn dervun aus, meng Fraktioun och – si géint eng Verméigenssteuer, weeder fir d'allgemeng Bevëlkerung, fir d'ganz Bevëlkerung, nach fir déi Ultraräich, a géif domadder ofschléissen a Merci fir d'Nolauschtere soen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Patrick Goldschmidt. An den nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mir hunn haut keng Zäit, fir iwwert den immens problematesche Charakter vum Phänomeen vun de Milliardären iwwerhaapt ze schwätzen. D'Sam Tanson ass e bëssen drop agaang a senger Ried. Just eppes: Den Elon Musk gëtt dann elo an der Administratioun Trump responsabel fir en Department of Government Efficiency – jo, dat erfënnt sech net. Als Dank fir déi Honnerte Milliounen, déi hien a seng Kolleeg Milliardären an d'Campagne vum Trump injektéiert hunn, dierf hien dann elo den amerikanesche Staat straffen, wuel op d'Käschte vun deene Mënschen, déi am meeschten drop ugewise sinn.

Här President, dëst ass – an et ass wichteg, dat ze betounen – keng Neiddebatt. De Warren Buffett, en anere bekannte Milliardär, sot eng Kéier: „Et ass effektiv e Klassekrich amgaang, a meng Klass, déi Räich, féiert der Krich, a si ass och amgaangen ze gewinnen.“ En huet Recht, an de Beweis dofir sinn d'Steieren: Laut dem Europäeschen Tax Observatoire läit de weltwäite Steiersaz fir Milliardären zwëschent 0 an 0,5 % vun hirem Patrimoine. Dat ass natierlech lächerlech, wann ee bedenkt, wat déi schaffend Leit u Steiere bezuelen. Dëst ass d'Resultat vun enger weltwäiter Politick, déi während Joerzéngte just eppes gemaach huet, nämlech d'Steieren um Kapital erof an op der Aarbecht eropzesetzen.

D'Konsequenze vun där Politick si fatal. Éischtens dreift se d'Ongläichheeten, déi e Problem fir all Gesellschaft sinn, immens an d'Luucht. Laut OCDE, och net grad e lénken Thinktank, hunn 2022 déi räichsten 1 % op der Welt 20-mol méi Patrimoine wéi déi ënnescht 50 % zesummen. Mee virun allem hält dës Politick der Allgemengheet wichteg finanziell Mëttel, Mëttel fir d'Schoul, fir d'Gesondheetswiesen, fir d'Klima an déi digital Transitioun.

D'Aféierung vun enger Mindestbesteuerung, wéi dat ugeduecht ginn ass dëst Joer am G20 – d'Sam Tanson

huet d'Ziffere scho genannt –, géif zwëschent 250 an 300 Milliarden Dollar u Recetten abréngen. Am Verglach: Fir iwwer 490 Milliounen Mënsche vum Honger ze befreien, géife laut FMI 14 Milliarden Dollar all Joer duergoen. D'Inaktioun hei, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass am Fong net ze verstoen. Et ass och eng Faillite vun der Politick, déi eis an eisen Demokratien net gutt deet.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech soen et ganz kloer – an d'Spriecherin vun der CSV huet mech do absolutt confirméiert –: Mir erwaarden eis net, dass d'Regierung esou eng Mindeststeuer op Milliardären ënnerstëtzt. Dat wier jo och net gutt fir de Business.

Une voix | O!

Une autre voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | An den Här Finanzminister huet jo schon eng Kéier laanscht dem Yves Cruchten seng Fro geäntwert, dass hien hei géif op Transparenz setzen. Mee, Här Minister, dat ass hei net de Punkt. Hei geet et net ëm Steuerhannerzëiung, hei geet et iwwerhaapt emol ëm eng Besteuerung vu Milliardären op hirem globale Patrimoine, op engem Level-Playingfield. Dat misst Iech jo op d'mannst awer gefalen. Mee dës Regierung huet jo och kee Problem dermat, dass de Kuch fir déi ganz Déck ëmmer méi grouss gëtt. Et wäerte jo e puer Grimmelen eroffale fir déi, déi hiert Braut knapps bezuelt kréien.

Fir d'LSAP ass et kloer, dass mer esou eng Mindeststeuer fir d'Milliardären op globalem an/oder europäeschem Niveau onbedéngt brauchen. Mir brauche se, well mer net méi wëllen nokucken, wéi d'Milliardäre manner vun hirem Räichtum ofgi wéi déi schaffend Leit. Well mer net méi wëllen nokucken, wéi Steierkaddoen un déi Räichst der éffentlecher Hand ofkomme fir all déi Saachen, déi mer musse finanzéieren. Well mer net méi wëllen nokucken, wéi déi onendlech materiell Dekadenz vun e puer ganz Wéinegen déi endlech Ressourcen op eise Planéit verschwent a wéi se eis Demokratie vu bannen ënnergriefft.

Mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann esou eng global Mindeststeuer eng Kéier sollt kommen – a fir de Moment gesäit et effektiv net gutt aus –, wäert dat nach Joren daueren. A bis dohinner ass näischt, wat eis dervunner ofhält, nach aner Initiativen ze lancéieren, déi mer schnell kënnen ergräifen. An als LSAP gesi mer do dräi Prioritéiten, déi ech Iech och, Här Minister, hei wëll soen, an ech hoffen, dass mer do kënnen zesummeschaffen.

Éischtens den Échange d'informations op Immobilien a Kryptos, well ganz vill vun deem Patrimoine, wat net ka besteiert ginn, geet a Kryptoassets oder Immobilien am Ausland.

Zweetens – an do sinn ech manner optimistes, dass mer kënnen eng Entente fannen – d'Ofschafung vu Pratiques abusives wéi Regimier fir Impatriés, Gëlle Päss oder aner favorabel Regimier fir Persounen. Mir hunn deen Effort fäerdegbruecht bei de Betriber mat deenen zwee Pilieren, där Mindestbesteuerung vu 15 %. An elo geet et eeben drëm, och dat selwecht bei de Persounen ze maachen. Mee ech weess, dass Der do och am Numm vun der Talentattraction op engem ganz anere Wee ënnerwee sidd.

An drëttens eng Erhéijung vun de Steieren op de Kapitalertrëg zu Lëtzebuerg an an der EU, well d'Kapitalertrëg representéieren dee gréissten Undeel vum Akommes vun de Superräichen. Wëlle mer déi Superräich also méi besteieren, musse mer bereet sinn, Kapitalertrëg méi ze besteieren, fir d'Aarbecht och kënnen méi ze entlaaschten.

Här President, erlaabt mer just awer nach ee Wuert – ech weess, dass ech iwwert meng Zäit sinn – Äntwert un d'Madamm Aehm, déi hei eng Ried vu mengem Papp, dem Ben Fayot, mat an déi Diskussioun hei erabruucht huet. Ech weess jo, dass Der frou sidd mam Patriarchat an dass et schwéier ass ze akzeptéieren, dass e Fils eppes aneres seet wéi säi Papp, mee trotzdem: Wann Der en zitéiert, musst Der en och ganz zitéieren, well ech kennen déi Ried och.

Dir hutt gesot, en hätt deemools eng Lanz gebrach géint Transparenz, géint de gliesene Bierger, mee am Fong ass alles, wat e gesot huet, dass deen Impôt sur la fortune, wéi mer en deemools haten, am Fong eng oneffikass Steuer war. An dat ass ganz richtig. Si war oneffikass, well d'Assiette schlecht definéiert war, well se net ze erfaasse war, och fir d'Steierverwaltung, well ganz vill vun deenen Avoiren effektiv entweeder dem Secret bancaire ënnerlounen oder anerwärtet net konnten erfaasst ginn. An dofir war den Impôt sur la fortune am Fong eng ganz ineffizient Steuer. An dat war de Grond, firwat se ofgeschafft ginn ass.

Deemools, 2007, 2008, war och nach e bëssen eng aner Zäit wéi déi haiteg Zäit, muss een och, mengen ech, dozou observéieren. Mee dat war de Grond, fir dat deemools ze maachen a firwat mer dat deemools an der Koalitioun mat Iech och akzeptéiert hunn. Ech mengen, dass mer haut an engem ganz anere Film sinn, wou et ganz aner Besoine gëtt. Et gëtt iwwert déi Trilliard geschwat am Kader vun der COP29, et gëtt 800 Milliarden alljoers, déi den Draghi-Rapport estiméiert fir d'Besoinen vun der Duebeler Transitioun, et gëtt x Saachen, déi mer musse finanzéieren, sou dass mer do, mengen ech, wierklech an engem anere Szenario si wéi nach 2007 an 2008.

Op alle Fall, Här President, fir eis ass dat heiten eppes, wat mer géifen op alle Fall mat ënnerstëtzen a wou mer hoffen, dass mer och een Dag eng Kéier eng Entente hei an dëser Chamber doriwwe fannen.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Fayot. An dann ass et elo um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng ganz interessant Ufro gewiescht, déi Aktualitéitsstonn, well déi éischt Fro, déi ech mer gestallt hunn, ass och déi, déi hei elo schon e bësse gestallt ginn ass: Wie betrëfft dat do dann elo iwwerhaapt zu Lëtzebuerg? Wéi vill Milliardäre gëtt et dann zu Lëtzebuerg? An dunn hunn ech probéiert, dat erauszefannen. A souwäit een dat fënt um Internet, gëtt et zu Lëtzebuerg aktuell kee Milliardär. Et gëtt wuel e Lëtzebuerger Milliardär, mee dee wunnt net zu Lëtzebuerg, soudass ech mech gefrot hunn, awéifern dat hei eis elo betrëfft. Mee ech kommen dorop zrëck.

Et ass evident, dass et soll eng Steiergerechtegkeet ginn. Logescherweis sollen och déi Leit, déi méi erakréien, méi Steiere bezuele wéi déi, déi wéineg erakréien. Dat ass, mengen ech, och de System, wéi en ass. Ech weess awer och net, wéi en an deene bal 200 Länner op der Welt ass. Ech weess och net, wou et iwwerall wéi eng Verméigenssteuer gëtt. Ech weess net, wou et wéi eng Ierfschaftssteuer gëtt. An ech weess och net, ob mir als Lëtzebuerger elo hei an der Chamber sollen decidéieren, wie wou op der Welt wat soll aféieren.

Déi Iddi kënnt vum G20 a Brasilien a gouf ausgeschafft vum Gabriel Zucman, dem franséischen Ekonomist, wat och interessant ass, well dee Mann

och schonn an der Vergaangenheet mat ganz provokativen Aussoen opgefall ass géint Lëtzebuerg. Hien huet reegelméisseg eis Finanzplaz, an domat, mengen, och eist Land, diffaméiert. 2015 huet hie souwuel den Ausschloss vu Lëtzebuerg aus der EU gefuerdert wéi och d'Aschränkung vun eisem Stëmrecht an der EU. An dat sinn da Leit, wou ech soen, déi huelen ech elo net onbedéngt hei fir ze zitieren. A wann déi mat eppes kommen, da sinn ech éischter mefiant.

Et stelle sech, wann een dat awer elo da wëll seriö huelen, eng Partie konkret Froen: Wie soll dann do matmaachen, wann dat do kënn? Bon, ob mir matmaachen, ass jo egal, mir hu kee Milliardär. Mengt Der da wierklech, dass zum Beispill d'USA bei esou eppes géife matmaachen? A mengt Der wierklech, et hätt e Sënn, wann déi net matmaachen, fir dat do anzefiere bei anere Länner?

Och stellt sech d'Fro, wéi dat géif praktesch ëmgesat ginn. Bon, et gëtt warscheinlech Méiglechkeeten, mee mir wësse jo awer och alleguerten, dass déi Milliardären, déi et op der Welt gëtt, jo net wéi den Dagobert Duck liewen, mam Geld an engem grouse Safe, mee déi hunn dat jo investéiert an Aktien. A wann Der wëllt, dass déi dann en Deel dovunner alljoers ofginn, da misste se jo och en Deel da vun hiren Aktien alljoers verkafen, déi jo och investéiert sinn, wou se jo och emol kënnen drop verléieren. Also, am Praktesche schéngt mer dat och schwiereg ze sinn, warscheinlech awer iergendwéi méiglech.

Déi wichteg Fro, déi ech mer bei esou eppes ëmmer stellen an déi mir eis als ADR stellen, ass: Wat bréngt dat do Lëtzebuerg? Wat ass eisen Interêt dorunner? Hu mir eppes dovun, wa mir dat maachen? A mir hunn am Moment ëmmer dovun gelieft, dass et eng Kompetitioun gëtt an dass mir an där Kompetitioun ganz staark sinn, virbäi lafen, dass mir Nischen ausnotzen an dass et eis doduerch gutt geet. An ech mengen, dat ass eppes, dat sollt een net vergiessen.

An duerfir sollt mir och hei als Lëtzeburger net virpreschen, ech géif soen, zrëckhalend si bei esou Iddien, déi aus Brasilien da kommen. Zrëckhalend sinn ass och eng Tugend. An ech mengen, mir missten och oppassen, och hei am Land, wa mer erëm esou Debaten ufänken iwwer Steieren. An ech wëll do och kloer soen, dass mir als ADR natierlech géint eng Verméigenssteuer sinn an natierlech och géint eng Ierfschaftssteuer sinn – woubäi ech hei mengen, dass der hei am Sall eng Partie do derfir sinn.

An dann nach vläicht zum Schluss e bëssen eppes Philosophesch: Also, doduerch, dass Der déi Räich méi aarm macht, macht Der nach laang net déi Aarm méi räich.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An dee Verglach, fir hei ze soen: „Mir huelen de Milliardären eppes ewech an da maache mer eppes géint d'Aarmut oder géint déi Leit, déi Honger leiden“, also, d'Geschicht weist jo awer, dass dat net opgeet. Iwwerall an deene Länner, wou de Kommunismus agefouert ginn ass, kruten déi Räich zwar alles ewechgeholl, mee et ass deenen Aarmen net besser gaang, oft souguer nach méi schlecht!

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, an dëser Aktualitéitsstonn schwätze mer iwwer eng Iddi, déi an

der Theorie, an am Fong op den éischte Bléck, gutt kléngt. Nämlech: D'Milliardäre solle méi besteiert ginn. Also, vu dat keen, ech ginn dervun aus, Milliardär heibannen ass, kléngt dat op den éischte Bléck gutt. Et soll mol een aneren déi Steiere bezuelen. Dat ass jo oft esou eppes, et ass jo méi einfach, wann ee seet: „Et soll een aneren d'Rechnung bezuelen.“

Jo, ofgesi vun de ville Milliardäre géifen déi meescht Leit also soen, dat dote kéint eng gutt Saach sinn: méi Geld huele bei deenen, déi et hunn, an et dann – an dat ass, mengen ech, dat Wichteg – am Interêt vun der Allgemengheet ausginn. Mee kommt, mir spannen déi Iddi weider, well dat ass op den éischte Bléck ... Et ass ëmmer den éischte Bléck, dee vläicht d'Wourecht hannendru verstoppt. Wéi vill Milliardären hu mer dann eigentlech zu Lëtzebuerg? Ob déi Lëschten elo richtig sinn oder falsch, egal wéi eng Lëscht ee kuckt, méi wéi een hunn ech op kenger fonnt. A wann een da genau kuckt, da kritt ee gesot: „Deen huet e Verméige vun enger Milliard Euro. Also tout juste huet en et nach op d'Lëscht gepackt.“

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dir haalt grad dem Här Keup seng Ried.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Ech kommen elo gläich op dee Punkt, wou ech der ... Nee, maacht Iech keng Suergen, ech kommen elo gläich op dee Punkt, wou ech der Madamm Tanson hir Ried dann halen. Dozou komme mer och nach.

Vläicht hu mer nach en zweeten am Land, mee offiziell ass et een. D'Iddi, dass d'Milliardäre mat 2 % solle besteiert ginn, wat de Länner global 250 Milliarde géif abréngen, dat kléngt jo op den éischte Moment och erëm ... Den Här Fayot huet et gesot: „Mir brauchen international Sourced vu Suen.“ Dat kléngt gutt. All Land kéint déi Sue sécher gutt gebrauchen. Global kéinte mer déi Sue sécher gutt gebrauchen, ob am Klimaschutz, am Katastropheschutz, am Kampf géint d'Inegalitéiten. Bref, mir fanne genuch Felder, wou ee seet: „Mat e bësse Geld kéint een déi Problemer vläicht léisen.“ An dat se sollen de Biergerinnen a Bierger vun de jeeweilige Länner zeguttkommen, dat wär och eng gutt Saach.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Jee nodeem, ob een elo fir Lëtzebuerg vun engem Milliardär ausget oder vun zwee, géif dat da pro Joer also téscht 20 a 40 Milliounen Euro méi an d'Keess vum Lëtzeburger Staat bedeiten. Dat ass net näischt. Mee et muss een dat jo nach weiderdenken. Well – an do hunn ech awer e klenge Problem mat der Gläichheet zwëschent de Länner – dat heite wär jo eng Tax, déi, och wa se global erhuewe gëtt, net alle Länner gläich zeguttkënn. Si kënn deene Länner zegutt, déi vill Milliardären hunn. An déi Länner, déi am meeschte Geld brauchen, si meeschtens net déi, déi déi meeschte Milliardären do wunnen hunn. Dat heescht, nieft esou enger Tax bräicht een dann och nach en Ëmverdeelungsmechanismus zwëschent de Länner, e „Soli“, wéi se dat an Däitschland nennen. A wat dat fir Diskussioun ginn, erspueren ech Iech elo. Well vill Länner hu keng oder nëmme ganz wéineg Milliardären. Mee aner Länner, d'USA a China, hunn der zum Beispill ganz vill, déi meescht souguer. Ob d'Suen also um Enn der Allgemengheet géifen zeguttkommen oder u sech Länner, déi souwisou scho relativ gutt gestiwelt sinn, dat loossen ech emol am Raum stoen.

Et ass jo scho méi dacks virkomm, dass Sue fir aner Ausgabe benotzt goufe wéi ursprénglech vläicht ugeduecht. Wat also op den éischte Bléck no enger gudder Saach kléngt, ass et net onbedéngt. Zu méi Gerechtheek féiert et net forcement.

Dofir vläicht en aneren Usaz. An do kommen ech dann zur Ried, wou ech mech u sech virdrun opgereeht hunn, dass d'Madamm Tanson se scho gehalten huet. Well hei zu Lëtzebuerg gëtt d'Aarbecht am Verglach zum Kapital vill méi héich besteiert. An do kéint ee vill méi usetzen, wéi iwwer eng Tax fir Milliardären ze schwätzen, déi an der Realitéit net forcement eppes fir de Staatsbeidel géif bréngen wéi d'Besteuerung oder en Upassen. An do ass et vläicht net nëmmen no ënnen, wéi den Här Goldschmidt dat genannt huet, a vläicht net nëmmen no uewen. Mee wann een eng Kéier déi Etüd mécht – a mir si jo amgang, eng Steuerreform ze plangen –, da misst een eng Kéier iwwer all déi Taxe global zesummen hei zu Lëtzebuerg schwätzen. Eng Steuer, déi da gräift, wann och tatsächlech Geld verdéngt gëtt, an net nëmmen, wann et do ass. Well si mer éierlech, déi meescht Milliardären, déi si Pabeiermilliardären. Ob déi Fortunnen da wierklech besteierbar sinn, ob se liquide sinn, dat ass nach eng aner Fro.

A jo, Madamm Tanson, ech sinn och der Meinung, dass et net ka sinn, dass e Milliardär manner Steiere bezilt wéi säi Chauffer. Dat kann net sinn. An dofir brauche mer eng Reform vun eisem Steiergesetz. Ech mengen, dass mer déi mussen ugoen an dass mer net sollten elo iwwer eenzel Mesüre wéi zum Beispill eng Verméigenssteuer, déi, wann iwwerhaupt, da vläicht e vill manner groussen Impakt hätt hei zu Lëtzebuerg, diskutieren. Mee mir sollten doriwier diskutieren, wéi mer déi Ongläichheeten, déi mer haut an eisem System hunn, nohalte kënnen ugoen. An dat heescht, dass grouss, déck Schëlleren hir Laascht sollen droen, dass mer déi kleng sollten entlaaschten an dass mer virun allem net sollte vergiessen, dass et e ganz breede Mëttelstand hei zu Lëtzebuerg gëtt, deen een och net därf vergiessen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Clement Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Tanson fir dës Heure d'actualité, well si huet och bis elo fir Kloerheet gesuert hei an dësem Haus. A mir wëssen, wien op wat fir enger Säit ass. An et ass ganz kloer gesot ginn, fir eng Kéier begrëssen ech dat och, dass souwuel d'CSV wéi och d'DP sech mat ganzer Kloerheet hannert déi privilegiéiert Milliardären oder souguer Millionäre gestallt hunn, ...

Plusieurs voix | O!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | ... a ganzer Kloerheit dat gemaach hunn, wat jo och normal ass, étant donné, dass si fir si schaffen. An da gi se och vun hinne a Restauranten ageluete kuerz viru Wale, fir duerno inspiréiert ze ginn.

Plusieurs voix | O!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | Dat ass ganz kloer. Dir hutt et erëm eng Kéier bewisen. Dir kennt vläicht keng Milliardären. Mir kennen der och net. Mir kenne souguer wéineg Millionären. An déi puer, déi mir kennen als Lénk, déi sichen eis u viru Geriicht, ...

(Hilarité)

... verléiere warscheinlech och. An do ass et ganz kloer.

D'ADR ass awer och dran, Ären Unhängsel. Et ass e bësse sou wéi a Frankräich, wësst Der, mat der aktueller Majoritéit, déi och nach vum Rassemblement national ofhänkt.

(Interruption)

Bon, Dir braucht hir fënnf Stëmme net, mee si si mat Iech averstanen. A si verstinn och nach ëmmer net, dat et net gesond ass fir e Land, wann d'Ongläichheeten ze grouss sinn. An den USA, dee Moment nach, wou de Spëtzeosteiersaz op 90 % war, do has de vill, vill manner Aarmut an der Bevëlkerung. An elo, zënterdeems, zënter den 80er-Joren, ass d'Aarmut explodéiert ënnert dem Reagan a se wäert ënnert dem Trump, Ärem Kolleeg, och nach weiderhin explodéieren. Et ass jo net fir näischt, dass hien och vu Milliardären als Milliardär selwer ënnerstëtzt gëtt.

Bon, et kann ee laang doriwwer diskutéieren, wat dee beschten Hiewel ass, fir dogéint virzuegoen. Ech ka verstoen, dass ee seet: „Jo, international Ofkommisse si schwéier ëmzesetzen.“ Dat hänt natierlech ëmmer vum politesche Wëllen of. Allerdéngs ass hei de Sujet net ze wëssen, ob hei Milliardären zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, ob mer hinnen elo d'Suen huelen, mee ob Lëtzebuerg, d'Lëtzebuurger Regierung, sech engagéiert op internationalem Niveau, fir eeben déi Initiativ ze ënnerstëtzen. Ech brauch mol net ze erklären, firwat mir och der Meenung sinn, dass ee fir eng Welt soll antriède vu Gerechtegkeet a vu Gläichheet vun de Mënschen, ënnert de Mënschen, an net vun Ongläichheet. Mee interessant ass natierlech d'Fro, wéi d'Regierung dozou steet.

Ech mengen, mir hunn awer schon d'Äntwerte krut vun der CSV a vun der DP, mee d'Regierung huet nach net geäntwert. Vlächcht geet se an eng ganz aner Richtung. Wie weess? Mee ech tippe mol op eng Äntwert du genre: „Mir kucke mol, wéi déi Diskussioun sech vlächcht entwéckelt. A vlächcht wäerte mer konstruktiv matschaffen“, et cetera, bla, bla, et cetera.

Ech hoffen awer, dass d'Reflexioun iwwert déi kuerzfristeg finanziell Interesse vun e puer Acteuren op der Lëtzebuurger Finanzplaz erausgeet an dass d'Regierung sech der ganzer politescher Dimensioun vun der Problematik bewusst ass. Well ech wier och frou, wann een hei an der Chamber géif ophalen, Lëtzebuerg mat der Finanzplaz ze vermëschen, zemoos wann ee sech als grouss Patriote wëllt duerstellen. Dat ass net dat selwecht. Lëtzebuerg ass e Land. D'Finanzplaz, dat ass eeben eng Finanzplaz, déi derfir suergt, dass iwwer Steierberodung ganz Räicher dem Lëtzebuurger Land manner Steiere bezuelen.

(Interruption)

Bon, mee et geet natierlech och drëms ... Et ass jo net just aus Spaass, dass ee wëllt Räicher besteieren. À la limite, wa se wëllen op eng gewëssen Aart a Weis liewen, kéint dat jo egal sinn, mee dat huet awer Konsequenze fir de Rescht vun der Mënschheet. Et geet och drëms, nei Recetten ze schafen. An et ass och genausou wichteg, déi Gefor anzudämmen, déi vun dëser Klass vu ronn 3.000 Dollar-Milliardären ausgeet.

Si stellen och eng Gefor duer, d'Milliardären, fir d'Demokratie. Dat hu mer erëm eng Kéier ganz kloer gesinn am US-amerikanesche Walkampf. Déi Konzentratioun u Räichtum féiert automatesch zu enger Konzentratioun vu politeschem Pouvoir. An dat risquéiert da schlussendlech, zu eppes ze féieren, dat een allgemeng als Faschismus bezeechent. Well de Faschismus ass jo soss näischt wéi e brutaalt Mëttel, fir de Kapitalismus an d'Kapitalisten ze beschützen an Zäite vu Krisen. Dat wësse mer zënter den 20er- an 30er-Joren. Dat ass historesch awer kloer beluecht. Dat brauch ee mol net méi erëm eng Kéier hei ze soen. A fréier hu se vlächcht ... An deene leschte Jore ware se am Hannergrond. Elo gesäit een den Elon Musk, dee wäert elo u sech jo och als Vertrieeder an der US-Regierung sëtzen.

Mir sinn awer natierlech och der Meenung, dass een hei zu Lëtzebuerg muss kënnen agéieren, wann zum Beispill, wéi annoncéiert, d'Kierperschaftssteuer wäert erofgesat ginn ëm 1 %. Mee dat muss een de Leit awer och ganz kloer erklären, wat dat bedeit. All déi Leit, d'Salariéen, déi schaffe ginn, déi hir Steiere bezuelen ... Dat sinn u sech Steierkaddoen, déi gemaach ginn u Kapitalisten, u Leit, déi u sech vu Kapitalerträg souwisou och scho liewen. Dat si Kaddoen, déi déi heite Regierung wëll maachen op d'Käschte vun de Salariéen, op d'Käschte vun den Aarbechterinnen an Aarbechter. Dat huet näischt mat Kompetitivitéit ze dinn, well déi Suen, déi verschwanne meeschtens jo och souwisou nëmme an den Täsche vun Aktionären.

An haalt och op, vun „Talenter“ ze schwätzen! Talenter, dat si Kaderen, déi vill verdéngen an déi aus dem Ausland kommen an déi hei zu Lëtzebuerg keng Steiere wëlle bezuelen. Dat ass soss näischt. Dir nennt dat Talenter. Mir nennen dat Profiteuren!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Da wär elo d'Wuert fir d'Regierung. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Fannt Dir et normal“, esou huet d'Madamm Tanson ugefaangen an ech och, „dass Milliardäre manner Steiere bezuele wéi hir Chaufferen?“ Dat huet effektiv de Gabriel Zucman an engem Interview an der belscher Zeitung „Le Soir“ opgeworf. De Rapport Zucman – dat ass nämlech e Rapport vum 25. Juni 2024 – ass och d'Grundlag vun der Madamm Tanson hirer Aktualitéitsstonn vun de Mëtteg. An den Här Zucman, fir et nach eng Kéier ze widerhuelen, dee freet eng Minimalbesteuerung vun Ultraräichen, vu Milliardären also, am Optrag iwwregens vun dem G20 ënner brasilianescher Presidence. An ech wëll och duerfir der Madamm Tanson ausdrécklech Merci soe fir déi pertinent Aktualitéitsstonn.

Ech wëll awer och dat eng Kéier kloer an däitlech als Minister soen: Dat hei sinn Diskussiounen, wou jiddwereen e Bäitrag huet vu fënnf Minutten, mat Ausnam vun dem Antragsteller. Och dat bedeit eng Virbereedung. An ech muss soen, dass dat ganz guerdent iwwert d'Bün gaangen ass haut an dass jiddwereen och do eng argumentéiert Positioun virbruecht huet. An dat gehéiert och zu enger Demokratie, dass een net ëmmer änlech ass, dass ee sech net ëmmer eens ass. Dat ass normal, soss wiere mer net hei an engem Lëtzebuurger Parlament.

D'Fro, déi d'Madamm Tanson opwerft, ass eigentlech déi vun enger globaler Steiergerechtegkeet, déi och mam éischter eesäitegen – muss ech awer soen – Rapport vun Här Zucman net ofgeschloss ass. An et gëtt och do net just eng Äntwert. Dat huet och dësen Debat gewisen. Dofir hunn ech dat virdu gesot. Et ass en demokrateschen Debat. Dass do ënnerschiddlech Meenunge sinn, ass normal. An ech mengen, et ass och net deen een, dee Recht huet, oder deen aneren, dee Recht huet, mee jiddwereen huet seng Positioun argumentéiert duergeluecht.

D'Äntwert vun dem Här Zucman beweegt sech eigentlech och net an der Wirklecheit, mee an enger Wonschwelt. An ech kommen heirobber nach zrëck. De Rapport zielt och eng ganz Rei Viraussetzungen op, fir esou eng Steuer iwwerhaapt

kënnen anzeféieren. Viraussetzungen, déi eigentlech weltwäit musse gëllen. Viraussetzungen, déi och da global mussen an der ganzer Welt unerkannt sinn. An d'Wirklecheit, Dir Dammen an Dir Hären, dass ass nun emol net ëmmer eng Wonschwelt. An d'Politick, dass ass ëmmer d'Konscht vum Méiglechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat steet dann elo genau an deem Rapport Zucman am Optrag vun der brasilianescher G20-Presidence dran? De franséischen Ekonomist proposéiert eng global a koordinéiert Mindeststeuer fir Leit mat engem extreem héijen Akommes, konkret 2 % Steuer op engem méigleche Verméige vu méi wéi enger Milliard US-Dollar, mam Zil vu méi Steiergerechtegkeet am Verglach zur Besteuerung vun der Aarbecht an och fir Investitiounen a Bildung, Gesondheet a Klimaschutz. D'Resultat wiere global Méieinnamen, Dir hutt dat gesot, vu ronn 250 Milliarden US-Dollar d'Joer bei weltwäit ronn 3.000 Milliarden. Vu wem gëtt d'Propos – dat muss een och eng Kéier soen – ënnerstëtzt? Vu Brasilien, vu Frankräich, vu Spuenien, der Belsch a Südafrika, dat d'nächst Joer d'G20-Presidence iwwerhëlt.

Kleng Klammer: Ob a wéi wäit Brasilie seng eege Propos ënnerstëtze wäert, dass bleift och nach ofzewarten.

De Zucman-Rapport baut weider um OECD-Beschluss vun enger 15 %-Minimalbesteuerung vu multinationale Firmen aus dem Joer 2021, déi mer och ënnert där neier Regierung zu Lëtzebuerg am Dezember d'lescht Joer agefuert hunn, op. An ech wëll an deem Kader och d'Wichtigkeet vun internationale Gremie wéi dem G20 ënnersträichen. An eist Land – dat bekräftegen ech nach eng Kéier – steet ganz kloer zu dem Multilateralismus an och virun allem der Rechtsstaatlecheit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stoungen neien Entwécklungen als Lëtzebuerg ni am Wee, wann et machbar – machbar! – Kompromësser waren. Och mir hunn eis iwwert déi leschten 20 Joer dem Geescht vun der internationaler Steierkooperatioun ugeschloss. Ech erënneren hei un de Sommet vun 2000 vu Feira, wou iwwregens d'Weihe gestallt goufe fir den Informatiounsaustausch, fir d'Besteuerung vu Spuererträg vun Netresidenten. Doraus gouf déi haiteg Quellesteuer – mir hunn de Mëtteg schon doriwwer geschwat – op Spuerprodukter. No der Finanzkris 2008 huet sech och dee Prozess weider beschleunegt mam Bäitritt 2009 zum OECD-Austausch vun den Informatiounen, déi mer hu bei Netresidenten. 2011 koum dunn d'EU-Direktiv iwwert déi administrativ Kooperatioun a Steierfroen och nach derbäi.

Mir hunn an de leschte Joren, och ënnert där fréierer Regierung, mee mat der Zoustëmmung vun enger breeder Oppositioun, weider Fortschritter gemaach, zum Beispill beim Austausch a Rulingen, wou 2017 eng Base légale an d'Steiergesetzgebung dragesat ginn ass. Iwwer honnert Länner maache beim automateschen Austausch vu Bankdate mat. Och beim Virgoe géint aggressiv Steierplanung si mer matgaangen. Zum Beispill Stéchwierder wéi d'ATAD-Direktiven, dat heescht d'Steiervermeidungsdirektiven, oder d'Benefisskierzungen a Verlagerungsprozesser, déi sougenannte BEPS-Direktiven. Enn 2023 – ech hunn et virdu gesot – koum dunn dee sougenannten zweete Pillar, dat heescht, dass all multinationale Betrib, dee méi wéi 750 Milliounen Euro Chiffre d'affaires huet, enger gesamter Minimalbesteuerung vu 15 % ënnerleie muss.

Gläichzäiteg, Dir Dammen an Dir Hären, ass et awer fir eis als Regierung och kloer: D'Bankgeheimnis

fir d'Lëtzebuurger Residente gëtt net ugepaakt! Mir wëlle kee gliesene Bierger. An et ass jo vill no Zuele gefrot ginn. Abee, ech liwweren déi. An deem Kontext: d'Unzuel vu Menagé mat den héchste versteierbaren Akommissen zu Lëtzebuerg. Mir haten hei zu Lëtzebuerg an de leschte Besteuerungsjore just eppes méi wéi 300 Leit mat engem versteierbare Joresakommes vun iwwer engem Millioun Euro. Tëschent 5 Milliounen Euro an 10 Milliounen Euro versteierbaart Akommes loosse sech déi betraffe Persounen dann op enger, maximal zwou Hänn zielen. Am Joer 2021 am Ganze véier Residenten an een Netresident. Am Joer 2022 am Ganzen zéng Residenten an zwee Netresidenten. A bei de Residenten nach eng Persoun – nach eng Persoun! – mat engem versteierbare Joresakommes tëschent 10 an 20 Milliounen Euro. Wëlle mer dann elo wierklech d'Verméige vu 650.000 Leit bis op de leschte Su duerchlichten, fir am Endeffekt vläicht erauszufannen, datt mir iwwerhaapt keng Milliardären zu Lëtzebuerg hunn? Steet den Opwand am Verhältniss zu dem Resultat, géint den OECD-Trend iwwerengs?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et gesot: Mir sollten op deene Punkte schaffen, wou Konsens besteet. Dat seet iwwerengs och de G20. Mir hu Fortschréttler a Saache Mindestbesteuerung vu grouse Betriber gemaach.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ma et gëtt kee Konsens fir eng Minimalbesteuerung vun Ultraräichen, weeder um Niveau vun dem G20 nach um Niveau vun der OECD. An och an Zukunft ass et net warscheinlech, hei e Kompromëss ze errechen. D'Tendenz geet am Moment weltwäit éischter a Richtung, dass jiddweree probéiert, méiglechst vill finanzstaark Leit unzézéien.

D'Fuerderung vun Här Zucman steet och am Widder-sproch zum OECD-Trend aus de leschte Joren. Déi mannst Länner an der OECD erhiewen nach eng Verméigenssteuer op Privatpersounen. Vun 38 Länner an der OECD sinn et der véier: Spuenien, Norwegen, Schwäiz a Kolumbien. 1995 waren et der nach 12 innerhalb vun Europa.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir also haut keng Verméigenssteuer méi zu Lëtzebuerg hunn, huet dat gutt Ursaachen a kënnt net vun ongeféier. 2005 huet déi deemoleg CSV/LSAP-Regierung – jo, CSV! – d'Quellesteuer agefouert an d'Verméigenssteuer fir Privatpersounen ofgeschaaft. CSV, LSAP an DP hunn deemools mat 48 Stëmme derfir gestëmmt, 12 Nee-Stëmme gouf et vun der ADR an déi gréng.

A wat waren d'Grënn vun där Ofschafung? Fir d'éischt emol juristescher. 1997 huet dat däitsch Verfassungsgericht déi däitsch Verméigenssteuer als verfassungswiddreg deklaréiert. En änlecht Urteel gouf et och mëttlerweil an Holland. Da war d'Verméigenssteuer mat enormem administrativem Opwand verbonden, besonnesch fir d'Evaluatioun vu verschidde Gidder. Weider stoung den Ertrag a kengem Verhältnis zum Opwand. 2005, dat lescht Joer, wou se erhewe gouf, waren et nach 22 Milliounen Euro. Am Verglach fléissen haut 160 Milliounen Euro iwwer de Wee vun der Quellesteuer an d'Staatskeess. D'Leit ginn also op Deeler vun hirem Verméige besteiert, Stéchwuert och Grondsteuer. Hei steet jo nach eng Reform un.

Netmachbarkeet vun der Milliardärsteuer: Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass esou eng Milliardärsteuer iwwerhaapt machbar? Déi kuerz Äntwert ass Nee. Amerika huet schon ënnert der Biden-Administratioun kloer „No“ gesot. Déi amerikanesch

Finanzministesch Janet Yellen war hei glaskloer. Mam Comeback vun Donald Trump wäert dës Positioun wuel kaum änneren. Am éischte Mandat Trump gouf et zolidd Steierentlaaschtunge fir grouss Steierzueler an Entrepreneuren. An och fir 2025 si mëttlerweil massiv Steierentlaaschtungen an den USA ugekënnegt.

Do musse mer eis an Europa éischter Froen iwwer eis eege Wettbewerbsfäegkeet stellen. A genee dat mécht och de sougenannten Draghi-Rapport, mam Fazit, dass Europa wäit manner kompetitiv ass wéi aner Wirtschaftsraim. A mir riskéieren, weider ofzerétschen am Verglach mat China an och mat Amerika. Dofir brauche mir massiv Privatkapital, 800 Milliarden d'Joer no dem Här Draghi sengem Rapport. D'Kaderbedéngunge mussen hei och stëmmen, och steierlech. Och duerfir fonctionéiert eng Milliardärsteuer net, well se zum Deel wierklechkeetsfrem ass. Keen ass méi mobil wéi Milliardären. Keen huet méi Mëttel, fir sech déi beschte Fiskalisten ze huelen. Awer den Här Zucman blent dat einfach a sengen Iwwerleeungen aus.

Héich Steiere bréngen och net automatesch méi Steiereinnahmen. An et ass scho virdrun ugeklongen: Trop d'impôt tue l'impôt.

Schliisslech soll een och net vergiessen, datt d'Zucman-Propos och technesch schwierig ass. No wéi enge Krittere gëtt d'Verméige bewäert? Biller? Bijouen? Entrepreneuren? Land? Wéi ginn déi Räich an hir Verméigenswäerter identifizéiert? Wéi soll e globalen Austausch vun dësen Informatiounen iwwerhaapt goen? Dat sinn nëmmen e puer Froen, déi och am Zucman-Rapport opgeworf ginn, awer ouni Äntwert. Hei ass Duerchernee virprogramméiert ouni global Fortschréttler. An och duerfir setzt sech de G20 éischter fir méi international Steierzesummenaarbecht a wéi fir eng Steuer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss nach e Wuert zur grundsätzlecher Steierpolitik vun dëser Regierung. Dës Regierung ass eng vun der Entlaaschtung, net eng vun der Belaaschtung, virop vun deene klengen a mëttleren Akommissen. A genee déi liwwere mer och. Dat ass souwuel eng Fro vu Steiergerechtheet wéi och vu Steiereffizienz.

Bei der Progressivitéit vun Akommessteiertariff si mer ganz beim Zucman. Zu Lëtzebuerg bezuelen 1,5 % vun de Steierzueler iwwer 26 % vun der Akommessteuer. 4,5 % vun de Stéit bezuelen iwwer 43 % vun der Akommessteuer. An 21,6 %, Dir Dammen an Dir Hären, kréien eng negativ Steuer. Dat heescht, si kréie vum Staat Suen zréck, ouni dass se iwwerhaapt emol Steiere bezuelen hunn. Dës Zuele sinn net vu mir. Dat sinn déi aus dem Avis vun Wirtschafts- a Sozialrot vun 2021. Méi breet Schëllere bezuelen also schon zu Lëtzebuerg méi Steieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo net d'Zäit fir unilateral Steiere fir Milliardären. Dës Steuer ass haut net machbar, si ass net ëmsetzbar a si ass och net realistesch. D'Iddi ass eigentlech gutt gemengt, awer se ass net duerchducht. De Rapport Zucman huet awer Recht bei der nohalteger Globalisierung, och bei der Fuerderung no méi sozialer Gerechtheet.

Fir dës Méi u sozialer Gerechtheet steet och ganz kloer dës Regierung. De Mindestloun wäert mat Ärer Zoustëmmung ab dem 1. Januar 2025 zu Lëtzebuerg steierfräi sinn.

(Interruption)

Och d'Steiere spillen duerfir hei eng Roll. Mee de Politickmix – jo, Dir kënnt elo laachen –, de Politickmix muss stëmmen. Duerfir soe mir net grundsätzlech fir all Zäiten Neen zu enger Milliardärsteuer, wa se

da géif global agefouert ginn am Respekt vu Gläichgewicht, vu Steiergerechtheet an och virun allem vu Wettbewerbsfäegkeet.

D'Zil vun dëser Regierung bleift: Wuelstand fir jiddwereen duerch nohaltege inklusiv Wuelstand a Wuesstem, heiheem eise Lëtzebuurger Modell, soziale Fridden duerch eng staark Wirtschaft an e staarke Sozialstaat mat Triple-A, awer och Triple-S, an Europa eng Relance vun der Kompetitivitéit mat staarkem Sozialsocle, an der Welt eng méi mënschegerecht Globalisierung. Do si mer eis dann erëm eens mam Här Zucman a genee do begéine sech an eisen Aen, wéi ugangs ugekënnegt, och de Milliardär a säi Chauffeur.

An ech soen Iech Merci fir Äre Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn, datt d'Madamm Tanson Iech nach wëllt eng Fro stellen, wann Der se akzeptéiert.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Da maache mer dat.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Tanson an den Här Fayot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci. Merci, Här Minister, fir Ären enflamméierten Discours elo grad. Ech sinn iwwerhaapt elo e bëssen an där ganzer Diskussioun ... Ech weess net, ob ech mech esou onkloer ausgedréckt hunn. Dir sot, et hätt jiddweree sech esou elo hei preparéiert. Ech weess och net, ob jiddwereen dee Rapport gelies huet, ëm deen et nëmmen zum Deel geet, well eigentlech ass jo den Ausléiser vun deem Ganzen de G20, deen e Beschloss geholl huet an deen doropshin och deen Ekonomist beoptraagt huet mat eppes.

An och d'Motioun, ech mengen, déi ass relativ kloer. Ech hu mat kengem Wuert gefuerdert, dass mir hei zu Lëtzebuerg géingen isoléiert iergendeng Steuer aféieren. Meng Demande ass déi, dass mer déi doten Initiativ op internationalem Plang ënnerstëtzen. A wann ech als Äntwert dorop kréien, de soziale Mindestloun géing elo hei steierfräi ginn, wat, mengen ech – wat hat Der mer an der Kommissioun gesot? –, néng Euro dann de Mount géing ausmaachen, fannen ech dat limitt absurd als Äntwert op déi heite Fro, wou et ëm vill méi geet wéi elo eist klengt Land. Mir si just e klengt Land, jo, mee mir hunn eis aktiv agesat, zum Beispill bei der Mindestbesteuerung. Och do huet et am Ufank geheescht: „Dat ass net méiglech. Dat kréie mer net hin.“ An elo? Et ass awer do. Mir hunn et hei gestëmmt.

Dir hutt elo erëm vermëscht d'Saach mam Akommes – an dat wier meng Fro – par rapport zu dem Räichtum. Déi Zuelen, déi Der genannt hutt, an och eebe wann Der erëm vun der progressiver Besteuerung zu Lëtzebuerg schwätzt: Hu mir Zuelen – well Dir hutt mer net op meng Fro geäntwert – iwwer de Räichtum vun de Leit zu Lëtzebuerg? Well et geet jo ëm de Räichtum. Et geet jo grad net just ëm de Revenu, et geet ëm de Räichtum vun de Mënschen, dee soll besteiert gi fir méi Gerechtheet.

Merci, Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Majo, ech hat gemengt, dass ech awer indirekt mat den Zuelen op Äre Fro geäntwert hunn.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Wann ech soen ... Loosst mer awer e bëssen ... Wann ech soen: „Et gëtt véier, fënnf Leit, déi zwëschent 10 an 20 Milliounen Euro verdéngen“, bis dass déi op e

Verméige vun enger Milliard kommen, mengen ech, gi vill Joer ëm.

(Interruption par M. Marc Baum)

Ech hu gemengt, mir géifen iwver Milliardäre schwätzen.

(Brouhaha)

M. Marc Baum (déi Lénk) | An der Motioun steet „100 Milliounen“.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | An den zweete Punkt ass deen: Jo, mir hu Statistike vun der Steierverwaltung, déi selbstverständlech anonymiséiert sinn. An ech wëll dat och nach eng Kéier hei kloer soen: Mir hunn déi Statistike gefrot, ouni dass natierlech do Nimm derhannert stinn. Ech mengen, dat versteet sech vum selwen. Dat wier soss e Broch vis-à-vis vun dem Steiergeheimnis. Mee wéi soll een d'Verméigen iwverhaapt evaluéieren? Wëllt Dir dann ..., well mir kënne jo net nëmme soen: „Mir féieren elo eng Evaluéierung vun de Verméige vu räiche Leit an.“ Da musse mer dat jo am Sënn vun dem Gläichheetsprinzip bei all Mënsch aféieren. Sidd Dir dann der Meenung, dass mer solle bei d'Leit an d'Wunnenge kucke goen, wéi vill Tabloe se do hänken hunn? Sidd Dir der Meenung, dass mer bei de Leit solle kucken, wat fir eng Bijoue se hunn? Sidd Dir der Meenung, dass mer musse kucken, wat d'Leit soss op Depote stoen hunn?

Dës Regierung ass net där Meenung. Dës Regierung steet zum Bankgeheimnis an dës Regierung steet weiderhi géint eng Neesaféierung vun der Verméigenssteuer. A wann ech ënnert de sämtlechen OECD-Memberstaaten der véier hunn, déi nach eng Verméigenssteuer hunn, dann, mengen ech, wier dat net de richtege Wee.

Duerfir ass meng Fro un Iech: Sidd Dir als gréng Partei der Meenung, dass ee sollt d'Bankgeheimnis fir Privatleit ofschafen zu Lëtzebuerg? Sidd Dir als gréng Partei der Meenung, dass een d'Verméigenssteuer nees sollt erëm aféieren?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Däerf ech nach drop äntweren, Här President?

M. Claude Wiseler, Président | Dir krut elo eng Fro gestallt, dann däerft Der och äntweren, mee d'Äntwert ganz, ganz kuerz, wannechgelift.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Här Minister, merci fir déi Froen, mee ech hunn dat zu kengem Moment haut gesot. An ech denken och net, dass, wann een Zuele freet iwvert d'Ongläichheeten hei am Land, dat eng Absurditéit ass, dass een Zuele freet, fir ze wëssen: „Wéi ass de Räichtum verdeelt hei am Land?“, dass dat eng Absurditéit ass. An do kann ee sech ganz aner Modelle virstellen, wéi elo bei een heem schellen ze goen, wou ech mech och net erënnert hunn, dat elo hei gesot ze hunn.

Wann een de Rapport vum Zucman liest, da gesäit een och, dass déi Verméigenssteieren, wéi se weltwäit existéiert hunn oder existéieren, net effikass waren. Ech mengen, de Franz Fayot ass virdrun dorobber agaangen. Mee e proposéiert jo och aner Modellen an e seet jo och: „Et gëtt verschidde Modeller, fir op dat Resultat ze kommen.“

Dat, wat mir verlaangen, dat ass, dass déi Diskussioun, well dorëms geet et, vun den Ongläichheeten tëschent deenen, déi extreem räich sinn – an ech ka mech nëmme wonneren, wann den Här Goldschmidt fënnt, dass, wann een 100 Milliounen huet, da quasi ze bedauern ass –, dass déi extreem Räich ...

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Dat hunn ech och net gesot. Da musst Der ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, mee ech passe mech hei un un den Niveau vun de Citatiounen. Wann déi extreem ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, d'Madamm Tanson!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Nee, dat do net.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Wann déi extreem Räich ...

(Interruption par M. Tom Weidig)

Nee, ech krut eng Fro gestallt, Här Weidig! Ech sinn amgaangen, dorop ze äntweren. Wann déi extreem Räich ...

(Interruption par Mme Diane Adehm)

Nee, d'Äntwert ass net Jo, Madamm Adehm. Dat stëmmt net!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, Madamm Tanson, et ass un Iech. Gitt Är Äntwert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech ginn dauernd ënnerbrach. Ech kréie mä Wuert net zu Enn geschwat.

(Exclamations)

M. Claude Wiseler, Président | Et ass elo kee méi, deen Iech ënnerbrécht. Dir gitt elo Är Äntwert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, mir hunn dat heiten ... Mir hätte gär, dass mer eng Diskussioun driwwer féieren, wéi mer méi eng gerecht Verdeelung kréien tëschent deenejéinegen, déi Kapital hunn, déi Verméigen hunn, an deenen, déi schaffe ginn. Ech constatéieren, dass dat d'Majoritéit op alle Fall hei am Land net wëllt.

Merci.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Däerf ech dann nach eng Kéier froen, Här President, wat der Madamm Tanson hir Äntwert ass: Ass déi gréng Partei fir eng Ofschafung vun dem Bankgeheimnis fir Privatleit hei zu Lëtzebuerg, jo oder neen?

(Brouhaha)

Ass déi gréng Partei fir eng Neesaféierung vun der Verméigenssteuer fir Privatleit hei zu Lëtzebuerg, jo oder neen? Well wann ech déi zwee Instrumenter net hunn ...

M. David Wagner (déi Lénk) | Sidd Dir Deputéierten oder Minister? Dir musst äntweren!

(Exclamations et brouhaha)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Wann ech déi zwee Instrumenter net hunn ...

M. David Wagner (déi Lénk) | Här President, wannechgelift intervenéiert! Dat doten ass net méi seriö!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, elo!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dir braucht op déi zwou Froen just Jo oder Nee ze äntweren, fir dass ech dat och am Debat ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech weess effektiv net, a wéi engem ..., mee mir kënne dat ganz gär nach laang ...

M. Claude Wiseler, Président | Nee, mee mir sinn an enger ... Ech loosse hei Diskussiounen zou, déi ech am Fong net soll zouloossen.

(Hilarité et interruptions)

Jo, mee dann awer vun Ufank un. Da ginn och keng Froen méi hannendru gestallt.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Ma nee, mee ech ka ganz gär nach eng Kéier drop äntweren, ...

M. Claude Wiseler, Président | Dofir, well et fir mech wichtig ass, ech soen Iech dat ganz gär, datt ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... dass hei bewusst vun der Majoritéit zwou Saache matenee vermëscht ginn. Jo, mee kann ...?

M. Claude Wiseler, Président | Sou, jiddwereen huet elo d'Stellungnam verstanen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ma nee!

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt eng Positioun, den Här Minister huet eng aner.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech krut elo d'Fro nach eng Kéier gestallt, dann däerf ech jo wannechgelift awer nach eng Kéier drop äntweren. Mir hunn e Walprogramm, d'Madamm Diane Adehm huet dee jo virdrun nach eng Kéier virgelies gehat, wou mer eng ganz kloer Positioun dozou haten. Dozou sti mer nach ëmmer.

Mee dat ass net de Punkt, ëm deen et hei geet, Här Roth. Haalt op, dat déi ganzen Zäit op deen Niveau ze zéien! Et geet hei ëm vill méi wéi just déi kleng Lëtzebuerger Politick. Et geet drëm, fir wat mer antrieden op internationalem Niveau. A mir sinn der Meenung, dass dat, fir dass et effikass ass – an et sinn Ultraräicher, an den Här Zucman schwätzt net just vu Milliardären, e schwätzt och vun deenen, déi 100 Milliounen oder méi hunn –, da global gemaach muss ginn. A mir hätte gär, dass Dir, als Finanzminister vun dësem Land, dat doten ënnerstëtzt.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, mir hunn ... D'Positioun vun deene Gréngen ass ganz kloer.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Nee, ech hunn nach ëmmer net verstanen, ob déi gréng fir oder géint d'Ofschafung sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, mir kommen awer elo ... Mir hu verstanen, wat Dir net verstanen hutt.

(Hilarité)

Mir hu verstanen, wat si gesot hunn. An den Här Fayot stellt elo nach ...

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mee wësst Der, Här President, bei mir gëllt nach ëmmer: „Den Worten lasst nun Taten folgen.“ A wéi soll ech dann an internationale Gremie plädéiere fir eng Steier fir Milliardären? Ma de Retour ass deen: „Majo, wat macht Der zu Lëtzebuerg?“ An da muss ech eng kloer Äntwert hunn, och vun enger grénger Partei: Si mer fir oder géint d'Bäibehale vun dem Bankgeheimnis fir Privatleit? Si mer fir d'Neesaféierung vun enger Verméigenssteuer?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hunn Iech dat jo gesot.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, mir hunn elo ...

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dat stellen ech dann als Regierung fest: Do hunn ech vun der grénger Partei haut keng Äntwert kritt.

M. Claude Wiseler, Président | Mir hunn elo de Problem an d'Differenz verstanen. Ech hunn zwou Froen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat stëmmt net, Här Minister!

M. Claude Wiseler, Président | An ech wëll elo wierklech, datt Froen gestallt ginn. Den Här Fayot, den Här Wagner. Här Fayot, kuerz eng Fro un den Här Minister, an den Här Minister äntwert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech probéieren, dat da ganz disziplinéiert ze maachen. Dir waart eng Kéier mäi Professor viru ganz laanger Zäit an ech hunn heiansdo e bëssen esou e Flashback do vun där Zäit, wann ech hei an der Chamber sinn.

(Hilarité)

Bon, et ass natierlech en anere Kontext.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech hätt dräi kuerz Froen, déi ech dann awer vläicht e bësse muss explizéieren. Dir hutt gesot, Här Minister – an et ass ëmmer e bësse flott, wéi Der deen Narrativ do elo recadréiert –, dass an deene leschten 20 Joer immens vill geschitt wär en matière vun Transparenz an Echange vun Informatiounen. Et ass mir, wéi wa mer 2013 nach op enger Groer Lëscht gelant wärem vum Global Forum.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dir mengt déi deemoleg CSV/LSAP-Regierung.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, ënner engem CSV-Finanzminister, deen dat jo visiblement ganz gutt gemaach huet. An dofir wollt ech Iech froen: Ass déi Iech bekannt? A war dat d'Resultat vun deenen immensen Efforten, déi mer gemaach hunn? Ech wëll Iech och soen – an Dir wësst dat natierlech –, dass Feira an all déi aner Saachen, déi mer hu misse maachen, ënner der Contrainte natierlech geschitt sinn, nodeem mer esou vill gebremst hunn, wéi mer nëmme konnten. Mee ech wollt Iech dat awer nach eng Kéier froen, ob Der Iech nach kënt dorunner erënneren.

Déi zweet Fro, dat ass: Dir hutt eng Partie Zuelen do genannt iwwert d'Millionären, déi mer heizuland hätten. Dat sinn der ganz weíneg, 300 Leit mat iwwer enger Millioun, e puer, eng Handvoll mat fënnel bis zéng Milliounen. Ech hunn en Artikel fonnt vu Juni dëst Joer aus dem „Tageblatt“, wou et iwwert de World Wealth Report vu Capgemini geet. An do gëtt vu 47.000 Millionären hei zu Lëtzebuerg geschwat. An et gëtt och souguer vun 280 Leit geschwat, déi zesummen eng Fortune vu 24,7 Milliarden hätten. Do ass evidemment eng enorm Diskrepanz zwëschen deenen Zuelen. Nach eng Kéier, Capgemini ass jo och elo net Attac oder iergendeen anere Gauchisteklub. Dofir wollt ech Iech froen, ob dee Rapport Iech net geleafeg ass oder wéi déi Diskrepanz do ze erklären ass.

An dann déi drëtt Fro: Déi betrëfft d'Faisabilitéit vun esou enger Mindestbesteuerung vu Milliarden. Ech wëll Iech soen, dass genee dat selwecht gesot ginn ass bei der Besteuerung vun de Multinationallen, dass dat onméiglech wär, dass dat absolut net dra wär. Abee, et ass awer fäerdegbruecht ginn – just fir ze soen, dass do, wou e politesche Wëllen ass, och e Wee ass. An do fënt een dann och déi technesch Méiglechkeeten, fir esou eng Besteuerung anzusetzen. Dat, wat Der beschriwwen hutt, dass et nach dräi Länner gëtt mat engem Impôt sur la fortune, dat ass d'Resultat vun deem globale Mouvement ewech vun der Besteuerung vu finanzielle Revenuen a vu Revenuen um Kapital hin zu enger Besteuerung vun der Aarbecht. An dofir wollt ech Iech och froen, ob Der wierklech net d'Imaginatioun hutt, fir Iech esou eng Mindestbesteuerung vu Milliarden mat engem Cadastre fiscal virzustellen, souguer wann et dann dee Moment géif hei zu Lëtzebuerg verschidden Ajustementer mat sech bréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, merci, Här President. Och merci, Här Fayot, fir déi gutt elaboréiert Froen. Éischstens ...

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, et ass un Iech.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Nee, ech si mat dem Här Fayot net ëmmer eens, mee ech fannen, dass den Här Fayot hei op eng gutt argumentéiert Aart a Weis seng Froen duergeluecht huet. An dat erlaabt mer och, kloer op déi anzegoen. Jo, ech weess, wat d'Evolution war – Dir wësst et och – op eiser Finanzplaz. Jo, ech weess, dass huet missen zu Feira ... Dat war eng CSV/DP-Regierung, iwwregens mat der Ennerstëtzung vun deemools dem wirtschaftspolitesche Spracher vun der LSAP, dem Här Jeannot Krecké, wou d'LSAP am Sënn vum Land dat matgedroen huet.

Wat war de Problem? Am Ufank vun den 2000er-Jore war déi Lëtzebuurger Bankeplaz haaptsächlech op de Private Banking ausgeluecht. Et waren iwwer 6.000 direkt an indirekt Aarbechtsplazen, déi dorunner hounge. Et ware Leit, fir déi et opgrond vun hirem Alter, opgrond vun där Ausbildung, déi se haten, schwéier war, fir vun engem Moment op deen aneren op aner Wirtschaftszweiger, zum Beispill op d'Fongenindustrie, ëmgeshift ze ginn.

A wat war d'Saach zu Lëtzebuerg? Ma mir hu gekuckt, den Här Juncker, d'Madamm Polfer als deemolege Vizepremier vun dëser Regierung, zesumme mat engem méi breede Konsens an der Chamber, dass een eng Klausel dran hat, fir dass een déi Quellesteierreegelung kéint an der Zäit no hanne schafen. Dat war déi Approche, déi geholl ginn ass, déi och iwwregens e breede Konsens hei an der Chamber hat.

Doropshin ass natierlech d'Finanzplaz ganz ëmgeshift ginn a mir hunn nei Wirtschaftszweiger geholl, wat richteg war, an déi hunn et mat sech bruecht, dass mer elo eigentlech an alleguerten deene Reegelen, deenen europäeschen Direktiven, déi komm sinn ... Wat ass do eis Approche? Majo mir soen: Mir stinn zur Transparenz. Mir soen: Mir kucken, dass mer als Éischt déi Reegelwierker zu Lëtzebuerg ëmsetzen an dass mer se ëmsetzen ouni weider administrativ Hürden. An dat ass eigentlech zënter enger Dose Joren de Geschäftsmodell an och den Erfolgsmodell vu Lëtzebuerg. Firwat? Well mer meeschtens politesch Stabilitéit am Land hunn, well mer Previsibilitéit hunn a well d'Leit wëssen, wou mer wëllen higoen. Dat, wat zu Bréissel ugeholl gëtt, gëtt net nach mat zousätzlechen administrativen Hürden hei zu Lëtzebuerg ëmgemat.

An dat hu mer och an dem zweete Punkt vun Ärer Fro, oder där drëtter Fro, déi Der gestallt hutt: „Firwat maacht Der näischt wéi mat dem Pillier 2, dat heescht Besteuerung vu multinationalen Entrepreneuren?“ Majo bei der Besteuerung vu multinationalen Entrepreneuren, ëm wat geet et do? Do geet et ëm d'Besteuerung vun engem Mindestbenefiss, deen ee muss ausweisen. Or, e Mindestbenefiss, 15 % Besteuerung, ass méi einfach erauszefannen – dat ass wéi bei de Leit op enger Akommessteuer – wéi op engem Verméigen. Dat ass den Ennerscheid. A wann ech gären d'Verméige vu Privatleit ermëttelen, ob dat hei zu Lëtzebuerg ass oder am Ausland, da muss ech déi Instrumenter och hunn, fir dat Verméigen a senger Globalitéit kënnen ze ermëttelen.

Dat sinn natierlech Immobilien. Immobilie sinn zu Lëtzebuerg relativ einfach ze evaluéieren, well et eng Publicité foncière vun 1905 gëtt. Et sief dann, et hätt ee ganz komplex Strukturen iwwer zum Beispill Investmentvehikelen. Mee dat ass awer vill méi schwéier ze maachen op Bijouen. Dat ass vill méi schwéier ze maachen op Tabloen, déi d'Leit do hunn, aner Wäertgéigestänn a virun allem och Suen, déi

se op hire Bankkonte stoen hunn. A wann een dat wëllt ermëttelen – an dat war e bëssen, wou ech d'Madamm Tanson gefrot hunn, wat dann hir Mëttelen do derfir wieren –, jo, da muss ee soen: „Ech wëll de gliesene Bierger.“ Da muss ee soen: „Ech wëll d'Bankgeheimnis fir Residenten ofschafen.“ Da muss een och soen: „Ech wëll eng Neesaféierung vun enger Verméigenssteuer, wou ech d'Wäertmëttelen och hunn.“ An déi Approche, fir dass ech iwwerhaupt e Verméige kann entwéckelen, well och dat ass Deel vun enger Verméigenssteuer. An do gesinn ech net, dass dës Regierung dat sollt maachen. Dat steet och comme tel kloer an dem Regierungsprogramm.

An dann hat Der nach déi zweet Fro. Dat war déi iwwert ...

M. Franz Fayot (LSAP) | ... de World Wealth Report.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo. Do wëll ech Iech ganz kloer soen: Déi Zuelen, déi ech Iech als Finanzminister hei genannt hunn, waren anonymiséiert. An et ass net esou, dass mir se am Ministère anonymiséiert hunn, mee mir krute se esou op Demande hi vun der Steierverwaltung. An ech mengen, mat Zuele kann een och net enzel Leit identifizéieren, well de Rescht fällt ënner d'Steiergeheimnis.

Dat sinn Zuele vun der Administratioun. Déi Zuele leien och en ligne mat deenen, déi schonn zënter Joren an den Avise vun dem Wirtschafts- a Sozialrot ënner ënnerschiddleche Presidencé waren. Ech stinn zu deenen offiziellen Zuelen als Verwaltung, als Minister, an ech kann duerfir dat, wat Dir do virbréngt, net weider kommentéieren. Ech soen: Déi Zuelen, déi ech hei genannt hunn, dat sinn offiziell Zuele vun der Steierverwaltung. A wéi ech do bei véier Leit, déi zwëschen 10 an 20 Milliounen d'Joer als Akommes sollen hunn, dann op eemol op esou vill Leit kommen, déi Milliarden als Fortune hätten, dat schéngt mer awer dann e bëssen nebulös ze sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci, Här Minister. Déi lescht Fro ass da vum Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hunn zwou Froen. Déi éischt Fro ass u sech déi – well ech hunn nach ëmmer net den Androck, dass den Här Finanzminister, amplaz den Deputéierte Froen ze stellen, op eng Fro vun enger Deputéiert geäntwert huet, wat den Objet war vun dëser Diskussioun –, fir ze wëssen, ob d'Lëtzebuurger Regierung iwwerhaapt gewëllt ass – ech kenne warscheinlech schonn d'Äntwert, mee si war net kloer –, sech ze engagéieren um Niveau vun der OCDE oder um Niveau vun der Europäescher Unioun, fir eeben déi Steuer anzeféieren. Et geet nëmme drëm, sech dofir ze engagéieren an duerno ze kucken, wat fir eng Instrumenter ee kann implementéieren op deene verschiddensten Niveaue, fir dat ëmzesetzen. Richtegerweis huet den Här Fayot virdu jo och gesot: Dat hu mer jo och gemaach bei de 15 % vun der OECD-Initiativ. Dir hutt net kloer dorobber geäntwert.

Natierlech – an dat ass déi zweet Fro – misst een dofir d'Steiergeheimnis ofschafen. Mir sinn och dofir, natierlech. An dat ass d'Fro, well Dir behaupt, Dir kommt dohinner, Dir sot: „Dat ass de gliesene Bierger.“ Kënn Der bestätegen, dass dat falsch ass, dass dat net de gliesene Bierger ass? De gliesene Bierger, dat ass zum Beispill de REVIS-Empfänger. Dee muss sech plakeg maachen. Déi Aarm, do gëtt awer kontrolléiert. Mee d'Steiergeheimnis, dat betrëfft souwiesou just nëmme e puer Leit, eng Minoritéit vu Leit, déi Avoiren hunn, déi se net wëllen deklaréieren, dat heescht déi se net wëlle bezuelen un de Staat. An do fannen ech et awer e bësse problematesch, dass grad de Finanzminister toleréiert, dass bei Leit,

déi Avoiren hunn, déi normalerweis misste besteiert ginn an déi normalerweis missten an de Keesse vun dësem Staat landen, de Finanzminister selwer seet: „Nee, mir loosse déi gewäerden. Mir loosse déi Leit eeben hir Steieren net bezuelen.“ Kënnst Der bestätegen, datt d'Steiergeheimnis u sech näischt mam gliesene Bierger ze dinn huet? Dat betrëfft just eng Minoritéit vu Leit. Den normale Bierger, dee seng Steiere bezilt, deen ass guer net dovunner betrëfft. Ech hätt perséinlech och kee Problem domadder, datt d'Steiergeheimnis opgehewe géif.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner, Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dës Regierung mécht keen Alenggang, mee sollt sech um Niveau vun enger Milliardärsbesteuerung e globale Konsens an der OECD oder an enger anerer Form erweisen, da wäerte mer selbstverständlech als Lëtzebuerg net dergéint sinn. Mee mir maache keen Alenggang.

Zur Fro vum Steiergeheimnis: Ech mengen, et ass net d'Steiergeheimnis, well d'Steiergeheimnis heescht eigentlech, dass een net d'Steiersituatioun vu Bierger divulgéiert. Dat, wat Der mentionéiert, mengen ech, ass éischter d'Bankgeheimnis.

(Interruption)

Dës Regierung steet zum Bankgeheimnis vun de Residenten, well bei Leit, déi net zu Lëtzebuerg residéieren, do gëtt et souwisou en automateschen Informationsaustausch – ënnert dem Steiergeheimnis! – mat anere Steierverwaltungen aus anere Länner. Dat steet kloer esou an dem Regierungsprogramm. Ech ënnerstelle kengem Steierbezueler, dass deen d'Bankgeheimnis géing mëssbrauchen, fir Ertrag, déi en huet, laanscht d'Steier ze schleisen. Dat ënnerstellen ech kengem Contribuabel, well wann Der Är Steiererklärung maacht, da steet op där leschter Säit drop: „J'affirme, dass déi Deklaratiounen, déi ech gemaach hunn, sincère et véritable sinn.“ Wann Dir dat wëllt maachen, dann ass dat Är Approche. Als Finanzminister ënnerstellen ech kengem dat.

An ech ginn dervun aus, soen ech Tech och, dass d'Steierverwaltung mat den informatésche Mëttele ëmmer méi outilléiert sinn, fir och deene Praxisse entgéintzekommen. A wann et sollt ... Do gëtt et jo eng kloer Reglementatioun. Et gëtt en administratiivt Steiervergeëen an et gëtt och e stroferechtlecht Steiervergeëen. An dann ass et un deenen zoustännegen Autoritéiten, dem Parquet an zum Schluss de Juridictionen, fir hir Ermëttlungen ze maachen. Mee eng Ënnerstellung op deem dote Punkt maachen ech als Finanzminister jiddefalls kengem.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Motion 1

A mir kommen zu der Motioun, déi d'Madamm Tanson hei deposéiert huet. Madamm Tanson, wëllt Der nach eng Kéier driwwer schwätzen?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, wëll ech. Wann nach een eppes wëll soen, da kann ech et duerno maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech géing da proposéieren, datt mer Stellungname vun deenen einzelne Fraktiounen, wann Der do sinn, eranhuelen. Ech gesinn, datt d'Madamm Adehm an den Här Fayot sech gemellt hunn. Ech ginn der Madamm Adehm d'Wuert.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass elo laang genuch virdu vum

Minister gesot ginn: Mir wäerten net déjéineg sinn, déi mam Fändel virlafen, fir eng Besteuerung vun de Milliardären ze huelen. An duerfir kënnst et fir eis net a Fro, dass mir déi heite Motioun matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech mengen, ech hunn dat och kloer gesot a menger Interventioun an och duerno, firwat mer déi Motioun hei mat ënnerstëtzen, well mer där Meenung sinn, dass mer dat sollen effektiv accompagnéieren och proaktiv op internationalem Niveau an deene Foren, wou heiriwwer geschwat gëtt. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei ze ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Wagner, an den Här Clement duerno.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech déi heite Motioun ënnerstëtzen. Et ass de richtige Wee a Richtung sozial Gerechtegkeet; dat, wat amgaangen ass, weltwäit zesummenzubrechen, an dee Wee ze refuséieren. „Trop d'impôt tue l'impôt.“ Meng Mamm sot ëmmer: „Les proverbes c'est pour les cons.“

(Hilarité)

A Wierklechkeet: Trop d'impôt ass vläicht trop d'impôt. Pas assez d'impôt ass pas assez d'impôt. Mee et soll een ... Mir schwätzen iwwer seriö Saachen. Mir schwätzen iwwer Ëmverdeelung, iwwer ëmmer méi Leit, och an der Europäescher Unioun, déi méi aarm ginn, an ëmmer méi Leit, déi ze räich ginn. Wien do kee Problem gesäit, do muss ech soen, deen huet awer eng komesch Lektür vun de Realitéiten, och dobaussen, well déi Proverben, dat permanent Protegéiere vu privilegiéierte Milliardären, dat ass vläicht nach an den 80er-, 90er-Joren ukomm dobaussen, mee elo och net méi. Passt op!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Den Här Clement, duerno den Här Keup.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hu virdrun duergeluecht, firwat ech net der Meenung sinn, datt dat heiten deen absolut richtige Wee ass. Ech mengen net, datt dat heiten den absolute Wee ass, deen eis zu méi Steiergerechtegkeet wäert féieren. Ech sinn net der Meenung, datt déi Ëmverdeelung wäert fonctionéieren. Ech sinn awer bereet, mech enges Bessere beléieren ze loosse an deene Verhandlungen. Well ech mengen, datt ass dat, wat hei gefuerdert gëtt, nämlech datt mer eis iwwerhaupt emol an esou Verhandlungen implizéieren.

An eng vun e puer Pisten, déi ech virdrun evoquéiert hunn, ass virun allem, datt, wann esou Verhandlung stattfannen, ee sech dann och d'Fro muss stellen: Ma wéi ginn déi Sue verdeelt? Well wa se herno nëmme deenen nammlechte Länner zeguttkommen, déi haut schonn e grousst Steieropkommes hunn, well d'Milliardäre souwisou do wunnen, a sech dofir vläicht och aner Steiersystemer leeschte kënnen wéi aner Länner, ma dann hu mer eis u sech e Bärendéngscht gemaach, da gëtt et global keng Verbesserung, da gëtt et keng global Steiergerechtegkeet an et wäert och sécher net zu enger Ëmverdeelung kommen. Dat heescht, datt heite kann ee matstëmmen als Piste, als Bribe, mee ech mengen net, datt et eis schlussendlech als eenzege Bausteen duergeet.

Wat Lëtzebuerg wierklech brauch – an dat ass da Lëtzebuerg an net nëmme d'Welt –, ass eng Steierreform, déi derfir suert, datt mer méi Steiergerechtegkeet kréien, datt d'Aarbecht net méi substanzuell

méi héich besteiert gëtt, voire duebel esou héich besteiert gëtt wéi Kapitalertrag. Ech mengen, dat ass eng Pist, déi ee méi dringend muss ugoen. Mee mir kënnen dat heiten awer matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen net, dass mer sollten als Lëtzebuerg hei virpreschen. Ech mengen, mir sollten eis e bëssen zrëckhale bei esou Diskussiounen. Mir mussen do net virbäi sinn. An duerfir géif ech soen, dass mer als ADR dat heiten och net kënnen matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Da kritt d'Auteure nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci Tech alleguerte fir Är Remarken heizou. Bon, nach eng Kéier: D'Motioun fuerdert net, dass mir zu Lëtzebuerg elo eng Steier aféieren. D'Motioun fuerdert just, dass mer eis op internationalem Niveau derfir engagéieren, eebe fir d'Ongerechtegkeeten aus der Welt ze schafen. An natierlech gëtt et hei Problemer. Déi ginn och notamment an deem Rapport vum Zucman, mee et gëtt och ganz vill aner Literatur doriwwer, opgezeechent an et ginn och Léisungsusatz proposéiert.

A wat ech einfach bedauern, dat ass: Ech denken, dee Constat vun den Ongerechtegkeeten – an do hunn ech och keng Äntwerte virdrun op meng Froe krut –, deen ass reell. An entweder et deelt een deen, an ech deelen en a Verschiddener jo heibannen och, oder et deelt een en eeben net. A wann een en net deelt, jo, da brauch een natierlech och näischt dergéint ze maachen. Wann een en awer deelt, da muss ee sech iwwerleeën: Wat kann ech wierklech konkret dergéint maachen?

An dofir fannen ech och, fir einfach ze soen, och déi Zuelen, déi mer hunn, mir bräichten awer méi Zuelematerial. A mir kënnen och net einfach soen, dass e Revenu zum Beispill, deen en huet ... Fir Revenu ze generéieren, muss ee jo zum Beispill eppes verkafen. Een, dee räich ass, huet Aktien, huet Immobilien. Wann een déi net verkeeft, da generéiert dat jo och kee Revenu. Dat heescht, et si ganz vill Froen, déi sech do hannendru stellen. Et war guer net drëms gaangen de Mëtten, Léisunge fir all déi Froen ze fannen, mee et war drëms gaangen, e Sujet, dee mir extreem wichteg schéngt, heibanne kënnen ze thematiséieren. Ech wollt et am Fong op eng onpoleemesch Aart a Weis maachen. Dat ass au fur et à mesure vun der Diskussioun leider net gelongen, well och dauernd probéiert ginn ass, eppes ze behaupten, wat hei guer net d'Fuerderung war. Duerfir, ech notéieren dat. Op alle Fall, ech géing et begrëissen, wann d'Regierung sech deem heiten net géing verschléissen an och op internationalem Niveau esou Saache wéi dat heite géing weiderhin ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Domat wär dann d'Diskussioun vun dëser Motioun ofgeschloss.

Mir géingen zur Ofstëmmung vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentiuon.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire

Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher (par Mme Stéphanie Weydert), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Egen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig.

13. Motion de M. Dan Hardy relative à la prise de mesures supplémentaires contre la lenteur judiciaire

(Motion déposée en séance publique n° 42 du 22 octobre 2024 – à consulter au compte rendu n° 18/2023-2028 en page 14)

An da géinge mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, enger Motioun, déi den Här Dan Hardy abruecht hat iwwer zousätzlech Moosname géint déi sougenannte „Lenteur judiciaire“. Den Auteur huet 5 Minutten, d'Fraktioun 5 Minutten, d'Sensibilitäten 2 Minutten, d'Regierung 5 Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, d'Madamm Sam Tanson, den Här Marc Baum an d'Madamm Paulette Lenert och. An déi aner, déi nach wëlle schwätzen, melle sech dann. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

Exposé

M. Dan Hardy (ADR), auteur | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech wierklech doriwwer, datt haut dës Motioun hei an der Plenière zur Diskussioun kënn. Merci och, Madamm Minister, fir Är Presenz. Et geet dobäi em eng weider Moosnam géint déi sougenannt „Lenteur judiciaire“, an zwar em d'Schafe vun engem neien, separate Geriicht fir Asyl- a Migratiounsfroen, dat mam Haaptobjektiv, fir déi laang Delaie bei den Affären op eise Geriichter kënnen erofzesetzen.

Mir als ADR begréissen, datt dës Regierung scho Gesetzesinitiativen op de Wee bruecht huet, déi dës negativer Entwécklung entgéintsteieren, mat zum Beispill méi Magistraten, déi rekrutiert solle ginn. Ma mir brauchen nach aner Moosnamen. Mat déi wichtegst ass fir eis eeben d'Schafe vun enger spezieller Juridictioun fir Asylfroen, e reegerecht Asylgeriicht. Dës Demande kënn net vun der ADR, mee vun der Justiz selwer.

Här President, d'Verwaltungsgeriicht ass mat ëmmer méi Asyllaffäre befaasst, wouduerch Affären, déi de Staat an d'Gemenge betreffen, ëmmer méi retardé kréien. En neit Asylgeriicht géif dofir zu engem besseren administrative Fonctionnement vum Land bäidroen. A parallell dozou wär eng nei Juridictioun

och gutt fir d'Asyldemandeure selwer, deenen hir Affäre méi séier an effikass traitéiert kéinte ginn an déi domadder éischter wéissten, wou se dru sinn.

Frankräich an d'Belsch hunn a Saachen Asyl schon zënter Jore spesialiséiert Juridictiounen an d'Liewe geruff. Bei eisem belschen Noper gëtt et zanter 2015 esou eng Juridictioun, déi gutt fonctionéiert an un där mir eis inspiréiere kéinten. E grouse Virdeel wier, datt hei net onbedéngt Magistrate missten agestallt ginn, där et jo schon net genuch gëtt, mee einfach Juristen, déi sech mam Asylrecht auskennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme schon zum Schluss.

(Hilarité)

Fir der Lenteur judiciaire entgéintzewirken, muss all nei Geleeënheet genotzt ginn. Dat hei ass eng dovunner. An ech bieden Iech dofir alleguerten em Ennerstëtzung fir dës Motioun, well et kann net sinn, dass dacks och déi kleng Leit et ëmmer méi schwéier hunn, viru Geriicht zu hirem Recht ze kommen. Fir si ass et finanziell gesinn e ganz groussen Ennerscheed, ob eng Affär séier drükënn oder jorelaang schleeft, well d'Affekotskäschten dann deementspriedend méi héich sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy.

An dann ass d'Wuert fir déi éischt ageschriwwen Riednerin, d'Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmoos merci, Här President. Ech sinn natierlech elo e bëssen erstaunt iwwer déi lescht Ausso vum Här Hardy, dass, wann eng Prozedur méi laang dauert, d'Affekotekäschten automatesch an d'Luucht ginn.

(Interruption)

Wa keng Akte gemaach gi vum Affekot, da kommen och keng Käschten no. Mee bon, dat ...

M. Dan Hardy (ADR), auteur | Also dat hunn eis Affekote confirméiert, Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | A dann hu si dat, ok, ok.

(Interruption)

M. Dan Hardy (ADR), auteur | Dach, dach.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Mee nee, nee, ech si just erstaunt. Ech si just erstaunt.

M. Sven Clement (Piraten) | Déi schéngé komesch Rechnungen ze stellen.

Une voix | Just der ADR.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Ech si just erstaunt doriwwer, well wat facturéiert een, wann een op en Delai waart vun engem Geriicht? Also dat ass ... Bon, soit.

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Madamm Weydert, kommt zu Ärem Sujet!

(Interruption)

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo, villmoos merci, Här President. Mir haten effektiv Mëtt September an der Justizkommissioun eng Entrevue mam President vum Verwaltungsgeriicht, dem Här Delaporte, wou en nach eng Kéier op d'Virzich vun der verwaltschaftsrechtlicher Prozedur higewisen huet, notamment dass ee ganz strikt Delaien huet an esou d'Affären am Normalfall zimmlech séier drukommen.

An deene leschte Joren hunn ëmmer méi Mënschen hei zu Lëtzebuerg eng Demande op Asyl a Protektion gestallt. Et kommen och haut nach ëmmer all Dag nei a méi Mënschen op Lëtzebuerg a stellen hir Demande, fir hei Schutz ze fannen. Leider kënnen mir net jiddereen ophuelen an net jiddereen erfëllt d'Kritären, fir kënnen hei ze bleiwen an de Schutzstatus ze kréien. An esou kënn et natierlech forcement no der Analys vum Dossier och zu Refuse vum zoustännege Minister.

Dat huet als Konsequenz, datt nieft dem Recours gracieux, deen op eng Refusinformatioun – oder Refusdecisioun, besser gesot – agestallt gëtt, virum zoustännege Minister ka gemaach ginn, d'Recourse virum Verwaltungsgeriicht, fir géint dës Decisiounen vum Minister virzegoen, sech ëmmer méi heefen. Dat betrëfft virum allem déi éischt Instanz.

D'Madamm Justizministesch hat awer scho virum Summer déi néideg Weiche gestallt, fir zousätzlech Rekrutementer an der Magistratur ze maachen. An ech si frou, dass Der dat och ernimmt hutt, Här Hardy, well vun dese Rekrutementer wäert och d'Verwaltungsgeriicht profitéieren. Des Weideren ass si amgaangen, d'Konditiounen, fir Riichter ze ginn, ze iwwerschaffen, wouduerch weider potenziell Kandidate fir Riichter dierfte mobiliséiert ginn.

Am Kader vum neien EU-Migratiouns- an -Asylpak wäerten déi zoustännege Ministären, also den Inneminister gradewéi d'Justizministesch, missen zousätzlech Mesüeren huelen. Dat huet den Inneminister net méi spéit wéi haut de Moien nach an der Interieurskommissioun bei der Presentatioun vum Budget ënnerstrach. An deem Sënn denke mer, dass mer keng Plus-value hunn duerch déi Motioun hei, well duerch deen EU-Migratiouns- an -Asylpak och eng ganz Rëtsch nei Mesüre wäerten hei zu Lëtzebuerg geholl ginn. A soumat proposéieren ech menger Fraktioun, dës Motioun vun der ADR net matzestëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Dann ass et un der Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, merci, Här President. Dës Motioun gräift natierlech eng Suerg op, déi eis alleguerte concernéiert. Laang Delaie bei der Justiz si keng gutt Saach. Wa mer gäre Vertrauen hunn an de Staat, an d'Institutiounen, da muss dat och schnell vustattegoen.

Wat mech e bësselche stéiert bei dëser Motioun, dat ass erëm eng Kéier den Amalgam, dee gemaach gëtt. Dir zitéiert e rezente Rapport vum President vum Verwaltungsgeriicht, wou Der tëschent enger ganzer Rei Ursaache erëm genau déi erauspickt, nämlech d'Asylanten, déi Iech an de Krom passt. Déi Problematik ass awer vill méi differenziert.

Wisou? Wann Der dee Rapport genau liest, da gesitt Der, dass déi Problematik vun Delaien, déi ëmmer méi laang ginn, ganz villschichteg ass. Dat ass keen einfache Problem. Dat ass eppes, wat dem Fait geschëlt ass, dass nieft Etrangersdossieren oder Asylverfahren och déi aner Matièreën ëmmer méi komplex ginn. Et kommen nei Recourse bäi. D'Verwaltungsgeriicht huet eeben ... An deem Rapport ass drop opmierksam gemaach ginn, dass d'Komplexitéit generell eropgeet. Am Urbanismus: Dir hutt Marché-publics-Dossieren, Concurrence-dossieren. Dat ass extrem komplex. Dat heescht, dat ass ee Phenomeen: eng Komplexitéit, déi eropgeet, déi d'Leit mobiliséiert, déi Zäit erfuerdert.

Deen zweete Phenomeen, op deen opmierksam gemaach gëtt, ass en Ustig u Procédure-accéléreeën. Wat ass dat? Dat si Schnellverfahren, déi eebe bannent ganz kuerze Friste mussen evaküiert ginn. Déi maache mëttlerweil iwwer en Drëttel aus vun der Aarbecht um Verwaltungsgericht. An Dir kënt Iech virstellen, wann Der Matière hutt, déi zäitintensiv sinn, wou Dossiersaarbecht gefuerdert ass, an Dir hätt ëmmer méi Schnellverfahren, déi am Alldag derbäikommen, dass dat net gutt funktionéiert. Dat heescht, et gëtt méi Ursachen, déi ugefëiert ginn.

An déi drëtt Ursach, an dat ass déi wichtegst, dat ass, dass vill Plazen opstinn, déi einfach am Moment net kënnen besat ginn, an dass trotz den Efforten – an déi begrësse mer natierlech och als LSAP –, déi gemaach gi sinn, fir de Staff eropzesetzen, fir opzestocken, eeben de Problem bleift, dass et net esou einfach ass ze rekrutéieren, wéi ee sech dat virstellt. Grad um Verwaltungsgericht. Dat ass e ganz speziell Recht. Et ass e Gericht, dat à part ass vun deenen anere Juridictionen, an do si besonnesch Schwierigkeiten domadder verbonden.

14. Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert

Exposé

Ech géif an deem Sënn am Numm vun eiser Fraktion och eng Motioun ofginn, fir d'Regierung opze...

(Interruption)

Gelift?

(Interruptions)

Ech géif gären eng aner Motioun ofginn, Här President, ...

Motion

D'Chamber stellt fest,

– dass laut dem rezentste Rapport vum Verwaltungsgericht d'Unzuel u komplexen Dossieren, è. a. am Beräich Urbanismus, öffentlecht Vergaberecht a Fiskalitéit, tendenziell eropgeet;

– dass gläichzäitig d'Proportion u Schnellverfahren, sogenannte Procédures accélérées, déi bannent ganz kuerze Friste mussen evaküiert ginn, och ëmmer méi grouss gëtt a mëttlerweil iwwer en Drëttel vum Contentieux ausmécht;

– dass, bedéngt duerch dese steigenden Drock, d'Friste fir eng normal Fixatioun sech iwwer déi lescht 4 Joer méi wéi verduebelt hunn a mëttlerweil am Schnatt tëscht 13 an 20 Méint leien;

– dass den Drock op d'Verwaltungsgericht mat Bléck op den europäesche Migratiounspak duerch zousätzlech Schnellverfahren mat grousser Warscheinlechkeet wäert verstärkt ginn;

– dass trotz engem ambitiöse Rekrutementsplang déi aktuell Rekrutéierungsschwierigkeiten um Verwaltungsgericht direkt (veuillez lire: net direkt) kënnen geléist ginn.

D'Chamber fuerdert d'Regierung op,

– d'Afféierung vun enger oder méi spezialiséierter Chamber bannent dem Verwaltungsgericht ze poursuivéieren;

– d'Prozeduren am volle Respekt vum Recht op e faire Prozess fir jiddereen ze vereinfachen;

– d'Préiwe vu spezifesch Rekrutéierungsprozeduren a Fachberäicher vum Verwaltungsrecht, wou et schwierig ass, Kandidaten ze fannen (veuillez lire: a Fachberäicher vum Verwaltungsrecht, wou et schwierig ass, Kandidaten ze fannen, spezifesch Rekrutéierungsprozeduren ze préiwen).

(s.) Paulette Lenert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | ... wou mir eeben opgrond vun där selwechter Suerg, déi mer hunn – eeben ze kucken, wéi mer géint déi Delaie virgoe kënnen, wéi mer deem Problem do entgéintkomme kënnen –, d'Regierung géife froen, verstärkt op der Pist ze schaffen, spezialiséiert Chamberen en place ze setzen. Dat ass schonn deels ugeduecht ginn, andeems verstärkt ginn ass. Wat méi Sektionen do sinn, wat méi Méiglechkeet do ass, sech och ze spezialiséieren. Dat ass awer an der Praxis nach net esou um Terrain ëmgesat. Mir sinn der Meenung, dass dat de richtige Wee ass.

Eng richtig separat Gerichtsbarkeit ze schafen, do géif ech dovunner ofroden, sief et schonn nëmmen aus dem Grond, dass mer d'Constitution missten änneren. Dofir, en neit Gericht ze schafen nieft deene Gerichter, déi mer hunn, dat kléngt ëmmer gutt, kënt gutt un, wann een dat esou seet, mee dat ass extrem komplex. Et gëtt eigentlech kee Grond, dat net bannent dem bestehenden Tribunal administratif ze maachen, dass een do eng spezialiséiert Sektion géif en place setzen, wou eventuell exklusiv acceleréiert Verfare géife gemaach ginn oder eebe verschidde Matière, déi e gewëssene Volume hunn. Dat sinn alles Pisten, déi ee kann ugoen.

Dat Zweet ass, dass mer effektiv och d'Regierung invitieren, iwwert d'Rekrutementsweeër nozedenken, grad am Verwaltungsrecht. Do brauch ee Steierexperten, ganz spezifesch Profiller. Et brauch ee verschidde Profiller, déi méi rar sinn. Do kann een eventuell och nach nei Weeër goen. Alles dat si Pisten, déi ee sollt duerchgoen, och d'Verfahren nach eng Kéier duerchforsten. Verschidde Prozedure si scho vereinfacht ginn. Och do gëtt et innovativ Approchen an anere Länner, wou ee sech kann inspiréieren, fir Matière pro Matière eng Kéier ze kucken: Gëtt et net Weeër, wou ee kann d'Prozeduren nach méi knapp maachen, wéi se et haut scho sinn?

15. Motion de M. Dan Hardy relative à la prise de mesures supplémentaires contre la lenteur judiciaire (suite)

Discussion générale (suite)

A mir regrettéieren, dass déi Propos – Dir waart ganz fro, dat kënnen hei an der Plénière ze maachen; mir wäeren eigentlech ganz frou gewiescht, et an der Kommission ze maachen –, déi an der Conférence des Présidents gemaach ginn ass, deen heite Sujet an der Kommission ze diskutieren, vun Iech net zréckbehale ginn ass. Dat heiten ass e komplexe Sujet, a mir géifen eis wënschen, dass deen néidege Raum geschaaft gëtt, wou een dat kann a Rou duerchdiskutieren mat deene jeeweiligen Experten, mam Ministère zesummen, an dat wär eis Demande.

Dofir kënnen mer Är Motioun an deem Sënn net matstëmmen a géifen Iech bidden, Iech dann eventuell eiser unzeschleissen. Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Just zur Prozedur wëll ech soen, dass et net klasesch an net normal ass, eng Motioun während engem Motiounsdebat ze deposieren. Ech hu se elo ugeholl, étant donné, dass d'Deputéierte souwisou kënnen eng deposieren, wa se da wëllen eng deposieren. Se ass awer net am Kader vun deem Debat, mee als separat Motioun ze gesinn, wou mer duerno decidieren, wat mer domadder maachen. Mee elo ...

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Ech wollt net zweemol opstoen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech verstinn, dass Der net zweemol wollt opstoen, dofir ass se elo gutt deposiert. Mee ech wollt awer och eng Klarifikation iwwert d'Reglement ginn. Et ass also eng separat Motioun, déi Der hei deposiert hutt. Mir kucken duerno, wéi mer domadder ëmginn.

Elo maache mer dem Här Hardy seng Motioun fäerdeg. An ech hunn elo e puer Wuertmeldungen: d'Madamm Tanson, den Här Clement an dann den Här Marc Baum, och an där Reiefolleg. Ech ginn der Madamm Tanson d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech nëmmen deem uschleissen, wat d'Paulette Lenert elo zum Schluss gesot huet. Ech hat effektiv an der Conférence des Présidents proposéiert, dass mer dat heite géingen an der Kommission diskutieren, well et hätt mech interesséiert ze wëssen, wat genau den Här Hardy mat senger Motioun erreche wëll.

Et gëtt jo zwou verschidde Saachen. Et kann een e ganz neit Gericht schafen. An do misste mer eis effektiv dann iwwerleeën, iwwer wéi e Wee mer dat géife maachen, well do gëtt et ganz vill Diskussionsdriften, wat eis Verfassung an deem Kontext nach erlaabt a wat net. Oder ob een eng nei Sektion um Tribunal administratif schaaft.

An do wëll ech awer drun erënneren – a mir hu vläicht heiansdo e kuerzt Gedächtnis –, dass dës Chamber am Juni 2023 e Gesetz gestëmmt huet, wou eelef nei Magistrate bäikommen um Verwaltungsgericht, verdeelt op véier Joer, a grad och, dass sollen nei Sektione geschafe ginn. An do steet och explizit nach eng Kéier am Rapport vun deem Projet de loi dran, dass et och drëms geet, eng Sektion ze schafen, déi sech da just ëm déi dote Prozedure sollt bekëmmern, soudass dat am Fong souwisou schonn – ech weess elo net, wat déi leschten Iwwerleeunge sinn an deene leschte Méint – ugeleiert gi war. Déi Demande vun Verwaltungsgericht ass net nei. Do gouf et och bei hinnen intern ëmmer ërem Diskussionsdoriwwer, well et gëtt natierlech „du pour et du contre“, wéi bei ville Saachen.

An ech denken, dass et egal wéi extrem wichtig ass – an duerfir gesinn ech et éischer um Verwaltungsgericht wéi als separat Gericht –, dass een och kann duerno den Dossier ërem changieren, dass een dat doten eng Zäitche mécht, sech wierklech kann dra spezialisieren, mee dass net eng Usure entsteet vun den Decisiounen, andeems ee joerzengelaang just där heiter Prozedure géif traitéieren, mat ganz gravéierende Fäll, déi een dann ëmmer ërem begéint. An duerfir sinn ech net en faveur vun där Motioun, wéi se vun der ADR proposéiert gëtt.

A wéi gesot, ech hätt am Fong léiwer gehat, mir hätte se kënnen zesummen nach eng Kéier diskutieren. Ech hunn elo der Madamm Lenert hir nach net gesinn, mee dat kléngt mer scho méi sympathesch.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Tanson Merci. Dann huet den Här Clement d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech géif gären ufänke mat engem Punkt iwwert d'Interpretation vum Règlement. Dir hutt elo grad gesot ...

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

Nee, et ass warscheinlech an Ärem Interêt, Madamm Bofferding.

(Interruptions)

Ech stelle mer nämlech d'Fro: Mir hunn elo zwou Motiounen, déi deen nämmelechte Sujet traitéieren. An den Artikel 87 vum Reglement seet, dat mer dann als Éischt mussen d'Prioritéit accordéieren, wéi eng Motiouner mer wëllen als Éischt behandelen, datt d'Chamber dat mécht an datt duerno, wann dann eng dovunner gestëmmt ass, déi aner automatesch caduc gëtt.

Elo verstoppen ech Iech net, datt ech grouss Sympathie fir der LSAP hir Motioun hätt, wa mer déi géifen als Éischt ofstëmme. Dat géif eis vläicht dann och en zweete Vott erspueren. Anescht, mengen ech, sinn d'Argumenter um Fong zu der Motioun vum Här Hardy extensiv elo duergeluecht ginn. Deene kann ech mech ralliéieren. An da wär et natierlech esou, datt een u sech do dergéint muss stëmme.

An hei elo nach eng Kéier den Debat méi spéit ze maachen, fannen ech dann och sännfräi. Dat heescht, et wär vläicht gutt, wa mer géifen als Éischt d'Prioritéit vun deene Motiounen heibannen traitéieren, wéi d'Reglement et virgesäit. Soubal mer d'Prioritéit accordéiert hunn, kënne mer zum Vott kommen an da wësse mer och, wéi eng Motioun vläicht gestëmmt gëtt.

Da vläicht just ganz kuerz nach ee Punkt. Mir haten iwwert déi Motioun hei an der Conférence des Présidents geschwat. Mir waren, mat enger Ausnam, alleguerten der Meenung, datt dat heiten e Sujet ass, deen u sech nach eng Kéier misst an der Kommissioun ugeschwat ginn, well et eebe vill méi wäit geet, wéi just ze soen: „Mir maachen eng nei Chamber“, oder: „Mir maachen eng nei Geriichtsbarkeit.“ Hei geet et jo och ëm all déi Aspekter, déi ënner anerem de President vum Verwaltungsgericht eis an der Kommissioun schon duergeluecht huet. An deementspriedend hätt ech mer gewünscht, datt een hei vläicht wierklech e konstruktiven Debat an enger Kommissioun hätt kënne féieren, amplaz datt mer elo hei an e binäre Jo/Nee-Choix an enger Plenière kommen, deen dann awer elo vläicht manner binär ass doduerch, datt d'LSAP eng Motioun deposéiert huet.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Majo, ech wëll elo net mam Här Clement iwwert d'Reglement diskutéieren. Ech stelle just fest, datt d'Motioun zu engem Zäitpunkt erakomm ass, wou mer amgaange waren, eng aner Motioun ze diskutéieren, an ech dofir net sécher sinn, datt dat, wat hien hei seet, tel quel am Reglement applikabel ass. Mee dat kënne mir awer ganz gär diskutéieren.

Mee ech géing elo gär hei d'Diskussioun emol iwwert déi hei Motioun fäerdeg maachen. A souwisou si Reglementsdiskussiounen ëmmer nëmme da gutt, wann een net méi weess, wouhin ee wëllt goen. An dat probéiere mer elo mol ze wëssen, fir datt mer wëssen, wouhi mer ginn.

(Interruption par M. Sven Clement)

Nee, nee, ech hunn net Iech gemengt. Ech hunn eis am Allgemenge gemengt, Här Clement.

Sou, elo ass dee leschten Deputéierten, deen d'Wuert gefrot huet, den Här Marc Baum. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech deelen d'ailleurs Är Interpretatioun vum Reglement. Dat féiert awer elo zu guer näischt. Ech mengen, mir sollen heidriwwer schwätzen.

Hei hu mer et mat enger Motioun ze dinn, déi erëm – et kann ee bal soen – „typesch ADR“ ass. Et hält een een Element, wat wouer ass: Et gëtt eng Lenteur judiciaire. D'Verwaltungsgericht brauch ëmmer méi

laang Zäit, fir Urteeler ze fällen. Doraus ergi sech dann, steet an de Consideranten, „Onsicherheit“ fir Leit – jo, effektiv an enger Affaire pendante ass een enger gewëssener Onsicherheit – „a Käschten“. Do si mer dann elo gewuer ginn, datt ADR-Affekoten anscheinend och d'Zäit facturéieren, wat mir nei ass. A souguer fir d'Entreprises ass d'Lenteur judiciaire e substantielle Standuertnodeel fir Lëtzebuerg ginn. An dat alles wéinst den Demandeur-d'asillen. Dat ass den Haaptproblem, firwat mer eng Lenteur judiciaire hunn. D'Wourecht ass eng aner, an dat wësse mer alleguer. An ech mengen och, datt d'ADR et a Wierklechkeet och weess.

Dat, wat do proposéiert gëtt, ass eppes, wouriwwer een awer am Fong diskutéiere kéint. Mir sinn och der Meenung, datt d'Léisung net doranner besteet, eng nei Geriichtsbarkeit ze schafen. Mir fannen awer d'Iddi interessant, déi och aus der Motioun vum der Madamm Lenert komm ass, fir ze kucken, innerhalb vum Verwaltungsgericht nach vläicht méi spezialiséiert Chamberen ze schafen, wou dat dann effektiv och kann traitéiert ginn.

An déi Beispiller, déi Der genannt hutt – ech hu mer e bëssen ugekuckt, wéi dat a Frankräich funktionéiert –, dat ka wierklech och interessant si fir déi Leit, déi an deem Fall sinn, also d'Demandeur-d'asillen, well an deem Fall muss nach eng Kéier en Entretien mam Demandeur gemaach ginn. Domadder kënne eventuell Mëssverständnisse gekläert ginn. An effektiv spezialiséiert Chamberen bedeit natierlech och, datt eng Spezialisatioun hëllef, fir eventuell Decisiounen och kënne besser ze fundéieren.

Dat ass, mengen ech, de Wee, deen ee beschreide kann, mee et léist awer net den Haaptproblem. An den Haaptproblem ass, datt mer net genuch Magistraten hunn, datt d'Plazen nach ëmmer oppe bleiwen. An ech menge virun allem, eng komplett nei Geriichtsbarkeit léist dee Problem am mannsten. Dat heescht, et ass am wéineg zilförendsten. Duerfir menge mir och, et soll ee géint déi Motioun vum der ADR stëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann hunn ech nach eng aner Wuertmeldung vum der Madamm Hartmann. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech relativ kuerz faassen. Ech proposéiere menger Fraktioun, dass mir déi Motioun vum der ADR net matdroen.

Ech mengen, et ass scho ganz vill gesot ginn. Mir hunn och an der viregter Regierung – ech kucken op déi fréier Justizministesch – scho ganz vill iwwert deen heite Sujet geschwat. An et sinn och schon eng ganz Rei Initiative geholl ginn, fir ze kucken, dass mer méi Magistrate kënne rekrutéieren. Dat ass e Wee, dee vun der neier Justizministesch och poursuivéiert gëtt: engersäits e Rekrutement vun neie Magistraten. Mir probéieren och ze kucken, wat een un de Prozedure ka maachen. Dat ass ganz, ganz wichteg. An dann d'Diskussioun ëm eventuell nei Chamberen. An et ass gutt, dass mer dat mat de Justizautoritéit maachen. Duerfir war och de President vum der Cour administrative an der Kommissioun an huet eis do eng Rei Elementer och mat op de Wee ginn.

An ech mengen och, et ass e bessere Wee, wa mer déi Diskussioun weider an der Kommissioun all zesumme féieren, well mir hunn awer hei queesch duerch d'Bänk, mengen ech, eng Meenung, déi net ganz wäit ausernegeet. Duerfir sollte mer dat zesumme kucken an och mat der Justizministesch diskutéieren, wéi mer hei e beschte Wee fannen, fir eis Justiz an hei dann och d'Verwaltungsgerichter ze

entlaaschten a fir de Justiciabel Solutiounen ze fannen, fir dass déi Prozeduren an hirem Sënn och kënne verkierzt ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Merci, Madamm Hartmann.

Dann ass d'Wuert fir d'Regierung. Madamm Justizministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Bon, als Éischt géif ech soen, datt et evidenteweis wichteg ass, datt d'Gerichter kënne effikass an de facon sereine schaffen. An et sinn haut eng Rei Problemer ugeschwat ginn. Déi Problemer sinn net nei. An d'Ursaachen dovunner sinn och villfältig. An och d'Léisungen, déi mer dozou musse bidden, si villfältig. Ech mengen, mir brauche méi Personal, méi Plaz an awer och méi Digitaliséierung.

Fir elo d'Verwaltungsgericht méi konkret unzschwätzen: Och do sinn eng ganz Rei Dossieren, déi méi laang brauchen. Et ass wouer, datt eng Rei Dossieren och en matière d'asile sinn, déi e groussen Deel vum Contentieux duerstellen.

Et ass awer esou, datt mer souwisou amgaange sinn, eng ganz Rei Reformen ze maachen, fir d'Justiz méi effikass ze maachen, an eis och am Moment beschäftege mat der Ëmsetzung vum Paquet Migratioun. An do hate mer och ganz konstruktiv Gespréicher mat de Juridiction-administrativen, zesummen och mam Inneminister, fir déi verschidde Pisten, déi mer dann an deem Kontext hunn, ze exploréieren. Déi ginn effektiv vun engem wierklech separate Gericht op där enger Säit bis zu enger Chambre spécialisée op där anerer Säit, wou et ëmmer, wéi gesot, Vir- an Nodeeler gëtt. Dat ass alles schonn erläutert ginn.

Et ass awer esou, datt dat fir mech, egal wat ee vu Pist zréckbehält, keng isoléiert Mesür ka sinn. Et muss een dat Gantz ëmmer am grouse Ganze kucken, well et huet och kee Wäert, en Tribunal ze schafen, wann een herno och kee Magistrat huet, deen op dat Tribunal wëll schaffe goen. An deem Sënn muss een dat, mengen ech, an engem méi globale Package kucken, notamment och d'Fro vum Rekrutement abordéieren.

Ech hunn Iech virum Summer och an der Chamberskommissioun e Projet presentéiert, fir d'Attachés-de-justice-Gesetz ze reforméieren, fir e bësse méi breet kënne ze rekrutéieren. Mir hunn hei zesummen, wéi gesot, zousätzlech Posten och geschaf, woubäi et awer effektiv esou ass, datt um Verwaltungsgericht vun deene 25 Posten aktuell der nëmme 19 besat sinn, soudatt mer scho musse kucken, datt mer et fäerdegbréngen, déi spezialiséiert Profiller, déi mer brauchen, fir déi Dossieren kënne ze traitéieren, och speziell sichen ze goen, a vläicht e bëssen op aner Weeër ginn.

Dir wësst, datt mer am Accord de coalition och stoen hunn, dass mer eng Filière parallèle wëllen aféieren, fir justement eebe méi spezialiséiert Profiller kënne sichen ze goen. An deem Sënn wäert ech och dem Regierungsrat nach relativ zäitno och e Package proposéieren, deen eebe déi ganz Consideratiounen mécht an net just d'Fro vum Gericht a wou déi Dossieren traitéiert ginn, mee de manière générale méi e largé Package wäert proposéieren, wou souwuel dann déi Fro vun der Kompositioun vun deem Gericht wéi och déi vun der Filière parallèle wäert gekläert sinn.

Dir gesitt also, datt mer un all deene Saachen, déi Der haut och erläutert hutt, amgaange si mat

schaffen. An deem Sënn brauche mer keng Motioun, Här Hardy, fir eis opzefuerderen, eis Aarbecht ze maachen. Mir schaffen dorunner. An ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer hei all am Interêt vum Justiciabel Léisungen op den Dësch bréngen, mee Léisungen, déi net eesäiteg sinn a simplistesch sinn.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Ministesch.

16. Ordre du jour (suite)

Elo musse mer just kucken, wéi mer virufueren. Also, ech géing Iech am Fong déi hei Proposition maachen: Wann ech Iech gutt nogelauschert hunn, solle mer vläicht iwwert déi heite Motioun, déi den Här Hardy proposéiert huet, de Vott maachen. Dann hunn ech verstanen, datt eng Proposition do ass, fir déi Motioun vun der Madamm Lenert an d'Kommissioun ze renvoyéieren, fir kënnen do au préalable eng Diskussioun ze féieren. Hunn ech d'Madamm Lenert richteg verstanen an d'Madamm Hartmann, déi dat selwecht proposéiert huet? Oder hunn ech dat falsch verstanen?

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Dat ass absolutt an eise Sënn, jo, fir et an d'Kommissioun ze verweisen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hat gemengt, Dir hätt et gesot. Dofir, ech hätt mer soss net erlaabt, et ze soen. Mee ech hat dat an Ärer Ried verstanen.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Ech hat dat och sou gesot, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien! Dat ass ganz léif vun Iech.

Soudatt ech géing proposéieren, mir géingen iwwert dem Här Hardy seng Motioun ofstëmmen an duerno kucken, ob mer d'Motioun vun der Madamm Lenert an d'Kommissioun géinge renvoyéieren, fir dann eng Diskussioun doriwwer ze féieren.

Kënnen mer domat averstane sinn?

(Assentiment)

17. Motion de M. Dan Hardy relative à la prise de mesures supplémentaires contre la lenteur judiciaire (suite)

Da stellen ech dem Här Hardy seng Motioun zur Ofstëmmung.

Vote sur la motion

Ech fänken d'Ofstëmmung un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 55 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun. Déi Motioun ass also ...

(Interruptions)

Also, nach eng Kéier: 5 Jo-Stëmmen, 55 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun. Wann ech eppes anescht gesot hat, entschëllegen ech mech. Mee dat ass, wat hei steet. Dës Motioun ass also mat 55 Nee-Stëmmen géint 5 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher (par M. Ricardo Marques), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering (par M. Fernand

Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

18. Motion de Mme Paulette Lenert relative à la création de chambres spécialisées au Tribunal administratif

An da géif ech d'Chamber froen, ob se d'accord wär, mat Handophiewen ze decidéieren, datt mer déi aner Motioun an d'Kommissioun renvoyéieren.

(Assentiment)

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien ass domat d'accord?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dat à l'unanimité decidéiert.

(La motion de Mme Paulette Lenert est renvoyée à la Commission de la Justice.)

Ech soen Iech Merci fir haut. Domat wärem mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.54 heures.)

44^e séance

Sommaire

- Ouverture de la séance publique** p. 40
M. Claude Wiseler, Président
- Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 40
M. Claude Wiseler, Président
- Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'espace Schengen et de la liberté de circulation** p. 40
Exposé : M. Yves Cruchten (intervention de M. Sven Clement) (dépôt de la motion 1)
Débat : Mme Stéphanie Weydert | M. Gusty Graas | M. Tom Weidig (interventions de M. Sven Clement et M. Fred Keup) | M. Meris Sehovic | M. Sven Clement | M. Marc Baum
Prises de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Fred Keup (parole après ministre) (intervention de M. Tom Weidig) | Mme Lydie Polfer (parole pour fait personnel) (intervention de M. Fred Keup)
Motion 1 : Mme Stéphanie Weydert | M. Tom Weidig | M. Meris Sehovic (interventions de M. Tom Weidig et M. Fred Keup) | M. Marc Baum (intervention de M. Tom Weidig) | M. Yves Cruchten (interventions de M. Georges Engel et M. Fred Keup)
Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
- Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la reconnaissance de l'État de Palestine** p. 47
Exposé : M. David Wagner (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Laurent Zeimet | M. Gusty Graas (dépôt de la motion 2) (interventions de M. David Wagner) | M. Yves Cruchten (interventions de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, et M. Marc Goergen) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (intervention de M. le Ministre Xavier Bettel) | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Mme Sam Tanson (parole pour fait personnel) | M. le Ministre Xavier Bettel (intervention de Mme Sam Tanson)
Motion 1 : M. David Wagner | M. Yves Cruchten | M. Laurent Zeimet | M. Gusty Graas (interventions de M. Marc Baum, M. David Wagner et M. Sven Clement) | M. Claude Wiseler, Président
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : M. Gusty Graas | M. David Wagner (interventions de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur) | M. Yves Cruchten | Mme Sam Tanson | M. Laurent Zeimet
Vote sur la motion 2 (adoptée)
- Résolution de M. Gusty Graas au sujet de la crise postélectorale au Venezuela suite aux présidentielles du 28 juillet 2024** p. 57

Exposé : M. Gusty Graas

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Laurent Zeimet | M. Yves Cruchten | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (interventions de M. Yves Cruchten et M. Mars Di Bartolomeo) | M. David Wagner | M. Gusty Graas | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Yves Cruchten | M. Gusty Graas | M. Yves Cruchten | M. Laurent Zeimet

Vote sur la résolution modifiée (adoptée)

6. Question élargie n° 23 de M. Gérard Schockmel relative à la participation du Luxembourg à la soumission européenne pour l'hébergement et l'opération d'un ordinateur quantique

p. 61

M. Gérard Schockmel | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Liz Braz (interventions de M. Fernand Etgen) | M. le Ministre Lex Delles (interventions de Mme Liz Braz) | M. Gérard Schockmel

7. Question élargie n° 27 de M. Georges Engel relative aux heures de fermeture obligatoires des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat

p. 62

M. Georges Engel

8. Dépôt d'une motion par M. Georges Engel

p. 63

Exposé : M. Georges Engel

9. Question élargie n°27 de M. Georges Engel relative aux heures de fermeture obligatoires des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat (suite)

p. 63

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

10. 8250 – Projet de loi concernant le comptage divisionnaire et la répartition des coûts de chaleur, de froid et d'eau chaude sanitaire

p. 64

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. Patrick Goldschmidt

Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8250 et dispense du second vote constitutionnel

11. 8242 – Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

p. 66

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen

Discussion générale : M. Emile Eicher | M. Yves Cruchten | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. David Wagner | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8242 et dispense du second vote constitutionnel

12. 8389 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition et le soutien logistique du matériel roulant pour les besoins de l'Armée luxembourgeoise

p. 67

Rapport de la Commission de la Défense : M. Guy Arendt

Discussion générale : M. Alex Donnersbach (intervention de M. Fred Keup) | Mme Liz Braz | M. Tom Weidig | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8389 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung matgedeelt kritt: An der Commission spéciale « Caritas » ersetzt den Här Charel Weiler den Här Laurent Zeimet.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'espace Schengen et de la liberté de circulation

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwer de Schenge-Raum an d'Bewegungsfräiheet, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezeit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalten. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minuten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit huet 5 Minuten,

d'Regierung huet duerno 15 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Gusty Graas, den Här Tom Weidig, den Här Meris Sehovic, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo den honorabelen Deputéierten Yves Cruchten als Verrieder vun der LSAP-Fraktioun. Här Cruchten.

Exposé

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass mer bei deem Sujet hei wéineg Differenze wäerten hunn an alleguerten op der selwechter Säit vun deem selwechte Buch sinn. Et geet haut an där Heure d'actualité ëm ee vun deene wichtigste Acquisen, den Accord Schengen.

D'Bewegungsfräiheet ass ee vun de gréissten an dofir och wichtigste Acquisen an der europäescher Integratioun. D'Europäer kënnen zanter net grad 40 Joer fräi an ongehënnert an eis Nopeschlänner reesen oder nach méi wäit. Mir sinn houfreg dorop, datt mir eis als EU-Bierger kënnen am Schenge-Raum fräi bewegen, sief et, fir Famill oder Frënn besichen ze goen, an d'Vereien ze fieren, akafen ze goen oder nach am Ausland op der Uni ze studéieren. Dat alles wier ouni Schengen net esou einfach méiglech.

Wann een dee ganze Schenge-Raum kuckt, da gëtt et 1,7 Milliounen Leit, déi an engem Land liewen an an engem anere Land schaffen. All Dag reese ronn 3,5 Milliounen Leit am Schenge-Raum. An dat ass enorm. Mir dierfen och net vergiessen, datt Schengen zentral ass fir den europäesche Bannemaart, den Handel an eis Wirtschaft. Grad mir Lëtzebuurger sinn eis däers ganz gutt bewosst. Et ass jo och keen Zoufall, datt dat Ofkommen, dat de Robert Goebbels deemools mat ausgehandelt huet, den Numm vun enger

Lëtzebuurger Gemeng dréit. Eisen Alldag hei zu Lëtzebuerg ass ouni Schenge carrement onvirstellbar.

An awer hunn ech, Här President, dës Aktualitéitsstonn ugefrot, well Schengen ass a Gefor. Mir fannen eis elo an der Situatioun erëm, dass zwee vun eis dräi Nopeschlänner fir en halleft Joer Kontrollen op eise Grenzen agefouert hunn. Wéi kann dat sinn? An dat Schlëmmst dobäi ass jo, datt dat hei bei Wäitem keen Eenzelfall ass. Wann een op déi lescht zéng Joer zrëckkucke geet, da stelle mer mat Bedauere fest, datt d'Memberstaaten ëmmer erëm Grenzkontrollen agefouert hunn. Do sprangen engem zwou Perioden besonnesch an d'Aen: eng Kéier 2015 an 2016, also déi Joren, wou aussergewéinlech vill Leit an Europa geflücht sinn, an dann nach d'Joren 2020 an 2021 mat der Covid-19-Pandemie.

Do kann ee jo nach soen, dat waren Ausnamesituatiounen, an der Rei. Déi Ausnamesituatiounen, besonnesch d'Pandemie, hunn awer och gewisen, wéi staark eise Bannemaart op Schengen ugewisen ass. Déi Europäesch Kommissioun huet virgerechent, et géing d'EU 18 Milliarden Euro alljoers kaschten, wa mir d'Grenzkontrollen iwwerall nees aféiere géingen. 18 Milliarden Euro! Mir dierfen op kee Fall zouloosen, datt Grenzkontrollen op eemol zur Norm ginn.

An awer: An deene leschte 10 Joer goufen iwwer 400-mol Kontrollen op Bannegrenzen agefouert. De Schengener Grenzkodex erméiglecht jo, an Ausnamesituatiounen Kontrollen anzeféieren. Dat ass awer nëmmen als allerlescht Mëttel anzusetzen an och souguer dann nëmmen esou vill wéi absolutt néideg. Eleng beim Chiffer 400 Grenzkontrollen an 10 Joer muss ee sech d'Fro stellen, ob do wierklech allkéiers d'Krittären, wéi se am Grenzkodex festgehale sinn, erfëllt waren. Ech woen et, a Fro ze stellen, datt all

Kéier eng seriö Gefor fir d'Allgemengheet bestanen huet.

2021 huet d'Kommissioun eng Reform vum Grenzkodex proposéiert, déi am Fréijoer vun dësem Joer gestëmmt gouf an och elo a Kraaft getrueden ass. Domat sollen d'Grenzkontrollen op maximal zwee Joer kënnen begrenzt ginn – ech mengen, do kann ee wierklech net méi vun enger „temporaire“ Grenzkontroll schwätzen – a vun enger Dauer vun 18 Méint uns muss d'Kommissioun en Avis zu dëse Grenzkontrollen ginn. Si kann dat awer och schonns éischer maachen, wa se dat fir néideg hält. Menges Wëssens ass dat nach ni de Fall gewiescht. Et wier awer un der Kommissioun, als Beschützerin vun den europäeschen Traitéen, ze iwwerpräiwen, ob déi Grenzkontrollen alleguer berechtigt sinn a waren.

Mat dem politesche Klima, dat mer déi lescht Jore kennen, muss ee sech froen: Wat stécht hannert all dëse Kontrollen? Wat ass de wierkleche Grund? Sinn et d'Hetz an d'Ängscht, déi Rietsextremisten, Rietspopulisten an Euroskeptiker an der Lescht verspreet hunn, Ängschte virun onsiichtbare Geforen, Ängscht viru Flüchtlingen, Erzielunge vu massive Flüchtlingwellen, déi dësen Discours matbestëmmen? An dee geféierlechen Discours, deen d'Leit spléckt – mir an déi aner –, genee deen Discours ass et, dee Regierungen dozou bruecht huet, d'Memberstaaten och nees mat physische Grenze vuneneen ze trennen.

D'Grenzkontrolle sinn hei e fataalt Signal. D'Sécherheet muss de Biergerinnen a Bierger déngen an net ëmgekéiert. Ofgesinn dovun, datt et eis Beweegungsfräiheet aschränkt, dass Stau entsteet an dass et einfach nëmme nervt, kascht dat Ganz jo och nach enorm vill Suen. Ech erënneren nach eng Kéier un déi 18 Milliarde vu virdrun. Do muss ee sech wierklech d'Fro stellen, wat dat Ganz iwwerhaapt bréngt.

Gëtt et iergend e gréisseren Notze vun deene Grenzkontrollen? Fir elo déi däitsch Grenzkontrollen ze huelen, well déi och scho méi laang en place sinn: D'Bundespolizeidirektioun seet, bis den 30. September wieren 41 – an der Kommissioun hate mer, mengen ech, vun 49 illegalen Areesen aus Lëtzebuerg geschwat – illegal Areese festgestallt ginn. An, haalt iech un, et gouf anscheinend och an zwee Fäll Cannabis séchergestallt. Mee dat war et.

Wann elo iergendwann e Bilan sollt gezu ginn déi aner Säit vun der Musel, dee feststellt, datt während de Grenzkontrolle manner Leit agewandert sinn, sou muss een zu deem Zäitpunkt awer wëssen, datt d'Migratiounszielungen insgesamt dëst Joer drastesch erofgaange sinn. Am Joer 2023 huet d'Frontex nach 31.600 illegal Grenziwwerschreidungen de Mount op den EU-Baussegrenze gezielt. An de leschten aacht Méint dëst Joer waren et der just nach 14.175 de Mount. Wann also manner Leit an d'EU erakommen, da kommen der och manner iwwert déi lëtzebuergesch-däitsch Grenz.

Eis Regierung huet zu Recht bei eisen Nopeschlänner intervenéiert a sech iwwert d'Grenzkontrolle beschwéiert. An et ass och gutt, datt op d'mannst probéiert gëtt, den Effekt vun deene Kontrollen usäite vun der däitscher Police sou niddreg wéi méiglech ze halen. Den Aus vun der däitscher Regierung bréngt och net grad méi Hoffnung op en Enn vun deene Kontrollen. Esou wéi d'Lag zu Berlin den Ament ausgesäit, muss mir dovun ausgoen, datt sech hei esou séier näischt änneren wäert, wann näischt geschitt a kee Mënsch intervenéiert.

Et kann awer net sinn, datt hei näischt geschitt. Mir kënnen net akzeptéieren, datt d'Acquise vu Schengen Affer gi vu securitären Discoursen, well Politiker mengen, si misste mat Ängscht an Emotiounen Politick

maachen, Ängscht, déi vun de Rietsextreme geschürt an opgebauscht ginn. Mir dierfen hei net einfach nokucken. Dofir muss mir eppes ënnerhuelen. An ech proposéieren zesumme mam Kolleg „Mehovic“ der Chamber ...

Plusieurs voix | Sehovic.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Sehovic, pardon!

(Hilarité)

Sehovic. Entschëlleg, Meris! Ech proposéieren zesumme mam Kolleg Meris Sehovic ... Sou wär et richtig gewiescht. Kënn Dir net Müller heesche wéi ...?

(Hilarité et coups de cloche de la présidence)

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, Här „Cyves Ruchten“.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mir proposéieren eng Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, bei der Presidentin vun der Europäescher Kommissioun ze intervenéieren, fir déi aktuell Grenzkontrollen ze präiwen a se op en Enn ze bréngen.

Här President, e Méindeg ass fir d'Feier vum 40. Joresdag vum Schengen-Accord dat anert Joer am Juni d'Schëff „Prinzessin Marie-Astrid“ a „Prinzessin Marie-Astrid Europa“ ëmgedeeft ginn. Et ass wichtig a méi wéi richtig, dass mir deen Anniversaire do feieren. Et kann een der Gemeng Schengen nëmme derfir gratuléieren, hei Plaz ze schaffe fir Ausstellungen, nieft dem Musée, an Informatiounen zum Schengen-Accord.

Wa mir awer nach weider Joresdeeg feiere wëllen, wa mer net wëllen, datt mer iergendwa geschwé just nach aleng feieren, da muss mir eis elo wieren, da muss mir elo derfir suergen, datt Schenge gelieft gëtt an net iergendwa just nach zu engem historreschen Detail an engem Musée verkëent.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– *que l'espace Schengen est la fondation de la liberté de circulation pour ses membres, permettant à 3,5 millions de personnes de franchir les frontières intérieures chaque jour ;*

– *l'importance de l'espace Schengen pour le marché intérieur européen et l'économie de l'Union européenne ;*

– *que, selon le code frontières Schengen, la réintroduction de contrôles aux frontières intérieures ne peut intervenir qu'en dernier ressort et pour une durée limitée déterminée ;*

– *que les contrôles instaurés par le Gouvernement allemand à partir du 16 septembre 2024 jusqu'au 15 mars 2025 et ceux instaurés par le Gouvernement français à partir du 1^{er} novembre 2024 jusqu'au 30 avril 2025 engendrent de graves perturbations dans la vie quotidienne des travailleurs transfrontaliers, des élèves et des étudiants, des voyageurs, des familles, du commerce, de l'économie et de la culture ;*

– *que des contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen ont été réintroduits plus de 400 fois depuis 2015, à l'aune des dispositions des articles 25 à 29 du code frontières Schengen, limitant ainsi la liberté de circulation au sein de l'espace Schengen ;*

– *que la Commission européenne n'a dans aucune de ces instances de contrôles temporaires fait usage de son droit d'émettre un avis formel,*

s'oppose fermement

– *à la réintroduction temporaire de contrôles aux frontières intérieures de l'Union européenne dans des conditions*

autres que celles stipulées dans le code frontières Schengen, étant donné qu'une telle réintroduction porte atteinte à la liberté de circulation des personnes, principe fondamental de l'Union européenne,

invite le Gouvernement

– *à engager des discussions sur la véracité des motifs, la pertinence et les lourdes conséquences des contrôles temporaires aux frontières intérieures auprès de la Présidente de la Commission européenne afin de protéger les acquis de Schengen et, le cas échéant, mettre fin à ces contrôles ;*

– *à étudier la possibilité de contester juridiquement la réintroduction des contrôles aux frontières intérieures ;*

– *à prendre l'initiative de fédérer une coalition d'États membres partageant ces mêmes idées et défendant l'espace Schengen ainsi que la liberté de circulation des personnes au sein de l'Union.*

(s.) Yves Cruchten, Marc Baum, Sven Clement, Meris Sehovic.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten.

An als éische Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert ageschriwwen. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, déi gréisste Successtory vun Europa steet aktuell um Spill: Schengen. Kee konnt de 14. Juni 1985 zu Schenge virausgesinn, wéi ee Succès deen Accord géing ginn, dee Lëtzebuerg zesumme mat Däitschland, der Belsch, Frankräich an Holland op der Marie-Astrid ënnerschriwwen huet. Zéng Joer méi spët gouf den Accord a siwe Länner an d'Realitéit ëmgesat an d'Persounkontrolle goufen op de Bannegrenze vum Schenge-Raum ofgeschaf. Donieft ginn als Géiegegewicht zur fräier Zirkulatioun innerhalb vum Schenge-Raum verstärkt Kontrollen op de Baussegrenze gemaach.

Méi wéi 420 Milliounen Mënsche kënnen duerch de Schengen-Accord fräi tëscht den 29 Memberlänner vum Schenge-Raum zirkuléieren, dat heescht, ouni eng Grenzkontroll innerhalb vun de Bannegrenze mussen ze passéieren. All Dag profitéieren 3,5 Milliounen Mënschen am ganze Schenge-Raum vun dësem Accord. Eleng hei zu Lëtzebuerg sinn et méi wéi 225.000 Frontalieren, déi all Dag aus eisen Nopeschlänner Däitschland, Frankräich a Belsch bei eis op Lëtzebuerg schaffe kommen. D'Frontalieren droe weesentlech zum Funktionement vun eisem Land bäi a mir sinn an alle Beräicher op déi Dausende Mënschen, déi all Dag iwwert d'Grenz schaffe kommen, ugewisen. Et ass wichtig, datt net onnéideg Hürden a Contrainde vun eisen Nopeschlänner geschaf ginn, wa si heichi schaffe kommen.

D'Afféiere vun der Grenzkontrolle bréngt net just Konsequenze fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg an och seng Betriber mat sech, mee et ass eng zousätzlech sozial Belaaschtung fir all déi, déi all Dag mussen am Stau stoen, fir vun hirem Doheem op d'Schaff ze fueren oder bei Kollegen ze fueren oder ze reesen. Dat ass net méi normal!

D'Gemeng Rouspert-Mompech, déi Gemeng, an där ech opgewuess sinn an och haut nach wunnen, ass eng Grenzgemeng zu Däitschland. Dës Grenz gëtt et fir mech a meng däitsch Frënn awer eigentlech just nach um Pabeier, well ech engersäits zu där Generatioun gehéieren, déi mat oppene Bannegrenzen opgewuess ass, an anerersäits vill grenziwwerschreitend Projeten an eng enk Zesummenaarbecht eis matenee verbannen. Un der Sauer gradewéi un der Musel liewe mir Europa an och Schengen all Dag.

Ëm déi Frëndschaft, dat Zesummeliewen, dat Zesummeschaffen, déi déif an eiser DNA verwuerzelt sinn, beneiden eis ganz vill Leit, an dat dierfe mer eis net huele loossen. An deene leschten zéng Joer goufen eis Schengener Fräiheeten awer scho méi wéi eng Kéier op d'Spill gesat an och méi wéi eng Kéier ageschränkt.

2015 hat Däitschland Grenzkontrollen am Kontext vun de Migratiounswellen aus dem Oste wéinst dem Konflikt a Syrien agefouert. Dat war du jamais-vu. An de fréiere Buergermeeschter vu Schengen, de Ben Homan, huet an deem Kontext Ufank 2016 op der US-Téleeschäine CNN géint d'Opweechung vum Schengen-Accord plädéiert.

2020 sinn eis däitsch Noperen nach méi wäit gaangen a Berlin huet einfach emol decidéiert, d'Grenze komplett zouzemaachen, an dat wéinst engem onsiichtbare Virus. Ech mengen, mir kënnen eis all nach un de Covid erënneren.

An elo, 2024, gëtt et alt nees Grenzkontrolle mat Däitschland, awer och mat Frankräich, an dat nees wéint Migratiounsursaachen. De Kolleg Yves Cruchten hat et scho gesot: De Schengener Grenzkodex erméiglecht et de Memberstaate wuel, an aussergewöhnlechen Émstänn Kontrollen ze maachen oder am Fall vun enger eeschthafter Menace. Mee wat sinn esou Émstänn? Migratiouns- a Flüchtlingwellen, well d'Ménsche vun doheem fort mussen, well do Krich ass? En onsiichtbare Virus? Ech denken, dat déi virgenannten Émstänn eigentlech just Virwänn si fir d'Rëmaféiere vu Grenzkontrollen un de Bannegrenzen an dësem dem Esprit vum Schengener Grenzkodex net entsprechen.

Grenzkontrollen dierfen an aussergewöhnleche Situationen a just als allerleschte Moyen ugewennt ginn a mussen de Proportionalitéitsprinzip respektéieren. Dat schéngt mir am Moment net méi de Fall ze sinn. Schänksaachen, fir Grenzkontrollen an eenzelne Länner nees anzeféieren, ginn ëmmer méi heefeg ugefouert. De Migratiounsproblem léise mer awer net duerch individuell Grenzkontrollen am Banneraum vu Schengen, mee duerch eng gemeinsam EU-Politik. Dëst zum Beispill mat engem bessere Schutz vun de Baussegrenzen an engem besseren, méi kohärenten a méi strikten Anhale vun de gemeinsame Reegelen.

Ech maachen op dëser Plaz en Appell un d'Regierung, sech weiderhin op EU-Niveau fir oppe Bannegrenzen a verstärkte Baussegrenzen anzesetzen. Eise Premier, den Ausseminister, den Inneminister souwéi och de Wirtschaftsminister hunn all scho Gespréicher mat hiren auslänneschen Homologe gefouert, wat mir als CSV ausdrécklech begrëssen an och ënnerstëtzen.

Den Dialog mat deenen anere Länner gradewéi anere Membere vum Schenge-Raum ass a bleift och an Zukunft wichtig. Nëmmen zesumme kënnen mir déi richteg Léisungen am Sënn vun eise Fräiheeten ausschaffen. D'Kommissioun von der Leyen 2, déi jo an den nächste Wochen hoffentlech hiert Amt untrëtt, muss de Schenge-Raum och méi staark verdeedegen an op d'Anhale vun de Reegele pochen.

D'nächst Joer feiere mer 40 Joer Accord de Schengen a mir wëllen, dass dës Successstory e Fest vun den oppene Bannegrenze bleift an net bis dohin zum Commemoratiounsdag mutéiert!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci Madamm Weydert. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. De 14. Juni 1985 war ouni Zweifel e ganz historeschen Dag. Fénnef Länner, dorënner Lëtzebuerg, hunn deemools op der Marie-Astrid zu Schengen decidéiert, d'Grenzkontrollen ofzeschaffen. Dat ass jo dunn 1995 a Kraaft getrueden. Haut sinn 23 (veuillez lire: 25) vu 27 EU-Memberstaate Member vun dem Schengen-Ofkommes, 400 Milliounen Leit profitéieren dovun. An et muss een ouni Zweifel och ënnersträichen, dat dat haut ee vun deene gréisste Piliere vun der Europäescher Unioun ass.

Datt mer eis kënnen als Persounen fräi duerch quasi ganz Europa deplacéieren, ouni mussen eis Identitéit virzeweisen, dat ass eng Errongenschaft, déi historesche Charakter huet. Duerfir ass et ëmsou méi ze bedauern, wann dat haut u sech e bësselche méi a Fro gestallt gëtt.

Ech ka mech selwer nach erënneren, dat ass natierlech elo gutt 50, 55 Joer hier – d'Madamm Weydert huet dat net erlieft, si ass jo vill méi jonk, dat gesäit ee jo och –, ...

(Hilarité)

... dat een dann esou sonnes mëttes op Réimech gefuer ass, well ee wollt op Nenneg nëmmen eng Taass Kaffi drénke goen. Da stoung ee mindestens eng hallef Stonn op der Grenz. A wann een zréckkomm ass, da stoung een eng Stonn op der Grenz, well da krut een och nach d'Mall duerchsicht.

All dat huet dunn der Vergaangenheet ugehéiert. An dowéinst solle mer eis ëmmer erëm bewosst sinn, wat mer do am Fong geholl erreecht hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu scho bei der Covidkris gemierkt, wéi nefaste Grenzkontrolle kënnen sinn. Ech ka mech nach gutt erënneren, wéi mer Debaten doiwwer an dem Cercle gefouert hunn, wéi mer eis am Fong geholl als Lëtzebuerg onwuel gefillt hunn, wéi erëm Grenzkontrollen agefouert gi si respektiv d'Grenze praktesch zougesat gi sinn.

Wann, wéi gesot, de Schengen-Ofkommes elo géif zerbréckelen – an et huet een heiansdo e bëssen d'Gefill, dat ass amgaangen ze entstoen –, wär dat ouni Zweifel eng Katastroph fir d'Europäesch Unioun. Och wann déi Kontrollen elo op sechs Méint limitéiert sinn, esou huet een dach awer heiansdo e bëssen d'Gefill, wéi wann Eenzeler mengen, si kéinten dat och nach verlängeren.

Et muss ee Verständnis derfir opbréngen, dass Länner wéi Frankräich oder Däitschland kuerzfristeg déi Grenzkontrollen agefouert hunn, engersäits fir d'Olympesch Spiller, anerersäits och fir d'Europameeschterschaft. Jo, do war am Fong geholl d'Gefor vun enger terroristescher Attack ginn, an datt do déi Kontrollen agefouert gi sinn, dat war nozevollzéien.

Haut gëtt et dann e bësselche sou duergestallt, wéi wann den Drogenträffick misst méi kontrolléiert ginn. Mee loosst eis éierlech sinn, mir wëssen, wat u sech awer e bëssen d'Haaptursaach ass, firwat déi Grenzkontrollen erëm agefouert ginn: Dat ass d'Migratiounsproblematik. An do muss ee ganz éierlech hei ënnersträichen, et spiert een einfach en Drock och a ville Länner, dat déi ganz Migratiounsproblematik u sech awer anescht muss geréiert ginn. Mir mierken et och un de Resultater bei politeschen Decisiounen, bei Walen, déi an deene leschte Méint a Woche stattfonnt hunn, an Éisträich, Däitschland, Holland, Frankräich an esou weider. Den Toun jiddefalls huet do ouni Zweifel geännert.

Awer et muss een och hei ënnersträichen, dat Frontex zum Beispill seet, dat am Fong geholl d'Areese vun illegale Migranten op de Baussegrenzen

zréckgaange sinn. An duerfir muss een dat also e bësselche relativéieren, wann dat hei ëmmer erëm als Ursaach duergestallt gëtt, fir musse verstärkt Grenzkontrollen anzeféieren. Well fir illegal Migratioun ze bekämpfen, gëtt et mat Sécherheet och nach aner Moyenen.

Fir Lëtzebuerg ass dat doten natierlech ganz onglécklech. Zum Deel kann et eis Economie och ganz schwéier belaauchten. Ech wëll drun erënneren, dat eng ronn 220.000, 230.000 Grenzgänger all Dag aus eisen dräi Nopeschlänner op Lëtzebuerg kommen. Wann déi Grenzkontrollen natierlech elo nach sollen intensivéiert ginn, kann dat sech och nodeelhaft op de Fonctionnement vun eiser Economie auswirken. An dowéinst ass et wichteg, dat mer de Moment déi diplomatesch Kanäl notzen, fir am Fong mat eisen Nopeschlänner en Accord ze fannen, fir datt dat awer op eng anstännege Aart a Weis gereegelt gëtt.

An dowéinst wëll ech och eise Verrieder aus der Regierung Merci soen – an et sinn der jo zwee de Mëtten hei, den Här Ausseminister an den Här Inneminister –, déi awer vun hire Moyene bis elo Gebrauch gemaach hunn, fir datt déi Grenzkontrollen awer sollen op eng Manéier geschéien, dat se am Fong geholl net ze vill nodeelhaft sinn a Problemer mat sech bréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei schwätzt sech hei ganz kloer géint Grenzkontrollen aus. Mir sti ganz kloer hannert dem Schengener Ofkommes. Mir mussen oppassen, dat mer net an d'Logik vun den Nationalstaaten zréckfale. Domadder géifen nämlech och gewëssen EU-Reegelen erodéiert ginn, an dat wier nefaste, dat wier fatal!

Et ass elo de Moment, wou mer musse ganz kloer zu dem Schengener Ofkommes stoen, wou mer ganz kloer musse soen: Jo, gewëssen Exceptiounen kënnen autoriséiert ginn, mee dat awer nëmmen a ganz begrenzte Fäll!

Dowéinst si mer éischer der Meenung, dat eeben um Niveau vun de Baussegrenze vun der Europäescher Unioun musse verstärkt Efforte gemaach ginn – an ech denken do an éischer Linn u Frontex –, dat eeben do kënnen ganz korrekt, ganz seriö Kontrolle gemaach ginn. Dat ass u sech d'Léisung, an net, dat mer innerhalb vun der Europäescher Unioun erëm ufänken, sogenannte Grenzpeil opzerrichten. Dat wier jiddefalls ganz kloer net de Wee, dee mer fir d'Zukunft vun Europa brauchen. Just am Contraire!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, ech war schonn iwwerrascht, dat et grad d'LSAP ass, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Si soen, dat déi Grenzkontrollen e grouse Problem sinn. Jo, et ass e Problem fir Lëtzebuerg. Mee wien ass schlussendlech mat responsabel, dat déi aner Länner nees Grenzkontrollen aféieren? D'LSAP.

(Hilarité et interruption)

Virun allem dem Jang Asselborn seng Asyl- a Migratiounspolitik, ...

(Exclamations)

... mee och seng onfair an oberflächlech Attacke géint aner Länner, déi de Schenge-Raum an d'Baussegrenze wollte schützen. An natierlech déi gréng an d'DP, déi begehert dës Politik vum Här Asselborn

jorelaang matgedroen hunn. Dës Politick huet systematesch iwwer Joren déi grouss Erfolleger vum Schengen-Accord ënnergruewen.

D'Iddi vum Schenge-Raum ass eng gutt Iddi, zemoos fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, mee och fir d'Grenzregioune vu grouss Länner, esou wéi eis Groussregioun. Mee fir datt Schenge fonctionéiert, brauche mir zwou Saachen: Éischtens mussen d'Baussegrenze geschützt ginn, fir datt intern Kontrollen ewechfale kënnen; zweetens muss d'international agéierend Kriminalitéit bekämpft ginn. An, nach méi wichteg, virun allem brauchen d'Länner d'Vetrauen, datt de Schenge-Raum och fonctionéiert. Däitschland, Frankräich, d'Belsch, Holland, Polen, Finnland, Schweden, Slowenien, all dës Länner hunn dat Vertraue verluer an hunn nees Grenzkontrollen.

Mir als ADR verstinn, firwat Länner nees ufänken ze kontrolléieren. Si reagéieren op reell Problemer. Si ignoréieren a verstoppe se net, mee si maachen eppes dergéint. Duerfir solle mir se net verurteilen, mee endlech Realpolitick an eiser Asyl- a Migratiounspolitik maachen. Fir d'ADR ass de beschte Grenzschutz fir Schengen net onbedéngt eng dräi Meeter héich Mauer ëm Europa. Jo, Grenzschutz ass wichteg, mee virun allem muss een och Ureizer fir d'Leit reduzéieren, illegal ze kommen.

Säit Jore beloune mir Leit, déi decidéiert hunn, x Grenzen illegal ouni Geneemegung ze iwwerqueeren, fir sech dat beschtent Asylland fir sech selwer erauszesechen. Et gëtt e Recht op Asyl – an do sti mir derhannert als ADR – am éischte sécheren Drëttland, mee et gëtt kee Recht, sech säin Asylland erauszesechen. Mir sollten als Land deene Mënschen hëllef, déi decidéiert hunn, am éischte sécheren Drëttland Asyl ze froen, och fir sech an hire Kanner eng geféierlech Rees ze erspueren.

Une voix | Ganz gutt!

M. Tom Weidig (ADR) | Mir brauche méi materiell Zouwendungen un Asylbewerber, am plaz hinnen einfach Suen ze iwwerweisen; beschleunegt a vereinfacht Asylverfahren, och duerch d'Schafung vun engem spezialiséierte Geriicht, wéi den Dan Hardy dat och proposéiert huet; schnell an effektiv Réckféierungen an hiert Land. Den neien EU-Pakt ass och e Schrëtt an déi richteg Richtung, mee als Land kann een och vill méi maachen. Politiker, déi eng Open-Border-Politik gemaach hunn, ginn ofgewielt, wéi a Schweden an an Holland. An Dänemark maachen d'Sozialiste scho säit laangem Realpolitick.

Ech hunn dat am Oktober virun Deputéierten aus allen europäesche Länner gesot a vill Zoustëmmung kritt. Ech stelle fest, datt mir als ADR an der politescher Mëtt an Europa sinn.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

(Hilarité et interruptions)

Ganz genau! Ganz genau! Voilà!

M. Sven Clement (Piraten) | E gleeft et selwer net!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fred Keup (ADR) | An d'LSAP ass isoléiert!

M. Tom Weidig (ADR) | Ech stelle fest, datt mir als ADR an der politescher Mëtt an Europa sinn.

M. Sven Clement (Piraten) | Dir gleeft et dach selwer net!

M. Tom Weidig (ADR) | Mee Schenge gëtt och ënnergruewen aus mangelndem Wëllen, international agéierend Kriminalitéit effektiv ze bekämpfen. Duerfir gëtt et och nees Grenzkontrollen, seet d'EU.

(Interruptions)

Den Här Minister Gloden huet gesot: „Ich will mich von den Aussagen ...“

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. Tom Weidig (ADR) | Kann ech, wannechgelift?

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, fuert weider.

M. Tom Weidig (ADR) | „Ich will mich von den Aussagen zu einer anscheinenden Häufigkeit einer sogenannten ‚Migrantenkriminalität‘ der ADR distanzieren.“ Domat distanzéiert den Här Minister sech vun der Realitéit an och vun eiser Responsabilitéit, am Schenge-Raum d'Kriminalitéit effektiv ze bekämpfen. Et brauch een nëmmen an eis Prisionen ze kucken, fir ze gesinn, datt et e reelle Problem gëtt. An dee kënn weeder vun de Lëtzebuurger nach vun den Ausländer, déi hei zu Lëtzebuerg eng Aarbecht hunn.

Däitschland, Frankräich, Italien, Schweden, Holland an Dänemark: Si all erhiewen a verëffentleche Statistiken zu Strofdoten no Nationalitéit, Asylstatus a Residenzstatus. Firwat? Well se wëssen, datt een e Problem nëmme léise kann, wann een de Problem erkennt an uschwätzt. Och hei si mir mat eiser Forderung als ADR an der politescher Mëtt an Europa.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

(Interruptions)

M. Tom Weidig (ADR) | D'Roll vun engem Minister ass et, d'Problemer ze erkennen an ze nennen an net ze verstoppen. Den Här Minister schwächt domat Schengen. Kuckt Iech un, wat d'Ausland mécht, an erkennt déi nei politesch Realitéiten an Europa an och an den USA un! Mir musse Realpolitick maachen an da kënn d'Vetrauen an de Schenge-Raum nees zréck, well Lëtzebuerg brauch de Schenge-Raum.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meris Sehovic. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci fir d'éischt dem Kolleeg Yves Cruchten fir d'Mise à l'ordre du jour. Schengen huet eng essentiel Bedeutung fir eist Land a gëtt mëttlerweil ëmmer méi oppen a Fro gestallt. Dat hu mer de Mëtte schon héieren. Mir mussen dofir och als Chamber kloer a ferm Stellung bezéien. An dofir begrëisse mir déi Debatt haut. Wann den Acquis vu Schengen a Fro gestallt gëtt, dann huet dat konkret Konsequenzen, och fir eis Economie, fir eis Gesellschaft a fir eise Wuelstand.

Am Moment, dat ass ugeklongen, hunn aacht Länner an Europa, dorënner och neierdängs eis Noperen aus Däitschland an aus Frankräich, Grenzkontrollen agefouert, offiziell aus Grënn vun der Migratiounskontroll a vun der bannenzeger Sécherheet. D'Zuelen an d'Fakte schwätzen awer eng ganz kloer Sprooch, wat d'Effikasitéit vun deene Mesüeren ueget.

D'Vertreider vun der Lëtzebuurger Police hunn eis an der Kommissioun matgedeelt, dass bis elo 49 Persounen vun der däitscher Grenz zréckgewise gi sinn. Dat kléngt net no grousser Migratiounsbewegungen, also ass de Krittär, eiser Meenung no, de Krittär aus dem Schenge-Kodex, deen esou Kontrolle géif legitiméieren, hei op der däitsch-lëtzebuergescher Grenz an och op der franséisch-lëtzebuergescher Grenz ganz sécher net erfëllt.

Och soss Erfolleger, déi versprach ginn oder déi ee sech dovunner kéint erhoffen, an der Bekämpfung vun der Kriminalitéit zum Beispill, an der Bekämpfung vum Mënschenhandel oder vum Drogentrafick, esou

Erfolleger bleiwe komplett aus. Gläichzäitig schellen d'Alarmklacke bei den däitsche Policegewerkschaften, well se deen Opwand net méi gestëmmt kréien a well wichteg Ressourcë fir inutiles symbolesch Mesüre gebonne ginn, déi an aneren enorm wichtige Beräicher feelen.

Och de wirtschaftlechen Impakt vun deene Grenzkontrollen ass immens. Schätzungen no kéinten d'gesamtwirtschaftlech Käschte vun enger méi systematescher Aféierung vu Grenzkontrollen am Schenge-Raum an der Europäescher Unioun bis zu 0,65 % vum BIP, also iwwer 100 Milliarden Euro, bedroen. 56 Milliounen Aarbechtsplazen hänken direkt vum gudden Fonctionnement vun eise Bannemarché of, vum fräie Floss vun de Wueren a vun den Déngschtleeschungen. Déi komplex a vernetzt Produktiouns- a Liwwerketten an Europa sinn op oppe Grenzen ugewise. Ouni oppe Grenzen, Här Weidig, keng Just-in-Time-Delivery, keng Planungssécherheet fir d'Entreprises, méi Transportkäschten, méi Logistikkäschten, méi Onsécherheet.

Zu Lëtzebuerg, an eiser klenger oppener Economie, si mir vun den Auswierkunge vu Grenzkontrollen natierlech besonnesch staark betraff. An erlaabt mer vläicht, e konkret Beispill ze nennen, dat, mengen ech, och an der Aktualitéit wichteg ass. Et sinn nämlech besonnesch eis Kleng- an eis Mëttelbetriber, déi vun deene Grenzkontrollen am stärkste betraff sinn. Ech war mer gëschter d'Zuelen ukucke vum Artisanat zu Lëtzebuerg. D'Chambre des Métiers zielt zum Beispill 71.000 Beschäftegter am Secteur vun der Construction. Vun deenen 71.000 kommen der 40.000 aus der Grenzregioun, also méi wéi d'Hallschent, 21.000 aus Frankräich, 11.000 Employéen aus Däitschland.

Eise Gesondheets- a Flegesecteur ass natierlech och staark op oppe Grenzen ugewise. Dat wësse mer spéitstens säit der Pandemie. Dorop, mengen ech, muss ech net am Detail nach weider agoen.

An der Suite vun der Situatioun op de Grenze während der Pandemie ass de Schengener Grenzkodex jo och eréischt rezent reforméiert ginn. Säit Juli 2024 gëllen nei, méi kloer Reegele fir d'Aféierung vu Bannengrenzkontrollen. Sécherheetsmesüre sollen nëmmen an aussergewöhnleche Situatiounen, temporär an no kloeren, predefiniéierte Konditiounen stattfannen.

An der aktueller Situatioun, dat ass eis Aschätzung, eis Meenung, ass keng vun deene Konditiounen och nëmmen annähernd erfëllt. Mir stellen dowéinst – an dat wëll ech och op dëser Plaz ausdrécklech soen, an ech hoffen, dass d'Chamber sech hannert deem Avis och ralliiere kann – ausdrécklech d'Legalitéit vun deene Mesüeren op der däitsch-lëtzebuergescher an och op der franséisch-lëtzebuergescher Grenz a Fro.

An d'Regierung muss sech déi Fro och stellen, ob d'Legalitéit vun deene Mesüeren iwwerhaupt ginn ass. Mir erwaarden hei eng kloer a kritesch Aschätzung vun der Regierung an, wann néideg, och juristescht Schrëtt. Dozu hunn ech vun der Regierung bis elo leider nach net genuch héieren. Do hoffen ech haut op méi kloer Aussoen.

Déi rezent politesch Onstabilitéit an Europa an d'Challengen op globalem Niveau setzen eisen europäeschen Acquis ëmmer méi ënner Drock. Schengen ass ee vun de wichtegste Piliere vun eiser Unioun. Als Europäerinnen an Europäer muss mir dës Errongeschafte verdeedege fir eis Fräiheet an eis Zukunft, fir eist Zesummeliewen an eis Economie.

An deem Sënn – ech muss mech méi kuerz faassen –, hu mer jo och zesumme mam Kolleeg Yves Cruchten eng Motioun eragereecht mat e puer konkrete Proposen un d'Regierung, wat een elo maache kéint, wat een elo eiser Meenung no maache misst. An ech hoffen op Är Ënnerstëtzung fir déi dote Motioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Deen nächste Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Schenge-Raum ass e grouse Gewënn fir Europa gewiescht. Et konnt – konnt! – een einfach iwwer eng Grenz an en Nopeschland oder doriwwer eraus fueren, ouni datt een ugehale gouf oder kontrolléiert gouf. Ech mengen, et gouf virdu schonn e puer Temoignagé vun Deputéiertkolleegen, déi dat nach selwer erlieft hunn. Ech hunn u sech hei d'Gléck an de Luxus vun der spéider Gebuert, soudatt ech direkt konnt vun deem Luxus profitéieren.

Grad fir esou e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass et nämlech e grouse Luxus, vun deem mir Lëtzebuerginnen a Lëtzebuergere ganz gare profitéieren, sief et, fir an eis Nopeschlänner akafen ze goen, Frënn oder Famill ze besichen, en Ausfluch mat der Famill an e Park oder Änlechtes ze maachen oder generell fir mat der Famill an d'Vakanz ze fueren.

Ech hunn a mengem éischte Saz dann och express d'Vergaangenheitsform genotzt, well dee „Luxus“ – ënner Uféierungszeechen –, wéi ech et genannt hunn, gëtt et zënter e puer Méint an eisem Nopeschland Däitschland net méi am vollen Ëmfang. Do gëtt zanter Méint op de Grenzen nees kontrolléiert. Ufanga goufe grouss Zuelen u versichten illegalen Areesen am Kader vun der Europameeschterschaft am Fussball gemellt. Mee ob dës Zuelen, a besonnesch déi rezentsten, esou belaauschbar sinn, dat ass eng aner Fro. Mir haten an der Kommissioun d'Chance, mat dem Minister fir bannenzeg Sécherheet hei en Echange ze hunn. An déi Zuele waren do awer ferm relativéiert ginn, zumindest wat d'Lëtzebuergesch Grenzen ugeet.

An der Lescht sinn dacks Froen eeben zu der Richtegkeet vun deenen Zuelen opgeworf ginn an och iwwert d'Sënnhaftegkeet vun de Kontrollen. Déi goufe kritesch kommentéiert a virun allem debattéiert. An elo? An deem Kontext zitt mat Frankräich e weidert Nopeschland vun eis no. Certes, eng aner Form vu Grenzkontrollen, op anere Plazen, méi flexibel, mee u sech genau dat nämmlecht.

A wat mech am Kontext vun deene Grenzkontrolle besonnesch traureg mécht, ass den Hannergrond. Datt een am Kader vu groussen Evenementer wéi enger Fussball-Europameeschterschaft méi streng kontrolléiert, fir fir déi néideg Sécherheet vun eis all ze suergen, dat ass nach ze verstoen. Mir liewe leider an enger Welt, an där et ëmmer nees zu terroristeschen Attentater kënn. A wéi een dogéint virgoe misst an dat un der Wuerzel pake misst, doriwwer bräichte mer net nëmmen eng Heure d'actualité, dofir bräichte mer eng ganz Interpellatioun no engem Modell, dee sech heibanne warscheinlech selwer kee méi wéilt undoen.

Mee ausserhalb vun dese grouse Manifestatioune gi Grenzkontrolle genotzt, fir de Leit d'Gefill ze ginn, et géif eppes – eppes Ominéises! – géint eng iwwermächtig illegal Immigratioun gemaach ginn. Well vill Leit an eiser Gesellschaft gesinn d'Immigratioun mëttlerweil als eppes Negatives un. Si fille sech vun – ënner Uféierungszeechen – „frieme Leit“ mat enger anerer Relioun, eng anerer Hierkonft, eng anerer Hautfaarf, an hirer Existenz bedrot. Riets Politikerinnen a Politiker – meeschtens Politiker – a Parteien notzen dat, fir géint Migrante massiv Stëmmung ze maachen an domat Walen ze gewinnen. Rezentst Beispill an den USA: den Donald Trump.

A jo, et gëtt a ville Länner Problemer duerch grouss Zuele vu Migranten. Dat soll een net verstoppen. Mee riets a rietsorientéiert Parteien notzen dës negativ Gefiller a streeë mat de Grenzkontrollen de Leit Sand

an d'Aen. Duerch d'Grenzkontrolle géife manner Migranten an dat eegent Land kommen an et géif een déi eege Bevëlkerung schützen virun enger Bedroung aus dem Ausland. Mee dat stëmmt esou net! Duerch Grenzkontrolle gëtt d'illegal Migratioun noweislech net ënnerbonnen.

Mir hunn hei an Europa e gesetzleche Kader, mat deem d'Asylrecht an och d'Migratioun gereegelt sinn. An do ass de Problem, well dee rechtliche Kader fonctionéiert ganz heefeg net, eeben och, well mir als nördlech europäesch Länner ganz heefeg eis südlech Partner aleng gelooss hunn. An hei ass also de Problem.

Natierlech gëtt et Leit, déi géint dës Reegele verstoussen, mee mat Grenzkontrolle gi Krimineller, egal wéi enger Aart, sécher net opgehale. Si siche sech en anere Wee, ëmfueren d'Grenzkontrollen, virun allem wa gutt dokumentéiert ass, wou se stinn. Wien also gestéiert gëtt vun deene Grenzkontrollen, majo, dat sinn déi éierlech Biergerinnen a Bierger, déi all Dag fir Loun a Brout op Lëtzebuerg schaffe kommen an owes erëm heemfueren.

Duerch e bessere gesetzleche Kader, verbessert an och besser a méi séier Asylprozedure kéint een dogéint vill méi errechen, fir d'Migratioun, och eng illegal Migratioun, ze reegelen. Dat wär e grousst a wichtegt Puzzlestück, fir tatsächlech laangfristeg e grouse gemeinsamen europäesche Problem mat alle Länner zu engem groussen Deel ze léisen. Mee dofir heescht et zesummeschaffen, amplaz datt jidderee säin Horizont just nach bis bei seng eege Grenze goe léisst!

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dann als leschten ageschriwwene Riedner ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et ass effektiv besuergniserreegend, wat sech un eise Grenze grad ofspilt. An et sinn net iergendwellech imaginéiert Immigratiounswellen, déi op eis duerkommen, déi déi Aart a Weis, wéi mer bis elo gewinnt sinn ze liewen, a Fro stellen. Mee et si justement d'Grenzkontrollen, déi dat maachen. An dofir soen ech de Kolleeg vum der LSAP och Merci, datt se dës Heure d'actualité ugefrot hunn.

Jo, natierlech ass et nerverg fir déi betraffe Leit, virun allem d'Frontalieren, déi elo un der Grenz fir an Däitschland nach eng Kéier zousätzlech mussen am Stau stoen. Mee déi Problematik hei geet an hirer Gravitéit wäit doriwwer eraus. A meng Virriedner, zumindest Verschiddener vun hinnen, sinn och schonn dorop agaangen.

Lëtzebuerg ass warscheinlech dat Land an Europa, dat am meeschte vu Schengen ofhängeg ass. Eis ganz Wirtschaft ass op de fräie Persounen- a Wuerverkéier ausgeriicht. A wat geschéie kann, wann op eemol d'Grenzen zouginn, hu mer während der Covidpandemie erlieft.

Iwwer 200.000 Leit aus eise Grenzregioune kommen all Dag op Lëtzebuerg schaffen a kreéieren de Räichtum vun eisem Land. Wann d'Grenzkontrollen iere géife Schoul maachen, wann an der EU elo op eemol de Schengen-Acquis oppen a Fro géif gestallt ginn, da géife bei eis ganz séier d'Luuchten ausgoen. An deementspriedend seriö mussen mir déi Problematik och huelen.

An ech gleewen och, datt d'Regierung sech däers bewusst ass. Mir erwaarden eis awer – a fuerderen et vun der Regierung! –, datt se déi oppe Grenze mat där selwechter Energie verteidegt, mat där se soss d'Interête vun der Finanzplaz verteidegt.

Op alle Fall sollt een net de Feeler maachen, déi däitsch Grenzkontrollen als e klenge punktuelle Problem ze gesinn, dee schnell nees vergiess ass. Well dat heiten ass just dat neiste Symptom vun engem Malaise, dee vill méi déif sétt.

Mir gesinn a ganz Europa eng Tendenz zum nationale Repli, en Zréckzéien op den Nationalstaat, verbonne mat engem Erstaarke vum nationalen Egoismus an enger Schwächung vun der tëschestaatlecher Zesummenaarbecht. Déi Entwécklung ass verbonne mat engem politesche Rietsruck a gëtt och vu riets-extreeme Parteie bewosst ugestiwwelt an ausgenotzt.

An déi däitsch Grenzkontrollen, déi mer am Moment erliewen, sinn eng direkt Konsequenz dovunner. Et ass keng rational politesch Mesür, déi iergende Problem léise kéint – a vill vu menge Virriedner sinn och schonn dorop agaangen –, mee et ass reng Symbolpolitik aus falschen elektoralen Iwwerleeungen eraus.

An et mécht ee rosen – richtig rosen! –, wann ee gesäit, wéi déi traditionell Parteie queesch duerch Europa op dee Rietsruck reagéieren, zumools wann et dann och nach wéi an Däitschland vu Sozialdemokraten a Gréngé kéint. Déi däitsch Bundesregierung léisst sech vun der AfD driewen, andeems se sech op déi vun der AfD entfachte Migratiounshysterie aléisst. Si legitiméiert domadder der AfD hire rassisteschen Discours an hält dann och nach irrational Mesüeren, déi genau zu deem Resultat féieren, dat d'AFD gären hätt, nämlech zu enger Fragiliséierung vun der europäescher Integratioun.

D'Agenda vun de riets-extreeme Parteien an Europa ass d'Ofschafe vun der EU. A se setzen am Europaparlament, fir d'EU vu bannen eraus ze zerstéieren a fir d'Aueren erëm ëm 60 Joer zeréckzedréien.

A wann de Schengen-Acquis bis zerstéiert ass, wann d'Bewegungsfräiheet op eemol just nach fir d'Kapital géilt, da wärte sech och d'Leit ganz schnell vun Europa ofwenden. Well en Europa, wat just nach fir den décke Fric do ass, dat ass keen Europa, dat eng Zukunft a sech dréit. An et soll duerno kee soen, en hätt et net gewosst!

A wann ech gesinn, datt am Europaparlament Vertrieeder vun der traditioneller Droite sech mat Riets-extreeme verbünden, da geet mir d'Héngerhaut aus. Et bekämpft een de Rietsextremismus net, andeem een de rietsextremen Discours iwwerhëlt a sech mat hinnen un den Dësch sétt!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Et bekämpft een de Rietsextremismus, andeem een asteet fir eng fräi an oppe Gesellschaft, fir international Solidaritéit a soziale Fortschrëtt, géint Diskriminéierung a Rassismus. A virun allem, andeems een de Leit nees sozial Perspektive bitt.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss.

Da wär d'Wuert fir d'Regierung. Den Här Inneminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Och merci, datt mer de Mëtteg hei déi Debatt iwwer Schengen hunn. Nodeem mer schonn an der Kommissiounssëtzung iwwert dee Sujet geschwat hunn, ass et och wichteg, datt mer eng Kéier hei am Plenum iwwert dee Sujet schwätzen.

Schengen ass wuel dat bekanntsten Duerf vu Lëtzebuerg an Europa an doriwier eraus an der Welt. A meng Generatioun gehéiert zu där leschter Generatioun, déi nach Kontrollen op de Brécke kann huet, an den Douaneshaisercher, wa mer da mol eriwier op Tréier oder soss anzwousch akafe gaang sinn an och nach hu misse Lëtzebuerg Frangen an Däitsch Mark oder, wa mer a Frankräich gefuer sinn, a franséisch Frangen ëmwandelen. Wann ech dat haut menge Kanner soen, da mengen déi, ech hätt am 18. Joerhonnert gelieft. An dat ass och de Meritt vu Schengen; de Meritt vu Schengen ass, datt d'Grenzen och an de Käpp vun den Awunner aus der Groussregioun a vun Europa ofgebaut gi sinn.

A fir Lëtzebuerg ass Schenge fundamental. E puer Chifferen: Iwwer 228.000 Frontaliere kommen all Dag op Lëtzebuerg schaffen; 52.000 Frontalieren aus der Belsch, 53.000 aus Däitschland an 123.000 Frontalieren aus Frankräich. Eleng déi Zuel weist, wéi wichteg et ass, datt mer oppe Grenzen am Bannraum vu Schengen hunn. Mir schwätzen d'ailleurs och – an ech komme jo aus der Groussregioun, aus dem lëtzebuergeschen Deel vun der Groussregioun – vun der „Groussregioun“ a mir schwätzen net méi vun der „Grenzregioun“. Dat huet sech bei eis an der Groussregioun an d'Käpp agebrannt. An awer ass de Sujet vu Kontrollen u Grenzen erëm d'Aktualitéit.

A mir hunn och alleguer nach déi Erfarunge vun der Covidzäit am Kapp, wou wierklech d'Kontrollen op de Grenze waren. Mir hunn et op d'mannst fäerdegbruecht a ville Gespréicher, och perséinlech mat der Madamm Faeser, SPD-Inneministesche an Däitschland, datt keng Kontrollen op de Grenze stattfannen, mee, wéi eis däitsch Kollege soen, am „Landesinneren“. Dat war och net vun d'Ufank un evident, wéll ech kloer hei eng Kéier soen.

Mee nach eng Kéier: Mir als Regierung si géint d'Kontrollen un de Bannegrenzen a wëllen d'Baussegrenze vun Europa mat deenen anere Memberstaate verstärken. Dat ass de wichtige Message haut hei am Plenum: „Schengen must be alive!“ Et därefer keng Grenzen, physisch Grenzen, entstoan an et därefer och keng Grenzen an de Käpp vun de Leit méi entstoan. Well mer wëllen alleguer d'nächst Joer zu Schengen, mat dem Buergermeeschter vu Schengen, dee grouse Kuch mat de 40 Käerzen net ausblösen, mee mir wëllen, datt déi 40 Käerze méi wéi jee – méi wéi jee! – hell liichten an datt mer 40 Joer duerno nach eng Kéier kënne Schenge feieren.

E puer Remarken zum juristesche Kader: An dem Code frontièr Schengen, deen d'ailleurs och vu mengem Virgänger verhandelt ginn ass, gëtt et Konditiounen, fir kënne temporär Kontrollen anzeféieren. Do ass ee Motiv d'Sécherheet an engem Land. An ech wëll hei och eng Kéier ganz kloer soen, datt ech an deene verschiddene JAI-Conseillen, och a bilaterale Gespréicher mat der SPD-Inneministesche, ëmmer erëm gesot hunn, datt dat zweng Argument vun der Immigratioun kee valabelt Argument ass, fir Grenzkontrollen anzeféieren. D'ailleurs, an ech liesen dat wéi Dir an der däitscher Press, gëtt jo och d'Effizienz vun deene Kontrollen a Fro gestallt.

Jo, eis Frontalieren, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, stinn deelweis am Stau. Wa se vun Tréier op Lëtzebuerg kommen oder besser gesot heemfueren owes vun der Aarbecht, da ginn op der „Dicke Buche“ Kontrolle gemaach. Ech konnt dat leider selwer eng Kéier beim Fuere gesinn, wéi ech an der Vakanz eng Kéier an Däitschland mat mengem Fils an de Musée gaange sinn.

Op der Sait vu Schengen ass och mol heiansdo Stau. An och do muss ech awer soen: Eis Police ass och am

operationelle Kader ganz enk am Kontakt mat deenen däitsche Kollegen. A wann et zu gréissere Stau kënnt, wat och Réckstau gëtt op der lëtzebuergescher Autobunn – zu Tréier ass dat elo net de Fall, mee zu Schenge kann dat de Fall sinn, datt et zréck bis an de Markusbierg staut –, da gëtt den Telefon geholl, fir dann, wéi si dat nennen, eng „Blockabfertigung“ ze maachen, fir datt mer dat méi schnell iwwert d'Bün kréien.

Dir kënnt Iech gewëss sinn, datt dës Regierung wäert um Ball bleiwen. Ech hat net méi spéit wéi e Méindeg den Owend an en Telefongespréich mam franséischen Inneminister, dee mer confirméiert huet, datt par rapport zu de Kontrolle vis-à-vis vu Lëtzebuerg näischt ännert, wéi et war während der Situatioun vun den Olympesche Spiller. An ech mengen, do muss mer och éierlech soen: Dat hu mer guer net gemierkt. Mir ass kee Fall bekannt, wou iergende Stau op der franséisch-lëtzebuergescher Grenz gewiescht wär. An en huet mer d'ailleurs assuréiert: Sollt et zu engem Problem kommen, sollt ech direkt bei him perséinlech intervenéieren, fir datt hie sech drëms bekëmmert.

Et ass och wichteg am Kader vun der Kooperatioun, datt mer weisen, datt mer bereet sinn, mat deenen anere Länner zesummenzeschaffen. Ech mengen, mir hunn eng Rei bilaterale Accorden, zum Beispill mat Frankräich, fir gemeinsam Kontrollen an den Zich ze maachen. Där Kontrolle sinn och scho gemaach ginn. Am Kader vun der Drogebekämpfung schaffe mer natierlech, opgrond vu verschiddenen Traitéien, mat den auslänneschen Autoritéiten zesummen an déi Kooperatioun téschent deene jeeweilige Policecorpse fonctionnéiert och exzellent. Enn des Mounts wäert ech en Treffen op Aluedung vun saarlänneschen Inneminister bei him hunn, fir och notamment nach eng Kéier iwwer d'Grenzkontrollen ze schwätzen.

An ech kann dat och hei soen: Wann ee mat de Politiker aus der Groussregioun schwätzt, peu importe la couleur politique, gi se eis iwwert d'Parteigrenzen ewech Recht, wa mer soen a wa mer insistéieren, datt et keng Grenzkontrollen am 21. Joerhonnert am Schengeraum ka ginn!

Ech hunn och schon e puermol um JAI-Conseil gesot, datt mer déi Instruments informatiques, déi eis zur Dispositioun stinn, mussen besser benotzen. Mir hunn am Kader vu Schengen den SIS, de Visa-Schenge-System, fir iwwer Computer, wann ech dat esou därefer formuléieren, Visaen ze kontrolléieren. Lëtzebuerg ass gutt, mee am „Schengen Barometer“ ass festgestallt ginn, datt nëmme 51 % vun de Visaen iwwert dee Moyon kontrolléiert ginn. Dat heescht, et sinn eng ganz Rei Mesüeren en place, fir dat kënne ze kontrolléieren.

An nach eng Kéier – ech ginn net midd, et ze widerhuelen –: Ech distanzéiere mech, an d'Regierung distanzéiert sech, vun alle Consideratiounen, d'Kriminalitéit ëmmer mat der Immigratioun a Verbindung ze bréngen. An allkéiers, wann ech eng Question parlementaire an deem Sënn vun der ADR wäert gestallt kréien, wäert ech dat och widerhuelen.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption par M. Fred Keup)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Zum Schluss ...

(Interruptions)

Zum Schluss, Här President, an da kann nach eng Kéier den Ausseminister kuerz d'Wuert huelen, nach eng Kéier d'Engagement vun der Regierung ...

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, Président | Fuert weider, Här Gloden.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mir hu 15 Minuten?

M. Claude Wiseler, Président | Jo, Dir hutt 15 Minuten.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Also: Nach eng Kéier d'Engagement, datt mir wäerten alles maachen, datt mer, sollt et zu enger eventueller Reconductioun kommen, dës Kéier och schréiftlech intervenéieren bei den europäeschen Autoritéiten a bei deenen anere Memberlänner, fir datt dat Ganzt strikt analyséiert gëtt.

A jo, duerfir kann ech och déi Ausso vum SPD-Bundeskanzler Scholz net deelen, ze soen, si géifen elo automatesch verlängert. Dat ass eng Ausso, déi mir als Lëtzebuerg net kënne akzeptéieren.

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Duerfir: „Schengen must be alive!“

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister. Dann huet den Här Ausseminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vu Schenge schwätzen, solle mer ... Jiddwereen huet vum Datum vum 14. Juni 1985 geschwat, dass dat en Datum war, wou keen dru gegleeft huet, dass et eppes géif ginn. Ech wëll Iech just drun erënneren, dass vun deene fënnf Signatairë keen ee Minister ënnerschriwwen huet – keen een! Et ware fënnf Staatssekretären, well et huet kee Premierminister, kee Minister gegleeft, dass dee Projet vu Schengen eppes géif ginn. Keen! Fir Lëtzebuerg huet de Robert Goebbels ënnerschriwwen, d'Catherine Lalumière fir Frankräich. Ech kéint d'Lëscht weiderféiere vun deene Staatssekretären, déi dat deen Dag gemaach hunn.

Wat eng Successstory Schengen hautdesdaags ass, mierkt een, wann ee gesäit, wivill Länner Member si vum Schenge-Raum. An ech hat elo just eng Reunoun mat der moldawescher Europaministerin, där hire gréissten Dram ass, an Europa eng Kéier Member ze ginn an och an dem Schenge-Raum Member ze ginn.

Mir gesinn awer, dass Schengen – an ech mengen, d'Madamm Weydert huet dat och kloer gesot an och den Här Graas an déi meescht Orateuren hunn et gesot – awer op der Kipp ass – op der Kipp! –, wa mer net reagéieren a wa mer am Fong mengen, dass deen Acquis fir ëmmer gutt ass, wa mer net eis selwer a Fro stellen. Firwat maache Länner dat? Well et gëtt jo Ursaachen. Et sinn der genannt gi vum Här Cruchten – den Här Baum sot et och, den Här Sehovic och –, dass een da probéiert, deem engen oder deem aneren hannendrun ze lafen, andeem ee seet: „Da si mir besser“, fir d'Leit ze berouegen.

Am Fong, wat ee sech awer och muss bewosst sinn, an ech soen dat net gär, dat ass: Wa mer wëllen e Schengen hunn, datt gutt fonctionéiert, dat och net kann attackabel sinn – virun allem vu méi populistesche Stréimungen –, da mussen och d'Baussegrenze fonctionéieren. D'Baussegrenze kënne awer och just fonctionéieren, wa mer e Mechanismus hunn, dee fonctionéiert, wou d'Solidaritéit och richtig ass. Mir kënne net soen: „D'Baussegrenze sinn déi, déi geografesch eeben dobausse sinn, un der Grenz“, dass, wann e Schëff an Italien, op Malta, op Zypern a Spuenien oder iergendwousch ukënnt, déi Länner dann aleng derfir responsabel sinn.

A mir hunn awer och gesinn, dass verschidde Länner, déi virdrun null Solidaritéit hate bei Migratiounsfroen, op eng Kéier, wéi d'Ukrainer komm sinn, well geografesch d'Ukrain méi no bei hinne war, dunn och gesot hunn: „Hei, déi aner, Dir musst eis hëllef, well d'Ukrainer komme lo bei ons.“ Dofir brauche mir e Mechanismus, dee funktionéiert. E Mechanismus kann och net sinn, dass ee sech ausbezilt. Wann Der bedenkt, dass verschidde Leit bei engem Méchanisme de solidaritéit soen: „Mir maache gare mat, mee mir wëlle keng Leit. Mir bezeule souguer an en Dëppen, mee mir wëllen nëmme keng Leit!“

Oder mir hu Baussegrenzen, déi funktionéieren, a mir hu Reegelen, déi funktionéieren, mir hunn en Dublin, dat funktionéiert, a mir hunn och eng Solidaritéit en interne mat der Repartitioun vun de Leit, déi kommen. Ech géif do wierklech derfir plädéieren.

Wa mer vun der Situatioun, déi mer am Moment hunn ... An ech mengen, de Minister Gloden huet gutt drop insistéiert bei verschiddene Gespréicher, déi mer haten. Ech hunn och mat menge franséische Kolleegen, mam Här Barrot an och mam Här Haddad, doriwuer geschwat. An ech hat och däitschsproocheg Kolleegen aus Eisträich, Däitschland, der Schwäiz a Liechtenstein bei eis, wou mer eis eeben och doriwuer echangeiert haten, wou ech och der däitscher Kollegin déi Suerge matgedeelt hunn, déi mer zu Lëtzebuerg hunn. Mir sinn och den 13. Dezember zu Mainz um Gipfel vun der Groussregioun, wou mer och der Meenung sinn, dass mer dee Sujet da mussen weider op d'Dagesuerdnung huelen.

Mee virun allem huet et kee Wäert, dass mer just protestéieren. Kommt, mir kucken, dass Ausname bei Schengen Ausname bleiwen an net d'Reegel ginn!

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Mee dofir mussen mer och e Schenge-Raum hunn, dee funktionéiert. A kommt, mir ginn eis och um Niveau vun de Chefs d'État, um Niveau vun de Chefs de Gouvernement, um Niveau vun den Inneministèren, um Niveau vun deene Ministeren, déi zoustänneg si fir d'Grenzkontrollen, och dobaussen, déi néideg Moyenen. A mir kënnen net deene Länner, déi aleng Grenzen hunn no bausen, déi Responsabilitéiten iwwerloossen. Solidaritéit heescht net nëmme no bannen, mee et heescht och do mat deenen, déi responsabel si fir d'Baussegrenzen.

A mir hu verschidde Länner – gleeft mer et, an ech zitieren elo keen Numm hei op der Tribün –, wou mer wëssen, dass d'Leit duerchreese gelooss ginn. Si ginn esou duergewonk – esou duergewonk! –, fir nëmme bei den Noper ze kommen an nëmme net ageschriwwen ze ginn am Land, fir dass se am Cas vun engem Dublin da missten do an d'Land zeréckkommen.

(Interruption)

Dat geet net. Dat geet net! Ech kann Iech just soen, Här President: Dës Regierung wäert weider derfir kämpfen, dass dat, wou deemools keen dru gegleeft huet – dat war 1985 – an dat haut e grouse Succès ass, och e grouse Succès bleift. Mir kënnen net déi Errongenschaften, déi mer zesumme fäerdegruecht hunn, déi nächst Generatiounen, opgi wéinst Populismus!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Domat ... Här Keup?

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech wollt Parole après ministre froen. Ech wollt kuerz eppes soen. Merci. Et

geet awer net em den Här Bettel. Et geet éischer em dat, wat den Här Gloden zum Schluss gesot huet, wou ech hei awer eng Kéier wëll eng Richtegstellung maachen an engem gewëssene Sënn. Den Här Gloden huet gesot, et kéint een net – an e géif sech ganz staark dogéint wieren – eng Relatioun maachen zwëschent Immigratioun a Kriminalitéit. Doriwuer kann een diskutéieren.

Fakt ass awer och, Här Gloden, wann Der sot, d'ganz Regierung géif do derhannert stoen – ech weess et net. All Är Deputéiert – ech weess et net. Op jidde Fall huet d'Madamm Polfer hei virun e puer Méint nach ganz kloer vun der sougenannter „Immigratiounskriminalitéit“ hei am Land geschwat. Dat heescht, dass et dat net gëtt. Et schéngt op jidde Fall och net e Konsens ze si bei Iech.

Ech wëll Iech eng Zuel hei nennen. Vill Zuelen hu mer leider net, well d'Statistike feelen, mee an eise Prison hu mer 39 % Leit, déi aus engem Drëtstaat kommen, also aus engem Net-EU-Land, also aus engem Land, dat guer net zum Schenge-Raum gehéiert. 39 % vun de Leit am Prison! Dat ass enorm. Dat ass enorm!

An all d'Länner stellen a Statistike fest, dass et duerch oppe Grenzen ..., an dat war iwwregens och deemools esou, wéi de Schenge-Vertrag ënnerschriwwen ginn ass, an och, wéi en a Kraaft getrueden ass. Dat kënnt Der nokucken am „Hei elei, kuck elei“. Do gëtt ganz genee gesot: „Dat do ass e Risiko, dass d'Kriminalitéit sech elo vergréissert. Dir musst elo dergéint schaffen.“ Dat heescht, fir einfach hei ze soen, et géif déi Relatioun net ginn – an ech mengen, Dir gleeft och selwer net drun, ...

M. Tom Weidig (ADR) | Nee.

M. Fred Keup (ADR) | ... dass et déi net gëtt. Ech mengen, et ass eis alleguer bewosst an et ass quasi all de Länner an Europa haut bewosst, dass et do e Problem gëtt mat oppene Grenzen, wou eeben och Leit an Europa kommen, déi kriminell sinn oder soss Saache maachen, déi een net soll maachen. Dat wollt ech soen.

Merci.

M. Tom Weidig | Très bien!

Mme Lydie Polfer (DP) | Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer, kuerz.

Mme Lydie Polfer (DP) | Fait personnel. Här President, ech fuerderen den Här Keup op, mir ze soen, mir ze weisen, wou ech esou eppes soll gesot hunn: „Immigratiounskriminalitéit“. Ech ka mech net erënnere, dass ech dat Wuert an de Mond geholl hätt. Mee weist mer et awer!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, jo, also ech kann dat direkt kucken.

M. Claude Wiseler, Président | Mir maachen elo keng Diskussioun. Voilà. Gutt.

Domat wär dës Diskussioun ofgeschloss.

Motion 1

Mir hätten hei um Büro eng Motioun zu dësem Sujet leien. Wëll den Auteur nach Positioun zu där Motioun huelen? Dir wëllt duerno schwätzen, ok.

Wie wëllt zu där Motioun eppes soen? D'Madamm Weydert, gesinn ech, den Här Weidig, den Här ... Sehovic.

(Hilarité)

Jo, ech hu mech elo konzentréiert. D'Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President, an och merci dem Här Cruchten fir dës Motioun. Ech mengen, mir hunn och allegueren haut hei ënnerstrach, wéi wichteg déi oppe Grenze vu Schenge sinn a wéi wichteg et ass, dass mer weiderhin den Dialog féiere mat den Nopeschlänner, fir eis ze assuréieren, dass eis Bannegrenze weiderhin opbleiwen. Mir kënnen mat där Motioun duerchaus liewen.

Mir hu just e puer Ännerungen, déi mer hei derzou wëllt suggeréieren. Do steet: „s'oppose fermement à la réintroduction temporaire de contrôles aux frontières intérieures de l'Union européenne“, an da géife mer hei en Deel wëlle sträichen, an zwar den: „dans des conditions autres que celles stipulées dans le code frontières Schengen“, an da geet erëm den Text weider, wéi mer e géifen unhuelen: „étant donné qu'une telle réintroduction porte atteinte à la liberté de circulation des personnes, principe fondamental de l'Union européenne“. Ech mengen, mir sollen eigentlech géint all temporaire Fermeture vun de Grenze sinn. Mir sti fir oppe Grenzen, an dat géife mer heimadder ënnersträichen.

An dann am „invite le Gouvernement“, do wëllt mer eppes bäisetzen, an zwar bei „à engager“, an dann den Text, dee mer wëllt bäisetzen: „dans le cadre de la reconduction éventuelle des contrôles“, an da kënnen mer den Text sou loossen, wéi en ass.

An am zweeten Turet: „Dans ce contexte, à étudier la possibilité de contester juridiquement la réintroduction de contrôles aux frontières intérieures“. Wann déi Ännerunge fir Iech akzeptabel wieren, da si mir absolut d'accord. An da géif ech menger Fraktioun och Gréng Luucht ginn, fir dat hei matzestëmme.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Dann ass et den Här Weidig, dee wollt d'Wuert huelen.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, merci, Här President. Mir kënnen déi Motioun net matzestëmme.

Plusieurs voix | O!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Den Ënneren ass, dass munch Parteien oder Leit, déi méi fir en Nationalstaat sinn, géint Schenge sinn. Dat ass fundamentale falsch. Si wëllen nëmme déi Grenzkontrollen aféieren, well se mengen, dass do reell Problemer existéieren an dat duerch déi Grenzkontrolle reell Problemer reduzéiert ginn.

An et ass och falsch, ze soen: „Jo, si hunn e puer Kontrolle gemaach an do sinn hinnen net vill Leit an d'Fanger komm.“ Jo, ok, dat ass jo ganz normal. Wann Dir annonciéiert, dass Der Kontrolle maacht, dann ass et jo normal, dass keen duerch déi Grenze geet an e puer Woche waart, bis d'Kontrolle sech änneren oder se gesinn, wéi d'Kontrolle gemaach ginn. Dat ass jo evident.

An duerfir ass dat dote fir eis nëmme Symptombekämpfung. Déi aner Länner wäerten d'Grenzkontrollen nees ewechhuelen, wann d'Vetrauen an de Schenge-Raum nees etabliert ass. An deen ass etabliert, wann all d'Baussegrenze besser gestärkt ginn a wann d'international agéierend Kriminalitéit méi effektiv bekämpft gëtt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President.

Ech sinn, nee, eigentlech net méi iwerrascht iwuer mäi Virriedner. De Fakt, dass d'ADR déi dote Motioun, déi mer eigentlech just am Interêt vu Lëtzebuerg wëllen, fir dass eis Ekonomie ka funktionéieren, fir dass eist Zesummeliewen an der Groussregioun ka funktionéieren, wou mer insistéiere wëllen, dass et keng Kontrollen op de Lëtzebuurger Grenze ka ginn an dass mer eis derfir wëllen asetzen, net ënnerstëtze kann, weist, wat se gären hätt: nämlech méi Stau, méi Grenzkontrollen op der Lëtzebuurger Grenz!

M. Tom Weidig (ADR) | Nee, dat ass net wouer!

M. Fred Keup (ADR) | Nee!

M. Meris Sehovc (déi gréng) | Par rapport zur Motioun wollt ech just soen, dass déi Ännerungen, sou wéi se vun der Madamm Weydert proposéiert gi sinn, fir eis mat drobar wäeren, an der Rei wäeren, an ech et eebe wichteg fannen, well dat ass jo och dat, wat an der Motioun gefuerdert gëtt, dass mer eis och engagéieren, eventuell rechtlech Schrëtt kënnen ze huelen, le moment venu. An do wier ech eigentlech frou, wa mer e gudden Konsens géingen hiekréien – mat e puer klengen Ausnamen – hei an der Chamber.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovc. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Och mir als Lénk ënnerstëtzen déi heite Motioun a sinn och mat den Ännerungen averstanen, well mer wëssen, datt Grenzkontrollen eng politesch, ökonomesch a sozial Katastroph fir eist Land sinn.

An ech stelle fest, datt déi Partei, déi sech soss ëmmer gär d'Souveränitéit vun eisem Land op de Fändel schreift, hei net am Numm vun eisem Land an och net am Interessi vun deene Leit, déi hei wunnen, liewen a schaffen, schwätzt, mee reng am Interesse vun hirer eegener Ideologie.

M. Tom Weidig (ADR) | Falsch!

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn, et ass elo keng aner Wuertmeldung do, da géing ech dem Coauteur vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert ginn. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. An och nach eng Kéier merci dem Här Meris Sehovc, dass e mer gehollef huet, déi Resolutioun hei ze verfaassen.

D'Madamm Weydert huet eng Partie Ännerunge virgeschloen, mat deenen een absolutt kann d'accord sinn, well si änneren näischt um Fong vun dëser Motioun. Si maache se plazeweis esouguer nach méi prezis.

An ech mengen eeben, dass et grad bei deem Sujet hei vun enger enormer Wichtigkeet ass, esou eng breet wéi méiglech Zoustëmmung hei an deem Parlament ze hunn.

A wann op menger ganz rietser Säit déi Onverbesserlech net verstanen hunn, dass et elo hei drëms gaange wär, fir hei do zoustëmmen – ech muss Iech wierklech soen: Haut sinn d'Maske bei Iech gefall! Den Här Gibéryen, den Här Mehlen, déi hätten deen Text hei mat zwou Hänn ënnerschriwwen.

Plusieurs voix | Jo.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dir maacht hei aus enger Debatt, déi mir féieren iwwert d'Bannegrenzen, ...

(Interruption par M. Tom Weidig)

... iwwert de Schenge-Raum, iwwert d'Wichtigkeet fir eist Land, fir eis Ekonomie, fir eis Bierger, eng

Diskussioun iwuer Flüchtlingen an iwuer Kriminalitéit, geheit alles an een Dëppen. An Dir sollt Iech schummen dofir!

M. Georges Engel (LSAP) | Richtig!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An ech sinn op jiddwer Fall frou ...

M. Fred Keup (ADR) | Majo, dann erkläert Dir emol, wéi den Här Scholz dat dote mécht!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech sinn op jiddwer Fall frou, dass mer hei 55 Stëmmen zu där heiter Motioun zesummekréien. Dat steet eis gutt zu Gesiicht!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten.

Domat wär déi Diskussioun ofgeschloss. An da géing ech dës Motioun zum Vott stellen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

– que l'espace Schengen est la fondation de la liberté de circulation pour ses membres, permettant à 3,5 millions de personnes de franchir les frontières intérieures chaque jour ;

– l'importance de l'espace Schengen pour le marché intérieur européen et l'économie de l'Union européenne ;

– que, selon le code frontières Schengen, la réintroduction de contrôles aux frontières intérieures ne peut intervenir qu'en dernier ressort et pour une durée limitée déterminée ;

– que les contrôles instaurés par le Gouvernement allemand à partir du 16 septembre 2024 jusqu'au 15 mars 2025 et ceux instaurés par le Gouvernement français à partir du 1^{er} novembre 2024 jusqu'au 30 avril 2025 engendrent de graves perturbations dans la vie quotidienne des travailleurs transfrontaliers, des élèves et des étudiants, des voyageurs, des familles, du commerce, de l'économie et de la culture ;

– que des contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen ont été réintroduits plus de 400 fois depuis 2015, à l'aune des dispositions des articles 25 à 29 du code frontières Schengen, limitant ainsi la liberté de circulation au sein de l'espace Schengen ;

– que la Commission européenne n'a dans aucune de ces instances de contrôles temporaires fait usage de son droit d'émettre un avis formel,

s'oppose fermement

– à la réintroduction temporaire de contrôles aux frontières intérieures de l'Union européenne, étant donné qu'une telle réintroduction porte atteinte à la liberté de circulation des personnes, principe fondamental de l'Union européenne,

invite le Gouvernement

– à engager, dans le cadre de la reconduction éventuelle des contrôles, des discussions sur la véracité des motifs, la pertinence et les lourdes conséquences des contrôles temporaires aux frontières intérieures auprès de la Présidente de la Commission européenne afin de protéger les acquis de Schengen, et le cas échéant, mettre fin à ces contrôles ;

– dans ce contexte, à étudier la possibilité de contester juridiquement la réintroduction des contrôles aux frontières intérieures ;

– à prendre l'initiative de fédérer une coalition d'États membres partageant ces mêmes idées et défendant l'espace Schengen ainsi que la liberté de circulation des personnes au sein de l'Union.

(s.) Yves Cruchten, Marc Baum, Sven Clement, Meris Sehovc.

Vote sur la motion 1 modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Voté par procuration. De Vott ass domat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Françoise Kemp), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovc, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig.

4. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la reconnaissance de l'État de Palestine

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Unerkennung vum Staat Palästina, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi Lénk ugefrot huet. Och hei ass d'Riedezäit am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalten an déi selwecht wéi virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Gusty Graas, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner steet nach eng Kéier hei. Mee ech ginn awer dovunner aus, datt deen duerno net méi nach eng Kéier schwätzt als Verrieder vun déi Lénk, mee just als Auteur oder als Demandeur vun dëser Heure d'actualité. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Meng éischt Demande, fir dës Heure d'actualité ze kréien, geet op den 23. September vun dësem Joer zeréck. D'Motivatioun huet op zwee Aspekter berout: Engersäits soll et d'Suite si vun der éischter Debatt iwwert d'Unerkennung vum palästinensesche Staat, déi mir de 14. Mee hei gefouert haten a wou den Här Ausseminister eis an zwee, dräi Méint Rendez-vous ginn hat, fir dës Diskussioun weiderzeféieren. Deen aneren Aspekt ass deen, datt deen Dag, wéi mir dës Demande eragerecht haten, also den 23. September, deen éischten Dag vun der israellescher Militär-aggressioun géint de Libanon markéiert huet, wou bis elo iwuer 3.100 Mënschen ëmbruecht gi sinn,

d'Majoritéit dovunner Zivilisten, an dovunner warscheinlech 50 Kanner.

An der Tëschenzäit huet d'Situatioun permanent evoluéiert, leider net zum Beschten, an déi ganz Region versénkt am Blut an am Chaos. D'Wal vum Donald Trump a senger Ekipp vu rietsextremen a reliéise Fanatiker riskéiert, dem Netanjahu an d'Kaarten ze spillen an nach weider Ueleg op Feier ze schëdden.

Här President, spéitstens elo misst et jidderengem kloer sinn, dass Israel – den Netanjahu – kee Krich géint d'Hamass féiert, mee de Massaker vum 7. Oktober 2023 als Virwand hält, fir en Eroberungsfeldzuch ze ënnerhuelen, deen ënner anerem doranner besteet, d'Gazasträif eethnesch ze säuberen. Dat soll och mat Ostjerusalem an dem Westjordanland geschéien. Dat ass emol kee Geheimnis méi. Dat soe reegelméisseg Regierungsmembere vun Israel. Et muss een daf sinn, fir dat net ze héieren.

Ass et de richtegen Zäitpunkt? Wat ech elo wäert soen, kléngt vläicht zynesch oder trauereg, mee sou wäit si mer leider oder sou wäit hu mer et leider komme gelooss: Mir mussen de Staat Palästina unerkennen, soulaang et nach Palästinenser op palästinenseschem Buedem gëtt.

Zum Argument, eng Unerkennung vum Staat wier eng Victoire fir d'Hamass: Esou einfach ass dat net, well et ass souwisou och scho bekannt, dass d'Hamass eng ganz zweedeiteg, eng ganz ambigue Positioun huet, wat d'Unerkennung vum palästinensesche Staat ueget. Bien au contraire: Eng Unerkennung wier éischter eng Victoire vun der Autorité paléstinienne a vun net islamistesche Bewegungen. Eng Net-uerkennung kann awer och als Blankoschäi fir den Netanjahu an d'israelesch Rietsextrem gedeit ginn. Reaktiönäre op béide Säite ginn ni duerch eng gutt Aktioun belount.

Här President, hätt d'Regierung, notamment déi viiregt, en accord mat der Motioun vum 2014 de Staat Palästina unerkannt, da bräicht een elo haut net doriwwe ze schwätzen. Mee deemools war et jo net de richtige Moment. Zéng Joer laang war et net dee richtige Moment.

Här President, den Här Ausseminister seet dacks, d'Unerkennung wier reng Symbolik. Mee ech gesinn zurzäit keen anere politeschen Akt vu Lëtzebuerg, och vu renger symbolescher Natur, deen iergendwéi déi Stärkt hätt.

Ech fannen et och problematesch, wann den Här Ausseminister behaupt, d'Unerkennung wier non seulement reng Symbolik, mee géif en plus guer näischt bréngen, an awer duerno am selwechten Otemzuch erkläert, e géif duerch d'Welt reesen, fir aner Länner ze iwwerzeegen, Palästina als Staat unzeerkennen. An der Aussepolitik ass et ëmmer ganz wichteg, kohärent ze bleiwen, soss verléiert ee Kreditt an et blaméiert ee sech.

Här President, Palästina erfëllt all d'Konditiounen, fir als Staat unerkannt ze ginn. Dofir hu jo schon 146 Länner dat gemaach. Theoreetesche sinn all d'Konditiounen, déi d'Konventioun vu Montevideo vun 1933 festleet, erfëllt: eng stänneg a permanent Bevëlkerung, et gëtt Palästinenser, si sinn do, zënter éiweg – ben, éiweg net, do ass keen do, mee si wëllen awer och do bleiwen –; et gëtt Grenzen, dat ass d'Westjordanland, dat ass d'Gazasträif an dat ass Ost-Jerusalem; an et muss een och kapabel sinn, Bezéiunge mat anere Staaten ze ënnerhalen, dat ass och de Fall, d'Autorité paléstinienne ënnerhält Bezéiunge mat den 146 Länner, déi de Staat unerkennen, a souguer mat Länner, déi de Staat net unerkennen, wéi mir.

Mee natierlech huet déi palästinensesch Autoritéit keng komplett, keng real Autoritéit iwwer hire

ganzen Territoire. Engersäits well zanter dem Putsch vun der Hamas am Joer 2007 d'palästinensesch Autoritéit d'Kontroll iwwer d'Gazasträif verluer huet. Et ass kee frou doriwwe, dass d'Hamass d'Gazasträif kontrolléiert. Et gëtt d'ailleurs och Méiglechkeeten, d'Hamass ze marginaliséieren, an dorop kommen ech och spéider ze schwätzen.

Mee zréck zu der Fro vun der Kontroll vum Territoire: Israel huet d'Effektivitéit vun der Kontroll vum Territoire total ënnerhielegt duerch déi militäresch an zivill Okkupatioun vum Westjordanland. An dat betrëfft och d'Zon A vun dem Osloer Verdrag vun 1995. Dat sinn 18 % vum Territoire, déi jo theoreetesche ënner kompletter ziviller a militärescher Verwaltung misste sinn. Dat dierf een ni vergiessen! D'Osloer Verdrag waren och ganz schwéier fir d'Palästinenser, well si selwer just nëmmen e kleng Brochdeel vun hiren Territoiren, op jidde Fall an enger éischter Phas, hunn dierfe kontrolléieren. Dat dierf een emol net vergiessen.

Dofir verstinn ech awer och net déi komesch Argumentatioun, déi seet: „Nee, si kënnen elo kee Staat kréien, well se hiren Territoire net vollkomm kontrolléieren.“ Mee dat huet jo justement domadder ze dinn, dass den Territoire illegal besat ass. An déi illegal Besetzung vum Westjordanland ass doduerch vereinfacht, dass Palästina kee vollstännege Staat ass. Iergendeng kéier muss een dann ufänken, Neel mat Käpp ze maachen.

An zemoos déi aktuell israelesch Regierung wëllt op kee Fall, dass de Staat unerkannt gëtt, well et de Projet vun engem vergréisserten Israel, wou der esou vill dervu schwätzen, a Fro géif stellen. Mee amplaz sech permanent d'Fro ze stellen, wat fir en Effekt d'Unerkennung vum Staat hätt, kéint ee sech jo och d'Fro stellen, wat d'Netuerkennung fir en Effekt huet. D'Netuerkennung huet op jiddwer Fall een Effekt: Et ass e Blankoschäi fir de Fanatiker Netanjahu an déi Nach-méi-Fanatiker Smotrich a Ben-Gvir, fir hire Vernichtungsfeldzuch weiderzeféieren. An et schwächt och déi fortschrëttlech Israeelen a si brauchen zurzäit Ënnerstëtzung.

Dat wëllt jo och soen, dass mir bei der Sich no enger Léisung just eng vun den zwou Partien unerkennen an dass mer enger Partie, der palästinensescher Partie, hiert Recht op Autodeterminatioun u sech net unerkennen.

Här President, den Zäitpunkt, de Staat unzeerkennen, ass erreecht ginn. Aner Länner zéien zurzäit jo net mat. Frankräich zitt net mat, an zemoos net mat enger Regierung, déi elo vum Rassemblement National toleréiert gëtt. Holland zitt net mat, do sinn déi Rietsextrem an der Regierung; dat huet de Premierminister eis jo och nach selwer gesot. Däitschland, dat kann ee vergiessen, enfin an dëser Fro. Japan a Südkorea, déi héieren éischter op Washington wéi op Lëtzebuerg. Et deet mer leed, esou eng geopolitesch Evidenz mussen ze erklären. An dat géllt och fir Panama an och fir déi kleng Staaten am Pazifik, déi total vun den USA ofhängeg sinn.

Dofir, Här President, wa mir et maachen, da wäert dat säi klengen Effet hunn. Ech wier frou, Här President, wann den Här Ausseminister e bësse méi Vertrauen hätt an dat, wat Lëtzebuerg duerstellt. Wa mir nach virum Enn vun dësem Joer Palästina als Staat unerkennen, da wäerte mer sécherlech europawäit, vläicht och weltwäit, d'Diskussioun an déi richteg Richtung zum Rulle kréien.

Här President, mir sinn och domadder averstanen, ze soen, dass d'Unerkennung vu Palästina net duergeet. Mir si jo net naiv. Kee Mënsch, och net an der spuenescher, an der norwegescher, an der iredescher

oder sloweenescher Regierung, huet dat jo och jee behaupt. An et ass jo och net déi eenzeg Fuerderung, fir déi ee sech als Ausseminister soll staark maachen. Well fir deem Staat a) eng Iwwerliewenssicherheit ze garantéieren a b) der Hamas den Teppech ënner de Féiss ewechzézéien, do gëtt et och nach eng zweet Etapp respektiv eng Fuerderung, déi ee simultan stelle soll: d'Fräiloossung vu politesche Prisonéier, déi an Israel nach ëmmer festgehalde ginn.

Domadder mengen ech ënner anerem hire Leader, den Här Marwan Barghuthi, deen zanter 2002 am israelesche Prisong sëtz, nodeems e vum israelesche Geheimdéngscht zu Ramallah gekidnappt gouf. E gëtt jo och net fir näischt „de palästinenseschen Nelson Mandela“ genannt, deen d'ailleurs och ganz laang op der Terroristelëscht vun den USA a vu Groussbritannien stoung, d'ailleurs an den USA bis 2008.

Et géing dréms goen, Drock op Israel ze maachen, well de Marwan Barghuthi huet d'Potenzial, Walen ze gewannen an den diskreditéierte Mahmud Abbas ofzeléisen. Dann hätt Israel och e seriösen Interlocuteur, een, deen eng intern Legitimitéit hätt a versiche kéint, eng Léisung ze fannen, ouni natierlech och säin eegent Vollek ze hannergoen, wat dem Abbas jo virgeworf gëtt.

Also: D'Unerkennung vum Staat Palästina an d'Fräiloossung vun der neier Gard, déi dëse Staat iwwerhuele soll, sinn déi beschte Manéier, fir d'Hamass an den Eck ze driewen, an net en onendlecht Blutbad. Dat wieren zwou kohärent an zolidd Pisten, déi dës Regierung kéint begoen a mat deene mir eis och internationale Respekt kéinte verschafen.

Här President, natierlech, mir wäerten als Lëtzebuerger dee Konflikt net aleng léisen. Mee mir kënnen der Mënscheit weisen, dass mer op der richteger Säit vun der Geschicht sinn. An dofir deposéieren ech och déi heite Motioun, déi och vun der LSAP a vun de Gréng matgedroe gëtt, fir dass Lëtzebuerg de Staat Palästina unerkent, dëst Joer nach.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

constatant

– l'échec à ce jour des tentatives de relance par la communauté internationale du processus de paix engagé depuis 1991 entre Israéliens et Palestiniens,

réaffirmant

– le droit inaliénable à l'autodétermination inscrit dans l'article 1^{er} de la Charte des Nations Unies, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

considérant

– la motion de la Chambre des Députés du 14 décembre 2014 concernant la reconnaissance d'un État de Palestine invitant le Gouvernement « à reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun » ;

– les multiples violations du droit international et humanitaire commises par la force de défense d'Israël et les autorités israéliennes ainsi que par la Hamas ;

– que l'organisation terroriste du Hamas ne représente pas le peuple palestinien ni ses aspirations légitimes ;

– que l'Espagne, l'Irlande, la Norvège et la Slovaquie ont reconnu formellement l'État de Palestine en 2024 et que ces pays ont motivé cet acte par le raisonnement « que le seul moyen de parvenir à une paix et à une stabilité durable

dans la région est de mettre en œuvre une solution à deux États, avec des États israélien et palestinien vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité » ;

– la résolution A/ES-10/L.30/Rev.1 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 mai 2024 avec 143 voix pour, 9 contre et 25 abstentions, recommandant au Conseil de sécurité de « réexaminer favorablement » l'adhésion de la Palestine à part entière aux Nations Unies et rehaussant le statut d'État observateur de l'État de Palestine,

invite le Gouvernement

– à procéder à la reconnaissance formelle de l'État de Palestine avant la fin de l'année 2024.

(s.) David Wagner, Marc Baum, Yves Cruchten, Sam Tanson.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn dem honorabelen Här Wagner elo gutt nogelauschert. Mee wann ech mech net ieren, huet en zwar elo d'Fräiiloossung vu Prisonéier an Israel gefuerdert, mee en huet net eng Kéier och d'Fräiiloossung vun de Geisele gefuerdert oder drop higewisen, dass déi mol vläicht och an enger éischer Phas misste fräigelooss ginn, ier mer weider kéinten diskutéieren, wat ech awer op dëser Plaz wéilt bedauern. Well wa mer eng Eskalatioun am Moment hunn, dann ass dat zréckzeféieren op den traurege 7. Oktober vum leschte Joer.

(Interruption)

Här President, mir si weider virun allem fir en Enn vun Terror a Gewalt am Noen Osten a mir fuerderen déi direkt Fräiiloossung vun de Geiselen. Mir fuerderen och de Respekt vu Grenzen, op déi ee sech mol konnt eenegen. Mir fuerdere Friddensverhandlungen a mir si selbsterständlech fir d'Selbstbestimmung vun de Palästinenser. Wéi kéinte mir eis et erlaben als Lëtzebuerger, 300.000 op der Welt, engem anere Vollek ze soen, et dierft net selwer decidéieren, a wéi enge Grenzen a wou et wéilt liewen?

Mir erwaarden awer och d'Unerkennung vum Staat Israel vun de Palästinenser, vu sengen Noperen a vu villen anere Länner op der Welt, déi dat nach net gemaach hunn. A mir wëllen och de Staat Palästina enges Daags kënnen unerkennen.

Den Här Wagner huet richtegerweis déi Fro gestallt: „Wéini ass dann deen opportune Moment endlech do?“ Dir kommt zur Konkusioun, dass en haut do wier. D'Chamber huet dat virun zéng Joer esou beschriwwen: de „moment opportun“. An zanter zéng Joer schéngt dee „moment opportun“ awer nach net komm ze sinn. Also muss mer eis haut d'Fro stellen: Ass en dann elo haut do, dee „moment opportun“?

No wéi enge Krittere wéilte mer dat appreciéieren, ob de Moment opportun wier? Vläch, ob de Staat Israel dann unerkannt ass a senger direkter Noperschaft. Ob et zu engem Waffestellstand komm ass. Ob eng wierklech Bereitschaft fir Friddensverhandlungen op béide Säiten do ass. Ob et e Respekt gétt op alle Säite vum internationale Recht a vun de Mënscherechter. Ob et vläch endlech och eng eenheetlech Approche an Europa zu dëser Fro gétt – oder op d'mannst eng koordinéiert Approche. A wann dëst, ënner anerem, kéinten d'Krittere sinn, da muss mer awer feststellen, dass se net erfëllt sinn, a vu kenger Sait!

Huet sech zanter eiser Diskussioun hei am Mee vun dësem Joer, no der Propos vum Här Ausseminister,

nach eng Kéier op dës Fro zréckzekommen, un der Situatioun iergendeppes verbessert? Huet d'Situatioun sech am Noen Osten entspaant? Ech denken, dat kann heibanne kee wierklech behaapten. Au contraire: Eng friddlech Léisung ass méi wäit ewech geréckelt. Well Fridden heescht jo net nëmmen, dass keng Schëss méi falen a keng Bombe méi falen oder dass iergendeen Kierfechtsfridde besteet, mee Fridden heescht vill méi. An déi Bereitschaft muss och do sinn.

Mir kommen op alle Fall zur Konkusioun, dass deen opportune Moment an de leschte Méint net méi no geréckelt ass. An eng Unerkennung an dësem Moment géif an eisen Ae symbolesch och de falsche Message ginn. Et géif no enger Beloungung fir déi brutal Attacke vun der Hamas ausgesinn, jo, no enger Beloungung fir eng Eskalatioun, wa mer an dësem Moment dës Unerkennung géife virhuelen.

Mir gesinn op der anerer Sait natierlech och, dass och Israel sech net un dat internationaalt Recht hält, a mir verurteilen dës Mesüeren an och dës Politick. D'Recht op Selbstverdedegung huet och juristesche a moralesch Grenzen. An déi sollte mer bei aller Ënnerstützung fir de Staat Israel a bei all Versteesdemech och fir si net vergiessen. An dofir si mer och der Meenung, dass mer eis Relatiounen zum Staat Israel sollte kritesch hannerfroen.

Mir maachen awer e kloren Ënnerscheid tëschent dem Staat Israel, senger Regierung, a jiddesche Communautéiten. An, Här President, et ass eis wichteg, an dësem Kader och ze betounen, dass de Konflikt am Noen Osten net an eisen Uertschaften an net op eise Stroosse ka geléist ginn. An e kann och net hei ausgedroe ginn.

Jiddereen huet Recht op Meinungsfräiheet, awer am Respekt an op eng friddlech Aart a Weis. An dofir ass et fir eis inakzeptabel, dass iergendeen hei am Land muss Angscht hunn, säi Glawen ze liewen. Net déi muslimesch Communautéit, awer och net déi jiddesch Communautéit.

An net méi spéit wéi haut de Muere war nach um Radio um 100,7 en Interview mat engem Verrieder vun der liberaler jiddescher Communautéit vun Esch, deen drop higewisen huet, dass Leit Angscht hunn, an d'Synagogen ze goen, dass Kanner Angscht hunn, hirem Reliounsunterrecht nozekommen.

Dat kann an dësem Staat net sinn, dass ass net akzeptabel an net ze toleréieren! All Attack op e Judd an och all Attack op e Muslim hei am Land, déi bei eis wunnen, déi bei eis liewen, ass eng Attack op eis Fräiheet, déi mer net dierfen toleréieren.

Léif Kolleegen, dofir ass de Moment fir eng Unerkennung vu Palästina fir eis elo net opportun. Mir mengen: zu dësem Zäitpunkt net. Mir gesinn éischer zanter dem 5. November dëst Joer en neie Moment. Vu Washington bléist geschwënn e ganz anere Wand, op dee mer eis elo mussen astellen.

Europa huet an deene leschte Jore vill Chancë verpasst, fir an dësem Konflikt virun eiser Hausdier eng richtig en eng wichteg Roll ze spillen. Europa schwätzt an dësem Konflikt ëmmer nach net mat enger Stëmm. An dofir ënnerstëtze mer eis Regierung an allen Demarché fir eng verstärkt aussepolitesch Kooperatioun am Kader vum Benelux. A mir hoffen, dass déi Europäesch Unioun mat der neier Kommissioun endlech eng gemeinsam Approche an dësem Konflikt wäert fannen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Dann ass d'Wuert fir den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Zënter der Grënnung vum Staat Israel am Joer 1948 sinn et ganz vill Kricher an där Region ginn. Mee ech mengen, dee längsten an dee brutalsten, deen huet de 7. Oktober d'lescht Joer ugefaangen.

Dat sinn elo iwwer 13 Méint, a leider ass zu dësem Zäitpunkt och keen Enn ofzegesinn. Au contraire, et ass eng nei Ausbreedung komm, an dat virun allem jo am Süde vum Libanon, do, wou elo och de Kampf géint d'Hisbollah stattfënt. An och den Iran ass u sech direkt an dee ganze Konflikt do involvéiert.

An no der Wal vun dem Donald Trump, en Dënschdeg virun aacht Deeg, wäert jiddefalls ze fäerte sinn, dass eng zousätzlech Tournure an deem ganze Konflikt wäert kommen. Et ass gewosst, dass den Donald Trump éischer e grouse Frënd vun den Israeeliern ass. Seng Sympathie fir d'Palästinenser ass méi begrenzt. Duerfir ass et net auszeschlëssen, dass wéi gesot, do nach munch aner Saachen op eis duerkommen.

Am Ufank, dat soen ech ganz éierlech, hat een e gewëssent Verständnis fir d'Reaktioun vun Israel. De 7. Oktober d'lescht Joer, wat do geschitt ass, déi brutal, barbaresch, terroristesch Attack war ouni Zweifel inakzeptabel. D'Reaktioun vum Staat Israel nom Selbstbestimmungsrecht, nom Selbstverteidigungsrecht ass ganz kloer hei och ze ënnerstëtzen.

An deene leschten 13 Méint ass natierlech viles passéiert. Iwwer 40.000 Doudeger sinn elo ze bekloen an der Gazasträif. Dann ass zumindest d'Fro awer berechtigt, ob dat Recht op Selbstverteidigung net ufänkt, e bëssen disproportional ze ginn.

En neie Moment ass och de leschten 19. Juli agegrueden, wéi d'CIJ, d'Cour internationale de justice, en Avis erausginn huet op Demande, wéi gesot, vun de Vereenten Natiounen, wou d'CIJ ganz kloer festgehalen huet, dass déi Siidlungspolitik, déi vun Israel – zënter 1967 kann ee soen – bedriwwen gëtt, net legal wär. De Bau vun der Mauer géint déi véiert Genfer Konventioun verstoussen. Iwwregens hat d'CIJ dat schonn 2004 ervirgehewen.

Dësen Avis ka politesch gekuckt natierlech net ignoriert ginn. Rechtlech ass keng Verbindlechkeet do. Mee en dréit ouni Zweifel derzou bäi, déi Diskussioun ëm d'Unerkennung vu Palästina als onofhängege Staat nach weider ze verdéieren. A se gewënnt och ouni Zweifel u Gewiicht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och hei zu Lëtzebuerg diskutéiere mer elo scho wäit iwwer e Joerzëngt iwwer eng eventuell Unerkennung vu Palästina als onofhängege Staat. Ech erënneren och hei un déi Motioun vum 16. Dezember 2014, wou mer eis am Prinzipp och als Chamber derfir ausgeschwat hunn, an och d'Regierung deemools opgefuerdert hunn, Palästina als Staat unzuerkennen, mat deem, jo, et kënt een haut scho bal soen, e bëssen ominösen Zousaz „au moment qui sera jugé le plus opportun“.

De leschte 14. Mee hu mer op dëser Plaz eng Motioun ofgeleent, wou am Fong geholl d'Reconnaissance vu Palästina och erëm eng Kéier gefrot ginn ass. Ech wëll awer hei ganz kloer betounen, dass Lëtzebuerg an all deene Joren – et kann ee scho bal soe Joerzëngten – d'Cause vun de Palästinenser awer ganz kloer och vertrueden huet, zum Beispill beim Ophuele vu Palästina als 195. Member vun der UNESCO den 31. Oktober 2011 oder bei der Unerkennung vum Statutt vu Palästina als Membre observateur den 29. November 2012. An da weisen ech awer och hin op déi Resoloutioun vum leschte 17. September, wou Israel opgefuerdert gouf, déi besate Gebidder opzeginn. 124 Staaten hunn deemools derfir gestëmmt, dorënner och Lëtzebuerg.

Et gëtt awer eng Rei Grënn, firwat datt mer zu dësem Zäitpunkt Palästina als Staat net kënnen unerkennen:

Éischtens: Wien ass den Uspriechpartner vis-à-vis vu Palästina? Zënter dem 25. Januar 2006 si keng Wale méi ofgehalen ginn.

Zweetens: Eng momentan Unerkennung – an och den Här Zeimet ass schonn dorop agaangen – ass eng Symbolik. Jo, och iwwer eng Symbolik kann ee vill an der Politik diskutéieren, mee eng Symbolik geet u sech net duer.

An dann drëttens – dat ass fir eis als DP och e ganz valabelt Argument, an doriwwer si mer net ganz frou –: datt mer et net fäerdegbréngen, um Niveau vun der Europäescher Unioun mat enger Stëmm ze schwätzen. A fir mech läit do ee vun de Kärproblemer, well mer och an der Unioun getrennte Weeër ginn. Dat ass schrecklech onglécklech an dofir ass et och richteg, wann den Ausseminister ëmmer erëm betount, datt en op der Sich ass no neien Allianzen. Jiddefalls erhoffen ech mer vun der neier Kommissioun a virun allem vun der Madamm Kaja Kallas, datt si do vläicht kann nei Akzenter setzen.

Fir eis als Demokratesch Partei ass ganz kloer den éischte Punkt, déi éischt Fuerderung: en direkte Waffestëllstand an d'Fräiloosung vun de Geiselen. D'Diskussioun iwwer d'Zweestaateléisung kann dann eréischt gefouert ginn, muss allerdéngs dann och gefouert ginn. An och do solle mer eis kengen Illusiounen hign: Dat muss mat Hëllef vu bausse geschéien an do si ganz vill Acteure gefuerdert. Natierlech an éischer Linn d'USA.

(Coups de cloche de la présidence)

Et ass e bëssen traureg, datt de Katar sech elo zeréckgezunn huet, well se gesot hunn, se wëilten dann méi als Mediateur optrieden.

Bon, ech gesinn, ech kréien d'Schell schonn hei ze héieren. Erlaabt mer vläicht dann, Här President, awer och nach hei ze soen, datt ech am Numm vun de Majoritéitsparteien awer och nach eng Motioun hei deposéiere wëll, déi iwwregens och nach vun de Kollege vun de Piraten an och vun der ADR ënnerschriwwen ginn ass. Kann ech déi kuerz nach ...? Oder duerno?

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, dat sollt Der duerno maachen.

M. Gusty Graas (DP) | Da maachen ech dat duerno.

Jiddefalls dann nach eng Kéier ganz kloer zum Schluss: D'Demokratesch Partei ass net opposéiert, datt den Dag soll kommen, wou Palästina als onofhängege Staat unerkannt gëtt, mee d'Ramebedingungen zu dësem Zäitpunkt stëmmen net.

An en allerlescht Wuert nach wëll ech awer och soen: Den Ausseminister Xavier Bettel war elo bannent engem Joer véiermol an der Regioun do ënnen – véiermol! Ech mengen, och dat ass de Beweis, datt net nëmmen him, mee och der Regierung wierklech dru läit, e Maximum ze maachen, fir datt dee Konflikt hei esou schnell wéi méiglech op en Enn ka kommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Dir kënnt mer awer d'Motioun ginn, Här Graas. Da kënnen mer se allt ausdeelen. Dat ass ganz léif.

Motion 2

La Chambre des Députés, constatant

– que la recherche d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens est une préoccupation majeure

pour la communauté internationale, y compris l'Union européenne, depuis plus d'un demi-siècle ;

– l'échec à ce jour des tentatives de relance par la communauté internationale du processus de paix engagé depuis 1991 entre Israéliens et Palestiniens,

rappelant

– le droit inaliénable à l'autodétermination inscrit dans l'article 1^{er} de la Charte des Nations Unies, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

– le droit international, permettant à un pays une seule fois l'acte de reconnaissance formelle d'un État ;

– qu'il n'existe pas d'opposition de principe du Gouvernement quant à une reconnaissance formelle de la Palestine ;

– la motion de la Chambre des Députés du 16 janvier 2024 concernant le conflit au Proche-Orient,

considérant

– la motion de la Chambre des Députés du 16 décembre 2014 concernant la reconnaissance d'un État de Palestine invitant le Gouvernement « à reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord de deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun » ;

– que la reconnaissance bilatérale de la Palestine nécessite un effort international concerté afin d'exercer la pression requise et d'engendrer la dynamique politique nécessaire pour exercer une influence sur le processus de paix dans la région ;

– que le Gouvernement luxembourgeois, autant que l'Union européenne, affirment depuis longue date le principe de la reconnaissance de l'État de Palestine dans le cadre de la solution à deux États et du processus de paix au Moyen-Orient ;

– les multiples violations du droit international et humanitaire commises par le Hamas et par la force de défense d'Israël et les autorités israéliennes ;

– que l'organisation du Hamas ne représente pas le peuple palestinien ni ses aspirations ;

– la reconnaissance de la Palestine par la Suède, l'Espagne, l'Irlande, la Norvège et la Slovaquie ;

– la résolution A/ES-10/L.30/Rev.1 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 mai 2024 avec 143 voix pour, 9 contre et 25 abstentions, recommandant au Conseil de sécurité de « réexaminer favorablement » l'adhésion de la Palestine à part entière aux Nations Unies et rehaussant le statut d'État observateur de l'État de Palestine ;

– l'avis rendu en date du 19 juillet 2024 par la Cour internationale de justice déclarant illégale l'occupation par Israël des territoires palestiniens ;

– qu'Israël a réagi aux reconnaissances effectuées par différents pays par une pénalisation des Palestiniens, notamment par la suspension du transfert des revenus fiscaux qui reviennent à l'Autorité palestinienne ;

– l'intensification de la situation au Moyen-Orient ayant pris davantage d'envergure par l'escalade du conflit vers le Liban ainsi que les bombardements israéliens contre le Hezbollah et l'invasion israélienne du Liban depuis le 30 septembre 2024,

estimant

– que des décisions unilatérales ne mènent pas à l'issue sollicitée du conflit israélo-palestinien, notamment la reconnaissance mutuelle des deux États démocratiques et souverains, Israël et Palestine ;

– que toute annonce de reconnaissance devra aller de pair avec une réaffirmation ferme de la solution à deux États,

invite le Gouvernement, de concert avec la Chambre des Députés,

– à poursuivre ses efforts en collaboration avec tous les acteurs afin de parvenir à une paix juste et durable au Moyen-Orient par le biais d'une solution à deux États ;

– à lancer les discussions avec d'autres pays en vue de la reconnaissance une fois qu'un cessez-le-feu sera établi, que les otages du Hamas sont libérés et que des pourparlers pourront ainsi débiter pour une paix durable.

(s.) Gusty Graas, Gilles Baum, Simone Beissel, Sven Clement, Fred Keup, Laurent Zeimet.

An ech mengen, den Här Wagner wëllt Iech nach eng Fro stellen, wann Der se akzeptéiert, Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Selbstverständlech akzeptéieren ech eng Fro vum Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci, Här Graas. Ech hätt e puer Froen, mee ech bleiwe bei enger. Dir hutt gesot, Dir stellt Iech erëm eng Kéier d'Fro – doriwwer hu mer schonn emol diskutéiert –: Wien ass den Interlocuteur op der palästinensescher Säit? D'Fro ass gekläert, et ass d'Autorité palestinienne. Et ass keng Diskussioun.

Mee Dir sot zu Recht: „De Problem ass, datt d'Autorité palestinienne keng demokratesch Legitiméierung huet.“ Dat wësse mir och. An dat ass e reelle Problem. Ech hu virdrun och dovunner geschwat, wéi een dat kéint léisen. Dofir hunn ech vun de politesche Prisonnier geschwat, well soss schwätzt och keen aneren dovunner – iert ech beléiert ginn, Här Zeimet!

(Interruption)

Mee d'Fro ass: Ass dat déi nei Doktrinn zu Lëtzebuerg, datt mer just als Interlocuteur Regierungen hunn, déi demokratesch gewielt sinn? China: Solle mir eis Bezéiungen ...? Wien ass eisen Interlocuteur zu Peking? Ech mengen net, datt déi chineesesch Féierung wierklech demokratesch gewielt ass. Mat Saudi-Arabien hu mir Bezéiungen. Mat den Emiraten hu mir Bezéiungen. A souguer den Här Selenskyj hätt missen erëmgewielt ginn. Et kann en doriwwer diskutéieren, ob et richteg ass oder net, datt en net erëmgewielt ginn ass. Mee heescht dat, datt den Här Selenskyj fir eis keen Interlocuteur méi ass? Ass dat de Problem? Dat ass meng Fro, Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Ech mengen, Dir vermëscht zwar zwou Saachen hei mateneen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee.

M. Gusty Graas (DP) | Dach.

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee.

M. Gusty Graas (DP) | Dach.

(Hilarité)

Engersäits schwätzt Der vu Länner, déi eng offiziell Unerkennung hunn ...

M. David Wagner (déi Lénk) | A!

M. Gusty Graas (DP) | ... um internationalen Niveau, déi Der elo genannt hutt. Anerersäits schwätze mer vun engem Land, wat bis elo nach keng Reconnaissance huet. An dowéinst, mengen ech, ass et legitim, datt een déi Fro stellt: Wien ass eisen Interlocuteur? An dat soen net nëmmen ech, mee dat soe ganz vill Experten, déi vill méi vun där Problematik hei kenne wéi ech. Wa mer zum Beispill zu dësem Zäitpunkt géinge Palästina unerkennen, wier dat – an ech mengen, den Här Zeimet hat et och scho gesot – u sech och den Aveu, datt mer géingen akzeptéieren, wat d'Hamas de 7. Oktober gemaach huet.

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee. Ma da kënnt Der de Staat unerkennen an dann hutt Der en Interlocuteur – dës Woch nach.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Här Wagner, ok. Mir hunn Äre Message verstanen. Deen ass kloer. Mee den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. An den Här Cruchten huet elo d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An ech géif gären ufänke mat engem Merci u meng Virriedner, allen dräi, fir eng ... Mir sinn hei, zemoos mat deenen zwee leschte Virriedner, net enger Meeung, mee ech fannen, dass mer hei awer eng wierdeg Debatt féieren zu engem ganz schwéieren, awer wichtege Sujet. An dofir geet mäi besonnesche Merci un d'Kollege vun déi Lénk an den David Wagner dofir, dass se déi Aktualitéitsstoun hei nach eng Kéier ugefrot hunn, well et leider nach ëmmer néideg ass, iwwert d'Unerkennung vu Palästina ze diskutéieren.

De Bilan vun der Situatioun am Noen Osten ass schockant, desastrés! Et feelen engem d'Wierder, fir ze beschreiwen, wat mat de Mënschen am Moment a Gaza geschitt. D'Situatioun vun palästinensesche Vollek kann net méi miserabel ginn, et ass eng total humanitär Katastroph! An d'Welt, déi kuckt no. Oder och net méi, well deen een oder anere sech scho bal un déi grujeleg Biller gewinnt huet.

Déi israeelesch Arméi schreckt och net dervun zréck, zivill Infrastrukturen ze bombardéieren. Sëlleg Schoule si vun der israeelescher Arméi bombardéiert ginn. Et gëtt vill traureg Beispiller dofir, dass déi israeelesch Regierung den Doud vun Dausenden Zivilisten, virun allem Kanner a Fraen, a Kaf hält. Dat, wat déi israeelesch Regierung mécht, steet scho laang a kenger Proportioun méi zu hirem Recht op Selbstverteidigung. Dat ass net „e bëssen disproportionéiert“, wéi mer elo virdrun héieren hunn, 40.000 Doudeger, dovunner déi allermeeschten zivill Affer, dat ass e Massaker!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Wat eis nieft deem ganze mënschleche Leed rezent nach schockéiert huet, ass de Verbuet vun der UNRWA duerch d'israeelescht Parlament. D'UNRWA, d'Organ vun der UNO fir d'Hëllef fir palästinensesch Flüchtlingen am Noen Osten, leescht zanter Joren eng exceptionnel Aarbecht. Ouni d'UNRWA géing et a Palästina guer keng humanitär Versuergung ginn, näischt, glat a guer näischt géif et ginn! Et gëtt keng aner Organisatioun, déi dës essentiell Aufgabe kéint iwwerhuelen. Mir sinn hei absolut op d'UNRWA ugewisen, wa mir iergendwéi versiche wëllen, iergendeng humanitär Hëllef ze leeschten.

Dofir sinn ech frou, dass eisen Ausseminister déi essentiel Roll vun der UNRWA erkannt huet a bei der Ënnerstützung vun der UNRWA net noginn huet. Dat war och net selbstverständlech, well och aus de Reie vun der Koalitioun koume kritisches Téin. An deem Zusammenhang begrëisse mir och deen neien Accord, wou Lëtzebuerg d'UNRWA déi nächst dräi Joer wäert mat 30 Milliounen Euro ënnerstützen. Dat ass nëmme richteg esou, Här Ausseminister!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Um internationale Plang huet sech nach eppes immens Wichtige geden. Et ass och scho virdu gesot ginn: D'Cour internationale de justice huet den 19. Juli en Avis ofginn, an deem se kloer seet, dass déi israeelesch Besetzung vun de palästinensesche Gebidder illegal ass. Se verstéisst also géint internationaalt Recht. Dat hate mir jo hei an der Chamber schonns de 14. Mee gesot. Elo ass et confirméiert.

An dat huet Konsequenzen, net just fir Israel, well si hir Truppen an all hir Siidler musse vun de besate

Gebidder zréckzéien, mee och fir eis an déi ganz internationale Communautéit, well mir als Weltgemeinschaft an der Verantwortung stinn, derfir ze suergen, dass Israel sech un internationaalt Recht hält. Mir mussen och selwer sécherstellen, dass Lëtzebuerg op keng Aart a Weis déi illegal Besetzung ënnerstëtzt, och net iwwer Entreprises, déi an de besate Gebidder aktiv sinn.

D'UNO huet säin Appui zu deem Avis vun Internationale Gerichtshaff ginn. Den 18. September huet d'Assemblée générale eng entspreichend Resolution gestëmmt. Israel gëtt hei net nëmme dozu oggeruff, déi betrafte Gebidder direkt ze verlossen, déi israeelesch Regierung soll och fir Reparatioune suergen. Mee dass dat geschitt, schéngt engem dach ganz wäit ewech.

An awer ass et keng Symbolpolitick. Geneesou ass d'Unerkennung vu Palästina vill méi wéi just Symbolpolitick. Et geet hei ëm e staarkt Zeechen, fir dem palästinensesche Vollek ze soen: „Mir hunn Iech net vergiess. Dir hutt e Recht op Selbstbestëmmung an Dir hutt, gradewéi Israel, e Recht, a Fridden an a Sécherheet ze liewen.“

An nee, Här Minister, dat ass net just Symbolpolitick. Lëtzebuerg ass hei amgaangen, sech méi kleng ze maachen, wéi et ass. An eis Positioun och als klengt Land bleift um internationale Parquet net onbemierkt. Virun engem Mount op der offizieller Visitt vun der Chamber a Slowenien huet d'Presidentin vun sloweenesche Parlament bedauert, dass Lëtzebuerg sech net Slowenien, Irland, Spuenien an Norwegen ugeschloss huet, fir Palästina unzekerken.

Op wie waarde mer, Här Minister? Südkorea, Japan, Panama oder soss nach een? Dir hutt am Fréijoer gesot, et misste siwen oder aacht Länner sinn, fir dass Lëtzebuerg bei esou enger Initiativ matmécht. Mee wann een d'Weltkaart kuckt – an ech invitéieren Iech, googelt dat emol eng Kéier an da kuckt Dir Iech d'Weltkaart un –, da bleiwen net méi vill Länner Rescht, déi Palästina nach net unerkannt hunn. Op d'USA an op eis däitsch Nopere brauche mer an deem Kader net ze waarden.

Fir eis ass et a bleift et onverständlech, firwat mer eis net enger europäescher Initiativ ugeschloss hunn an eis elo verstoppen. Mir erwaarden net, dass eise Positionnement an dëser Fro perfekt diplomatesch ass. Et ass ganz richtig, mat béide Säiten ze schwätzen, Här Minister. An der Diplomatie kann een awer net ëmmer jiddwerengem gefalen. Dat ass grad bei dësem Sujet net méiglech an dat wäert mat Sécherheet net funktionéieren.

Et sief och gesot, dass et eis vollkommene kloer ass, dass déi Lëtzebuurger Unerkennung vu Palästina dee schreckleche Krich net direkt wäert op en Enn bréngen. Mee se setzt, wéi gesot, en Zeechen, dass mir d'Palästinenser net vergiessen an dass mir der Iwwerzeegung sinn, dass hinnen en eegene Staat zousteet an et déi eenzeg laangfristeg Léisung vun Konflikt ass. A selbstverständlech gehéiert dozou och d'Fräi-loosse vun alle Geiselen.

Wat mir eis allerdéngs erwaarden, ass, dass Lëtzebuerg sech kloer positionéiert, Faarf bekennt an der Welt weist, wou mir stinn: op der Säit vun internationale Recht a fir de Fridden. Bei der UNO zu New York hutt Dir, Här Ausseminister, e groussen Appell gemaach un all déi Länner, déi Palästina nach net unerkannt hunn, sech ze koordinéieren. Verzeit mer, wannechgelift, mee dat ass scho bal rocambolesque!

Mir refuséieren, zesumme mat verschiddenen europäesche Partner e kloert Zeechen ze setzen, fir dann e puer Wochen duerno en Appell un anerer ze maachen. Ass dat do „d'Solution à la luxembourgeoise“,

déi Dir fir Enn des Joers ugekënnegt hutt? Mech géing interesséieren, wéi vill Länner op deen Appell reagéiert hunn. Kënn Dir eis wannechgelift soen, wéi vill Länner op deen Appell geäntwert hunn? Wat waren d'Retourcen, déi Der do kritt hutt?

(Coups de cloche de la présidence)

Amplaz eng „Solution à la luxembourgeoise“, wat och ëmmer dat bedeite soll, hätte mir léiwer eng europäesch Solution gehat, wann och nëmme partiell. Mee deen Zuch hu mer verpasst, bewosst, an dat ass schued!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Den Här Goergen wëllt Iech eng Fro stellen. Sidd Der d'accord domadder, Här Cruchten?

M. Yves Cruchten (LSAP) | Hie ka mir eng Fro stellen, jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Cruchten. Ech hunn Iech elo gutt nogelauschert, virun allem wéi Der iwwer israeelesch Firma geschwat hutt. Ech hat virun dräi Joer oder véier Joer hei eng Heur d'actualité. Deemools ass et ëm Pegasus gaangen. An deemools waren et zwee LSAP-Minister, déi mer géigeniwwersouzen. Ech mengen, et waren den Economieminister an den Här Asselborn. An deemools war jo d'Diskussioun, dass Pegasus iwwer Lëtzebuerg leeft. Elo ass erauskomm, dass Pegasus och an der Gazasträif agesat ginn ass.

Huet d'LSAP dann an Tëschenzäit eng nei Positioun? Well deemools hu mir Piraten gefrot, dass Pegasus net méi soll zu Lëtzebuerg etabléiert sinn als Firma, wou dat hei verpaid gëtt an iwwer Lëtzebuerg leeft. Dir hutt elo vun de Firma geschwat. Hutt Der Är Positioun do revidéiert a sidd Der eiser Meenung, dass Pegasus net méi sollt iwwer Lëtzebuerg verpaid ginn?

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech mengen, dass mir ganz kloer gesot hunn, dass keng Entreprise – vun den Entreprises, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn –, ob dat Pegasus oder soss eng ass, kann an de besate Gebidder aktiv sinn. Dat ass internationaalt Recht. Dat huet d'Cour de justice och elo nach eng Kéier bestätegt. An dorunner ass sech ze halen, ob dat elo Pegasus ass oder soss iergendeen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, jo, dës Heur d'actualité – oder Motioun – huet an deem Sënn hir Daseinsberechtigung, well mer viru sechs Méint schon eng Kéier driwwer ofgestëmmt hunn an deemools den Ausseminister gesot huet: „An zwee, dräi Méint kënne mer nach eng Kéier kucken.“

Dat war dann, soen ech emol, vläicht ganz optimisteschesch oder e bëssen naiv oder einfach kalkuliert. Well op jiddwer Fall, mengen ech, war deemools och scho kloer, dass d'Situatioun sech an zwee, dräi Méint net onbedéngt géif vill verbesseren, och wa mer sécherlech alleguer d'Hoffnung hunn, dass dat elo an den nächste Méint oder am Laf vun nächste Joer wäert geschéien.

Fakt ass awer och, dass zum Beispill d'Geiselen nach ëmmer net alleguer fräi sinn, déi bei der Terrorattack vun 7. Oktober geholl gi si vun der Hamas, vun de Palästinenser. Fakt ass och, dass de Krich am Gaza weidergeet, demesüréiert vun der israeelescher Arméi gefouert. Och dat ass ganz richtig.

Dat Ganzt ass eng schrecklech Tragedie! An ech, wéi Dir warscheinlech och, mir alleguer wëssen net, wéi dat doten alles soll geléist ginn.

Mir hunn eis alleguerten, mengen ech, hei eng Kéier dozou geäussert, dass mer wëllen eng Zweestaatélésung hunn. Dat ass eist Zil. Ech weess awer net, ob et d'Zil vu jiddwerengem do ennen an Israel ass. An ech weess net, ob et vu jiddwerengem a Palästina d'Zil ass. An ech mengen, dass déi Leit dohannen och hannert esou enger Léising misste stoen.

Ech weess awer net – ech zweifele ganz staark drun –, ob d'Palästinenser eng Zweestaatélésung wëllen. An ech zweifelen och staark drun, dass d'Israeelen alleguerten, oder an der Majoritéit, eng Zweestaatélésung wëllen. A wa si et net wëllen, ass et am Fong och egal, wat mir hei sou zielen zu Lëtzebuerg an eiser Chamber.

Fakt ass och, dass et net esou einfach ass, e Staat unzuerkennen. Do gëtt et verschidde Krittären ze erfëllen, dat ass alles schonn hei gesot ginn: Et muss een e Staatsterritoire hu mat Grenzen, dee fonctionéiert; et muss een e Staatsvollek hunn; et muss een Institutionen hunn, also eng Regierung, déi fonctionéiert; et muss ee Relatiounen hu mat den Nopeschlänner.

Alles dat ass doutéis am Fall vu Palästina. An dat erschwéiert natierlech ganz kloer eng Unerkennung, well een tatsächlech net richteg weess: Wat erkennt een dann do un? Och wann een et am léifste jo géif maachen an et wär alles an der Rei a mir hätte Friden an a Palästina all véier Joer oder fënnf Joer Walen an eng demokratesch Regierung an en Zesummeschaffen. Mee dat schéngt awer in weiter Ferne ze sinn.

Ech hu gesot, wann déi zwee Vëlker do net matmaachen, kann et net fonctionéieren. An da gëtt et nach déi grouss Fro, wat elo an Amerika geschitt. De Marco Rubio gëtt elo, wann ech mech net ieren, Ausseminister. De Marco Rubio huet virun zwee Deeg gesot, hunn ech op TikTok gesinn – net normal an de Medien, op TikTok huet en et gesot –, dass en absolut géint e Waffestellstand ass. D'Hamis misst elo zerstëiert ginn.

Also dat ass elo op jiddwer Fall dat, wat d'Amikaner ënnerstëtze wäerten. An den Trump sécherlech och. Hien hat virun e puer Joer jo eppes virgeschloen, wéi e President war, wéi d'Zukunft kéint ausgesinn. Vlächicht kënnt en elo erëm mat eppes a vlächicht huet en och déi néideg Autoritéit, fir si dohannen, d'Palästinenser an d'Israeelen, dann op seng Linn ëmzestëmmen, op jidde Fall zum Deel.

Mee wat heescht dat, zum Deel? Dir wësst ganz genee, wann Der an enger Gesellschaft 5 %, 10 % determinéiert Radikaler hutt, da kënnt Der warscheinlech net zu enger Fridensléising kommen. Sou gesäit et am Moment aus.

Vun dohier mengen ech awer, an och, fir op déi Haaptfro ze komme vun der Motioun, dass et am Moment wierklech net den Zäitpunkt ass, fir Palästina unzuerkennen, sou gär wéi mer dat och wäerten eng Kéier wëlle maachen – an ech hoffen, och hei wäerte maachen. Mee am Moment, compte tenu, dass se d'Krittären net erfëllen ...

A ganz besonnesch muss ech awer soen, dass ech och net verstinn, dass déi aner Länner et gemaach hunn. Dat verstinn ech och an deem Sënn net. Well wann ee Palästina elo an där ganzer Logik nom 7. Oktober unerkennt, dann entschëllegt ee quasi déi Saachen, déi de 7. Oktober geschitt sinn. An ech mengen, dat dierfe mer am Fong net maachen.

Duerfir: dës Kéier net. Dann hoffentlech iergendwann an Zukunft.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, Här Ausseminister, mir wëssen, déi Diskussioun hei, déi hutt Der net esou gär. Dir sot eis ëmmer, et géng souwisou net terribel vill bréngen, et wär Symbolpolitick – niewent aneren Argumenter, déi den Yves Cruchten an den David Wagner schonn opgeléicht hunn, wou Der dann och ëmmer erëm nei Länner an d'Spill bréngt.

Klamer op: Et ass och d'Benelux virdu genant ginn. Ech froe mech, mat wem mer do am Moment géingen diskutéieren.

Dir wëllt ons och vlächicht herno erëm erklären, dat eng Unerkennung vu Palästina duerch Lëtzebuerg der Famill zu Ramallah, déi ënner den israeeleschen Attacke leit, net weiderhëlleft.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Richteg!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Voilà, ech hunn Iech déi Zäit elo scho gespuert.

Ofgesi vum Fait, dat kee vun ons dat behaupt, dat de Krich doduerch géing op en Enn goen oder dat dat eng konkret Verbesserung vun der Situatioun vum Einzelnen an der Gazasträif géing bedeuten, ass et schonn irritéierend, dat Dir als Chefdiplomate – an ech weess och net, wat elo sou léschteg un där Diskussioun hei ass – fannt, et kéint een an der Aussepolitick net mat Symboler Politick maachen a keng Zeeche setzen.

Wann Der Iech absolut zu Recht a verschiddene Länner fir LGBTQI+-Rechter asetzt, dann ännert Dir domat net direkt eng Realitéit. Dir weist awer de Staats- a Regierungschef an de Länner, déi restriktiv an diskriminatorech Gesetzgebungen hunn, dat Dir net averstane sidd, an Dir weist de Mënschen aus der Communautéit, aus där Communautéit an deene Länner, dat Der se moralesch ënnerstëtzt.

E Gest, e Symbol. Méi verlaange mer hei och net, och wa mer wëssen, dass et eng aner Dimensioun huet.

D'Europäesch Unioun ass sech leider net eens an – do sinn ech méi pessimistesche wéi Verschiddener vu menge Virriedner – och do ass keng Besserung en vue. An d'Europäesch Unioun ass virun allem och keng grouss Hëllef fir déi palästinensesch Populatioun den Ament.

De Problem vum Double Standard tëscht „wéi mer mat der Attack op d'Ukrain hei ëmginn“ versus „wéi mer déi Attack géint d'palästinensesch Populatioun traitéieren“, deen hallt leider no uechtert d'Welt. An ech fäerte ganz, dat dat eis och nach wäert eng länger Zäit begleeden. Et geet jo och net drëm, Russland an Israel op een Niveau ze setzen, mee trotzdem.

Natierlech gouf et de 7. Oktober zejoert déi fierchterlech an absolutt condemnabel Massaker a Geiselnamen an Israel, orchestriert vum Hamas. A jo, et si säitdeem Geisele gestuerwen an et sinn der och nach ëmmer a Gefaangenschaft. Mee erlaabt dat et, eng ganz Populatioun unzegräifen, andeems se bombardéiert gëtt, hir den Zougang zu Iessen, Gedrénks onméiglech gemaach gëtt? Nee. An ech mengen och ze wëssen, dat Dir dat och esou gesitt. Mee ech mengen et eebe just. Well et ass jo och grad dat, wat feelt an deem Dossier: dat ee genee weess, woufir Dir, woufir d'Regierung an deem Dossier steet.

Sidd Der net der Meenung, dat d'israeelesch Regierung géint international Recht verstësst? Wann Dir hei e ganz onmëssverständleche Message hätt, sou wéi zum Beispill an der Fro vun de Rechter fir LGBTQI+-Mënschen an autoritäre Regimier, da wier et och net esou einfach fir d'israeelesch Diplomatie,

Ären Optrëtt bei der UNRWA zu hiren Zwecker ze detournéieren; esou einfach aus Äre Froen, déi Der par ailleurs ganz symbolesch viru lafenden Handkamerae gestallt hutt, e Video géint d'UNRWA ze maachen – ee Propaganda-Video ënner villen.

An dobäi sidd Dir, an dat ass wierklech positiv, et ass schonn ugeschwat ginn, ee vun de groussen Ënnerstëtzer vun der UNRWA, well Der zu Recht erkannt hutt, dat hir Netpresenz zu nach vill méi Problemer an der Regioun géing féieren.

Mir hunn d'Unerkennung vu Palästina net direkt d'lescht Joer nom 7. Oktober gefuerdert, no deenen terroristeschen Attacken, mee eréischt, wéi déi israeelesch Reaktioun mat hiren Auswierkungen op déi palästinensesch Populatioun ëmmer méi aus dem Rudder gelaf ass.

Och eng Ambassade ze envisagéieren, ass e Gest an ass ofhängeg vun engem Moment; dëst zum Beispill elo ze maachen, wou Israel international ëmmer méi an d'Kritick kënnt, géif, wéi Är Aktioun bei der UNRWA, als Symbol benotzt gi vun enger Säit an deem Konflikt, eppes, wat de Premier d'ailleurs och schéngt esou ze gesinn – wéi ech et elo beschriwwen hunn –, well hie sot, et wier net de Moment dofir, an der aussepolitischen Kommissioun.

Heiansdo, Här Ausseminister, a grad an Ärer Fönetioun, ass et wichteg, ganz kloer Faarf ze bekennen, ganz kloer ze soen, wou ee steet. Dat hei wier esou eng Situatioun. D'Unerkennung vum palästinensesche Staat wier keen Enn an och keen du jamais-vu. Et wier en Uschloss un aner Länner, eng Method, e bëssen Afloss ze huelen. Dat bréngt de Krich net op en Enn. Mee et weist, mat onse Moyenen, an deem oneenegen Europa, och der israeelescher Regierung déi Rout Kaart, déi se verdéngt huet, an der palästinensescher Populatioun, dat se net eleng ass tëscht den Terroriste vun der Hamas an den israeelesche Bommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Madamm Tanson. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 7. Oktober sinn d'Terroriste vun der Hamas an Israel agefall an hunn de Mënschen, déi ronderëm gelieft, gefeiert oder geschafft hunn, Schreckleches ugedoen. 1.139 Mënschen hunn hiert Liewe gelooss. Anerer goufe verschleeft. Verschiddener gi bis haut als Geisele gehalten.

Zënterhier ass vill, jo, ganz vill geschitt. Mëttlerweil ass e richteg Krich ausgebrach. Ëmmer nees gi vu verschiddene Säite Rakéiten an Dronen ofgeschoss an d'Gewalt huet sech iwwert d'Grenze vun Israel a Palästina eraus verbreet, jo, sou zum Beispill och an de Libanon. Iwwert de regionale Konflikt, deen iwwert d'Lännergrenzen ewech ausgedroe gëtt, musse mer guer net am Detail schwätzen.

Den 28. Oktober huet Israel entscheet, dat d'UN-palästinensesch Hëlleforganisatioun UNRWA net méi op israeeleschem Buedem däerf operéieren. En Akt, deen u sech ze condemnéieren ass, well – an dat gouf elo schonn e puermol gesot – et immens wichteg ass, dat et eng Hëlleforganisatioun um Terrain gëtt, a well d'Situatioun nach vill méi grav wär, wann déi net do wär.

A vun deem Akt vun der israeelescher Regierung, vun hirer Majoritéit, ass Palästina massiv betraff, well eeben Israel d'Grenzen zu Palästina kontrolléiert. Dat weist sech dann och doranner, dat de Katar, deen elo ganz laang probéiert huet ze vermëttelen an deem Konflikt – als net grad neutrale Vermëttler, well als

neutral gëtt e sécherlech vun den Israeëlien net be-truecht –, elo den 9. November decidéiert huet, sech als Vermëttler zrëckzéien. E Fridde schéngt domad-ëmmer méi onwarscheinlech, jo, vläicht souguer onméiglech ze ginn.

An den aktuelle geopoliteschen Trends gesäit et och net esou aus, wéi wann et zu neie Camp-David-Accorde géif kommen, wou een de Courage hätt, déi zwou Säiten un en Dësch ze kréien. Wann et dann iwwerhaupt nëmmen zwou Säite wäeren, well ech mengen, datt de Konflikt méttlerweil vill méi Facetten huet, wéi datt ee kéint soen: „Israel géint Palästina, Palästina géint Israel.“ Mir musse jo hei bewosst d'Trennung maachen, well Palästina méttlerweil och keng eenheetlech Gouvernance méi huet.

A Palästina ass méttlerweil viles duerch Bommen-ugréffer zerstéiert ginn, dorënner och vill Gebaier wéi Schoulen a Klinicken – genau dat, wat als Infrastruktur néideg ass, fir d'Zukunft ze preparéieren. De Misär fir d'Mënschen ass grouss.

Och hei musse mer dann oppe si fir Kriticken um Virgoe vun der Netanjahu-Regierung. Mir kënnen net einfach soen: „Dir hutt d'Recht, Iech ze verteidegen“, an duerno musse mer net méi iwwer Vëlkerrecht schwätzen. Dat geet net! Mir musse weiderhin och do den Israeëlie soen: „Dir gitt ze wäit. Dir iwwerschreit hei reegelméisseg rout Linnen!“ An dat huet, mengen ech, den Arrêt vun der Cour de justice internationale jo och gesot.

Datt d'Impfcampagne géint Polio a Palästina gréisstendeels – an nach net ganz – ofgeschloss konnt ginn, ass da kee wierklechen Trouscht. Dat ass esou eng Drëps op en elle waarme Steen.

Kloer ass: D'Hamass ass net Palästina! D'Hamass steet och net fir d'palästinensesch Zivillbevölkerung, déi vun hir genaousou maltraitéiert gëtt wéi d'israeëlesch Zivillbevölkerung. D'Hamass verstoppt sech hanner Zivilisten. An dat eleng ass e Crime de guerre. Och dat muss ee soen. Et kann een also net hei an engem renge Schwaarzweiss-Denke soen, datt et just eng schlecht an eng gutt Säit gëtt. Dat ass, mengen ech, méttlerweil widerluecht. An d'palästinensesch Zivillbevölkerung ass en Affer vun den Terroriste vun der Hamas, duerch déi elo hir Haiser zerstéiert goufen a si an hir Familien a Liewensgefor schwiewen.

Mir hunn eis ëmmer fir eng Zweestaateléiung ausgeswat an där Positioun bleiwe mer weiderhin trei. D'Grenze vun 1967 musse laangfristeg hiergestallt ginn. Nëmme esou schéngt – schéngt! – eng laangfristeg Léiung och nëmmen am Usaz méiglech ze sinn. Mee dofir brauch een awer natierlech en demokratesch gewieltenen Uspriechpartner op palästinensescher Säit, deen d'Mënscherechter respektéiert, deen eng gewësse Kontroll iwwer säi Staatsgebitt huet, dee säin Hoheitsgebitt kann hierstellen an deen dat och garantéiere kann.

Jo, alles dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, feelt haut. Also muss een de Constat maachen: Erkenne mer se dann elo un oder net? An dat hunn eng Rei Länner rezent gemaach. Ech erënnere mech gutt un dee leschten Debat hei an der Chamber, wou gesot gouf, et wär e wichtege politeschen Akt, ze soen: „Mir erkenne se un“, well domadder kéinte mer diplomateschen Drock ausüben.

Elo constatéieren ech awer, datt trotz deem, datt eng Rei Länner et gemaach hunn – Länner, déi vill méi grouss si wéi Lëtzebuerg –, deesen diplomateschen Drock éischer de Contraire bewierkt huet: Israel huet sech méi op senger Positioun versteift, ass esou wäit gaangen, d'UNRWA op sengem Territoire ze verbidden, reagéiert trotzeg. Et gouf also keng Verbesserung.

An d'Voraussetzungen, fir datt mer et haut kéinte maachen – déi hunn ech elo grad opgeléicht –, si leider och nach ëmmer net do. An et gesäit och net esou aus, wéi wa sech dat an deenen nächste Wochen a Méint änneren géif. Amplaz also vun der Onofhängegkeet oder vun der Reconnaissance ze schwätzen, misst eis éischt Prioritéit sinn, datt de Krich esou séier wéi méiglech ophält, d'Geisele fräikommen an d'Mënscherechter respektéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech deem engen oder deem aneren hei nolauschten, hunn ech d'Gefill, dass déi eng en Häerz hunn a Biller op der Tëlee gesinn, déi se matrappen, an et deenen aneren zimmlech egal ass, wat geschitt.

Ech akzeptéieren dat net. Et ass keen, Här President, hei an deem Haus, keen, weeder an der Chamber nach an der Regierung, deem et egal ass, wat dohanne geschitt. Keen!

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Et sinn och eng Rëtsch vu Leit, déi engem d'Gefill ginn, wéi wann eng Lëtzebuurger Positioun ausschlaggebend wär. An ech kréien de Reproche gemaach, mir wieren net fir Symbolpolitik an et wier awer wichteg, och Zeechen ze setzen. Ech hunn och tëschent de Klammere bal ze verstoe kritt, ech géif mech méi fir LGBTIQI-Wärter asetze wéi fir iergendepes aneres.

Plusieurs voix | O!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Dat ass gesot ginn.

(Interruption)

Ech wëll just drun erënnere, dass ech mech fir d'Mënscherechter asetzen. An dat betrëfft och d'Fraen am Afghanistan – fir d'Madamm Tanson just ze informéieren –, dat betrëfft och d'Minoritéitsreliounen an deene verschiddene Länner, déi ech als Kooperatiounsminister als nei Krittären agesat hunn, an och eeben alles, wat Marche arrière ass bei Mënscherechter. An ech wäert mech dowéinst weider asetzen, fir dass déi Schwächst an enger Gesellschaft och weider awer kënne Rechter behalen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, ech komme grad aus där Géigend zrëck. Ech war viru Kuerzem ..., an et ass vun enger Rëtsch vu Leit gesot ginn an och vum Här Graas: Dräimol war ech elo a Palästina, an Israel – a véiermol an der Géigend, well ech war och nach a Jordanien, fir eeben och en UNRWA-Camp kënnen ze besichen. Et ass déi Plaz ausser Bréssel, wou ech am meeschte war déi lescht zwielf Méint. A wann et der Regierung egal wär, wat sur place geschitt, da géif den Ausseminister sech net dohinner deplacéieren. Et ass kengem egal!

An ech wëll och deene verschiddene Riedner a virun allem och dem Chef vun der gréisster Oppositionspartei derfir Merci soen, och do, wou een et richtig féint, engem Minister Merci ze soen.

Bei der UNRWA ... Et war net evident an Dir hutt gesot, et wier contre vents et marrées. Ech kann Iech soen, mir haten en internationalen Drock souguer bei der UNRWA, fir do Ennerstëtzung ze leeschten. An Dir hutt gesinn, deen een ass wéi en Dominossteen ewechgefall, fir d'Ennerstëtzung bei der UNRWA ze reduzéieren. An déi meescht Länner sinn zrëckkomm. Déi meescht. Mee et si verschiddener, déi haut nach net zrëckkomm sinn.

Déi Rees war keng einfach Rees an ech muss Iech soen: Wann een d'Billen gesäit, ass et schrecklech. Mee ech wëll just drun erënnere, dass souguer fir terroristesch Organisatioune wéi den Hamas an d'Hisbollah ..., déi sinn am Fong – pardon, wann ech dat soen, Här President – dat Ruckelzegst, wat et an enger Gesellschaft ka ginn: sech grad ënner Spideeler installéieren, grad ënner Refugiéscampen installéieren, grad ënner Infrastrukturen, Schoulen installéieren, an hoffen, dass, wann eng Attack kënnt, och Biller kënne kommen, fir d'Leit ze schockéieren! Dass verschidde Responsabel vum Hamas sech wa méiglech nëmme mat israeëlesche Geiselen oder mat Kanner beweegen an hoffen, dass, wa Biller gemaach ginn, wann hinnen eppes geschitt, niewebäi och Biller sinn, déi d'Leit dann net akzeptéieren!

Wéi och dohanne war, hunn ech eng Rëtsch vun Interlocuteurs gesinn. Dat war den Israel Katz, deen elo Defenseminister ginn ass, deen awer deemools Ausseminister war. Dat war den Amir Ohana, dee Chamberpresident war op der israeëlescher Säit. Ech hunn och eng Fra gesinn, wou d'Famill en otage gehale ginn ass.

Ech hunn op der palästinensescher Säit de Premier-an den Ausseminister gesinn. Ech hunn och palästinensesch Bauere gesinn, déi a Gebidder sinn, wou am Fong israeëlesch Siidlunge vun Extreemisten hinnen deen Terrain ewechhuelen, wou se als Baueren duerch d'Recolte vun den Oliven hiert Brout verdéngt hunn, joerzëngtelaang, an déi duerch irresponsabel Siidlungen am Fong och an de Misär gedrückt ginn.

Dat war elo déi Lescht virun zwou Wochen. Der-tëschent war ech eng kéier op New York, fir mat der UNRWA – an och merci, datt dat ënnerstrach ginn ass vum Här Graas – eng nei Konventioun ze ënnerschreibe fir déi Kollaboratioun. An ech mengen, et war den Här Cruchten, deen och déi Zomm vun 30 Milliounen zitéiert huet, fir déi mer eis engagéiert hunn. An ech si wéi mäi Virgänger, den Här Fayot, deen och weess, firwat een d'UNRWA ënnerstëtz. Am Moment gëtt et keng Alternativ.

An ech hunn hei bal de Reproche gemaach kritt, dass e Journalist vum „Lëtzebuurger Wort“ gefilmt huet déi ganzen Zäit an do en Extrait dann duerno gepost huet.

(Interruption)

Jo, Madamm Tanson, d'Press ass fräi ze filmen! Ech kann net engem Journalist soen, „Dir dierft hei net filmen!“, wann dee Journalist dat gefilmt huet an dat dann duerno vun engem anere gebraucht gëtt oder mëssbraucht gëtt oder utiliséiert gëtt.

Et ass eng Tatsaach, dass ech bei der Visitt bei der UNRWA och d'UNRWA ugeschwat hunn op d'Schoulbicher. An dass dann elo gemengt gëtt, dass dat kéint géint d'UNRWA benotzt ginn – nee! D'UNRWA ass net perfekt, an dofir ass de Rapport Colonna och do, an dee Rapport Colonna muss ëmgemat ginn. Mee et kann net sinn, dass Bicher, déi vun der Autorité palestinienne gedrückt ginn, awer vun der UNRWA benotzt ginn, eng Apologie vum Terrorismus maachen. A wa mir d'UNRWA matfinanzéieren, wëlle mer awer och, dass d'UNRWA verschidde Reegelen, fir irreprochabel ze sinn, muss respektéieren.

Une voix | Jo.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | An do geet et net, dass Schoulbicher benotzt ginn, déi soen: „Déi Madamm, déi huet esou vill Judden ëmbruecht, an dofir ass se eng Heldin.“ Dat geet net!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dofir hu mir och insistéiert fir e Waffeställstand. Et ass net nei. Et ass net nei!

An de Problem, dee mer hunn, ech brauch jo net op déi Biller anzegoen, ech mengen, et war den Här Zeimet, dee schon doriwwer geschwat huet, iwwert déi Situatioun, déi Crispatioun, déi mer hei hunn, déi Gewalt, déi mer hei am Fong bal mat importéieren.

Kuckt, wat zu Amsterdam geschitt ass! Ech weess, dass am Ufank och Provokatiounen komm si vu verschiddenen israeelesche Fussballfannen. Mee d'Antwort op eng verbal Aggressioun kann net Gewalt sinn! Dass eng Leit an de Stroosse gesäit soen: „Nee, ech sinn net Judd!“, dat erënnert mech un déi schlëmmsten Zäiten, déi mer op onsem Kontinent hatten. Ass et normal, dass haut e Judd bal muss Angscht hunn, mat enger Kippa duerch d'Stroosse ze goen? Mir sinn an dëser Situatioun, dass an Europa an duerch d'Welt am Fong duerch dee Konflikt, deen dohannen ass, och hei den Antisemitismus steigt vis-à-vis vun de Judden, awer och den Haass vun den extreem Rietse vis-à-vis vu Muslimen.

Si mer eis däers bewosst, dass am Fong hei den Hamas an d'Hisbollah et fäerdegbruecht hu mat där Attack vum 7. Oktober – a sécher och mat enger disproportionéierter Reaktioun vun israeelescher Sait –, eng Gewalt ze hunn, déi mer hei alleguerten importéieren? En Antisemitismus, dee bal salonfäeg ginn ass? Nee.

An ech kann Iech soen, dass dës Regierung och net wäert akzeptéieren, dass hei zu Lëtzebuerg den Antisemitismus Wuerzele wäert schloen. Et dierf een hei zu Lëtzebuerg Judd sinn, et dierf ee Muslim sinn, et dierf ee Chrëscht sinn, et dierf ee Protestant sinn, et dierf een och Agnostiker sinn. D'Stärkt vun dësem Land ass eis Diversitéit an och, dass een deen aneren akzeptéiert!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, an dëser grousser, schwieeger Situatioun, déi mer hunn, geet et jo och ëm déi Zweestaateléiung. Mir sinn eis däers bewosst.

Dunn ass gesot ginn, et brauch een ... Ech ka mech hei un en Disours erënneren, dee mer tëschent engem Här Kartheiser, deen deemools hei war, an engem Här Wagner haten: Wéini kann e Staat unerkannt ginn? Ass et eng Populatioun? Ass et en Territoire? Ech ginn elo do net dorop an.

D'Fro ass elo déi vun der Reconnaissance oder net vun engem Staat. Ech hu laang mam Premier driwwer geschwat. Ech hu laang mam palästinensesche Premier driwwer geschwat. De palästinensesche Premier ... An ech war jo zu Ramallah just no der Reconnaissance vun deene fënnf Länner.

Wann ech mech net ieren, sinn et am Moment 12 Länner vu 27 an Europa, déi Palästina unerkennen. A gleeft mer, eng Rëtsch vun deene Länner deemools hunn et net fräiwëleg gemaach! Dat soll kee Kritter sinn, mee dat ass nach geschitt am Ostblock, wou eng Rëtsch vu Länner deemools gesot kritt hunn, dass dat eben esou ze maache wär.

Da kréien ech gesot: „Jo, mee da kéinte mir elo dat 13. – oder dat 14. – si vu 27, dat dat géif maachen, dat géif Lëtzebuerg stäerken.“ Lëtzebuerg huet dës le départ gesot, dass et an dëser Fro hei net ëm d'Symbolik geet. Hei geet et drëms, dass een en Impakt kann hunn. An an den Diskussiounen mam palästinensesche Premier hunn ech selwer mat him geschwat iwwert déi verschidden Diskussiounen, déi ech mat Kolleegen hat.

Mir waren – well Der mer d'Fro gestallt hutt, mat wem ech schon alles geschwat hunn – no un enger Méiglechkeet, eng Reunioen ze maachen, fir eis ze koordinéieren. Dunn ass eng iranesch Attacke komm, vun der Hisbollah. Dunn ass eng Riposte komm am Libanon. Da kënnt Der Iech jo virstellen, dass deen een oder deen aneren, dee vläicht wollt e bësse weiderkommen, op eng Kéier gesot huet: „Am Moment geet et net méi. Mir kënnen net e Schratt a Richtung Israel maachen, mir kënnen net e Schratt a Richtung Palästina maachen, well dat, wat am Moment am Libanon geschitt, net akzeptabel ass“, oder dass fir déi eng oder fir déi aner d'Attacke vun der Hisbollah net akzeptabel sinn.

Dofir hunn ech och mam Premierminister geschwat, a mir sinn der Meenung gewiescht no deenen Diskussiounen, dass déi Fräiloossunge wichteg wieren, an ech bereien et – an ech sinn och frou, dass den Här Zeimet drop insistéiert huet –, dass haut nach ëmmer israeelesch Geisele festgehal ginn, nach ëmmer.

A gleeft mer, wéi schwéier et ass fir déi Familljen, déi mol net wëssen, ob déi Leit nach liewen, ob déi Leit iwwerhaupt nach eng Kéier erëmkommen! Sécher gëtt et och palästinensesch Prisonnéier, mee vergläicht net dat eent mat deem aneren.

Mee wa Fräiloossunge solle kommen, wann e Fridde soll kommen, musse selbstverständlech och vun deenen zwou Säiten Efforte gemaach ginn. Mee d'Prekonditioun a mengen Ae muss sinn – an dofir soen ech och dem Här Graas Merci fir seng Motioun, déi jo och eng breet Zoustëmmung huet –, dass eeben drop insistéiert gëtt, dass eng Fräiloossung vu Geiselen an e Cessez-le-feu mussen do sinn.

An dat sinn och déi Wieder, mat deenen ech mam Premierminister dohannen ausgemaach hunn, dass mer géife kucken, eng Rëtsch vun anere Länner – fënnf bis zéng Länner – ze hunn, déi matmaachen.

Dir hutt virdru vu Länner geschwat. Den Här Wagner probéiert dann ëmmer, Panama ze huelen. Fir ze soen: Ech war nach virgëschter a Portugal, wou ech mam portugieschen Ausseminister driwwer geschwat hunn. Ech hu mat Dänemark geschwat, mat Japan, mat Korea – et sinn eng Rëtsch vun Länner. An dat wier d'Stärkt eeben, dass et och en Impakt kann hunn.

Mir mierken am Moment just, dass d'israeelesch Regierung Mesüren hëlt, déi schwéier ze verteidege sinn a verschiddene Fäll. Well ech hunn och dem Israel Katz, also dem israeeleschen Ausseminister, deemools gesot: „Wéi kanns du engem Palästinenser erklären, dass Israel e frëndlecht Land ass, wann en den Dag virdru seng Eltere begruewen huet? Well Der eng Rakéit benotzt hutt fir en Immeubel, wou net wäit ewech en Terrorist gewunnt huet? A seng Grousselteren, seng Elteren, jo, schued, déi hunn net wäit ewech gewunnt! Wéi erkläers de deem dat?“

A wéi soll ech engem Israeeli haut erklären, dass Palästina e frëndlecht Land ass, wa seng Schwëster, seng Mamm, säi Brudder oder säi Papp nach Geisel vum Hamas sinn?

Dat heescht, mir sinn an enger Situatioun am Moment, wou Haass, an nach eng nächst Generatioun vu méi Haass, forméiert gëtt, wa mer net esou séier

wéi méiglech och e Waffeställstand hunn an och eng Zweestaateléiung.

Mee ze mengen, wa mir haut hei soen, dass mir an deenen nächste fënnf Wochen decidéieren, dass Palästina e Staat ass, dass dat en Impakt huet – dat bréngt weeder de Palästinenser eppes nach ass et eng Léiung fir de Fridden an der Géigend. Här President, huet mir et net iwwel, mee ech wier frou, wann dës Chamber net an esou eng Symbolpolitik géif verfallen!

Mee au contraire, déi lescht zéng Joer, wou déi Gréng an déi Rout mat mir zesummen an enger Regierung waren, war déi Logik, déi mer haten, déi, dee „moment opportun“ ze hunn. A mengt net, dass elo an dëser Konfliktsituatioun, déi do ass, de richtige Moment ass!

Kommt, mir maachen et, wa mer en Impakt kënnen hunn, wa mer e Friddensplang kënnen ufänken. Ech wëll net d'Unerkennung zum Schluss hunn, wéi verschidden aner Länner soen: „Dat muss d'Touche finale sinn.“ Well dat géif jo heeschen, dass, soulaang d'Israeelen net averstane si mat all de Punkten, et net dierf geschéien. Dat dierf et net sinn!

Mee kommt, mir maachen eppes, wou mer wëssen, dass et och en Impakt huet. Och wann hei verschidde Leit soen, dass et dann där Madamm zu Ramallah vläicht näischt bréngt, déi Unerkennung, oder awer eppes bréngt. Ech géif gär esou Politick maachen, dass se der Fra zu Ramallah, déi näischt mat deem Konflikt ze dinn huet, och eppes wäert bréngen, wa mir Lëtzebuerger eppes decidéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung, Här Ausseminister, vun der Madamm Tanson. Ech denken, wéinst Fait personnel. D'Madamm Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech fannen dat schon extreem bedauerlech, wéi Dir elo hei virgaange sidd, Här Ausseminister.

Plusieurs voix | O!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Well en plus, esou gutt kenne mer eis jo, dass Der ganz genau wësst, dass ech Iech sécherlech ee Virwurf net géing maachen – an dat hunn ech och net gemaach; au contraire, ech hunn nach eng Kéier ervirgestrach, wéi positiv dat ass –, an dat ass Ären Engagement fir d'Mënscherechter a fir d'Rechter vun den Homosexuellen, vun de Leit, déi transgender sinn, vun där ganzer Communautéit. Dir wësst dat ganz genau! An elo hei ze probéieren, mir eppes an de Mond ze leeën, wat ech net gesot hunn, an esou engem sensibele Kontext, fannen ech alles aneschters wéi elegant, Här Ausseminister. Ech wollt dat awer nach eng Kéier ënnersträchen.

An idem mat der UNRWA. Och do huet net nëmme den Här Cruchten – ech hu mech d'ailleurs och nach eng Kéier op hie referéiert – Iech felicitéiert fir Äre klore Positionnement. Ech hu genau dat selwecht gemaach.

Dat Eenzegt, wat ech hei gemaach hunn, dat ass, dat ze entkräften – oder ze probéieren dat ze entkräften –, wat Der och elo erëm zum Schluss gemaach hutt, dat ass Äert Argument mat der Symbolpolitik. Ech wollt Iech weisen, datt och Dir ... A grad Dir wësst jo genau mat Kommunikatioun ëmzegoen an Dir wësst och genau, wéini eng Kamera leeft a wéini net. Ech hunn och net gesot, Dir hätt sollen engem d'Kamera ausmaachen. Mee Dir wollt pertinence, dass Der géingt gefilmt ginn. Also, et gesäit ee Kameraen iwwerall ronderëm Iech stoen. Et war net an engem Reunionsall, Dir stitt bause mat deem Buch

do ze hantéieren. Ech hunn dat just gesot, fir Iech ze soen, dass och dat an de Beräich vun der Symbolpolitick fällt.

A mäin Argument, mäi Punkt, ass, ze soen: Wann et net ganz kloer ass, wou ee steet ... An ech hunn och keen héieren heibanne soen, et wär Iech egal. Au contraire, ech hu souguer gesot, ech géing mengen ze wëssen, dass et Iech absolutt net egal wier. Mee et gesäit een net kloer, wou d'Regierung bei där Fro hei steet. A wann ee kee klore Positionnement huet, da kann natierlech esou eng Aktioun wéi déi bei der UNRWA – déi ech novollzéie kann, net an der Form, mee um Fong – ganz einfach fir Propagandazwecker detournéiert ginn.

Et war mer elo wichteg, dat ze preziséieren, well ech dat, wéi gesot, elo alles aneschters wéi elegant fonnt hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Bettel.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Just ganz kuerz. Ech wollt just soen, firwat ech et just wierklech perséinlech geholl hunn: Ech hunn déi selwecht Energie fir Fraerichter, ech hunn déi selwecht Energie fir Reliounen, fir Minoritéiten, an et ass hei just reduzéiert ginn op eng sexuell Minoritéit. An ech wollt eebe just insistéieren, dass all d'Minoritéite fir mech wichteg sinn.

An déi zweet Saach bei der UNRWA, wann Der dee Video ganz lauschtert: Et ass gefilmt gi mam Handy vun engem Journalist. Ech kann net engem Journalist soen: „Dir dierft filmen!“, „Dir dierft net filmen!“ Mee wann Der lauschtert, héiert Der, dass ech soen: „Help me to be able to help you!“ Dat soen ech kloer. An ech kann dat net akzeptéiere bei enger UNRWA, wou mer vill Milliounen draginn. Déi muss kënnen irreprochabel sinn! A soulaang se Reproché ka gemaach kréien, ass se méi schwach. An deen Dag, wou se keng Reproché méi gemaach ka kréien, ass se staark. An dofir hunn ech der UNRWA dat och matgedeelt. An dass dat dann duerno diffuséiert ginn ass an dass dat vill gekuckt ginn ass – ech stinn dozou: D'UNRWA muss irreprochabel sinn, wa se eng UN-Agence ass.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech mengen, déi Standpunkte sinn zwar elo kloer. Madamm Tanson, Dir kënnt duerno bei de Motiounen selbstverständlech nach eng Kéier Stellung dozou huelen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat hei, jo, mee entschëllegt ...

M. Claude Wiseler, Président | Also, ganz, ganz kuerz, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech verstinn, wat Dir wëllt soen, mee dat war nullement meng Intentioun, wierklech nullement. Et war au contraire fir ervirzesträichen, dass Der an engem Beräich – dat ass ee vu villen – eebe mat Symboler geschaff hutt. An Dir wësst, mengen ech, ganz genau, dass dat net meng Intentioun war, fir dat esou ervirzesträichen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, mir hunn elo d'Positiounen do verstanen, déi si ganz kloer. Ech géif dann hei d'Diskussioun ofschléissen.

Motions

A mir kommen elo zur Diskussioun vun de Motiounen. Ech hunn zwou Motiounen hei um Dësch leien. Ech ginn dann dervunner aus, dass mer och den Ordre vun dem Depot vun de Motiounen anhalen, fir doriwwer ofzestëmmen. Duvunner ginn ech richtegerweis aus, ech gesi keng aner Wuertmeldung.

Motion 1

Da fänken ech mat der Motioun 1 un, an da komme mer bei d'Motioun 2. Wollt Dir nach eng Kéier

d'Wuert zu Ärer Motioun hunn, Här Wagner, oder wëllt Der dat zum Schluss maachen?

M. David Wagner (déi Lénk) | Ganz zum Schluss.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hu mer et bal geduecht. Wie wëllt soss zur Motioun vum Här Wagner Stellung huelen? Ech mengen, déi meescht hu scho Stellung geholl, dovunner ofgesinn.

Keng Stellungnam méi? Da stellen ech dës Motioun zum Vott, da komme mer zum ...

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee, nee!

M. Claude Wiseler, Président | A, ok. Dann huet Der awer Stellung. Ok.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci. Jo, dat wäert ech awer trotzdem maachen. Et ass jo zur Motioun och Stellung geholl gi während den Interventiounen vun alle Fraktiounen.

Ganz dovunner ofgesinn, wollt ech awer och nach eppes lassginn, Här President: Den Här Ausseminister huet eng Ried gehalten, déi haaptsächlech déi emotional Kaart gespillt huet, wéi ëmmer. Ech sinn e bëssen immun géint esou Saachen. Mir gefält dat net, well ech schwätze léiwer iwwer Politick. An ech fannen och ëmmer, dat ass eng Form vu Chantage. An den Här Ausseminister huet och net de Monopol vun der Emotioun.

(Interruption)

Mir versichen, iwwer Politick ze schwätzen, fir och d'Saach weiderzibréngen. An oft gëtt déi emotionell Kaart gespillt, fir u sech d'Inhaltslosegkeet vun enger Politick ze decken, mat där mer hei konfrontéiert sinn.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | Anerersäits, den Här Gusty Graas huet jo eng Partie alternativ Fakte genannt an ech wëll erëm dorobber zrëckkommen.

Et geet drëms, et ass scho gesot ginn: Zënter zéng Joer waarde mer drop, dass de Staat Palästina uerkannt gëtt. Ech weess net, wien an der viregter Koalitioun gebremst huet. Ech weess awer, dass et net den Här Asselborn war.

Mee op jiddwer Fall gëtt nach ëmmer gesot, et wier net de richtege Zäitpunkt. Et gouf gesot vun de Riedner vun der Majoritéit, dat wier eng Victoire fir d'Hammas. Dat ass net wouer! D'Hammas fuerdert dat guer net.

An de Problem, deen d'Hammas jo domadder huet, wann de Staat uerkannt gëtt, do kommen ech zrëck op d'Argumentatioun vum Här Graas, dee seet: „Mir wësse jo net, wien den Interlocuteur ass vum palästinensesche Staat.“ Bon, ech weess net, wou en dat siche gaangen ass, mee et ass kloer: Och wa se schwach ass, et ass d'Autorité palestinienne. Dat ass den Interlocuteur officiel et unique vum palästinensesche Staat. Och wa se schwach ass, och wa se diskreditéiert ass, et ass déi. Esou fonctionéiert et am Droit international. Wa mir elo de Staat uerkennen, mat wem muss diskutéiert ginn? Mat der Autorité palestinienne an net mat der Hamas.

An dat ass jo och de Problem, deen d'Hammas huet mat der Unerkennung vum Staat. Si wiere guer net frou doriwwer, well dat marginaliséiert si jo justement, well si jo net de legitimen Interlocuteur sinn. Dat ass eng aner Partei. Dat ass d'Fatah. Dat si Sozialdemokraten. Dat si keng Islamisten. Dat sinn déi offiziell. An da stäerkt een déi a Palästina erëm eng Kéier. An da kann een eeben och diskutéieren iwwer déi politesch Klass. E bësse wéi a Südafrika deemools: All déi Leadere vun dem ANC, déi an de Prisong vun der

Apartheid souzen, sinn duerno fräigelooss ginn an hunn duerno Responsabilitäten iwwerholl.

Mee dat kéint jo och do geschéien. Well mir sinn eis all eens, dass déi, déi actuellement d'Autorité palestinienne féieren, zemoools de Mahmud Abbas, besser hätten, an d'Pensioun ze goen. Voilà! Dat wollt ech soen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Si soss nach Wuertmeldungen zu dësem Sujet do? Ech gesinn den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Also, ech sinn net esou streng mat dem Här Ausseminister wéi den Här Wagner. Ech fannen, och an der Politick gehéieren heiansdo Emotiounen derzou.

An ech kann Iech versécheren, mengen ech, dass mer alleguerten hei, egal vu wéi enger Partei, déi Emotiounen, déi Dir do gewisen hutt, och deelen, wann een dat Leed kuckt op alle Säiten. An do maache mer keng Differenz.

Ech wollt just nach eng Kéier op dat agoen, wat den Här Ausseminister gesot huet, wéi e gesot huet: „Jo, ech war jo awer virdu mat de Sozialisten a mat deene Gréngen zéng Joer an der Regierung an et ass jo och näischt geschitt. De Moment opportun ass net komm.“

Ben, de Moment opportun, dat war am Fréijoer dëst Joer, wéi Schweden, Spuenien, Irland, Norwegen a Slowenie Palästina uerkannt hunn. An dat war eigentlech dat Signal, op dat mir och ëmmer gewaart hunn déi lescht zéng Joer. Ech wollt dat just nach eng Kéier rappeléieren, dass et net esou ass, dass dat doten iergendwou am Tirang verschwonne war. Dat war och ëmmer erëm Diskussioun, souwuel an eiser Partei wéi och an der Regierung virdrun, wou dräi Parteien dru bedeelegt waren. Ech wëll net, dass den Androck hei entsteet, wéi wann dat deemools jiddwerengem egal gewiescht wär. Grad de Contraire ass de Fall!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Dann huet den Här Zeimet nach d'Wuert gefrot an duerno den Här Graas.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Mir schwätzen elo zur éischter Motioun. Ech denken, dass aus deem, wat ech virdrunner gesot hunn, ganz kloer ervirgaangen ass, dass mer dës Motioun esou net kënnen matdroen. Dat dozou. Ech wëll awer och elo net, wéi Eenzelner vun de Virriedner, den Debat nach eng Kéier opmaachen an een op deen aneren äntweren.

Déi Fro, déi mir eis awer stellen, Här President, ass: Mir hunn hei zwou Motiounen zum selwechte Sujet. An eigentlech muss mer jo och driwwer ofstëmmen, wéi eng mer elo prioritär wéilten zur Ofstëmmung bréngen. An an deem Fall géife mir selbstverständlech fir d'Motioun vum Här Graas plädéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech loosse den Här Graas nach schwätzen an da muss mer iwwer déi do Proposition op Basis vun den Artikelen 41 a 87 tranchéieren.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech hat déi Fro virdu gestallt an et huet kee geäntwert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, dat ass richteg. Ech hunn awer och nach eng Kéier nogekuckt. Hei steet: „La question préalable...“

M. Sven Clement (Piraten) | Da muss déi direkt gestallt ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, nee. Ech loossen den Här Graas nach schwätzen, da liesen ech dat nach eng Kéier hei no.

M. Gusty Graas (DP) | Ech wäert mech och ganz kuerz halen, Här President. Ech wollt nach op déi eng oder déi aner Ausso zrëckkommen, déi och den Här Wagner hei gemaach huet, déi ech natierlech net kann deelen. Ech mengen, Här Wagner, ech hunn am Numm vun der DP nach eng Kéier ganz kloer d'Argumenter rappeliert, firwat mir zu dësem Zäitpunkt Palästina net kënnen als Staat u sech unerkennen. Ech wëll dat elo net nach eng Kéier am Detail hei soen.

Erlaabt mer vläicht awer trotzdeem, eng Ausso, déi Der gemaach hutt ... Ech sinn zwar net Member vun der Regierung, mee ech huele mer awer d'Recht eraus, och d'Regierungspolitick ze kommentéieren. Dir schwätzt vun enger Inhaltslosegkeet. Also, dat fannen ech awer trotzdeem schon e staarkt Stéck, fir net méi ze soen! Nach eng Kéier, wann den Ausseminister an engem Joer dräi- respektiv véiermol an der Region war, mat deem Engagement, deen en huet an dee mer kennen, a wou mer zënter Joren am Fong eng ganz kloer Position vertrieeden, wann een dann awer seet: „Et ass keen Inhalt do an där Politick“ – bon, Dir jugéiert dat esou, ech gesinn dat zwar ganz anescht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Ech wëll allerdéngs soen, datt mir dem Här Wagner seng Motioun ... Obwuel mer emol net esou schrecklech wäit ausernee sinn, wann ech Är Consideratëm liesen an Är Constatants, da si mer net esou extrem wäit ausernee. Et ass eebe just den Zäitpunkt: Dir hätt et gär direkt.

Ech hunn dat virdru scho gesot, datt d'Demokratescher Partei a priori net dergéint ass, Palästina als Staat unzekerken. Mee da kënnt dee berüümte „mee“ hannendrun an dee „mee“ ass awer nach ëmmer wichteg, hei ënnerstrach ze ginn. An dowéinst géif ech awer mengen, vu datt Dir deen Zäitpunkt hei festgehale hutt – dee kënnen mir net matdroen –, géing ech dann der Demokratescher Partei, eiser Fraktioun vun der DP, virschloen, déi Motioun vum Här Wagner net ze stëmmen.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Graas villmools Merci. Domat wär d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss.

Den Här Zeimet hat eng Fro gestallt iwwert d'Question préalable an notament den Ordre de priorité. Ech muss just feststellen: Bei der Question préalable hunn ech virdru gefrot gehat, ob nach eng Wuertmeldung dozou do wär, an dunn den Debat zur Motioun 1 opgemaach. Infolgedessen, et deet mer leed: Dir hätt se sécherlech kënnen froen, do ass Äre Reflex richtig, mee Dir hätt se dann och misse virdru froen an net während dem Debat selwer. An ech mengen, datt mer elo fir d'éischt iwwert d'Motioun 1 ofstëmmen an dann d'Diskussioun iwwert d'Motioun 2 opmaachen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen also de Vott zu der Motioun 1 op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmme bei 42 Nee-Stëmme a bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 42 Nee-Stëmme ofgeleent géint 18 Jo-Stëmme.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closer, M. Yves Cruchten, Mme Claire

Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Françoise Kemp), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

An da komme mer zur Diskussioun vun der zweeter Motioun. Den Här Graas hat nach net d'Geleeënheet, déi ze explizéieren. E kritt also elo déi Méiglechkeet.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Effektiv, ech wollt kuerz dann op déi Motioun hei agoen, déi vun der Majoritéit virgeluecht ginn ass. Ech mengen, wou mer eis jo alleguer heibannen eens sinn – an dat huet sech jo elo hei erauskristalliséiert aus deenen eenzelne Stellungnamen –, dat ass, datt mer wierklech wëllen en definitive Fridden zwëschent den Israeli an de Palästinenser errechen. Dat ass net nëmmen eise Souci, mee ech mengen, datt ass e Souci vun der internationaler Communautéit.

An dann nach eng Kéier: Souwuel d'Regierung, obwuel ech net mandatéiert sinn, am Numm vun der Regierung ze schwätzen, mee wéi gesot, och meng Partei an och d'Majoritéit sinn der Meenung, datt mer am Prinzipp – am Prinzipp! – wëllen eng Reconnaissance vu Palästina ustriewen. Dozou gehéiert natierlech en Effort international concerté, dat ass evident, datt hunn ech och virdru schon ernimmt. Mir mussen do eng ganz Rei wichteg Acteuren an d'Boot kréien.

Mir condamnieren och hei an där Motioun awer déi Violatioun vum internationale Recht souwuel vun der Hamas wéi och, wéi gesot, vun Israel. Och do sinn eng Rei Saachen déi leschte Méint a Woche passéiert, déi ganz kloer konträr zum internationale Recht sinn.

An da wëll ech och an där Motioun hei nach eng Kéier hiweisen op den Avis vun der CIJ, also vun der Cour internationale de Justice, déi en interessanten Avis erausginn huet, deen iwwerengs gefrot ginn ass vun der UNO an also net eng Initiativ vun der CIJ selwer war an deen een awer elo an der ganzer Diskussioun net méi kann ignoréieren. Dee kënnt jo awer zu ganz wichtege Konklusiounen. Duerfir menge mer och, datt mer deen hei ouni Zweifel solle mat an d'Diskussioun erabréngen.

Mir sinn och der Meenung, datt eeben déi ganz Diskussioun nëmme ka gefouert ginn, wann, wéi gesot, d'Decision do ass an och de Wëllen do ass, eng Zweestaateléisung unzestriewen. Dat ass keen neie Moment, dat wësse mer allegueren. Mee nach wie vor ass dat awer eng wichteg Viraussetzung. An dowéinst géinge mer an där Motioun hei dann och

d'Regierung opfuere – dat zesummen natierlech mat der Chamber –, all, all Effort ze maachen, mat alle concernéierte Kollaborateuren, fir datt endlech eng Kéier kann dee Fridden erreecht ginn!

Allerdéngs gëtt et eng Viraussetzung, dat ass virun allem mol e Cessez-le-feu immédiat, dat ass ganz evident, an datt eeben och déi Geiselen op deenen zwou Säiten esou séier wéi méiglech fräigelooß ginn. Dat géing dann d'Méiglechkeet opmaachen, Pourparleren ze féieren, datt mer vläicht endlech kéinten zu Negociatiounen kommen, fir datt fréier oder spéider kann an där ganzer Region do mol en definitive Fridden entstoen.

An deem Sënn géing ech nach vläicht aner Kollege froen; bis elo hunn d'Kollege vun der CSV, vun de Piraten, vun der DP selbstverständlech a vun der ADR se ënnerschriwwen. Et ass nach ëmmer Zäit ze ënnerschriwwen. Dir kënnt dat nach roueg maachen. Ech wier frou, wa mer hei eng gréisstméiglech Ënnerstëtzung fir déi Motioun krite.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Gëtt et dozou Wuertmeldungen? Den Här Wagner, den Här Cruchten, einsteilen emol. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hunn eis séier déi Motioun ugekuckt. Si ass awer problematesch à plusieurs niveaux.

Den Här Ausseminister huet virdru gesot, et kéint jo net sinn, datt d'Unerkennung vum Staat Palästina u sech duerno um Enn vun der Prozedur géif stattfannen. Ech gesinn awer, datt dat eng Fuerderung ass vun der Motioun. Do steet jo: „à lancer les discussions avec d'autres pays en vue de la reconnaissance une fois qu'un cessez-le-feu sera établi“. Dat heescht, u sech gëtt d'Reconnaissance vum Staat Palästina uge-sinn als d'Konsequenz, also nodeems och scho Verhandlungen waren an um Enn vun der Prozedur. Et ass wierklech problematesch.

Mir gesi justement d'Unerkennung vum Staat als een Element – d'Unerkennung en amont, ech hunn dat schon erkläert – vun den Diskussiounen. An duerno, bon, Dir wëllt jo onbedéngt d'Krittäre festleeën, op wat fir enge Krittären dann elo mussen déi Diskussiounen etabléiert ginn. Mee ech mengen, dat ass Matière à discussion vun de verschiddene Verhandlungspartner, déi do wäerte sinn, souwuel Israel wéi och d'Palästinenser an esou weider, fir dat och ze diskutieren, well natierlech mussen d'Otagé vun der Hamas fräigelooß ginn.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Dir hat awer nach kee Wuert driwwer gesot. Endlech! Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Här Wagner, et ass un Iech.

M. David Wagner (déi Lénk) | Ech hu scho ganz oft doriwwer geschwat. Par contre, dat, wat mech vun Iech ënnerscheet, a vun Iech och, a vun Iech och, ...

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Dir sidd dee gréissten intellektuellen ...

M. David Wagner (déi Lénk) | ... dat ass – nee, nee –, dat ass, ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Wagner huet d'Wuert!

(Interruption par M. Marc Baum)

M. David Wagner (déi Lénk) | ... dat ass, datt ech vun de politesche Prisonéier, vun de Palästinenser, geschwat hunn. Dat schéngt Iech guer net ze interesséieren. Vlächcht well et Araber sinn, ech weess et net.

(Exclamations)

Well doranner steet et jo och net.

(M. David Wagner montre une documentation.)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. David Wagner (déi Lénk) | Do steet et och net. A, mee ech stelle fest, wéssst Der, ech kréie Saachen ennerstallt, da kann ech dat och maachen. Well Dir schwätzt ni vun de Palästinenser. Mir mussen ëmmer dovunner schwätzen. Oder vun der Zivilgesellschaft. Dir schwätzt ni dovunner. Mir schwätze vu béide Säiten.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Mir schwätze vu béide Säiten. Mir hunn eis net hei beléieren ze loossen. Ech soen Iech dat!

(Interruption)

An och dofir misst dat drastoen, datt se ... Ech verstinn net, firwat ... Et ass net witzeg. Huelt déi Saach wierklech e bësse seriö, Här Ausseminister!

M. Claude Wiseler, Président | Nee, wannechgelift! Mir hate bis elo eng ganz seriö Debatt. Mir fueren och elo esou weider.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo. Dofir kënnen mer déi heite Motioun net unhuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann ass d'Wuert fir den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Dir kennt mech an ech sinn ëmmer beméit, iergendzwousch e Kompromëss ze sichen, e Konsens ze fannen, zemoos an deene Froe vun der Aussepolitik. Mee ech kann awer leider menger Partei net virschloen, déi heite Motioun matzedroen, besonnesch weinst engem Punkt, deen drasteet, wou d'Chamber estiméiert: „que des décisions unilatérales ne mènent pas à l'issue sollicitée du conflit israélo-palestinien, notamment la reconnaissance“, an esou weider an esou fort.

Ech mengen, wa mer dat dote géife matdroen, da géife mer eis selwer verrodén, andeems mer eigentlech dann déi Motioun, déi mer de 16. Dezember 2014 (veuillez lire: de 17. Dezember 2014) zesumme gestëmmt hunn, fir null und nichtig géifen erklären. Dofir kënnen mer déi heite Motioun leider net matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Gëtt et nach aner Wuertmeldungen? D'Madamm Tanson, den Här Zeimet. D'Madamm Tanson fir d'éischt.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, mir geet et d'selwecht wéi dem Här Cruchten. Déi Motioun hei ass a mengen Aen och e Réckschrëtt par rapport zu der aktueller Positioun vun der Chamber, well nei Konditiounen derbäikommen. An och dowéinter si mir net der Meenung, dass mer déi kënnen matdroen.

Ech bedauern dat och. Et wier natierlech schéi gewiescht, wa mer zu dësem Moment, wou et wierklech ganz komplizéiert ass an der Regioun, hätte kënnen eppes Gemeinsames fannen. Ech krut se leider och eréischt, wéi d'Sitzung ugefaang hat. Et war elo net méiglech, nach aner Proposen ze maachen. Mee op alle Fall: En l'état ass dat leider net méiglech, déi matzestëmme.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech kann dee Widdersproch awer elo net erkennen, dee vun der Madamm Tanson a virdru vun Här Cruchten hei opbruecht gouf. Vu datt dës Motioun jo selwer uschléisst un déi Motioun vun Mee, also eng Fortsetzung vun där selwechter ass – si ass genannt, si ass zitéiert –, gesinn ech elo net, awéiwäit dat soll e Réckschrëtt par rapport zum Mee vun dësem Joer sinn. An ech denken och, datt déi eenzel Riedner an den Ausseminister kloer dorobber higewisen hunn.

Ech hat mech eigentlech och gefreet iwwert dee ganz sachlechen Debat, dee mer de Mëtten haten, bis virun e puer Minutten. An ech muss soen, ech fannen dat wierklech net an der Rei, Här Wagner! Kee Mënsch huet Iech eppes ennerstallt. Ech hunn a menger Ried just festgestallt, datt Der iwwer eppes net geschwat hutt. De Rescht ass Är Interpretatioun. Mee ech loosse mir a menge Kolleegen – an ech denken och de Kolleegen op där anerer Säit – op alle Fall net ennerstellen, datt mir eppes géint d'Araber hätten. Dat op kee Fall! Net vun Iech an och net vu soss engem!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Elo gesinn ech keng Wuertmeldung méi am Sall.

Da géing ech och dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vun Vott ass: Jo-Stëmme: 42 Stëmme, Nee-Stëmme: 18 Stëmme. Dës Motioun ass also mat 42 Jo-Stëmme géint 18 Nee-Stëmme ugehallt.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Françoise Kemp), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

5. Résolution de M. Gusty Graas au sujet de la crise postélectorale au Venezuela suite aux présidentielles du 28 juillet 2024

(Résolution déposée en séance publique n° 41 du 10 octobre 2024. Le texte publié au compte rendu

n° 17/2023-2028 en page 35 était incomplet. Veuillez trouver ci-après un rectificatif.)

Résolution (rectificatif)

« relative à la crise postélectorale au Venezuela suite aux présidentielles du 28 juillet 2024 »

La Chambre des Députés,

– considérant que l'élection présidentielle s'est tenue au Venezuela le 28 juillet 2024 pour le prochain mandat de six ans commençant le 10 janvier 2025 ;

– considérant que Madame María Corina Machado avait été élue candidate de l'opposition au régime avec 92,35 % des voix ;

– considérant que le régime Maduro l'a écartée en tant que candidate aux élections pour des raisons arbitraires et politiques ;

– appréciant que María Corina Machado a préservé l'unité de l'opposition démocratique au régime en apportant son soutien à une autre candidate, qui s'est également vu interdire la participation aux élections, et finalement à M. Edmundo González Urrutia, candidat officiel aux présidentielles vénézuéliennes ;

– considérant que le régime actuel poursuit de manière continue et méthodique une stratégie généralisée de répression, d'harcèlement, de persécution et d'arrestation contre la population vénézuélienne, y inclus la jeunesse vénézuélienne ainsi que l'espace démocratique ;

– constatant que ces efforts de répression visent plus particulièrement encore des militants de l'opposition, des défenseurs des droits humains, des journalistes ainsi que des membres d'équipe de campagne de la cheffe de l'opposition María Corina Machado ;

– considérant que l'opposition démocratique au régime a réussi à obtenir 83,5 % des feuilles de dépouillement officielles et que, partant, l'élection a été remportée par Monsieur Edmundo González Urrutia avec une majorité importante des votes ;

– sachant que le rapport du groupe d'experts des Nations Unies sur l'élection confirme ces documents avancés par l'opposition ;

– soucieux que, suite aux activités oppressives par le régime Maduro, Monsieur Edmundo González Urrutia a été contraint de s'exiler après l'émission d'un mandat d'arrêt le concernant, et que Madame María Corina Machado est actuellement forcée de vivre dans la clandestinité ;

– vu que le prix Václav Havel 2024 de l'Assemblée parlementaire du Conseil d'Europe a été attribué à Madame María Corina Machado,

et

– vu la Constitution du Venezuela ;

– vu l'Accord de la Barbade du 17 octobre 2023, prévoyant des améliorations au niveau des garanties électorales et portant, notamment, sur la promotion des droits politiques, sur les garanties électorales pour tous, sur le respect du droit de chacun de choisir librement son candidat aux élections et sur la libération de prisonniers politiques ;

– vu le pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment l'article 25 portant au droit de voter et d'être élu au suffrage universel ;

– vu la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que les autres traités et instruments des Nations Unies dont la République bolivarienne du Venezuela est membre depuis le 15 novembre 1945 ;

– vu le Statut de Rome de la Cour pénale internationale ;

– vu les constats et déclarations de la mission internationale indépendante d'établissements des faits des Nations Unies (Fact-Finding Mission) quant à la République bolivarienne du Venezuela à Genève en juillet 2024 ;

– constatant que l'Union européenne, des organisations régionales et internationales ainsi que plusieurs États démocratiques ne reconnaissent ni les élections, ni les résultats confirmés par le National Electoral Council à la veille des élections ;

– consciente que la France, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, l'Espagne, le Portugal et les Pays-Bas ont signé le 3 août 2024 une déclaration commune demandant au régime Maduro de publier les résultats des élections dans une optique d'une transparence totale ;

– consciente que la situation au Venezuela est une source de déstabilisation pour le pays, ainsi qu'au-delà des frontières de la région,

s'engage

– à œuvrer en collaboration avec les autorités responsables afin que les conflits électoraux puissent être résolus promptement et dans la transparence totale en dehors de pressions extérieures ;

– à solliciter, en ce faisant, une fin rapide à l'escalade politique et sociale au Venezuela et une fin immédiate des violations contre les droits humains ;

– à s'exprimer en faveur d'une reconnaissance d'Edmundo González Urrutia comme le président élu et légitime par la Constitution et la souveraineté exprimée par la population vénézuélienne lors des élections présidentielles du 28 juillet 2024 ;

– à faire tout son possible pour que le président légitime puisse prendre ses fonctions le 10 janvier 2025 ;

– à exiger que les autorités électorales vénézuéliennes publient les résultats de vote de manière transparente et complète ;

– à condamner et dénoncer la fraude électorale organisée par le Conseil national électoral (« CNE ») ;

– à œuvrer pour une cessation immédiate des actes de répression, de la persécution et des arrestations de la population civile autant que des défenseurs de l'opposition ;

– à s'engager pour une libération des détenus dans le plus bref délai.

(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Fred Keup, Marc Spautz, Sam Tanson.

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Resolutioun vum Här Gusty Graas iwwert d'Walkris a Venezuela no der Presidentschaftswal vum 28. Juli 2024. Den Auteur huet 5 Minuten, all Fraktioun huet 5 Minuten, all Sensibilitéit huet 2 Minuten an d'Regierung huet 5 Minuten. An den Här Graas huet elo d'Wuert.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Ech hat effektiv dës Resolutioun schonn den 10. Oktober hei deposéiert. An do war ech och scho relativ am Detail drop agaang, soudatt ech mengen, net méi mussen alles nach eng Kéier hei ze widderhuelen. Et geet selbstverständlech ëm d'Walen a Venezuela. Déi hunn den 28. Juli dëst Joer stattfonnt.

Do muss een ënnersträichen, datt d'Madamm María Corina Machado u sech derfir virgesi war, als Kandidatin vun der Opposition unzetrieden. Si hat och eng Ënnerstützung vun 92,35 % vun de Stëmme kritt. Den Här Maduro huet et allerdéngs fäerdegbruecht, datt si net d'Méiglechkeet krut, bei deene Walen unzetrieden. Duerno koum dann erëm eng aner Kandidatin. Och do huet den Här Maduro et fäerdegbruecht, datt déi aus fadenscheinige Grënn net huet dierfen hir Kandidatur stellen. A schlussendlech war et den Här Edmundo González Urrutia, deen du konnt seng Kandidatur stellen.

Déi Wale waren natierlech och begleet vun enger ganzer Rei vu Repressiounen. Ech mengen, et ass och gewosst, datt et do vill Repressioun géint Militante vun der Opposition gëtt, géint Journalisten an och géint Verdedeger vu Mënscherechter. An nom Ausziele vun de Bulletinen ass am Fong geholl erauskomm, datt den Här Edmundo González Urrutia u sech d'Wale gewonnen hätt. An zwar bezéien ech mech och hei op Aussoe vun engem Expertegrupp vun den Nations Unies, deen dat och esou duergestallt huet. Den Här Urrutia huet allerdéngs dunn d'Land misse verloossen. Och d'Madamm Machado leeft de Moment am Exil. Kee weess wou, well se net daerf hire Wunnsätz matdeelen, well se soss ganz schwierige Situatiounen géint entgéintgesinn.

Ech wëll awer och hei ënnersträichen, datt an deene leschte Wochen a Méint och um internationale Plang déi ganz Diskussioun awer elo eng gewëssen Importenz kritt huet, an zwar ënner anerem, well eeben och d'Madamm Machado zwee Präisser kritt huet, an net déi mannste Präisser. Deen éischte Präis, dee se kritt huet, ass dee vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, de Václav-Havel-Präis. A se krut net méi spët wéi elo viru 14 Deeg nach e Präis vum Europaparlament, an zwar de Sacharow-Präis. Also och dat ass Beweis genuch, datt d'international Communautéit sech awer wierklech seriö Gedanken mécht iwwert d'Situatioun a Venezuela.

Dowéinst fuerdere mer an där Resolutioun hei – eng Resolutioun iwwregens, déi och am Numm vun der Majoritéit ënnerbreet ginn ass; ech wëll awer och nach ënnersträichen, datt se ënnerstëtzt ginn ass vun de Piraten, vun der ADR, vun deene Grëngen a selbstverständlech vun eisem Koalitionspartner, vun der CSV –, mir hätten also gär, datt déi Conflits électoraux am Fong geholl esou séier wéi méiglech solle geléist ginn, datt och d'Violatiounen, déi nach wie vor leider an deem Land nach ëmmer bestinn, vis-à-vis vun aktueller Regimm, esou séier wéi méiglech och zu engem Enn kommen, an da virun allem datt den Här Edmundo González Urrutia als Président élu soll unerkant ginn an datt an där ganzer Publikatioun vun de Resultater soll vill méi Transparenz kommen. Déi Fraude électorale ass festgestallt ginn duerch de Conseil national électoral aus Venezuela. Och déi wäerte mer natierlech hei condemnéieren.

Ech wëll vläicht ofschléissend nach drop hiweisen – Här President, Dir wësst dat jo –: Mir ware kierzlech op enger offizieller Visitt a Portugal an och do ass dat thematiséiert ginn. Aus wat fir engem Grund? Mee well eng ganz grouss portugisesch Diaspora a Venezuela leeft. An ëmsou méi mengen ech och, datt mir als Parlament Interêt hunn, eis och ëm déi ganz Problematik hei ze bekëmmern. An dowéinst wier ech frou, wa mer kéinten déi Resolutioun hei, wa méiglech, mat engem ganz grouse positive Resultat ofstëmmen. Am flottste wär et natierlech, wann et Unanimitéit wier.

Ech soen Iech villmools Merci. D'DP ass jiddefalls ganz kloer derfir.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Dann ass de Laurent Zeimet um Tour. Här Zeimet.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Merci och dem Här Graas fir d'Presentatioun vun dëser Resolutioun. Natierlech kéint ee sech elo froen: Firwat muss d'Lëtzebuurger Chamber sech mat Venezuela, mat de Walen a Venezuela beschäftegen? Mee ech denken, als demokratesch gewieltent Haus ass et eis wichteg, datt och iwwerall an der Welt demokratesch Wale kënnen duergesouert ginn, egal

a wéi engem Land, an datt déi Resultater, déi bei demokratesche Walen erauskommen, och respektéiert ginn, sief et a grouse Länner oder a méi kleng Länner.

Et ass awer och net vun der Hand ze weisen, datt mer och ëmmer méi Refugiéen aus Südamerika kréien an och ënner anerem aus Venezuela. Firwat ass dat esou? Ma well déi Leit sech an hirem Land net méi wuel spiere bezéiungsweis net méi a Sécherheet sinn – also net nëmme d'Presidentschaftskandidatin –, se mussen Exil an Europa froen, mee och well de Leit hiert Liewen do net méi ka garantéiert ginn. An dat ass eppes, wat mer verurteilen, selbstverständlech a besonnesch och hei: Wéi déi Walen ofgelaf sinn, wéi dee Regimm zanter Jore mat senger Populatioun ëmgeet, ass net ze akzeptéieren. An dofir ënnerstëtze mir als CSV dës Resolutioun.

Natierlech kann ee lo am Hibleck op den éischten Tiert op der zweeter Säit soen: „Wéi wëlle mir derfir suergen, datt elo de legitime President kann an d'Amt agefouert ginn?“ Ma ech denken, datt mer mat eise Moyenen, déi mer eeben hunn um diplomateschen Niveau, alles nach solle probéieren, fir vläicht do zu engem Sënnswandel kënnen bäizedroen.

An an deem Sënn ënnerstëtze mer dës Resolutioun voll a ganz. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Dann ass d'Wuert fir den Här Yves Cruchten. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An ech géif gären ufänken, andeems ech dem Här Graas derfir felicitéieren, déi Initiativ geholl ze hunn, fir dass mer haut eng Kéier iwwert d'Parlamentswal an dat, wat duerno geschitt ass a Venezuela, schwätzen. Den Här Graas, ech selwer an nach Kollege waren derbäi, wéi d'Oppositionscheffin a Venezuela, d'Madamm Machado, de Václav-Havel-Präis fir Mënscherechter iwwerrecht krut zu Stroosbuerg am Conseil de l'Europe. An dat war, mengen ech, e ganz emouvant Dag, an dat besonnesch dowéinst, well d'Madamm Machado selwer net konnt de Präis entgéinthuelen, mee nëmme iwwer Visiokonferenz bäigeschalt war, well si sech am Moment muss virun den Autoritéite verstoppen. An dat, mengen ech, seet eleng genuch.

D'Walen a Venezuela ware weeder fräi nach fair. Berichter iwwer Mënscherechtsverletzungen, Verfolgung vun der politescher Opposition a vu Journaliste virun an no de Wale loosse kee gutt Bild vun der Regierung Maduro zou, déi ëmmer méi Beweiser liwwert, datt se en autoritären, antidemokrateschen an diktatoreschen Regimm ass. An an deem Sënn wär d'Initiativ vum Här Graas hei absolutt gerechtfäerdigt.

Allerdéngs kënnen mer mat deem virgeluechten Text net averstane sinn. An deem Text sti schonn e puer méi speziell Saachen. Den Här Zeimet hat jo schonn op eng higewisen. Sou deklaréiere mir als Chamber den Här González zum Walgewënner an eisem Text a mir ginn eis selwer als Chamber den Auftrag, derfir ze suergen, datt hien den 10. Januar d'Amt vum Präsident soll iwwerhuelen.

Mir sollen och mat „responsablen Autoritéiten“ zesummeschaffen, fir Walkonflikter ze léisen. Ech weess net wierklech, wien déi Autoritéite sollte sinn. Mee bon, dat kann een alles maachen, je veux bien. Mee wéi mir dat alles solle wierklech an der Praxis hi kréien, dat bleift mir e Rätsel.

Iwwerhaupt hu mir als Chamber ganz wéineg Relatioun mam Parlament zu Caracas. Dofir schéngt mer déi Resolutioun hei net ganz zilfürend ze sinn,

mee et ass éischter, géif ech soen, Symbolpolitick. An um 16.12 Auer, mengen ech, war et, hu mer hei eisen Ausseminister héieren, dee gesot huet, dass en eigentlech net nëmme wëll Symbolpolitick maachen, mee dass e méi Konkreetes wëll maachen.

Aneschters awer ass et mat der Regierung, an do kommen ech op den Haaptpunkt, wisou mer där Resolutioun hei net kënnen zoustëmmen. Anescht wéi d'Chamber huet d'Regierung Relatioune mat Venezuela, bilateraler natierlech, multilateraler bei der UNO, awer och zum Beispill Verhandlung mam Mercosur, wou se kéint Drock maachen.

Mee alles dat fuerdere mer hei net. Well mer am plaz vun enger Motioun hei nëmmen eng Resolutioun maachen, déi eenzeg an eleng eis als Chamber betrëfft, brauch d'Regierung heino iwwerhaapt näischt ze maachen. Mir hätten hei keng Resolutioun solle verfaassen, mee wa mer eppes hätte wëlle maachen, dann eng Motioun, an där mer d'Regierung opfuerderen, aktiv ze ginn.

An den Här Graas huet et eigentlech selwer a senger Text op de Punkt bruecht. A senger Considerante verweist en op déi franséisch, déi däitsch, déi italienesch, déi polnesch, déi spuenesch an déi portugisesch Regierungen – net Parlamenten, mee Regierungen! –, déi an enger gemeinsamer Deklaratioun vum Här Maduro verlaangen, dass d'Walsultater transparent verëffentlecht ginn. Firwat huet d'Lëtzebuurger Regierung sech dëser Deklaratioun vun aneren europäesche Länner net ugeschloss? Mir hätten haut op d'mannst kënnen eis Regierung opfuerderen, dat nozehuelen.

Als Konklusioun: Mir sinn an der Saach ganz beim Auteur a verurteele ganz staark d'Mënscherechtsverletzungen a Venezuela gradewéi déi ondemokratesch Walen, mee mir kënnen dësem Text leider net eis Zoustëmmung ginn a wäerten eis enthalen, well e riicht sech eigentlech un dee falschen Adressat a fuerdert Saachen, déi fir d'Chamber quasi onméiglech ëmzesetze sinn.

Mee well Der mech jo besser kennt, si mer awer bereet, e Kompromëssvorschlag ze maachen, an dofir proposéiere mer, um Schluss vun der Resolutioun en Invite derbäizesetzen, wou mer géifen derbäischreien: „La Chambre invite le Gouvernement à s'engager à mettre en œuvre les dispositions de la présente résolution.“ Da wär fir eis deen Text matzestëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Dann ass d'Wuert fir den Här Fred Keup. Deen ass ... Jo.

M. Dan Hardy (ADR) | E kennt.

M. Claude Wiseler, Président | Hie kennt vun där anerer Säit, mee et ass net schlëmm. Här Keup, et ass un Iech.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech maachen et och ganz schnell. Ech wëll dem Här Gusty Graas Merci soe fir dës Resolutioun, déi mer natierlech ënnerstëtzen. An domadder ass schon alles gesot.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann ass et un der Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir hu se jo mat ënnerschriwwen. Ech muss awer soen, dem Här Cruchten seng Argumenter sinn natierlech absolut net dénué de pertinence. Ech froe mech just – mat deem leschten Tret, deen Der elo

proposéiert –, ob mer da wierklech nach am Kader vun der Resolutioun sinn.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Da kritt se eng nei Nues.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dann ass et eng „Resolutioun“ oder ech ...

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Entschëllegt, Madamm Tanson ...

M. Claude Wiseler, Président | Nee, d'Madamm Tanson huet elo d'Wuert an duerno däreft Dir.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | E kann awer seng Remark ... Also, et stéiert mech net.

M. Claude Wiseler, Président | Loosst d'Madamm Tanson, wannechgelift ... A, ok. D'Madamm Tanson ass d'accord, dass Der e Wuert sot.

(Interruptions)

Dir wësst, wat Der elo gemaach hutt, Madamm Tanson.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Entschëllegt, ...

(Hilarité)

... entschëllegt, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Fir pertinent Remark sinn ech ëmmer oppen, fir e Commentaire.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir engagéieren eis, fir d'Regierung dovun ze iwwerzeegen, dass se alles soll maachen, wat an hirer Muecht ass, fir dat, wat mer wëllen, och ze realiséieren. An da si mer wierklech conforme zu enger Resolutioun, wou ech awer absolutt der Meenung si vu mengem Noper hei. Mee mir sinn eis trei, wa mer alles maachen, fir an enger gudder Partnerschaft mat der Regierung derfir ze suergen, dass d'Regierung dat mécht, wat mir froen.

(Interruptions par Mme Sam Tanson et M. Sven Clement et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, dat war e weist Wuert, Här Di Bartolomeo. Elo kucke mer, wat d'Madamm Tanson dozou seet.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Mee ech froe mech ..., ech bedauern dat hei e bëssen, well mer, mengen ech, an der Saach eis alleguerten – oder déi meescht heibannen – wierklech eens sinn, dass mer dat ..., wa mer elo net zu engem Konsens géife kommen. Dofir entweder déi dote Propos oder dass mer eng Kéier an der aussepolitescher Kommissioun nach diskutéieren an dann en Text formuléieren, mat deem mer all kënnen liewen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir kënnen déi zwee maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Dann hunn ech nach den Här David Wagner hei op der Lëscht stoen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, ech mengen, d'Argumentatioun vum Här Cruchten ass ganz kloer. Et ass tatsächlech problematesch, u sech d'Form als Resolutioun an duerno och, schon de Vainqueur ze deklaréieren.

Mir sinn och domat averstanen, dass muss Transparenz geschafte ginn. A mir sinn och der Meenung, och wann dat vläicht e puer Leit wäert wonneren, dass de Regimm vum Här Maduro strictement näischt méi mat den Uridealer vun der bolivianescher Revolutioun ze dinn huet an dass mer wierklech elo an eng Sakgaass komm sinn, virun där scho vill Leit, och Lénker, gewarnt hunn.

Bon, an dofir brauche mer och international Transparenz. Et gouf gesot, et géif vill Länner op der Welt

ginn, déi net ganz demokratesch wieren. Bon, wa mer elo géifen ufänken, eng Motioun fir all déi Länner ze maachen, dann hätte mer vill Aarbecht. Vlächicht kéint een dat maachen, well da wiere mer vlächicht och e bësse méi komplett.

An dann, mengen ech, wann ee komplett wier ... A vlächicht kéint ee wierklech iwwert déi Resolutioun och an enger Kommissioun diskutéieren, well deem, wat drasteet, also dass de Regimm vum Här Maduro net méi demokratesch wier, stëmme mer zou. Et muss een awer och soen, dass Venezuela, an dat schon zënter längerer Zäit, och virum autoritäre Kurs vum Här Maduro, ënner onméiglechen ekonomesche Sanktiounen ze leiden huet. Dat mécht d'Ekonomie vreckt, d'Bevëlkerung leit och enormement. Do gëtt eng Penurie jo organiséiert. An da muss een och e puer Wieder doriwwer verléieren an dat och condemnéieren a sech och derfir engagéieren, bei den USA zum Beispill, dass si déi Sanktiounen och ophiewen. Well dat sinn, dass ass jo ekonomeschen Terrorismus, wann ee sou wëll, géint e Land. D'ailleurs gëtt et och nach aner Länner, déi och frappéiert sinn. Mir bedauern, dass dat och net drasteet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Graas, well eng Propositioun gemaach ginn ass vum Här Cruchten.

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Och merci dem Här Cruchten fir déi Propositioun. Jo, mir beweegen eis hei op der Grenz zwëschen enger Motioun an enger Resolutioun mat deem Text, dee vum Här Cruchten proposéiert ginn ass.

Ech muss allerdéngs soen, déi Interpretatioun, déi de Mars Di Bartolomeo gemaach huet, ass awer och net ganz falsch an ass och pertinent. Wa mer deen Text géingen esou interpretéieren, dass mir eis selwer géingen engagéieren, fir der Regierung eng Propos ze maachen, ech mengen, da wiere mer awer nach ëmmer an der Logik vun enger Resolutioun. Wann dat heibannen och esou géing gesi ginn, da kéint ech mer virstellen, dass mer dat géingen esou och akzeptéieren. Ech schwätzen elo dann och mol am Numm vun der DP hei, well dat kéint jo dee Moment dann awer an der Resolutioun nach verschafft ginn, sou dass mir dann dermat d'accord wäeren.

Eng zweet Remark: Hei huet iergendwéi och nach deen een oder deen aneren e bëssen esou duerchblécke gelooss, mir sollten deen Text vlächicht mat an d'aussepolitescher Kommissioun huelen, fir do nach eng Kéier driwwer ze diskutéieren. Do soen ech ganz eierlech: Dat wëlle mer net. Mir hätte gär, dass haut iwwert den Text ofgestëmmt gëtt. Mir sinn also, wéi gesot, dermat d'accord, mam Här Cruchten sengem Zousaz, wann dat, wéi gesot, esou gesi gëtt, dass et och en Element vun enger Resolutioun ass. Anerefalls géif ech proposéieren, den Text esou ze stëmmen, wéi mir en hei ënnerbreet hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Cruchten. Jo, den Här Bettel huet nach virdru gefrot. Här Bettel.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Just wann Dir Iech bis eens sidd, hein.

(Hilarité)

Ech wollt just soen, dass mir dat condemnéieren, wat am Venezuela geschitt. Mir erkennen d'Resultater och net un. An den Här Maduro ass och net zu den internationalen Treffen invitéiert, déi mir hunn. Mir haten och au niveau vum Conseil européen en Echange mat der Oppositioun a Venezuela an et ass wichteg, déi och ze ënnerstëtzen, well nëmme wann och de

Venezuelaner eng Kéier e richtege Pouvoir gehéiert, kann ee Venezuela nees do hunn, wou och seng Plaz ass. An dat ass am Moment net de Fall.

Mee ech mësche mech net an Är intern Saachen an.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bettel. Den Här Cruchten misst elo just nach eng Kéier säi Saz repetéieren, fir datt mer wëssen, iwwer wat mer ofstëmme, fir datt déi Saache kloer sinn.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech hu proposéiert: „La Chambre invite le Gouvernement à s’engager pour mettre en œuvre les dispositions de la présente résolution“.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, dat ass dann notéiert. Kënne mer esou den ...?

(Interruptions et hilarité)

Nee, lauschtert, mir mussen kloer sinn, iwwer wat fir een Text mer ofstëmme, well ech loossen net iwwer en Text ofstëmme, wou d’Formulatioun net kloer ass! Sou, Här Graas, Dir sidd den Auteur vum Text, Dir sot mer elo, iwwer wat Der gär hätt, datt ofgestëmmt gëtt.

M. Gusty Graas (DP), auteur | Ben, ech spiere jo heibannen, datt u sech keng direkt Oppositoun ass zu deem Text, deen den Här Cruchten hei proposéiert huet. Ech hat ee Moment gemengt, et sollt ee soen: „se met d’accord“ – also mir als Chamber „se met d’accord“ –, datt mir géingen d’Regierung invitéieren ..., datt dat vläicht géing textuell nach besser als Resolutioun do stoen. Wann den Här Cruchten vläicht dermat d’accord wär, vläicht dee klengen Zousaz nach ze maachen, da kéinte mer awer esou iwwert den Text ofstëmme.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech maachen eng Géigepropositoun.

M. Claude Wiseler, Président | Sou.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech maachen eng Géigepropositoun, déi et wierklech méi kloer mécht an da kommt Der och méi einfach aus der Nummer eraus: „La Chambre encourage le Gouvernement à s’engager pour mettre en œuvre les dispositions de la présente résolution.“

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, mir halen dat do elo fest. Dat ass eng gutt Propositoun, Här Cruchten. Den Här Zeimet wëllt och nach eppes soen.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Akustesesch war elo net esou ganz einfach ze héieren, wat den Här Cruchten gesot huet.

(Brouhaha)

Wann et awer esou sollt gewiescht sinn, datt e gesot huet: „à s’engager à encourager“, kéinte mir och domadder liewen, da si mer eraus. Well mir kënne jo net an enger Resolutioun d’Regierung zu eppes opfuerderen, da si mer an der Motioun. Mee „s’engage à encourager le Gouvernement“ wär da vläicht eng Ouverture.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà.

(Brouhaha)

M. Laurent Zeimet (CSV) | War dat akustesesch richtig?

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, elo hunn d’Leit alleguer, déi hei nolauschteren, genau verstanen, wéi de Saz soll sinn, an deen ...

(Interruption par M. Sven Clement)

Dat ass elo kloer, dat ass dobannen notéiert a mir stëmme also elo iwwert déi lescht Formulatioun, déi hei genannt ginn ass, of.

Résolution modifiée

« relative à la crise postélectorale au Venezuela suite aux présidentielles du 28 juillet 2024 »

La Chambre des Députés,

– considérant que l’élection présidentielle s’est tenue au Venezuela le 28 juillet 2024 pour le prochain mandat de six ans commençant le 10 janvier 2025 ;

– considérant que Madame María Corina Machado avait été élue candidate de l’opposition au régime avec 92,35 % des voix ;

– considérant que le régime Maduro l’a écartée en tant que candidate aux élections pour des raisons arbitraires et politiques ;

– appréciant que María Corina Machado a préservé l’unité de l’opposition démocratique au régime en apportant son soutien à une autre candidate, qui s’est également vu interdire la participation aux élections, et finalement à M. Edmundo González Urrutia, candidat officiel aux présidentielles vénézuéliennes ;

– considérant que le régime actuel poursuit de manière continue et méthodique une stratégie généralisée de répression, d’harcèlement, de persécution et d’arrestation contre la population vénézuélienne, y inclus la jeunesse vénézuélienne ainsi que l’espace démocratique ;

– constatant que ces efforts de répression visent plus particulièrement encore des militants de l’opposition, des défenseurs des droits humains, des journalistes ainsi que des membres d’équipe de campagne de la cheffe de l’opposition María Corina Machado ;

– considérant que l’opposition démocratique au régime a réussi à obtenir 83,5 % des feuilles de dépouillement officielles et que, partant, l’élection a été remportée par Monsieur Edmundo González Urrutia avec une majorité importante des votes ;

– sachant que le rapport du groupe d’experts des Nations Unies sur l’élection confirme ces documents avancés par l’opposition ;

– soucieux que, suite aux activités oppressives par le régime Maduro, Monsieur Edmundo González Urrutia a été contraint de s’exiler après l’émission d’un mandat d’arrêt le concernant, et que Madame María Corina Machado est actuellement forcée de vivre dans la clandestinité ;

– vu que le prix Václav Havel 2024 de l’Assemblée parlementaire du Conseil d’Europe a été attribué à Madame María Corina Machado,

et

– vu la Constitution du Venezuela ;

– vu l’Accord de la Barbade du 17 octobre 2023, prévoyant des améliorations au niveau des garanties électorales et portant, notamment, sur la promotion des droits politiques, sur les garanties électorales pour tous, sur le respect du droit de chacun de choisir librement son candidat aux élections et sur la libération de prisonniers politiques ;

– vu le pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment l’article 25 portant au droit de voter et d’être élu au suffrage universel ;

– vu la Déclaration universelle des droits de l’homme ainsi que les autres traités et instruments des Nations Unies dont la République bolivarienne du Venezuela est membre depuis le 15 novembre 1945 ;

– vu le Statut de Rome de la Cour pénale internationale ;

– vu les constats et déclarations de la mission internationale indépendante d’établissements des faits des Nations Unies (Fact-Finding Mission) quant à la République bolivarienne du Venezuela à Genève en juillet 2024 ;

– constatant que l’Union européenne, des organisations régionales et internationales ainsi que plusieurs États

démocratiques ne reconnaissent ni les élections, ni les résultats confirmés par le National Electoral Council à la veille des élections ;

– consciente que la France, l’Allemagne, l’Italie, la Pologne, l’Espagne, le Portugal et les Pays-Bas ont signé le 3 août 2024 une déclaration commune demandant au régime Maduro de publier les résultats des élections dans une optique d’une transparence totale ;

– consciente que la situation au Venezuela est une source de déstabilisation pour le pays, ainsi qu’au-delà des frontières de la région,

s’engage

– à œuvrer en collaboration avec les autorités responsables afin que les conflits électoraux puissent être résolus promptement et dans la transparence totale en dehors de pressions extérieures ;

– à solliciter, en ce faisant, une fin rapide à l’escalade politique et sociale au Venezuela et une fin immédiate des violations contre les droits humains ;

– à s’exprimer en faveur d’une reconnaissance d’Edmundo González Urrutia comme le président élu et légitime par la Constitution et la souveraineté exprimée par la population vénézuélienne lors des élections présidentielles du 28 juillet 2024 ;

– à faire tout son possible pour que le président légitime puisse prendre ses fonctions le 10 janvier 2025 ;

– à exiger que les autorités électorales vénézuéliennes publient les résultats de vote de manière transparente et complète ;

– à condamner et dénoncer la fraude électorale organisée par le Conseil national électoral (« CNE ») ;

– à œuvrer pour une cessation immédiate des actes de répression, de la persécution et des arrestations de la population civile autant que des défenseurs de l’opposition ;

– à s’engager pour une libération des détenus dans le plus bref délai,

encourage

– le Gouvernement à s’engager pour mettre en œuvre les dispositions de la présente résolution.

(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Fred Keup, Marc Spautz, Sam Tanson.

Vote sur la résolution modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D’Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmme bei zwou Abstentiuonen. Dës Resolutioun ënnert där verännerter Form ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei zwou Abstentiuonen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Françoise Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt,

MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

6. Question élargie n° 23 de M. Gérard Schockmel relative à la participation du Luxembourg à la soumission européenne pour l'hébergement et l'opération d'un ordinateur quantique

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 23 vum Här Gérard Schockmel iwwert d'Lëtzebuurger Participatioun un der europäescher Offer fir den Hosting an de Betrib vun engem Quantecomputer. Den Auteur, wéi en dat weess, huet 5 Minuten Zäit fir déi éischt Fro a fir seng eventuell Zousazfro an de Minister huet 10 Minutte fir ze äntweren. An Här Schockmel, Dir hutt elo d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zu Lëtzebuerg gëtt weltwäit Spëtzeuerschung iwwert d'Parkinson-Krankheet gemaach. An dat huet domat ze dinn, dass eis Fuerscher viru 15 Joer eng deemools vollkommen nei Approche gewielt hunn, bei där ganz vill Donnéeën gesammelt ginn. Pro Parkinson-Patient iwwer eng Millioun Donnéeën a bei der aktueller Kohort vun zirka 400 Parkinson-Patienten a Kontrollpersounen iwwer eng Milliard Donnéeën.

Dat setzt engersäits viraus, dass déi Donnéeën an engem digitalen, strukturéierte Format virleien, an anerersäits, dass Computere mat entsprecherender Recheckapazitéit zur Verfügung stinn. Mat diesen Donnéeën gi Statistike gemaach, fir ze kucken, ob et klinesch Parameeter gëtt, déi bei Parkinson-Patienten anescht si wéi bei de Kontrollpersounen.

Wat klassesch Statistiken awer net fäerdegbréngen, dat ass, ënner Milliounen Donnéeën Kombinatiounen vu Parameeter oder Eenzelparameeter ze identifizéieren, bei deenen eng zwar schwach, awer signifikant Korrelatioun zur Parkinson-Krankheet besteet a fir déi et keng Erklärung gëtt.

Fir dës Form vun Analys brauch et Künstlech Intelligenz, där hir Algorithmen typescherweis mat risegen Dateवलommen trainéiert ginn. An der Radiologie zum Beispill gi KI-Algorithmen trainéiert mat Honnerttausende Longeröntgen. Bei der GPT-4-Technologie sinn et Billiounen Donnéeën. Fir d'Künstlech Intelligenz gëllt de Prinzip: „There's no data like more data.“

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

An hei kommen d'Supercomputeren an d'Spill: bei der Künstlecher Intelligenz a bei Aufgaben, déi eng Recheckapazitéit verlaangen, bei där Billiounen Operatiounen an der Sekonn oflafen; Supercomputere wéi de MeluXina zu Biissen.

Am Verglach zu normale Computere si Supercomputere vollgepaakt mat Computerchipsen, hire Fonctionnement ass awer wéi bei normale Computere binär, dat heescht baséiert op der Informatiounseenheet Bit, déi entweder de Wäert Null oder Eent huet.

De ganz groussen nächsten Entwécklungssprong awer si Quantecomputeren. Quantecomputere

baséieren op de Prinzipien vun der Quantemechanik a schaffe mat Elementardeelercher, Elektronen oder Photonen. Bei de Quantecomputeren ass déi klengstméiglech Späichereenheet de Qubit, vergläichbar mam Bit bei engem normale Computer.

De Qubit huet allerdéngs een eenzegaartege Virdeel: Wann nämlech Qubitten addéiert ginn, dann hëlt d'Zuel vun den Operatiounen, déi gläichzäiteg oflaffe kënnen, exponentiell zou. D'Quantecomputere kënnen an e puer Minuten Aufgabe léisen, fir déi normal Computere Jore bräichten. Si kënnen Problemer léisen, déi vun esou enger grousser Komplexitéit sinn, dass si souguer e Supercomputer iwwerfuere. Därsäit awer si Quantecomputeren nach experimentell, net standardiséiert, a maache vill Feeler. Hir Technologie ass nach am Entwécklungsstadium.

Lëtzebuerg gehéiert zu den éischte Länner, déi am Kader vun engem europäescher Ausschreiwung e Quantecomputer zougewise kréien. Heizou géif ech gär den déi folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister an un d'Madamm Héichschoulminister stellen:

Wellech national Uwendungsbereicher fir de Quantecomputer huet Lëtzebuerg a senger Kandidatur formuléiert? Wellech Käschte si mat der Acquisitioun a mam Bedriewe vun engem Quantecomputer verbonden, betreffend Maintenance, Personal, Lizenzen, Energie an esou weider? E Quantecomputer brauch vill Energie a seng Prozessore verlaange konstant extreem niddereg Temperaturen. Wéi gëtt dës Energie- a Waasserverbrauch op laang Siicht assuréiert? Wéi passt de Quantecomputer zu där aktueller Konstellatioun mam MeluXina-1-Supercomputer, deen an Zukunft soll ersat ginn? Wie sinn d'Bedriewer an d'Benutzer vum Quantecomputer an engem éischter Phas? Wéi ginn d'Donnéeën, déi beim Bedriewe vum Quantecomputer generéiert ginn, mittel- bis laangfristeg konservéiert? Kënnen heibäi och e Stockage an engem Cloudspace a Fro? A falls jo, a wellechem? Wéi ginn dës Donnéeën viru Cyberkriminalitéit geschützt?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Schockmel. D'Regierung huet d'Wuert, fir d'éischt d'Madamm Stéphanie Em... Obertin.

(Brouhaha et hilarité)

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här President. Merci, Här Schockmel, fir dës pertinent erweidert Fro. Mat dëser Interventioun beäntweren ech och d'Question parlementaire 1410 vun der honorable Deputéierter Liz Braz.

Bei dem Quantecomputer, dee mir hei elo zu Lëtzebuerg implementéieren, handelt et sech an éischter Linn ëm e Fuerschungs- an Innovatiounsprojet. Et ass also net esou, dass mir hei eng nei Technologie akafen a se da complémentaire zu eisem HPC einfach asetzen, fir Projekte virunzudriewen.

Dës Technologie befëhnt sech zu dësem Zäitpunkt nach an engem Entwécklungsphas. Hei geet et drëms, Lëtzebuerg „quantum ready“ ze maachen, et geet drëms, d'Kompetenze ronderëm dës Technologie op an dann auszubauen, an et geet drëms, eng Expertis am Beräich Quanten opzebauen, egal wat fir en Typ vu Quantecomputer sech am Endeffekt wäert duerchsetzen.

E groussen Atout, dee mir hei bei dësem Prozess wäerten hunn, ass den Knowhow, dee Lëtzebuerg sech méttlerweile am Beräich Recheckapazitéiten an Exploitatioun vun Donnéeën an deene leschte Joren ugëeegent huet. Hei sief och ugemierkt, dass vun der national reservéierter Recheckapazitéit, déi mir am Moment bei MeluXina-1 benotzen, méi wéi

d'Hallschent op de Kont vun der nationaler Fuerschung geet.

De MeluXina-Q wäert vu LuxProvide bedriwwen ginn, enger Firma, déi haut schonn eng Expertis am Beräich Supercomputing besetzt an och am Beräich Quante wäert kënnen hir Expertis ausbauen. E Quantecomputer kann ee vun der Recheleschtung hier net mat engem klasseschen HPC wéi MeluXina-1 vergläichen. An et wäert och nach Joren daueren, bis esou e Quantecomputer engem HPC kloer iwwerleeën ass.

E kann awer elo scho genotzt ginn, fir spezifesch Algorithmen a Softwaren ze entwéckelen. De MeluXina-Q wäert sech also an engem éischter Phas éischter un d'Fuerschungsinstituter adresséieren, fir nei Quantenalgorithmen ze entwéckelen an ze testen. Och an der Softwareentwécklung gëtt et eng grouss Expertis an der Lëtzebuurger Fuerschungslandschaft a Lëtzebuurger Fuerscher, notamment déi vun der Uni Lëtzebuerg an déi vum LIST, wäerten un der Software schaffen, déi néideg ass, fir esou e Quantecomputer kënnen ze bedriewen.

Schliisslech gëtt et sougenannte Betriebssystemer wéi Windows a Linux – wéi déi, déi et fir déi klassesch Computeren am Moment gëtt an déi och gutt bekannt sinn – fir Quantecomputeren nach net. An hei ka Lëtzebuerg duerchaus eng Roll spillen, fir esou eng Software op der Basis vun engem richtege Quantecomputer ze entwéckelen.

Ronderëm dës nei Quantecomputer soll dann awer och en Ekosystem entwéckelt ginn, deen et och den Entrepreneuren erlaabt – an zwar a spezifesch Secteure wéi de Finanzen, der Cybersecurity, der Materialfuerschung an och der Präzisionsmedezinn –, nei Applikatiounen ze entwéckelen.

Well den Niveau vum Quantecomputer aktuell nach éischter an engem Entwécklungsphas ass an d'Kapazitéit net vergläichbar ass mat där vun engem klasseschen HPC, wäert och keng grouss Mass un Donnéeën fir den éischten Deel generéiert ginn. D'Donnéeën, déi op Basis vu Quantenalgorithmen an Zukunft wäerten entstoen, wäerten änlech wéi d'Donnéeën vun engem klasseschen HPC behandelt ginn.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass Lëtzebuerg mam Luxembourg National Data Service eng national Infrastruktur huet, déi Servicer ausschafft, fir d'Daten esou opzebereeden, dass se op eng sécher Aart a Weis kënnen zur Verfügung gestallt an ausgewäert ginn. Mir sinn also och do ganz gutt opgestallt, fir ze analyséieren, wéi mir Date spezifesch mussen opbereeden a securiséieren, fir dass esou e Quantecomputer optimal ka genotzt ginn.

Lëtzebuerg ass och mat deene verschiddeenen Datenzentere ganz gutt opgestallt. Mir hunn do eng Unzuel vu sougenannten Tier-4-Datenzentere, déi dem héchste Sécherheetsusproch entsprechen. An a punkto Cloudsolutiounen hu mer eng Offer, déi vu klassesche Cloudprovidereuren op enger Säit bis zu enger Offer vu souveräner, deconnectéierter Cloud op där anerer Säit geet. An esou kënnen mir och ëmmer pro Usecase déi beschte Solutioun eraussuchen.

Eis Ambitioun ass et iwwregens, niewent dem Quantecomputing och nach aner Facetten aus dem Quantenekosystem zesumme mat eise Fuerschungsacteuere ze adresséieren, wéi zum Beispill d'Quantekommunikatioun, wou mir aktuell scho Projekte mat der Industrie um Lafen hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Obertin. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Lex Delles.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Loosst mech och dem Här Schockmel Merci soen, fir dëst Thema hei an der Chamber kënnen ze diskutéieren, well et ass e ganz wichteg Thema. Et ass eng Zukunftstechnologie, an där och Lëtzebuerg prett ass fir matzemaachen, fir eebe grad den Uschloss net ze verpassen. Lëtzebuerg war vir mam Supercomputer. Lëtzebuerg ass och hei engagéiert, fir an de MeluXina-Q, also de Quantecomputer, weider kënnen ze investéieren, fir och do eebe grad an där Technologie, déi am Moment amgaangen ass, sech ze entwéckelen, och d'Expertis hei op Lëtzebuerg ze kréien.

Eebe grad dat ass wichteg. An d'Madamm Obertin huet et gesot: Et gëtt keng einfach Programmer, wou een dohinnergeet, een eng CD dramécht, also eng CD-Rom, wou een da Windows lafe léisst an de Quantecomputer da leeft. Esou geet et net.

An dofir ass et wichteg, dass mer déi Expertis och hei op Lëtzebuerg kréien an dofir och hei bei deem Call matgemaach hunn, dee mer jo elo och hunn, fir de MeluXina kënnen ze kréien.

A wéi enge Beräicher kann een de Quantecomputer benotzen? Do geet et gréisstendeels ëm d'Beräicher vun de Gesondheetstechnologien, FinTech, Cybersecurity, all déi Voleten, wou een eeben och kann ..., an der Medezinn zum Beispill, an den Här Schockmel selwer huet e Beispill gesot, fir déi enorm Date kënnen ze traitéieren, schwätze mer hei och vun der personaliséierter Medezinn, wou ee kann e Quantecomputer benotzen, fir kënnen grouss ...

(Interruption)

Dach, dat ass richtig. Fir do kënnen, ...

(Interruption)

Jo, also ech weess, dass Dir ëmmer alles besser wësst. Et muss een trotzdem soen, ...

(Interruption)

... dass eebe grad dat dote Volete sinn, an deene mer haut schon en Développement économique hunn, wou et och wichteg ass, e Quantecomputer ze hunn, fir déi Date kënnen ze benotzen.

Materialfuerschung ass e weidert Beispill, wou Der och vläicht net averstane sidd, mee et ass awer esou. Och an der Materialfuerschung ass et wichteg, dass een an där Technologie hei weiderkënn, eebe grad, fir dass Lëtzebuerg och prett ass, fir kënnen weiderzokommen an der Klimafuerschung oder méi performant Batterie kënnen ze developéieren. Och dat si Weeër, wou een de Quantecomputer brauch.

Wat ass zu de Käschten ze soen? Do schwätze mer vu ronn 17 Milliounen Euro, déi et kascht, fir de Quantecomputer op Lëtzebuerg ze kréien, 50 % vun EuroHPC subventionéiert. Mir schwätze vun 12 Milliounen CAPEX, also wierklech d'Hardware – dat ass fir de Computer selwer an dofir, d'Infrastruktur ze adaptéieren –, also 12 Milliounen, a 5 Milliounen OPEX-Aiden, fir eeben och iwwert déi Lafdauer vu véier Joer kënnen de Computer lafen ze loossen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Wéi gesot, 50 % Euro HPC, 50 % Lëtzebuerg, déi iwwer LuxProvide matfinanzéiert ginn iwwert d'Konvention, déi mer och do tëschent dem Wirtschaftsministère a LuxProvide hunn.

Dir hutt vun der Energie geschwat, déi gebraucht gëtt. Et ass esou, an dat ass ganz richtig, dass en immens muss erofgekillt ginn, fir dass e ka funktionéieren. E muss op minus 273 Grad erofgekillt ginn. Dat ass awer en zouene Circuit, dee mat flëssegem

Helium funktionéiert, soudass also net vu baussen nach zousätzlech Waasser oder esou eppes gebraucht gëtt. 40 Kilowatt Energie sinn ongeféier dat, wat e wäert brauchen. Dat entsprécht ongeféier 25 Haushalten.

Wéi stellt ee sech esou e Quantecomputer vir? Dat war emol au moins déi éischt Fro, déi ech mer gestallt hunn. Ech weess, aner Leit stelle sech se net. Ech hu mer d'Fro gestallt: Wéi gesäit en iwwerhaupt aus? Ass en och esou grouss wéi de Supercomputer? Neen, am Fong ass dat vill méi e klengen, kompakte Computer, deen do steet. En ass net esou grouss wéi de Supercomputer. Also déi Energie, déi an engem zouene Circuit hei gebraucht gëtt, ass vill, vill méi kleng wéi zum Beispill bei engem Datenzenter oder engem aneren. E wäert awer och, wéi bei LuxConnect, mat grénger Energie lafe gelooss ginn.

De MeluXina, just fir de Verglach, ass mat enger Spëtzeleeschtung vun 18,29 Petaflops, wou dee leeft, jo, an där Vitess, wou de MeluXina ka schaffen ... An eebe gradesou wéi et och ugeschwat ginn ass, ass et wichteg, dass mer hei un der Spëtzt vun der Innovation zu Lëtzebuerg sinn, fir dee ganzen Ekosystem, dee ronderëm funktionéiert, och kënnen matzëbegleeden.

Ech hunn nach een Detail vergiess, an zwar gëtt et verschidden Technologien. Et ass gesot ginn, an ech mengen, den Här Schockmel huet et och a senger Fro festgestallt: Mir sinn am Moment nach an der Entwécklung vun de Quantecomputeren. Deen zu Lëtzebuerg soll op Siliziumbasis funktionéieren, dat heescht e gëtt dorauer fabriquéiert. Dat ass och do en eenzegaartegen, dofir déi ganz Developpementer, déi do ronderëm sinn.

An ech mengen och, dass heimat op d'Fro vun der Question parlementaire vun der Madamm Braz géintwert ginn ass.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

(Interruption par Mme Liz Braz)

Dir wëllt eng Fro stellen, wat am Fong net ...

Mme Liz Braz (LSAP) | Fait personnel.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, de Fait personnel, do war ech elo ... Vu datt ech dee Moment net presi-deiert hunn, kann ech dat net jugéieren. Wann Der et ganz kuerz wëllt maachen, dann ass dat ok.

Mme Liz Braz (LSAP) | Et ass wierklech net, fir iergendeen ze emmerdéieren. Ech wollt just nofroen, well et waren zwou kleng Froen, wou elo keng ganz prezis Äntwert kouw. Dat war ee Moment, deen ..., ob een de Computepower ka chiffriéieren. Ech hunn dat am Fong gefrot, well ...

M. Fernand Etgen (DP) | Dat ass awer kee Fait personnel.

Mme Liz Braz (LSAP) | Nee, et ass meng ...

M. Fernand Etgen (DP) | Dat ass eng Nofro op eng schrëftlech Fro.

Mme Liz Braz (LSAP) | Jo, mee déi ass elo heimadder ofgehaakt ginn. An ech hätt awer gär meng Äntwerthen, déi ech elo net kritt hunn.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat sinn déi 18,29 Petaflops Power.

Mme Liz Braz (LSAP) | Nee, vun deem neien, vum Quantecomputer.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Do gëtt a Qubits gerechent.

Dat heescht, do ass et net ..., an de Qubits, déi wäerte kommen ...

Mme Liz Braz (LSAP) | Nee, ob een deen ... Ech soen Iech firwat: ob een dee Montant kann an Euro chiffriéieren. Et ass nämlech esou, dass d'Fransouse virun allem zu Lëtzebuerg extreem aktiv sinn, fir vill innovativ Entreprisë wëllen a Frankräich ze lackelen, andeem se hinne Computepower offréieren. Da soe si: „Dir kritt bei eis eng hallef Millioun Computepower.“ Ech weess, dass Lëtzebuerg och mat esou Montanten handelt an ech wëllt einfach gären, fir et e bëssen en relation ze setzen, verstoen, fir wéi vill Euro mir Computepower schon an d'Innovation, an d'Recherche ginn hunn. Dofir war déi Fro gestallt.

An dann hat ech och gefrot, wéi laang d'Liewensdauer vu sou engem Computer ass a wat duerno mat den Infrastrukture geschitt.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Véier Joer. Also, de MeluXina-Q ass fir véier Joer am Projet esou ausgeluecht. Mee déi Rechecapacitéiten, déi haut – well mer de Quantum jo net hunn – den Entreprisë wéi a Frankräich zum Beispill zur Verfügung gestallt ginn, dat si Capacitéite vum MeluXina selwer, dat heescht dat si Supercomputer-Rechecapacitéiten, déi do sinn. Déi sinn net vum Quantecomputer.

(Interruption par Mme Liz Braz)

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Ech mengen, domat ass déi Diskussioun ofgeschloss. Just net, wann den Här Schockmel nach eng Zousazfro hätt, wann e wëllt eng stellen.

M. Gérard Schockmel (DP) | Nee, et ass gutt fir mech. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass net de Fall. Dann ass domat dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

7. Question élargie n° 27 de M. Georges Engel relative aux heures de fermeture obligatoires des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat

A mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 27 vum Här Georges Engel iwwert d'obligatoresch Öffnungszäite vun den Handels- an Handwierksgeschäfter. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro a fir seng Zousazfro an d'Regierung huet duerno 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. Här Engel, et ass un Tech.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen, léif Kollegen, den Aarbechtsminister huet virun zwee Deeg e Projet deponéiert iwwert d'Sonndesaarbecht. Den Text gesäit vir, datt d'Salariéen am Einzelhandel, also am Établissement de vente en détail, déi aktuell sonndes véier Stonne kënnen schaffen, an Zukunft bis zu aacht Stonne solle kënnen schaffen. Déi aktuell Majoratioun vu 70 % soll dann och an Zukunft fir déi geleschten Aarbechtsstonne gëllen.

Dem Gesetzesprojet no geet et drëms, a punkto Sonndesaarbecht – esou steet am Projet dran –, en Equiliber tëschent „protection salariale“ a „pragmatisme patronal“ ze fannen. Et ass och emol eng Kéier d'Work-Life-Balance erugezu ginn, fir de Projet ze erklären an ze begrënnen. Do kann een dann och seng Meinung doriwwer hunn.

Hei soll een awer net vergiessen, datt schon haut déi betraffe Salarié bis zu aacht Stonne sonndes kënnen

schaffen, wa si e Kollektivvertrag hunn, deen dat vir-gesäit. An deene Kollektivvertrëg kréien d'Salariéien dann an der Reegel en zousätzlechen Avantage als Contrepartie fir déi sonndes geleschte Méistonnen.

Der Regierung no soll domadder an Zukunft Schluss sinn, ganz am Sënn vun hirem Verständnis vun enger moderner flexibeler Aarbechtswelt. Sou soll d'Erhéijung op d'maximal Aarbechtszäit vun aacht Stonnen an Zukunft fir all Magasin en détail gëllen, sou wéi en am Artikel 1 vum modifizéierte Gesetz vun 1995 „régulant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat“ steet. An doduerch gëtt d'Ofschléisse vun engem Kollektivvertrag am Commerce natierlech manner interessant gemaach, wat jo awer net am Sënn vun der Regierung ka sinn, well déi duerch déi europäesch Mindestloundirektiv jo gehalen ass, méi an net manner Kollektivvertrëg zu Lëtzebuerg ze maachen.

D'Legislatioun gesäit an deem Kader Folgendes vir: „Tous les magasins de détail sont soumis à des heures de fermeture obligatoires durant lesquelles l'accès de la clientèle au magasin et la vente directe sont interdits.“ An elo kommen ech zum Här Delles: Den Ekonomieminister kann dann awer Derogatiounen accordéieren, eng „[dérogation collective] pour l'ensemble des magasins [...] d'une ou plusieurs branche(s) de commerce ou d'artisanat“, „à la demande collective d'une organisation professionnelle [...] ou d'une administration communale“ an „une dérogation individuelle de vingt-quatre heures par année sur demande d'un exploitant“. An an deem Kader wëilt ech dem Wirtschaftsminister, dem Här Delles, da véier Froe stellen.

Kann den Här Wirtschaftsminister eis doriwwer informéieren, ob bis dato esou kollektiv Derogatiounen vu Wirtschaftsfederatiounen oder Gemengenadministratiounen ugefrot goufen? Am Kader vum aktuelle Gesetz wier dat jo méiglech. A wann dat Gesetz vun der Sonndesaarbecht elo kënnt, wéi ass dann do Är Positioun dozou?

Déi zweet Fro: D'Öffnungszäiten am Commerce falen ënner d'Kompetenz vum Wirtschaftsministère. Vu déi vun der Regierung geplangte Changementer elo a punkto Sonndesaarbecht: Huet den Här Minister vir, d'Öffnungszäiten am Commerce ze änneren, ze modifizéieren, am Kader eebe vun deem Gesetz, dat ech virdu genannt hunn?

Drëtt Fro: Well d'Regierung jo op all Positioun – de Premier, de Wirtschaftsminister, den Aarbechtsminister; ech betounen et ëmmer erëm – op de Sozialdialog setzt, gouf et och hei schonn Diskussiounen mat de Sozialpartner, fir dat doten en place ze setzen?

A meng véiert Fro: Wéi kann oder wéi gëtt dann déi geplangten Aarbechtszäitverlängerung – well dat hei ass jo dann eng Aarbechtszäitverlängerung um Sonnden – da sonndes an de Butteker konkret och ëmgesat? Well ee jo weess, dass et haut schonn iwwer Kollektivvertrag méiglech ass.

8. Dépôt d'une motion par M. Georges Engel

Exposé

A well mir als LSAP derfir sinn, Kollektivvertrëg ze stäerken, ass et wichteg fir eis, dass d'Salariéien ënner de Schutz vun engem Kollektivvertrag kommen, fir esou besser Aarbechtskonditiounen ze schafen. An dowéinst deponéieren ech dann och haut eng entsprechend Motioun, an där mer d'Regierung opfuerderen, dass d'Erhéijung vun der Stonnenzuel vu sonndes véier op aacht Stonnen, déi een da sonndes

am Commerce ka schaffen, un d'Ofschléisse vun engem Kollektivvertrag soll gebonne ginn, entweeder e sektoriellen oder e Kollektivvertrag am Betrib. Dat misst eng grous Zoustëmmung fannen, well d'CSV huet dat och an der Aarbechtssitzung vum 16. Oktober gefuerdert.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– *considérant la volonté du Gouvernement de renforcer les conventions collectives ;*

– *vu que selon la directive (UE) 2022/2041 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne des États membres devraient atteindre un taux de couverture d'au moins 80 % des négociations collectives ;*

– *vu la volonté du Gouvernement de bien vouloir transposer ladite directive et par conséquence augmenter le nombre de conventions collectives ;*

– *considérant la volonté du Gouvernement de rendre les conventions collectives accessibles à un plus grand nombre de salarié.es et d'améliorer ainsi leurs conditions de travail ;*

– *vu l'article 4 de ladite directive qui dispose que les négociations entre partenaires sociaux notamment « au niveau sectoriel ou interprofessionnel » doivent être favorisées ;*

– *vu la revendication de la Chambre des Salariés de promouvoir la conclusion de conventions collectives, notamment sectorielles, formulée dans son avis du 23 octobre 2024 à propos du projet de loi portant modification du Code du travail en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2041 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne, afin d'avoir des conventions pouvant avoir un véritable effet cohésif sur la distribution salariale et permettant de couvrir les salariés travaillant dans de petites entreprises,*

invite le Gouvernement à

– *lier l'extension du travail dominical dans les magasins de détail dans le commerce et l'artisanat de 4 à 8 heures à la conclusion de conventions collectives.*

(s.) *Georges Engel, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori.*

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel.

Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, datt am Fong vum Prinzip hier bei der Question élargie den Depot vun enger Motioun am Reglement net tel quel virgesinn ass. Dir hutt eng Motioun elo deposéiert. Ech consideréieren déi als Motion libre, déi Der als Motion libre deposéiert hutt, no deene Reegelen. Voilà. Ech soen Iech Merci.

9. Question élargie n° 27 de M. Georges Engel relative aux heures de fermeture obligatoires des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat (suite)

An dann ass d'Wuert fir de Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci villmools, Här Engel, och fir déi Fro. Ech mengen, dass et hei nach eng Kéier just muss kloergestallt ginn, dass mer vun zwee verschiddenen Texter schwätzen. Den Amalgam ass ganz séier gemaach: D'Öffnungszäiten am Commerce sinn net liéiert un den Droit du travail.

D'Öffnungszäiten, wou mer am Fong am Gesetz vun de Fermeturë vun de Butteker schwätzen, bezéie sech net nëmmen op sonndes, mee bezéie sech op moies, op mëttes, op Feierdeeg, op sonndes, op samsdes, op freides, bezéie sech also op alleguerten déi verschiddene Zäiten, wéini e Buttek kann op sinn a wéini e Buttek muss zou sinn. Huet och déi Fro: Wat ass e Buttek iwwerhaapt? E Buttek ass net nëmmen d'Activité commerciale, mee mir schwätzen och hei vu verschiddene Branchë vum Handwerk: de Pâtissier, de Bäcker, de Metzler an alleguerten déi, wéini se kënnen op sinn a wéini se net kënnen op sinn.

(Interruption)

Ween?

Une voix | D'Tankstellen?

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | D'Tankstelle sinn och e ganz grousst Thema.

Déi Derogatiounen, déi et gëtt, d'Gesetz gesäit vir ... Fir Iech d'Fro ze beantwären: Gëtt et Derogatiounen? Jo, et gëtt Derogatiounen. An dat ass grad de Problem bei deem Gesetz, dee mer bei den Heures de fermeture vun de Butteker hunn: Dat Gesetz fonctionéiert nëmmen nach mat Derogatiounen. Dat heescht de facto: Duerch alleguerten déi Derogatiounen, déi mer hunn, hu mer eng Liberalisierung vun den Öffnungszäiten vun de Geschäfte. Dat scho säit 15, 20 Joer, well dat Gesetz nëmmen nach fonctionéiert duerch alleguerten déi Derogatiounen, déi gefrot ginn.

Dir hutt gesot: „Vu weem kënnen se ugefrot ginn?“ Entweeder vu professionellen Acteuren, also Associatiounen, vu Gemengen oder awer och vun eenzele Branchen. Just fir Iech eng Kéier eng Lëscht ze gi vun deenen, déi d'ganz Joer Derogatiounen froen, Gemengen, déi d'ganz Joer Derogatiounen fir d'Öffnungszäiten och um Sonndeg hunn: Dat sinn d'Gemenge Biissen, Dikrech, Iechternach, Ierpeldeng, Esch-Sauer, Feelen, Fréising, Lëtzebuerg, Waasserbëlleg, Mondorf, Réimech, Wanseler, Gréiwemaacher, Rémeleng, Beetebuerg, Biekerech, Klierf, Schengen, Èlwen, Wäiswampech. Dat sinn déi, déi se fir d'ganz Joer souwisou scho froen. Dat heescht op deenen Territoirë kënnen d'Butteker all Sonndeg opmaachen, esou wéi se wëllen. Et gëtt Exceptione fir Feierdeeg, 1. Januar, 1. Mee, 25. a 26. Dezember.

Da gëtt et och Branchen, déi se ufroen, d'Liewensmittelhandwerk zum Beispill. Beim Liewensmittelhandwerk – an dofir schwätzen ech vun deem Problem, dee mer am Gesetz hunn – gëtt et en Urteel vun enger Bäckerei, wou nach bis elo net drop reagiert ginn ass. Dofir muss mer do och d'Gesetz adaptéieren. Et gëtt eng Jurisprudenz, wou et ëm e Bäcker geet, dee geklot huet, dee gesot huet: „Mee eng Tankstell, déi dierf ophunn, an ech dierf net ophunn.“ Doropshi fonctionéiert dat Gesetz, dass d'Liewensmittelhandwerk eng Derogatioun kritt, fir all Dag scho moies kënnen um 5.00 Auer opzemaachen. Also eng weider Derogatioun, déi mécht, dass d'Gesetz iwwerhaapt nach ka fonctionéieren.

Da gëtt et op där anerer Säit den Ameublement, d'Garagisten, d'Luxembourg Confederation, déi Derogatiounen froen. Dat ass zum Beispill fir den Autosalon, de Miwwesalon, fir d'Soldeweekender, fir déi dräi Weekender viru Chrëschttag. Do gesäit een och erëm eng Kéier, dass do erëm eng Kéier e ganze Volet vun Derogatiounen gefrot gëtt, fir dass et ka lafen.

Dir gesitt also: Dat Gesetz fonctionéiert nëmmen nach mat Derogatiounen, déi kënnen maachen, dass dat Gesetz fonctionéiert. Déi heite Regierung huet am Koalitiounsprogramm stoen, dass mer dee Problem do ugin. An och dat ass näischt Neies, well bei der

viregter Regierung, an där ech och war, war et och schonn esou. An do hate mer jo och schonn Echangé grad iwwert dat Theema vun den Éffnungszäiten, fir déi kënnen unzepassen.

Wëlle mer d'Éffnungszäiten am Kader vun de Sonnesstonden änneren, déi vu véier op acht eropginn am Projet de loi, wéi en deposéiert ginn ass? Neen, net an deem Kader, mee an deem Kader, wou ech Iech gesot hunn, wou mer mussen d'Éffnungszäiten änneren, well dat Gesetz nëmmen nach wéinst den Derogatioune fonctionéiert. Also an deem Kader beweuge mer eis, wou mer mussen un dat Gesetz hei goen.

Är drëtt Fro: „Gouf et schonn Echangingen?“ Jo, et gouf schonn Echangingen, net méi spéit wéi gëschter hunn ech nach d'Gewerkschafte gesinn, fir mat hinnen en éischten Echange ze hunn iwwert dat Gesetz vun den Heure-de-fermeturen. Mir wäerten awer och – an déi Rendez-vous stinn och schonn – mat deene verschiddene Federatiounen och Echangingen hunn, wéi si dat gesi mat deem Gesetz, mat deenen Upassungen, déi een do misst maachen.

Dann hat Der eng véiert Fro iwwert d'Aarbechtszäitverlängerung. Et ass keng Aarbechtszäitverlängerung, well ech hunn Iech jo gesot: Mir hunn am Fong schonn eng Liberaliséierung vun den Éffnungszäiten, andeem mer alleguerten déi Derogatioune ginn. Dat heescht et ass keng Verlängerung vun der Aarbechtszäit. Den Impakt vun engem Gesetz, wéini e Buttek dierf opmaachen, ass net en lien dermat, wéi vill Stonnen ech am Dag dierf schaffen. Et heescht just: Dierf ech de Buttek opspären oder zouspären? Déi acht Stonnen am Dag, déi Sonnesstonden an esou weider, dat bleift nach ëmmer alles d'nämmlecht. Et geet hei just drëm, wéini ech e Buttek dierf opmaachen a wéini ech en net dierf opmaachen, soudass mer amgaange sinn, un deem doten Text ze schaffen am Echange mat alleguerten de Sozialpartner.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wäeren dann dës Fro an dëse Punkt ofgeschloss.

10. 8250 – Projet de loi concernant le comptage divisionnaire et la répartition des coûts de chaleur, de froid et d'eau chaude sanitaire

An da kéime mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8250 iwwert de Comptage divisionnaire an d'Käschteverdeelung vun Hëtzes, vum Ofkille souwéi vum waarme Sanitärwaasser. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno huet de Rapporteur 10 Minuten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäten hu 5 Minuten, d'Regierung huet 10 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An den Här Engel. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Patrick Goldschmidt.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. Patrick Goldschmidt (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi, deen ech Iech elo virstellen, transposéiere mer d'Direktiv 2000/2002 (veuillez lire: d'Direktiv 2018/2002) vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 11. Dezember 2018. Et geet heibäi ëm déi sougenannten Energieeffizienzdirektiv a méi speziell ëm de Comptage divisionnaire.

Ëm wat geet et hei genee? Mee beim Comptage divisionnaire geet et dorëms, iwwerall do, wou a Kollektivlogementer méi wéi eng Unitéit ass, Reegelen opzestellen, wéi d'Ofrechnungen, wat d'Heizen, waarmt Waasser an d'Keelt betrëfft, solle gemaach ginn, wéi eng Informatiounen d'Leit mussen kréien a wéi dacks an ob eventuell zousätzlech Compteur mussen installéiert ginn oder net.

Et geet hei ëm d'Relatioun tëschent Propriétaires a Locataires an d'Haaptzil ass, d'Leit, also d'Consommateuren, reegelméisseg – an dësem Fall monatlech – iwwert d'reell Energieconsommation ze informéieren, an der Hoffnung, dass si hiert Verhalen dësen Donnéeën no upassen an optimiséieren, fir manner Energie ze consomméieren an esou och Suen ze spueren.

D'Informatiounen beinhalten och den Energieverbrauch a kWh, well d'Käschten eeben och kënnen steigen duerch e Präisustig an net onbedéngt duerch e Méiverbrauch. A priori ass et dann och eng Obligatioun, de Consommateur all Mount ze informéieren.

Mee et gëtt vill Ausnahmen. Den Artikel 3 vum Projet de loi nennt der och do eng ganz Rétsch. Zum Beispill ass et obligatoresch, mee nëmmen dann, wann et och rentabel an technesch méiglech ass. Wat heescht dann elo an dësem Fall rentabel? Ma zum Beispill ass et, wat d'thermesch Isolatioun ugeet, bei neie Gebaier vun der Klass A, B, C oder D, oder bei deene Gebaier, wou manner wéi 80 kWh pro Quadratmeter verbraucht gëtt, net obligatoresch, well d'Potenzial, anzuspieren, relativ kleng ass. Wat par contre ëmmer obligatoresch ass, dat sinn Informatiounen iwwert de Waarmwaasserverbrauch.

En anert Beispill, wou keng Obligatioun besteet, ass, wann d'Käschte fir d'Installatioun vum Compteur méi héich si wéi eng potenziell 10 %-Aspuerung iwwer zéng Joer. Rentabel heescht also hei: Et soll sech lounen, et soll d'Leit net méi kaschte wéi dat, wat se aspuere kéinten. Och déi rezent Konstruktiounen, déi gutt isoléiert sinn, si vun dëser Obligatioun ausgeschloss.

Dëse Gesetzestext gesäit och vir, dass all betreffend Gebai bis 2027 dës Konditiounen respektéiert. En anere wichtege Volet vun dësem Gesetzesprojet ass den RGPD, also den Dateschutz. Wéi eng Donnéeë muss een de Leit weiderginn? Wat geschitt mat de Consommationsdonnéeën? A wien huet dorop Zougrëff? Wat kréien ech als Verbraucher un Donnéeën an ënner wéi enger Form? Wien ass responsible fir den Traitement vun den Donnéeën? A firwat genee ginn déi schlussendlech benotzt? Ween dierf weem wéi eng Donnéeë weiderginn? A wat geschitt zum Beispill, wann e Locataire wiesselt? Alles dat ass am Text am Artikel 11 beschriwwen a gereegelt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësen Text bitt eng gréisser Transparenz fir d'Leit, also fir d'Consommateuren, well den Informatiounsfloss tëschent Propriétaires a Locataires besser a méi transparent gereegelt gëtt.

Mir hunn am Kader vun dësem Projet och eng sëllegen Avisen erakritt an och Diskussiounen mam Secteur gefouert an der Kommissioun. De Staatsrot hat a sengem éischten Avis e puer Oppositions formelles ausgeschwat. Fir de Staatsrot sollt am Text ganz kloer an explizitt opgefouert ginn, mat wat fir Konsequenzen ze rechnen wier, wann een den Obligatiounen, déi am Text festgehale sinn, net géif nokommen. Et sollt och e Recours en réformation géint Amendemen, déi vum Minister ausgeschwat ginn, virgesi ginn. Dës Oppositionen konnten duerch Amendements gouvernementaux behuwe ginn.

D'Chambre de Commerce hat sech un e puer Definitiounen an techneschen Dispositiounen gestéiert, huet

de Projet de loi awer allgemeng begréisst an och d'Intentioun, de Consommateur besser iwwer seng Energieconsommation ze informéieren.

Déi national Dateschutzkommissioun huet d'Avantagë vun den intelligente Compteurën ënnerstrach an e puer Upassungen am Kader vum RGPD virgeschloen, déi duerch d'Amendementen konnten an den Text integréiert ginn.

Kuerz nach zu de verschiddenen Artikelen – et sinn der am Ganzen zwielef. Den Artikel 2 definéiert, wie wat wou muss installéieren. Am Artikel 3 ginn d'Exceptionen gekläert. D'Artikelen 4 bis 6 beschriewen technesch Detailler. Den Artikel 7 definéiert, wéi eng Informatiounen iwwert déi technesch Installatiounen d'Propriétaires wéini a wéi an a wéi enger Form un d'Locataire weiderginn. Am Artikel 8 geet et ëm d'Sanktiounen, wann ee sech net un d'Gesetz hält. Den Artikel 9 erkläert, wéi d'Käschten ze verdeele sinn. Am Artikel 10 gëtt festgehalen, wéi eng Informatiounen am Zesammenhang mat der Consommation a Facturation un d'Endkonsumenten adresséiert ginn. An den Artikel 11 betrëfft RGPD-Froen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder schléissen ech mäi mëndleche Rapport of. Fir all weider Informatiounen verweisen ech op de schrëftleche Rapport. An zousätzlech, well et sech ëm en technesche Gesetzesprojet handelt a fir de Grand public besser ze informéieren, fënn ee vun elo un um Site klima-agence.lu all detailléiert Informatiounen, déi den Endkonsument kéinten an dësem Zesammenhang interesséieren.

An dann, Här President, am Numm vu menger Fraktioun, ginn ech den Accord zu dësem Projet de loi a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Ech soen Iech als Rapporteur villmools Merci fir Äre mëndlechen a fir Äre schrëftleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Boonen. Här Boonen.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. De Rapporteur huet déi technesch Aspekter vun dësem Text erkläert. Et geet drëm, Energie ze spueren. Mir begrëssen dat och als CSV.

A virun allem wëll ech soen, dass mer begrëssen, dass hei Ännerungen an deem Text gemaach gi sinn op Basis vun den Avisen, déi erakomm sinn, dass ënner anerem déi Ausnahmen ageschriwwen gi si fir Haiser, déi net vill Energie brauchen, awer och Plazen, wou et net méiglech ass respektiv ze deier ass, déi Compteuren ze installéieren. Dat ass wierklech eng pragmatesch Approche, well wat bréngt et eis, Energie ze spueren, wann d'Käschten esou deier sinn? Déi Compteur kaschte vill bei dem Investissement, wa se kaaft ginn, si hunn awer och en därmoossen deieren Ënnerhalt. An dofir begrëisse mer, dass dat agedroe ginn ass, dass dat vereinfacht ginn ass.

A mir begrëssen och, dass hei d'Recommandatiounen a punkto Dateschutz iwwerholl gi sinn, fir ze soen, dass déi Date just gesammelt gi fir d'Zwecker vun dem Energieverbrauch vun de Leit.

Domat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Dann ass et um Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Jo, hei gëtt jo eng EU-Direktiv ëmgesat. Dat ass jo vir-drun och gesot ginn. A mir ginn och dozou eisen Accord.

U sech ass et jo gutt, Energie ze spueren an och Käschten anzespieren. Dat ass alles ganz gutt. Mee et ass éischer an der Theorie ..., soudass dee Projet hei an der Theorie warscheinlech méi wäert bréngen wéi an der Praxis, well et geet net duer, dass mer moossen, wéi séier oder wivill Energie mer wou aspieren, wa mer ronderëm en Haus hunn, dat net uerdentlech isoléiert ass. An ech mengen, dass mer müssen derfir suergen, dass och op deem Niveau d'Leit gehollef kréien, fir hir Haiser kënnen ze isoléieren, fir dass se och kënnen nei Apparater kafen, déi manner energieintensiv sinn, a fir dass och deene Recommandatiounen, déi ënner anerem och am Avis vun der Chambre des Salariés stoungen, Rechnung ka gedroe ginn.

Ech hu ganz gutt nogelauschert, wat den Här Goldschmidt als Rapporteur gesot huet, deen dat hei jo och tiptopp gemaach huet. Mee en huet awer de Rapport vun der Salariatskummer net ernimmt, well en net hei am Projet mat dra war. Déi hunn awer en Avis geschriwwen. An et wär, mengen ech, dofir awer wichtig, dass ee bei esou Projekte wéi deem heiten allegueren d'Avise da mat derbäihëlt, ënner anerem dee vun der Salariatskummer, deen och ganz gutt war an deen haaptsächlech och op déi Leit agaan ass, déi manner Revenu hunn, fir ze kucken, hei och deenen esou gutt wéi méiglech ze hëllefen. Voilà.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Dann ass et um Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Mir als ADR sinn natierlech derfir, dass Ressourcen agepueert ginn. Dat mécht souwuel ekologesch wéi och ekonomesch Sënn. Duerfir ass et och sënnavoll, dass d'Bierger genau wëssen, wat si individuell verbrauchen, fir e méiglechst gutt Verständnis vun hirem eegene Konsumverhalten ze kréien.

Mir sinn awer och skeptesch aus zwee Grënn. Éischten: d'Ëmsetzung vun de Mesüeren, well domat potenziell e System, dee gutt fonctionéiert, virun der Zäit muss ersat ginn. A mir wësse jo elo schon, wéi schwierig sech eng Kopropriétéit an e Syndicat verwalte loossen. Do wär et besser gewiescht, sech op Apparater, déi müssen ersat ginn, ze begrenzen, amplaz dass d'Leit bewiese mussen, dass se et net kënnen maachen oder dass dat sech finanziell net lount. Dat heiten ass nees e Beispill vun enger zentralistescher EU-Direktiv, déi, wann et wierklech an d'Detailer geet vun der Realitéit, net pragmatesch genuch ass.

Zweetens gëtt hei nees den Iwwerwaachungsstaat weider ausgebaut. De perséinleche Konsum vun nach vill méi eenzelne Stéit kann domadder gemooss ginn. An déi Date sinn ëmmer iergendwou gespäichert. Eng Studie an Däitschland huet gewisen, dass um Pabeier den Dateschutz garantéiert ass, mee an der Realitéit ass kaum ze erwaarden, dass kleng a mëttelgrouss Syndicater dat an der néideger Präzisioun hikeréien. Et kann am schlëmmste Fall souguer geschéien, dass Abrieche sech Zougang zu deenen ongeschützten Date verschafen a wëssen, wéini d'Leit doheim sinn.

Duerfir wäerte mir eis bei deem heite Gesetzesprojekt enthalen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, ech géif heimadder gären den Accord gi vun eiser Sensibilitéit fir dese Projet de loi, dee ganz wichtig ass. Et ass ee Bausteen an engem ganz grouse Wierk, wou mer müssen an eng Richtung komme vun enger Transitioun. Nëmme dat, wat ee kennt, kann ee

verbesseren, an dat heiten dréit ganz kloer zur Transparenz vum Konsum vun Energie bäi. An ech denken, dass am Sënn vun der Transparenz dat heiten och sollt ëmgesat ginn. An dofir stëmme mir deem heiten zou.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Deem kann ech mech just uschlëssen.

Vläicht ee kleng Bemoll: Et hätt ee sech gewënscht, dass et bei der Zurverfügungstellung vun deenen Informatiounen fir de Konsument vläicht nach vill méi kloer gewiescht wär, wat do d'Obligatiounen sinn, dass déi méi einfach accessibel wäeren. Do gëtt et nach e puer sou Loopholes am Text, wou een et vläicht dann awer ka relativ schwéier maachen, dass de Konsument un déi Informatiounen kënn, déi en u sech ze gutt huet.

Bon, dat si wierklech ganz, ganz kleng Bemollen. Insgesamt erhéicht dat heiten d'Transparenz vum Verbrauch. Et erhéicht och d'Reaktivitéit vum Verbraucher, fir säi Verbrauch kënnen unzepassen u seng perséinlech Situatioun. An dofir kann een hei nëmme den Accord ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten eisen Accord zu deem Projet de loi natierlech och ginn. Energie ze spueren, ass natierlech wichtig an ech mengen, déi meescht Leit versichen, dass souwisou och ëmmer ze maachen, zemoos wann een net vill Ressourcen huet. Wann een och nach Mëtelen huet, fir dat besser ze organiséieren, ass dat jo natierlech ëmmer gutt.

Mee bon, dass ass net déi absolut Finalitéit. Do muss een awer weiderhin doriwier diskutéieren, wéi ee géint d'Energiearmut virgeet. An dat huet domadder ze dinn, dass d'Energie an éffentlecher Hand muss bliewen an dass een och a Richtung geet vun enger Staffellung vun den Energiepräisser, fir sécherzestellen, dass jiddereen Accès huet zu där Energie, déi e braucht, an dat natierlech, ouni Energie ze verbëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dat war de Schluss vun der Lëscht vun den ageschriwwene Riedner.

An dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Jo, ech mengen, et ass ganz vill gesot ginn. Ech wëll just ganz kuerz nach eng Keier op déi eenzel Eckpunkten agoen.

Et ass ganz wichtig, dass mer eebe grad déi Upassung gemaach hunn, wéi den Här Boonen se och ugeschat huet, dass et duerno net esou ass, dass mer vill Méikäschten am Fong verursaachen, fir kleng Adaptatiounen kënnen ze maachen.

Neanmoins gesinn ech et awer genau esou, wéi d'Madamm Welfring och gesot huet: dass et e weidere Bausteen ass. An dofir och op déi Remark, déi vun Här Engel gesot ginn ass oder awer och hei vun deene Lénke gesot ginn ass: Et ass een Deel vun engem Ensemble. Mir wësse ganz genau, dass mer mat dem Comptage divisionnaire keng Fasad wäerten isoléieren. Mir wëssen awer, dass mir, wa mer de Comptage divisionnaire obligatoresch

gemaach hunn, wéi et mat deem Text hei geschitt, un der Effizienz schaffe kënnen, dass een also de Leit d'Méiglechkeet gëtt, iwwerhaupt mol ze moossen: Majo, wivill waarmt Waasser brauch ech dann iwwerhaupt genau? Wéi kann ech dat pro Mount erausfannen? Wat kann ech maachen, fir es anzespieren, fir och déi Sensibiliséierung ronderëm ze maachen? Well haut ass dat nach net iwwerall garantéiert. Dofir ass deem Text hei wichtig, fir an där Energieeffizienz weiderzekerken. An et ass genau ee Baustee vu villen.

Ech kéint Iech elo hei soen, dass et och hei ëm Klimabonusaidé geet, fir d'Renovatiounen ze maachen. Majo, do gesi mer: Wat ass, wann ech eng Renovatioun maachen? Brauch ech dann och manner? Op der anerer Säit: Energiearmut. Och do natierlech: Majo, wéi kann ech, wann ech dann esou héich Käschten, Niewekäschten hunn, dann do déi Upassung maachen? Da komme mer bei de Klimabonus, da komme mer bei aner Aiden an aner Regimenter.

Et gesäit een also: ee weidere Baustee fir weiderzekerken.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann des Diskussioun ofgeschloss a mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8250 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8250¹⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8250 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort, da si mer esou wäit. Ech gesinn, dass ass net de Fall. Da schlëssen ech de Vott heimat of.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmme a 5 Abstenttiounen. Domat ass dese Projet de loi ugeholl mat 54 Jo-Stëmme bei 5 Abstenttiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Françoise Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Ricardo Marques), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Stéphanie Weydert), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8242 – Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Mir kommen elo zum Projet de loi 8242 iwwert d'Regelung vun de Fluchhafekäschten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An deen ass nach ëmmer d'selwecht wéi bei deem Modell virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Emile Eicher, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic, den Här David Wagner an den Här Yves Cruchten. Dann huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Corinne Cahen d'Wuert. Madamm Cahen.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, de Gesetzesprojet 8242 proposéiert, en Artikel vum Gesetz vun 1948 iwwert d'Loftfaart ze änneren, fir d'Obligatioun vun engem groussherzogleche Reglement ofzeschaffen. Dat ass e Reglement, dat aktuell fir d'Festleeë vun de Fluchhafentaxe vu lux-Airport SA gebraucht gëtt.

Dës Ännerung ass néideg, well souwiso zanter 2019 all d'Fluchhafentaxe vu lux-Airport SA erhuewe ginn. A lux-Airport SA ass eng Privatgesellschaft. Als Privatfirma ass si de Reegele vum Privatsecteur ënnerstallt a soll net méi vun engem groussherzogleche Reglement ofhängeg sinn.

Allerdéngs gëtt d'Obligatioun vum groussherzogleche Reglement net ganz gestrach. D'Loftnavigationstaxen, déi un d'ANA, un d'Administration de la navigation aérienne, bezuelt ginn, bleiwe weiderhin iwwert e Règlement grand-ducal gereegelt. D'ANA brauch nämlech als staatlech Verwaltung ëmmer e gesetzleche Kader, fir dës Redevances kënnen opzehiewen.

De Projet 8242 vereinfacht also d'Prozeduren an erlaabt et, Zäit ze spueren, ouni dass d'Reegele fir déi öffentlech Verwaltung verletzt ginn.

A sengem Avis hat de Staatsrot just ënnerstrach, dass d'Fluchhafentaxen, déi vun enger privater Gesellschaft opgehuewe ginn, effektiv net an d'Kategorie vun den Actes réglementaires falen. Fir weider Detailler géing ech da gären op mäi schrëftleche Rapport verweisen.

An ech géing dann heimadder och direkt schonn den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn. Villmoools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Rapportrice villmoools Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Emile Eicher. Här Eicher.

Discussion générale

M. Emile Eicher (CSV) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Madamm Cahen huet eng ganz ausféierlech an detailléiert Informatioun ginn. De Findel ass fir eis – mir ware virdrunner bei dem Mosaicksteen – ee vun deene ganz wictege Mosaicksteng vun eiser Wirtschaft. An et ass duerfir och wictege, och do d'Simplification administrative fir méi performant Reglementatiounen a méi kuerzer Zäit kënnen ze offréieren, e wictegen Deel.

Ech soen Iech Merci, andeem ech och den Accord vun menger Fraktioun ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. A villmoools merci, Madamm Cahen, fir dee gudden Rapport, zu deem mir als ... D'LSAP wäert dee Rapport selbstverständlech matstëmmen.

Mir schwätze jo hei iwwert d'Redevances aéroportuaires. An d'Madamm Cahen weess och elo schonn, wat kënnt, well mir hate schonn déi Diskussioun an der Kommissioun: lux-Airport zitt déi Redevances, déi Taxe jo an. An ech hu mol eng Kéier gekuckt: Déi Gesellschaft huet d'lescht Joer e Chiffre d'affaires gemaach vun 107,7 Milliounen an en Nettoresultat vun 22,6 Milliounen.

An de Wonsch, dee mer haten, dat ass, dass mat deene Redevancen – d'Redevance si jo e groussen Deel vun deem Akommes, dee lux-Airport huet –, dass mat deene Suen och investéiert gëtt, zesumme mat der Regierung, an neien a grouse Parkraum ronderëm de Findel. D'Parksituatioun ronderëm de Findel ass entre-temps eng Zoomuddung fir jiddweeene.

D'Leit gi kal erwëscht, wa se wëlle mam Auto op de Fluchhawe kommen an de Fliger huelen an op eemol feststellen, dass wäit a breet keng Parkplaz ass, an da panikéieren a sech mussen hott an har stellen, ier se op de Fliger kommen.

An zweetens bréngt déi Situatioun, déi duerch de Chantier vum Tram am Moment ass, mat sech, dass et heiansdo onméiglech ass, nach de Kuerzzeitparking vum Findel ze verlossen. Also déi lescht Kéier huet meng Duedchter manner Zäit gebraucht, fir selwer anzechecken, ze boarden, ze fléien, erauszeklappen, d'Wallis mat erauszubréngen, wéi ech gebraucht hunn, fir et duerno vun der Parkplaz erfrozebréngen. An do muss onbedéngt Remedur geschaaft ginn.

Dofir: Mir si selbstverständlech hei frou, dee Projet do matzestëmmen, a mir leeë lux-Airport an der Regierung un d'Häerz, déi Situatioun do nach ze verbesseren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Och merci der Madamm Corinne Cahen fir hire Rapport. Ech mengen, et ass am Fong geholl alles gesot. Dat ass eng Vereinfachung vun de Prozeduren. Deem kënne mer nëmmen eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Merci der Madamm Rapportrice fir deen ausféierleche Rapport, dee kuerz war an awer alles gesot huet. Mir schléissen eis un a mir kënnen deen dote Projet matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten dee Projet de loi och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech schléisse mech de Mercien un. Ech wëll awer och e puer Remarque lassginn. Et ass virun allem bei de Fluchhafentaxen. Déi si jo a sech geduecht, fir unzereegen a fir Wierkung ze weisen, dass ee soll méi ëmweltschouwend Fligere benotzen. Dat ass alles hei dran.

Et ass awer bei den Taxen nach ëmmer ee Problem, an do hunn ech och schonn eng Kéier drop opmierksam gemaach, an dat ass, dass verschidde Fluchgesellschaften et hikréien, fir ënnert de Präisser vun den Taxen ze fléien. An dat ass eng deloyal Konkurrenz géint zum Beispill eng Luxair. A firwat kréien déi dat hin? Ma well se a Spuenie Subventiounen kréie vun hire Regierungen oder aus iergendengem anere Fong, an op där anerer Säit well se vläicht eng Lotterrie u Bord verkafen. An dat ass eppes, deem mer eis politesch eng Kéier mussen unhuelen. Wa mer weiderhi wëllen eng staark Luxair hunn, musse mer eng Kéier driwwer schwätzen, ob et nach ëmmer legal ass, dass een ënnert den Taxen – wuelverstanen, et ass emol net, wat de Fliger selwer kascht, et si reng d'Taxen – nach ëmmer Fligertickete verkeeft. An do muss een eng Kéier driwwer diskutéieren.

Mir sinn och frou, dass, a mir als Piraten hunn dat laang gesot, wann eng Fluchgesellschaft d'CGDIS rufft, fir méi schnell en Turnaround ze kréien, dat heescht méi Geld ze verdénge mat hirem Fliger – et si virun allem Low-Cost-Airlines –, déi endlech och mussen Taxe bezuelen. Mee mir hate Low-Cost-Airlines, déi hunn éiweg profitéiert, dass d'Pompjeeë fir si ... E Pompjee muss derbäi sinn, wann d'Passagéier u Bord sinn an et gëtt getankt. Dat war de Problem.

Dass endlech déi nei Regierung agesinn huet, dass dat och ze bezuelen ass. Well et konnt net sinn, dass d'Gemengen ..., bezéiungsweis aus dem CGDIS-Budget herno bezuelt ginn ass, soudass déi Low-Cost-Airlines konnten hire Profit an d'Luucht dreien.

Mir wäerten deem Projet haut zoustëmmen. Mir maachen awer drop opmierksam, dass et net ka sinn, dass Fligerticketen ënnert dës Taxen als deloyal Konkurrenz fir eis national Fluchgesellschaft verkaf ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat ass dann d'Lescht vun de Riedner erschëpft.

An dann ass et un der Regierung. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Villmoools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Madamm Rapportrice, ech soen Iech och Merci fir d'Zoustëmmung fir dese Projet. Dat vereinfacht d'Prozedur vun der Ophiewung vun de Redevancen vu lux-Airport. Dat ass effektiv e Relikt vun der Zäit, wou dat nach net liberaliséiert war um Niveau vun der Europäescher Unioun. Dat datéiert och op vill Joren zrëck, 2009, mengen ech, soudass mer hei wierklech mat dëser neier Prozedur, wann Der do zoustëmmt, d'Saache méi einfach maache fir lux-Airport. Ech mengen, dat ass eng ganz gutt Saach fir d'Simplification administrative an ech soen Iech Merci.

Déi aner Punkten, déi soulevéiert gi sinn – ech hu ganz gutt nogelauschert –: d'Parkingsituatioun probéiere mer wierklech kontinuéierlech ze verbesseren. Ech mengen, mir sinn och alleguerte frou, wa Luxtram dann och op de Findel fiert an deenen nächste Méint. Dat wäert op alle Fall den Trajet dohinner an och zeréck vereinfachen. Mir sinn eis natierlech der Situatioun vun de Parkingen um Fluchhawe ganz bewusst an do gëtt och weider dru geschafft.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat ass dann d'Diskussioun zu dësem Projet ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8242. Den Text steet am Document parlementaire 8242².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8242 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon. Dëse Projet ass also ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Françoise Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Ricardo Marques), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

12. 8389 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition et le soutien logistique du matériel roulant pour les besoins de l'Armée luxembourgeoise

An da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour, zu dem Projet de loi 8389 iwwert d'effentlech Finanzéierung vu Rollmaterial fir d'Besoinen vun der Lëtzebuurger Arméi. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Deen ass och nach ëmmer dee selwechte wéi bei deene leschten zwee Punkten. An et hu sech schon ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Liz Braz, den Här Tom Weidig, d'Madamm Sam Tanson, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Guy Arendt als Rapporteur. Här Arendt.

Rapport de la Commission de la Défense

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis jo all bewosst, dass déi aktuell international Sécherheetslag an der Welt ugespaant a komplex ass. Och Lëtzebuerg muss sech un déi geopolitesch Realitéiten upassen an d'Capacitéite vun der Lëtzebuurger Arméi an deem Kontext adaptéieren.

De Projet vum binationale Reconnaissancebataillon zesumme mat eise belschen Nopere spillt heibäi eng

zentral Roll. Gläichzäiteg ass dës Initiativ eng grouss Erausforderung fir eis Arméi. Engersäits mussen ënner anerem strukturell Ännerungen duerchgefouert ginn. An op där anerer Säit stellt neit Material, wéi beispillsweis nei militäresch Gefierer, déi méi schwéier arméiert sinn, eis Arméi och virun nei Erausforderungen.

Mam Projet de loi 8389 stëmme mer haut d'Finanzéierung vun dësen neie Gefierer an och vum Ekipement, dat d'Gefierer brauchen, fir operativ ze sinn, dat heescht also Waffen, Protektiouns- a Kommunikatiounssystemer souwéi déi néideg logistesche Ënnerstëtzung, déi am Kader vun der Ëmsetzung a vun der Exploitioun vun dem binationale Reconnaissancebataillon vun eiser Arméi gebraucht ginn.

Mat engem Käschtepunkt vun, jo, 2.616.180.000, déi am Kader vun dësem Projet de loi virgesi sinn, ass dëst dee gréissten Invest an der Geschicht vun eiser Arméi. Vun deem Montant sinn 1.300.910.000 virgesi fir d'Finanzéierung vun de Gefierer an dem néidegen Ekipement an eng aner 1.315.270.000 fir d'Finanzéierung vun dem néidege logistesche Support an dem Material, dat heifer gebraucht gëtt.

Insgesamt kritt d'Arméi 59 Kampf- an Ënnerstëtzungsgefiere vum Typ Griffon, Jaguar a Serval, mee och 48 Waggonen a 74 Gefierer, déi de logistesche Support souwuel an engem Kampfszenario wéi och ausserhalb assuréieren. Bei dësem Montant sinn och d'Käschte fir d'Moderniséierungsarbechte mat abegraff, déi an der 30-järeger Liewenszäit vun de Gefierer eventuell mussen ënnerholl ginn, fir dës um neisten technesche Stand ze halen.

Heibäi ass et wichteg, net ze vergiessen, dass et sech ëm Schätzungen handelt, well een aktuell keng Previsiounen ka maachen, wéini genee dës Aarbechte musse gemaach ginn a wéi vill déi finalement wäerte kaschten. Dëst hänkt ënner anerem mat der Evoluitioun vun der Technologie zesummen.

Am Kader vun der Ëmsetzung vum binationale Bataillon sinn och nach aner infrastrukturell Projeten néideg, déi net an dësem Projet de loi mat ofgedeckt sinn. Och net mat dra sinn den Akaf an de Stockage vu Munitioun a vu Simulatoren, déi fir d'Benotze vun de Gefierer a fir Trainingszwecker gebraucht wäerte ginn. De Finanzement vun dëse Projete wäert d'Theema vun zukünftege Projet-de-loie sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, wéi erkläre sech déi Rekordinvestitiounen vum Projet de loi?

Éischtens ass den Akaf vun den neie Gefierer indispensable fir d'Ëmsetzung vum binationale Bataillon mat der Belsch, deen 2021 vum NATO Defense Planning Process als Objektiv fir eis Arméi vun der NATO fixéiert ginn ass. D'Acquisitioun vun den neie Gefierer, déi vum Type médian sinn, dat heescht, dass se d'Agilitéit vu méi liichte Gefierer mat dem Kampfpotenzial an de Capacitéite vu méi schwéiere Gefierer wéi Panzere kombinéieren, bedeit och eng signifikativ Erhéijung vun de Capacitéiten an dem Kampfpotenzial vun eiser Arméi, wat eis et erlaabt, méi flexibel a besser kënnen op national Besoinen ze reagéieren.

Gläichzäiteg maachen eis déi nei Gefierer an d'Mise en place vum Bataillon mat eise belschen Nopere et méiglech, op d'Demandes capacitaires vun der EU an der NATO ze reagéieren. Et soll Lëtzebuerg et och erlaben, sech an der NATO als kredibelen Alliéierten ze positionéieren, deen duerch Ofschreckung, mee awer och duerch Bedeelegung un Allianzmissiounen an de Bündnispartnerlänner nom Prinzip „boots on the ground“ säin Deel zu der gemeinsamer Verdeedeegung, zu der kollektiver Sécherheet bäidréit.

Mat dësen Investitiounen passe mir eis Arméi och un déi aktuell geopolitesch a Sécherheetslag an Europa an am euroatlantesche Raum un.

Ech hat et ufangs och scho gesot: Dës Gefierer ginn och am Kader vum binationale Bataillon gebraucht. D'Interoperabilitéit ass dofir an deem Kontext och e wichtege Stéckpunkt. Dëst ass bei deenen neie Gefierer, déi mat dem fransésche Scorpion-Programm kompatibel sinn, de Fall. D'Interoperabilitéit, déi also net nëmme mat de belschen, mee och mat de fransésche Partneren assuréiert ass, ass eng reell Plus-value fir eis Arméi, déi d'Capacitéiten, mee och d'Reaktivitéit, d'Resilienz an d'Kampf- an Iwwerliewenspotenzial vun eisen Truppen a verschiddensten Zenarie soll stäerken.

E kuerzt Wuert zum Avis vum Staatsrot: A sengem éischten Avis vum 12. Juli hat de Staatsrot eng Opposition formelle formuléiert an op d'constitutionnel Obligatioun higewisen, dass e Finanzéierungsgesetzesprojet muss an aller Präzisioun d'Notze vun de Gelder erklären. Den initiale Projet de loi, deen eng global Enveloppe virgesinn hat, hat effektiv ufangs net tëschent de Käschte vun de Gefierer an de Käschte vun dem logistesche Support differenziéiert. Déi néideg Präzisiounen zu de Käschten huet d'Regierung an engem Amendement vum Gesetzesprojet ginn.

Fir sech heibäi eng gewësse Flexibilitéit ze ginn, hunn d'Auteure vun dem Text virun déi verschide Montanten d'Termen „d'environ“ gesot. Duerch déi approximativ Schätzung vun de Käschte konnt de Staatsrot a sengem Avis complémentaire vum 8. Oktober seng Opposition formelle net ophiewen, well sengem Avis no déi approximativ Montanten déi constitutionnel Exigenz vun engem Finanzéierungsgesetz net erfüllt hunn. De Staatsrot huet sech awer du bereet erkläert, déi Opposition formelle opzehiewen, wann d'Termen „d'environ“ géife gestrach ginn.

An der Sitzung vum 16. Oktober huet déi zoustänneg Kommissioun decidéiert, där Demande nozekommen, dëst, fir an den Aarbechten zu der Ëmsetzung vum binationale Bataillon virunzekommen, och wann an Zukunft eventuell nach emol misst nogebessert a weider legiferéiert ginn.

Heimadder hätt ech elo mä mëndleche Rapport zum Gesetzesprojet ofgeschloss. Fir all zousätzlech Informatiounen verweisen ech op de schrëftleche Rapport. Ofschléissend ginn ech dann den Accord am Numm vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen all deenen, déi hei um Projet matgeschafft hunn, an Tech alleguerte fir d'Nolauschtere Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schrëftleche Rapport.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Alex Donnersbach agedroen. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn: Mat dësem Projet de loi erlabt mir et eiser Arméi, d'Basis ze etabléieren, fir den neie binationale Bataillon, dee mir gemeinsam mat der Belsch decidéiert hunn, op d'Been ze stellen. Dat verlaangt vun eiser Arméi, sech komplett ëmzestellen. Dat geet vun der Militärdoktrin iwwert d'Formatioun hin zu interner Organisatioun a Fonctionnement. An et geet och iwwert d'Material. An do spillen dës Gefierer eng essentiel Roll, zesumme mam Rekrutement, deen och nach vill Effort vum der Arméi wäert verlaangen, fir déi iwwer 200 Leit ze rekrutéieren, déi fir dës Bataillon noutwendig sinn.

Am internationale Kontext, an deem mer eis virun engem Joer befonnt hunn, huet dës Regierung am Koalitiounsprogramm festgehalen, d'Ausgabe fir d'Veerteidigung substanzuell an d'Luucht ze setzen. D'Regierung huet sech engagéiert, bis 2028 1 % vum PIB an d'Defense ze investéieren a mëttelfristeg 2 % vun eisem RNB. Dëse Projet ass e wichtege Bausteen, fir op déi Montanten ze kommen, an deckt e grouse Volet Terre vun der Ausgabestrategie of.

D'Zuelen, ëm déi et hei geet, sinn impressionnant. Mir schwätze vun deem gréissten Invest, dee jee an der Geschicht vun der Arméi gemaach gouf: iwwer 2,6 Milliarden Euro, fir am Ganzen 186 Gefierer ze kafen, an dat iwwer en Zäitraum vu bal 30 Joer.

Mat deem Invest weise mir, dass mir esou séier wéi méiglech dee gemeinsame Bataillon mat eise belschen Nopere wëllen op d'Bee stellen. Mir weisen, dass mir eis Engagementer an der NATO seriö huelen. Mir weisen, dass mir e wichtege Bäitrag leeschten an deem och um Terrain wëllen ëmsetzen. A mir weisen, dass mir hannert eisem Wuert stinn an dass no eise Rieden och konkret Aktiounen kommen.

A sengem Discours beim Collège d'Europe zu Natolin a Polen huet de Premier sech däitlech fir d'Kreatioun vun enger europäescher Arméi ausgeschwat. Dat begrësse mir als CSV ausdrécklech. Den Ugrëffskrich vu Russland, deen zanter bal dräi Joer an der Ukrain undauert, an de Comeback vum Donald Trump an d'Wäisst Haus sollten eis dozou beweegen, dëse Schrëtt méi konsequent unzegoen. Spéitstens elo muss eis bewosst sinn, dass mir an Zukunft selwer fir eis Veerteidigung musse suergen.

Mee wat heescht dat konkret? Wou sti mir haut? A wéi vill musse mir nach maachen, fir eisen europäeschen Territoire ze verteidegen, sollt et zum Eeschtfall kommen, sollt et zum Fall kommen, dass mir eis autonom misse verteidegen, och ouni d'Hëllef vun den Amerikaner?

Léif Kolleegen, hei an Europa gëtt der franséischer Arméi nogesot, déi gréisst an déi duerchschlagkräftegst Arméi an der EU ze sinn. Dofir war ech ëmsou méi schockéiert, wéi ech an der franséischer Press follgend Bericht gelies hunn: Laut der franséischer Arméi kéint si, wa si muer misst un d'Ostgrenz vun der EU deployéiert ginn, eng Front vu just 80 Kilometer halen, net méi. An anere Wieder: Si kéint just en Territoire esou grouss wéi Lëtzebuerg verteidegen. Frankräich plangt, bis 2027 knapp 20.000 Zaldote bannent 30 Deeg kënnen ze mobiliséieren, fir le cas échéant d'Grenz an Osteuropa kënnen ze schützen.

An anere Wieder: Ouni déi amerikanesch Arméi, déi aktuell ronn 100.000 Zaldoten hei an Europa stationéiert huet an dës Zuel bannent engem Mount verduebele kéint, kann d'Sécherheet vun eisem Kontinent net garantéiert ginn. Dat ass net nëmmen extreem beonrouegend am Fall vun engem Aggressionskrich wéi deem an der Ukrain, mee farlässeg a geféierlech.

Dowéinst kann ech och net verstoen, dass et grad an dësen Zäiten nach ëmmer Stëmmen gëtt, déi – wéi ech et haut de Moien nach an der Press gelies hunn – déi Noutwendegkeet net agesinn, dass och Lëtzebuerg säin Deel zu dem kollektiven Effort de défense fir eis Fräiheet a fir eis Sécherheet bäidroen muss.

Wa mir net séier handeln an eis Ressourcen op dem europäeschen Niveau zesummeleeën an eis Veerteidigungsindustrie stäerken, da si mer de grouse Muechten op dëser Welt ausgeliewert, an zwar op der enger oder op der anerer Säit. Mir hunn et fäerdegbruecht, Airbus als gemeinsamen europäesche Projet opzebauen, e Leader an der ziviller a militärescher Aviatioun. Dat soll e Beispill si fir zukünfteg Projeten an

der europäescher Veerteidigungsindustrie. Aleng ass kee Land an der Europäescher Unioun opgestallt, fir déi Ressourcen ze mobiliséieren, déi noutwendeg sinn, fir eng effikass an ofschreckend Defense opzebauen, déi fir eise Kontinent noutwendeg ass.

An deem Kontext ass de Projet vun deem binationale Bataillon e Schrëtt an déi richteg Richtung, fir Ressourcen zesummenzeleeën, eng gemeinsam Militärdoktrin ze schafen, gemeinsam Formatiounen an Trainingen duerchzuführen. Et sinn awer nach vill weider Schrëtt néideg. Mir kënnen d'Mass, d'Effikasitéit nëmmen erreichen, wa mir um europäeschen Niveau wierklech gemeinsam Defensstrukturen opbauen. Dëst soll an Zesummenaarbecht mat der NATO geschéien an ech wënsche mir, dass mir eis Schrëtt fir Schrëtt an déi Richtung beweegen an déi richteg Entscheedung huelen, éischter haut wéi muer.

Mat deem Wunsch ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Dann ass et un der Madamm Liz Braz.

M. Fred Keup (ADR) | Ech wollt dem Här Donnersbach gären eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass nach eng Fro, déi Der wollt dem Här Donnersbach stellen, wann Der se akzeptéiert, Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Wie wëllt eng Fro stellen?

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Keup wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Fred Keup (ADR) | Et ass net schlëmm. Jo, Dir hutt iwwer Airbus geschwat an Dir hutt dat hei och gelueft als grouse Projet vun Zesummenaarbecht. An duerfir wollt ech Iech froen – Dir wësst jo awer vläicht, dass de Pensionsfond aktuell net kann an Airbus investéieren wéinst den ESG-Krittären, déi mir am Moment ëmsetzen –, ob Der dann net mengt, dass een dat awer kéint änneren, wann Airbus jo esou wichtig ass an esou e gudde Projet ass, soudass de Pensionsfond och kéint Geld an Airbus investéieren.

Merci.

(Interruptions)

M. Alex Donnersbach (CSV) | Ech mengen, de Pensionsfond huet seng eege Strategie, wéi en déi Suen uleet. Wichtig ass et fir eis als Staat, dass mir eis Defenseindustrie ënnerstëtzen. Mir hunn eng ganz Rei Projeten: De Lëtzeburger Staat huet notamment den A440M-Transportflieger kaf an ech mengen, mir gi genuch Suen aus, fir och Airbus an deem Sënn ze ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Liz Braz. Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, jo, de geopolitische Kontext huet sech an deene leschte Joren an Europa dramatesch verännert. Kricher huet meng Generatioun am Fond haaptsächlech aus de Geschichtsbücher kennt oder och emol duerch Noriichten iwwer Regiounen, déi eis awer ganz wäit ewech geschéngt hunn.

Mee duerch d'Invasioun an d'Ukrain, déi geschwënn 1.000 Deeg hier ass, an och duerch deen awer onberechenbaren internationale Kontext mat engem Retour vun engem Donald Trump a verstärkt ëmmer méi radikalen autoritäre Regimenter huet Europa elo missen e Paradigmewissel aschloen, deen eis forcéiert, eis Defenspolitik ze iwwerdenken, fir dass mer

eis an Zukunft selwer responsabiliséieren, wann et ëm eis eegen Defense geet.

An dofir wäerten déi nächst Joren héich Investissementer op eis Staatskeesen duerkommen. Den Ufank gëtt elo mat deem Gesetzesprojekt gemaach, dee virgesäit, 186 militäresch Gefierer ze kafen. Mat den néidege Schutz- a Kommunikatiounssystemer souwéi och dem logistesche Volet chiffriert sech dëse Projet op e Rekordmontant vun 2,6 Milliarden Euro.

Mir mussen awer eis Arméi zäitgeméis ausrüsten, an dofir begrësse mir och dëst Gesetz fir d'Acquisitioun vun dësen neie Gefierer. D'Ausgabe fir déi nei Militärgefierer gi selbstverständlech och eisem Effort de défense ugerechent. An dat ass immens wichtig, well mer hei international Engagementer hunn, deene mer och musse Rechnung droen.

Béis Zonge kéinten natierlech elo behaupten, mir wësst net, wou a wéi mir déi nächst Joren all Joer op ee Koup ëmmer erëm esou vill Sue kënnen lassginn. Dat, wat 2019 nach knapp 280 Milliounen waren, sinn dëst Joer scho bal 700 Milliounen a ginn der bis 2030 1,4 Milliarden, déi mir all Joer an d'Defense investéieren. An dofir ass et och wichtig, dass mir déi Suen net blann aus der Fenster geheien, fir dass mir zum Schluss vum Joer der NATO kënnen soen: „Mir hunn eis Hausaufgabe gemaach.“

Nee, mir musse kucken, dass mir dobäi net vergiesse, dass d'Defense eng Industrie an eng Aktivitéit ass, déi net nëmmen Onmassen un CO₂ ausstéisst, mee och en enorme Budgetposten ausmécht, duerch dee kritesch Finanzemter fir d'Ëmwelt an d'Klima fir déi nächst Jore riskéieren ze feelen.

Et geet hautzudaags net duer, sech nëmmen op de potenziellen Eeschtfall vun engem Militärugrëff virzebereeden. Mir musse méi wäit denken, wann et ëm eis Sécherheet geet. Well während déi Bedroung vum Krich existéiert an och muss eescht geholl ginn, hu mir awer parallel haut schon omnipresent reell Geforen, déi eis all Dag begleeden. Ech schwätze vun hybriden Attacken, vu Cybersécherheet, vu Klima- an Ëmweltkatastrophen, déi eis musse beschäftegen an déi sech och mussen am Budget zréckspigelen.

Wa mir nämlech schon esou vill Suen alljoers an d'Defense investéieren – wat mir och als LSAP absolut agesinn –, da solle mer awer kucken, dass déi Sue méiglechst intelligent investéiert ginn, dass d'Zivillgesellschaft eventuell och eppes vun dësen Investissementer huet. An do kënt dee faméisen Dual-Use an d'Diskussioun.

Wat heescht dat? Den Dual-Use bezitt sech am Fond op Gidder, op Technologien, op Servicer oder Ekipementer, déi souwuel fir zivill wéi och fir militäresch Zwecker kënnen benotzt ginn. Dat bedeit, dass dës Capacitéiten am zivillen Alldag wichtig Funktiounen erfëlle kënnen, awer och potenziell fir militäresch Zwecker agesat ginn, wann et da muss sinn.

Konkret kann ee sech zum Beispill dorënner virstellen: Chemikalien, déi am Prinzip fir d'Düngerproduktioun geduecht sinn, déi awer och kënnen, wann et muss sinn, fir Sprengstoff agesat ginn. Et gëtt och Metaller, déi an der ziviller Industrie kënnen gebraucht ginn, fir Infrastrukturen ze bauen, déi awer och, wann et muss sinn, de Bau vu Waffen a Gefierer kënnen ënnerstëtzen. Genausou gëtt et eng GPS-Technologie, eng Satellittentechnologie, Dronen, Kryptografie an Elektronikprodukte wéi Mikroprozessoren, déi eis am Dual-Use entgéintkomme kënnen. Besonnesch an der Elektronik geet et dacks ëm kleng Komponente mat grousem Potenzial.

Den Dual-Use soll an Zukunft d'Devisen fir Lëtzebuerg ginn. Héich effektiv Investitiounen, déi op

verschiddenen Niveauen Notzen hunn an déi eis et erlaben, dass eis militäresch Investissementer kënnen optimiséiert ginn.

Schlussendlech, Här President, ginn ech heimat natierlech den Accord vun eiser Fraktioun fir dëse Gesetzesprojet. An ech sinn awer gespaant ze héieren – an noer Zukunft hoffentlech –, wéi d'Ministesch dat gesäit a wat hir Visioun ass, wéi mir eis Ressourcen intelligent an nohalteg kënnen asetzen, dat zum Wuert vun der Defense, mee awer och vun der Gesellschaft.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Mir sinn averstanen, datt Europa an och mir zu Lëtzebuerg méi fir eis Verdeedegung maache mussen. Wéi den Donald Trump eis an Europa genau dat virun e puer Joer a senger aggressiver an direkter Weis gesot huet, ware vill Leit schockéiert, hunn en ausgelacht oder hunn e lächerlech gemaach. Elo net méi!

Spéitstens säit dem Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain, wou déi international Grenze kloer violéiert gi sinn, ass e Krich an Europa nees do, an och d'Gefor vun enger weiderer Eskalatioun. Et war eng Illusioun, ze mengen, datt et fir Fridde keng oder mann Arméi brauch. Eng staark Arméi ass net mol wichteg fir d'Verdeedegung, mee virun allem fir d'Ofschreckung, datt et zu kengem Krich kënn.

Duerfir ënnerstëtze mir der Regierung hir Positioun, laangfristeg 2 % vun eisem Bruttoinlandprodukt fir d'Arméi an dat néidegt Material auszeginn. Dat ass fir d'ADR – ech mengen, fir all d'Parteien heibannen – eng batter Pëll, well déi Suen net do sinn, fir d'Ekonomie ze férdere, d'Leit steierlech ze entlaaschten oder deenen, déi Hëllef brauchen, nach méi ze hëllef.

Mee mir liewen an enger reeller Welt, wou net jiddweree Fridde wëll an dat Bëst muss ënner Kontroll gehale ginn. Dës batter Pëll ass eng besonnesch batter fir Lëtzebuerg, well mir eis Militärausgaben net eiser eegener Rüstungsindustrie kënnen ginn, ausser wa mir se mat SES a Satellitte verbannen oder mat engem Militärspidol zum Beispill als Dual-Use.

Déi 2,6 Milliarde wäerten haaptsächlech franséische Konzernner zegutt kommen, also franséische Firmen an Aarbechter, an net lëtzebuergesch. Hätte mir zum Beispill eise Pensionsfond rational investéiert, och an d'Rüstungsindustrie, hätte mir och direkt kënnen profitéiere vun den Haussé vun de Militärausgaben an Europa. Mee mir hu jo déi irrationalsten ESG-Krittäre vun der Welt, wou mir souguer refuséieren, an déi Konzernner ze investéieren, vun deene mir selwer Waffe kafen. Et ass surreal!

Mee mir kënnen dëse Gesetzesprojet awer net matstëmmen, well mir net fir e binationale Bataillon sinn. Villes ass eis do onkloer. Wien huet d'Schlëssele vun deenen 186 Gefierer? Mir? D'Belsch? Oder mussen mir ee froen? A wou kommen déi 200 weider Zalnoten hier, wa mir dréngend méi Polizisten zum Beispill brauchen? Mir géifen och un nationaler Souveränitéit verléieren. Mee, woubäi ech soe muss: Ech weess iwwerhaupt net, ob dee Bataillon iwwerhaupt existéiert.

Ech hunn d'Defensekommissioun vum Fernand Kartheiser iwwerholl. An ech wollt mol noliesen, wat bei der Diskussioun a beim Vott fir de binationale Bataillon an der Chamber esou gesot ginn ass. A wësst Der wat? Ech, meng Mataarbechter an d'Chamber

selwer hu kee Vott fir e binationale Bataillon fonnt. Ausser ech iere mech.

Dat musst Der Iech emol virstellen! Mir stëmmen elo haut 2,6 Milliarde fir e Bataillon, deen et iwwerhaapt net gëtt, op d'mannst net als Gesetz vun der Chamber. Dat muss ee sech virstellen: Déi wichtegst Ëmstrukturéierung vun der lëtzebuergescher Arméi säit Joerzéngten ass net an der Chamber beim éischte Pouvoir diskutéiert a gestëmmt ginn! Mir kënnen natierlech net matstëmmen, fir 2,6 Milliarden Euro vun eise Bierger auszeginn un eng Entitéit, déi nach net an der Chamber richteg duerchdiskutéiert ginn ass.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut a wäerten duerno ofstëmmen iwwer wichteg Investitiounen fir den Ekipement vun belgo-lëtzebuergesche Reconnaissance-Bataillon. An ech mengen, ech kann eppes direkt virewechuelen: Als Gréng wäerte mir dësen Invest matënnerstëtzen, well en engersäits an der Logik ass vum EU-Kompass fir Sécherheet a fir Verdeedegung, well en am Aklang ass mat de Capacitéitsziler, déi mer an der Europäescher Unioun awer och an der NATO definéiert hunn, an net zulescht, well mer der Meenung sinn, dass déi Männer a Fraen, déi sech an den Déngscht stelle vun eisem Land, et verdéngt hunn, mat modernem, guddem Ekipement kënnen ze schaffen.

Erlaabt mer op dëser Plaz vläicht ganz kuerz, op de belgo-lëtzebuergesche Bataillon anzegoen. E wichtige Projet, dee jo nach vum Virgänger François Bausch op de Wee bruecht ginn ass an dee wierklech wichteg ass, well en derfir suert, dass Lëtzebuerg seng Responsabilitéit iwwerhëlt – d'Kolleegin Liz Braz huet dat schonn erkläert – a well en dozou bäidréit, dass d'europäesch Defense gestärkt gëtt.

Dat war an deene leschte Jore wichteg. Dat ass haut wichteg. An dat wäert muer an an der nächster Zäit nach méi wichteg ginn, och virum Hannergrond vum Resultat vun den US-amerikanesche Wälen. Ech hunn elo haut matkritt, wien do den neie Chef am Pentagon soll ginn. Ech mengen, dass et méi wéi jee richteg a wichteg ass, dass mer eis als Europäerinnen an Europäer net méi dorobber verloossen, dass anerer eis Sécherheet garantéieren.

Wa mer esou héich Investitiounen maachen, dann mengen ech, si mer et och de Biergerinnen a Bierger schëlleg, d'Diskussioun ze féiere jenseits vun de blanken Zuelen an Ziler – 1 %, 2 % an esou weider, deene Schlagwierder, deene „Schlagzuelen“, déi ëmmer erëm an där Diskussioun erwänt ginn. Well am Hannergrond hu mer ee fundamentale Problem an der Europäescher Unioun, well et ass schonn haut esou: Wa mer d'Sécherheits- an d'Verdeedegungsbudgete vun den EU 27 zesammenzielen, dann ass d'Europäesch Unioun, dann ass Europa schonn e Big Spender, an enger änlecher Héicht eigentlech wéi d'Amikaner, d'Chineesen an och aner grouss Acteuren.

De Problem bis haut ass awer, dass déi Investitiounen ineffikass sinn, dass se schlecht koordinéiert gi sinn, dass se net openeen ofgestëmmt sinn, dass se Double-emploien hunn. Mir hunn an Europa 27 verschidden Ekipementer, fir déi selwecht Saach ze errechen, d'Interoperabilitéit ass oft net garantéiert.

A genau dowéinst ass dee lëtzebuergesch-belsche Bataillon esou wichteg: well e genau dat mécht, wat

mer eis virgeholl hunn, nämlech eis et erméiglecht, dass mer d'europäesch Arméie besser openeen ofstëmmen, dass mer léiere vuneneen, dass mer léieren, mateneen ze fonctionéieren, och am operativen Asaz mateneen ze fonctionéieren. An dowéinst ënnerstëtze mir déi dote Investitiounen, ënnerstëtzen och de Bataillon.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. An dann ass et um Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also 2,6 Milliarde sinn net näischt.

(Interruption)

Jo, 2,6 Milliarde sinn net näischt. Ech verstinn och déi Leit, wéi de Moien an der Press – ech mengen, d'CSV hat dat elo e bëssen ofwäertend erwänt –, déi Bedenken hunn, wann een esou Montanten héiert, 2,6 Milliarden, déi een ausgëtt, wann op där anerer Säit eng Regierung seet: „Stroumpreisbrems. Egal, maache mer net méi. Solar maache mer net méi. Subside ginn erof, aner Saache ginn erof, a menger Maison relais hunn ech net genuch Plazen an esou weider, dat ass alles egal.“ Ech verstinn déi Leit, wann déi soen: „Et sinn elo 2,6 Milliarden, déi een op där enger Säit kann huelen a soen: ‚Ok, dat maache mer einfach esou.‘ Op där anerer Säit hu mer esou vill Projeten, wou och Motioune refuséiert gi sinn an der leschter Zäit, wou ee seet, dat wär vill méi sënnavoll gewiescht, fir déi 2,6 Milliarden auszeginn.“

Dat heiten ass och e Projet, wou mir Piraten warscheinlech virun dräi, véier Joer dergéint gestëmmt hätten. Mee du koum d'Invasioun vu Russland, déi och eis Meenung zu deem dote Sujet verännert huet. Mir mussen zouginn, dass och mir eng Politick haten, déi zimmlech naiv war, an ech mengen, dat waren och vill Länner – mat „mir“ hunn ech eis Partei gemengt oder de Rescht dovun –, wou een ...

(Hilarité)

... ze laang geduecht huet, dass een d'Budgete vun den Arméien duerch ganz Europa erfesetze kann an dass dat gutt ausgoe wäert.

Mir sinn awer enges Bessere beléiert ginn. Aner europäesch Länner hunn et virgemaach: Däitschland huet et „Zeitenwende“ genannt, also déi Regierung, déi elo nach kuerz Zäit am Amt wäert sinn, warscheinlech hir eege Projeten da militäresch net duerchkritt. Mee op d'mannst hate se awer wëlles, eng Zeitenwende anzuleeden. An och aner europäesch Länner sinn op dee Wee gaangen.

Hei ass elo Lëtzebuerg, dat 2,6 Milliarden iwwer 30 Joer an de Grapp hëlt. Dat ass e Projet, wou ee och ka Bauchwéi hunn, mee duerch déi aktuell Situatioun, virun allem duerch Russland – an eeben och elo, wéi d'Wälen an Amerika ausgaange sinn, mee dat erklären ech net nach eng Kéier, d'Virriedner si schonn drop agaang – muss een och de Courage hunn, an Zukunft esou Montanten an de Grapp ze huelen, fir sech weerhaft ze maache géint déi, déi et vläicht net esou gutt menge mat eis a mat Europa. Well wa mir elo géingen un der Arméi spueren, géing dat herno heeschen, dass mer a sech d'Diere géinge grouss opmaache fir eeben esou Muechte wéi Russland, wou de Putin seng Fantasien huet.

Dat heescht, mir wäerten dësem Projet och haut mat e bësse Bauchwéi – dat ginn ech och zou – zoustëmmen. Mir sinn net bekannt dofir, dass mer militäresch immens vill Budget an de Grapp wëllen huelen, mee dat heiten ass eeben nun emol eng Zäit, wou een et muss maachen. An ech hoffen, dass mer an zéng Joer aner Rieden hei kënnen halen an déi Problematik sech wäert geléist hunn.

Et ass vir drun ugeklongen, dass mer zwar elo d'Material kafen, a mir sti komplett zu enger europäescher Arméi, déi interoperabel wär. Dat ass awer och am Moment éischer Wonschdenken, wann ech déi einzel Regierungen an Europa kucken, wéi dass et Realitéit wär. Mee et däerf ee jo och nach e Wonsch hunn. Geschwënn ass jo Kleeserchersdag.

Wat awer e Problem ass, ass mat den Zaldoten. Herno huet een zwar d'Gefierer do stoen – mir kënne elo duerch d'belsch Arméi méi Zaldoten dropsetzen –, mee mir hunn awer zu Lëtzebuerg nach ëmmer e Problem, dass de Beruff vun Zaldot a sech net interessant genuch ass. Ech ginn elo net drop an, dass dës Regierung de Bewäertungssystem do agefouert huet. Dat ass eng aner Diskussioun, op déi mer nach eng Kéier zrëckkommen. Et war awer kontraproduktiv, fir den Job méi interessant ze maachen.

Mee den Job ass och net interessant, well een duerno manner Méiglechkeeten huet an der Karriär. A vir drun ass et – ech weess net méi, wie vu menge Virriedner et war – ugeschwat ginn, dass et eng Konkurrenz zur Police wär. Ech gesinn dat genau anescht. Wa mer eng Arméi hunn, déi immens attraktiv ass, kënne mer déi Leit herno iwwerrieden, vläicht an enger Police d'Karriär weiderzemaachen. Dat heescht et ergänz sech. Eis Arméi ass net eng Konkurrenz zu engem CGDIS oder zu enger Police, am Contraire.

Wa mer deen Job bei der Arméi ..., an dat ass et nun emol hautzudaags, an der neier Welt ass et e modernen Job, wou een dann och d'Konditioune muss upassen. Mir hate virun zwee Joer hei eng Diskussioun, dass wann ee frësch an d'Arméi geet, d'Salären immens déif sinn, souguer ënnert dem Mindestloun. Dat sinn alles Saachen, wou ee muss driwwer diskutieren.

Wann haut d'Majoritéit hei seet: „Mir huelen 2,6 Milliarden an de Grapp fir Autoen“, e bësse méi salopp gesot, da muss et eis och wäert sinn, dass mer dat an eis Leit um Bierg investieren an deenen net nëmmen de Mindestloun ginn an dass mer deenen och eng aner Perspektiv am Job ginn, well déi schéinsten Autoen, déi d'Ministesch herno wäert bestellen – an och scho selwer gefuer ass, wéi ech op RTL gesinn hunn –, bréngen näischt, wann der net Zaldoten hutt, déi topp motivéiert sinn an déi den Job wëllen ugoen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dann ass dee leschten ageschriwwene Riedner den Här Marc Baum. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hunn alle sechs Virriedner nogelauschtert an ech muss soen, dass ech awer e bësse erfieert sinn, wéi kritiklos, ouni gréisser Etat-d'âmen hei dee gréissten Invest an d'Lëtzebuerg Arméi gemaach gëtt. Eng Arméi, déi sech komplett ëmstelle muss, sou heescht et. An all kritesch Stëmm ... Oder nee, et ass eng kritesch Stëmm komm hei vun der ADR, déi eigentlech näischt anescht seet, wéi dass mer nach méi missten an d'Rüstungsindustrie investieren, well déi aktuell Konflikter nach méi Profitfirer fir eis kéinten erausschloen. Soudatt ech denken, wann den Här Donnersbach seet, hie géif net verstoen, firwat een do awer Kritik übe kann, wëll ech probieren, dat a menger begrenzter Riedezäit ze erklären.

Awer eppes virausgeschéckt: Mir als Lénk, mir sinn net géint eng Lëtzebuerg Arméi. A mir sinn och net esou naiv, ze mengen, dass Europa keng Defense brauch. Mee mir mengen – an dat ass warscheinlech och d'Meenung vun enger Majoritéit vun der europäescher Bevëlkerung –, dass mer eng europäesche Defense brauchen, déi ausschliisslech op d'Verdeedegung vun europäeschen Territoire ausgerichtet ass, an

datt mer och just esou vill fir d'Arméi sollen ausginn, wéi néideg ass, fir d'Sécherheet vun Europa ze garantieren. An do muss een dann awer, mengen ech, e puer Gréisstenuerdnungen hierstellen.

2023 hunn déi 27 EU-Staate laut den Zuele vu SIPRI (ndlr: Stockholm International Peace Research Institute) 313 Milliarden Dollar an d'Defense investéiert. Wann ee Groussbritannien elo nach derbäihëlt, waren et 388 Milliarden. Dat ass bal 100 Milliarde méi wéi China, dräimol esou vill wéi Russland a véiermol esou vill wéi Indien. Och wann een déi Zuele mat Virsicht genéisst muss, weise se awer kloer, dass Europa kengesweegs militäresch esou ofgehaangen ass, wéi dat an der Éffentlechkeet duergestallt gëtt.

A wann een dann trotz deem riseg Budget zur Konkusioun kënnt, dass Europa aktuell net kapabel wier, sech selwer ze verdeedegen, mee dann ass awer d'Warscheinlechkeet grouss, dass déi Suen net bedarfsgerecht agesat ginn oder iergendwou am Sand versickeren. An do feelt et eis awer e bësse u rationaler Argumentatioun, fir ze begrënnen, firwat den europäesche Steierzueler elo nach eng Kéier zeg Milliarde pro Joer soll uewendropseeën. Well dann handelt et sech ëm e politesche Problem an net ëm e budgetären.

Mir stelle fest, dass hei e reng quantitativ Zil, 2 %, zum Hellege Gral erhuewe gëtt an dat och néierens méi däerf hannerfrot ginn. Während an deenen anere Politikberäicher all Euro zweemol ëmgedréint gëtt, schéngt et am Beräich vun der Defense keng demokratesch Rechenschaftspflicht méi ze ginn. Iwwerall an Europa ginn d'Verdeedegungsminister domat beoptraagt, sech riseg Ausgaben aus de Fangeren ze suckelen, ouni dass awer hannendrunner iergendee kohärente Plang steet, wéi déi zukünftige europäesch Verdeedegungspolitik iwwerhaapt soll ausgesinn an op wéi eng konkret Bedroungszenarie mir eis eigentlech virbereeden.

An déi Fro, wou déi ganz Militariséierung iwwerhaapt soll hiféieren, déi ass awer an eisen Aen net ganz onwichtig, well wéi sech hoffentlech jiddwereen heibanne bewosst ass, kascht esou eng Oprëschtungsspiral net nëmme vill Geld, se ass och nach extreem geféierlech.

Här President, Lëtzebuerg – an där Iwwerzeegung si mir – gëtt an deem ganze Kontext an eng Roll gedréckt, déi eigentlech net bei eis passt. Géife mer wierklech e Kampfbataillon opstellen an e Spionagesatellit an den Orbit schécken, wa mer als Vollek onofhängeg a souverän decidéiere kéinten? Oder follege mer net einfach blann dem Diktat vum Donald Trump, deen Ausléiser war an deen elo erëm benotzt gëtt an der Argumentatioun, fir dass mer déi Investitioune maachen? Ech mengen, dass mer éischer zur Konkusioun géife kommen, dass mer als klengt Land méi e groussen Impakt op déi international Sécherheetsarchitektur hätten, wa mer déi Suen an d'Kooperatioun géifen investieren oder awer an d'Diplomatie.

Mir sinn eis bewosst, dass et schwéier ass, déi aktuell Dynamik nees iergendwéi anzefänken. Mee et wär an der Logik vun der laangjäregger lëtzebuergescher Aussepolitik, wa mer zumindest mol probéiere géifen, där geféierlecher Entwécklung op internationalem Plang iergendepes entgéintzesetzen. Zum Beispill, andeems mer zesumme mat eisen europäesche Partner diplomatesch Initiativen ustoussen, fir Spannungen ofzebauen a regional Konfliktpotenzialer ze entschärfen, fir d'Oprëschtung ze stoppen oder och just ze begrenzen, fir vertrauensbildend Moossnamen ze schafen, de Multilateralismus nees a Gang ze kréien an nei Formen vu supranationaler Gouvernance ze explorieren.

Amplaz an e Militärbataillon sollte mer an e Bataillon vun Diplomaten investieren, an dat zur Spezifitéit vun der lëtzebuergescher Defensepolitik maachen. Esou wéi aner Länner och Spezifitéiten hunn an hirer Defensepolitik! Mee amplaz bezuele mer dat mat Fatalismus, eisen Obolus un d'NATO, a mengen dann, domadder wär et gedoen.

Déi 2,6 Milliarden Euro, déi dës Projet de loi kascht, si fir eist Land immens vill Suen. Mee dës Projet de loi bedeit net nëmme quantitativ eng Zäsur fir Lëtzebuerg, mee och qualitativ, well e markéiert den Iwwergang vun enger Lëtzebuerg Arméi, déi op liicht Reconnaissance ausgerichtet war, hin zu enger méi schwéier bewaffneter Trupp oder – fir et méi plakativ auszudrécken –: D'Jeepe ginn duerch Panzeren ersat.

A mat deem Paradigmewissel ännere sech och d'Perspektiven, wat de potenziellen Asaz vun der Lëtzebuerg Arméi a Konfliktgebiddere ugeet. An ech erënneren drun, dass Lëtzebuerg säit dem Korea-Krich eng ganz zrëckhalend Roll a militäresche Froe gespillt huet. Virun allem gouf ee Prinzip héichgehalten: dass mer keng Lëtzebuerg Jongen un enger Front wëlle gesinn.

Ech schwätze vum Asaz vun der Lëtzebuerg Arméi an internationale Konfliktgebiddere, wou Lëtzebuerg ëmmer ganz zrëckhalend war. An déi Neiausrüstung, souwuel wat d'Ausrüstung ubelaangt – an dann halen ech domadder op –, wéi och a Saachen Taktik a Logistik, wäerten och nei Zorte vun Demanden u Lëtzebuerg mat sech bréngen, deene mer eis just schwéier entzéie wäerte kënnen. Vlächcht vun der NATO, vlächcht vun der EU, vlächcht vun den USA. An da riskéiert d'Arméi op Asätz geschéckt ze ginn, déi vill méi geféierlech sinn, wéi mer dat an der Vergaangenheet kann hunn. A mir riskéieren och domadder, an deem engen oder an deem anere Fall zur Konfliktpartei ze ginn. An dat kënne mir esou net matdroen.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Domat wär d'Lëscht vun eise Riedner ofgeschloss, an dann hätt d'Regierung d'Wuert.

Madamm Ministesch fir d'Defense, et ass un Iech.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dat hei ass, mengen ech, fir eist Land e ganz wichtige Gesetzesprojet. Hei geet et ëm eis Sécherheet. Hei geet et ëm d'Zukunft vun eiser Arméi. Et geet ëm d'Kredibilitéit vun eiser kollektiver Dissuasioun a vun eiser kollektiver Defense. An et geet ëm d'Solidaritéit vu Lëtzebuerg vis-à-vis vu sengen Alliéierten.

2,6 Milliarden, jo, dass ass eng ganz, ganz héich Zomm. Et ass dee gréissten Invest – et ass vun e puer heibanne gesot ginn – an eis Defense an der Geschicht vu Lëtzebuerg. Mee et ass och e ganz kloert Zeechen: Lëtzebuerg hält seng Verantwortung an der EU an och an der NATO. An et hält se ganz eescht.

Et geet hei och ëm eis Zaldotinnen an ëm eis Zaldoten, fir hinne wierklech och dat beschtméiglecht Material zur Verfügung ze stellen, well wann et eescht gëtt am Fall vun engem Krich, da si si déi, déi un der éischer Front sinn, vis-à-vis vun der Menace, vis-à-vis vum Enemy; dat zesumme mat eisen Alliéierten. An dat verdéngt wierklech deen allerdéifste Respekt. Et verdéngt déi allerdéifst Unerkennung. A jo, ech mengen, mir missen eis och wierklech hei zesummen an der Regierung an och an der Chamber fir dës Beruff wierklech staarkmaachen. Well et ass wierklech keen normale Beruff a mir musse si beschtméiglecht ënnerstëtzen.

Iwwert déi international Sécherheetslag an déi international Erausforderungen ass scho vill geschwat ginn. Ech mengen, hei gesi mer wierklech déifgräifend Verschlechterungen: Stabilitéit, Sécherheetslag op der Welt. Et si wierklech net ganz vill Positive News a leschter Zäit. A jo, Russland, dat ass eng direkt, eng ganz symmeetresch Menace, déi mer gesinn, och vis-à-vis vun eis. Et ass awer och net déi eenzeg op der Welt.

D'NATO brauch dofir eng ganz kredibel a kollektiv Defense. Et ass gesot ginn: Dës nei Gefierer si wierklech essentiel fir eise binationale Batailloun, dee mer zesumme mat der Belsch opstellen. Hei geet et ëm en NATO-Target, wéi dat genannt gëtt, zesumme mat der Belsch. Dat datéiert vun 2021. Dat ass och ënnert der leschter Regierung akzeptéiert ginn. An dat hu mer och am Koalitiounsaccord vun dëser Regierung nach eng Kéier confirméiert a festgehalten. De Batailloun soll bis Enn vun dësem Joerzénge stoen.

Europa muss léieren – mir wëssen dat allegueren –, sech selwer ze verdeedegen. Ech mengen, do schaffe mer och elo scho ganz laang drun. Den Här Trump, wéi e fréiere President war, huet dat ënnerstrach op seng Aart a Weis a mat senge Wieder. A jo, d'Amérikaner fuerderen dat, mee net den Trump eleng. Déi lescht Regierung huet dat och gefuerdert. Also, et ass egal, wien do am Wäissen Haus ass: Mir mussen un eiser europäescher Defense schaffen!

16 Griffonen, 38 Jaguaren, 5 Servalen – jo, dat ass e Paradigmewiessel fir eis Arméi. Ech wëll awer och hei soen – ech mengen, mir hunn et och an der Chamberskommissioun beschwat –: Déi si complémentaire zu den 80 CLRVen, dat sinn déi „Command, Liaison and Reconnaissance Vehicles“. Dat sinn dann déi méi liicht Gefierer, mee déi sollen déi méi schwéier bewaffnet Gefierer dann och begleeden.

D'CLRVen, wéi och déi méi schwéier Gefierer, vun deene mer elo hei schwätzen, lafen allen zwee iwwert de franséische Scorpion-Programm. Ech mengen, dat ass wierklech ganz wichteg fir d'Interoperabilitéit zwëschen deene Gefierer, mee och zwëschen eis an der Belsch.

D'Liewensdauer vum Material schätze mer op 30 Joer. Dofir ass dat heiten effektiv e Gesetzesprojet, dee sech méi laang zitt. Et ass net méiglech, méi prezis ze chiffrieren, wat d'Moderniséierung – opgrond eeben och vun den technologeschen Entwécklungen, déi natierlech kommen – wäert kaschten. D'militäresch Technologie evoluéiert konstant, dat ass och normal. Ech mengen, et gëtt och elo aus dem Krich geléiert. Dat heescht mir wäerten eis do un d'Ufuerderungen an d'Erausforderungen vun der Zukunft upasse mussen.

Déi éischt Gefierer sollen dann 2028 geliwert ginn, wann Dir mat dësem Gesetzesprojet averstane sidd.

Ech wëll dem Rapporteur, deen dat alles am Detail och exemplaresch erkläert huet, e grouse Merci soen. Ech wëll och der Chamber e grouse Merci soe fir déi breet Zoustëmmung.

Ech mengen, hei kommen an deenen nächste Jore ganz grouss Defien op eis zou. Et wäerten och nei NATO-Targets op eis zoukommen – net nëmmen op eis, mee op sämtlech NATO-Staaten – an déi wäerte ganz seriö a ganz zolidd sinn, well d'Situatioun dat eeben erfuerdert. Ech mengen, mir hu schonn an der Chamberskommissioun och doriwier geschwat. A soubal ech do Informatiounen hunn, déi ech mat Iech kann deelen, wäert ech dat natierlech maachen op eng ganz transparent Aart a Weis.

D'national Souveränitéit ass ugeschwat ginn. Mam Batailloun – an, ech mengen, dat ass och an der Chamber schonn e puermol diskutéiert ginn – bleibt eis Souveränitéit erhalen. Mir hunn do en Opt-in respektiv en Opt-out, wa mir Material oder Leit net wëllen an enger Missioun asetzen. Eis ofkapselen an esou maachen, wéi wa mir eis aleng verdeedege kéinten an eisem klengen Eck hei an der Mëtt vun Europa, wéi wa soss näischt wär, dat ass éischens net realistesch, mee dat wär wierklech eis Souveränitéit a Fro stellen.

Ech wëll och hei soen, dass ech als Mënsch, och als Mobilitéitsministesch, als Travaux-publics-Ministesch, och als MEGA-Ministesch, och géif soen: Déi Suen, déi mer hei mussen huelen, géif ech och léiwer gären anescht investéieren.

(Interruption)

Ech gleewen dat och. Mee dat entsprécht net der Realitéit, an där mir haut an an där och eis Kanner an der Zukunft wäerte liewen – leider!

Ech wëll och hei soen, dass mer fir de Batailloun natierlech – ech wëll dat och transparent soen – net hei mat deem heite Gesetzesprojet fäerdeg sinn. Ech mengen, et ass och mentionéiert ginn. Mir brauchen nach weider Investissementer. Mir brauchen Investissementer an eis Infrastrukturen – dat kënnt och Lëtzebuerg zegutt –, an d'Munitioun, an d'Simulatoren. Et ass mentionéiert gi vum Rapporteur. Soudass ech do wäert an d'Chamberskommissioun an an d'Chamber zrëckkommen, fir dass dat dote wierklech alles ganz grëndlech mat Iech diskutéiert gëtt an dass mer do weider kënne fir eis Sécherheet a fir eis kollektiv Defense schaffen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet loi 8389. Den Text steet am Document parlementaire 8389⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8389 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e ganz klengen Effort, da si mer sou wäit. Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da schlëssen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 52 Jo-Stëmme bei 7 Nee-Stëmmen. Domat ass dëse Projet de loi mat 52 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun uegoholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Diane Adehm), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 19., 20. an 21. November virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.32 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Dispense de travail pour indépendantes	0913	Carole Hartmann, Mandy Minella	72	Sextortion	1162	Marc Baum	86
Demandeurs d'emploi en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur	1133	Marc Baum	73	Nouvelle structure « Maison de retour »	1163	Dan Biancalana, Paulette Lenert, Claire Delcourt	88
Soumissions de l'État et des communes	1135	Mars Di Bartolomeo, Paulette Lenert	74	Système du paiement immédiat direct	1164	Mars Di Bartolomeo	89
Impact budgétaire de la taxation minimale de 15 % pour les multinationales	1137	David Wagner	75	Fake news sur les réseaux sociaux	1165	Sven Clement	90
Pénurie du médicament Oxycontin®	1138	Marc Baum	75	Régulation du marché automobile européen	1166	Tom Weidig, Fred Keup	91
Démission d'échevins	1139	Gusty Graas	76	Incident au commissariat de police d'Esch-sur-Alzette	1167	Dan Biancalana	91
Subventions pour infrastructures sportives	1140	Liz Braz	76	Leasing pour les particuliers	1168	Marc Goergen	91
Situation à Gaza	1141	Paulette Lenert, Franz Fayot	76	Ambiance de travail à l'Administration des contributions	1169	Marc Goergen	91
Baisse de l'utilisation du préservatif chez les adolescents	1142	Taina Bofferding, Mars Di Bartolomeo	77	Contrôles aux frontières allemandes	1170	Sam Tanson, Meris Sehovic	92
Stratégie de Luxair en matière de réseau et de sa flotte	1143	Laurent Mosar	78	Admission en médecine à l'Université du Luxembourg	1171	Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo	93
Heures de travail supplémentaires prestées dans le secteur de la santé	1144	Marc Baum	78	Intégration de l'Aéroport de Luxembourg dans le PNM2035	1172	Jeff Engelen	93
Retour du Tour de France au Luxembourg	1147	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	79	Envoi de la photo prise dans le cadre d'une infraction routière	1173	Jeff Engelen	93
Développements dans le dossier Liberty Steel Dudelange	1148	Laurent Mosar	79	Taxation des personnes très fortunées	1174	Yves Cruchten	94
Carrière du chercheur	1149	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	79	Vols commerciaux anti-incendie	1175	Mars Di Bartolomeo	94
Congé politique des enseignants	1150	Dan Biancalana	80	Rappel des recommandations concernant des infections à la Covid-19 dans des structures pour personnes âgées	1176	Francine Closener, Mars Di Bartolomeo	94
Cours « Vie et société »	1151	David Wagner	81	Prise en compte des « baby years » pour le calcul de la pension	1177	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	95
Contrôles de drogues dans les tramways de Luxembourg-ville	1152	André Bauler, Luc Emering	81	Contrôles frontaliers	1178	Fred Keup	95
Recours à l'intelligence artificielle par l'ADEM	1153	Marc Baum	81	Cyberattaques	1179	Liz Braz	96
Décomptes provisoires des flux financiers entre l'État et le groupe Caritas	1154	Sam Tanson, Djuna Bernard	82	Building Management System	1180	Yves Cruchten	96
Natation scolaire	1155	Sven Clement	83	Nationalité des nouveau-nés	1181	Fred Keup	96
Subsides étatiques pour fédérations sportives	1156	Sven Clement	84	Principe du « délai raisonnable »	1182	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	97
Application de la réforme en matière de bail à loyer	1157	David Wagner	84	Données des enfants des parents divorcés sur myguichet.lu	1183	Marc Goergen	97
Avertissements taxés suite à des flashes de radars automatiques	1158	Fred Keup	85	Invitations dans le cadre du « Rentendësch »	1184	Fred Keup	98
Certificat de résidence	1159	Fred Keup	85	Projet européen « Chat control »	1185	Sven Clement	98
Athlètes de haut niveau	1160	Sven Clement	86	Déforestation des forêts tropicales	1524 urgente	Jeff Engelen	98
Infractions à caractère sexuel	1161	Marc Baum	86	Programme du cannabis médicinal	1527 urgente	Georges Engel, Paulette Lenert	98

Dispense de travail pour indépendantes | Question 0913 (20/06/2024) de **Mme Carole Hartmann** | **Mme Mandy Minella** (DP)

Les salariés et les indépendants sont parfois soumis à des dispositions différentes du droit du travail.

Les salariées enceintes peuvent par exemple demander une dispense de travail sans perte de

rémunération si elles ne peuvent pas exercer leur profession pour des raisons de santé ou de sécurité avant d'avoir droit au congé de maternité. Les femmes indépendantes n'ont pas cette possibilité, ce qui peut les priver de revenus pendant des mois.

Cela a également des conséquences sur l'indemnisation du congé de maternité. Pour les indépendantes,

celle-ci est calculée sur la base du salaire moyen dont dispose le Centre commun de la sécurité sociale pour les 12 mois précédant le congé de maternité. Toutefois, si une indépendante ne peut pas travailler quelques mois avant son congé de maternité, son salaire moyen sera inférieur. Lors du recalcul de l'indemnité, la travailleuse indépendante

doit donc rembourser une partie de l'indemnité perçue.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Monsieur et Madame les Ministres, pensent-ils qu'il soit possible de permettre aux femmes indépendantes de bénéficier d'une dispense de travail sans perte de rémunération ou d'un mécanisme équivalent si elles ne peuvent pas exercer leur profession pendant leur grossesse pour des raisons de santé et de sécurité ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (15/10/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Le titre III du Code du travail prévoit au niveau de l'article L. 334-3 un éventail de mesures s'inscrivant dans une approche de protection de la femme enceinte et allaitante. Ces dispositions s'appliquent à toutes les femmes qui sont liées par un contrat de travail ou d'apprentissage, à l'exclusion des personnes indépendantes.

En vertu de ces dispositions, notamment l'article L. 334-4 du Code du travail prévoit dans le paragraphe (5) : « Si le changement d'affectation n'est pas techniquement ou objectivement possible ou ne peut être raisonnablement exigé pour des motifs dûment justifiés, l'employeur, sur avis conforme du médecin du travail, est obligé de dispenser la femme salariée de travailler pendant toute la période nécessaire pour la protection de sa sécurité ou de sa santé telle que cette période est fixée par le médecin du travail. »

En vertu de l'article 25 (alinéa 1^{er} point b)) du Code de la sécurité sociale, un droit à une indemnité pécuniaire est prévu pour les assurés salariés pendant cette période de dispense de travail.

Par contre, l'article 25 ne prévoit pas d'indemnité pécuniaire pour les assurées non salariées qui sont en dispense de travail. Cette problématique sera soulevée dans le cadre des discussions globales qui seront menées autour de la réforme du statut de l'indépendant, tel qu'annoncé dans l'accord de coalition qui dit que « le travail des salariés et le travail des indépendants doivent être traités de manière égalitaire. Ainsi, le Gouvernement reformera le statut de l'indépendant. »

Demandeurs d'emploi en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur | Question 1133 (30/08/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Dans votre réponse à la question parlementaire n° 1014 du 16 juillet 2024 du député Claude Haagen, vous indiquez qu'au 31 mai 2024 5.179 demandeurs d'emploi disposaient d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Selon les chiffres publiés par l'ADEM, la part des diplômé.e.s de l'enseignement supérieur dans le total des demandeurs d'emploi inscrits est en progression depuis plusieurs années et a atteint près de 30 % en mai 2024.

Dans cette même réponse vous exposez brièvement les différents programmes de formation continue et de reconversion professionnelle pouvant s'adresser aux demandeurs d'emploi universitaires.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail sur l'orientation des demandeurs d'emploi en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur par les services de l'ADEM :

1) Combien d'inscriptions pour des formations continues et des programmes de reconversion professionnelle sont effectuées en moyenne tous les ans pour le compte de demandeurs d'emploi universitaires par les services de l'ADEM ?

2) À combien de formations continues et de programmes de reconversion un.e demandeur.e. d'emploi universitaire participe-t-il/elle en moyenne tout au long de sa période d'inscription auprès de l'ADEM ? Quel est le taux d'achèvement ou de réussite pour ces formations et programmes ?

3) De combien de places de formations et de reconversion destinées aux demandeurs d'emploi universitaires les services de l'ADEM disposent-ils ? Est-ce suffisant ou faudrait-il développer davantage l'offre destinée aux demandeurs d'emploi universitaires ?

4) Les demandeurs d'emploi universitaires sont-ils dirigés par les services de l'ADEM vers les postes vacants auprès de l'État ou des communes ? Dans l'affirmative, les services de l'ADEM proposent-ils des formations spécifiques pour les carrières professionnelles dans les secteurs public et communal ?

5) Quel est le taux moyen de prise en charge par l'ADEM des frais d'inscription aux formations continues et programmes de reconversion destinés aux demandeurs d'emploi universitaires ?

6) Quel est le budget annuel dépensé par l'ADEM pour la totalité du volet de la formation continue et de la reconversion professionnelle et quelle en est la part réservée aux formations et programmes destinés aux demandeurs d'emploi en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur ? Comment ces budgets ont-ils évolué au fil des années ?

Même si des évolutions particulières ont pu impacter la composition des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM, la progression du chômage parmi les personnes disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur suscite des interrogations. Ainsi l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi universitaires dans les mois suivant l'invasion russe de l'Ukraine s'explique certes en partie par l'arrivée de réfugié.e.s ukrainien.ne.s au Luxembourg. Mais la progression d'environ 25 % de l'effectif de cette catégorie de demandeurs d'emploi au cours des douze mois passés (5.179 en mai 2024 contre 4.136 en mai 2023) doit avoir été causée par des facteurs autres que l'accueil de réfugié.e.s.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

7) Quelle est la part des bénéficiaires d'une protection internationale ou temporaire dans le total des demandeurs d'emploi en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur et comment a-t-elle évolué depuis février 2022 ?

8) Quelles sont les qualifications (ventilées par secteur/métier) des bénéficiaires d'une protection internationale ou temporaire inscrits à l'ADEM et en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur ?

9) Les services de l'ADEM ont-ils mis en place des offres de formation supplémentaires ou spécifiques pour faciliter l'orientation des demandeurs d'emploi universitaires bénéficiant d'une protection internationale ou temporaire, notamment vers les secteurs et les métiers en pénurie de main-d'œuvre ?

Réponse (30/09/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Remarques introductives :

Définition du public cible : Pour rester cohérent avec la question parlementaire n° 1014 et les chiffres publiés

par l'ADEM, les chiffres suivants concernent les demandeurs d'emploi diplômés de l'enseignement supérieur, ce qui inclut les diplômes universitaires (bachelor, master, doctorat) mais aussi les diplômés d'un BTS.

Définition de formations : Les formations offertes par l'ADEM aux demandeurs d'emploi comprennent à la fois les formations proposées par l'ADEM ensemble avec ses partenaires¹, les formations réalisées dans le cadre d'un « contingent » mises à disposition par les chambres professionnelles (Chambre des Salariés, Chambre de Commerce, Chambre des Métiers) et les formations externes financées par l'aide à la formation professionnelle continue². Ces formations comprennent également des programmes de reconversion professionnelle.

ad 1) En 2023, 5.143 demandeurs d'emploi distincts ont bénéficié d'au moins une formation au cours de l'année et 6.062 participations ont été enregistrées au total.

Pour les diplômés d'études supérieures, il s'agissait de 1.780 demandeurs d'emploi distincts et de 2.276 participations en 2023. À titre comparatif, ces chiffres s'élevaient à 1.075 demandeurs d'emploi et 1.298 participations en 2022.

ad 2) Les demandeurs d'emploi (résidents disponibles) inscrits actuellement à l'ADEM depuis au moins 4 mois et diplômés d'études supérieures ont participé en moyenne à 0,8 formation (comparé à 0,6 pour les demandeurs d'emploi de tous niveaux d'études confondus). Les participations aux formations de ce public se répartissent comme précisé dans le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le taux d'achèvement des formations commencées par les diplômés d'études supérieures en 2023 correspond à 86 % (comparé à 88 % pour les demandeurs d'emploi de tous niveaux d'études confondus). Le reste correspond à des formations qui ont été interrompues prématurément pour diverses raisons : manque de participation, sortie vers l'emploi, maladie, etc.

ad 3) L'ADEM ne fixe pas un nombre prédéterminé de places pour les demandeurs d'emploi en fonction de leurs caractéristiques dont pourrait faire partie le diplôme d'enseignement supérieur. Si les programmes de formation proposés par l'ADEM sont généralement définis suivant des prérequis de qualification, la flexibilité reste toutefois de mise. Ainsi, les demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur participent à une très grande variété de formations ADEM. Elles sont regroupées par catégories, suivant leur objectif principal :

- des formations sectorielles qui forment le demandeur d'emploi à un métier spécifique ;
- des formations transversales qui ont pour objectif de renforcer des compétences qui ne sont pas spécifiques à un secteur ou un métier (soft skills, digital skills, gestion de projet) ;
- des formations linguistiques ;
- des formations d'activation/d'orientation qui comprennent un coaching individuel du demandeur d'emploi ;
- des formations d'entrepreneuriat ;
- des formations sur la recherche d'emploi (préparer son CV, son entretien d'embauche, etc.).

Outre les formations ADEM, les demandeurs d'emploi détenteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur peuvent également bénéficier de formations

¹ <https://adem.public.lu/fr/demandeurs-demploi/se-former/formations-ADEM.html>

² <https://adem.public.lu/fr/demandeurs-demploi/se-former/aide-formation-professionnelle.html>

– dites « Contingent » : formations mises à disposition par les chambres professionnelles (Chambre des Salariés, Chambre de Commerce, Chambre des Métiers)

– « AFP » : formations externes financées par l'aide à la formation professionnelle. Tout demandeur d'emploi, indemnisé ou non, voulant suivre une formation professionnelle qui n'est pas offerte par l'ADEM peut, sous certaines conditions, bénéficier de cette aide financière.

L'ADEM est en train de conduire différentes analyses et réflexions quant à l'offre de formations actuellement proposées aux demandeurs d'emploi, dont ceux disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Elle étudie notamment les possibilités de proposer davantage de formations en e-learning, particulièrement adaptées à ce public, habitué à l'apprentissage autonome.

ad 4) Il est important de rappeler que plusieurs des missions principales de l'ADEM, comme indiqué dans le Code du travail, sont de prospecter le marché de l'emploi, de collecter les offres d'emploi, d'aider et de conseiller les employeurs dans leur recrutement et d'assurer la mise en relation des offres et des demandes d'emploi. Cependant, il faut noter que les offres d'emploi dans les secteurs public et communal, à l'exception des mesures pour l'emploi, ne sont pas automatiquement déclarées auprès de l'ADEM. Par conséquent, l'ADEM ne peut pas toujours proposer ces offres aux demandeurs d'emploi inscrits.

Les conseillers de l'ADEM consultent régulièrement, avec les demandeurs d'emploi, les offres disponibles sur des sites externes comme « GovJobs ». Cela fait partie de notre suivi personnalisé. Toutefois, le choix de postuler ou non à ces offres dépend entièrement du demandeur d'emploi. L'ADEM ne peut pas assigner une offre à un demandeur si celle-ci ne figure pas dans sa propre base de données.

En ce qui concerne les formations spécifiques aux carrières dans ces secteurs, l'ADEM propose des formations qui correspondent aux besoins du marché de l'emploi et aux profils des demandeurs. Il n'existe cependant pas de programmes de formation exclusifs pour les carrières dans les secteurs public et communal. Les demandeurs intéressés par ces carrières peuvent néanmoins suivre des formations générales qui les aideront à développer des compétences utiles pour ces secteurs.

ad 5) Les formations proposées par l'ADEM sont entièrement gratuites pour les demandeurs d'emploi, quel que soit leur niveau de qualification.

C'est également le cas pour les formations dites « Contingent », mises à disposition par les chambres professionnelles.

En complément des formations dites « gratuites » proposées par l'ADEM, tout demandeur d'emploi inscrit, qu'il soit indemnisé ou non, peut également, sous certaines conditions, bénéficier d'une aide financière pour suivre une formation professionnelle non offerte par l'ADEM. Cette aide, appelée « aide à la formation professionnelle », est accordée conformément au règlement grand-ducal du 10 mai 2007 qui détermine les conditions et modalités d'attribution. Elle constitue une opportunité d'acquérir les compétences professionnelles liées à une profession, que cela soit dans la profession exercée jusqu'à présent ou dans un tout nouveau secteur.

ad 6) Les dépenses du Fonds pour l'emploi consacrées au volet de la formation continue et de la reconversion professionnelle se sont élevées à 2.822 K € en 2023, en progression de 3,5 % par rapport à 2022. Comme indiqué précédemment (question 3), l'ADEM ne consacre pas de part spécifique pour les demandeurs d'emploi

en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Elle privilégie la flexibilité dans l'accès à l'offre de formation.

ad 7) La part des bénéficiaires d'une protection internationale dans le total des demandeurs d'emploi résidents disponibles diplômés d'études supérieures correspond à 3,5 % en juillet 2024 (comparé à 4,5 % en juillet 2022 et 3,7 % en juillet 2023). Pour les bénéficiaires d'une protection temporaire, cette part correspond à 5,5 % en juillet 2024 (comparé à 8,1 % en juillet 2022 et 6,0 % en juillet 2023).

ad 8) Les bénéficiaires d'une protection internationale ou temporaire, diplômés d'études supérieures et inscrits à l'ADEM en juillet 2024 visent les métiers suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Souvent, ils ont d'autres qualifications qu'ils n'arrivent pas à valoriser sur le marché luxembourgeois. Les données sur les domaines d'études ne sont pas assez précises pour fournir plus d'informations.

ad 9) L'ADEM propose des formations dédiées aux demandeurs d'emploi bénéficiaires de protection internationale ou temporaire, quel que soit leur niveau de qualification :

– Work Integration Luxembourg est destiné exclusivement aux demandeurs d'emploi BPI nécessitant une reconversion professionnelle. Le programme permet de mettre en évidence les « transferable skills » afin que les personnes puissent s'insérer rapidement sur le marché du travail, dans un autre secteur ou un autre emploi que dans leur pays d'origine, notamment vers un métier en pénurie au Luxembourg.

– Projet Inter-C s'adresse aux demandeurs d'emploi BPI ou BPT, entre 18 et 25 ans (exceptionnellement des candidats entre 26 et 29 ans peuvent être retenus). Le projet Inter-C accompagne les jeunes dans l'identification d'un projet professionnel, en vue d'une insertion rapide et durable sur le marché de l'emploi. Les métiers en pénurie sont bien évidemment considérés en priorité.

– Dress for Success vise les demandeurs d'emploi BPI ou BPT ou ressortissant de pays tiers, de sexe féminin. Les différents modules aident à préparer l'entretien d'embauche et à acquérir toutes les informations indispensables à la réussite de la vie professionnelle au Luxembourg.

– Ready 4 Work s'adresse aux demandeurs d'emploi ayant le statut BPT, de sexe féminin. Ce programme a été mis en place à partir de 2023. Il aide les personnes à identifier les pistes de carrière possibles, en fonction de leurs compétences et des spécificités du marché du travail luxembourgeois.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Outre ces formations, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de protection internationale ou temporaire peuvent également bénéficier de tous les autres programmes de formation proposés par l'ADEM.

.....

Soumissions de l'État et des communes | Question 1135 (30/08/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Paulette Lenert (LSAP)

Dans son interview radio du mercredi 28 août 2024, le président de la Fédération des entreprises luxembourgeoises de construction et de génie civil a indiqué que le nombre de soumissions faites par l'État et les communes resterait, malgré les budgets accordés, à un niveau relativement bas. Selon lui, vu l'activité restreinte sur le marché privé, il serait impératif, afin de

garantir la reprise dans le secteur de la construction ainsi que le maintien au travail des ouvriers, de faire avancer les soumissions dans le secteur public et ainsi de réaliser dans les meilleurs délais les projets de construction d'intérêt public.

Dans ce contexte, nous souhaiterions recevoir des réponses aux questions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire ainsi que de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Le Gouvernement peut-il confirmer les constats du président de la Fédération des entreprises de construction et de génie civil ?

– Combien de soumissions ont été émises pour des projets immobiliers publics dans les années 2023 et 2024 ? S'agit-il d'une hausse par rapport aux années précédentes ?

– Quelle est la relation entre les budgets débloqués et le nombre de projets de construction publics mis en soumission ?

– Est-ce que le Gouvernement prévoit, afin de relancer l'activité dans le domaine de la construction, d'accélérer les procédures pour la réalisation des projets publics programmés ?

Réponse (14/10/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Par la question parlementaire n° 1135 du 30 août 2024, les honorables Députés souhaitent s'informer sur le nombre de soumissions faites par l'État et les communes et les mesures potentielles prévues par le Gouvernement afin d'accélérer les procédures pour la réalisation des projets publics programmés

Le nombre de soumissions émises pour des projets immobiliers publics pendant l'année 2023 se chiffre à 961 du 01/01/2023 au 05/09/2023 et pour l'année 2024 à 906 du 01/01/2024 au 05/09/2024.

En raison du grand nombre de projets d'infrastructure en cours respectivement en planification, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics maintiendra le seuil de ses investissements à un niveau élevé. De 2014 à 2023, les dépenses d'investissement opérées par les principaux fonds spéciaux ont connu une progression à hauteur de 60 %.

Il est toutefois difficile, voire impossible, d'établir une relation directe entre les budgets débloqués et le nombre de projets de construction publics mis en soumission, respectivement une telle relation n'est pas significative.

Tout d'abord il y a des différences spécifiques aux projets par lesquelles le volume du budget ne constitue pas un indice fiable pour le nombre de mises en soumission. En effet, plusieurs projets d'infrastructure, de taille et de volume budgétaire plus réduits, mais engageant chacun un certain nombre de mises en soumission, peuvent, considérés de manière cumulée, atteindre le même volume budgétaire qu'un seul projet d'infrastructure d'une grande envergure avec un volume budgétaire élevé mais avec un nombre plus réduit de mises en soumission.

Par ailleurs, il y a également des décalages temporels entre les débloquages budgétaires d'un projet de construction et sa réalisation sur le terrain, étant donné que les études doivent être poursuivies et que le début des travaux est tributaire de la délivrance d'un certain nombre d'autorisations ainsi que de délais imposés entre autres par la législation sur les marchés publics.

Enfin, il importe de mentionner l'utilisation diversifiée des budgets qui ne servent pas uniquement au financement des soumissions publiques de travaux, mais permettent également de financer des études, des marchés complémentaires, des frais de chantier et d'autres frais divers non spécifiés.

Cela explique que la simple attribution d'un volume budgétaire à un nombre de mises en soumission ne permet pas de renseigner de manière adéquate sur la complexité des situations.

Aussi et au regard des obligations incombant en vertu de la directive 2014/24/UE sur la passation des marchés publics, telle que transposée par la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics, il importe de noter que toutes les procédures nécessaires doivent s'écouler, notamment en ce qui concerne le délai de soumission qui doit être suffisamment long afin que les opérateurs économiques puissent remettre des offres, ce qui occupe une certaine durée.

Bien que ladite directive restreigne la marge de manœuvre en ce qui concerne des éventuelles adaptations de la législation nationale sur les marchés publics, le Gouvernement a, par le biais du règlement grand-ducal du 29 mai 2024 portant modification de l'article 151 du règlement grand-ducal d'exécution modifié du 8 avril 2018 de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics, augmenté de 60.000 euros HTVA à 79.000 euros HTVA le seuil en-dessous duquel les pouvoirs adjudicateurs peuvent recourir à la procédure négociée ou à la procédure restreinte sans publication d'avis.

Pour des travaux de faible envergure, un pouvoir adjudicateur peut ainsi recourir à une procédure allégée et plus rapide, permettant de passer une commande auprès d'une entreprise dans les délais plus brefs.

D'une manière générale, une attention particulière est adressée à la réduction de la charge administrative, afin d'éviter au maximum de retarder les procédures. Dans ce contexte, le Gouvernement travaille activement en vue d'alléger, autant que possible, les différentes procédures administratives requises dans le cadre d'un projet de construction, qu'il soit réalisé par un maître d'ouvrage public ou privé.

Impact budgétaire de la taxation minimale de 15 % pour les multinationales | Question 1137 (03/09/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

À travers la loi du 22 décembre 2023 relative à l'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure (ci-après « Loi Pilier Deux »), le Luxembourg a ancré dans sa législation les règles élaborées par l'OCDE pour assurer une taxation minimale de 15 % pour les multinationales au niveau international.

Lors des travaux parlementaires sur le projet de loi 8292 qui a mené à l'adoption de la Loi Pilier Deux, aucune estimation quant aux répercussions budgétaires du projet de loi n'a pu être fournie. En résumé, la fiche financière expliquait que les nouveaux impôts introduits devraient a priori générer de nouvelles recettes fiscales, mais que les nouvelles règles pourraient également aboutir à une délocalisation des activités de certains contribuables et par conséquent résulter en une diminution des recettes fiscales. Ainsi, la fiche financière concluait qu'il « s'avère très complexe de mettre en évidence un chiffre précis de l'effet budgétaire net de ces dispositions fiscales très techniques qui dépendent de nombreux paramètres dont la réalisation est malaisée à anticiper dans l'abstrait ».

Notons que Monsieur le Ministre a déposé le 12 juin 2024 le projet de loi 8396 portant modification de ladite loi et que la fiche financière de ce projet de loi ne donne aucune indication supplémentaire quant aux répercussions financières.

Ainsi, sauf erreur de ma part, la Chambre des Députés ne dispose actuellement d'aucune estimation quant aux répercussions de ce changement majeur au niveau de la taxation internationale sur le budget de l'État luxembourgeois, ni même s'il aura comme conséquence une baisse ou une hausse des recettes fiscales. Pourtant, au vu de la structure particulière de l'économie luxembourgeoise, l'impact pourrait potentiellement être d'une ampleur importante et ceci à partir de l'année budgétaire 2025.

Persuadé que les services de Monsieur le Ministre surveillent de très près toutes les évolutions et données disponibles qui permettraient d'évaluer l'impact de cette nouvelle législation sur le budget d'État, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Pouvez-vous me donner une estimation de l'impact fiscal à attendre de la Loi Pilier Deux pour les années 2025 et 2026 ?
- 2) À défaut d'une estimation chiffrée, pouvez-vous me faire part de votre appréciation politique des tendances générales qui se dégagent quant à l'impact financier de la Loi Pilier Deux respectivement des données ou des éléments d'analyse dont vous disposez (p. ex. si des délocalisations ont eu lieu) ?

Réponse (30/09/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

L'impact du Pilier 2 de l'OCDE sur les recettes fiscales de l'État luxembourgeois est difficile à estimer alors qu'il dépend de plusieurs facteurs, tels que la structure de chaque groupe d'entreprises multinationales (seuils de contrôle, activité, substance, etc.), les diverses options à exercer par ces groupes, le taux d'imposition effectif calculé pour chaque juridiction concernée, les nouvelles lignes directrices successivement émises par l'OCDE, les restructurations stratégiques de ces groupes, l'introduction potentielle d'un impôt national complémentaire qualifié par les autres juridictions, etc. Du fait de la multitude de variables, il n'est pas possible de fournir une estimation chiffrée de l'impact.

Concernant la deuxième question de l'honorable Député, il échet de remarquer qu'une délocalisation d'une activité n'est visible qu'ex-post par l'administration fiscale et dès lors au plus tôt après le dépôt de la déclaration fiscale. À noter qu'une délocalisation d'une activité ne va pas automatiquement de pair avec une dissolution, liquidation, cession ou cessation d'une entreprise. Ainsi, il n'est pas non plus possible de tirer des conclusions sur base de la simple variation du nombre d'entreprises au Luxembourg.

S'y ajoute, tel que cela a été précisé dans la fiche financière du projet de loi n° 8292 relative à l'imposition minimale effective, qu'en raison de l'entrée en vigueur de la règle d'inclusion du revenu et de l'impôt national complémentaire qualifié pour les années fiscales commençant à partir du 31 décembre 2023 et de l'entrée en vigueur de la règle relative aux bénéficiaires insuffisamment imposés pour les années fiscales commençant à partir du 31 décembre 2024, d'éventuelles répercussions budgétaires ne se présenteraient de manière complète qu'à partir de l'année budgétaire 2025, voire 2026. Il va de soi que mes services continueront à scruter et analyser l'évolution des recettes fiscales liées aux catégories d'impôts directs pour adapter, le cas échéant, les prévisions budgétaires.

Pénurie du médicament Oxycontin® | Question 1138 (03/09/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Selon mes informations, le médicament Oxycontin®, un antidouleur opioïde, n'est plus disponible actuellement dans les pharmacies luxembourgeoises. Comme il fait partie des antidouleurs qui ne peuvent être obtenus à l'étranger, même avec une ordonnance médicale, ce médicament n'est de facto plus disponible pour les résidents luxembourgeois qui en dépendent. Or les douleurs ([hyperlien à consulter sur www.chd.lu](http://www.chd.lu)) que causent le sevrage sont loin d'être négligeables : il est généralement recommandé de procéder à un sevrage seulement en étant accompagné par des professionnels médicaux et en prenant un médicament de substitution. Le fait que de nombreuses personnes au Luxembourg puissent être exposées au risque d'un sevrage non accompagné est donc inquiétant.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Confirme-t-elle le manque de disponibilité de ce médicament ? En connaît-elle les causes et pourrait-elle en informer le public ?
- 2) De quelle façon les médecins et les patients concernés ont-ils été prévenus que l'Oxycontin® allait ne plus être disponible au Luxembourg ?
- 3) Selon nos informations, une pharmacie a indiqué que l'Oxypro®, un médicament semblable à l'Oxycontin®, serait disponible bientôt – mais seulement dans quelques mois. Madame la Ministre confirme-t-elle cette information ?
- 4) De façon générale, y a-t-il un médicament de remplacement disponible actuellement sur le territoire luxembourgeois pour les patients et patientes dépendant de l'Oxycontin® ?
- 5) Existe-t-il des consignes spécifiques pour les médecins accompagnant des personnes qui jusqu'ici devaient régulièrement prendre de l'Oxycontin® ? Y a-t-il un accompagnement spécifique prévu en cas de symptômes de sevrage sévères (par exemple des nausées et des vomissements, une accélération du rythme cardiaque, des douleurs ou de la fièvre, ...) des patients forcés de subir un sevrage ?

Réponse (09/10/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'indisponibilité du médicament Oxycontin® comprimés à libération prolongée, dans tous ses dosages (5 mg, 10 mg, 20 mg, 40 mg, 80 mg), est confirmée, et ce pour cause d'arrêt de commercialisation par le titulaire d'AMM⁴.

ad 2) L'arrivée de l'Oxypro® sur le marché luxembourgeois le 26 juin 2024 a permis d'offrir une alternative avant l'épuisement des stocks d'Oxycontin®. La communication envers les pharmaciens est effectuée dans ce type de situation par les services de commande des grossistes. Les pharmaciens souhaitent de l'Oxycontin® pour leurs patients ont alors été informés, lorsque le stock était épuisé, de la disponibilité de l'Oxypro®. Les médecins et les patients concernés ont pu être informés par leur pharmacien.

ad 3) Comme expliqué sous 2), l'Oxypro®, médicament à base d'oxycodone à libération prolongée, qui remplace l'Oxycontin®, est disponible au Luxembourg depuis le 26 juin 2024.

³ Oxycontin® : spécialité pharmaceutique contenant de l'oxycodone, indiqué chez les adultes et les adolescents à partir de 12 ans dans le traitement des douleurs sévères qui ne peuvent être correctement traitées que par des analgésiques opioïdes forts ; en particulier dans les douleurs d'origine cancéreuse (Pour plus d'infos : <https://www.vidal.fr/medicaments/gammes/oxycontin-38257.html>)

⁴ AMM = autorisation de mise sur le marché

ad 4) Actuellement, deux alternatives existent pour les patients traités par Oxycontin® :

– Soit la continuation du traitement par d'autres spécialités pharmaceutiques contenant de l'oxycodone :

a. Oxypro® : déjà disponible au Luxembourg, sous dérogation ministérielle

b. OxyNorm® : comprimés orodispersibles (dosages : 5 mg, 10 mg, 20 mg) et en solution injectable

– Soit la prise en charge par une autre molécule analgésique (opioïde et autres), comme p. ex. le fentanyl (Matrifen® patch, Durogésic® patch), l'hydromorphone (Palladone® gélules et gélules à libération retardée), la buprénorphine (Temgésic®), la morphine (MS Direct® comprimés), le tapentadol (Palexia® comprimés).

ad 5) L'accompagnement des patients revient à la responsabilité et la liberté thérapeutique du médecin traitant.

Concernant la prise en charge de symptômes de sevrage sévères, un accompagnement spécifique, en plus du médecin traitant, peut être proposé par les diverses structures d'addictologie (p. ex. le Centre d'addiction et de prévention de l'addiction, le Centre thérapeutique d'Useldange, la Rehaklinik du Centre hospitalier neuro-psychiatrique, etc.).

Néanmoins, avec plusieurs alternatives thérapeutiques, les médecins peuvent choisir un traitement sans risquer d'amener leurs patients au point d'un sevrage. Lors d'un changement de molécule d'un opioïde à un autre, la détermination d'une nouvelle dose sûre et appropriée est possible grâce à des tableaux d'équivalences.

Démission d'échevins | Question 1139 (03/09/2024) de M. Gusty Graas (DP)

Conformément à l'article 47 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, « l'échevin démissionnaire est tenu de continuer l'exercice de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ». L'article 45bis de la même loi dispose qu'« en cas de vacance d'un poste d'échevin en cours de mandat, le conseil communal procède parmi ses membres à la désignation d'un candidat à proposer à la nomination par le Ministre de l'Intérieur ».

Concernant l'interprétation de ces deux articles je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Si le remplaçant prévu pour l'échevin démissionnaire ne fait pas encore partie du conseil communal, comment peut-il être choisi parmi les membres du conseil communal, étant donné que l'échevin démissionnaire est tenu de continuer son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ? Tout en respectant scrupuleusement la législation, dans le cas précité le conseil communal aurait-il pendant un certain laps de temps un membre de trop ?

– Indépendamment du cas précité quelle est la justification de l'article 47 de la loi communale modifiée concernant l'échevin démissionnaire ? Tout Collège échevinal peut parfaitement fonctionner pendant un certain laps de temps avant que le successeur de l'échevin démissionnaire n'entre en fonction.

Réponse (04/09/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

L'article 122, paragraphe 2 de la Constitution dispose que « La commune est administrée sous l'autorité du Collège des bourgmestre et échevins, qui sont nommés parmi les membres du conseil communal ... ». Il en résulte que les membres de l'exécutif communal doivent avoir la qualité de conseiller communal en

fonction de sorte qu'il n'y ait aucun risque que le nombre légal de conseillers soit dépassé dans le cadre de la procédure de remplacement d'un échevin démissionnaire.

Les articles 47 et 62 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 sont la garantie de l'existence permanente d'un Collège des bourgmestre et échevins dans chaque commune, dans le but d'éviter tout vide au niveau du pouvoir exécutif, indispensable pour l'administration quotidienne de la commune et le maintien de l'ordre public local.

Subventions pour infrastructures sportives | Question 1140 (04/09/2024) de Mme Liz Braz (LSAP)

D'Gesetz vum 21. Juli 2023 betreffend den 12. Fënnfjoresprogramm fir Sportinfrastrukture gesäit eng Gesamtveloppe vu ronn 135 Mio € vir, fir nei Sportinfrastrukturen ze baue respektiv besteeënder ze renovieren, wat natierlech ze begrëssen ass an enorm wichteg fir d'Entwécklung vum Lëtzebuerger Sport insgesamt ass.

Dëst Gesetz an absënns seng Ausféierungsbestëmmunge vum 15. August 2023 hunn deemools innovéiert, andeems nëmmen nach Projeten iwwert 2 Mio € (HTVA) op déi sougenannte Lëschte musse komme respektiv goufe maximal Plaffongen a Module festgehalte fir d'Subside vum de jeeweilege Sportinfrastrukturen.

De Règlement grand-ducal vum 31. Juli 2024 betreffend déi 1. Lëscht vu Projeten iwwert 2 Mio € (HTVA), déi am Kader vum 12. Fënnfjoresprogramm subsidiéiert kënnen ginn, ass de 7. August 2024 am Mémorial A publizéiert ginn.

Dozou stellen sech follgend Froen un den Här Sportminister:

1. Ewéi héich ass déi Gesamtveloppe vum den opgelëschte Projeten op der 1. Lëscht?

2. Kann de Minister, am Sënn vun der Transparenz, de Relevé vum de Projete komplettéiere mat Präzisiounen, ob et sech bei de Projeten ëm Neibauten oder Renovatiounen (Modernisatiounen) handelt? Och d'Präzisioun, ob et sech ëm ee lokalen, regionalen oder nationale Projet handelt wär nëtzlech.

3. Kann de Minister eng detailléiert Lëscht mat de selwechten Informatiounen vum de Projete produzéieren, déi ënnert dem Seuil vum 2 Mio € (HTVA) léien, an dëst säit dem Akraaftriede vum Règlement grand-ducal vum 15. August 2023?

4. De Relevé vum de Projeten op der 1. Lëscht gesäit Termen ewéi „Centre sportif“, „Hall des Sports“, „Hall multisports“, „Hall omnisports“, „Hall de tennis“, „Espace polyvalent en verre pour le sport“ a „Bâtiment multifonctionnel pour le sport“ vir. Dës Terminologie ass allerdéngs net am Règlement grand-ducal vum 15. August 2023 virgesinn. Ewéi ginn déi verschidde Subside fir déi Infrastrukturen, déi net esou opgelëscht sinn, determinéiert?

5. De Relevé gesäit eng Lafpist um Belair vir. Kann de Minister präziséieren, ob et sech hei ëm d'Moderniséierung vum der besteeënder Pist beim Stater Koléisch handelt oder ëm eng nei Pist?

6. Kann de Minister präziséieren, wien den Empfänger vum deene jeeweilege Subsiden ass (Gemeng, Gemengesyndikat oder Privatpromoteur)?

7. Wat fir Obligatiounen respektiv Engagementer muss de jeeweilege Bauhär anhalen als Contrepartie vum dem staatleche Subsid? Ginn dës schréfflech festgehalte respektiv och vu staatlecher Säit aus iwwerwaacht?

Réponse (04/10/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. De Gesamtmontant vun de Subside vum deenen 28 Projete vum der 1. Lëscht Projete beleeft sech op ronn 120.000.000 EUR.

ad 2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [ad 4. Dës Terme sinn intern Referenzen, déi keen Impakt hunn op d'Berechnung vum Subsid. De sougenannte Montant subsidiable gëtt op Basis vu Module berechent, esou wéi dat groussherzoglecht Règlement vum 15 August 2023 et virgesäit. Den ausbezuelte Subsid beleeft sech op bis zu 35 % vum Montant subsidiable fir kommunal Projeten. Bei regionale Projete sinn et maximal 50 % a bei nationale Projete bis zu 70 %, woubäi dës Prozentsaz, sou wéi den Artikel 4 vum Gesetz et präziséiert, op Avis vum Minister och kann no uewen adaptéiert ginn.](http://www.chd.lu.)</p>
</div>
<div data-bbox=)

ad 5. Bei der Lafpist um Belair handelt et sech ëm eng nei Liichtathletikinfrastuktur ouni Rondbunn.

ad 6. Sou wéi am Artikel 2 vum Gesetz präziséiert, subventionéiert de Sportsministère, ënnert de Konditiounen, déi am selwechte Gesetz festgehalte sinn, Projete vu Gemengen, Gemengesyndikater, Privatpromoteuren, souwéi och vu Sportsorganisatiounen.

D'Projete vum der uewe genannter éischter Lëscht si quasi integral Projeten, wou de Bauhär d'Gemeng ass. An der Logik kréien d'Gemengen de Subsid dann och verséiert. Just fir de Projet vum der Lafpist um Belair ass de lokale Liichtathletikveräi Bauhär an deemno Empfänger vum Subsid.

ad 7. Dës Obligatiounen sinn am Gesetz festgehalte an d'Anhalen dovun gëtt vu menge Servicer kontrolléiert.

Situation à Gaza | Question 1141 (04/09/2024) de Mme Paulette Lenert | M. Franz Fayot (LSAP)

La situation à Gaza se détériore rapidement, comme souligné par Sigrid Kaag, coordinatrice des Nations Unies pour l'Action humanitaire et la reconstruction. Face à une escalade de la violence, elle a mis en lumière la nécessité urgente d'une intervention humanitaire coordonnée, mentionnant une initiative prise par l'Italie d'accueillir des blessés graves pour traitement médical hors de Gaza.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Comment le Luxembourg contribue-t-il à l'effort humanitaire, en coordination avec l'Union européenne et d'autres partenaires internationaux, pour répondre à cette crise, notamment en matière de soins médicaux urgents aux blessés graves ?

2) En référence à l'initiative italienne d'accueillir des blessés de Gaza pour traitement médical, le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il une initiative similaire pour exprimer sa solidarité et son soutien humanitaire ? Quels sont les possibilités et les cadres envisagés pour une telle action ?

3) Quelle assistance supplémentaire peut être envisagée pour soutenir les efforts de reconstruction et de rétablissement à Gaza, en particulier en ce qui concerne la garantie que l'aide humanitaire atteigne efficacement ceux en besoin ?



Réponse (03/10/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En termes d'aide humanitaire dans la bande de Gaza depuis le déclenchement de la guerre en octobre 2023, le Luxembourg a alloué, jusqu'à présent, une contribution financière totale de 4.000.000 euros et a acheminé du matériel d'une valeur de plus de 140.000 euros. En outre, à l'instar du suivi réservé aux diverses crises humanitaires, nouvelles ou prolongées, le Luxembourg contribue aux efforts de coordination, pour fournir une réponse humanitaire adéquate et efficace dans la bande de Gaza, à travers une participation régulière aux réunions de coordination mises en place par les organisations internationales à savoir par le Bureau des Nations Unies pour la coordination (OCHA) ou l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Au niveau européen, le Luxembourg est représenté dans les réunions du « Council Working Party on Humanitarian Aid and Food Aid (COHAFA) » ainsi que dans les réunions de coordination du « European Humanitarian Response Capacity (EHRC) » qui traitent entre autres la question sur la coordination opérationnelle de l'assistance en nature et d'autres types de soutien humanitaire dans la bande de Gaza, notamment la fourniture des services médicaux. À ceci s'ajoute le déploiement d'un expert issu du groupe d'intervention spécial du CGDIS chargé de missions humanitaires, à Chypre, afin d'assister l'équipe de coordination du Mécanisme de protection civile de l'Union européenne (UCPM) à renforcer les capacités de réponse d'urgence et à favoriser une coordination sans faille de l'aide de l'Union européenne.

ad 2) Le Gouvernement est en train d'analyser différentes options concernant le transport médical depuis le Caire de deux patients palestiniens pour traitement au Luxembourg.

ad 3) Jusqu'à présent l'appui du Luxembourg à la réponse à la crise dans la bande de Gaza est centré sur la réponse humanitaire, des discussions sur la reconstruction sont suivies de près et un appui est prévu au mécanisme pour Gaza créé par la résolution 2720 (2023), qui a pour mandat de faciliter l'acheminement de l'aide et l'accès humanitaire ainsi qu'à moyen terme de contribuer au processus de reconstruction.

.....

Baisse de l'utilisation du préservatif chez les adolescents | Question 1142 (04/09/2024) de **Mme Taina Bofferding** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Enn August koom d'Nouvelle vun der Weltgesundheitsorganisation (WHO), dass ëmmer manner Jonker an der EU Kondomer benotzen. D'Zuele wieren zanter 2014 réckleefeg. Zu Lëtzebuerg géife sech der WHO-Etüd no 1/3 vun de Meedercher an 1/4 vun de Jongen net mat engem Kondom schützen. Dat ass ëmsou méi beunrougend, well gläichzäiteg d'Zuele vun de sexueller iwwerdrobare Krankheeten a vun den ongewollte Schwangerschafte klammen.

D'Resultater vun der WHO-Etüd ënnersträichen, wéi wichteg et ass, Jonker iwwer sexuell Gesondheet opzeklären. Eigentlech war an ass et eent vun den Haaptziler vum Plan d'action nationale pour la promotion de la santé affective et sexuelle (PAN SAS), opzeklären, fir genau esou eng Tendenz ze vermeiden. Den 28. Juni 2024 gouf den 10. Anniversaire vum PAN SAS gefeiert an zu deem Ulass hunn d'Ministèren och eng Déclaration d'intention ënnerschriwwen.

An deem Zesummenhang wëlle mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet an dem

Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi erklären d'Madamm Ministesch an den Här Minister, dass ëmmer manner Jonker sech schützen?
2. Deelt d'Regierung d'Aschätzung, dass et méi Géigewand géint d'Éducation sexuelle et affective gëtt?
3. Ginn d'Programmer an de Schoulen duer? Respektiv ass virgesinn, se auszeweiden? Wäerten d'Recommandatioune vun der genannter WHO-Etüd dobäi consideréiert ginn?
4. Wéi eng Conclusioun goufen am Kader vum 10. Anniversaire vum PAN SAS festgehalen?
5. Wat ass den Inhalt vun der genannter Déklaratioun, déi ënnerschriwwen gouf?
6. Ass en neie PAN SAS an Ausaarbechtung?
7. Als eng vun den Aktiounen am aktuelle PAN SAS gouf eng Analyse régulière des actions selon l'évolution du PAN - SAS festgehalen. Sinn esou Analyse gemaach ginn? Wat ass dobäi erauskomm?
8. Eent vun den Objektiv vum PAN SAS ass d'„Promotion de la santé affective et sexuelle dans tous les établissements scolaires, éducatifs et d'accueil, mais aussi au sein des établissements médico-sociaux, sociaux et associatifs“. Gouf dëst flächendeckend an altersgerecht ëmgesat?

Réponse (11/10/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Der Regierung leie keng wëssenschaftlech fundéiert Fakte vir, déi esou en neit Verhale bei deene Jonke géifen erklären.

Am Joer 2022 war generell eng Baisse vum Gebrauch vu Verhütungsmëttel bei de Jonke vun 13 bis 18 Joer feststellen am Verglach zu 2014. D'Ursaache vun dëser Baisse hänken oft vu verschiddene Facteuren of.

Et sief erwänt, datt säit 2022 en Internetsite fir déi Jonk zougänglech ass, wou et ausschliisslech ëm d'Verhütung geet an nätzlech an adaptéiert Informatiounen a 4 Sproochen ugebuede ginn: <https://ma-contraception.lu/>.

ad 2. D'Regierung verfüügt net iwwer Elementer, déi dëst kéinten ënnermaueren.

ad 3. D'Schoulprogrammer gi vir, datt d'Schoul de Kanner an de Jonken eng breet sexuell an affektiv Bildung mat op de Wee gëtt, ugefaangen an den éischte Joren, wou et drëm geet, datt kleng Kanner hire Kierper kenne léieren, datt se verstinn, wat „Nähe“ an Distanz bedeuten, wat gutt a schlecht Gefiller kënnen sinn. Am Laf vun de Joren an der Grondschoul gëtt d'Kand opgekläert an ab dem Lycée gëtt, nieft der Verdeiwung vun de biologesche Froen, den Accent méi staark op Verhütung an och op sexuell Identitéit an Orientatioun geluecht.

Zanter September 2024 läit och den didaktesche Leitfaden „Sexuelle Bildung in der Grundschule“ vir, deen d'Schoulen iwwert de Bon de commande vum MENJE bestelle kënnen.

Nieft der Éducation sexuelle et affective, déi duerch d'Programmer an der Schoul vermittelt gëtt, steet zanter 2020 den nationale pädagogesche Guide „Let's talk about sex“, deen ënnert der Leedung vum Gesondheitsministère an dem Cesas (Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle) entstanden ass, zur Verfügung. Dëse Guide ass spezifesch fir d'Acteuren aus der formaler an der

nonformaler Bildung konzipiéiert ginn a proposéiert engersäits dat néidegt Fachwëssen an anerersäits praktesch Aktivitéite souwéi déi dozou passend Formatiounen, déi iwwer den IFEN (Institut de formation de l'éducation nationale) ugebuede ginn.

Am Joer 2023 huet den Educatiounsministère d'Informatiounscampagne „Meng Reegel – mä Kierper“ lancéiert, fir d'Theema vun der Menstruatioun ze detabouiséieren an d'Aféierung vu gratis Menstruatiounsartikelen an alle Lycéeën ze ënnerstëtzen an allen Acteuren déi néideg Informatiounen zur Verfügung ze stellen.

Am Kontext vum allgemenge Gratiszougang zu Verhütungsmëttel bis 30 Joer ginn de Schüler an alle Lycéeën Kondomautomaten zur Verfügung gestallt, wou si e gratis Zougang zu Kondom an hirer Schoul hunn.

De Podcast „Méi wéi Sex“, dee reegelméisseg Sendungen zu ënnerschiddlechen Theeme ronderëm Sexualitéit a Bezéiungen erausbréngt, gëtt iwwert eng Konventioun mam Educatiounsministère finanziéiert a konnt an de leschte Joren iwwer 20.000 Jonker errechen.

ad 4. Am Kader vum 10. Anniversaire vum PAN SAS goufe virun allem d'Fortschrëtter festgehalen, déi säit dem Lancement vum Plan national gemaach goufen, souwéi de positiven Impakt vun de Formatiounen a Sensibilisatiounscampagnë vum Cesas.

Fir den 10. Anniversaire gouf ganz bewosst d'Formule vun enger „Journée de réflexion“ gewielt, fir en Echange kënnen ze hunn iwwert dat, wat am Beräich vun der Santé affective et sexuelle schonn erreicht ginn ass, mee och iwwert d'Defie vun der Zukunft. D'Acteure vum Terrain haten esou d'Méiglechkeet, sech auszutauschen a Synergien ze schafen an hire jeeweilige Beräicher.

ad 5. D'Déklaratioun ënnersträicht d'Wichtigkeet vun den Absichte géint iwwer de Bierger, Jonken an Erwuessenen, an all hirer Diversitéit. Den Accès zu der Gesondheet an zu sexueller Rechter gëtt als fundamentaalt Recht ugesinn. D'Sensibilisatioun, d'Promotioun an d'Éducation sinn essentiel fir d'Entwécklung, d'Gläichstellung vun de Geschlechter, d'Gläichberechtigung am Kampf géint Geschlechterstereotypen an d'Preventioun vu sexueller Gewalt.

D'Déklaratioun fënnt een ënner folgendem Link:

<https://sante.public.lu/fr/actualites/2024/06/10-ans-plan-action-sante-affective-et-sexuelle.html>

ad 6. D'Aarbechten, fir eng extern Evaluatioun vum PAN SAS ze preparéieren, sinn am Moment amgang.

ad 7. Souwéi an der Äntwert op d'Fro 6 erkläert, sinn d'Aarbechte fir eng Evaluatioun vum PAN SAS aktuell amgang.

ad 8. Eng wichteg Aktioun vum PAN SAS war d'Grënnung vun Cesas am Joer 2018, déi duerch eng gemeinsam Initiativ vu véier Ministèren, zoustänneg fir Gesondheet, Bildung, Kanner a Jugend, Famill a Chancëgläichheet, zustan komm ass. De Cesas spillt eng wichteg Roll an der Promotioun vun der affektiver an der sexueller Gesondheet an an der Entwécklung vu Methoden a Materialien, op déi déi verschidden Acteure kënnen zeréckgräfen.

D'Ëmsetzung vun der Promotioun vun der affektiver a sexueller Gesondheet ëmfaasst engersäits déi uewe beschriwwen Initiativen an anerersäits déi breetgefächert Thematiken, déi iwwer d'Schoulprogrammer am Enseignement fondamental an am Enseignement secondaire ugebuede ginn.

Stratégie de Luxair en matière de réseau et de sa flotte | Question 1143 (05/09/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Selon mes informations, la compagnie aérienne nationale Luxair aurait de plus en plus de difficultés de desservir son réseau de destinations avec sa flotte actuelle, ce qui résulte en un nombre croissant d'annulations de vols, au désagrément des passagers. Cette situation remet en question la stratégie poursuivie par la direction de Luxair d'accroître constamment le réseau de destinations desservies, sans pour autant avoir la flotte nécessaire en place afin d'assurer un service de qualité pour tous les passagers sur toutes les destinations.

Concernant la politique de la flotte, la décision prise par la compagnie en juillet 2024 d'acquérir jusqu'à quatre nouveaux Boeing du type 737-10, dernier modèle de la famille des Boeing 737 Max, soulève aussi des questions étant donné les problèmes de fiabilité et de sécurité des avions de ce type. Connaissant ces problèmes et prenant en compte la politique européenne de privilégier les constructeurs européens, on peut se demander pourquoi l'acquisition d'avions du constructeur Airbus n'a pas été considérée.

Finalement, j'ai été informé que la politique de la compagnie concernant le transport de chiens à bord des avions du type Q400 avait changé et que le nombre de chiens autorisés dans la soute de l'avion a été réduit.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Madame la Ministre peut-elle clarifier la stratégie actuelle de Luxair en matière d'expansion de son réseau de destinations et de gestion de sa flotte ?

– Quelle est la position du Gouvernement concernant l'acquisition des avions de type Boeing 737 Max, malgré les préoccupations de sécurité ?

– Pourquoi Luxair n'a-t-elle pas privilégié une politique de soutien de l'industrie européenne en achetant des avions Airbus ?

– Pourquoi la politique de transport de chiens à bord des Q400 a-t-elle changé ?

Réponse (15/10/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert sur la stratégie de Luxair en matière de réseau et de sa flotte. Les informations qui suivent m'ont été communiquées par Luxair.

Luxair évolue dans un environnement hautement compétitif et très dynamique. Elle est donc constamment obligée d'adapter sa stratégie pour rester concurrentielle.

Toutefois, en raison de l'absence de nouveaux appareils et de l'âge croissant de la flotte, Luxair ne pourra pas étendre son réseau de manière significative, à l'exception de quelques ajustements ponctuels. Avec l'arrivée en 2026 de deux Boeing 737-8 et de quatre Embraer 195-E2, Luxair pourra renforcer sa capacité à répondre aux besoins du marché.

Ces contraintes ont aussi leur incidence sur la capacité actuelle de desservir son réseau de destinations. De plus, des facteurs externes, tels que les conditions météorologiques, les créneaux de contrôle aérien (ATC) ou encore des incidents imprévisibles tels que des collisions aviaires ou des pannes mécaniques peuvent parfois survenir. Il en résulte que des annulations de vols ont pu subvenir, comme chez toutes les compagnies aériennes au monde. Dans de tels cas, Luxair s'efforce

toujours de trouver les meilleures solutions pour ses passagers.

Concernant la décision d'acquisition des Boeing 737 de nouvelle génération et considérant le marché hautement compétitif évoqué ci-dessus, Luxair agit en toute autonomie commerciale pour déterminer quels avions sont particulièrement économiques et adaptés aux besoins opérationnels de la compagnie. Dans ce contexte les analyses financières et commerciales ainsi que les négociations avec plusieurs constructeurs ont abouti à la conclusion que cet avion est le meilleur choix pour la compagnie. En l'espèce, la continuité auprès du même constructeur d'avion fait également sens en ce qui concerne la formation des pilotes et de l'équipage ainsi que pour la maintenance des avions.

À titre de rappel, le 737 de nouvelle génération transporte quotidiennement environ 700.000 passagers à travers le monde, avec 80 compagnies aériennes exploitant plus de 1.400 appareils, réalisant ainsi plus de 5.500 vols commerciaux chaque jour. Depuis son entrée en service en 2017, cet avion a effectué plus de 3,5 millions de vols commerciaux et affiche un taux de fiabilité impressionnant, avec de très rares incidents depuis que les avions ont été cloués au sol à la fin de la décennie précédente. Avant la remise en service de l'avion en janvier 2021, l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne (AESA) a exigé un ensemble de mises à niveau de logiciels, de retouches au câblage électrique, de contrôles de maintenance, de mises à jour du manuel d'exploitation et de formation de l'équipage, répondant ainsi aux exigences rigoureuses de l'AESA en matière de sécurité et permettant à l'avion de voler en toute sécurité dans le ciel européen. Au niveau national, Luxair effectue des contrôles de maintenance réguliers très poussés dans l'intérêt de la sécurité des opérations et donc des passagers.

En ce qui concerne la politique de transport d'animaux, Luxair demeure l'une des rares compagnies à accepter encore les chiens, bien que cela présente certaines complexités. Cette politique n'a pas été modifiée récemment. Toutefois, pour des raisons évidentes de bien-être animal, le nombre de chiens pouvant être transportés en soute est limité, surtout à bord des avions Q400, dont les compartiments de soute sont restreints. Enfin, pour des raisons de confort des passagers et de sécurité, la présence d'animaux en cabine doit également être limitée.

Heures de travail supplémentaires prestées dans le secteur de la santé | Question 1144 (05/09/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Dans votre réponse à ma question parlementaire n° 1035, il apparaît, dans le tableau n° 1, que de 2021 à 2022 le nombre d'heures supplémentaires prestées dans le secteur « Santé humaine et action sociale » est passé de 240.486 à 387.714 heures, augmentation considérable mais dont on peut supposer qu'elle est liée aux pics de la pandémie du Covid. Cependant, les heures supplémentaires prestées dans ce secteur continuent à être élevées en 2023 – 362.359 – alors qu'en 2018 et 2019 elles étaient nettement moindres – à peu près 160.000 et 190.000 respectivement.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre pourrait-elle fournir une ventilation plus précise des heures supplémentaires prestées dans le secteur Santé humaine et action sociale, en distinguant les différents secteurs qu'elle regroupe pour les six dernières années ?

2) Serait-il possible d'obtenir un tableau retraçant l'évolution sur les six dernières années du nombre de travailleurs qui tombent sous cette catégorie, avec si possible une ventilation des différents secteurs qu'elle regroupe ?

3) De façon générale, Madame la Ministre pourrait-elle fournir une explication pour l'évolution des heures supplémentaires de ce secteur, si possible en l'étayant avec des données ?

Réponse (14/10/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La ventilation par code NACE⁵ des heures supplémentaires prestées dans le secteur Santé humaine et action sociale au cours des six dernières années (tableau n° 1) révèle que la progression observée entre 2021 et 2022 (+61,2 %) relève essentiellement (à raison de 79,0 %) de trois types d'activité :

– Les activités d'action sociale sans hébergement pour personnes âgées et pour personnes handicapées (code NACE 88100), dans lesquelles les heures supplémentaires ont progressé de +318,4 % et qui expliquent 29,8 % de l'augmentation observée dans le secteur considéré ;

– Les activités hospitalières (code NACE 86100), dans lesquelles les heures supplémentaires ont progressé de +57,7 % et qui expliquent 29,7 % de l'augmentation observée dans le secteur considéré ;

– Les activités d'hébergement social pour personnes âgées ou handicapées physiques (code NACE 87300), dans lesquelles les heures supplémentaires ont progressé de +44,1 % et qui expliquent 19,4 % de l'augmentation observée dans le secteur considéré.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Par ailleurs, à l'exception des autres activités pour la santé humaine (code NACE 86909), toutes les activités du secteur Santé humaine et action sociale affichent en 2023 un nombre d'heures supplémentaires supérieur à celui observé en 2019. Plus précisément, le nombre d'heures supplémentaires prestées sur l'ensemble du secteur a été multiplié par 1,9 sur la période allant de 2019 à 2023. En particulier, les autres activités d'action sociale sans hébergement (code NACE 88990) ont vu leur nombre d'heures supplémentaires multiplié par 5,3.

ad 2) Le tableau n° 2 reprend l'évolution du nombre de travailleurs ayant presté des heures supplémentaires dans le secteur Santé humaine et action sociale, selon le code NACE.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Bien qu'il ne soit pas possible, sans travaux de modélisation poussés, de déterminer avec précision le rôle joué par l'absentéisme au travail pour cause de maladie dans la tendance suivie par l'évolution du nombre d'heures supplémentaires, ce phénomène en est, en toute logique, un des éléments moteurs (la diminution du personnel disponible due à l'absentéisme conduisant mécaniquement à une augmentation temporaire de sa charge de travail).

Pour rappel, le taux d'absentéisme pour cause de maladie (nombre de jours d'incapacité de travail pour cause de maladie rapporté au nombre de jours d'occupation), est passé, dans le secteur concerné, de 5,0 % en 2019 à 7,1 % en 2022 (+41,7 %) puis à 6,0 % (-15,5 %) en 2023⁶ 7.

⁵ Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté européenne.

⁶ Aperçu n° 15 – L'absentéisme pour cause de maladie en 2020 – Inspection générale de la sécurité sociale – Le Gouvernement luxembourgeois

⁷ Aperçu n° 25 – L'absentéisme pour cause de maladie en 2022 – Inspection générale de la sécurité sociale – Le Gouvernement luxembourgeois

L'absentéisme pour cause de maladie ne peut toutefois pas être considéré comme l'unique facteur à l'origine de l'augmentation des heures supplémentaires dont il est question. En effet, non seulement l'absentéisme a diminué en 2023 (tout en restant à un niveau supérieur à 2019) mais d'autres facteurs tels que des effectifs insuffisants pour couvrir les besoins du secteur ne peuvent pas être écartés (non seulement les métiers de l'action sociale et des soins infirmiers généralistes font partie de la liste des métiers très en pénurie établie par l'ADEM et publiée au Journal officiel⁸, mais aussi la situation conjoncturelle actuelle a entraîné un fort ralentissement de l'emploi, la progression du nombre de personnes exerçant une occupation dans le secteur Santé humaine et action sociale étant passé de +5,4 % entre 2021 et 2022 à +2,2 % entre 2021 et 2022).

Dans ce contexte, il y a lieu de se référer aux travaux de l'Observatoire national de la santé qui travaille actuellement sur la mise en place d'une méthode pour mesurer l'activité des professionnels de santé dont l'objectif est de quantifier la situation actuelle en matière de main-d'œuvre.

.....

Retour du Tour de France au Luxembourg | Question 1147 (05/09/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Questionné par les soussignés sur les suites que le Gouvernement entendait donner aux démarches du Gouvernement précédent en vue d'un retour du Tour de France au Luxembourg, après les passages de 1947, 1968, 1989, 1992, 2002, 2006 et 2017, Monsieur le Ministre des Sports avait répondu avec une non-réponse. En effet, Monsieur le Ministre n'avait pas répondu à la question, si à l'occasion de l'édition 2024 du Tour il avait relancé la demande de son prédécesseur qui avait reçu un accord de principe de la part de l'organisation. En outre, il n'avait pas répondu à la question si le Gouvernement entendait proposer les éditions du Tour de France 2027 ou 2028 représentant le 100^e anniversaire des victoires du champion luxembourgeois Nic Frantz du Tour.

Il n'avait pas répondu à la question concernant les communes qui pourraient accueillir une arrivée respectivement un départ du Tour.

Monsieur le Ministre s'était contenté d'affirmer qu'il a prioritairement concentré ses efforts à réaliser l'accord de coalition et qu'il restait sensible au dossier « Tour ». Des discussions seraient engagées « en temps utile » avec l'organisation du Tour.

1) Étant donné que dès à présent la ville de Barcelone a été sélectionnée pour le Grand Départ du Tour 2026, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre à quel moment il jugera « le temps utile » pour finaliser les initiatives du précédent Gouvernement.

2) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le moment privilégié des étapes du Tour de France ou bien son séjour de plusieurs semaines à Paris, aussi pendant les épreuves cyclistes et la proximité du siège de l'ASO (compagnie organisatrice du Tour de France) à Boulogne-Billancourt, auraient été l'occasion parfaite pour ces démarches ?

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la qualité de notre Tour de Luxembourg avec notamment la participation d'un champion du monde sur route présente une excellente carte de visite en faveur du Luxembourg pour le retour du Tour de France ?

Réponse (10/10/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1) Mes services poursuivent les démarches en vue de l'organisation d'une étape du Tour de France au Luxembourg. En raison de la sensibilité de ce dossier, je préfère m'abstenir de faire des déclarations intermédiaires. La Chambre des Députés sera informée dès que les négociations auront abouti.

ad 2) Lors de mon séjour à Paris, j'ai concentré mes efforts sur le soutien des athlètes luxembourgeois, l'accompagnement de Son Altesse Royale le Grand-Duc, ainsi que sur les échanges bilatéraux avec mes homologues étrangers.

ad 3) Si.

.....

Développements dans le dossier Liberty Steel Dudelange | Question 1148 (05/09/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Les difficultés financières du groupe Liberty Steel, propriétaire d'une usine à Dudelange durent depuis plusieurs années et on fait l'objet de nombreuses questions parlementaires. Depuis plusieurs mois, il n'y a pas eu de nouvelles concernant l'avenir du site de Dudelange et de ses salariés. Fin juillet 2024, Liberty Steel a annoncé des restructurations massives et des fermetures dans ses usines en Pologne, en République tchèque et en Hongrie. Ces développements sont de mauvais augure pour le groupe en général et risquent d'avoir des répercussions négatives pour le site de Dudelange.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les derniers développements dans le dossier Liberty Steel Dudelange ?

– Des discussions sont-elles en cours pour trouver un repreneur ?

– Si tel n'est pas le cas, existe-t-il un plan pour la liquidation de l'entité luxembourgeoise ?

– L'État entend-il entrer dans l'actionnariat de l'usine de Dudelange en cas de reprise ?

– Combien de salariés sont employés sur le site de Dudelange en ce moment ?

– Quid de l'avenir de ces salariés ?

Réponse (11/09/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

Le Gouvernement a pris note en mai du communiqué de presse de Liberty Steel annonçant le déclenchement d'une révision stratégique incluant l'examen de toutes les options pour les usines de Dudelange, de Liège et de Piombino. L'entreprise y déclare envisager, parmi d'autres options, de vendre l'usine de Dudelange.

Les ministères de l'Économie et du Travail suivent le processus qui se déroule sous la direction de Liberty Steel et salueraient une solution dans l'intérêt du site de Dudelange et de ses employés. Au 30 avril 2024, le nombre de salariés sur le site de Dudelange est de 152.

.....

Carrière du chercheur | Question 1149 (05/09/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Nous souhaitons interroger le Gouvernement si la pratique consistant à renouveler successivement des contrats à durée déterminée (CDD) pour les personnels de la recherche et les enseignants-chercheurs, jusqu'à

une durée maximale de 60 mois, suivie d'une période de carence de 18 mois durant laquelle les chercheurs se retrouvent sans emploi, est encore défendable dans certaines institutions de recherche. Sachant que ce secteur est hautement compétitif, cette pratique contribue à créer une situation de précarité et d'instabilité professionnelle, compliquant la planification de carrière des chercheurs. Il est donc essentiel que le Luxembourg, en tant que destination de choix pour les talents internationaux, offre des perspectives attractives et stables.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Madame la Ministre peut-elle nous confirmer que cette pratique de reconduction des CDD avec une période de carence de 18 mois est encore en vigueur dans les institutions de recherche au Luxembourg, notamment à l'Université du Luxembourg et dans d'autres centres de recherche publics ?

2) Quelles sont les mesures en place ou envisagées pour limiter l'usage abusif des CDD dans le secteur de la recherche et favoriser le recours aux contrats à durée indéterminée (CDI) qui devraient rester la norme pour les personnels de la recherche ?

3) Madame la Ministre estime-t-elle opportun de revoir actuellement les conditions d'emploi des chercheurs afin de leur garantir plus de sécurité et de stabilité professionnelle tout en maintenant l'attractivité du Grand-Duché pour les talents internationaux ?

4) Comment le nombre de personnels de la recherche et d'enseignants-chercheurs a-t-il évolué au cours des cinq dernières années, en fonction du type de contrat et des conditions de ceux-ci ? Comment le nombre de licenciements de chercheurs en CDD après 5 ans de service a-t-il évolué au cours des dix dernières années, et quels mécanismes sont en place pour accompagner ces chercheurs après la fin de leur contrat ?

5) Quelle est l'évolution de la mise en place du système de « tenure track » à l'Université du Luxembourg depuis la recommandation de l'OCDE, et quelles mesures ont été prises pour renforcer ce modèle de recrutement afin d'assurer une meilleure stabilité et attractivité pour les enseignants-chercheurs ?

6) Monsieur le Ministre du Travail peut-il nous indiquer combien de demandes d'exceptions, sur base de l'article L. 122-4 du Code du travail, ont été faites par l'Université du Luxembourg et les institutions de recherche au cours des cinq dernières années pour prolonger des CDD au-delà de la durée maximale prévue par la législation actuelle ?

7) Des discussions sont-elles en cours entre le Gouvernement et l'Université du Luxembourg ainsi que les institutions de recherche pour adapter le cadre législatif et réglementaire afin de mieux encadrer les pratiques de recrutement, en particulier pour garantir que les chercheurs puissent bénéficier de perspectives de carrière à long terme au Luxembourg ?

Réponse (07/10/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Mars Di Bartolomeo et Franz Fayot concernant le renouvellement de contrats à durée déterminée à l'Université du Luxembourg et aux centres de recherche publics (CRP), nous avons l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

D'emblée, nous tenons à souligner que cette pratique de reconduction des contrats à durée déterminée

⁸ Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg (public.lu)

(CDD) avec une période de carence de 18 mois n'existe pas au Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) et au Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER). Elle reste limitée à l'Université du Luxembourg et au Luxembourg Institute of Health (LIH). Toutefois, cette période ne peut pas être considérée d'emblée comme « période de carence durant laquelle les chercheurs se retrouvent sans emploi », car elle est souvent utilisée par les chercheurs pour acquérir une expérience à l'étranger.

Le recours à des CDD s'inscrit dans le cadre de la formation des doctorants et postdoctorants, dont la nature des activités requiert le développement de compétences au sein de différents établissements de recherche. Une part significative de ces chercheurs est engagée dans des projets de recherche à durée déterminée. Le recours au CDD apparaît ainsi pleinement adapté à la spécificité de ces besoins. Le passage d'un CDD à un contrat à durée indéterminée (CDI) est une étape clé dans une carrière et nécessite un engagement dynamique de la part du salarié, qui devra démontrer l'adéquation de son profil et de ses compétences aux besoins à long terme des institutions.

De plus, le recrutement en CDD des doctorants et postdoctorants constitue une pratique courante au sein de toutes les universités de recherche à travers le monde, y compris dans les établissements les plus prestigieux. Conformément à l'article L. 122-5 (1) du Code du travail luxembourgeois, cette pratique, dans la limite de cinq années, ne saurait être qualifiée d'abusive, mais doit être considérée comme norme conforme aux usages académiques. Un contrat à durée déterminée de 5 ans qui arrive de plein droit à son terme ne constitue pas un licenciement, mais une cessation de contrat conforme aux dispositions légales en vigueur.

Les conditions d'emploi des chercheurs, en ce compris en matière de protection financière et sociale, sont excellentes au Luxembourg et jugées très compétitives tant au niveau européen que mondial. Elles comprennent le statut de salarié donné aux doctorants au début de leur carrière, l'application de processus de recrutement ouverts, transparents, fondés sur le mérite et garantissant l'égalité des chances, le respect de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et des mesures de bien-être ainsi que la garantie du respect de l'égalité des chances dans les processus de promotion. Il convient de souligner que nombre de ces principes ont été élaborés ou rendus conventionnels en étroite collaboration avec les représentants nationaux des salariés du secteur à travers un dialogue social constructif et collaboratif.

Les tableaux ci-dessous montrent l'évolution du nombre du personnel de recherche au sein des CRP et des enseignants-chercheurs à l'université entre 2020 et 2023.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

L'université offre de multiples initiatives pour accompagner les jeunes chercheurs dans le développement de leur carrière, parmi lesquelles on peut citer notamment les mesures suivantes :

- des programmes de mentoring ;
- un programme de leadership pour les assistants-postdoctorants ;
- des formations « Transferable skills » pour les assistants-doctorants ;
- des formations « Essentials for Postdocs » pour les assistants-postdoctorants ;
- la plateforme de formations en ligne « Nature Masterclasses » dédiée aux chercheurs.

Ces initiatives offrent aux jeunes chercheurs l'opportunité d'acquérir ou de renforcer les compétences

nécessaires pour se préparer efficacement à la prochaine étape de leur carrière.

D'autres mesures sont également mises en place par différents acteurs de l'université :

- le « Career Centre », notamment à travers les « Career Days », qui offrent aux chercheurs l'opportunité de rencontrer des employeurs potentiels et d'optimiser leur CV ;
- l'incubateur, qui accompagne les chercheurs souhaitant se tourner vers la création d'entreprise et l'entrepreneuriat ;
- le bureau en charge des alumni fournit une plateforme au sein de la communauté universitaire pour faciliter les relations et renforcer les liens avec les anciens étudiants ;
- « Research Luxembourg » et EURAXESS qui favorisent la mobilité des chercheurs et proposent régulièrement des opportunités d'emploi.

L'université a pris plusieurs mesures pour soutenir le recrutement et la progression des enseignants-chercheurs, en ligne avec la recommandation 2016 de l'OCDE « Develop clear research career routes (including tenure tracks) to improve Luxembourg's attractiveness to the most promising researchers » :

- accès aux postes de maître-assistant en CDI qui permettent à des personnes expérimentées de poursuivre leurs recherches et leur enseignement à l'université au-delà du niveau postdoctoral ;
- promotion, ou possibilité de se faire évaluer pour la promotion, suite à l'acquisition de certains financements compétitifs tels que :
 - les financements du programme ATTRACT du Fonds national de la recherche (FNR) qui permettent une promotion vers ou entre les niveaux professoraux ;
 - les bourses du Conseil européen de la recherche du programme de recherche de l'Union européenne qui permettent une promotion vers ou entre les niveaux professoraux ;
 - les financements du programme CORE Junior du FNR qui permettent une promotion d'un chercheur postdoctoral à un poste de maître-assistant.
- la loi du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg a introduit de nouvelles possibilités de promotion du personnel enseignant-chercheur et les procédures suivantes ont été élaborées :
 - processus de promotion compétitive au niveau de professeur assistant à partir du niveau de maître-assistant, et entre les autres niveaux de professeurs pour tous les professeurs ;
 - engagement des professeurs en pré titularisation conditionnelle qui accorde le droit de se faire évaluer en vue d'une promotion sur base de critères individuels.

Au cours des cinq dernières années, dix demandes de prolongation des CDD au-delà de la durée maximale prévue ont été soumises au Ministre du Travail par les institutions précitées.

.....

Congé politique des enseignants | Question 1150 (06/09/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Le règlement grand-ducal du 24 juillet 2024 modifiant le nombre d'heures de congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux réévalue ce congé et adapte ses heures ainsi que les conditions financières y rattachées et établit, entre autres, un cadre légal pour le bourgmestre à temps plein. Le règlement fait suite à de longues revendications d'adapter le mandat local aux défis et dossiers complexes que les mandataires font face dans leur exécution. La volonté du Gouvernement était, entre autres, d'accorder

un congé politique de 40 heures aux bourgmestres des communes de plus de 6.000 habitants.

Cependant, une situation particulière subsiste : celle des enseignants exerçant un mandat local. Actuellement, le nombre d'heures de congé politique auquel les personnes concernées ont droit est converti en leçons d'enseignement à raison de deux heures de congé pour une leçon d'enseignement. Par conséquent, le bourgmestre d'une commune de plus de 6.000 habitants qui travaille comme enseignant dans le fondamental, devrait encore assurer 4 heures hebdomadaires d'enseignement direct. Pareil pour un échevin-enseignant qui devrait avoir droit à 24 heures de congé politique, ne reçoit que 12 heures en raison de sa profession. Ainsi l'enseignant est tenu d'accomplir le restant de ces heures hebdomadaires à son lieu de travail.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes aux ministres des Affaires intérieures et de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Est-ce que Monsieur le Ministre des Affaires intérieures est conscient de cette situation spécifique ? Si oui, est-ce qu'il existe une solution alternative ?
- 2) Quelles pistes de solution peuvent être envisagées de la part du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ?

Réponse (09/10/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le règlement grand-ducal du 6 décembre 1989 concernant le congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux fixe le nombre maximum d'heures de congé politique par semaine auxquelles un élu local a droit pour exercer son mandat. Les membres du personnel enseignant qui bénéficient d'un congé politique pour l'exercice d'un mandat communal sont soumis aux mêmes dispositions.

Les articles 7 et 9 du règlement grand-ducal précité confère au Ministère des Affaires intérieures la gestion des demandes de remboursement du congé politique. Par conséquent, le Ministère des Affaires intérieures instruit les formulaires et dossiers lui transmis et procède au remboursement sollicité par l'employeur de l'enseignant. La manière selon laquelle l'employeur accorde le congé politique à son salarié relève exclusivement de la compétence de ce dernier. Cependant, l'employeur doit accorder le congé politique dans le respect, notamment, de l'article 5, alinéa 2 du règlement grand-ducal précité, qui prévoit que « l'agent ayant droit au congé politique prend ce congé à sa convenance par jour de travail ou partie de jour de travail. Il ne peut toutefois reporter le congé d'une année de calendrier à l'autre. »

En outre, il y a lieu de rappeler que cette problématique a déjà fait l'objet d'une question parlementaire n° 1979 du 30 mars 2012 dont la réponse précise que cette répartition des heures de congé politique trouve son fondement à l'article 6, paragraphe 4 du règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques qui dispose que « les activités connexes sont rémunérées soit par indemnités, soit moyennant décharge de la tâche d'enseignement. Une décharge d'une leçon d'enseignement correspond à deux heures de travail. »

ad 2) Suivant l'article 18.2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, la durée de travail normale est fixée à quarante heures par semaine. Ainsi, l'attribution d'un congé politique de quarante heures administratives donne droit à une libération à plein temps au personnel administratif pour l'accomplissement du mandat de

bourgmestre dans une commune comptant plus de 5.999 habitants. Il en est de même pour les enseignants qui exercent le mandat de bourgmestre dans une commune dont le nombre d'habitants est supérieur à 5.999. Étant donné que ces derniers sont entièrement déchargés de leur tâche d'enseignement, la durée hebdomadaire de travail des agents concernés est dans ce cas identique à celle des fonctionnaires et employés de l'État occupant un travail administratif, conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Le nombre d'heures de congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux qui ne sont que partiellement déchargés et continuent à assurer des leçons d'enseignement direct sont à convertir en leçons en tenant compte des dispositions de l'article 3 de la loi modifiée du 1^{er} août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique. En effet, la tâche hebdomadaire d'un instituteur comprend non seulement la conduite des leçons, mais encore la préparation des leçons, la correction des devoirs, la documentation et l'évaluation des progrès des élèves, la surveillance des élèves telle que définie par l'organisation scolaire arrêtée par le conseil communal, ainsi que la participation aux réunions de service. Le cumul des tâches en lien direct avec la conduite d'une leçon, mais à prester en dehors de cette dernière est chiffré à une heure administrative qui s'ajoute à la tenue de la leçon d'où la conversion d'une leçon d'enseignement direct en deux heures administratives.

.....
Cours « Vie et société » | Question 1151 (06/09/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

Dans l'accord de coalition 2023-2028, il est écrit que « le programme de la branche "Vie et société" sera adapté ».

Étant donné que presque un an est passé depuis l'entrée en fonction du nouveau Gouvernement, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse peut-il donner plus d'informations à ce sujet ? Notamment :

- 1) Quelles adaptations sont prévues ? De nouveaux thèmes seront-ils inclus, d'autres disparaîtront-ils ? Est-ce que les objectifs d'apprentissage changeront ?
- 2) De façon générale, quelle est actuellement l'analyse du Gouvernement à propos du cours « Vie et société » ? Où en voit-il les réussites et éventuellement les échecs, ainsi que les possibilités d'amélioration ou les nécessités de modification ?

Réponse (08/10/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) La matière de la branche « Vie et société » est en constante évolution. Afin que la matière puisse répondre à l'ambition de réellement refléter « la vie et la société » et de les soumettre à la discussion, la commission de programme concernée a pour tâche principale d'en procéder à une révision permanente.

C'est pourquoi une première « Journée VieSo » a été organisée en 2023 et une deuxième édition aura lieu le 10 octobre 2024 (<https://ssl.education.lu/ifen/catalog/course/288998>) qui rassemble les enseignants de la branche ainsi que des acteurs clés de la société civile. Lors de ces réunions de réseautage, les enseignants discutent entre autres de l'actualisation des thèmes principaux. En 2024, les sujets sont les suivants : les guerres et les conflits, le racisme, le numérique et la démocratie, les religions, l'intelligence artificielle et la radicalisation.

ad 2) La branche VieSo est désormais bien établie dans les écoles fondamentales et les lycées et de nouveaux enseignants sont recrutés chaque année. Il existe quantité de matériel didactique dans différentes langues et de nombreuses formations continues sont proposées. Bien entendu, il faut continuer à veiller à ce que la matière reste d'actualité.

.....
Contrôles de drogues dans les tramways de Luxembourg-ville | Question 1152 (06/09/2024) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

La Police grand-ducale effectue plus ou moins régulièrement des contrôles de drogues dans les tramways de Luxembourg-ville. Il semble en effet que ce moyen de transport constitue entre-temps l'un des lieux privilégiés pour le trafic de drogues.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Quel est le nombre de contrôles réalisés par la Police grand-ducale depuis janvier 2023 dans le domaine du trafic de stupéfiants ?
- 2) Combien de ces contrôles ont été effectués dans les trams ?
- 3) Combien de personnes ont été contrôlées et quel a été le résultat de ces contrôles ? Quelles ont été les drogues détectées le plus souvent par les autorités policières ?
- 4) Quel est le nombre de chiens formés dans la détection des diverses drogues ? Est-il prévu d'augmenter leur nombre dans les mois à venir ?

Réponse (01/10/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La Police grand-ducale dispose des statistiques concernant les interpellations dans le domaine des stupéfiants.

Cependant il n'est pas possible de fournir des statistiques sur le nombre de contrôles spécifiquement en matière de stupéfiants, étant donné que ces contrôles sont effectués dans le cadre des missions générales.

ad 2) et 3) De janvier 2023 à août 2024, la police a procédé à 1.862 contrôles dans les transports publics. Ces chiffres regroupent les contrôles effectués dans les trams, trains, bus et dans les gares. Il n'est pas possible de fournir des statistiques séparées sur les contrôles dans les trams.

ad 4) La police dispose actuellement de sept chiens détecteurs de drogues dits « normaux », formés pour repérer des drogues dans les bâtiments, véhicules ou autres. Trois autres chiens détecteurs de drogues dits « passifs » sont utilisés pour les recherches sur des personnes.

Il est prévu d'augmenter l'effectif du groupe canin de 1 à 2 chiens détecteurs « normaux » dans un futur proche.

.....
Recours à l'intelligence artificielle par l'ADEM | Question 1153 (06/09/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

La direction de l'ADEM a récemment annoncé dans les médias luxembourgeois travailler au déploiement de technologies et d'outils intégrant l'intelligence artificielle en collaboration avec le Réseau européen des services publics de l'emploi.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Quelles technologies et quels outils en relation avec l'intelligence artificielle sont actuellement utilisés respectivement développés en vue d'une intégration prochaine par les services de l'ADEM ? Quels sont et seront les finalités et domaines d'action de ces outils ?

2) Avec quelles entreprises les services de l'ADEM respectivement les partenaires du Réseau européen des services publics de l'emploi collaborent-ils pour développer et intégrer ces outils ?

3) Est-il garanti que les données des utilisateurs notamment des demandeurs d'emploi ne peuvent et ne pourront pas être récupérées par les développeurs et les entreprises externes qui interviennent dans le développement et potentiellement la gestion de ces outils ?

4) Quelles sont et seront les bases de données auxquelles ces outils ont et auront accès ? Les données utilisées se limitent-elles strictement aux données enregistrées par les services de l'ADEM lors de l'inscription d'un.e demandeur.e d'emploi, lorsqu'il s'agit par exemple de calculer le risque de chômage de moyenne et longue durée du/de la demandeur.e d'emploi ?

Dans un rapport récent, l'Unesco a mis en garde contre l'intelligence artificielle qui reflèterait ou même amplifierait les préjugés fondés sur le genre et pourrait ainsi perpétuer des décisions et traitements discriminatoires. Une IA intégrée en 2022 par le service autrichien de l'emploi censée aider les demandeurs d'emploi dans leur orientation professionnelle a ainsi par exemple adopté un biais sexiste dans le traitement des requêtes des demandeurs.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre :

5) Monsieur le Ministre peut-il m'assurer que les outils intégrés et développés par l'ADEM ainsi que les données utilisées par ces outils ne sont et ne seront pas empreints de préjugés ? Si oui, quels moyens sont et seront mis en place pour empêcher des traitements biaisés et discriminatoires ?

Réponse (23/09/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) L'ADEM s'est investie dans la recherche d'une variété d'outils basés sur des techniques d'intelligence artificielle pour soutenir ses équipes et mieux servir ses clients :

Analyse des offres d'emploi en terme de métiers et de compétences

Une combinaison de modèles de data science (text mining) développés en interne par l'ADEM permet d'identifier les compétences (structurées selon ESCO) demandées par les employeurs sur base de la description de l'offre d'emploi et d'identifier le métier (basée sur ROME ou ESCO) qui correspond le mieux à l'offre d'emploi. L'objectif de cette analyse est une meilleure compréhension des exigences (métiers et compétences) du marché de l'emploi. Bien que ces modèles soient continuellement améliorés, les résultats actuels sur les exigences en matière de compétences sont déjà disponibles sur le tableau de bord www.jobinsights.lu et sur le portail open data. L'identification des métiers correspondant aux offres d'emploi est mise à disposition du back-office de l'ADEM pour les aider dans leur processus de sélection ou correction des métiers dans les offres d'emploi déclarées à l'ADEM.

En outre, l'ADEM participe actuellement au programme AI4GOV pour développer des solutions pour résoudre deux défis techniques liés à l'analyse des offres d'emploi : 1) l'identification des doublons parmi les offres d'emploi arrivant sur le portail de l'ADEM ; 2) l'identification des textes dans les offres d'emploi qui ne sont pas utiles pour l'analyse des compétences, tels que la

description générale de l'employeur. Ce projet vise à améliorer l'efficacité et la qualité du traitement des offres d'emploi en interne.

Évaluation du risque de chômage de longue durée des demandeurs d'emploi

En 2023, l'ADEM a participé au programme AI4GOV pour développer un modèle statistique (random forest) qui prédit la probabilité qu'un demandeur d'emploi sort vers l'emploi dans un délai de 6 ou 12 mois, en se basant sur les caractéristiques du demandeur (niveau de qualification, expérience professionnelle, âge, etc.) et la situation du marché de l'emploi. Ce modèle permet donc d'évaluer le risque de chômage de longue durée d'un demandeur d'emploi lors de son inscription à l'ADEM. L'objectif est d'adapter au mieux les services de l'ADEM aux besoins de chaque demandeur d'emploi et de fournir un soutien plus intensif aux demandeurs d'emploi présentant un risque plus élevé de chômage de longue durée. Le modèle développé dans ce cadre était un proof of concept et n'a pas encore été mis en production par l'ADEM, car il fera partie du programme de transformation digitale (« eADEM »). L'objectif est d'utiliser ces prédictions comme support à la décision pour les conseillers de l'ADEM qui déterminent les services appropriés pour chaque demandeur d'emploi. La décision finale reste toujours à la discrétion du conseiller.

Soutien du Contact Center de l'ADEM – via la prévision d'appels et un chatbot & email bot

L'ADEM a développé en interne un modèle statistique (random forest & SARIMAX) pour prédire, pour chaque jour ouvrable, le nombre d'appels que le Contact Center de l'ADEM est estimé de recevoir et le nombre d'agents requis pour atteindre un taux de réponse d'au moins 80 %, en se basant sur les données historiques des appels. Ce modèle est actuellement en phase de test par le Contact Center.

En 2023-2024, l'ADEM a également participé au programme AI4GOV pour développer un proof of concept pour une plateforme conversationnelle d'intelligence artificielle visant à soutenir le Contact Center de l'ADEM et de façon plus générale, à améliorer le service au client. Cela inclut un email bot qui devrait proposer des réponses aux e-mails envoyés à l'adresse e-mail principale de l'ADEM, tandis que les agents du Contact Center ajusteraient ces réponses avant de les envoyer. Cela inclut également un chatbot à intégrer sur le site web de l'ADEM pour répondre aux questions plus simples sur les services et procédures de l'ADEM. L'objectif de ce projet est de soutenir le Contact Center afin de fournir des réponses plus rapides aux requêtes et de libérer leur temps pour se concentrer sur des tâches à plus forte valeur ajoutée. Le chatbot sera disponible 24/7 ce qui aidera les clients à trouver des informations sur les services de l'ADEM en dehors des heures d'ouverture, et ce de manière interactive. Ce projet de proof of concept arrive maintenant à sa fin et une décision sur les prochaines étapes sera prise. Le périmètre du proof of concept a été limité à deux prestations spécifiques : l'inscription à l'ADEM et les indemnités de chômage.

ad 2) L'ADEM a déjà investi dans des capacités et compétences pour développer en interne autant que possible de tels outils d'intelligence artificielle, afin d'être moins dépendante des ressources externes. Toutefois, compte tenu des contraintes de ressources, l'équipe dédiée reste très petite (1,25 ETP) et l'ADEM doit donc partiellement s'appuyer sur du support externe.

Le programme AI4GOV, mis en place par le Ministère de la Digitalisation, offre l'opportunité d'accéder à des ressources supplémentaires pour développer des proofs of concept utilisant l'IA. Les différents projets

AI4GOV que l'ADEM a pu réaliser jusqu'à présent, comme décrit ci-dessus, ont tous été réalisés avec le soutien de data scientists externes travaillant en collaboration avec le personnel de l'ADEM :

- Analyse des offres d'emploi – identification des doublons et des textes superflus : avec le soutien de « GOPA Luxembourg » ;
- Évaluation du risque de chômage de longue durée : avec le soutien de « Sia Partners » ;
- Plateforme : avec le soutien de « PwC Luxembourg ».

En plus de ces collaborations pour développer des outils d'IA concrets, l'ADEM a également initié des échanges au sein de son réseau européen, en particulier avec les services de l'emploi belge et suédois. Ces échanges ont porté sur les cas d'usage mentionnés ci-dessus ainsi que sur l'utilisation potentielle de l'IA pour améliorer le rapprochement (matching) entre demandeurs d'emploi et offres d'emploi. Il s'agissait uniquement d'échanges d'idées, de bonnes pratiques et de défis liés au développement de tels outils d'IA, sans développement commun ni échange de données.

ad 3) Les collaborations décrites ci-dessus ont eu lieu dans le cadre contractuel du programme AI4GOV, en respectant toutes les mesures de sécurité et de confidentialité prévues par ce programme. Les data scientists externes travaillant sur ces projets ont signé un accord de confidentialité et travaillent uniquement sur ces projets au sein de l'environnement informatique de l'ADEM (les données ne quittent pas l'environnement informatique de l'ADEM).

Pour les projets utilisant des données personnelles des demandeurs d'emploi (risque de chômage de longue durée + plateforme conversationnelle), toutes les données partagées avec les collaborateurs externes ont été réduites aux données strictement nécessaires au développement du proof of concept et ont été pseudonymisées en excluant toutes les informations qui permettent de directement identifier une personne, telles que le nom ou la matricule.

ad 4) Tous les projets utilisent actuellement uniquement les données de l'ADEM, avec l'exception suivante :

Dans le projet d'évaluation du risque de chômage de longue durée des demandeurs d'emploi, l'ADEM a dû intégrer des données de la base de données de l'IGSS concernant les périodes de travail effectives des demandeurs d'emploi inclus dans l'échantillon du développement du modèle de prédiction. Cela était nécessaire pour calculer la durée précise sans emploi et pour inclure des données sur l'emploi précédant l'inscription à l'ADEM (les expériences d'autres services publics de l'emploi ayant montré que ces données sont particulièrement importantes pour prédire le risque de chômage de longue durée). Cet échange de données n'a eu lieu que dans le cadre du développement de ce proof of concept.

ad 5) L'ADEM veille toujours à suivre des principes éthiques tels que la transparence, l'explicabilité et la non-discrimination, dans tous ses projets liés à l'intelligence artificielle. L'ADEM est également consciente du cas autrichien et du fait que la question de la discrimination doit être prise particulièrement au sérieux dans le projet d'évaluation du risque de chômage de longue durée des demandeurs d'emploi. Cela devient encore plus crucial dans le contexte du nouveau règlement sur l'IA (AI Act) qui catégorise les systèmes d'IA liés à l'emploi comme étant à « haut risque », avec des exigences supplémentaires.

Tout d'abord, il est important de noter que les biais du marché de l'emploi sont malheureusement une réalité et que ce modèle de prédiction vise à refléter au mieux ces biais. En effet, si un demandeur d'emploi risque

d'avoir une période de chômage plus longue en raison de son âge, de sa nationalité ou de son sexe, il est important que le modèle capture cette relation car l'objectif de l'ADEM est d'offrir un soutien plus fort et plus approprié aux demandeurs d'emploi qui se trouvent dans cette situation. L'objectif de ce projet est précisément d'évaluer plus précisément la relation entre ces variables et le risque de chômage de longue durée que ce qui peut être fait avec les systèmes actuels basés sur des règles fixes.

Cependant, l'ADEM est également consciente que les modèles utilisant des techniques d'IA présentent le risque d'amplifier davantage ces biais du marché de l'emploi, évaluant ainsi, pour certains groupes de demandeurs d'emploi, le risque comme plus élevé qu'il ne l'est en réalité. Dans le cadre de ce projet, une évaluation détaillée de cette amplification de biais a été menée pour différentes variables liées à des discriminations. Le constat était que le modèle développé dans le cadre du proof of concept amplifiait légèrement les biais liés au sexe et à l'âge, mais n'amplifiait pas les biais liés à la nationalité ou à la situation de santé (handicap ou reclassement) des demandeurs d'emploi. Ces légères amplifications peuvent être évitées ou minimisées en supprimant ces variables du modèle (avec des impacts négatifs sur les prédictions) ou en appliquant différentes méthodes statistiques (sous-échantillonnage, suréchantillonnage, etc.). Une décision à ce sujet sera prise lorsqu'une version définitive du modèle sera développée pour être intégrée dans l'environnement de l'ADEM ; ce qui n'a pas encore eu lieu en raison des contraintes de ressources actuelles.

Décomptes provisoires des flux financiers entre l'État et le groupe Caritas | Question 1154 (06/09/2024) de Mme Sam Tanson | Mme Djuna Bernard (déli gréng)

Dans le cadre d'une conférence de presse organisée en aval du Conseil de Gouvernement du 4 septembre, Monsieur le Premier ministre a fourni une série de précisions quant à l'affaire Caritas. Se basant sur une série de décomptes provisoires établis par les ministères au cours de l'été, il a notamment expliqué que les contribuables luxembourgeois n'ont pas été lésés dans l'affaire Caritas. Or, dans ses explications, Monsieur le Premier ministre a mentionné une série d'analyses et de calculs ayant mené à cette conclusion qu'il nous paraît important de pouvoir retracer dans le cadre de notre mission de contrôle du pouvoir exécutif.

Dans ce contexte, nous voudrions demander les informations suivantes à Monsieur le Premier ministre :

– Monsieur le Premier ministre peut-il nous fournir les décomptes provisoires des flux financiers et prestations, établis par les ministères concernés avec les différentes entités du groupe Caritas ?

Réponse (17/09/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre

Dans le cadre des prestations pour le compte de l'État en faveur des personnes vulnérables, les décomptes provisoires pour les exercices 2023 et 2024 établis par les différents ministères montrent que la Fondation Caritas Luxembourg a une créance de 4,49 millions d'euros sur l'État au 31 août 2024. Caritas accueil et solidarité doit à l'État un montant de 1,84 million d'euros au 31 août 2024.

Par conséquent, le solde en faveur des entités Caritas est de 2,65 millions d'euros.

Les chiffres se basent sur des décomptes provisoires au 31 août simulés par les ministères concernés. Ainsi, des révisions ultérieures sont possibles, notamment en

fonction de la durée des activités qui continuent à être prestées.

Natation scolaire | Question 1155 (09/09/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Kontext vun der Schoulrentrée stellt sech och dëst Joer erëm d'Fro vum Schoulschwammen a generell vum Manktem u Schwammmeeschtere respektiv Schwammmeeschteschen. De Sportminister huet an engem Interview am Mee dëst Joer eng Campagne annoncéiert, fir méi Schwammmeeschteren a Schwammmeeschtesche fir d'Ausübe vun dësem Beruff ze begeeschteren.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Sport a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi genau gesäit d'Ausbildung vum Beruff vum Schwammmeeschter aus?

2. Wéi vill Leit hunn zanter 2018 dës Ausbildung ugefaang an och ofgeschloss?

3. Wéi vill vun dëse Leit hunn ofgebrach? Aus wat fir Grënn hunn dës Leit d'Ausbildung ofgebrach?

4. Wéi vill Leit si fir d'Schoulrentrée 2024/2025 pro Ausbildungsjoer als Schwammmeeschter ageschriwwen?

5. Wat sinn d'Ursaachen, firwat manner Leit bereet sinn, dës Beruff ze ergreifen?

6. Gedenkt d'Regierung, d'Grille horaire vun der Ausbildung unzepassen, fir manner Wäert op d'Chimie ze leeën?

7. Wuel wëssend, dass a gréissere Schwämmen hei am Land d'Opbereedung vum Waasser vun externe Firmen iwwerholl gëtt, gedenkt d'Regierung, eng parallell Filière vun der Ausbildung vum Schwammmeeschter unzebidden, wou d'Chimieskursen ewechfalen?

8. A wéi enger Form a wéini gedenkt d'Regierung eng Campagne fir de Beruff vum Schwammmeeschter ze lancéieren?

9. Wéi gesinn d'Konditione aus, fir dass d'Ausbildung vum Schwammmeeschteren aus Däitschland, Frankräich an der Belsch zu Lëtzebuerg unerkannt kënnen ginn?

10. Gedenkt d'Regierung, dës Ausbildung an Zukunft unzekerennen?

11. Wéi vill Schouklasse, an deene Kanner aus de Cyclen 1.1 an 1.2 scolariséiert sinn, ginn net reegelméisseg schwammen?

12. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dës Prozentsaz ze verkleinere?

13. Laut dem Plan d'études sollen d'Schoukkanner nom Cycle 4 an der Grondschoul ouni Ennerbriechung eng Distanz vun 100 m schwamme kënnen – wéi vill Schoukkanner errechen dëst Zil a wéi vill Kanner errechen dëst net um Enn vum Cycle 4?

14. Wat sinn d'Grënn dofir?

15. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dass an Zukunft all Kand an der Grondschoul schwamme kann?

16. Gedenkt d'Regierung an Zukunft déi dofir ausgebildete Schwammmeeschtere méi an d'Schoulschwammen an der Grondschoul matanzebezéien?

17. Gedenkt d'Regierung, de Règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire deemnächst unzepassen?

18. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dass och d'Schwämme vun de Lycéee fir d'Allgemengheet respektiv fir d'Schwammveräiner disponibel wäerte sinn?

19. Am Kontext vum Manktem u Schwammmeeschteren hat de Sportminister iwwert d'Iddi vun engem Pool vu pensionéierte Schwammmeeschtere geschwat – wou sinn dës Iwwerleeungen drun?

Réponse (22/10/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. D'Formation ass eng Diplôme-d'aptitude-professionnelle-Ausbildung (DAP), déi op dräi Joer leeft (ënner Léiervertrag mat zwee Deeg Cours an der Woch an der Schoul).

Nieft dem Enseignement général, enthält den Enseignement professionnel folgend Moduller:

- Entretien a Maintenance;
- Base vum Schwammen;
- Iwwerwaachung an Encadrement vu Visiteuren;
- Schwammen a Rettung;
- Gestiou vun den Installatiounen an Traitement vum Waasser;
- Administratioun (vun de Schwämmen);
- Schwamm- a Rettungskursen.

ad 2. D'Unzuel vun den Aschreiwungen an de verschidene Léierjoren zanter 2018 an dëser Ausbildung:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Unzuel vun de Léierbouwen a -meedercher, déi de Schlussexame gepackt hunn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. D'Zuel vun de Persounen, déi ofgebrach hunn, liest sech aus dem Tableau heidrënner eraus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Et fällt op, dass nieft de Persounen, déi hiert Joer net packen (non autorisé à progresser/réorienté), d'Zuel vun den Abandonen am éischte Joer relativ héich ass. Dëst läit zu engem groussen Deel dorun, dass d'Zuel vun den Jonken, déi sech fir de Beruff interesséieren, zanter 2020 weesentlech méi grouss ass wéi d'Zuel vun den disponibelen Ausbildungsplazen. Laut Zuele vun der ADEM-OP ass d'Situatioun déi folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4. Op den Datum vum 17. September 2024 sinn am Ganze 26 Léierbouwen a -meedercher ageschriwwen a vun deene 26 hunn der 20 schon e Patron.

ad 5. D'Zuele vun den Aschreiwunge fir dës Beruff sinn iwwert déi gefrote Jore relativ stabil.

ad 6. Opgrond vum Artikel 31 aus dem ofgeännerte Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform an der Berufsausbildung sinn d'Équipes curriculaires zoustänneg fir d'Opstelle vun de Programmes directeurs vun deene jeweilege Beruffer. D'Grilles horaires sinn ee Bestanddeel vum Programme directeur a falen doduerch och ënnert den Aufgabeberäich vun den Équipes curriculaires.

ad 7. De Service fir d'Beruffsausbildung (SFP) war un d'Équipe curriculaire mat der Propositioun erugetrueden, fir effektiv dësen Deel aus der DAP-Ausbildung erauszehuelen, fir esou vläicht eng méi un d'Realitéit vum Marché ugepassten Ausbildung kënnen unzebidden. Well et zu dësem Punkt awer nach ënnerschiddlech Meenunge gëtt, wäert den SFP zesumme mam Syvicol kucken, a wéi eng Gemengen

a Schwämmen de Schwammmeeschter mat DAP nach zoustänneg ass fir d'Waasseropbereedung. En fonction vun dëser Analys gëtt dann d'Formation ugepasst.

Parallèlement dozu sollt eng Technikerformation am Beräich vum Schwammmeeschter ugebued ginn, wou déi genannten Deeler bäigesat an zousätzlech nach verdéift kéinte ginn, esou dass dëst méi eng exigent Formation fir weider aner Profiller duergestallt hätt. Leider gouf dës Iddi vun der Équipe curriculaire verworfen.

ad 8. Vu dass d'Zuel vu Persounen, déi sech fir dës Beruff interesséieren, zimmlech héich ass, wäerten de Sports-, Aarbechts- an Educatiounsministère zesumme mat der ADEM-OP an der Chambre des Métiers d'Deklaréiere vu Léierplazen an dësem Secteur nach eemol promovéieren.

ad 9. an 10. Bei der Unerkennung vun auslänneschen Diplomer, a méi prezis aus eisen Nopeschlänner, gëtt sech op d'Gesetz vum 28. Oktober 2016 iwwert d'Unerkennung vu beruffleche Qualifikatiounen baséiert. Beim Vergläiche vun de Kompetenze gëtt och drop opgepasst, dass och d'„Maintenance an d'Hygiène vum Waasser“ gesi goufen.

Aus den Nopeschlänner si folgend Diplomer als „DAP, Instructeur de natation“ unerkannt:

- Däitschland: „Prüfungszeugnis im Ausbildungsberuf, Fachangestellter für Bäderbetriebe“
- Frankräich: „Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique“ (a Kombinatioun mat engem anere Secondaire-Diplom oder méi héijen Diplom)
- Belsch: „Brevet supérieur de sauvetage aquatique“ (a Kombinatioun mat engem anere Secondaire-Diplom oder méi héijen Diplom).

ad 11. Am Cycle 1.1 gi 64 %, an am Cycle 1.2 ginn 73 % vun de Klasse reegelméisseg schwammen.

ad 12. a 15. Op där enger Säit gesäit d'Annex 3 vum Règlement grand-ducal modifié du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental eng grouss Flexibilitéit vun de pedagogeschen Equippen an der Gestaltung vun den Aktivitéite vir, fir dass iwwert dës Wee maximal d'Besoin vum der Schoulpopulatioun kënnen mat afléissen. D'Kompetenz „Entraîner et enchaîner des mouvements complexes dans l'eau“ ass eng vu siwe Kompetenzen, déi et am Kader vum Domaine de développement et d'apprentissage „L'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé“ ze entwéckele gëllt. A Funktioun vun de Schüler aus dem Cycle 1 hirer Kompetenzentwécklung kann et sech als kruzial erweisen, fir an enger éischter Phase déi grondleeënd motoresch Fäegkeeten ze festegen, iert de Fokus am schoulesche Kontext op d'Schwammeliere geluecht gëtt.

Op där anerer Säit féiert d'Indisponibilitéit vun den néidegen Infrastrukturen dozou, dass vereenzelt net nach verstärkt weider Schwammkursen am Cycle 1 kënnen emgesat ginn. Wéi am Artikel 35 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, ënnerläit et der Verantwortung vun der Gemeng, fir déi fir den Enseignement néideg Infrastrukturen, dorënner och déi sportlech Aarrichtungen, wéi zum Beispill d'Schwämm, zur Verfügung ze stellen. An dësem Zesammenhang gëtt et am Prinzip dräi Formulle fir d'Ëmsetzung vun de Schwammkursen:

- d'Gemeng huet selwer eng Schwämm, an där d'Schoulen hire Schwammunterrecht kënnen halen;
- d'Schoule vun de Gemengen ouni eege Schwämm kënnen an enger Schwämm an der Géigend schwamme goen, falls dës nach fräi Plagen huet;

– ee Gemengesyndikat deelt sech eng Schwämm fir d'Ëmsetze vun de Schwammcoursen.

D'Gemeng huet d'Méiglechkeet, fir direkt méi Schwammmeeschteren an der Schwämm ze engagéieren, fir d'Enseignanté vum Schwammcours beim Developpement vun de Kompetenze vun de Kanner, déi nach net schwamme kënnen, ze ënnerstëtzen. De Staat bedeelegt sech am Fall vun der Interventioun vun de Schwammmeeschteren un de Fraisen, déi duerch hir Präsenz entstinn an ënnerstëtzt domat d'Assistenz vum Léierpersonal duerch zousätzlecht Personal an der Schwämm.

Iwwert d'Regionaldirektioune ginn d'Gemengen dofir sensibiliséiert, déi néideg Ressourcen ze mobiliséieren, fir datt d'Kanner d'Ziler, déi am Plan d'études festgehale sinn, kënnen erreechen. Nieft den akadeemesche Kompetenze sinn d'ëst och sportlech Fäegkeeten, wéi zum Beispill d'Schwammen, déi eng bedeitend Roll an der Entwécklung vun de Kanner spillen.

ad 13. a 14. D'Schüler gi reegelméisseg iwwert ee ganz Schouljoer formativ unhand vun de Bilans intermédiaires evaluéiert. D'ëst gëtt dem Enseignant d'Méiglechkeet, d'Entwécklung vun de Schüler hire Kompetenzen ze analyséieren, esou datt den Enseignant entsprecheend déi Mesuré ka plangen an ëmsetzen, déi néideg si fir sécherzestellen, datt de Schüler bis um Enn vum Cycle déi virgesinne Kompetenzen erreeche kann. Am Bilan intermédiaire gëtt fir d'Schwammen eenzeg eng Appreciatioun vun der Performance vum Schüler festgehalen an d'ëse gëtt net par rapport zum Niveau socle evaluéiert.

Déi certificativ Evaluatioun unhand vun de Bilans de fin de cycle préift an dësem Zesummenhang, ob d'Kand déi am Plan d'études festgehale Kompetenzsockelen erreecht huet. De Schwammunterrecht ass am Kader vun dëser Evaluatioun Deel vum Domaine „L'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé“ a gëtt net eenzel opgeschlüsselt, esou datt sech keng allgemeng Réckschlëss iwwert d'Erreeche vun eenzele Kompetenzsockelen zéie loosse.

Deemno ass et weeder op Basis vun der formativer nach vun der certificativer Evaluatioun méiglech, déi Schüler ze identifzéieren, déi zum Schluss vum Cycle 4 ouni Ënnerbriechung eng Distanz vun 100 m schwamme kënnen.

ad 16. a 17. Am Kontext vun der Schoul ass den Enseignant responsabel fir d'Ofhale vum Schwammcours a fir d'Entwécklung vun de virgesinnene Kompetenzen. Ee Schwammmeeschter, deen obligatoresch present ass, ass eenzeg fir d'Sécherheet vun de Schüler zoustänneg an dierf deemno net un der Prise en charge vun de Schüler matwierken. Wéi am ad. 12 a 15 scho betout, kann d'Gemeng dem Enseignant bei der Ëmsetzung vun de Schwammcoursen ënnert d'Äerm gräifen, andeems si ee weidere Schwammmeeschter astellen, deen den Enseignant beim Encadrement vun den Netschwëmmer ënnerstëtzt. De Staat bedeelegt sech an dësem Kontext un den zousätzleche Käschten, déi fir d'Gemengen ufalen.

Am Kader vun der Ausbildung op der Uni Lëtzebuerg huelen déi zukünfteg Enseignant, déi an den ëffentleche Grondschoule wäerten intervenéieren, u Coursen deel, déi speziell op de Schwammunterrecht ausgeriicht sinn. D'Ausbildung vun den zukünftigen Enseignant enthält e Module, deen d'Studenten net nëmme léiert, wéi een en effektive Schwammcours organiséiert a realiséiert, deen op d'Besoinen an d'Viraussetzung vun de Schüler ugepasst ass, mee si och mat de Sécherheitsmoosname familiariséiert, déi néideg sinn, fir d'Sécherheet vun de Schüler am Schwammcours ze garantéieren (Verhale bei der Schwämm an am Waasser, Léiere vun engem korrekte Verhalen am Noutfall asw.).

Am Kader vun de praktesche Stagen, déi en integralen Deel vun hirer Ausbildung sinn, huelen d'Enseignanté schon ab hirem éischte Stagejoer un de Schwammcoursen deel, wat hinnen erlaabt, déi noutwenneg Kompetenzen ze entwéckelen, fir e qualitativ héichwäertge Schwammcours ze halen.

An der selwechter Logik gëtt an der Circulaire de printemps den Enseignant an den ëffentleche Grondschoulen, déi Schwammcoursen halen, all Joer op en Neits recommandéiert, u Weiderbildungen deelzuehuelen, déi si op déi Erausforderunge virbereeden, déi sech bei der Organisatioun an Duerchféierung vum Sport- a Schwammunterrecht stelle kënnen.

Virun dësem Hannergrond ass keng Upassung vum Reglement, dat den honoréierten Deputéierten uschwätzt, virgesinn.

ad 18. D'Servicer vum Educationministère sinn aktuell amgang, e Relevé vun de fréie Plages horaires an de Schwämme vun de Lycéien opzestellen, d'ëst mat der Iddi, d'Schwämmen der Allgemengeheet an de Schwammveräiner zugänglech ze maachen.

ad 19. De Sportminister huet a senger rezenter Entrevue mat der Association luxembourgeoise des instructeurs de natation (ALIN) déi do Méiglechkeet thematiséiert.

.....
Subsides étatiques pour fédérations sportives | Question 1156 (09/09/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

An senger Äntwert op meng Fro N° 0816 iwwert déi finanziell Ënnerstëtzung vum Staat un de Fraise vun de Sportfederatiounen, wat dat administratiiv an technesch Personal ubelaangt, huet de Sportminister een neie Modell am Oktober vun dësem Joer ugekënnegt. Fir vill Sportverbänn ass d'ëst allerdéngs nach net kloer.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Kann de Minister dësen neie Modell vun der finanzieller Ënnerstëtzung vun de Fraise fir d'Paieren an d'Indemniséierung vun administrativen an technesch Personal am Detail präziséieren?
2. Mécht den neie Modell een Ënnerscheid tëscht dem administrativen an dem technesch Personal vun de Sportverbänn? Wa jo, awéifern?
3. Wat erwaart sech de Minister mëttel- a laangfristeg vun dësem neie Modell?
4. Gëtt et dozou een Avis vum Conseil supérieur des sports?
5. Ass den COSL an dës Iwwerleeunge mat agebonne ginn?
6. Ginn dann och déi scho säit Laangem net méi aktualiséiert an awer nach besteeënd Kontrakter mat de Sportverbänn ab Oktober ugepasst, fir de Verbänn déi néideg Planungssécherheet ze ginn?
– Wa jo, wéi kann een sech dann den Decompte vum Joer 2024 virstellen, mat 9 Méint besteeëndem Modell an 3 Méint neiem Modell?

7. Wär et net fir all Bedeelegt méi einfach gewiescht, den neie Modell den 1. Januar 2025 ulafen ze loosse, wuel wëssend, dass d'Paierement vum Exercice 2024 neiendéngs schon den 31. Januar 2025 mussen ofgeschloss sinn?

8. Hëlt de Sportsministère déi néideg Precautiounen, fir dass d'Sportverbänn hir Sue vum Decompte 2024 matzäite kréien?

9. Huet de Sportsministère de finanziellen Impakt vun dësem neie Modell fir déi verschidde Sportfederatiounen evaluéiert? Besteet de Risiko, dass eng

Federatioun mat dësen neie Krittären eventuell eng manner héich finanziell Ënnerstëtzung kritt, obwuel d'Käschten nach ëmmer déi selwecht sinn? Gesäit den neie Modell do Iwwergangbestëmmunge vir?

10. Stëmmt et, dass mam neie Modell net méi de Sportsministère selwer, mee den INAPS déi administrativ Ofwécklung vun der finanzieller Participatioun vum Staat un de Gehaltskäschte vun de Sportverbänn wäert iwwerhuelen?

11. Wa jo, wou ass d'ëst an de gesetzleche Missiounen vum INAPS virgesinn?

Réponse (04/10/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. Déi finanziell Ënnerstëtzung fir d'Verbänn gëtt a bilaterale Gespréicher mat de Sportverbänn erkläert. Hei geet et virun allem ëm eng Erhéijung vun de Plafonde fir dat administratiiv an technesch Personal. Dës Plafonde si gestaffelt no Qualifikatioun an Anciennetéit.

ad 2. Esou wéi schon a menger Äntwert op d'QP N° 0816 präziséiert, berécksiichtegt déi finanziell Participatioun un de Personalkäschte vun de Sportsfederatiounen d'Qualifikatioun vum administrativen an technesch Personal.

ad 3. Duerch déi zousätzlech finanziell Ënnerstëtzung wäerten d'Federatiounen sech an Zukunft nach besser, souwuel op administrativem wéi och op techneschem Plang, opstelle kënnen an esou e verbesserten Encadrement vum Competitiounssport garantéieren.

ad 4. Nee.

ad 5. De Sportsministère ass de laangjäreg Forderung vum Mouvement sportif nokomm an huet d'Sportverbänn attraktiv gemaach, fir professionellt Personal anzustellen an huet de COSL doriwwer informéiert.

ad 6. Jo. Déi finanziell Participatioun gëtt pro rata gerechent.

ad 7. Fir eng qualitativ héichwäerteg Aarbecht kënnen ze leeschten, sinn d'Federatiounen op qualifizéiert Personal ugewise. Och den administrativen Opwand gëtt ëmmer méi grouss. Doduerch ass et wichteg, d'Federatiounen sou fréi wéi méiglech mat zousätzleche Mëttel ze ënnerstëtzen.

ad 8. Esou wéi meng Servicer d'ëst och an der Vergaangenheet ëmmer gemaach hunn, wäerte si alles drusetzen, fir de Federatiounen, soubal hiren Decompte eragereecht ass, déi fälleg Montant sou séier wéi méiglech ze iwwerweisen.

ad 9. Den neie Modell féiert dozou, datt elo Anciennetéit a Qualifikatioun berécksiichtegt ginn, sou dass eventuell verschidde Subsiden ënner dem ale Barème vu 85.000 EUR kéinte leien. Am Prinzip kréien all d'Federatiounen doduerch awer méi Subsiden.

ad 10. Nee.

ad 11. /

.....
Application de la réforme en matière de bail à loyer | Question 1157 (09/09/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

La loi du 23 juillet 2024 portant réforme de la législation en matière de bail à loyer et entrée en vigueur le 1^{er} août 2024 prévoit qu'« ... en cas d'intervention d'un agent immobilier ou d'un autre tiers dans la location d'un logement à usage d'habitation, les frais et honoraires de ces personnes sont partagés par moitié entre le bailleur et le locataire ».

Or, il a été porté à ma connaissance que nombre d'agences immobilières ne respecteraient pas la nouvelle législation et indiqueraient explicitement dans leurs annonces de logements proposées que l'intégralité des frais d'intermédiation (augmentés de la TVA 17 %) serait à charge du locataire.

Certaines agences auraient également commencé à facturer des frais supplémentaires à charge exclusive des locataires notamment des frais pour l'établissement d'un état des lieux d'entrée lors de la remise des clés à un nouveau locataire. Dans ces cas le partage par moitié des frais et honoraires des personnes intervenant dans la location d'un logement à usage d'habitation ne serait donc plus respecté.

Une brève recherche sur un grand portail luxembourgeois d'annonces de vente et de location immobilières suffit pour se rendre compte de ces violations de la nouvelle législation.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

- 1) Ce type de violations de la nouvelle législation a-t-il déjà été porté à l'attention de Monsieur le Ministre ?
- 2) Dans l'affirmative, quelle est selon lui l'ampleur de ce type de violations des nouvelles règles en matière de bail à loyer ?
- 3) Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il garantir à l'avenir le respect de ces nouvelles règles ?
- 4) Quelles recommandations Monsieur le Ministre ferait-il aux locataires confrontés à des annonces respectivement des agences immobilières qui ne respectent pas les règles introduites par la nouvelle législation en vigueur ?

Réponse (10/10/2024) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

À part un cas isolé – information transmise par un citoyen qu'une agence immobilière demande 6 mois de garantie locative au lieu des 2 mois légalement admis pour une location d'une maison, le ministère n'est, à l'heure actuelle, pas au courant de violations de la nouvelle refonte de la législation sur le bail à usage d'habitation qui vient d'entrer en vigueur le 1^{er} août 2024.

Il se peut évidemment que certaines annonces immobilières publiées sur Internet depuis des semaines voire des mois n'aient pas encore été actualisées et ne soient ainsi pas encore conformes avec les nouvelles dispositions légales en matière de bail à loyer qui ne sont devenues obligatoires que récemment.

Le Gouvernement veille à ce que la nouvelle règle prévoyant le partage des frais d'agence immobilière entre le bailleur et le locataire soit appliquée correctement par les agents immobiliers, sinon il prendra, le cas échéant, toutes mesures jugées utiles et appropriées.

Il est recommandé aux locataires confrontés à des annonces respectivement à des agences immobilières ne respectant pas la nouvelle législation en matière de bail à loyer d'insister sur l'application correcte des nouvelles dispositions légales, sinon – en cas de persistance de l'agence immobilière de ne pas vouloir respecter la loi – d'informer le Département du logement respectivement le Direction de la protection des consommateurs de ces violations.

.....

Avertissements taxés suite à des flashs de radars automatiques | Question 1158 (09/09/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Ènnert dem deemolege Mobilitéitsminister François Bausch gouf d'Presenz vun de Radaren zu Lëtzebuerg

massiv verstärkt. Dozou gehéieren esouwuel déi fix Radaren, inklusiv d'Streckeradaren (Radars tronçon), ewéi och déi mobil Radaren. An deem Kontext wär et interessant ze wëssen, wéi sech d'Zuel vun den ugeschriwwene Protokoller gestalt a wéi de Suivi dovunner ass.

Ech wéilt der Regierung dowéinst follgend Fro stellen:

1. Wéi vill Protokoller, déi vu Radaren ausginn, goufen am Joer 2023 zu Lëtzebuerg ausgestellt? Wéi héich ass d'Gesamtzomm, déi duerch dës Protokoller an d'Staatskeess gefloss ass?
2. Wéi vill vun deene Protokoller goufen an d'Ausland geschéckt – opgeschlësselt no der Unzuel vun de Protokoller an deenen eenzele Länner?
3. Wéi vill vun deene Protokoller, déi 2023 an d'Ausland geschéckt goufen, goufe bezuelt a wéi vill goufen net bezuelt?
4. A wéi eng Länner schéckt Lëtzebuerg iwwerall Protokoller?
5. A wéi eng Länner schéckt Lëtzebuerg keng Protokoller? Wat ass d'Ursach, datt keng Protokoller an dës Länner geschéckt ginn?
6. Kann d'Regierung confirméieren, datt déi grouss Majoritéit vun de Protokoller, déi an d'Ausland geschéckt ginn, och bezuelt ginn?
7. Wéi eng Moosname si virgesinn, wa Protokoller, déi an d'Ausland geschéckt ginn, net bezuelt ginn? Wéi genee gëtt hei de Suivi vun deenen onbezuelt Protokoller séchergestallt?
8. Wat geschitt, wann en Délit de grande vitesse begaange gëtt, den entspreche Protokoll an d'Ausland geschéckt gëtt an de Schëllegen awer refuséiert, dësen ze bezuelen? Kënn et an deem Fall systematesch zu juristesche Poursuitten?

Réponse (10/10/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. Am Joer 2023 goufe baséierend op de Radaren 352.389 „Protokoller“, sief et Avertissements taxés (AT) oder Amendes forfaitaires (AF), ausgestellt.

Déi hu 15.561.316 Euro an d'Staatskeess abruucht.

ad 2. an 3. D'Äntwerte stinn hei ënnen am Tableau.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. a 5. D'Police schéckt d'„Protokoller“ an all d'Länner, déi d'Ofkommes am Kader vun der Cross Border Enforcement Directive ënnerschriwwen hunn an un den European car and driving licence information system (CBE-EUCARIS) ugeschloss sinn. Nief Lëtzebuerg sinn dat:

- A - Austria
- B - Belgium
- BG - Bulgaria
- CY - Cyprus
- CZ - Czech Republic
- D - Germany
- DK - Denmark
- E - Spain
- EST - Estonia
- F - France
- FIN - Finland
- GB - Great Britain
- GR - Greece
- H - Hungary
- HR - Croatia
- I - Italy
- IRL - Ireland

- LT - Lithuania
- LV - Latvia
- M - Malta
- NL - The Netherlands
- P - Portugal
- PL - Poland
- RO2 - Romania
- S - Sweden
- SLO - Slovenia
- SK - Slovakia

Source: <https://www.eucaris.net/services/cbe/>

D'Police schéckt keng „Protokoller“ an déi Länner, déi dëst Ofkommes net ënnerschriwwen hunn, a net un den European car and driving licence information system (CBE-EUCARIS) ugeschloss sinn, well si keng Informatiounen zu de Gefierer, déi hei am Land gebëlzt goufen, liwweren.

ad 6. Um Beispill vum Joer 2023 léisst sech feststellen, dass den Taux de paiement 84 % fir Avertissement taxé (AT) war a 25 % fir Amende forfaitaire (AF).

ad 7. an 8. Wann déi betreffen Infraktioun zu engem AT féiert an dësen trotz senger Zoustellung net bezuelt gëtt, gëtt eng Amende forfaitaire ausgestellt. Wann déi betreffen Infraktioun zu engem Procès-verbal féiert, gëtt dëse vun der Police un de Parquet geschéckt, deen dann eng Ordonnance pénale an d'Ausland schéckt. A béide Fäll ass d'Administration de l'enregistrement et des domaines mam Recouvrement vun den Amendè befaasst. Wann e Problem bei der Zoustellung am Ausland besteet, kann de Parquet den auslännesche Parquet saiséieren, fir déi betrafte Persoun ze lokaliséieren an den Akt zouzestellen.

En Délit de grande vitesse ass eng schwéier Infraktioun, déi systematesch poursuivéiert gëtt, an zu enger Ordonnance pénale oder souguer enger Cita-tioun op d'Gericht féiert.

.....

Certificat de résidence | Question 1159 (09/09/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Beim Formulaire vun der Wunnsätzbescheinigung, déi vum Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) ausgestellt gëtt, fält op, datt déi franséisch Sprooch kloer bevirdeelegt gëtt an déi däitsch a Lëtzebuerg Sprooch benodeelegt ginn, well déi franséisch Versioun a roude Buschtawe ganz uewe vum Formulaire steet an sech iwwerdeems och vun der Schrëftgréisst däitlech vun der Lëtzebuerg an däitscher Versioun ofhieft, déi däitlech méi kleng an a groer Faarf ënnendrenner stinn. Am Sproochgesetz vum 24. Februar 1984 ass awer festgehalten, datt Lëtzebuerg dräi gläichberechtigt Amtssproochen huet. Lëtzebuergesch ass iwwerdeems d'Landes-sprooch.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un den Här Kulturminister:

- Wëssend, datt Lëtzebuerg dräi gläichberechtigt Amtssproochen huet: Firwat gëtt déi franséisch Sprooch beim Formulaire vun der Wunnsätzbescheinigung kloer bevirdeelegt an déi aner Sprooch benodeelegt, andeems déi franséisch Versioun a roude Buschtawe ganz uewe steet an sech och vun der Schrëftgréisst däitlech ervirhieft?

Réponse (09/10/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | M. Eric Thill, Ministre de la Culture

De Certificat de résidence ass en offiziell Dokument, dat de legale Wunnsätz vun enger Persoun attestéiert, d. h. d'Adress, op där d'Persoun am nationale Regëster vun de physische Persounen (RNPP) ageschriwwen ass. De Certificat de résidence kann op

der Gemeng, an där d'Persoun wunnt, oder online op myguichet.lu ugefrot ginn.

D'Certificaten, déi vun der Gemeng respektiv vum CTIE op Basis vun den Donnéeën vum RNPP ausgestellt ginn, si konform mam Règlement grand-ducal du 29 mars 2016 concernant certains certificats délivrés sur base des données figurant au Registre national des personnes physiques et modifiant le règlement grand-ducal modifié du 18 juin 2014 relatif à la carte d'identité. Dëst Règlement leet d'Form an de Contenu vun de Certificate fest. Méi genau sinn et d'Annexen I an III vum Règlement, déi den exakte Layout vum Certificat de résidence a vum erweiderte Certificat de résidence fixéieren, deemno och d'Gréisst an d'Faarf vun den dräisproochege Libelléen um Dokument.

Weiderhi sief op den Art. 3. vun der Loi du 24 février 1984 sur le régime des langues higewisen :

« – Langues administratives et judiciaires

En matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières. »

Wann am uewe genannte Formulaire, gradewéi bei ettlechen aneren Dokumenter, d'Franséisch an d'Lëtzebuergesch zugläich stinn, entsprécht déi jee weileg Verwaltung de legale Bestëmmungen, ganz onofhängeg vun der Reiefolleg vun de Sproochen an och onofhängeg vun iergendwelchen typografeschen Ënnerscheeder: D'Lëtzebuergesch ass visibel, an de Bierger kann och op d'Lëtzebuergesch zrëckgräifen.

Athlètes de haut niveau | Question 1160 (09/09/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Kontext vun den Olympeschen an de Paralympesche Spiller ass vill, och am Ausland, iwwert d'Ënnerstëtzen an d'Wäertschätzung vun de Spëtzesportler geschwat ginn. An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wat sinn d'Krittären, fir Spëtzesportler ze ginn?
2. Gëtt et hei Ënnerscheeder tëscht Individualsportarten an Ekippesportarten?
3. Op wat fir staatlech Ënnerstëtzungsmoosname kënnen eis Lëtzebuergesche Elitesportler zrëckgräifen?
4. Wéi vill Elitesportler aus wéi enge Sportarten ginn aktuell am Kader vun de verschidde Moosnamen ënnerstëtzt?
5. Eng vun de wichtegste Moosnamen ass jo bekanntlech d'Elitesportsektioun vun der Arméi. Wéi vill Elitesportler aus wéi enge Sportarten ginn aktuell an dëser Sektoren a wéi sinn déi genau Krittären, fir Sportszaldot ze gi respektiv dann och ze bleiwen? Wat sinn d'Perspektive vun den Elitesportler, déi net méi an der Elitesportsektioun vun der Arméi wëllen oder kënnen bleiwen?
6. De Sportminister huet als eng vu senge Prioritéiten d'Schafe vun enger ziviller Karriär, als Pendant zu der Elitesportsektioun vun der Arméi erkläert. Wou genau sinn dës Iwwerleeungen drun, wuel wëssend, dass de Conseil supérieur des sports sech scho säit Laangem mat dësem Sujet befaasst huet?
7. Wéi gesinn dës Iwwerleeungen am Detail aus a wéini gedenkt de Minister dës zivill Karriär fir déi Lëtzebuergesche Elitesportler anzeféieren?
8. A wéi engem Mooss gëtt den COSL respektiv den LPC am Kontext vum Elitesport ënnerstëtzt?

9. A wéi engem Mooss ginn déi respektiv Sportverbänn am Kontext vum Elitesport ënnerstëtzt?

10. Säit 2018 bitt den LIHPS de Lëtzebuergesche Spëtzesportler enorm wichteg Servicer un. Wéi huet déi staatlech Ënnerstëtzung vum LIHPS säit 2018 evoluéiert? Huet den LIHPS nach aner net staatlech Recetten? Gedenkt de Sportminister, dem LIHPS och an Zukunft déi staatlech finanziell Ënnerstëtzung unzëbidden, fir esou déi Lëtzebuergesche Spëtzesportler mat den néidege Servicer ze ënnerstëtzen?

11. Wéi ass den aktuelle Stand am Dossier SportFabrik, déi jo säit dem Waasserschued am August 2023 nëmmen zum Deel ka benotzt ginn?

12. Huet de Sportsminister ee Gesamtkonzept, wat d'Ënnerstëtzung vum Lëtzebuergesche Spëtzesport am Hibleck op déi Olympesch a Paralympesch Spiller am Joer 2028 zu Los Angeles ugeet?

– Wa jo, wéi gesäit dëst Konzept am Detail aus?

Réponse (04/10/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. an 2. Sou wéi am Sportgesetz vun 2005 festgehal, ginn dës Krittäre vum COSL respektiv dem LPC definéiert.

ad 3. Sou wéi et d'Kapitel 5 vum Sportgesetz vun 2005 virgesäit, gëtt et verschidde staatlech Hëllef fir eis Elitesportler. Sief et den Accès an d'Sportsektioun vun der Lëtzebuergescher Arméi (SSEA) an adaptéiert Aarbechtszäite fir déi Elitetheatleuten, déi am öffentleche Secteur schaffen. Déi Sportler, déi Member vun der Sportsektioun vun der Arméi sinn, kréie verschidde Käschten och op Basis vun engem Decompte vum Sportsministère rembourséiert. Donieft kréien eis Elitesportler Accès op déi staatlech Infrastrukture wéi zum Beispill den HPTRC (High Performance Training and Recovery Center) oder d'SportFabrik.

ad 4. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 5. Aktuell hunn 33 Sportler aus 14 verschidde Sportarten eng Ouverture de crédit um Sportsministère am Kader vun hirem Statut als Sportszaldot.

Déi Elitesportler, déi aus der Sportsektioun vun der Arméi austriede respektiv d'Krittäre fir hire Statut net méi erfëllen, si weiderhin Zaldot an hunn deemno déi selwecht Rechter a Pflichte wéi all aneren Zaldot aus der Lëtzebuergescher Arméi.

Wat déi genannte Krittären ugeet, sou muss de Sportler eng Demande, ënnerstëtzt vun der Federatioun, u meng Servicer schécken. Dës ënnersteet dem Avis an de Krittäre vum COSL.

ad 6. Meng Servicer sinn amgaang, op Basis vun den exzellente Viraarbechte vum Conseil supérieur des sports an a Gesprécher mat de concernéierten Acteuren, un enger sënnvoller an nohalteger Léisung fir déi zivill Karriär ze schaffen. Soubal dës Aarbechten ofgeschloss sinn, wäert ech de Mouvement sportif doriwwe informéieren.

ad 7. Vu datt d'Aarbechten am Kader vun der ziviller Karriär nach net ofgeschloss sinn, ass et nach ze fréi, fir d'Iwwerleeungen am Detail ze elaboréieren.

ad 8. Den COSL an den LPC gi finanziell ënnerstëtzt, fir souwuel d'Personalkäschten ze decken, wéi och fir déi finanziell Bedeelegung un de Käschten vun hire Kaderatheuten ze garantéieren.

ad 9. Am Budget vum Sportsministère si finanziell Ënnerstëtzen fir den Elitesport virgesinn. Dëst op Basis vum Konzept, dat d'Federatiounen erareechechen a wat an enker Zesummenaarbecht mam COSL evaluéiert gëtt.

ad 10. De Luxembourg Institute for High Performance in Sports (LIHPS) ass eng ASBL, déi hir Fonge quasi integral vum Staat kritt. Dës finanziell Participatioun ass néideg, fir eise beschte Sportlerinnen a Sportler déi adequat Servicer, déi een am Héichleeschtungsport brauch, zur Verfügung ze stellen. Déi strateegesch Ausriichtung, déi an enker Zesummenaarbecht tëscht dem LIHPS an dem Sportsministère ausgeschafft gouf a reegelméisseg adaptéiert gëtt, gesäit selbstverständlech en Ausbau vun de Servicer vir.

ad 11. No laangwierege Gesprécher mat de concernéierten Acteuren, dorënner notament déi betreffen Assurance, kann ech erfroelecherweis matdeelen, datt déi éischt Aarbechte fir d'Renovatioun vun der SportFabrik zäitno wäerten ufänken.

ad 12. Am Moment lafen eng ganz Partie Gesprécher mat all den Acteuren am Lëtzebuergesche Sport. Op Basis vun dëse Gesprécher ginn d'Besoiner vum Terrain rapportéiert a Conclusiounen gezunn. De Leeschtungsan Héichleeschtungsport ass eng vun de 5 strateegeschen Achsen, déi ech am Februar dëst Joer virgestallt hunn. Dofir läit et mir besonnesch um Häerzen, d'Förderung vum Spëtzesport zu Lëtzebuerg un d'Besoiner vun eisen Elitesportler an hirem Encadrement unzepassen. Ech wäert mech dofir asetzen, datt déi néideg Moyene fir d'Förderung vum Spëtzesport zu Lëtzebuerg geziilt zur Verfügung gestallt ginn.

Infractions à caractère sexuel | Question 1161 (09/09/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

D'après mes informations, les agents de police affectés au service « Protection de la jeunesse » sont également responsables pour l'enregistrement des infractions à caractère sexuel envers les personnes adultes, exception faite des agressions sexuelles envers les prostitué.e.s.

– N'ayant pu trouver d'informations supplémentaires sur le sujet, je me permets de vous demander si cette information est correcte et, le cas échéant, quelle instance enregistre alors les plaintes pour viol ou agressions sexuelles envers les prostitué.e.s.

Réponse (09/10/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

La section « Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel » du Service de police judiciaire de la police est compétente pour les infractions sexuelles commises sur des personnes mineures ainsi que pour les viols commis sur des personnes majeures.

Hormis les viols, les infractions sexuelles commises sur des personnes majeures sont traitées en principe au niveau des commissariats de police.

En ce qui concerne les infractions sexuelles commises sur des personnes majeures dans le milieu de la prostitution, ces affaires sont traitées par la section « Criminalité organisée » du Service de police judiciaire.

Sextortion | Question 1162 (09/09/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le Rapport 2023 de l'association Kanner-Jugendtelefon (KJT) contient l'information suivante, à propos de leur service téléphonique :

« Sextortion was also a significant problem in 2023 with 62 calls. This is an increase of 107 %. This increase can also be observed internationally. »

Il est également dit, dans le contexte du service BEE SECURE de la KJT, les choses suivantes :

« The increase in sextortion from the “Safer Internet” theme is striking. Victims of sextortion usually contact the BEE SECURE Helpline with this issue. In 2023 we were contacted in 68 cases about sextortion. This topic has increased by 94 % (!) during the year. With sextortion, cyber grooming and sexting (but especially “NCII” – “Non Consensual Sharing of Intimate Images”) in 78 cases, the area of safer internet is in first place. Callers, mostly male, were tricked into creating and sending intimate images of themselves by a perpetrator who used a false identity and then blackmailed them with demands for money. The victims are in shock ; their intimacy and privacy have been violated. They fear that their intimate images will become public. Shame, helplessness and fear make it difficult for them to seek help and support. »

Les services de la KJT existent pour aider le demandeur.se à gérer sa détresse émotionnelle et le conseiller ; or le choix d'agir ou non, de se tourner vers un adulte ou une instance ou non, est laissé à la discrétion de la personne qui appelle. Les appels et les requêtes qui aboutissent chez la KJT ne représentent également, sans doute, qu'une minorité des victimes. On sait par ailleurs qu'a eu lieu une augmentation (*hyperlien à consulter sur www.chd.lu*) substantielle des tentatives de chantage sexuel via Internet à travers le monde.

Dans ce contexte, je voudrais demander à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité des chances les informations suivantes :

1) Quel est le cadre légal actuel dont disposent les victimes luxembourgeoises du sextortion pour porter plainte et obtenir réparation, que ce soit en tant que personne mineure ou majeure ?

2) Messieurs et Mesdames les Ministres trouvent-ils ce cadre adéquat ? Pourquoi oui ou bien, le cas échéant, pourquoi pas ? Des modifications quelconques sont-elles prévues ?

3) Quel département de la police est responsable pour le traitement des plaintes pour sextortion ? De combien de personnel et de ressources financières dispose ce département ?

4) De façon générale, de quelles ressources et de combien de personnel expert en la matière la police luxembourgeoise dispose-t-elle pour pouvoir lutter contre et enquêter sur des incidents de cybercriminalité ?

5) Monsieur le Ministre de l'Intérieur pourrait-il fournir des statistiques sur le nombre de plaintes pour sextortion qui ont été déposées auprès de la police les 6 dernières années, ainsi que sur le nombre de fois où ces plaintes ont abouti à une condamnation ou une amende pour le ou la coupable ?

6) Le rapport de la KJT fait état d'une augmentation nette et considérable. On sait par ailleurs que les auteurs de sextortion ciblent surtout les jeunes garçons, utilisant la naïveté et ensuite la honte de leurs victimes pour tenter de les escroquer : un effort conséquent pour sensibiliser la population scolaire dès le plus jeune âge au phénomène pourrait donc avoir des effets particulièrement positifs. Des efforts supplémentaires d'information et de sensibilisation sur le sujet sont-ils prévus dans les écoles primaires et dans les lycées ? Si non, pourquoi pas ?

7) Le Rapport 2023 de la KJT note que la KJT reçoit de moins en moins de demandes de la part des écoles primaires pour venir informer les élèves sur son travail, et évoque la possibilité que cette diminution puisse être responsable du fait qu'il y a de moins en moins d'élèves du primaire qui l'appellent. Monsieur le Ministre de

l'Éducation juge-t-il nécessaire d'encourager les écoles primaires à inviter la KJT davantage ? Des consignes officielles à ce propos sont-elles prévues ?

Réponse (09/10/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1) Le phénomène de « sextorsion », considéré comme une forme d'extorsion par laquelle l'auteur menace de diffuser des images ou vidéos à caractère sexuel, obtenues de manière consentante ou non, le plus souvent dans le but d'obtenir une somme d'argent, est réglementé par les dispositions du Code pénal. L'article 470 du Code pénal sanctionne l'extorsion commise par violences ou menaces, tandis que les articles 383 et suivants du même code traitent des outrages publics aux bonnes mœurs et des dispositions particulières visant à protéger la jeunesse.

Le cadre légal pour porter plainte et obtenir réparation des victimes de « sextorsion » relève du droit commun et ne se distingue pas des autres infractions relevant du Code pénal. Comme toute victime d'une infraction pénale, les victimes de « sextorsion » peuvent se constituer partie civile pour demander réparation du préjudice subi.

ad 2) Il convient de noter que la directive (UE) 2024/1385 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique contient une disposition relative au partage non consenti de matériels intimes ou manipulés, qui sanctionne notamment la menace de rendre accessible au public du matériel relatif à des activités sexuellement explicites ou les parties intimes d'une personne sans le consentement de cette dernière (article 5 de la directive). Les travaux de transposition de cette directive sont actuellement en cours.

ad 3) La section « Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel » du département « Criminalité contre les personnes » du Service de police judiciaire est chargée de traiter les plaintes pour sextortion. Cette unité dispose de 23 enquêteurs et de 7 analystes. Parmi eux, 4 enquêteurs et 3 analystes sont spécifiquement en charge du domaine de l'exploitation sexuelle de mineurs en ligne.

Les plaintes pour sextortion peuvent être déposées auprès de tous les commissariats.

ad 4) Le département « Criminalité contre les biens » du Service de police judiciaire comporte une section spécifique « Cybercrime » qui dispose de 3 enquêteurs et de 3 analystes. Ils peuvent constituer un appui pour la section « Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel » en cas de besoin pour les délits sexuels commis par le biais d'appareils ou de réseaux informatiques.

ad 5) La police ne dispose pas de statistiques concernant spécifiquement le phénomène de « sextorsion », qui sont intégrées dans les bases de données des infractions d'extorsion.

Les autorités judiciaires peuvent néanmoins recenser le nombre d'affaires d'extorsion par le biais d'images intimes comme suit :

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

Aucune de ces affaires ne s'est conclue par la condamnation de l'auteur de l'infraction qui reste dans la plupart des cas inconnu et opérant depuis l'étranger. Un autre élément qui complique la poursuite de ce type

d'infraction est l'absence de preuves électroniques qui ont été effacées par les auteurs et qui ne sont plus re-traçables.

ad 6) Le sujet de la « sextorsion » a toujours été un sujet d'importance pour BEE SECURE dont le KJT opère un des piliers, à savoir le service de consultation individuelle BEE SECURE Helpline.

Dans ce contexte, le KJT a constaté une augmentation des cas ces dernières années. Les victimes sont souvent des jeunes hommes qui sont incités via des plateformes de rencontre, des réseaux sociaux et des applications de messagerie, à entrer dans le jeu des malfaiteurs en leur envoyant des contenus explicites. Ces contenus sont ensuite utilisés pour tenter de les escroquer.

BEE SECURE sensibilise régulièrement sur le sujet à travers des actions s'adressant au grand public. L'exemple le plus récent est celui de la campagne lancée au printemps 2024, intitulée « Keep your space safe ». La campagne a atteint un large public de jeunes grâce à un contenu captivant sous forme de conseils pratiques et de vidéos tendances diffusées sur des plateformes comme Instagram et TikTok, ainsi que par l'affichage de posters dans des maisons de jeunes, des lycées, des maisons relais et des communes. Le message principal était : Vérifiez toujours vos nouveaux amis sur les réseaux sociaux avant de leur faire confiance.

Ce message fait également partie des formations proposées aux classes de l'école fondamentale que BEE SECURE propose dès le cycle 3.2 de l'enseignement fondamental. Ces formations ont comme objectif de sensibiliser les élèves, entre autres, aux dangers des contacts avec des inconnus sur Internet, qui peuvent conduire à des situations problématiques telles que le phénomène de sextorsion, mais aussi le « grooming », les arnaques sentimentales (une forme d'escroquerie financière) et d'autres activités illicites. Au cours de l'année scolaire 2023-2024, environ 526 de ces formations ont été organisées dans des écoles fondamentales. En outre, avec 496 formations, un nombre similaire de formations a été organisé dans les écoles secondaires au cours de l'année scolaire 2023-2024.

De plus, depuis le printemps 2024, BEE SECURE a mis en place le format « BEE SECURE UPDATE » pour une communication directe avec les écoles, sous forme de mailings adressés aux directions et aux enseignants de l'enseignement fondamental et secondaire. Le premier sujet abordé concernait le CSAM (Contenus d'abus sexuels sur mineurs) et l'importance de la protection de la vie privée sur Internet.

Le MENJE a également lancé dans le cadre de la rentrée 2024-2025 une série d'actions pour répondre aux défis de la digitalisation, notamment l'utilisation sûre et responsable des nouvelles technologies. En dehors des actions dans les écoles et lycées, le Eltereforum est chargé de la sensibilisation des parents.

Le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité est également actif en matière de prévention, en proposant au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire des ateliers de lutte contre les stéréotypes de genre, des formations et des actions de sensibilisation par rapport aux violences sexistes, l'abus sexuel et la violence domestique.

Il collabore par ailleurs avec le Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle (CESAS), conventionné avec le Ministère de la Santé, qui propose différents outils pédagogiques sur le sujet de la santé affective et sexuelle, dont un guide en matière de santé affective et sexuelle pour professionnel-le-s « Let's Talk About Sex », des formations sur l'hypersexualisation et un podcast en coopération avec la radio ARA au sujet « Méi wéi Sex ».

Enfin, le site www.violence.lu offre des informations sur les nouvelles formes de violence sexuelle qui se développent ou prennent de l'ampleur avec l'émergence des réseaux sociaux et des nouvelles technologies et des contacts utiles en la matière.

ad 7) KJT propose des ateliers aux écoles et lycées pour promouvoir le numéro de téléphone 116 111 aux élèves. Le message principal véhiculé dans ces ateliers est que personne ne doit rester seul et si quelque chose tracasse l'enfant ou le jeune, il peut s'adresser au 116 111. En 2021, le KJT a réalisé 26 ateliers, 30 ateliers en 2022 et 13 ateliers en 2023. Pour l'année en cours, le KJT a réalisé 28 ateliers jusqu'au mois de septembre ce qui montre que l'activité a regagné en intérêt.

À noter que parallèlement BEE SECURE, dont le KJT est un partenaire, organise de manière systématique des interventions en classe. Dans ce cadre, la BEE SECURE Helpline opérée par le KJT est citée comme un point de contact possible auquel les enfants et les adolescents peuvent s'adresser avec leurs soucis et leurs problèmes et afin d'obtenir des conseils individuels.

BEE SECURE enregistre une augmentation des demandes de formation de la part des écoles de l'enseignement fondamental. Ainsi, au cours des cinq dernières années, le nombre de formations pour écoles a presque triplé : alors que l'année scolaire 2019-2020 comptait au total 177 formations dans 70 écoles fondamentales, l'année scolaire 2023-2024 a vu 526 formations dans 179 écoles fondamentales.

Au vu des efforts supplémentaires décrits sous ad 6), le MENJE ne prévoit pas de consignes officielles supplémentaires à celles annoncées au moment de la rentrée 2024-2025.

.....

Nouvelle structure « Maison de retour » | Question 1163 (09/09/2024) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Paulette Lenert** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Depuis le 1^{er} septembre 2024, le Gouvernement a mis en place la nouvelle structure « Maison de retour » pour personnes en séjour irrégulier et tombant sous le champ d'application du règlement Dublin III et ceci en vue de la transposition future du pacte sur la migration et l'asile de l'UE et afin d'assurer une gestion optimale des capacités d'accueil disponible.

Alors que cette structure devrait offrir une alternative plus humaine à la rétention administrative, certaines organisations actives dans l'aide aux réfugiés et des acteurs de la société civile n'ont pas été consultés avant sa mise en œuvre. De plus, il semble que les conditions d'accueil au sein de cette « Maison de retour » ne soient guère différentes de celles d'un centre de rétention ou de la Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg « SHUK », tant en termes de personnel que d'infrastructures, ce qui soulève la question de savoir si cette nouvelle structure respecte les engagements pris par le Gouvernement en matière de protection des droits des réfugiés, en particulier des familles et des mineurs.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Pourquoi la société civile, notamment des organisations telles que la CCDH et le « Lëtzeburger Flüchtlingsrot », n'a-t-elle pas été consultée lors de la mise en place de la « Maison de retour » ?

2) Quelles sont les différences concrètes entre la « Maison de retour » et le « Centre de rétention », notamment en termes de conditions de vie, de traitement des personnes accueillies et des critères de sélection ?

Comment s'effectue le choix entre ces deux structures et quelles sont les procédures spécifiques pour les familles ou les mineurs non accompagnés ? Existe-t-il des critères pour refuser l'admission dans l'une ou l'autre structure ?

3) Le ministre peut-il confirmer que le personnel travaillant au sein de la « Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg » (SHUK) est simultanément affecté à la « Maison de retour » ? Si oui, cela signifie-t-il que cette dernière ne bénéficie pas de personnel spécialisé et dédié à cette nouvelle mission ? Quelles sont les compétences spécifiques du personnel en place, notamment en matière de prise en charge psychosociale des résidents, en particulier des enfants mineurs ?

4) Combien de personnes sont actuellement accueillies dans la « Maison de retour » et comment se déroule concrètement la préparation de leur retour dans leur pays d'origine ou vers un autre pays de l'Union européenne ?

5) Existe-t-il un concept pédagogique et éducatif en vue de la présence de familles avec enfants et de mineurs non accompagnés dans la « Maison de retour » ? Comment est assurée la continuité de leur scolarisation ? Où seront scolarisés les enfants pendant leur séjour à la « Maison de retour » ?

6) Monsieur le Ministre peut-il préciser quelles sont les mesures concrètes proposées aux personnes déboutées en vue d'un retour volontaire ? Quelle est la définition exacte d'un « retour volontaire » dans ce contexte ? Qu'en est-il des familles ou mineurs non accompagnés qui ne désirent pas rentrer immédiatement ? Quel encadrement spécifique est prévu pour eux et quelles mesures sont prises si un retour s'avère impossible ?

7) Quelle organisation internationale est chargée du suivi psychosocial des personnes accueillies dans la « Maison de retour » ? S'agit-il de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ou d'une autre structure ? Une association locale participe-t-elle à cet encadrement ? Quelles ressources humaines et matérielles ont été mises en place pour assurer la prise en charge psychosociale des résidents, et quels aménagements spécifiques sont prévus pour les enfants mineurs ?

8) La « Maison de retour » a été décrite comme une structure temporaire. Le ministre peut-il préciser jusqu'à quand cette structure restera en place et quelles sont les perspectives pour une solution permanente ? A-t-on décidé d'une durée maximale (ou minimale) de séjour dans la « Maison de retour » ? Si oui, quelles sont les dispositions prévues lorsque cette durée maximale est atteinte ?

Réponse (09/10/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Le projet d'une Maison retour fait partie intégrante de l'actuel accord de coalition et le Gouvernement, pour lequel ce projet constitue une priorité, a donc décidé de la mettre en place. Il est rappelé que la création d'une telle structure figurait déjà dans les accords de coalition des deux derniers gouvernements sans que le ministre précédent en charge de l'immigration ait mis en œuvre ou élaboré un tel concept.

À noter qu'une visite de la Maison retour avec les représentants du Collectif réfugiés a eu lieu en date du 4 octobre 2024.

ad 2) Le Centre de rétention est une structure fermée qui a pour mission d'accueillir et d'héberger les personnes faisant l'objet d'une mesure de placement, prise en application de la loi modifiée du 29 août 2008

sur la libre circulation des personnes et l'immigration ou de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire. Elle est chargée de les préparer à leur éloignement vers leurs pays d'origine ou leurs pays de provenance en les faisant bénéficier, au besoin et selon les circonstances, d'un encadrement psychosocial individuel assuré par le personnel du centre spécialement formé à cet effet. Les personnes y placées ne sont donc pas autorisées à quitter l'enceinte, mais pouvant se déplacer librement en journée dans l'unité de séjour dans laquelle ils séjournent ainsi que dans les espaces extérieurs y rattachés.

La Maison retour est une structure semi-ouverte à laquelle sont assignées à résidence des personnes se trouvant en séjour irrégulier ou étant dans l'obligation de se rendre dans un autre État membre sur base des dispositions du règlement dit Dublin III. Les personnes concernées sont libres de quitter l'enceinte pendant la journée, mais sont censées y demeurer de 23.00 heures à 8.00 heures. En tout état de cause, qu'elles soient logées au Centre de rétention ou à la Maison retour, les personnes y placées ou assignées ont droit au respect et à la protection de leur dignité, de leur intégrité physique et psychique et de leurs convictions religieuses et philosophiques. Elles y bénéficient d'un logement adéquat, des 3 repas par jour et des soins médicaux nécessaires et indispensables.

Tant le Centre de rétention que la Maison retour sont séparés en 4 unités distinctes dont une est réservée aux femmes et/ou familles.

Un encadrement psychosocial individuel est assuré à tous les pensionnaires par des agents spécialisés qui les assistent dans leurs démarches quotidiennes.

Toute personne qui évite ou empêche la procédure de retour, respectivement la procédure d'éloignement, ou lorsqu'il existe un risque de fuite, peut être placée au Centre de rétention. En revanche, les personnes qui collaborent pour retourner volontairement dans leur pays d'origine ou dans un autre pays tiers où elles sont légalement admissibles, peuvent être assignées à la Maison retour. L'assignation à résidence constitue une alternative à la rétention dans le cadre du retour de personnes en séjour irrégulier, respectivement dans le cadre de l'exécution de transferts en application du règlement Dublin III. Ces mesures ne sont pas prises sur base d'un choix, mais sur base de critères précis conformément aux lois de 2008 et 2015 précitées.

La Maison retour n'accueille pas de mineurs non accompagnés. À titre tout à fait exceptionnel, le Centre de rétention peut être appelé à héberger des mineurs non accompagnés pour une durée maximale de 7 jours en vue de leur départ et plus particulièrement lorsqu'ils présentent un danger pour l'ordre public.

Le Centre de rétention refuse l'admission de toute personne qui présente des signes manifestes d'intoxication voire de désordre physique ou mental, à moins qu'un certificat médical n'atteste son aptitude à la rétention sans surveillance médicale ou paramédicale continue.

ad 3) La Maison retour remplace la Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg, de sorte que les deux structures ne coexistent pas.

Le personnel de la SHUK est intégralement réaffecté à la Maison retour et continuera à y encadrer les personnes y assignées de façon empathique et professionnelle. Il est à souligner que le personnel dont question, et plus particulièrement les agents du service d'encadrement psychosocial, sont spécialement formés pour leurs missions et disposent d'une longue expérience en la matière, y compris pour ce qui est de la prise en charge de familles accompagnées d'enfants. Il

est appelé dans ce contexte que l'ensemble du personnel dépend directement du Centre de rétention et qu'il intervient indistinctement dans toutes les structures placées sous sa responsabilité. Le staff psychosocial a ainsi pu acquérir une expérience certaine dans la prise en charge des familles, le Centre de rétention en accueille régulièrement. Il est à souligner dans ce contexte que ce même personnel a géré l'accueil des personnes fuyant la guerre en Ukraine, en l'occurrence essentiellement des femmes et enfants, pendant les premières semaines de la crise. Ensuite, il a continué à encadrer sur le site de la Wanteraktioun des familles devant être transférées dans un autre État membre sur base du règlement Dublin III, de sorte que ces agents ont une solide expérience en la matière.

ad 4) Au 4 octobre 2024, la Maison retour a hébergé 33 pensionnaires masculins, 12 pensionnaires féminins et 4 enfants (2 familles).

Le retour volontaire dans le pays d'origine est organisé en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Chaque ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier peut bénéficier d'une aide au retour. Les ressortissants de pays tiers soumis à l'obligation de visa disposent même de la possibilité de bénéficier d'une aide à la réintégration. En outre, un nouveau concept sur le conseil au retour volontaire est en cours d'élaboration et sera finalisé prochainement.

En collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la Direction générale de l'immigration a aussi mis en place un projet spécifique pour les ressortissants de pays tiers avec un droit de séjour dans un autre pays de l'Union européenne qui prévoit une aide au retour pour favoriser une réintégration durable. Les aides accordées incluent les frais de transport, une assistance et aide administrative et d'orientation ainsi qu'une aide médicale (jusqu'à 500 €) en cas de besoin.

ad 5) Les enfants scolarisés continueront de l'être au Kirchberg en classes d'intégration dans l'enceinte de l'annexe d'Eurocontrol situé au boulevard Konrad Adenauer où sont également scolarisés les enfants hébergés au foyer Tony Rollmann géré par l'ONA. La Maison retour assurera à la demande des concernés une aide aux devoirs et toute autre assistance souhaitée dans le cadre scolaire. Il sera également veillé à fournir aux concernés toutes les fournitures scolaires nécessaires requises. Il est rappelé dans ce contexte que les personnes hébergées par la Maison retour y sont assignées en vue de leur retour pour une durée la moins longue possible.

ad 6) En premier lieu, les personnes déboutées sont convoquées à un entretien sur leur situation administrative et une séance de conseil au retour volontaire. Les mesures proposées dans le cadre d'un retour volontaire sont en principe une aide au retour et une aide à la réintégration. L'aide financière dépend du statut familial des personnes concernées. Une exception compte pour les pays des Balkans et la Géorgie, lesquels sont exclus du programme et qui ont uniquement le vol de retour payé.

Un retour volontaire signifie l'engagement de rentrer dans son pays d'origine sans interventions de la police dans la procédure d'éloignement.

La situation des familles ou des mineurs non accompagnés qui ne désirent pas rentrer immédiatement est examinée individuellement et au cas par cas. Les personnes dont un retour s'avère impossible peuvent bénéficier soit d'un sursis à l'éloignement pour des raisons médicales, soit d'un report à l'éloignement conformément à la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

ad 7) L'encadrement psychosocial est assuré par le staff psychosocial du Centre de rétention composé de 5 spécialistes en sciences humaines et sociales. Il n'est dans un premier temps pas envisagé de recourir à des prestataires externes pour ce faire. Il va toutefois de soi que l'Organisation internationale pour les migrations est étroitement associée à l'organisation des retours volontaires en relation étroite avec la Direction générale de l'immigration. Il est à relever dans ce contexte que les visiteurs agréés d'organisations actives dans le domaine de l'encadrement et du soutien de personnes susceptibles de faire l'objet d'une mesure d'éloignement ont accès à la Maison retour dans les mêmes conditions que celles qui prévalaient pour la SHUK. Il est à noter que les 8 organisations non gouvernementales disposant d'un agrément ministériel ont fait agréer quelque 60 de leurs adhérents en tant que visiteurs agréés auprès de la direction du Centre de rétention. Ces visiteurs ont un accès privilégié aux infrastructures sous la responsabilité du Centre de rétention.

Des aménagements ont été réalisés en vue de rendre le séjour des mineurs le plus agréable possible. Il est toutefois à souligner que le but n'est pas de se substituer aux parents de ceux-ci qui restent pleinement responsables de leurs enfants et plus spécifiquement de leur éducation. Il est également rappelé que la Maison retour est une structure semi-ouverte, les personnes y hébergées étant libres de la quitter en journée notamment pour participer à des activités de loisirs, sportives, récréatives ou culturelles.

Il est également à relever que grâce à son réseau, le service d'encadrement psychosocial peut régulièrement mettre à disposition des pensionnaires des billets d'entrée gratuits pour des manifestations culturelles et sportives.

ad 8) La Maison retour provisoire a vocation à perdurer aussi longtemps qu'une structure adéquate n'aura pas été trouvée pour la remplacer et tant que le site de la LuxExpo reste exploitable.

Il est par ailleurs tout mis en œuvre, en étroite collaboration avec la Commission des loyers, pour prospecter d'éventuels terrains pouvant se prêter à la construction d'une voire plusieurs maisons retour durables ou, à défaut, pour louer voire acquérir une structure préexistante adéquate.

L'assignation à résidence est une alternative à la rétention, laquelle ne pourra pas dépasser six mois conformément à la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration, ainsi que douze mois conformément à la loi relative à la protection internationale et à la protection temporaire. Lorsque la durée maximale est atteinte, l'assignation à résidence sera levée.

.....

Système du paiement immédiat direct | Question 1164 (10/09/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Depuis bientôt une année, le système du paiement immédiat direct (PID) est opérationnel. Celui-ci permet de limiter les dépenses du patient pour honoraires médicaux à la part patient selon le principe « zéro avance de frais » et garantit d'assurer aux médecins participants le versement quasi immédiat du reste des honoraires par la CNS.

Endéans ces derniers six mois, le nombre des médecins participants a plus que triplé et partant le nombre de patients bénéficiant du PID a également sensiblement augmenté.

Dans ce contexte, je voudrais savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quelles sont les réactions des assurés et des médecins au paiement immédiat direct ?
- 2) Existe-t-il des impasses pour l'installation des programmes nécessaires pour la mise en pratique du système dans les cabinets médicaux ?
- 3) Quels sont les hôpitaux qui par le biais de leurs médecins participent au PID ?
- 4) Par quelles mesures le Gouvernement respectivement la CNS entendent-ils promouvoir le paiement immédiat direct introduit par le précédent Gouvernement ? Comment prévoient-ils d'informer les patients au sujet des médecins qui appliquent le PID ?
- 5) Quels sont les défis et chantiers en cours pour parfaire le système du PID ?
- 6) Dans quelle mesure le tiers payant social est-il toujours d'application ?
- 7) Quelle est l'évolution de la formule du remboursement par chèque, respectivement celle du virement instantané dans les agences de la CNS ?

Réponse (22/10/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le retour des assurés par rapport au système du paiement immédiat direct (ci-après « PID ») est en général très positif, pour ceux qui ont pu en profiter jusqu'à présent. Ils se montrent satisfaits de ne plus avoir à faire l'avance des frais et de n'avoir qu'à payer leur participation personnelle – voire de n'avoir rien à payer lorsqu'aucune participation personnelle n'est due.

Toutefois, les assurés s'interrogent notamment par rapport au « relevé PID » qui leur est envoyé. Celui-ci a parfois prêté à confusion en raison de sa ressemblance avec le document « détail de remboursement ». Certains assurés ont alors compris qu'ils recevraient un virement dans le cadre du relevé PID. Par conséquent, la mise en page du relevé PID a été adaptée, notamment par l'ajout d'un texte explicatif.

Par ailleurs, la page Internet « Paiement immédiat direct (PID) » dans la rubrique « Assurés » du site Internet de la CNS a été consultée un peu plus de 10.000 fois depuis sa création début août 2024 et jusqu'au 19 septembre 2024, dont environ 1.600 consultations via le code QR dans le cadre de la campagne « PID » affichée sur les abris du tram qui s'est tenue du 27 août au 10 septembre 2024.

Quant aux médecins, en début d'année, la CNS avait pris contact avec les pionniers, c'est à dire les premiers ayant mis en place le système du PID et leur retour a été positif. L'installation par les éditeurs s'est déroulée de manière efficace. Les médecins se sont également dit satisfaits par la diminution de leur travail administratif. Ainsi par exemple, avec le PID, la liquidation du montant pris en charge par l'assurance maladie-maternité est faite directement par la CNS au médecin de manière quasiment instantanée, l'envoi de rappels pour des paiements non effectués par les patients n'est plus nécessaire.

Côté critique, les médecins craignaient un supplément de travail pour concilier les paiements des patients avec les liquidations de la CNS. Ces craintes semblent cependant infondées, certains éditeurs proposent des solutions de conciliation automatiques interfacées avec les logiciels comptables.

Lors du lancement du PID, la CNS avait volontairement opté pour une stratégie de mise en place progressive. À la date actuelle, on peut constater que le PID est un succès et les éditeurs de logiciels médicaux ont du mal à suivre la demande pour installer leurs solutions dans les cabinets médicaux.

Ainsi, en janvier 2024, 94 médecins(-dentistes) avaient installé le PID, contre 491 médecins(-dentistes) en septembre 2024.

En janvier 2024, 7.925 mémoires d'honoraires PID ont été émis par les médecins. En mars 2024, 251 mémoires d'honoraires PID ont été émis par les médecins-dentistes. En septembre 2024, les mémoires d'honoraires PID se chiffrent d'ores et déjà à environ 80.000, dont une bonne dizaine de milliers pour les médecins-dentistes.

Concernant la page Internet « Paiement immédiat direct (PID) » dans la rubrique « Professionnels de santé » du site Internet de la CNS, celle-ci a été consultée environ 14.500 fois entre sa création en septembre 2023 et le 19 septembre 2024.

ad 2) En fonction de l'architecture de la solution de l'éditeur, il y a potentiellement besoin d'effectuer les installations des mises à jour nécessaires au PID sur les prémisses des médecins.

La mise en place du programme d'incitation à la digitalisation, dont la gestion est assurée par l'Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé (ci-après l'« Agence »), vise à aider les éditeurs dans leurs efforts d'intégration de ces nouveaux services et de leur déploiement. Actuellement 9 éditeurs ont été labellisés pour pouvoir bénéficier de ce programme.

ad 3) Quant à la mise en place du système du PID auprès des médecins des quatre centres hospitaliers du Grand-Duché de Luxembourg, la situation se présente actuellement comme suit :

- aux Hôpitaux Robert Schuman, les médecins urgentistes, les médecins spécialistes en radiologie et en ophtalmologie ont mis en place le système du PID ;
- le Centre hospitalier de Luxembourg a été labellisé le 24 septembre 2024 et démarrera son activité PID au courant de la première semaine d'octobre, d'abord avec un échantillon de médecins pour un premier rodage, pour monter après rapidement en charge et proposer le PID pour toutes les spécialités médicales dans le cadre de son activité ambulatoire ;
- le Centre Hospitalier du Nord est en cours de développement d'une solution PID qui, dans un premier temps, sera limitée aux urgentistes. Des échanges avec la CNS sont en cours pour trouver une solution de déploiement sur les autres spécialités ;
- au Centre Hospitalier Emile Mayrisch, des discussions sont en cours avec les médecins urgentistes et les médecins spécialistes en radiologie.

ad 4) Concernant la promotion du système du PID, l'Agence prolongera le programme d'incitation à la digitalisation auprès des éditeurs et la CNS continuera sa campagne d'information, notamment dans les abris du tram ainsi que sur les réseaux sociaux, mais également par d'autres canaux de communication afin de garantir une diffusion adéquate des informations en relation avec le PID.

ad 5) La communication avec les éditeurs, l'intégration des actes nécessitant la délivrance de titres de prise en charge et la délivrance d'autorisations préalables, ainsi que l'intégration du paiement des patients figurent parmi les principaux défis et chantiers en cours à la CNS en vue de l'optimisation du PID.

ad 6) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de mémoires d'honoraires (« documents ») et de matricules (« patients ») relatifs aux personnes bénéficiaires du tiers payant social pour les mois de janvier à août 2024 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 7) L'évolution de la formule du remboursement par chèque, respectivement du virement instantané, accuse une légère tendance à la hausse. En 2024, la CNS a émis en moyenne 970 chèques/virements instantanés par jour, ce qui représente une hausse d'environ 19 % par rapport à 2023.

Concernant le nombre de remboursements par virement instantané par rapport à celui par chèques, il accuse également une hausse. En 2023, le rapport précité se situait à 69 % de virements instantanés, dont 77 % pour les assurés qui sont clients d'une banque appliquant le système SEPA (Single Euro Payments Area) – ICT (Instant Credit Transfer), par rapport à 31 % de chèques. En 2024, ce rapport a atteint 81 % de remboursements par virement instantané, dont 85 % pour les assurés dont la banque utilise le système SEPA-ICT, contre 19 % de remboursements par chèque.

Quant à l'évolution du montant net moyen des chèques, il y a lieu de préciser qu'en 2023 ce montant moyen net se situait à 316,20 euros par chèque. Pour la période de janvier à août 2024, le montant moyen net s'élève à 356,30 euros par chèque.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

.....
Fake news sur les réseaux sociaux | Question 1165
(10/09/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An de leschte Méint goufen ëmmer erëm Fäll gemellt, wou falsch Informatiounen iwwer Lëtzebuerg op soziale Medien, besonnesch op Facebook, verbreet goufen. Dacks ginn dës Fakenews, déi als Basis fir sougenannte Scams – also Bedruchsversien – déngen, mat de Logoe vu Lëtzebuergeschen Medien oder der Regierung versinn, wat hir Glafwierdegkeet bei den Notzer erhéicht. Och ass et well virkomm, datt mat de Fotoen oder Videoe vu bekannte Perséinlechkeete Reklamm fir solch Scams gemaach gouf.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vun esou Scams – mat als Basis Fake-news – iwwer Lëtzebuerg goufen an de leschten 12 Méint gemellt oder festgestallt? Kann d'Ministesch eng Opdeelung no Plattform ginn (z. B. Facebook, Twitter, Instagram asw.)?
2. Wat ass déi duerchschnëttlech Reaktionszäit vu Facebook, fir esou falsch Informatiounen ze läschen oder ze markéieren, nodeems se gemellt goufen?
3. Wéi vergläicht sech dës Reaktionszäit mat anere soziale Medien?
4. Gëtt et Ënnerscheeder an der Kooperatiounsbeereitschaft tëscht de verschiddene Plattformen, wann et drëm geet, Bedruchsversich mat Bezug op Lëtzebuerg ze bekämpfen?
5. Huet d'Regierung schonn direkt Moosname géint Facebook oder aner sozial Medien ergraff, fir eng méi schnell a konsequent Ëmsetzung vun de Richtlinne géint Desinformatioun ze fuerderen?
6. Gëtt et Pläng fir zukünfteg legislativ oder regulatoresch Moosnamen, fir d'Verantwortung vun de soziale Medien bei der Bekämpfung vun esou Bedruchsversich ze verstärken?

Réponse (10/10/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité, Ministre de la Justice | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. bis 4. Aktuell gesäit déi lëtzebuergesch Legislatioun keng spezifesch Infraqtioun vir, déi d'Verbreede

vu falschen Informatiounen kriminaliséiert. Wann esou falsch Informatiounen physisch oder juristesesch Persoune treffen, kënnen awer d'Artikele 443 bis 452 vum Code pénal, déi sech op Diffamatioun, Calomnie a Beleedigung bezéien, ugewannt ginn. Fir déi Fäll, wou et sech dann ëm Bedruch handelt, kënnen d'Artikele 496 bis 504 vum Code pénal ugewannt ginn. Fir allgemeng Statistiken zum Sujet „Fake news“ kann op d'Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 1111 „Diffusion d'informations fausses sur les réseaux sociaux“ vum 20. September 2024 verwisen ginn. Am informatesche System gëtt bei dëse Statistiken net ënnerscheet, ob dës Infraqtiounen online oder offline gemaach gi sinn. Deemno ass och eng Opdeelung no Online-Plattform net méiglech.

Wat spezifesch de Gebrauch zu frauduléisem Zwecker vun offizielle Logoën ugeet, kënnen mir den honorabelen Deputéierten och nach op d'Antwort op d'Fro N° 5339 vum 21. Dezember 2021 verweisen, wou d'Dispositiounen vum Code pénal mat zousätzlechen Explikatiounen zu dësem Sujet duergeluecht gi waren.

ad 5. a 6. Fir illegal Contenuen an Desinformatioun ze bekämpfen, gouf déi bestoend national Gesetzgebung viru Kuerzem op europäeschem Niveau duerch d'Reglement (EU) 2022/2065 iwwert de Bannemaart fir digital Servicer (de sougenannten „Digital Services Act“, kuerz „DSA“) ergänzt an harmoniséiert. Dësen Text, deem de 17. Februar 2024 a Kraaft getrueden ass, huet d'Zil, Online-Plattformen am Kampf géint d'Verbreedung vun illegalen Inhalter ze sensibiliséieren an d'Verbreedung vun illegalen oder schiedlechen Inhalter virun allem duerch eng besser Preventioun ze reduzéieren.

Déi Online-Plattformen, déi ënnert den DSA falen (zum Beispill sozial Netzwierker, Videosharing-Plattformen oder Online-Maartplazen) mussen Mechanisme schafen, fir géint illegal Inhalter virzegoen. D'Notzer vun de Plattformen mussen d'Méiglechkeet hunn, d'Plattform iwwer potenziell illegal Contenuen direkt ze informéieren. Dono muss d'Plattform déi Contenuen iwwerpräiwen an esou séier wéi méiglech eng Entscheedung treffen. Soubal d'Plattform Kenntnis vun illegalen Inhalter op hire Servicer kritt, ass si dozou verpflichtet, séier ze handeln, fir dës Inhalter ze läschen oder den Zougang zu dësen Inhalter ze blockéieren.

Wat d'Desinformatioun ugeet, schafft den DSA verstärkt „due diligence“-Verpflichtungen fir sozial Netzwierker, déi am DSA ënnert de Krittär vun de „ganz groussen Online-Plattformen“ falen. Dëst sinn all d'Plattformen, déi méi wéi 45 Milliounen aktiv Utilisateuren hunn (zum Beispill: Facebook, Instagram, LinkedIn oder X (fréier Twitter)). Den DSA verpflichtet dës grouss Plattformen, Mesuren ze huelen, fir méi transparent a méi proaktiv géint falsch Contenuen virzegoen, déi duerch hir Servicer verbreet ginn. Si mussen intern Prozeduren schafen, fir falsch Informatiounen op hire Servicer ze identifizéieren an d'Risiken ze reduzéieren, déi mat Desinformatiounscampagnen verbonne sinn. Am Fall vun engem Verstooss géint den DSA kënnen déi zoustänneg Autoritéiten eng Geldstrof verhängen vu bis zu 6 % vum globalen Ëmsatz vun der Plattform.

Déi Europäesch Kommissioun ass zoustänneg, fir d'Konformitéit vun de groussen Online-Plattformen mat dësen Obligatiounen ze iwwerwaachen, an huet an deem Kontext den 18. Dezember 2023 eng formell Prozedur géint X (fréier Twitter) opgemaach, wéinst presuméierte Verstéiss géint d'Obligatiounen vum DSA. Zu Lëtzebuerg bestëmmt de Projet de loi N° 8309 d'Konkurrenzautoritéit als nationale Coordinateur fir digital Servicer („Digital Services Coordinator“, kuerz „DSC“). Si ass deemno fir d'Kontroll vun all

den Online-Plattformen, déi zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, zoustänneg. Den DSA schreift vir, dass déi 27 EU-Memberstaaten en nationale Coordinateur nennen.

Am Kader vun der Ëmsetzung vum DSA huet d'Konkurrenzautoritéit Aarbechtsgruppe geschaf, fir eng Koordinatioun mat de relevante sektoriellen Autoritéiten, déi fir verschidden Typen vun illegale Contenuen zoustänneg sinn (ënnert anerem d'ALIA, d'Police, den ILNAS an d'CNPD). D'Konkurrenzautoritéit schafft och mat der Europäescher Kommissioun an den DSC vun deenen anere Memberstaaten zesummen. Mir géifen den honorabelen Deputéierten nach op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1111 vum 20. August 2024 verweisen, déi weider Detailer zu enger änlecher Ufro beinhalt.

Zousätzlech spillt de „Code of Practice on Disinformation“ vun der Europäescher Kommissioun eng Roll. D'Zil vun dësem Outil ass et, manipulatiivt Verhalen online, esouwéi d'Verbreede vun Desinformatioun, ze reduzéieren, an dëst notamment duerch eng méi staark Zesummenaarbecht tëscht de Signatairen, wat Techniken, wéi beispillsweis falsch Profiller, Bots, oder och „deep fakes“ ugeet.

D'Regierung geet géint d'Desinformatioun awer och verstärkt duerch Preventioun a Medienerziéung (Éducation aux médias) – an alle Beräicher a fir Bierger vun all Alter – vir. An dësem Beräich huet d'„Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel“ (ALIA) d'Missioun, déi verschidde sektoriell Efforten ze encouragéieren a weider ze entwéckelen. Dëst gëtt och duerch Initiativen, wéi den „European Digital Media Observatory“ (EDMO), ënnerstëtzt. D'„Desinformatioun“ an déi verschidde Méiglechkeeten, effikass dergéint virzegoen an eis Demokratie ze schützen, wäert och d'Theema vun der Ofschlosskonferenz vum 4. Dezember 2024 sinn, déi am Kader vum Konferenzzyklus iwwer d'Mediareform organiséiert gëtt.

Régulation du marché automobile européen | Question 1166 (10/09/2024) de **M. Tom Weidig** | **M. Fred Keup** (ADR)

Déi europäesch Automobillindustrie ass a grouse Schwierigkeeten. D'Nofro, besonnesch och bei den Elektroautoen, ass ganz niddreg. Dobäi sinn déi ganz ambitiéis Reduktiounsstandarden, déi geméiss der EU-„Clean Air for Europe“-Regulatioun vun 2025 u gëllen, fir d'Industrie net méi ze erreechen. Dat heescht awer, dass d'Automobillindustrie Milliarden u Strofe muss bezuelen, wat d'Kris an deem Secteur nach eemol verschäerfe wäert. Och zu Lëtzebuerg sinn eng Rei vun Entrepreneuren direkt betraff, wann et der europäescher Automobillindustrie net gutt geet.

No Artikel 122 (1) vum Vertrag iwwer de Fonctionnement vun der Unioen kann de Conseil, op Vorschlag vun der Kommissioun, am Fall vu groussen ekonomesche Schwierigkeeten an am Geescht vun der Solidaritéit, géeegeent Moosname virschloen, fir esou enger Situatioun entgéintzewierken.

Dowéinst wollte mir der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung bereet, fir bei der Kommissioun an am Conseil dee Sujet unzeschwätzen an d'Applikatioun vum Artikel 122 (1) ze proposéieren?

2. Ass d'Regierung bereet, dofir ze plädéieren, dass déi Reduktiounsreglementatiounen sollen iwwerpréift an esou ugepasst ginn, dass si realistesch sinn an d'Automobillindustrie net virun onméiglech Aufgabe stellen?

Réponse (09/10/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Nee, d'Regierung envisagéiert dat net.

Incident au commissariat de police d'Esch-sur-Alzette | Question 1167 (10/09/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Selon mes informations, un incident préoccupant s'est récemment produit au commissariat de police d'Esch-sur-Alzette. Lors d'une manipulation d'arme à feu dans la chambre forte, un tir accidentel a été déclenché, entraînant le passage d'une balle à travers la porte de cette installation sécurisée. Bien que cet événement n'ait impliqué que le personnel de la Police grand-ducale, il suscite des interrogations quant à la sécurité des infrastructures et à leur capacité à protéger les agents en cas d'incident similaire. Cet épisode soulève la nécessité de réévaluer les mesures de sécurité en vigueur dans la gestion des armes au sein des commissariats.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires Intérieures :

1) Pouvez-vous confirmer les circonstances exactes de cet incident et si des mesures immédiates ont été prises pour éviter que cela ne se reproduise ?

2) Les portes et armoires de la chambre forte sont-elles actuellement conformes aux normes de sécurité nécessaires pour protéger efficacement le personnel en cas d'incident ?

3) Le ministère prévoit-il de renforcer les dispositifs de sécurité dans les commissariats, notamment en ce qui concerne la sécurisation des chambres fortes, afin de mieux protéger les agents ?

4) Des mesures supplémentaires de formation ou de sensibilisation à la manipulation sécurisée des armes à feu sont-elles envisagées pour le personnel de la Police grand-ducale ?

Réponse (01/10/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Il s'agit d'un fait résultant d'une erreur individuelle de manipulation d'une arme de service de la part d'un fonctionnaire de police. Conformément aux procédures en place, l'incident a immédiatement été signalé à l'Inspection générale de la police qui a procédé par la suite à une enquête administrative, confirmant ces faits. Les recommandations que l'Inspection générale de la police proposera dans le présent dossier, suite à ladite enquête, seront transposées par la police.

ad 2) Oui. L'incident ne résulte pas d'un problème d'infrastructure, mais d'une erreur de manipulation individuelle.

ad 3) Voir réponses 1, 2 et 4.

ad 4) Force est de constater que les fonctionnaires de police procèdent quotidiennement sans incident à des centaines de manipulations (chargement/déchargement) des armes de service. La formation ainsi que la sensibilisation en matière de manipulation d'une arme de service ne sont pas en cause dans le présent contexte.

Par ailleurs chaque commissariat est équipé d'une station spécifique destinée au chargement respectivement déchargement de l'arme de service.

Leasing pour les particuliers | Question 1168 (10/09/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Leasing fir Particuliere gewënnt ëmmer méi u Popularitéit zu Lëtzebuerg an ass e flotte Moyen, fir ënnert anerem och d'Elektromobilitéit no vir ze driewen. An der grousser Majoritéit vun de Fäll enthalen déi betraffe Kontrakter eng Limit u Kilomeeter, déi een

am Kontrakt oder pro Joer fueren dierf. Fiert ee méi Kilomeeter wéi déi, déi virgesi sinn, bezilt ee pro Kilomeeter, deen iwwert der Limit läit, een am Viraus definiéierte Kilomeeterpräis. Fiert ee manner Kilomeeter wéi virgesinn, gesäit de Kontrakt näischt vir. A villen europäesche Länner, och zum Beispill an Däitschland, gëtt et e Modell, wou och de lescht genannte Fall berücksichtegt gëtt. Konkreet kritt ee pro Kilomeeter, deen ee manner gefuer ass wéi dat, wat am Kontrakt virgesinn ass, een am Viraus definiéierte Montant pro KM zréck. Dëst ass gläichzäiteg och eng Incitatioun fir vill betraffe Leit, fir manner Kilomeeter mam Auto zréckzeleeën a méi oft op en alternatiiv Transportmëttel zeréckzegräifen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi steet de Ministère zu dëser Observatioun?

2. Gëtt et Méiglechkeeten iwwer Sensibiliséierung a Gespräicher um Terrain, déi betreffen Acteuren zu esou engem Modell ze incitéieren?

Réponse (03/10/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert de Leasing fir Privatleit, notamment mat Bezuch op d'Elektromobilitéit.

Hei gëllt et virun allem ervirzesträichen, dass déi Leasingkontrakter ënnert d'Liberté de commerce falen, déi vun der Verfassung garantéiert ass. Deement-sprechend huet d'Regierung net vir, fir d'Geschäftsmodell vu Leasingfirmen ze beaflossen. Hei wieren éischter d'Konsumentenorganisatiounen gefuerdert, als Vertrieber vun de Privatleit, déi e Leasingkontrakt ofschléissen.

Déi meescht Leasingfirmen hu lo schonn an de Konditiounen vun hire Verträge fir Privatleasing e Remboursement oder e Kredit virgesinn, wann d'Leit manner Kilomeeter fueren. Eng Interventioun vun der Regierung ass an deem kommerziellen Ëmfeld do schwéier virstellbar.

Esou Bedéngungen an de Leasingkontrakter hu wéineg bis guer keen Afloss drop, wat fir e Verkéiersmëttel d'Leit wielen, well de viraussichtleche Kilometerage scho beim Ofschloss vum Leasingkontrakt berücksichtegt gëtt. Bei der Wiel vum Verkéiersmëttel zielen éischter d'Attraktivitéit vum effentlechen Transport, gutt ausgebaute Vëlosweeër, de Stroossereseau oder och nach privat Constraints.

Ambiance de travail à l'Administration des contributions | Question 1169 (10/09/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem rezenten Artikel vu Reporter.lu geet et ënnert anerem ëm d'Aarbechtsklima bei der Steerverwaltung. Hei gëtt opbauend op enger net ver-effentlecher Etude folgende Constat gemaach: „L'Administration des contributions directes était une des pires administrations où travailler.“ Opbauend op der Wichtegkeet vun dëser Verwaltung stelle mir eis Froen zu dëser Etude.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wat sinn d'Kaderinformatiounen vun dëser Etude? Wéini ass se realiséiert ginn, iwwert wéi eng Method, wéi vill Leit hunn sech bedeelegt, wien huet se ausgefouert?

2. Kann de Ministère eis d'Schlussfolgerungen aus dëser Etude zoukomme loosse?

3. Wéi eng Moosname goufen opbauend op den Observatiounen gezunn?

Réponse (17/10/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

Allgemeng ass ze soen, dass d'Etude, op déi den Deputéierten sech a senger Fro referéiert, eng wëssenschaftlech Etude iwwert de Management an der Fonction publique ass, déi kollaborativ vum Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), vum University College London, vun der Roskilde University a vun der University of Nottingham gefouert ginn ass. Dës Etude ass vu Februar bis Mäerz 2024 a 34 Administratiounen a Ministère duerchgefuert ginn. D'Participatioun un dësem Sondage war fräiwëleg a confidentiel. Et hunn am Ganzen 3.740 Agenten un dësem Sondage deelgeholl, wat en „taux de réponse“ vun 69 % ergëtt.

Aktuell sinn d'Chercheuren amgaangen, de Rapport intermédiaire zu dëser Etude auszeschaffen, deen dann och um Portail vun der Fonction publique verëffentlecht gëtt. D'Verwaltungen, déi un dëser Etude deelgeholl hunn, kruten hir individuell Resultater geschéckt an aus evidente Grënn vu Vertrauensbasis ginn dës Resultater net verëffentlecht.

Aktuell gëtt et wéineg Etuden, déi den Afloss vum Management op d'Satisfaktioun vun den ëffentlechen Agenten analyséieren.

Dës Sondage gëtt eng zweete Kéier am Joer 2025 duerchgefuert, nodeems déi Verantwortlech vu verschiddene Servicer eng Formatioun matgemaach hunn. D'Zil vun de Chercheuren ass et, fir den Impakt vun de Moosnamen, déi geholl gi sinn, ze evaluéieren, souwuel op d'Qualitéit vum Management, ewéi och op d'Satisfaktioun vun den Agenten.

Aus dëse Grënn ass et am Moment nach ze fréi, fir generell Conclusiounen ze zéien.

Bezunn op d'Steierverwaltung ass ze bemierken, dass d'Participatioun bei der Steierverwaltung (Administration des contributions directes/ACD) bei 71 % respektiv 755 Agente loung.

Op Basis vun dësem Sondage an och am Kader vun der Transformatioun vun der Steierverwaltung goufe schonn eng Rei Initiative geholl, fir op déi formuléiert Besoinen an Erwaardungen vun de Leit anzugeen:

– Intranet: de 15. Juli 2024 ass den Intranet lancéiert ginn, fir dass jiddereen Zougrëff op eng gemeinsam Plattform huet, wou en Abléck op Neiegkeeten, Informatiounen iwwer d'Organisatioun, Fotoen, eng Revue de presse asw. huet. Et gëtt och eng Boîte à idées, wou d'Leit hir Iddien, Verbesserungsvirschléi a selbstverständlech och kritesch Aspekter kënnen matdeelen, déi vun de jeeweileg concernéierte Servicer traitéiert ginn.

– Echange/Visibilitéit: De Steierdirekter huet alleguer d'Bureauen, Servicer an Divisiounen, déi iwwer 24 Sitte am Land verdeelt sinn, besicht, fir d'Mataarbechter perséinlech kennenzuléieren a sech e Bild vun de Strukturen ze maachen. Och si reegelméisseg Reunione mat de Preposées an hiren Adjointe agefouert ginn, fir e fluiden, transparenten a konstruktiven Echange ze erméiglechen.

– Formatiounen: E wichtege Volet, fir op déi aus der Etude formuléiert Besoinen anzugeen, ass d'Erweiderung vun de Formatiounen innerhalb vun der ACD, wéi z. B. de Leadership, deen ënnert der Form vun engem Coaching organiséiert gëtt. Des Weidere sollen och d'Formation de base, d'Formation continue, d'Mobilité interne an aner Beräicher geziilt moderniséiert ginn, fir all de Mataarbechter Perspektiven a Weiderbildungsméiglechkeeten unzëbidden.

– Events: D'ACD encouragéiert hir Agenten, gemeinsam un Evenementer deelzehuelen, z. B. beim ING

Marathon, fir esou den Zesammenhalt ënnerteneen ze stäerken.

– Onboarding: Den 1. Oktober 2024 ass e weidere Projet an d'Liewe geruff ginn, mam Zil, déi nei Mataarbechter zesummen an interaktiv an d'Verwaltung ze integréieren. Hei sinn iwwert e ganzen Dag Formatiounen aus verschiddene Servicer organiséiert ginn, kombinéiert mat der Konfiguratioun vum technesche Material, enger Fotosessioun, Quizzen an der Méiglechkeet, sech ënnerteneen auszetauschen.

– Digitalisatioun: Déi aktuell informatesch Struktur bannent der Steierverwaltung mécht et net méiglech, all Elementer, déi fir d'Transformatioun néideg sinn, ze integréieren. Dofir gëtt an enker Kollaboratioun mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) gekuckt, déi informatesch Architektur vun der ACD ze moderniséieren, dëst souwuel am Interessi vun de Mataarbechter, wéi natierlech och dem Steierzueler.

– Programme de travail 2025–2028: Aktuell gi verschidden Atelierien organiséiert, mam Zil, déi definiéiert Mesuren am Kader vum Programme de travail ze analyséieren a se un déi nei Visiounen, Valeuren a Missiounen, déi d'Steierverwaltung sech gesat huet, ze adaptéieren.

– Rekrutementer: De Comité de direction gouf komplettéiert an d'Attributiounen nei organiséiert. Donieft si wichteg Rekrutementer wéi zum Beispill an der Fiskalitéit, der Kommunikatioun an de Ressources humaines lancéiert ginn, fir d'Transformatioun vun der ACD erfollegräich ze gestalten. Weiderer komme kuerzfristeg a Beräicher wéi Formatioun, Knowledge, Data science asw. no, fir d'Ziler, déi d'ACD sech gesat huet, ze erreechen.

– Atelier: Den 12. Juli 2024 ass en Atelier mat der Direktioun organiséiert ginn, fir zesummen u Strategien ze schaffen, mat deenen een op d'Erkenntnisser, déi aus der Etude ervirgaang sinn, ze reagéieren an natierlech den Erwaardungen, déi d'Mataarbechter am Mäerz 2024 formuléiert hunn, gerecht ze ginn.

.....
Contrôles aux frontières allemandes | Question 1170 (10/09/2024) de **Mme Sam Tanson** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Déi däitsch Inneministesch huet verstärkt Kontrollen un allen däitsche Landesgrenzen annoncéiert, déi de 16. September ulafen a fir mindestens 6 Méint undauere sollen. Als Grond fir dës verstärkt Grenzkontrolle ginn d'Begrenzung vun irregulärer Migratioun an de Schutz vun der bannenzeger Sécherheet virun den aktuelle Bedroungen duerch den islamisteschen Terrorismus a viru grenziwwerschreidender Kriminalitéit genannt.

Och wann ugekënnegt gouf, dass keng Kontrollen op de Brécken zu Lëtzebuerg duerchgefuert wäerte ginn an dass onnéideg Beanträchtegungen op Pendler vermidde wäerte ginn, wäerten dës verstärkt Kontrollen en Impakt op d'Leit hunn, déi all Dag op Lëtzebuerg fueren a schaffe kommen an ëmgedréint.

An dësem Kontext erlabe mir eis et, follgend Froen un den Här Premierminister, den Här Ausseminister an den Här Inneminister stellen:

1. U wéi enge spezifesch Grenzwwergäng tëscht Lëtzebuerg an Däitschland ginn dës Kontrollen duerchgefuert?

2. Zu wéi enge Dageszäite wäerten dës Grenzkontrollen stattfannen, a wéi wäert séchergestallt ginn, dass dës Kontrollen net während den Haaptverkéierszäiten oder Stousszäiten duerchgefuert ginn, fir zousätzleche Stau fir Grenzpendler ze vermeiden?

3. Huet d'Regierung Kenntnis dovun, wéi déi däitsch Police tëscht Grenzpendler an Netgrenzpendler ënnerscheede wäert? Wéi eng Auswirkungen erwaart sech d'Regierung op d'Pendler, déi grenziwwerschreidend schaffen oder liewen, a wéi sollen dës Auswirkungen minimiséiert ginn?

4. Wéi wäert d'Regierung op méiglech Doleancé vu Leit a Betriber reagéieren, déi duerch dës Grenzkontrolle beanträchtegt ginn? Wäert et an dësem Kontext eng spezifesch Ënnerstützung gi fir Grenzgänger fir sécherzestellen, dass dës weiderhi problemlos op d'Aarbecht pendele kënnen, falls d'Grenzkontrolle länger als erwaart daueren?

5. Wéi eng Schrëtt goufe vun der Regierung ënnerholl fir sécherzestellen, dass dës ugekënnegt Grenzkontrollen déi wirtschaftlech a sozial Integratioun an der Grenzregioun net negativ beaflossen? Gedenken den Här Premierminister an den Här Ausseminister an dësem Sënn bei hiren däitschen Homologen ze intervenéieren?

6. Huet d'Regierung Bedenken, dass dës Grenzkontrollen d'Vertrauen an d'Schenge-Regelen an d'Reesfräiheet an der EU ënnergruwe kënnen? Falls jo, wéi eng Moosname gedenkt d'Regierung an dësem Kontext op europäeschem Niveau ze ergräifen, fir d'Situatioun ze verbessern?

7. Wéi gedenkt d'Regierung mat eventuell zeréckgewisene Flüchtlingen ëmzegoen?

Réponse (17/10/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. D'Kontrollen un den däitsche Landesgrenze leien am Ressort vun der däitscher Innepolitik. Et existéiert momentan ee Kontrollposten op der A64 an der Géigend vun Tréier um „Parkplatz Dicke Buche“. Dës Kontrollpunkt ass eng sëllege Kilometer vun der Grenz ewech. En zweete Kontrollpunkt ass op der A8 an Däitschland, dee steet um „Parkplatz Moseltal Ost“ hannert der Grenz.

Als Heemechtsland vum Schengen-Accord setzt sech d'Lëtzebuurger Regierung konsequent fir oppe Bannengrenzen an.

ad 2. Säit der Aféierung vun den temporäre Bannengrenzkontrollen am Kontext vun der UEFA EURO 2024 a wéi schonn an den Äntwerten op déi parlamentaresch Froen N° 0567, N° 0792, N° 0889 an N° 0986 erkläert ginn ass, huet den Inneminister reegelméisseg bei der Bundesinneministerin, Nancy Faeser, bei hirem Staatssekretär a bei sengen Homologen a Rheinland-Pfalz an am Saarland intervenéiert a sech fir oppe Grenzen a sou wéineg wéi méiglech Perturbatiounen fir d'Frontalieren agesat.

Wéi scho während der Fussball-Europameeschterschaft ginn déi temporär Bannengrenzkontrollen an Däitschland net durchgeeeind an net flächendeckend, mee zäitlech an ertlech flexibel durchgefuert. Am Fall vu Stau kann d'Police, dank dem Austausch mat den däitschen Homologen an der Kenntnis vun der Situatioun, reagéieren.

ad 3. Et sief op de Communiqué vum 20. September 2024 vum Inneministère verwisen.

D'Bundesinneministerin, Nancy Faeser, an de President vun der Bundespolizeidirektion Koblenz, Gregor Pelzl, hunn dem Inneminister, Léon Gloden, verséichert, dass den Impakt op de Pendlerverkéier géing duerch déi néideg Moosname minimiséiert ginn.

ad 4. D'Regierung setzt sech kontinuierlech dofir an, dass déi praktesch Ëmsetzung vun de Kontrollen esou mann wéi méiglech Repercussiounen op de Flux transfrontalier huet.

ad 5. Et gëtt op de Communiqué vum 20. September 2024 verwisen, an deem den Austausch vum Inneminister mat den däitschen Autoritéite bestätegt gëtt. Den Här Premierminister huet och e reegelméisseg Austausch mam Kanzler Scholz zu dësem Thema. Och den Ausseminister ass a stännegem Kontakt mat sengen Homologen zu dësem Sujet a wäert dëse proaktiven Austausch och an Zukunft weiderféieren.

ad 6. Dës Regierung ënnersträicht ëmmer nees, esou wéi am Communiqué vum Inneminister vum 20. September 2024 steet, dass déi héchst Prioritéit op d'oppen EU-Bannegrenzen an de Schengen-Accord geluecht gëtt. Den Inneminister huet um JAI-Conseil vum 10. Oktober 2024 nach eng Kéier ënnerstrach, datt Lëtzebuerg fir Kontrollen op de Baussegrenzen ass an datt keng Kontrollen un de Bannegrenzen solle stattfannen.

ad 7. Wann eng Persoun am Kontext vun enger Bannegrenzkontroll internationale Schutz freet, da muss déi Persoun an enger éischter Phas vun Däitschland opgeholl ginn, an d'Ufro analyséiert ginn, ob Däitschland oder een anert Land fir déi Ufro zoustänneg ass. Wa Lëtzebuerg op Basis vum Dublin-III-Reglement fir esou eng Ufro zoustänneg ass, da gëtt et kloer Prozeduren, déi mussen agehale ginn, fir d'Persoun ze iwwerstellen.

E Refoulement vun enger Persoun, déi internationale Schutz ufreet, ass net legal.

Admission en médecine à l'Université du Luxembourg | Question 1171 (11/09/2024) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Un article de presse récemment publié dans un quotidien luxembourgeois relate le cas de trois jeunes réfugiés ayant obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires au Luxembourg avec des résultats exceptionnels dans la section scientifique. Souhaitant poursuivre des études de médecine à l'Université du Luxembourg, leur admission a été refusée en raison de l'exigence d'un niveau C1 en allemand, une condition jugée disproportionnée dans la formation médicale.

Dans un contexte marqué par une pénurie notable de médecins au Luxembourg, cette politique universitaire incite un nombre croissant d'étudiants à poursuivre leurs études à l'étranger, avec pour conséquence le risque accru qu'ils ne retournent pas exercer dans le pays. Cette exigence linguistique découle apparemment d'accords bilatéraux avec la France et la Belgique, visant à limiter l'accès des étudiants de ces pays aux études de médecine. Cependant, elle affecte désormais également des élèves ayant suivi leur cursus scolaire au Luxembourg.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Pourquoi l'Université du Luxembourg impose-t-elle des exigences linguistiques plus strictes pour l'admission en médecine que dans d'autres filières, alors que l'allemand ne semble pas jouer un rôle central dans cette formation ?

2) Madame la Ministre envisage-t-elle de réviser les critères linguistiques pour l'accès aux études de médecine, ainsi qu'aux autres filières scientifiques, notamment pour les étudiants ayant fait preuve d'excellentes performances académiques dans le système scolaire luxembourgeois ?

3) Quelles mesures peuvent être prises pour garantir un accès équitable aux études médicales aux

étudiants réfugiés ou autres, qui sont bloqués par ces critères linguistiques spécifiques ?

4) Est-il envisagé de mettre en place un système d'admission conditionnelle aux études de médecine, non seulement en fonction des compétences linguistiques, mais également en prenant en compte le diplôme de fin d'études, afin d'élargir le vivier des candidats potentiels et de permettre aux élèves issus de l'enseignement secondaire général de se qualifier pour ce cursus, comme c'est déjà le cas pour d'autres programmes à l'Université du Luxembourg ?

5) Quelles sont les modalités précises de la dispense de l'exigence d'un certificat de langue de niveau « C1 » comme condition d'admission aux études universitaires pour les étudiants ayant suivi leur scolarité dans le système éducatif luxembourgeois ?

Réponse (08/10/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En ce qui concerne les conditions d'admission au Bachelor en médecine de l'Université du Luxembourg, il y a lieu de renvoyer aux explications données dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 0291 relative à ce sujet.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse établit une attestation relative aux niveaux de compétence en langues pour les titulaires du diplôme de fin d'études secondaires de l'enseignement secondaire classique et de l'enseignement secondaire général, où les niveaux visés par les cours de langues s'orientent aux descripteurs du Cadre européen de référence pour les langues. Cette attestation permet de dispenser les étudiants en possession d'un tel document attestant le niveau C1 comme niveau visé pour les langues française et allemande de l'exigence d'un certificat de langue de niveau « C1 ».

Intégration de l'Aéroport de Luxembourg dans le PNM2035 | Question 1172 (11/09/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De Findel ass mam ëffentlechen Transport aktuell iwwerwert d'Buslinne 6, 16 an 29 ze erreechen. Dës Linne falen ënnert d'Responsabilitéit vun der AVL. Iwwerlandbusse fueren eisen nationale Fluchhafen aktuell net un. Och dee fir d'nächst Joer geplangten Tramsuschloss bréngt d'Leit virun allem aus der Stad dohi respektiv vum Fluchhafen an d'Stad. Eng Differenz, déi doriwuer eraus am Verglach mat villen auslännesche Fluchhäfen opfällt, ass déi feelend Méiglechkeet, säi Gepäck sécher ze verstauen, wann ee mam Bus op de Findel fiert.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, wéi de Fluchverkéier während den nächste Joren an d'Politik vun der Multimodalitéit an dem „nationale Mobilitéitsplang 2035“ soll agebonne ginn?

2. Wéi ass déi Decisioun begrënn, fir generell keng Iwwerlandbussen op de Findel fueren ze loossen? Sinn zäitno Ännerunge geplangt?

3. Firwat sinn am ëffentlechen Transport aktuell keng Méiglechkeete virgesinn, säi Gepäck ze deposéieren, wann een op de Findel wëll fueren? Ass an Zesummenaarbecht mat der AVL dru geduecht, fir d'Rullmaterial deemtsprechend unzepassen?

4. Ass virgesinn, d'Rullmaterial vum Tram mam Uschloss un de Findel am selwechte Sënn ze moderniséieren?

5. Kéint d'Madamm Minister sech virstellen, sou wéi et am Ausland dacks üblech ass, eng oder e puer Buslinnen auszeweisen, déi speziell op d'Verbinding mam Fluchhafen ausgeriicht sinn, wou d'Passagéier da jee no Zil och just do eraus- oder erakomme kënnen? Falls nee, kéint d'Madamm Minister sech alternativ virstellen, esou ee Service privatwirtschaftlech auszeschreiwen?

Réponse (07/10/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Fluchhafen als wichteg Destinatioun fir den ëffentlechen Transport ass Deel vum nationale Mobilitéitsplang 2035. Heifir gëtt deemtsprechend d'Tramslinn bis op de Findel fir d'Fréijoer 2025 verlängert.

De Fluchverkéier selwer ass net Deel vum nationale Mobilitéitsplang 2035, mee organiséiert sech privatwirtschaftlech.

ad 2. De Findel gëtt nieft dem AVL duerch vum Iwwerlandbussen, also dem RGTR, ugefuehert.

Aktuell sinn dat déi véier follgend Linnen:

- 223 Junglinster, P&R–PE Bonnevoie
- 302 Trier (D)–PE Howald
- 361 Cargocenter–Aéroport–Schrassig
- 850 Aéroport–Bertrange

ad 3. D'Busser si generell mat enger Plattform equipéiert, déi nieft Rollstull, Poussetten a Vëloen och fir Gepäck genotzt ka ginn.

ad 4. Dat aktuell Rullmaterial fiert ab dem Fréijoer 2025 bis op de Findel. Och den Tram ass mat Plattformen equipéiert, déi genuch Plaz bidden, fir sech mat Gepäck ze deplacéieren.

ad 5. Ech verweisen hei op d'Äntwert zu der Fro 2.

Envoi de la photo prise dans le cadre d'une infraction routière | Question 1173 (11/09/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Handhabung vu Verkéiersverstéiss féiert zu Lëtzebuerg oft zu Frustratioun a Roserei bei de concernéierte Leit. E bekannt Beispill ass an deem Zesummenhang de Fait, datt, wann d'Vitess iwwerschritt an duerch Radare gemooss gouf, de betraffene Chauffeur eng Geldstrof heemgeschéckt kritt – allerdéngs ouni d'Foto „preuve à l'appui“ vum Verkéiersverstouss. Dat empfanne vill Leit als problematesch, well an enger Demokratie Transparenz ganz wichteg ass, besonnesch, wann et ëm Sanktioune geet. Hirer Meinung no ass et d'Verantwortung vum Staat, fir Beweiser ze liwweren, datt e bestëmmte Chauffeur eng Verkéiersregel verletzt huet. D'Beweislaascht dierft net op de Chauffeur ofgewälzt ginn an et dierft net sinn, datt vun him erwaart gëtt, seng Zäit a Ressourcen opzebréngen, fir perséinlech zu Bartreng am Centre national de traitement d'Foto vum Verkéiersverstouss an domat d'Legitimitéit vun der Sanktioun ze iwwerpräiwen. An aneren europäesche Länner, wéi z. B. Däitschland a Frankräich, gëtt d'Foto vum Verkéiersverstouss automatesch mat der Geldstrof un de betraffene Chauffeur geschéckt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Mobilitéitsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, eng Gesetzesännerung auszeschaffen, déi virgesäit, datt och zu Lëtzebuerg d'Foto vum Verkéiersverstouss un déi betraffte Persoun muss zesumme mat der Geldstrof geschéckt ginn? Ass d'Madamm Minister net der Meinung, datt esou eng Gesetzesännerung net nëmme zur Transparenz géif bäidroen, mee och



d'Vetraue vun de Bierger an d'Verkéiersiwwerwachung an domat an d'Arbecht vun der Police géif stäerker?

2. Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi vill Persounen an de leschte fënnef Joer drop gehalen hunn, fir zu Bartreng am Centre national de traitement d'Foto vum Verkéiersverstouss an domat d'Legitimitéit vun der Sanktioun ze iwwerpräiwen?

Réponse (10/10/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Den honorablen Deputéierte stellt Froen zu de Fotoen, déi vun automatesche Radare vu Chauffere geholl ginn, déi ze séier gefuer sinn.

Wat dem honorablen Deputéierte seng Fro iwwert d'automatescht Verschécke vun der Foto vu Verkéiersverstéiss ugeet, gëtt et am Moment vun deenen zwee concernéierte Ministère keng Bestriuwungen, fir un der bestoender Prozedur eppes ze änneren. Transparenz ass jo doduerch séchergestallt, dass de concernéierte Chauffeur am Zweifelsfall d'Foto ka consultéieren goen. D'Homologation vun den Apparater garantéiert d'Präzision vun der Vitessemissung, sou dass de Bierger vollst Vertrauen an d'Verkéiersiwwerwachung duerch déi automatesch Radare kann hunn.

Wat d'Zuelen ugeet vun de Leit, déi hir Foto op Bartreng kucke ginn, esou féiert d'Unité de la police de la route net Buch iwwert d'Visiteuren, déi sech um Centre national de traitement presentéieren. Deementspriedend kënnen op dës Fro keng Zuele geliiwert ginn.

Taxation des personnes très fortunées | Question 1174 (11/09/2024) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Dans sa déclaration ministérielle de Rio de Janeiro sur la coopération fiscale internationale, les pays du G20 se sont e. a. engagés à ce que les « ultra-high net worth individuals » soient taxés efficacement. Selon un rapport du « EU Tax Observatory » présenté au G20 un impôt effectif de 2 % sur la fortune des 3.000 personnes les plus fortunées rapporterait annuellement 250 milliards de dollars à la communauté internationale.

D'autre part les pays du G20 se sont engagés à échanger les meilleures pratiques, à encourager les débats autour des principes fiscaux et à élaborer des mécanismes anti-évitement, notamment en s'attaquant aux pratiques fiscales potentiellement dommageables.

Aux yeux des pays du G20, l'évasion fiscale des personnes très fortunées nuit à l'équité des systèmes fiscaux, allant de pair avec une efficacité réduite de la fiscalité progressive.

En mars, la sous-commission de la taxation sur la fortune et la solidarité du comité d'experts des Nations Unies a établi un rapport qui dessine différentes voies politiques afin de taxer les grandes fortunes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle est la position du Luxembourg sur les engagements du G20 ? Est-ce que le Gouvernement entend soutenir l'initiative du G20 sur la coopération fiscale internationale, visant notamment une taxation efficace des personnes très fortunées, notamment dans les instances dans lesquelles le Luxembourg est représenté comme l'ONU, l'OCDE et l'Union européenne ?

2) Quelles seraient les conséquences sur la place financière du Luxembourg qui, ces dernières années, a attiré bon nombre de ces personnes très fortunées ?

Réponse (11/10/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

L'honorable Député fait référence aux dernières initiatives annoncées en ce qui concerne la taxation des personnes très fortunées notamment au niveau des pays du G20. Tout en soulignant la nécessité de lutter contre des pratiques de planification fiscale agressive mises en œuvre par des personnes très fortunées, les pays du G20 ont surtout indiqué vouloir renforcer leur coopération pour s'assurer que ces personnes soient effectivement imposées, dans le plein respect de la souveraineté fiscale.

Dans ce contexte, il convient de noter que de nombreux mécanismes de coopération internationale en matière d'échange d'informations à des fins fiscales ont été implémentés au niveau de l'OCDE et européen au cours des dernières années. Ces mécanismes constituent des instruments pertinents et utiles pour lutter contre d'éventuelles pratiques de planification fiscale agressive mises en place par des personnes très fortunées afin de s'assurer que celles-ci paient les impôts dus en application des législations fiscales leur applicables.

Si le Luxembourg ne s'oppose pas à discuter le cas échéant des pistes de réflexion envisageables pour améliorer encore la coopération internationale dans le domaine spécifique visé par la déclaration du G20, le Gouvernement n'entend cependant pas réintroduire un éventuel impôt sur la fortune des personnes physiques.

De plus, il convient de noter que la fiscalité luxembourgeoise est progressive, de sorte que les personnes à revenu élevé paient substantiellement plus d'impôts que ceux qui ont des revenus plus faibles. Ceci va dans le sens de la déclaration des pays du G20 qui appelle de ses vœux une imposition progressive et effective des personnes très fortunées.

Vols commerciaux anti-incendie | Question 1175 (11/09/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Questionnée par le soussigné sur le devenir de la nouvelle branche de la Cargolux destinée à la lutte aérienne contre les feux de forêt et disposant dès à présent de quatre avions spécialisés, Madame la Ministre a répondu par une non-réponse (QP 1094). Concernant d'éventuelles missions de la nouvelle flotte, Madame la Ministre a dans sa prise de position du 6 septembre souligné que « la question se rapporte aux affaires internes et confidentielles d'une société commerciale. Il appartient dès lors à la société commerciale en question de déterminer le contenu et le moment des publications afférentes à effectuer. »

Or, il est un fait que des liens indirects mais étroits de l'État luxembourgeois par le biais de la Luxair, la BCEE et la SNCI avec la Cargolux ainsi que la proximité du président du conseil d'administration avec le ministère sont bien réels.

Dès lors, je me permets de réitérer ma question susmentionnée et en complément poser la question suivante à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner si des avions Cargolux ont participé à la lutte contre les feux de forêt actuels dans le parc naturel « Harz » en Allemagne ?

Réponse (07/10/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert dans sa question parlementaire sur la nouvelle branche de Cargolux destinée à la lutte aérienne contre les feux de forêt. Les informations qui suivent émanent de Cargolux et ont également trouvé écho dans la presse.

Aquarius Aerial Firefighting SARL n'a pas participé à la mission de combat anti-incendie en Allemagne alors que tous les avions étaient déjà déployés en Espagne sous un contrat qui se termine le 31 octobre 2024.

Aquarius Aerial Firefighting a commencé sa première mission en Espagne le 1er juillet 2024. C'est le premier contrat pour Aquarius Aerial Firefighting qui a agi comme sous-traitant d'une société espagnole, qui, elle, a conclu le contrat avec le Gouvernement espagnol.

Aquarius Aerial Firefighting SARL est détenue à 100 % par Cargolux Airlines International SA et jusqu'à présent quatre avions ont été livrés. Le quatrième avion a eu son certificat de navigabilité de la Direction de l'aviation civile le 2 septembre 2024.

Deux avions supplémentaires sont prévus d'être livrés lors du dernier trimestre 2024.

Aujourd'hui, 8 pilotes ont terminé leur formation et sont qualifiés pour opérer l'avion Fire Boss lors de missions de combat anti-incendie.

Rappel des recommandations concernant des infections à la Covid-19 dans des structures pour personnes âgées | Question 1176 (11/09/2024) de Mme Francine Cloeser | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Ces dernières semaines, les infections à la Covid-19, quoique moins virulentes et dangereuses, connaissent à nouveau une forte augmentation. Parallèlement, avec l'automne qui arrive, la saison des infections respiratoires et des virus grippaux est de retour.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités et du Vivre ensemble et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale les questions suivantes :

1) Y a-t-il eu récemment une recrudescence des cas de Covid-19 dans les structures pour personnes âgées ?

2) Monsieur et Madame les Ministres ont-ils procédé à un rappel ou à une adaptation des recommandations, respectivement des lignes directrices nationales sur les règles sanitaires à appliquer dans les structures pour personnes âgées - tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des résidents - visant à contrôler les risques de transmission des virus en question et à protéger ces populations souvent vulnérables ?

Réponse (22/10/2024) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Aucune recrudescence récente importante des cas de Covid-19 a été constatée dans les structures pour personnes âgées. Le nombre de cas déclarés récemment dans toute la population montre une légère hausse, y compris chez les personnes de 80 ans et plus qui inclut la majorité des résidents des structures. En comparant les semaines du 26 août 2024 au 22 septembre 2024 à la même période de l'année précédente (28/08/2023-24/09/2023), les chiffres

sont presque identiques, voire légèrement inférieurs (84 cas en 2024 contre 88 cas en 2023). La dernière vague majeure a eu lieu en décembre 2023, où 305 cas ont été déclarés parmi les personnes âgées de 80 ans et plus au cours des quatre dernières semaines de l'année.

Bien qu'aucune augmentation importante des cas dans le groupe d'âge des résidents des structures pour personnes âgées, notamment par rapport au pic observé en décembre dernier, ne soit constatée, l'évolution du nombre de cas de Covid-19 continue à être surveillée attentivement.

ad 2) Les recommandations relatives à la pandémie liée à la Covid-19 aux acteurs du secteur sanitaire et sociofamilial ont été suspendues par le courrier du 29 mars 2023, avec effet à partir du 1^{er} avril 2023. Or, rappelons que la Covid-19 reste une maladie à déclaration obligatoire et l'incidence est surveillée tout au long de l'année par l'inspection sanitaire. Pour l'instant, il n'y a pas de recommandations supplémentaires spécifiques pour la Covid-19 de la part de la Direction de la santé, mais elle continue cependant à être disponible pour soutenir les structures en matière de protection contre les infections et la gestion d'épidémies éventuelles.

Pour le moment, il n'y a pas d'autre recommandation au-delà de la vaccination pour les personnes vulnérables. Le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) recommande une dose unique de vaccin contre la Covid-19 en automne/hiver aux personnes à risque de forme grave de la maladie, y compris les personnes âgées (<https://sante.public.lu/dam-assets/fr/espace-professionnel/recommandations/conseil-maladies-infectieuses/covid-19/csmi-recommandation-rappel-vaccin-covid-automne-2024.pdf>).

Dans ce cadre, il y a également lieu de rappeler les nouveautés au niveau de l'organisation et des procédures, introduites par la loi du 23 août 2023 relative portant sur la qualité des services pour personnes âgées, dont l'objectif consiste à garantir une protection maximale de cette population vulnérable et à réduire au mieux le risque de transmission en cas de maladie infectieuse.

Ainsi, les gestionnaires des structures d'hébergement pour personnes âgées sont obligés d'élaborer et mettre en place un plan de prévention et de lutte contre les infections et de respect des règles d'hygiène et sanitaires à respecter, qui définit entre autres des procédures en cas de maladies infectieuses au sein d'un établissement. Par ailleurs, les gestionnaires doivent également disposer d'au moins un agent du personnel d'encadrement qui assume la fonction de référent en matière de prévention et de lutte contre les infections et de respect des règles d'hygiène et sanitaires.

Prise en compte des « baby years » pour le calcul de la pension | Question 1177 (11/09/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

L'article 171, alinéa 1, point 7 du Code de la sécurité sociale fixe les modalités et conditions de la mise en compte des « baby years » pour le calcul de la pension. Ces années d'éducation, mises en compte sur demande, sont assimilées aux périodes effectives d'assurance obligatoire. La période baby year, pour laquelle un revenu fictif est mis en compte au niveau de la carrière d'assurance, est de 24 mois par enfant et est étendue à 48 mois dans certains cas de figure.

Selon le Code de la sécurité sociale, « les parents désignent le bénéficiaire de la période d'assurance ou,

le cas échéant, se prononcent pour le partage de la période au moyen d'une demande commune. Cette décision ne peut être modifiée. »

Le texte de loi prévoit par ailleurs, qu'à défaut d'accord entre les parents et en l'absence de la preuve rapportée par le parent demandeur qu'il a assumé exclusivement l'éducation de l'enfant, la période baby year est partagée par moitié entre les deux parents.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Qu'advient-il au cas où seulement un des deux parents remplit les conditions pour pouvoir bénéficier des années d'éducation ? Comment est traitée une demande de mise en compte d'années d'éducation qui désigne un parent non éligible ? Comment est effectué l'attribution des baby years en l'absence d'accord entre les parents et qu'il s'avère qu'un des deux parents ne remplit pas les conditions pour pouvoir bénéficier des années d'éducation ?

2) Les parents qui désignent un parent non éligible comme bénéficiaire des baby years en sont-ils informés d'office lorsqu'ils introduisent la demande de mise en compte d'années d'éducation ? Le bénéfice de ces périodes d'éducation est-il transféré automatiquement au parent remplissant les conditions d'attribution ?

3) En cas de réponse négative, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'une telle information, voire un tel transfert, seraient de mise et conformes à la volonté du Gouvernement de garantir un fonctionnement proactif des services et administrations de l'État dans l'intérêt des citoyens et citoyennes ?

4) Madame la Ministre envisage-t-elle une adaptation de l'article afférent du Code de la sécurité sociale pour clarifier la situation dans les cas de figure décrits ci-dessus ?

Réponse (22/10/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) De prime abord, il y a lieu d'attirer l'attention à la différence qui existe entre les « années-bébé »⁹, « baby years » en anglais, relevant de l'article 171, alinéa 1^{er}, point 7, du Code de la sécurité sociale (CSS) et les années ou périodes d'éducation d'enfants qui relèvent de l'article 172 du CSS. Ces dernières ne constituent que des périodes dites complémentaires servant uniquement à parfaire le stage pour la pension de vieillesse, à l'application de la pension minimum ainsi qu'à l'acquisition des majorations forfaitaires dans les pensions.

Nous supposons que les questions posées dans le cadre de la présente question parlementaire se réfèrent uniquement aux « années-bébé » dites « baby years ».

L'article 171, alinéa 1^{er}, point 7) du Code de la sécurité sociale énumère bon nombre de conditions qui doivent être remplies pour pouvoir bénéficier d'une mise en compte desdits « baby years » du chef de l'éducation d'un enfant. Il s'agit de conditions concernant l'enfant lui-même ainsi que celles concernant la situation en matière d'assurance pension dans le régime général du chef de l'un ou de deux parents.

En tout état de cause, il appartient aux parents de désigner le bénéficiaire potentiel de la période d'assurance, tenant compte, par exemple, du dévouement à l'éducation de l'enfant ou du degré de réduction de l'activité professionnelle. En particulier, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) ne peut pas s'immiscer dans la décision des parents concernés. Si les parents ont donc désigné un parent non éligible,

la CNAP devra rejeter une mise en compte desdits « baby years ».

En cas d'une soumission de demande par un seul des parents ou en cas d'absence d'accord entre les parents, l'attribution des « baby year » s'opère pour la seule moitié des mois concernés afin de ne pas léser l'autre parent qui pourra présenter sa propre demande ultérieurement. L'analyse d'une telle demande est dès lors faite sur base des circonstances individuelles du parent concerné et non pas sur base des deux parents.

ad 2) Les parents ayant désigné un parent non éligible sont informés après l'instruction de leur demande par une décision présidentielle motivée susceptible d'un recours. La CNAP ne peut pas se substituer à la désignation effectuée par les parents en effectuant, sur sa propre initiative, une réattribution des « baby years ».

ad 3) Au fil du temps, les « baby years » ont évolué d'une simple reconnaissance au niveau de l'affiliation avec une mise en cotisation afférente pour revêtir aujourd'hui le caractère d'une véritable prestation de l'assurance pension. Ainsi, comme le prévoit la législation actuelle, le(s) bénéficiaire(s) potentiel(s) doit(vent) introduire une demande de mise en compte des « baby years » comportant notamment la désignation du ou des parents s'étant consacré(s) à l'éducation de l'enfant concerné.

Compte tenu de la multitude de circonstances ayant mené les parents à effectuer leur choix en matière de l'éducation de leurs enfants, compte tenu du nombre de situations transfrontalières qui relèvent souvent de carrières mixtes qui sont souvent seulement connues au moment de l'échéance du droit à pension, il n'est actuellement pas possible de mettre en place un système d'information proactif individualisé.

Toutes les informations^{10 11} relatives à la mise en compte des périodes sont disponibles sur le site de la Caisse nationale de pension.

ad 4) L'accord de coalition prévoit une augmentation du droit aux baby-years de 24 à 36 mois par enfant et une harmonisation de ces baby-years à 36 mois par enfant, sauf pour les parents d'un enfant handicapé qui continueront à bénéficier d'un droit aux baby-years de 48 mois par enfant à besoins spécifiques. Les travaux préparatoires y relatifs ont été entamés.

Contrôles frontaliers | Question 1178 (11/09/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Kontext vun der ëmmer méi heefeger Migranterkriminalitéit, déi an Europa eng bedeitend Roll spillt, stellt sech d'Fro, ob Lëtzebuerg Moosnamen, änlech wéi an Däitschland, berécksiichtge soll, fir déi intern Sécherheet ze garantéieren. Rezent huet Däitschland punktuell Grenzkontrollen op e puer interne Schengen-Grenzen agefouert, fir déi illegal Migratioun an déi organiséiert Kriminalitéit méi effektiv ze bekämpfen.

An dësem Zesammenhang géif ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gäre follgend Froe stellen:

1. Wéi vill illegal Entréeën op Lëtzebuerg goufen an de leschte Joren registréiert, a wéi vill Persoune goufen an dësem Kontext zeréckgewisen?

2. Ass d'Regierung bereet, Moosnamen, wéi punktuell Grenzkontrollen, ze ergräifen, fir eis ëffentlech Sécherheet am Land weider ze stäerken?

¹⁰ Périodes complémentaires – CNAP.lu d'Pensiounskeess – Caisse nationale d'assurance Pension – Luxembourg (public.lu)

¹¹ Assurance obligatoire – CNAP.lu d'Pensiounskeess – Caisse nationale d'assurance Pension – Luxembourg (public.lu)

⁹ Chapitre I. Étendue de l'assurance | Législation (secu.lu)



3. Ass eng verstärkt grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht tëscht Police an Douane virgesinn, fir d'Grenzkontrolle méi effizient ze gestalten?

4. Wa keng punktuell Grenzkontrollen u bestëmmte Grenze geplangt sinn, wéi gedenkt d'Regierung soss d'Grenzen ze schützen, besonnesch am Kontext vun der ëmmer méi heefeger grenziwwerschreidender Kriminalitéit?

Réponse (10/10/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De Prinzip vum Schengener Ofkommen gesäit d'Ewechfale vu Grenzkontrollen innerhalb dem Schenge-Raum vir. Déi eenzeg Baussegrenz vu Lëtzebuerg besteet um Flughafen um Findel, wou Kontrolle vun der Unité de police à l'aéroport (UPA) gemaach ginn. Am Joer 2023 hunn 971.393 Passagéier hei d'Grenzkontroll passéiert, vun deenen d'UPA 12 Refus d'entrée à l'arrivée festgestallt huet.

Definitiv Zuele fir 2024 sinn nach net disponibel.

ad 2. Ech wëll mech vun den Aussoen zu der anscheinender Heefegkeet vun enger sougenannter „Migrantekriminalitéit“ vun der ADR distanzéieren an ënnersträichen, datt Strofdoten onofhängeg vun der Nationalitéit ze kucke sinn.

Fir Lëtzebuerg als Heemechtsland vu Schengen ass et ganz wichteg, dass d'Bannegrenz vum Schenge-Raum opbleiwen. Déi däitsch Kontrollen hunn éischter mat der aktueller Debatt an Däitschland ze dinn, wat innepolitesch Froe sinn. Fir Lëtzebuerg ass d'Anhale vum Schengen-Accord Prioritéit: oppe Bannegrenzen, konsequent Kontrollen un de Baussegrenzen.

ad 3. D'Kooperatioun um Flughafen um Findel tëscht der Douane an der Police ass ganz gutt, woubäi d'Douane fir de Flux vu Wueren zoustänneg ass an d'Police fir de Flux vu Persounen. En fonction vum Personalbestand ënnerhëlt d'Police zesumme mat der Douane all Mount „Joint Checks“ am Beräich vum Flux des personnes.

ad 4. Ech verweisen op meng Äntwert op d'Fro 2. Zousätzlech zu der gudder Kollaboratioun mat den Nopeschlänner, notament den däitschen Homologen, wäert ech mech asetzen, fir d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht weiderzedreiwien, esou wéi et am Regierungsprogramm virgesinn ass.

Cyberattaques | Question 1179 (12/09/2024) de Mme Liz Braz (LSAP)

Am Mäerz 2024 sinn déi staatlech Internetsäiten Zil vun enger gréisserer DDoS-Attack ginn, déi d'Funktionalitéit vun de betraffene Websäite weesentlech gestéiert huet. Dës Attacken hu verschidde Vulnerabilitéite vun den digitale Staatsinfrastrukture gewisen.

An dësem Zesummenhang wëll ech der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung an dem Här Premierminister folgend Froe stellen:

- 1. Sinn zënter de Cyberattacken am Mäerz 2024 weider Ugrëffer op déi staatlech Internetsäite registréiert ginn, déi en Impakt op hir Funktioun haten?
2. Wat fir zousätzlech Mesurë goufen nom Mäerz agefouert, fir déi staatlech Infrastruktur bei zukünftigen Attacke besser ze protegéieren?
3. Konnten d'Autoritéite scho bewäerten, ob sech dës nei Mesurë bewäert hunn?
4. A Bezuch op d'Sécherheetslücken, déi duerch de Fait entstinn, dass verschidde Gemengen hir eegen IT-Systemer laanscht de „SIGI“ entwéckelen: Wéi gëtt garantéiert, datt all déi kommunal Informatiksystemer den

eenheetleche Sécherheetsstandarden entsprechen, déi vum SIGI a vum CTIE definéiert goufen?

5. Wéi schätzt d'Regierung d'Sécherheet vun de kommunalen Infrastrukturen am Kontext vun de rezenten a méigleche Cyberattacken an? Gëtt et geplangte Kooperatiounen op Initiativen, fir d'Sécherheetslücken ze reduzéieren?

Réponse (10/10/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Zanter der DDoS-Attack am Mäerz 2024, op déi sech déi honorabel Deputéiert bezitt, huet den Zenter fir Informationstechnologë vum Staat (CTIE) keng weider Cyberattaque registréiert mat Impakt op déi staatlech Internetsitten, déi vun him hebergéiert ginn. De CTIE huet wuel nei Tentativë registréiert. Dës konnten, dank den technesche Mesuren, déi en place sinn, ofgewiert ginn, esou dass si keen Impakt op d'Disponibilitéit vun de staatleche Servicere haten.

De CTIE huet, wéi schonn an der Äntwert op d'Fro N° 0522 erwäant, verschidde komplementar Protektiounsmechanismen en place, fir seng Infrastruktur géint Cyberattacken ze schützen. D'Erkenntnisser, déi de CTIE iwwert déi ugewante Strategie gewënnt, erlaben natierlech d'Mesuren, déi en place sinn, lafend unzepassen an ze optimiséieren.

Parallèll zu dëse Beméiungen aktualiséiert de CTIE reegelméisseg seng Sécherheitssystemer, fir vun neien, méi performanten Technologien ze profitéieren a mam Fortschritt – och deem vun den Ugräifer – kënnen matzegoen.

Op der Säit vun de Gemengen ass et wichteg drop hinweisen, dass et keen integralen „IT-System vun de Gemenge“ gëtt. De Staat stellt de Gemengen eng Rei Applikatiounen zur Verfügung, déi alleguer duerch d'Sécherheetsstandarde vum CTIE geschützt ginn.

D'Regierung kann dës Garantie allerdéngs net fir d'Gesamtheit vun den informatesche Gemengeninfrastrukturen auswäiten, well hefir kee spezifesch legale Kader existéiert. D'Gemengenautonomie applizéiert sech hei, an all Gemeng ass selwer responsabel fir hir IT-Sécherheet, a besonnesch d'Integritéit an d'Securitéit vu perséinlechen Donnéeën. Dës géllt souwuel fir Applikatiounen, déi d'Gemenge vum SIGI entwéckelt kréien, wéi och déi, déi eng Gemeng an Eegeregie kafen an installéiere géif.

Building Management System | Question 1180 (12/09/2024) de M. Yves Cruchten (LSAP)

En mars, des dysfonctionnements graves au sein de la cellule « Building Management System (BMS) », responsable notamment de la gestion des 1.456 caméras de surveillance du groupe, se sont fait jour. En raison de la gravité des faits, le directeur général des CFL a dû admettre que des procédures disciplinaires, allant du rappel à l'ordre jusqu'au licenciement, ont été engagées. Le directeur général s'est également référé dans une interview diffusée le 22 août à un audit interne.

Dès lors, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- L'audit interne est-il toujours en cours de finalisation ? Dans l'affirmative, dans quel laps de temps les conclusions dudit audit seront-elles tirées ?
- Des collaborateurs engagés au sein de la cellule BMS ont-ils été affectés à d'autres postes ?
- Un cahier de procédures standardisé a-t-il été mis au point afin d'améliorer la qualité de la réaction de la cellule BMS en cas de survenance d'incidents ?

Réponse (10/10/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le rapport d'audit a été finalisé fin septembre par le comité d'audit des CFL.

L'audit interne a examiné les procédures et réglementations en place. Dans l'ensemble, elles sont adéquates, appropriées et efficaces. Sur base des recommandations du rapport d'audit, les procédures et instructions existantes seront centralisées dans un document unique et l'ensemble du personnel travaillant dans la cellule BMS suivra des séances de formation, voire de remise à niveau par rapport à ce nouveau document unique.

Selon les informations reçues de la part des CFL, des enquêtes internes disciplinaires sont en cours dont l'issue n'est pas encore connue.

En ce qui concerne les installations techniques, le rapport d'audit a également préconisé quelques mesures d'amélioration, sans que l'état actuel de ces équipements n'ait entravé le bon fonctionnement de la cellule BMS jusqu'à ce jour. L'audit propose la mise en place d'une périodicité uniforme des contrôles de bon fonctionnement des caméras sur l'ensemble du réseau, ainsi que l'uniformisation des installations et connexions vers la cellule BMS (ex. : connexion entre les ascenseurs et la cellule BMS).

La direction des CFL a approuvé l'ensemble des recommandations de l'audit et leur implémentation a déjà commencé. J'ai proposé d'ailleurs à la présidente de la Commission de la mobilité et des travaux publics d'inscrire ce point à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de la commission, afin que la direction des CFL puisse présenter plus en détail les résultats dudit audit.

Nationalité des nouveau-nés | Question 1181 (12/09/2024) de M. Fred Keup (ADR)

An der Schwäiz ass et Praxis, detailléiert Statistiken iwwer d'Nationalitéit vun neigebuerene Kanner systematesch ze verëffentlechen. Zu Lëtzebuerg erfaasst de Statec dës Donnéeën och, mee am Rapport gëtt haaptsächlech d'Differenz tëscht de Gebuerterate vu Lëtzeburger an Auslänner gemaach. Am Joer 2022 goufe 6.495 Kanner zu Lëtzebuerg gebuer. Fir e méi detailléierten Abléck an déi demographesch Entwécklung ze kréien, wieren zousätzlech Analysen zu den Nationalitéite vun den Elteren an dem Fertilitéitstaux wichteg.

An dësem Zesummenhang géif ech dem Här Famillje-minister gäre folgend Froe stellen:

- 1. Wéi huet sech d'Gebuerterat an de leschte Joren entwéckelt, an a wéi engem Ausmooss spigelen d'Nationalitéite vun den Elteren dës Zuelen erëm? Kéint den Här Minister an deem Zesummenhang eng Tabelle zur Verfügung stellen, an där d'Nationalitéite vun den iwwer 12.000 Persounen, déi 2022 Eltere goufen, duergestallt ginn? Sinn d'Zuele vun 2023 scho verfügbar?
2. Kéint den Här Minister erklären, wéi d'Statistike verschafft gi bei Kanner, wou d'Eltere verschidden Nationalitéiten hunn? Gëtt et an deem Zesummenhang och eng Méiglechkeet, fir de Fertilitéitstaux opgeschléisselt no Nationalitéit duerzestellen?

Réponse (25/09/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. De Statec publizéiert all Joer am Abrëll demographesch Donnéeën vum Joer virdrun um Statistikportal (Statistiques – Luxembourg (public.lu)). D'Donnéeën zu de Gebuerterate 2023 sinn deemmo

zanter Abrëll 2024 verfügbar (Une croissance démographique réduite en 2023 – Statistiques – Luxembourg (public.lu)). Et gëllt ze bemierken, datt de Rapport „Travail et cohésion sociale“, publizéiert vum Statec de 24. September 2024, e spezifesch Kapitel iwwer d'Evolution vum de Gebuerten an der Fruchtbarkeit enthält. (Rapport „Travail et cohésion sociale“ 2024 – Statistiques – Luxembourg (public.lu)); Säite 24–33).

Wat d'Nationalitéit vun den Elteren ugeet, sou haten 2023 1.726 Puppelcher (oder 27,3 % vun de Gebuerten) zwee lëtzebuergesch Elterendeeler. 1.414 Puppelcher haten ee lëtzebuergesch Elterendeel (22,4 %). 3.180 Puppelcher (50,3 % vun de Gebuerten) haten also zwee Eltere vun auslännescher Nationalitéit.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Am Detail sinn d'Nationalitéit vum Eltere vu Puppelcher, déi am Joer 2023 gebuer goufen, déi follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Fir d'Haaptnationalitéit vu Leit mat méi Nationalitéiten ze bestëmmen, befollegt de Statec d'europäesch Reglementer.

Eng Persoun mat duebeler oder multipeler Staatsbürgerschaft gëtt an engem eenzege Staat vun der Staatsbürgerschaft klasséiert, dëst entsprechend der follgender hierarchescher Uerdnung:

- (1) Lëtzebuergesch Nationalitéit oder
- (2) wann déi Persoun net lëtzebuergesch ass: en anere Memberstaat vun der Europäescher Unie oder
- (3) wann d'Persoun keng Nationalitéit vun engem anere Memberstaat vun der Europäescher Unie huet: en anert Land ausserhalb vun der Europäescher Unie.

Wann eng Persoun d'Nationalitéit vun zwee Länner huet, déi Deel vun der Europäescher Unie sinn, oder zwou Nationalitéiten, déi net Deel vun der Europäescher Unie sinn, awer kee Land als 1. Nationalitéit deklaréiert ass, oder falls keent aus der Europäescher Unie ass, berücksichtegt de Statec d'Geburtsland. Wann d'Geburtsland enger vun den Nationalitéiten entsprécht, ass et dës Nationalitéit, déi berücksichtegt gëtt. Soss gëtt déi éischt deklaréiert Nationalitéit berücksichtegt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Donnéeën zur Fertilitéit sinn am ëffentleche Rapport „Travail et cohésion sociale“ ze fannen (Rapport „Travail et cohésion sociale“ 2024 – Statistiques – Luxembourg (public.lu)); Säite 24–33).

.....

Principe du « délai raisonnable » | Question 1182 (12/09/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

Récemment, le principe du « délai raisonnable » a été officiellement inscrit pour la première fois dans la Constitution (article 110). Ce principe garantit à chaque personne le droit à un procès équitable dans un délai raisonnable, constituant ainsi un droit fondamental pour les citoyens. Cette nouvelle modification constitutionnelle vise à assurer que les procédures légales et judiciaires ne s'éternissent pas inutilement, protégeant ainsi les droits des justiciables.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Comment le système judiciaire luxembourgeois entend-il garantir la mise en œuvre pratique du

principe du « délai raisonnable », en particulier dans les procédures judiciaires complexes souvent longues ?

2) Combien de procédures judiciaires au cours des cinq dernières années ont dépassé un « délai raisonnable » et comment ces cas ont-ils été traités ?

3) Est-ce que les juridictions disposent d'un mécanisme de monitoring de respect du « délai raisonnable » ?

4) Le Conseil national de la justice, créé par la nouvelle Constitution (article 107) et devant veiller au fonctionnement de la justice, a-t-il, depuis sa création, été saisi de plaintes concernant le dépassement de « délais raisonnables » ?

Réponse (10/10/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Tout d'abord, et comme détaillé plus amplement ci-après, il est important de noter que l'appréciation du respect du « délai raisonnable » doit se faire au cas par cas, notamment en prenant en considération la complexité et le type de dossier. Il n'est donc pas possible de déterminer de manière générale un « délai raisonnable ».

Ensuite, il faut noter que des efforts considérables ont été effectués pour renforcer à tous les niveaux les effectifs des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif ces dernières années.

Ainsi, 194 nouveaux postes de magistrats seront créés au cours de la présente législature, ces postes seront créés en plusieurs étapes.

Tout d'abord, par une loi du 24 juillet 2024 relative au programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027, le législateur vient de créer 94 nouveaux postes de magistrat et 20 nouveaux postes d'attachés de justice.

Ensuite, le projet de loi n° 8299B, qui est en cours d'examen parlementaire, prévoit un pool de réserve de 100 postes de magistrat. En cas de besoin motivé par les chefs de corps, le Conseil national de la justice pourra attribuer ces postes aux services de l'ordre judiciaire et ordre administratif.

S'ajoute à ceci qu'en date du 2 août 2024, le projet de loi n° 8433 portant modification de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice a été introduit dans la procédure législative. L'objectif est la révision des conditions d'accès à la magistrature par une réforme du recrutement et de la formation des attachés de justice.

Puis, dans le cadre des réflexions engagées sur une modernisation et adaptation du Code de procédure pénale et conformément à l'accord de coalition 2023-2028, des travaux sont actuellement en cours portant sur d'éventuelles prochaines modifications du Code de procédure pénale en vue de la mise en place d'une « procédure accélérée », respectivement d'une accélération de certaines modalités procédurales en matière pénale.

Au niveau procédural, différents mécanismes sont d'ores et déjà prévus par les textes applicables :

– Le Nouveau Code de procédure civile, dans le cadre de la procédure de la mise en état ordinaire (notamment articles 203 et 221 NCPC), charge le juge de la mise en état de la mission de veiller au déroulement loyal de la procédure et partant aussi de manière implicite au respect du délai raisonnable. Il peut notamment adresser des injonctions aux avocats et décider d'office la clôture de l'instruction. En ce qui concerne la procédure de mise en état simplifiée, le

Nouveau Code de procédure civile prévoit des délais d'échange de conclusions à respecter à peine de forclusion (articles 222-2 et 222-3 NCPC).

– La loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives prévoit des délais stricts pour la production des mémoires.

ad 2) La justice ne dispose pas des outils statistiques nécessaires pour répondre à cette question. Cependant, depuis la création du Conseil national de la justice, ce dernier a été saisi de 2 doléances par rapport à un éventuel dépassement du délai raisonnable.

ad 3) Il est renvoyé aux éléments de réponse contenus dans la réponse à la première question.

Il faut ajouter que l'appréciation du dépassement du délai raisonnable se fait par les juridictions, notamment par la Cour européenne des droits de l'homme qui a eu l'occasion d'interpréter l'article 6, § 1, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui stipule à la première phrase que :

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. »

Les États contractants de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales doivent ainsi organiser leur système juridictionnel afin que les juridictions nationales puissent remplir leur rôle avec efficacité et célérité.

Selon la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, le caractère raisonnable de la durée d'une procédure s'apprécie in globo selon les circonstances de la cause, à l'aune des critères dégagés par la jurisprudence de la cour, à savoir : la complexité de l'affaire, le comportement du requérant et des autorités compétentes, ainsi que l'enjeu du litige pour l'intéressé.

ad 4) Le Conseil national de la justice a été saisi depuis le 1^{er} juillet 2023 de 2 doléances par rapport à un éventuel dépassement du délai raisonnable.

.....

Données des enfants des parents divorcés sur myguichet.lu | Question 1183 (12/09/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Eltere kënnen op myguichet.lu Informatiounen zu hire Kanner fannen. Bei gescheeten Elteren ass et esou, dass verschidden Informatiounen vun hire Kanner nëmmen ugewise ginn, wa si op der selwechter Adress wéi hir Kanner ugemellt sinn. Bei gescheeten Elteren, déi net op der selwechter Adress wunnen, ass et esou, dass een Elterendeel keen Accès op dës Donnéeën huet, och wa béid Elteren d'Autorité parentale gemeinsam ausüben.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Justiz an Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi eng Informatiounen vun hire Kanner kënnen gescheeten Elterendeeler, déi net op der selwechter Adress wunnen wéi hir Kanner, net op myguichet.lu consultéieren?

2. Kënnen dës Elterendeeler d'Informatiounen iwwert een anere Wee consultéieren?

3. Firwat gëtt dëst esou op myguichet.lu gehandhaabt?



Réponse (10/10/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**,
Ministre de la Digitalisation

D'Fro vum honorabelen Deputéierte betrëfft den Affichage vun Donnéeën, déi sech am „Registre national des personnes physiques“ (RNPP) befannen, am private Beräich vun der Plattform myguichet.lu, besonnesch Donnéeë vu mannerjärege Kanner.

D'modifizéiert Gesetz vum 19. Juni 2013 (Gesetz RNPP) gesäit vir, dass all Donnéeën aus dem RNPP vu mannerjärege Kanner, op Ufro, an deen Elterendeel, deen Titulaire vun der Autorité parentale ass, kommunizéiert ginn. Déi concernéiert Donnéeë sinn d'Signalétique (déi besteet aus: Identifikatiounsnummer, Numm, Virnumm, Geschlecht, Gebuertsdatum a Gebuertsuert), d'Nationalitéit, d'familiär Situatioun an d'Adress (Résidence habituelle).

Niewent der Kommunikatioun vun den uewen ernannten Donnéeë gëtt et d'Méiglechkeet, am private Beräich vun engem Elterendeel op myguichet.lu vun den administrativen Donnéeë vun engem mannerjärege Kand Kenntnis ze huelen.

Wann den Elterendeel op der selwechter Adress wunnt wéi dat mannerjärege Kand, kann dësen Elterendeel op myguichet.lu all uewen ernannten Donnéeë vum mannerjärege Kand gesinn.

Wann den Elterendeel net op der selwechter Adress wunnt wéi dat mannerjärege Kand, kann deen Elterendeel just d'Signalétique vu sengem mannerjärege Kand op myguichet.lu gesinn.

Dës Ënnerscheedung ass bedéngt duerch d'Dispositioun vum Artikel 36 vum Gesetz RNPP, déi virgesäit, dass all Kommunikatioun vun Donnéeën op Basis vu verifizéierten Donnéeë muss gemaach ginn. Am Kader vun enger Ufro iwwert de private Beräich vu MyGuichet ass eng Verifizéierung vun der Autorité parentale de Moment awer net méiglech.

Invitations dans le cadre du « Rentendesch » |
Question **1184** (12/09/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den 9. September huet d'Madamm Minister der Press matgedeelt, datt si d'Invitatioun fir d'Diskussioun ronderëm d'Rentereform un eng Rei Interessevertrieder verschéckt hätt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Minister fir sozial Sécherheet gär dës Fro stellen:

- Kann d'Madamm Minister der Chamber eng vollstänneg Lëscht vun den invitéierten Interessevertrieder zoukomme loossen?

Réponse (04/10/2024) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Sou wéi aus der Lëscht en annexe ervirgeet, sinn aktuell Reuniounen mat follgenden Organer/Institutiounen geplangt:

- LCGB
- OGBL
- UEL
- Fondation IDEA
- ACA
- Conseil supérieur pour un développement durable (Nohaltegkeetsrot)
- Conférence nationale des élèves du Luxembourg
- Jugendrot
- Baueren Allianz, Centrale paysanne luxembourgeoise, Fräie Lëtzebuerger Bauerverband
- Conseil national des finances publiques
- CGFP
- FGFC
- ACEL.

Projet européen « Chat control » | Question **1185**
(12/09/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mat grousser Suerg sinn ech vun der neier Versioun vum EU-Gesetzesprojet iwwer d'Sich no verdächtigem Inhalt an alle private Messagen an Chats (sougenannten Chat-Kontroll oder Reglement iwwer sexuelle Mëssbrauch vu Kanner) gewuer ginn. Dëse Projet kéint zu enger massiver Aschränkung vun der digitaler Privatsphär an Europa féieren, geneesou wéi zum de facto Enn vu Messengerdëngschter wéi Whatsapp, Signal, Messenger, Threema, ...

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Kommunikatioun a Medien dës Fro stellen:

1. Wéi eng Positioun huet d'Lëtzebuerger Regierung zu dëser neier Propos?
2. Wéi wäert Lëtzebuerg bei der Positionéierung vun den EU-Regierungen, déi fir den 23. September virgesinn ass, ofstëmmen?
3. Wéi wäert sech de Lëtzebuerger Verrieder bei der Sëtzung vun den EU-Inneministern den 10. Oktober positionéieren?
4. Wéi schätzt d'Regierung d'Auswierkung vun dësem Gesetzesprojet op d'Privatsphär vun de Lëtzebuerger Bierger an?
5. Wéi gedenkt d'Regierung d'Recht op privat Kommunikatioun an d'Recht op Verschlüsselung ze schützen, falls dëst Reglement ugeholl gëtt?

Réponse (14/10/2024) de **Mme Elisabeth Margue**,
Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Léon Gloden**,
Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung huet mat der neier Propos fir d'EU-Reglement net geännert. Während d'Bekämpfung vu sexuellem Mëssbrauch a sexueller Ausbeutung vu Kanner eng Prioritéit ass an d'Regierung d'Efforten um europäeschen Niveau, fir dës Phänomeener ze bekämpfen, voll ënnerstëtzt, stellt d'Regierung awer fest, dass hire Bedenke mat Bezug op de Schutz vun de Grondrechter a speziell den Dateschutz mat der neier Propos net Rechnung gedroe gëtt.

D'Regierung hält dohier weider un der Positioun fest, dass am Kader vun engem neien EU-Reglement de Proportionalitéitsprinzip muss respektéiert ginn, fir dass essential Grondrechter vun de Bierger garantiéiert bleiwen. Genau wéi et de Service juridique vum EU-Conseil a sengem Avis iwwer d'Legalitéit vun der sougenannter „Chatkontroll“ recommandéiert, ass d'Regierung fir eng méi cibléiert Detektioun vu pedopornographeschem Material a fir d'Vermeidung vun enger genereller Iwwerwaachung.

Speziell bleift d'Regierung der Meenung, dass verschidden Deeler vum Text, ënner anerem déi sougenannten „upload moderation“, déi en Deel vun engem „client-side scanning“ duerstellt, net de Risiko vun enger genereller Iwwerwaachung andämmen an och de Kritter vun der Proportionalitéit aus der Charta vun de Grondrechter vun der EU net erfüllen. Den Dispositif schléisst nämlech nach ëmmer net aus, dass d'Kommunikatiounen vun all de Benotzer vun engem Service, och vun deenen, déi iwwerhaapt kee Lien mat enger Strofdot hunn, kënne gescannt ginn.

ad 2. Den 23. September huet keng Ofstëmmung stattfonnt, et war eng Reunioun op Beamteniveau.

ad 3. D'Regierung huet scho kloergestallt, dass se déi aktuell Versioun vum Text net matdroe kann. Am EU-Conseil vum 10. Oktober huet och keng Ofstëmmung stattfonnt.

ad 4. D'Regierung ass der Meenung, dass den aktuelle Kompromëssprojet net am Aklang mam Proportionalitéitsprinzip souwéi mat der Jurisprudenz vun der Cour de Justice vun der Europäescher Unioun ass.

ad 5. D'Regierung ka sech zum jëtzege Zäitpunkt nach net zu dëser Fro äusseren.

Et sief op d'Äntwerte vun de Froen 3 a 4 verweisen.

Déforestation des forêts tropicales | Question
urgente **1524** (15/11/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

En Donneschdeg, de 14. November huet d'EU-Parlament verschidden Amendementen zum EU-Reglement iwwert d'Ofholze vun de Reebëscher gestëmmt, an och decidéiert, d'Applikatioun vum Text ëm ee Joer ze verréckelen. Dës Decisioun muss an enger nächster Etapp och vum Ministerrout ugeholl ginn, soss trëtt d'Gesetz den 1. Januar 2025 a Kraaft. D'Betriber wëssen domat gutt siwe Wochen, ier d'Gesetz potentiell verbindlech gëtt, nach net, op wéi eng rechtlech Situatioun si sech genee mussen astellen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Ëmweltminister gär dës dréngend Fro stellen:

1. Wäert den Här Minister déi vum EU-Parlament decidéiert Amendementen am Ministerrout ënnerstëtzen? Falls net, firwat net?
2. Wäert den Här Minister d'Propos, déi souwuel vun der EU-Kommissioun wéi elo vum Parlament gedroe gëtt, fir d'Applikatioun vum Gesetz ëm ee Joer ze verréckelen, am Ministerrout ënnerstëtzen? Falls net, firwat net?

Réponse (20/11/2024) de **M. Serge Wilmes**,
Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Wichtig ass virun allem, dass d'Propos, fir d'Applikatioun vum Gesetz Enn dës Jores ze verréckelen, esou schnell wéi méiglech adoptéiert gëtt (cf. Äntwert op d'Fro 2). D'Amendementen sinn zurzäit amgaang studéiert ze ginn.

ad 2. Jo.

Programme du cannabis médicinal | Question
urgente **1527** (18/11/2024) de **M. Georges Engel** |
Mme Paulette Lenert (LSAP)

Lors de la séance publique de la Chambre des Députés du 13 novembre 2024, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a annoncé que le programme du cannabis médicinal sera modifié à partir du 1^{er} janvier 2025. À terme, suite à une période de transition, il est prévu d'abandonner le recours aux sommités fleuries riches en THC tandis que la quantité maximale de substance pouvant être mise à disposition pendant 28 jours sera abaissée. Madame la Ministre a aussi annoncé qu'une évaluation des besoins sera effectuée en 2025.

Cette annonce risque de prendre de court de nombreux patients participant au programme. En effet, une baisse de dosage ne peut se faire du jour au lendemain. Quant aux patients souhaitant poursuivre leur traitement malgré tout, il leur faudra du temps pour pouvoir participer à un éventuel programme analogue dans un autre pays.

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Pourquoi les résultats de l'évaluation des besoins ne sont-ils pas attendus avant de procéder à un changement du programme de cannabis médicinal ? Sur quels éléments repose la décision des changements annoncés ?

2) D'autres modifications au programme de cannabis médicinal que celles évoquées lors de la séance publique du 13 novembre sont-elles prévues ?

3) Comment les patients qui participent actuellement au programme seront-ils informés des modifications à venir ? Un accompagnement spécifique pour chaque patient est-il prévu ?

4) Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il serait plus sage de postposer cette décision afin de ne pas pénaliser les patients de manière supplémentaire ?

Réponse (21/11/2024) de Mme Martine Deprez,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Si le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale se doit de proposer toute option thérapeutique potentielle à la population, il est également de sa responsabilité de le faire en protégeant la santé individuelle aussi bien que publique. Aujourd'hui, il n'y a pas de conclusion scientifique avérée sur l'efficacité généralisée, respectivement la plus-value du cannabis médicinal, faisant du cannabis médicinal une thérapie empirique.¹²

– Ce constat est d'autant plus préoccupant pour les sommités fleuries de cannabis. En effet, la prescription des sommités fleuries implique des difficultés de

posologies, voire des difficultés d'administration, y compris de la reproductibilité de cette dernière.

– La biodisponibilité est significativement plus variable pour le THC dans le cannabis vaporisé et inhalé sur base de sommités fleuries, et en outre influencée par plusieurs facteurs (p. ex. variabilité du produit lui-même et de sa préparation pré-inhalation, dynamique de l'inhalation, nombre et profondeur des inhalations, volume pulmonaire).

– Le potentiel d'abus et de mésusage plus important avec les sommités fleuries (qui peuvent être fumées) par rapport aux extraits huileux.

Afin d'incommoder le moins possible les personnes incluses dans le programme, le Luxembourg a opté pour une sortie progressive des fleurs de cannabis, en supprimant d'abord les sommités riches en THC, qui, comme mentionné précédemment, présentent des risques accrus pour les patients. Le Luxembourg ne suit donc pas la démarche adoptée par la France qui a mis fin de manière abrupte à la mise à disposition des sommités fleuries de cannabis depuis le 26 mars 2024.¹³

ad 2) Pour l'instant, il n'y a pas d'autres adaptations prévues.

ad 3) La Direction de la santé a diffusé un courrier le 16 octobre 2024 aux pharmaciens hospitaliers et aux prescripteurs agréés (voir annexe). Il revient aux professionnels de santé d'instruire leurs patients de ces changements lors de leurs passages au cabinet médical et dans la pharmacie hospitalière, et d'explorer ensemble la meilleure option d'adaptation thérapeutique (si besoin).

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La Direction de la santé a également mis à disposition des pharmaciens hospitaliers et des médecins des affiches (voir annexe) à exposer dans leurs locaux,

afin que l'information de cette nouvelle phase gagne en visibilité. En plus des messages clés de l'arrêt des sommités fleuries riches en THC et de l'adaptation de la quantité de sommités fleuries pour 28 jours, ces affiches renvoient le patient sur le site santé.lu, avec une rubrique FAQ dédiée aux questions des patients. Des précisions au sujet de l'accompagnement des patients concernés, qui réside généralement dans la responsabilité des médecins traitants, y figurent également.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Les patients ne sont pas « pénalisés de manière supplémentaire », dans le sens que :

– la Direction de la santé a annoncé ces changements dès le 16 octobre 2024, permettant ainsi une période d'adaptation de 3 mois¹⁴ aux patients (et leurs médecins), ce qui a été jugé médicalement suffisant pour toute transition ou sevrage éventuel ;

– l'option thérapeutique du cannabis médicinal reste possible grâce aux extraits huileux (plus simples et plus sûres dans leur utilisation), avec les 3 profils cannabinoïdes connus (THC-dominants, CBD-dominants et THC/CBD-équilibré) ;

– d'autres options thérapeutiques sont disponibles pour traiter les indications retenues pour le traitement par cannabis médicinal ;

– la majorité des prescriptions se fait dans l'indication des douleurs chroniques sévères (99 % pour l'année 2024), qui, d'un point de vue pharmacologique, devraient être plus efficacement traitées par un traitement chronique, c'est-à-dire par les extraits huileux (et non pas par les sommités fleuries qui n'ont qu'une action courte).

¹² Ces conclusions ont également été tirées par le Conseil scientifique du Domaine de la Santé en 2023 : <https://conseilscientifique.public.lu/fr/publications/cannabis/interet-therapeutique-du-cannabis-et-des-cannabinoides-d-origine-vegetale-ousynthetique.html>

¹³ <https://ansm.sante.fr/dossiers-thematiques/cannabis-a-usage-medical/mise-en-place-de-lexpérimentation-du-cannabis-medical>

¹⁴ Considérant que la délivrance de sommités fleuries pourra se faire encore durant toute la durée du mois de janvier 2025, en fonction des stocks restants.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799